

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

RECUEIL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

---

TOME TROISIÈME  
JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

1861

---

PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1969

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden

# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

---

### I.

#### PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE  
AVEC LES ACTES QUI S'Y RATTACHENT.

---

**1. — Traité de commerce, conclu le 23 janvier 1860, entre la France et la Grande-Bretagne et ratifié le 4 février 1860.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Baroche*, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., membre de son Conseil privé, président de son Conseil d'État, chargé par intérim du ministère des affaires étrangères,

Et M. *Rouher*, grand officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., sénateur, son ministre et secrétaire d'État

au département de l'agriculture, du commerce, et des travaux publics;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Henry-Richard Charles*, comte *Cowley*, vicomte *Dangan*, baron *Cowley*, pair du Royaume-Uni, membre du Conseil privé de S. M. Britannique, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa dite Majesté près S. M. l'Empereur des Français.

Et M. *Richard Cobden*, esquire, membre du parlement britannique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. S. M. l'Empereur des Français s'engage à admettre les objets ci-après dénommés, d'origine et de manufacture britanniques, importés du Royaume-Uni en France, moyennant un droit qui ne devra, en aucun cas, dépasser trente pour cent de la valeur, les deux dixièmes additionnels compris.

Ces objets et marchandises sont les suivants :

Sucre raffiné;	autres végétaux filamenteux, dénom-
Curcuma en poudre;	més ou non;
Cristal de roche ouvré;	Tissus mélangés de toute sorte;
Fer forgé en massiaux ou prismes;	Bonneterie;
Fils de laiton (cuivre allié de zinc),	Passementerie;
polis ou non polis, de toute sorte;	Mercerie;
Produits chimiques, dénommés ou non	Tissus de caoutchouc ou de gutta-per-
dénommés;	cha purs ou mélangés;
Extraits de bois de teinture;	Habillements ou vêtements confec-
Garancine;	tionnés;
Savons ordinaires de toute sorte et sa-	Peaux préparées;
vons de parfumerie;	Ouvrages en peaux ou en cuir, compris
Pêcherie de grès fin ou commun et de	ou non sous la dénomination de mer-
terre de pipe;	cerie commune ou fine;
Porcelaines;	Plaqués de toute sorte;
Verres, cristaux, glaces;	Coutellerie;
Fils de coton;	Ouvrages en métaux, dénommés ou
Fils de laine de toute sorte;	non;
Fils de lin et de chanvre;	Fonte de toute espèce, sans distinction
Fils de poils, spécialement dénommés	de poids;
ou non;	Fers, sauf l'exception prévue par l'arti-
Tissus de coton;	cle 17 ci-après;
Tissus de crin, spécialement dénommés	Aciers;
ou non;	Machines, outils et mécaniques de toute
Tissus de laine, dénommés ou non;	sorte;
Lisières en drap;	Voitures suspendues, garnies ou peintes;
Tissus de poils;	Tabletterie et ouvrages en ivoire ou en
Tissus de soie;	bois;
Tissus de bourre de soie, fleuriet;	Eaux-de-vie, même autres que de vin,
Tissus de lin et de chanvre;	de cerise, de mélasse ou de riz;
Tissus d'écorces d'arbres et de tous	Bâtiments de mer et embarcations.

A l'égard du sucre raffiné et des produits chimiques dérivés du sel, on ajoutera aux droits ci-dessus fixés le montant des impôts qui grèvent ces produits à l'intérieur.



Art. 2. S. M. l'Empereur s'engage à réduire les droits d'importation en France sur la houille et le coke britanniques au chiffre de quinze centimes les cent kilogrammes, plus les deux décimes.

S. M. l'Empereur s'engage également, dans le délai de quatre ans, à partir de la ratification du présent Traité, à établir à l'importation des houilles et du coke, par les frontières de terre et de mer, un droit uniforme qui ne pourra être supérieur à celui qui est fixé par le paragraphe précédent.

Art. 3. Il est convenu que les droits fixés par les articles précédents sont indépendants des droits différentiels établis en faveur des bâtiments français.

Art. 4. Les droits *ad valorem* stipulés par le présent Traité seront calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de la fabrication de l'objet importé, augmentés des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation en France jusques au port de débarquement.

Pour la perception de ces droits, l'importateur fera, au bureau de la douane, une déclaration écrite, constatant la valeur et la qualité des marchandises importées. Si l'administration de la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises, en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de cinq pour cent.

Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, avec restitution des droits, s'il en avait été perçu.

Art. 5. S. M. Britannique s'engage à recourir à son parlement pour être mise à même d'abolir les droits d'importation sur les articles suivants :

Acide sulfurique et autres acides minéraux ;	cles confectionnés, en tout ou en partie, de coton ou de fil de lin ;
Agates et cornalines montées ;	Cuir ouvré ;
Allumettes chimiques de toute sorte ;	Dentelles de coton, laine, soie ou lin ;
Amorces ou capsules de poudre fulminante ;	Fers et aciers ouvrés ;
Armes de toute sorte ;	Machines et mécaniques ;
Bijouterie ;	Outils et instruments ;
Bimbeloterie ;	Coutellerie et autres articles en acier, fer ou fonte moulée ;
Bouchons ;	Articles d'ornement ou de fantaisie en acier ou en fer ;
Brocarts d'or et d'argent ;	Ouvrages chargés de cuivre par un procédé galvanique ;
Broderies ou ouvrages à l'aiguille de toute espèce ;	Modes et fleurs artificielles ;
Ouvrages en bronze, ou métal bronzé ou verni ;	Fruits frais ;
Cannes pour ombrelles, parapluies ou autres, montées, peintes ou autrement ornées ;	Ganterie et autres articles d'habillement en peau ;
Chapeaux, de quelque matière qu'ils soient composés ;	Caoutchouc et gutta-percha ouvrés ;
Gants, bas, chaussettes et autres arti-	Huiles ;
	Instruments de musique ;
	Châles de laine, imprimés ou unis ;

Couvertures, gants et autres tissus en laine non dénommés;	Tissus de poil de chèvre ou autres; Porcelaine;
Mouchoirs et autres tissus non dénommés en lin et en chanvre;	Poterie;
Parfumerie, tabletterie, pendules, montres; lorgnettes;	Raisins frais;
Plomb ouvré, dénommé ou non dénommé;	Sulfate de quinine;
Plumes apprêtées ou non;	Sels de morphine;
	Tissus de soie pure ou mélangée, de quelque nature qu'ils soient

Articles non dénommés au tarif actuellement grevés d'un droit de dix pour cent *ad valorem*, sauf toutefois les mesures de précaution que pourrait exiger la protection du revenu public contre l'introduction de matières assujetties à des droits de douane ou d'accise et qui entreraient dans la composition des articles admis en franchise en vertu du présent paragraphe.

Art. 6. S. M. Britannique s'engage aussi à proposer au parlement de réduire immédiatement les droits à l'importation des vins français à un taux qui ne dépassera pas trois schellings par gallon<sup>1</sup> jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1861. A partir de cette dernière époque, les droits d'importation seront réglés de la manière suivante :

1° Sur les vins qui contiennent moins de quinze degrés d'esprit, type d'Angleterre, vérifiés par l'hydromètre de Sykes, le droit ne dépassera pas un schelling par gallon.

2° Sur les vins qui contiennent de quinze à vingt-six degrés, le droit ne dépassera pas un schelling six pence par gallon.

3° Sur les vins qui contiennent de vingt-six à quarante degrés, le droit ne dépassera pas deux schellings par gallon.

4° Sur les vins en bouteilles, le droit ne dépassera pas deux schellings par gallon.

5° L'importation des vins ne devra avoir lieu que par les ports qui seront désignés à cet effet avant la mise à exécution du présent Traité, S. M. Britannique se réservant de substituer d'autres ports à ceux qui auront été primitivement désignés, ou d'en augmenter le nombre.

Le droit d'importation par les ports non désignés sera de deux schellings par gallon.

6° S. M. Britannique se réserve le droit, nonobstant les dispositions du présent article, de fixer le *maximum* d'esprit type qui pourra être contenu dans la liqueur déclarée comme vin, sans toutefois que ce *maximum* puisse être inférieur à trente-sept degrés.

Art. 7. S. M. Britannique promet de recommander au parlement l'admission dans le Royaume-Uni des marchandises provenant de France à des droits identiques à ceux d'accise qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires dans le Royaume-Uni. Toutefois, les

1. Un gallon donne 4 litres 54 345.



droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs britanniques par le système de l'accise.

Art. 8. En conséquence de l'article précédent, S. M. Britannique s'engage à recommander au parlement l'admission dans le Royaume-Uni des eaux-de-vie et esprits provenant de France, à des droits exactement identiques à ceux qui grèvent dans le Royaume-Uni les esprits de fabrication nationale, sauf une surtaxe de deux pence par gallon, ce qui fait, pour le droit à percevoir actuellement sur les eaux-de-vie et esprits provenant de France, huit schellings deux pence le gallon. S. M. Britannique s'engage aussi à recommander au parlement l'admission des rhums et tafias provenant des colonies françaises aux mêmes droits que ceux qui grèvent ou grèveraient ces produits provenant des colonies britanniques.

S. M. Britannique s'engage à recommander au parlement l'admission des papiers de tenture provenant de France à des droits identiques à ceux d'accise, c'est-à-dire à quatorze schellings le quintal, et les cartons de même provenance à un droit qui ne pourra excéder quinze schellings le quintal.

S. M. Britannique s'engage aussi à recommander au parlement l'admission de l'orfèvrerie provenant de France à des droits identiques à ceux de marque ou d'accise qui grèvent l'orfèvrerie britannique.

Art. 9. Il est entendu entre les Hautes Puissances contractantes que si l'une d'elles juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou impôt sur un article de production ou de fabrication nationale qui seraient compris dans les énumérations qui précèdent, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal.

Il est également entendu entre les Hautes Puissances contractantes que, dans le cas où le Gouvernement Britannique jugera nécessaire d'élever les droits d'accise qui grèvent les esprits de fabrication nationale, les droits d'importation sur les vins pourront être modifiés de la manière suivante :

Chaque augmentation d'un schelling par gallon d'esprit sur le droit d'accise pourra donner lieu, sur les vins payant un schelling et demi, à une augmentation de droit qui ne pourra excéder un penny et demi ; et sur les vins payant deux schellings, à une augmentation qui ne pourra excéder deux pence et un demi-penny.

Art. 10. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'imposer, sur tout article mentionné dans le présent Traité ou sur tout autre article, des droits de débarquement ou d'embarquement affectés à la dépense des établissements nécessaires au port d'importation et d'exportation.

Mais, en tout ce qui concerne le traitement local, les droits et les frais dans les ports, les bassins, les docks, les rades, les havres et les rivières des deux pays, les privilèges, faveurs ou avantages qui sont ou seront accordés aux bâtiments nationaux sans exception ou à la marchandise qu'ils exportent ou importent, le seront également aux bâtiments de l'autre pays et aux marchandises qu'ils importent ou exportent.

Art. 11. Les deux Hautes Puissances contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur cette exportation.

Art. 12. Les sujets d'une des Hautes Puissances contractantes jouiront, dans les États de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de commerce et des dessins fabriqués de toute espèce.

Art. 13. Les droits *ad valorem* établis dans la limite fixée par les articles précédents seront convertis en droits spécifiques par une convention complémentaire qui devra intervenir avant le 1<sup>er</sup> juillet 1860. On prendra pour base de cette conversion les prix moyens pendant les six mois qui ont précédé la date du présent Traité.

Toutefois, la perception des droits sera faite conformément aux bases ci-dessus établies, 1<sup>o</sup> dans le cas où cette convention complémentaire ne serait pas intervenue avant l'expiration des délais fixés pour l'exécution par la France du présent Traité; 2<sup>o</sup> pour les articles dont les droits spécifiques n'auraient pu être réglés d'un commun accord.

Art. 14. Le présent Traité sera exécutoire pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande aussitôt que la sanction législative nécessaire aura été donnée par le parlement, sous la réserve faite, en ce qui concerne les vins, par l'article 6.

S. M. Britannique se réserve, en outre, la faculté de conserver, pour des motifs spéciaux et par exception, pendant un temps qui ne pourra excéder deux années, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1860, la moitié des droits qui grèvent actuellement les articles dont l'admission en franchise est stipulée par le présent Traité. Cette réserve n'est pas applicable aux soieries.

Art. 15. Les engagements contractés par S. M. l'Empereur des Français seront exécutoires et les tarifs précédemment indiqués à l'importation des marchandises d'origine et de manufacture britanniques seront applicables dans les délais suivants :

- 1<sup>o</sup> Pour la houille et le coke, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1860;
- 2<sup>o</sup> Pour les fers, les fontes, les aciers qui n'étaient pas frappés de prohibition, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1860;
- 3<sup>o</sup> Pour les ouvrages en métaux, machines, outils et mécaniques



de toute espèce, dans un délai qui ne dépassera pas le 31 décembre 1861 ;

4° Pour les fils et tissus de lin et de chanvre, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1860 ;

5° Pour tous les autres articles, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1861.

Art. 16. S. M. l'Empereur des Français s'engage à ce que les droits *ad valorem* établis à l'importation en France des marchandises d'origine et de manufacture britanniques aient pour *maximum* la limite de vingt-cinq pour cent, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1864.

Art. 17. Il demeure entendu entre les Hautes Puissances contractantes, comme élément de la conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques, que pour les fers actuellement grevés à l'importation en France d'un droit de dix francs, non compris le double décime additionnel, le droit sera de sept francs par-cent kilogrammes jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1864, et de six francs à partir de cette époque, les deux décimes additionnels compris dans les deux cas.

Art. 18. Les dispositions du présent traité de commerce sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation de ses produits que pour l'importation des marchandises britanniques.

Art. 19. Chacune des deux Hautes Puissances contractantes s'engage à faire profiter l'autre Puissance de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation des articles mentionnés dans le présent Traité, que l'une d'elle pourrait accorder à une tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à ne prononcer l'une envers l'autre aucune prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Art. 20. Le présent Traité ne sera valable qu'autant que S. M. Britannique aura été autorisée par l'assentiment de son parlement à exécuter les engagements contractés par Elle dans les articles qui précèdent.

Art. 21. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange de ses ratifications ; et, dans le cas où aucune des deux Hautes Puissances contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Puissances contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Puissances contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 22. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront

échangées à Paris dans le délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le vingt-troisième jour de janvier de l'an de grâce mil huit cent soixante.

(L. S.) Signé J. BAROCHE.

(L. S.) Signé COWLEY.

(L. S.) Signé E. ROUHER.

(L. S.) Signé RICH COBDEN.

**2. — Rapport du Ministre des Affaires Étrangères et du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics à l'Empereur, le 24 janvier 1860.**

Sire,

Nous avons l'honneur de présenter à la haute appréciation de Votre Majesté le Traité de commerce que nous avons signé, à la date d'hier, avec les plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

Nous demandons à l'Empereur la permission de lui soumettre les faits qui ont précédé cette importante convention et les considérations générales qui en justifient l'économie.

NÉGOCIATIONS ANTÉRIEURES AU TRAITÉ DU 23 JANVIER 1860.

I

A différentes époques, sous des formes alternativement officieuses ou officielles, la pensée d'unir la Grande-Bretagne à la France, par un traité de commerce, a été échangée entre les Gouvernements de ces deux grandes nations.

Le Traité de navigation du 26 janvier 1826, qui a posé le principe de l'égalité de traitement entre les marines marchandes des deux puissances pour l'importation et l'exportation des produits respectifs de chaque pays, était le prélude naturel d'une négociation commerciale. Les opinions libérales en matière de douane, exprimées par plusieurs hommes d'État de la Restauration, les premiers pas faits, dès 1824, par Huskisson, dans la voie des réformes économiques, conduisaient logiquement les esprits à cette négociation.

Cependant ce fut seulement après la révolution de 1830, et dans le cours de l'année 1832, que furent agités et discutés des projets de convention destinés à développer les rapports commerciaux entre ces deux peuples, engagés autrefois dans des luttes qui ont ébranlé le monde, et rapprochés désormais par des liens d'amitié et d'intérêt.

Si les convictions économiques de plusieurs ministres du Gouver-

nement de Juillet pouvaient donner quelque chance de succès à ces tentatives, les temps leur étaient peu favorables. L'ordre public était alors mal assuré, les agitations de la rue étaient fréquentes. Ces préoccupations intérieures détournèrent l'attention des questions internationales.

Des communications officielles ne furent échangées entre les deux Gouvernements qu'à la fin de 1839 ; au nombre des propositions des commissaires anglais, inspirées, disaient-ils, par « le désir de placer le commerce de la France et de l'Angleterre sur ce pied juste et stable qui résulte de ce que chaque nation vend les marchandises qu'elle est le plus à même de produire, » la première et la plus capitale était celle-ci : Réduction des droits sur les eaux-de-vie, les vins et les soieries importés dans la Grande-Bretagne, mais à des taux infiniment supérieurs aux chiffres admis par le Traité actuel, et, en compensation, remplacement des prohibitions qui frappent les tissus de laine et de coton de toute sorte, la coutellerie et la quincaillerie, par des droits *ad valorem* de 20 pour 100. Les doctrines du cabinet français n'étaient pas, en 1839, aussi libérales que celles professées en 1832 ; l'application d'un système électoral très-restrictif, le développement du régime parlementaire avaient produit leurs fruits et préparé la subordination des intérêts généraux à des intérêts privés. Des influences redoutables s'étaient organisées contre toute modification des tarifs, elles avaient paralysé l'union douanière avec la Belgique, elles devaient paralyser tout projet d'alliance avec le Zollverein et faire peser leur domination sur le Gouvernement de Juillet jusqu'à sa dernière heure. Aussi les commissaires français restreignirent-ils beaucoup le champ de la négociation ; toutefois ils n'hésitaient pas à consentir à la levée des prohibitions sur la coutellerie, les plaqués, la quincaillerie, la verrerie, la poterie et certains articles manufacturés en laine ; ils proposaient de remplacer ces prohibitions par des droits variant entre 20 et 30 pour 100 de la valeur. Nos négociateurs inclinaient même à un tarif plus réduit à l'égard des fils de lin et de chanvre.

Les complications diplomatiques produites par la question d'Orient, la tiédeur que cette difficulté amena dans les relations de l'Angleterre et de la France, interrompirent les négociations. Elles furent inutilement reprises en 1843 : le traité qui devait engager les deux nations pour douze années ne fut pas conclu.

## II

De nouvelles communications ne devaient être échangées entre le cabinet de Saint-James et le cabinet français qu'après une nouvelle période décennale ; dans le cours de ces dix années, des faits considérables, sous le rapport économique, s'accomplirent en Angleterre. Les grandes réformes douanières dont Huskisson avait fait pressentir la



nécessité dès 1824, furent commencées en 1842 et poursuivies avec la plus infatigable énergie. Il serait peut-être utile, à titre d'enseignement, de retracer ici l'histoire des luttes, des résistances, des inquiétudes profondes soulevées par ces réformes, et en même temps de présenter le tableau des immenses résultats que ces changements ont produits dans le régime industriel et commercial de la Grande-Bretagne ; mais, d'une part, ces faits ont acquis un haut degré de notoriété ; de l'autre, nous serions appelés à marquer en même temps les différences qui existent dans les conditions industrielles des deux pays et doivent se produire dans leur législation. Or un tel travail dépasserait les limites de ce rapport.

Il suffit de résumer cette œuvre de plusieurs législatures et de plusieurs années dans les propositions suivantes :

Suppression des droits sur les matières brutes et les objets de première nécessité ;

Réduction des taxes sur les articles de grande consommation, combinée de manière à étendre le commerce et à profiter aux consommateurs, sans diminuer d'une manière définitive le revenu ;

Entière abolition des droits sur les articles ne produisant qu'un revenu insignifiant couvrant à peine les dépenses de perception ;

Retrait des drawbacks rendus inutiles par l'entrée en franchise des matières premières ;

Diminution graduelle des tarifs sur les objets manufacturés ;

Enfin, abolition des droits différentiels dont n'avait plus besoin la marine britannique et qui ne servaient dès lors qu'à entraver le commerce, à exhausser les prix et à limiter la consommation.

L'un des derniers actes de cette réforme, le bill, qui, en 1849, prononça le rappel de l'acte de navigation de Cromwell, motiva la reprise des négociations entre la France et l'Angleterre.

Ce bill conférait au Gouvernement britannique la faculté de prendre des mesures de représailles contre les nations qui refuseraient à la marine anglaise la réciprocité du traitement que la nouvelle législation conférait à toutes les marines étrangères. Le cabinet anglais insista pour qu'il fût fait des adoucissements identiques dans nos lois de navigation. Mais une question préjudicielle d'interprétation et d'application des règles de réciprocité posées par le traité du 26 janvier 1826, occupa les deux chancelleries jusqu'en 1852. A cette époque, la pensée du développement des stipulations du traité de 1826 fut abandonnée, et le désir de voir se multiplier nos relations commerciales fut de nouveau manifesté par les deux cabinets.

### III

Le memorandum adressé le 24 septembre 1852 par lord Cowley au



ministre des affaires étrangères, posait le projet de négociation sur les bases les plus larges; « le traité à intervenir devait régler toutes les questions commerciales d'après les principes d'une juste et libérale réciprocité, et les remaniements du tarif français devaient être assez complets pour donner une vive impulsion aux échanges entre les deux pays. »

Le ministre du commerce, auquel ce mémorandum fut communiqué, formula son opinion dans une dépêche remarquable, sous la date du 17 novembre 1852. Il souscrivait à des réductions sérieuses de droits sur de nombreux articles, en réclamait de non moins importantes dans le tarif anglais, et indiquait, en terminant, que les relations commerciales des deux pays seraient appelées à profiter bientôt de la levée des prohibitions et d'autres modifications considérables formulées dans un projet de loi soumis alors à l'examen du Conseil d'État.

La révision spontanée faite en 1853 par le parlement britannique des droits qui grevaient quelques-uns des principaux articles de notre industrie, et surtout nos produits agricoles, dont l'exportation est une si puissante source de richesse pour nos provinces de Bretagne et de Normandie; la reprise de nos conférences commerciales avec la Belgique, bientôt suivies de la signature d'un traité avec cette puissance; enfin la détermination prise par le Gouvernement français, sous l'influence de considérations politiques, d'ajourner la levée des prohibitions, interrompirent naturellement le cours de cette négociation.

#### IV

Ces efforts réitérés depuis trente ans pour accroître les relations entre les deux plus grandes puissances industrielles du monde, étaient l'expression d'une nécessité pour ainsi dire impérieuse. Des timidités, des indifférences, des incidents imprévus, pouvaient bien faire ajourner la solution; mais chaque jour écoulé la rendait plus inévitable, et les réformes économiques opérées par toutes les autres nations lui imprimaient même un caractère d'urgence.

Une circonstance particulière est venue donner à ces relations, tour à tour reprises et abandonnées, l'activité la plus sérieuse. Certaines annuités de la dette anglaise, s'élevant à 53 650 000 francs, prennent fin en 1860. L'extinction de cette charge rend possible de fortes réductions sur certains articles du tarif britannique. Des communications officielles nous ayant permis de penser que ces réductions pouvaient profiter principalement aux produits français, Votre Majesté a autorisé, dès le mois de novembre dernier, les ministres compétents à négocier les bases d'un Traité de commerce avec les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne.

En donnant cette autorisation, l'Empereur a nettement déterminé

le caractère et le but de cette négociation : l'unique préoccupation des représentants de la France devait être l'étude loyale, consciencieuse, approfondie, des intérêts industriels, commerciaux et de consommation de ce pays. Aucune considération politique d'un ordre accidentel, temporaire ou même permanent, ne devait se mêler à notre examen ou exercer une influence sur nos appréciations. Que l'amélioration des relations commerciales ait pour corollaire le développement des liens d'amitié entre les peuples, c'est là un grand bienfait pour la civilisation. Votre Majesté, qui a toujours montré une si ferme volonté de maintenir intacte l'alliance anglaise, à travers tant de difficultés et de défiances, n'était certes pas indifférente à cette nouvelle garantie donnée à la paix du monde. Mais elle a compris, dès le premier jour de la négociation, que ce puissant élément de sécurité ne serait plus qu'éphémère et ne tarderait pas à dégénérer en une cause dissolvante, si un intérêt industriel ou commercial pouvait être sacrifié en compensation d'un intérêt politique.

C'est à ce point de vue large, élevé, national, que nous avons dû poursuivre la conclusion du Traité signé le 23 janvier, et que nous sommes appelés aujourd'hui à en exposer les stipulations. Nous croyons d'ailleurs inutile de retracer l'histoire des négociations qui ont préparé cette convention et qui ont restreint ou développé, suivant les appréciations respectives, les propositions originellement échangées.

#### TARIF BRITANNIQUE.

##### I

Les réductions de droit spontanément opérées par la législation anglaise limitent, sans doute, le nombre des avantages conventionnels qui peuvent être stipulés en faveur de l'industrie française. Cependant le tarif anglais présente encore des taxes assez nombreuses et parfois assez élevées sur les objets manufacturés et sur certains produits naturels. Quelques parties de ce tarif forment même, par leurs dispositions peu libérales, un contraste fâcheux avec l'ensemble de cette législation douanière. La négociation avec la Grande-Bretagne a embrassé presque tous ces articles. Le Traité s'occupe successivement :

1° De tous les objets manufacturés comprenant les articles de Paris, la bijouterie, l'orfèvrerie, les modes, la ganterie, les fleurs artificielles, etc., etc. ;

2° Les tissus de soie de toute nature ;

3° Les vins ;

4° Les eaux-de-vie ;

L'examen rapide du régime économique auquel sont actuellement soumis les principaux articles compris sous les quatre classifications

qui précèdent, la vérification, à l'égard de chacune d'elles, de l'importance de nos exportations en Angleterre, peuvent seuls faire apprécier la portée des stipulations intervenues et démontrer la légitimité de nos espérances dans l'avenir.

## II

Notre commerce spécial d'exportation en Angleterre s'est élevé, pour l'année 1858 (valeurs actuelles), à la somme de 426 millions. Les produits naturels représentent 206 millions et les objets manufacturés 220 millions. Ce dernier chiffre comprend : 1° les articles d'orfèvrerie et de bijouterie actuellement grevés d'un droit *ad valorem* de 10 p. 100, pour 6 millions ; 2° les ouvrages en peau, grevés de droits compliqués qui varient de 1 à 10 p. 100, pour 32 millions, y compris les peaux préparées, qui sont exemptes de droit ; 3° les ouvrages en bronze ou en imitation de bronze, assujettis à une taxe de 24 fr. 60 c. par cent kilogrammes, pour 4 millions ; 4° les modes et les fleurs artificielles, frappées d'un droit de 50 fr. 40 c. par mètre cube à l'emballage, et les plumes de parure apprêtées, tarifées à 8 fr. 27 c. le kilogramme, pour 3 500 000 francs ; 5° une série d'autres articles, tels que l'horlogerie, la tabletterie, la parfumerie, les gants, les nombreux articles de l'industrie parisienne, admis jusqu'à ce jour à des droits moyens qui varient de 5 à 10 p. 100, pour une somme non inférieure à 15 ou 18 millions.

Or, tous ces objets manufacturés, qui représentent dans le mouvement de notre exportation pour la Grande-Bretagne au moins 60 millions, seront admis, à partir du premier avril prochain, à des droits inférieurs de moitié à ceux actuels. Dans deux ans, au plus tard, ces articles seront importés en franchise absolue, exempts de toute perception fiscale et de toutes formalités douanières toujours dispensieuses, sauf toutefois l'orfèvrerie qui payera un droit représentatif du droit de marque auquel est assujettie l'orfèvrerie anglaise.

Ainsi notre bijouterie, si recherchée par l'élégance de ses formes et la délicatesse de son travail, pourra faire une redoutable concurrence aux ouvrages moins élégants, moins habilement montés, qui sortent des mains des joailliers anglais. Les bronzes que l'habileté de nos fabricants transforme en objets d'art, les articles d'ornement en fer et en acier, la bimbeloterie, la tabletterie, la maroquinerie, les modes, en un mot toutes les nouveautés qu'enfante la fantaisie parisienne et dont les grandes Expositions de 1851 et 1855 n'ont fait qu'accroître la vogue en Angleterre, seront à une époque prochaine rayés de la liste des produits imposés.

De telles dispositions seront nécessairement populaires ; l'industrie de Paris, qui emploie 15 à 16 000 ouvrières à la fabrication des fleurs

artificielles et des objets de mode ou à la préparation des plumes de parure, qui utilise 40 000 ouvriers à la confection d'objets d'une variété infinie et d'un goût inimitable; la ganterie du département de l'Isère, qui a étendu ses relations bien au delà de nos frontières, trouveront dans ces débouchés sans entraves de nouveaux éléments de travail et de richesse et donneront un nouvel essor à nos relations internationales.

### III

Les articles que nous venons d'énumérer ne représentent pas, à l'égard des objets manufacturés, l'élément principal du Traité intervenu avec la Grande-Bretagne.

Les droits fixés par les tarifs anglais sur les soieries varient de 5 à 15 p. 100. Ils ont produit en 1857 au trésor britannique un revenu de 6 275 000

Nos exportations en Angleterre, pour cet article seul, se sont élevées en 1858 à la somme considérable de 104 000 000 de francs (104 millions).

Lors des négociations de 1853, nous avions demandé et nous n'espérions pas obtenir la réduction des droits sur les soieries au taux maximum de 10 p. 100 *ad valorem*. Sous l'impression des longues luites soutenues par cette spécialité de l'industrie anglaise, tantôt pour résister à la levée de la prohibition, tantôt pour éviter des abaissements de tarifs, nous comprenions tout ce que pouvait avoir de redoutable la concurrence, sans protection, avec notre magnifique industrie de Lyon et de Saint-Étienne dont le monde civilisé admire les produits.

Le Traité stipule l'admission en franchise absolue de tous les tissus de soie. Le cabinet de Saint-James n'aura pas pour cette concession à apaiser les inquiétudes ou à combattre les réclamations des fabricants de soieries. Ceux de Manchester ont constaté depuis longtemps qu'à chaque abaissement de tarif et à chaque effort nouveau exigé de leur énergie, leur fabrication a augmenté et leur commerce intérieur et extérieur s'est développé. Aussi demandaient-ils à une date récente au parlement anglais l'admission en franchise de tous les tissus de soie de fabrique étrangère; l'existence de ces droits n'était à leurs yeux qu'une accusation permanente d'infériorité et une cause de dépréciation de leurs produits sur les marchés étrangers.

Combien ce désir de lutte est éloigné des défiances inquiètes de quelques industriels français, défiances augmentées par les doctrines excessives dont ils ont été nourris pendant quarante ans! Quoi qu'il en soit, la rare perfection des produits de cette branche industrielle, qui a grandi à l'abri d'un régime libéral et qui est l'une de nos gloires, nous assure les plus précieux débouchés sur un marché que sa richesse rend accessible à tous les articles de luxe.



## IV

L'exportation de nos produits naturels obtient du Traité du 23 janvier des avantages non moins considérables. Le droit à l'importation des vins en Angleterre est encore aujourd'hui de 151 fr. 33 c. par hectolitre, c'est-à-dire d'environ 300 p. 100 de la valeur moyenne du vin en France.

Aussi nos exportations n'ont-elles pour objet que des vins de qualité supérieure et ne font-elles que des progrès insensibles, si même elles ne restent stationnaires. De 1827 à 1858, elles se sont élevées du chiffre de 29 000 à celui de 44 000 hectolitres, et représentent une valeur actuelle de 15 millions. Nous fournissons à la Grande-Bretagne environ un sixième de sa consommation, qui a été en 1858 de 271 000 hectolitres<sup>1</sup>.

L'administration financière de l'Angleterre s'était constamment refusée à provoquer la réduction du droit sur les vins, moins dans une pensée de protection pour les brasseries et les distilleries indigènes que dans un but fiscal. Elle considérait le vin comme un objet de luxe exclusivement réservé aux classes riches, et croyait qu'un abaissement du tarif ne déterminerait qu'une augmentation peu sensible pour la consommation, et dès lors une perte sèche pour l'Échiquier.

Ce qui pouvait être exact pour une réduction insignifiante ne l'était pas pour un dégrèvement considérable. Aussi demandions-nous, dès 1853, que le droit fût réduit des  $\frac{4}{5}$  c'est-à-dire fixé à 1 shilling ou 28 francs par hectolitre. Cette combinaison est acceptée aujourd'hui par les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne.

De 5 shillings par gallon, la taxe est immédiatement réduite à 3. Dans quatorze mois, le droit sera réduit à 1 shilling pour les vins contenant moins de 15 p. 100 à l'épreuve. Ce droit constitue la taxe normale pour les vins français. S'il s'élève par une gradation modérée jusqu'à 2 shillings, proportionnellement à la quantité de spiritueux contenue dans le vin, cette gradation a pour seul but d'éviter au trésor britannique les conséquences de l'importation des vins fortement alcoolisés, dont la distillation pourrait faciliter une fraude au droit de douane ou d'accise sur les eaux-de-vie.

Une si large réduction dépassera certainement les espérances de nos contrées viticoles; elle était nécessaire pour opérer une révolution dans les habitudes du public anglais et populariser l'usage des vins de France dans le Royaume-Uni.

Depuis longues années, le vin, cette boisson que son abondance et son prix mettent à la portée de presque tous en France, est exclusive-

1. Il convient de remarquer que l'année 1858 a vu décroître dans une forte proportion l'importation du vin en Angleterre. Le chiffre, en 1857, avait été de 187 000 hectolitres.

ment accessible aux classes riches en Angleterre. Les autres sont obligées de s'en abstenir à raison de l'élévation des prix. Les raisonnements n'ont pas fait défaut pour justifier cette injuste exclusion. La population anglaise n'a pas le goût du vin, a-t-on dit, elle lui préfère les boissons chaudes, la bière et même toutes les liqueurs connues sous le nom de *british wine* ou *fruit wine* et que l'on obtient par la fermentation de grains ou de fruits avariés.

De telles objections ne résistent pas à l'examen. Comment le peuple anglais aurait-il manifesté ses sentiments de préférence, puisque l'élévation du droit fiscal ne lui permettait pas de faire de comparaison? Comment peut-on supposer que, ramenées par la libéralité du nouveau tarif à des prix souvent inférieurs à ceux des boissons frelatées, les boissons naturelles ne seront pas reconnues meilleures au goût et plus avantageuses à la santé? Évidemment le régime économique a été la cause directe et absolue qui a circonscrit et contenu dans les proportions les plus minimales la consommation du vin dans le Royaume-Uni.

Il suffit, pour s'en convaincre, de vérifier quelle est, par tête et par an, la consommation du vin dans les principaux États de l'Europe.

En voici le tableau :

	litres.
Autriche.....	57
Espagne.....	33
Portugal.....	100
Suisse.....	56
France.....	100
Angleterre.....	1 0.13

N'est-il pas évident qu'une énorme réduction du prix doit faire pénétrer progressivement l'usage de nos vins dans des classes de consommateurs qui, aujourd'hui, ignorent presque entièrement le goût et la qualité de nos produits? Notre sol a été si richement doté par la nature qu'il peut fournir des vins pour toutes les fortunes et pour tous les climats.

La puissance productive de ceux de nos départements qui cultivent la vigne est d'ailleurs assez grande pour satisfaire aux exigences d'une consommation croissante.

Cette stipulation du Traité est donc un grand fait économique qui peut exercer l'action la plus sérieuse sur la richesse agricole de la France. Elle se combine, d'ailleurs, avec une autre non moins efficace et non moins féconde, la clause relative à l'exportation des eaux-de-vie de France.

## V

La consommation des spiritueux a été, dans le Royaume-Uni, pendant la période quinquennale de 1854 à 1858, de 143 123 000 gallons, soit 6 498 000 hectolitres.

Les spiritueux étrangers ne figurent dans ces chiffres que pour la modique quantité de 8 902 000 gallons ou 404 000 hectolitres. La consommation des spiritueux est d'ailleurs progressive dans la Grande-Bretagne. Elle s'est élevée à 1 283 000 hectolitres en 1858, et la France a importé pendant cette année 47 387 hectolitres, représentant une valeur de près de 17 millions de francs.

Ce chiffre si faible paraîtra encore considérable si l'on se rappelle les conditions si différentes que fait la législation de la Grande-Bretagne aux spiritueux de fabrication nationale et aux spiritueux étrangers. Le droit qui grève ces derniers est de 15 shillings par gallon ou 412 fr. 72 c. par hectolitre. Il était, il y a peu d'années, de 619 francs par hectolitre, et depuis ce premier dégrèvement notre importation en eaux-de-vie a augmenté de 50 p. 100.

Le droit d'accise sur les spiritueux de fabrication nationale est de 8 shillings seulement par gallon, soit 218 fr. 10 c. par hectolitre.

Or, le nouveau régime placera nos importateurs dans des conditions de rigoureuse égalité avec les distillateurs anglais.

Le droit de douane inscrit au tarif britannique ne sera plus un droit de protection, mais un simple impôt de consommation égal à celui perçu sur les produits indigènes.

La surtaxe de 2 pence ou 20 centimes par gallon n'est rien autre chose que la représentation d'une charge imposée aux producteurs indigènes par le mode de perception de l'accise<sup>1</sup>.

Nous sommes convaincus, Sire, que ces conditions nouvelles et libérales ouvrent les plus larges débouchés à nos spiritueux des Charentes et du Midi.

Nos espérances ne reposent pas sur les mêmes considérations que celles que nous invoquions à l'égard des vins. Il ne s'agit pas de modifier des goûts et des habitudes anciens, de provoquer par des abaissements considérables de prix le développement d'une consommation restreinte jusqu'à ce jour. Il s'agit seulement de faire entrer les produits français en sérieuse concurrence avec les produits similaires de la Grande-Bretagne. Une expérience prochaine fera connaître dans quelle proportion la production française pourra contribuer à l'ap-

1. L'article 5 du Traité avait posé le principe que les droits à l'importation *pourraient être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs britanniques par le système de l'accise*. Cette charge avait été évaluée par l'article 8 à 2 pence par gallon d'eau-de-vie. Un examen plus approfondi a fait reconnaître que cette charge devait être évaluée à 5 pence, et a motivé l'article additionnel au Traité, intervenu le 25 février dernier. D'autre part, par suite des résolutions adoptées par le parlement britannique, l'échelle qui fixe la quotité des droits à l'importation des vins de France a été améliorée en ce sens que le droit de 1 shilling s'appliquera, non plus aux vins contenant moins de 15 pour 100 à l'épreuve, mais aux vins contenant moins de 18 pour 100. En outre, les droits à l'importation sur les papiers de tenture et sur le carton disparaîtront par suite de la suppression du droit d'accise sur ces produits.

provisionnement de ce marché nouveau ; mais y aurait-il quelque illusion à espérer que les eaux-de-vie de vin se substitueront, dans une large mesure, au gin, au whisky et à toutes les liqueurs qui s'obtiennent par la distillation des grains ?

## VI

L'ensemble de ces dispositions sera le point de départ de relations commerciales plus vives et plus fécondes entre les deux pays. Le passé est ici une garantie de l'avenir. Depuis que la Grande-Bretagne a commencé ses réformes douanières sur les objets manufacturés, c'est-à-dire depuis 1825, le mouvement de nos exportations en Angleterre des articles de cette nature s'est accru de 24 à 220 millions ou de 900 pour 100, et certes nul n'alléguera que la prospérité du Royaume-Uni ait eu à souffrir de ce développement progressif de nos exportations : tant il est vrai que cette vaste circulation qui s'effectue à travers les mille canaux du commerce et de l'industrie dément toujours d'égoïsmes alarmes et répand partout la richesse et la fertilité !

Les admissions en franchise et les réductions proposées par le Traité touchent à une masse d'articles représentant 240 millions dans les 426 qui constituent, pour 1858, le chiffre de nos exportations dans la Grande-Bretagne. Pourquoi la loi de progression que nous venons de rappeler ne réglerait-elle pas nos relations ultérieures avec la Grande-Bretagne ? Comment pourrions-nous douter de ce que la logique et l'expérience enseignent et consacrent ?

### TARIF FRANÇAIS.

#### I

Nous abordons, Sire, les modifications apportées au Tarif français. Elles peuvent se résumer ainsi :

- 1° Levée des prohibitions ;
- 2° Remplacement de ces prohibitions par des droits qui ne pourront excéder, en aucun cas, 30 pour 100 de la valeur pendant la première période du Traité, et 25 pour 100 pendant la seconde qui commence le 1<sup>er</sup> octobre 1864 ;
- 3° Remaniement des tarifs grevant certains articles non prohibés et dont la plupart n'atteignent pas aujourd'hui la limite maximum que nous venons d'indiquer ;
- 4° Diminution des droits sur la houille et le coke ;
- 5° Réduction des droits actuels sur les fontes, les fers et les aciers.

#### II

Presque inconnues dans le célèbre tarif de 1664, préparé par Colbert, édictées par la loi de brumaire an v comme une mesure temporaire



que le retour de la paix devait faire disparaître, les prohibitions ont été condamnées par tous les gouvernements qui, depuis plus de trente ans, se sont succédé en France. Bien que les efforts faits en 1816, en 1834, en 1846, en 1852 et en 1856 pour affranchir notre commerce de cette législation enfantée par les malheurs de la guerre aient été stériles, cette conviction soutenue, persistante, de pouvoirs d'origines diverses, doit produire une impression sérieuse sur les esprits sincères et consciencieux. C'est qu'en effet, placés par les correspondances des agents consulaires au milieu de ce grand mouvement de relations commerciales qui constitue la vie, la richesse, la civilisation des peuples, mouvement qui ne représente pas aujourd'hui une circulation annuelle inférieure à 20 milliards; désintéressés de tout calcul privé ou égoïste, ou plutôt uniquement préoccupés du développement des richesses de leur pays et du bien-être des populations, les gouvernements sont en position de juger avec impartialité ces graves questions économiques et de leur donner les solutions les plus favorables aux intérêts publics.

Quelle que soit la valeur de ces considérations, nous n'hésitons pas à dire que la levée des prohibitions douanières est justifiée à la fois :

Par les principes;

Par les faits relatifs à l'industrie française;

Par ceux que nous révèlent les industries étrangères.

### III

*Les principes*, Votre Majesté les a proclamés avec l'autorité qui appartient à un grand souverain : « Il faut multiplier les moyens d'échange pour rendre le commerce florissant; sans concurrence, l'industrie reste stationnaire et conserve des prix élevés qui s'opposent au progrès de la consommation. » Or, les prohibitions, que sont-elles, si ce n'est la paralysie de tout mouvement commercial de l'extérieur à l'intérieur et l'affaiblissement de la concurrence qui, dans cette double manifestation de la vie commerciale des peuples, *l'importation et l'exportation*, n'est vraie, complète, sincère, qu'à la condition d'être internationale?

A l'égard des objets manufacturés, quels sont donc les moyens d'échange que notre législation douanière laisse vis-à-vis de nous à la Grande-Bretagne? Quelle est l'intensité, de la part de l'Angleterre, de cette concurrence destinée à maintenir la modération des prix et à empêcher leur élévation factice ou accidentelle? Nos états de douanes indiquent pour 1858 une importation en France par l'Angleterre d'articles fabriqués représentant une valeur de 18 millions 1/2, répartis sur un grand nombre de produits, tandis que les exportations de la

France pour la Grande-Bretagne, pendant la même année, s'élèvent, en objets manufacturés, à 220 millions. Ainsi l'Angleterre envoie à la France une valeur en articles fabriqués douze fois moindre que celle qu'elle lui achète. Est-ce là une base sérieuse à des relations commerciales entre deux grands peuples ? Peut-on attribuer à cette importation restreinte, qui représente à peine la soixantième partie non de notre production manufacturière intérieure, mais de nos exportations en objets manufacturés, peut-on, disons-nous, lui attribuer ou lui reconnaître l'efficacité nécessaire pour aiguillonner l'industrie nationale, pour la décider à abandonner son outillage arriéré, à employer ces machines perfectionnées qui ménagent les forces humaines et semblent avoir conservé dans leur merveilleux organisme une partie du génie de celui qui les inventa ? Peut-on atteindre ce but que Votre Majesté poursuit au profit du grand nombre, *le bon marché* des choses nécessaires à l'habitation, à l'habillement de l'agriculteur, de l'artisan, de l'ouvrier ?

Et cependant les prohibitions, les tarifs assez élevés pour devenir prohibitifs, ne constituent qu'une charge ou qu'un impôt grevant la masse des consommateurs, non au profit de l'État, mais au profit des manufactures. Ils ne se justifient que comme une transaction temporaire qui impose à tous des sacrifices exceptionnels, en échange de l'espérance légitime et certaine d'un abaissement graduel dans les prix de consommation. Que si la transaction, par son défaut d'équilibre et de mesure, favorise les hausses de prix, vient en aide à certaines inerties et conduit à cet étrange résultat que la même marchandise est notoirement plus chère en France qu'elle ne l'est dans les autres pays, les règles les plus élémentaires de justice et de haute équité ne sont-elles pas violées ?

Or, qui ignore que l'industrie française a été conduite, par les exagérations du régime économique qu'on défend en son nom, à vendre en France ses produits à un prix beaucoup plus élevé que celui auquel elle les vend sur les marchés étrangers ? Lorsqu'une législation conduit à des conséquences aussi préjudiciables à la consommation indigène, la réforme n'est pas seulement utile, elle est inévitable.

#### IV

Aussi bien, ceux-là même qui ont apporté dans l'examen de ces problèmes économiques l'esprit le plus sympathique au maintien du système actuel, ne disaient-ils pas, dès 1834, que « l'emploi du Tarif, bon *temporairement*, doit finir quand l'éducation de l'industrie est finie, quand elle est adulte... ; que toute industrie qui a atteint sa croissance doit cesser d'être protégée ?... »

Or, ramenée à ces termes, la question n'est plus qu'une question de

fait qui se pose ainsi : Le degré de virilité auquel est parvenue l'industrie française autorise-t-il et la levée des prohibitions et leur remplacement par des tarifs modérés!

Interrogeons les faits, non ceux relatifs au commerce intérieur, puisque la lutte avec les produits étrangers n'est pas encore établie, mais ceux relatifs à notre commerce extérieur, que ne règle ni ne protège notre législation douanière.

La totalité de nos exportations pour 1858 s'est élevée, au commerce spécial, à 1887 millions (valeurs actuelles).

Quelle est dans cet ensemble de nos opérations commerciales l'importance de nos exportations d'articles dont les similaires sont prohibés en France ?

En voici le tableau :

	Millions de fr.
Tissus... { de laine.....	151 4
{ de coton <sup>1</sup> .....	67 5
{ de soie <sup>2</sup> .....	8 5
{ de poil et de crin.....	0 3
Fils de laine et de coton.....	6 4
Linge et Habillement.....	46 8
Peaux préparées et ouvrées.....	70 5
Sucre raffiné.....	49 8
Ouvrages en métaux.....	34 0
Poterie et Verrerie.....	7 1
Médicaments composés.....	9 2
Produits chimiques.....	8 6
Garancine.....	9 0
Savon.....	7 3
Coutellerie.....	2 5
Tabletterie.....	2 7
Plaqués.....	0 4
Voitures.....	2 4
<b>Total.....</b>	<b>484 4<sup>3</sup></b>

Ainsi les articles dont nous prohibons les similaires en France représentent plus du quart de nos exportations totales. N'y a-t-il pas, aux

1. L'exportation pour l'Algérie et pour nos colonies figure pour 21 millions dans ce chiffre de 67 millions.

2. On sait que nous exportons pour bien plus de 8 millions 1/2 de soieries (pour 379 millions en 1858); mais il est entendu qu'on ne fait figurer ici que les valeurs applicables aux spécialités de l'article dont nous prohibons les similaires. Cette observation concerne également la plupart des autres marchandises.

3. Si l'on étudie nos exportations en Angleterre d'articles dont nous prohibons les similaires en France, la démonstration n'est ni moins nette ni moins rassurante; nous donnons la nomenclature des principaux articles :

	Millions de fr.
Tissus. .... { de laine.....	20 7
{ de coton.....	4 2
{ de soie (Tulle).....	0 5
Fils de laine et de coton.....	0 4
Linge et habillements.....	3 5
<b>A reporter.....</b>	<b>29 3</b>

yeux des hommes sincères et que ne séduisent pas de vains sophismes, un signe de virilité et de force dans ces ventes considérables faites par nos industriels sur les marchés étrangers, en pleine et libre concurrence avec tous les produits industriels des autres nations, faites souvent même en concurrence avec les produits protégés de la nation chez laquelle ils importent, malgré des frais toujours élevés de transport et les risques d'un crédit commercial difficile à vérifier? Quelle contradiction plus flagrante peut se produire entre les réalités de l'industrie et la législation qui la régit? Comment la concurrence internationale, modérée par des tarifs, pourrait-elle être désastreuse sur le marché français pour nos industriels, lorsque ceux-ci affrontent sans péril et avec avantage la concurrence libre sur des marchés étrangers?

## V

Nous avons dit que la situation des autres puissances apportait un nouvel et précieux élément à l'appui de nos convictions. Et, en effet, les autres nations, bien moins avancées que nous dans toutes les branches d'industrie et de commerce, ont réformé courageusement, et depuis plusieurs années, leur régime économique, et toutes ont vu grandir à chaque réforme leur industrie nationale et leurs relations commerciales avec les autres peuples. Pour toutes, l'expérience a donné un éclat nouveau à cette vérité, qu'au-dessus de la concurrence intérieure dont nous ne dénions ni les grands résultats, ni les bienfaits, la concurrence internationale révèle des forces, met en mouvement des intelligences et des activités qui, sans elle, seraient restées inertes, impuissantes, ignorées de ceux-là même qui sont appelés à en enrichir le pays.

## VI

Nous avons examiné la levée des prohibitions au point de vue exclusif de l'industrie. Elle intéresse cependant aussi la moralité publique. Nous nous contenterons d'indiquer ce côté de la question en rappelant les paroles prononcées, il y a vingt-cinq ans, par un homme

	Millions de fr.
<i>Report</i> .....	29 3
Peaux préparées et ouvrées.....	20 2
Sucre raffiné.....	3 6
Ouvrages en métaux.....	2 6
Poteries et verreries.....	0 6
Garancine.....	2 0
Savon.....	0 3
Produits chimiques.....	0 5
Médicaments composés.....	0 5
Tabletterie.....	0 4
<b>Total</b> .....	<b>60 0</b>



d'État, à la tribune française : « Supprimer les prohibitions, disait-il, c'est remplacer une importation frauduleuse et stérile par une importation loyale et productive. Il y a là profit pour tout le monde : pour l'État, qui recueille le produit des droits ; pour le commerce qui n'est plus tenté d'employer les voies illicites ; pour la morale publique, qui souffre toujours de cette provocation continuelle que des lois trop rigoureuses adressent à la fraude. »

Lorsque ces paroles étaient prononcées, la thèse se présentait dépouillée de toute mesure de transition, de tout ménagement, de toute compensation. Aujourd'hui elle est solidaire de ce grand ensemble de mesures dont Votre Majesté a posé les bases, et qui, toutes, doivent ouvrir des sources nouvelles de prospérité à l'agriculture, au commerce et à l'industrie. La levée des prohibitions est compensée, pour ainsi dire, par les sacrifices que s'impose le Trésor public de tous les droits sur les matières premières, et par une concurrence plus énergique établie sur le prix des houilles ; par l'abaissement graduel du prix des denrées de grande consommation, et par l'exécution de ces grands travaux publics, destinés à rendre plus facile et moins coûteuse la circulation des matières qu'emploie l'industrie, comme des articles qu'elle produit, travaux qui auront pour résultat de développer l'activité, et de vivifier la richesse dans toutes nos contrées manufacturières.

## VII

Si nous céditions à nos impressions personnelles, peut-être ne pousserions-nous pas plus loin l'examen de cette théorie des prohibitions, qui ne compte plus, il faut bien le reconnaître, que de rares défenseurs dans le pays ; cependant, comme Votre Majesté a reçu de la Constitution la prérogative souveraine de donner force de loi aux traités de commerce qu'elle revêt de sa ratification, nous éprouvons quelques scrupules à laisser sans réponse quelques-unes des objections soulevées au nom des partisans du maintien des prohibitions.

Ces objections se résument dans trois principales :

1<sup>o</sup> Inoffensive pendant les temps normaux, la levée des prohibitions exposerait l'industrie française, au moment des crises commerciales, à une véritable invasion des produits britanniques. Cette invasion amènerait d'irréparables désastres pour les chefs d'industrie et pour les classes ouvrières, dont le bien-être est solidaire de celui de l'industrie elle-même. A l'appui de ces appréhensions, on évoque le souvenir du traité de 1786, et des funestes conséquences qu'il aurait eues pour l'industrie française.

2<sup>o</sup> Les prohibitions ne pourraient être remplacées que par des tarifs élevés ; or, des droits considérables sont un encouragement à la contrebande. Sans doute, la prohibition ne paralyse pas ce commerce

interpole, mais le droit de perquisition qui fait partie de ce système a une double valeur, comminatoire et effective.

3° Ces tarifs, d'ailleurs, ne seront-ils pas exposés à une instabilité inquiétante pour les capitaux, décourageante pour les entreprises industrielles? Un simple décret ne pourra-t-il pas en venir troubler l'économie de la manière la plus imprévue et la plus funeste?

## VIII

Les réponses nous semblent faciles :

Si la France était la première à entrer dans cette voie des réformes, la logique des raisonnements pourrait laisser quelque incertitude dans les esprits ; mais nous avons été devancés dans la carrière par presque toutes les autres nations ; les mêmes préoccupations se sont produites, les mêmes craintes ont été manifestées. Les industries ont prédit leur ruine et ont abrité leurs intérêts derrière ces sympathies si profondes et si légitimes que doit exciter le sort des populations laborieuses. Quels ont été les enseignements de l'expérience et du temps? Si le péril signalé eût été sérieux, il aurait dû se réaliser déjà plusieurs fois sur les marchés ouverts à l'importation des marchandises britanniques, et se manifester avec une intensité d'autant plus grande que le nombre de ces marchés était plus restreint. Or, qu'on interroge, non pas quelques faits accidentels bruyamment exploités ou certaines opérations insignifiantes et dues à des circonstances particulières, mais l'ensemble des mouvements commerciaux. Qu'on étudie les états de la douane anglaise, notamment pendant la longue crise commerciale qui s'est manifestée en 1837 ; on verra combien a été considérable l'abaissement des exportations britanniques, comparativement aux temps normaux.

En France, si restrictif que soit notre système économique, tous les objets manufacturés ne sont pas placés sous le régime de la prohibition. Les époques de malaise commercial ont-elles donné à l'importation des marchandises non prohibées un développement exceptionnel et ruineux? Qu'on parcoure les volumineux documents de nos douanes ; qu'on se livre à de patientes investigations des chiffres que ces documents contiennent, et qui ne sont rien autre chose que l'histoire de nos relations internationales, leur examen démontrera bien vite l'inanité de ces alarmes.

Rappelons d'autres faits :

Lorsque, malgré d'ardentes résistances, la législation française levait la prohibition sur les fils de coton du n° 143 métrique et au-dessus, l'industrie de la filature ne devait elle pas être ruinée par cette imprudente innovation qui allait permettre à l'industrie anglaise des importations en masse à des prix désastreux pour une loyale concurrence?

Les colonnes du *Moniteur* ont enregistré ces inquiétudes et ces facheuses prédictions ; le temps a prononcé ; ces pronostics funestes se sont-ils réalisés ? Qu'on nous cite les dates, les époques de ces invasions. La vérité est qu'après une importation modérée des fils anglais pendant deux ou trois ans, la fabrication nationale est restée maîtresse du marché intérieur, et n'a été troublée à aucune époque dans la quiétude de sa possession.

Les mêmes appréhensions n'étaient-elles pas formulées encore lors de la discussion de la loi relative au régime économique de l'Algérie ! Cette législation a repoussé la théorie des prohibitions. Les manufacturiers français déclaraient perdu pour eux le marché de notre possession africaine. Toutes ces assertions ont été démenties et renversées par les faits. Notre industrie fournit seule à l'Afrique française les tissus de coton qu'elle consomme ; à peine nos états de douane constatent-ils quelques rares importations étrangères.

C'est qu'en effet, pour peu qu'on y réfléchisse, la raison de ces résultats commerciaux apparaît avec une souveraine évidence. L'avisement de la marchandise n'est dû qu'à la rareté de la demande. Peu importe que les vendeurs soient nombreux si les acheteurs sont rares. Or, dans les temps de crise, il n'y a point d'acheteurs. La défiance est un mal contagieux, comme la confiance est un bien qui se communique. Lorsque ces crises, pour ainsi dire périodiques et dont les causes générales sont si nombreuses et souvent si diverses, viennent atteindre et suspendre la vitalité commerciale des peuples, l'argent se refuse, la consommation intérieure se resserre, et l'exportation devient languissante.

Nous ne voulons pas réveiller ici les controverses soulevées par le traité du 26 septembre 1786. Qu'il nous suffise de dire que cette comparaison méconnaît les temps, les conditions et les faits. La nation française était à cette époque voisine de ces grandes épreuves politiques et sociales qui devaient amonceler tant de ruines ; les premiers ébranlements de cette commotion se faisaient sentir dans toutes les parties de l'édifice. Le pouvoir luttait impuissant contre le désordre des finances de l'État, et ce désordre affectait profondément la richesse publique.

Les tarifs réciproquement acceptés variaient entre 10 et 12 pour 100 de la valeur pour toutes les marchandises, sans distinction aucune, et pendant la durée d'ailleurs si éphémère de cette convention, l'organisation défectueuse des douanes avait réduit la perception des taxes à 3 ou 4 pour 100 de la valeur de l'objet importé.

Aujourd'hui, nous sommes en possession de ces précieuses conquêtes, qui ont coûté si cher à nos pères : la liberté civile, l'égalité politique, la libre concurrence intérieure de l'industrie et du commerce.

Le succès de la nouvelle convention commerciale intervenue entre les deux grandes puissances a pour garants d'incontestables éléments de sécurité publique, de prospérité générale et de force industrielle. Nos produits sont admis en franchise sur le marché anglais, pendant que des droits, qui pourront s'élever jusqu'au maximum de 30 ou de 25 pour 100, grèveront les importations étrangères. Enfin, l'expérience et l'aptitude de l'administration des Douanes promettent à l'application des nouveaux tarifs la plus sévère impartialité.

## IX

On regrette l'abandon du droit de perquisition encore inscrit dans notre Code des Douanes, droit auquel on attache une valeur comminatoire et effective. Sans nous demander si nos mœurs actuelles comportent ces mesures inquisitoriales, incompatibles avec le respect dont la législation a entouré le domicile du citoyen, nous pouvons constater l'inutilité à peu près complète de cette faculté entre les mains de l'administration, nous pouvons même ajouter que son exercice fait souvent courir à l'État le risque de véritables spoliations, tant est devenue difficile la distinction entre la marchandise prohibée et la marchandise d'origine nationale.

## X

Les craintes d'instabilité, dans les tarifs nouveaux, ne viennent que d'une fausse interprétation de notre législation économique et d'une injuste défiance envers l'administration.

Votre Gouvernement n'ignore pas, Sire, qu'il y a un égal péril pour les intérêts publics à modifier incessamment, et avec une sorte de précipitation, les tarifs de douane, ou à les immobiliser indéfiniment. Les difficultés de la route à parcourir ne peuvent être aplanies que lentement, les réformes qui veulent se passer de la consécration de l'expérience et du temps restent impuissantes. Aucun des membres de votre Gouvernement ne s'exposera à méconnaître ces vérités fondamentales. Au reste, la loi du 17 décembre 1814 a limité à des circonstances déterminées, et *seulement aux matières premières, nécessaires aux manufactures*, les décrets d'initiative du pouvoir exécutif; les tarifs sur les objets manufacturés ne peuvent être modifiés que par le concours de tous les pouvoirs publics. Quelles chances sérieuses à la surprise et à l'imprévoyance peut laisser cette lente et attentive élaboration des lois de l'État, organisée par la constitution de l'Empire?

## XI

Le traité stipule que tous les articles énumérés dans l'article 1<sup>er</sup> ne pourront être grevés de droits *ad valorem* supérieurs à 30 pour 100,



les deux décimes additionnels compris, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1864, et à 25 pour 100 à partir de cette époque. Il prend toutes les précautions propres à assurer la sincérité des évaluations qui doivent servir de base à l'établissement de ces droits. La valeur de l'objet importé sera calculée au lieu d'origine ou de fabrication; pour éviter les conséquences des variations incessantes du marché, elle sera calculée sur les prix aujourd'hui connus, et à l'abri de toute controverse, qui ont existé pendant les six mois antérieurs au 23 janvier. Cette valeur, ainsi déterminée, sera augmentée de tous les frais de transport, d'embarquement, de débarquement, de commission et d'assurances dont la marchandise aura été grevée jusqu'à son arrivée au port français.

C'est sur l'ensemble de ces chiffres que sera calculé le droit *ad valorem*. Ces bases ne sauraient soulever aucune critique, elles sont constamment appliquées par la législation française dans toutes les perceptions de droits établis à la valeur.

Au reste, les négociateurs des deux puissances ont compris combien était incertain et délicat pour le commerce ce mode de perception. Ils ont stipulé qu'une convention supplémentaire convertirait les droits *ad valorem* en droits spécifiques, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1860. Nous devons espérer que l'accord s'établira sur tous les articles, au moins sur presque tous, et que dès lors les perceptions de droits sur la valeur déclarée ne constitueront dans nos tarifs que la plus rare exception.

La volonté de Votre Majesté est que cette conversion en droits spécifiques soit précédée d'une enquête approfondie et minutieuse; le Ministre du commerce prendra très-prochainement les mesures nécessaires pour commencer cette grande information.

## XII

Quant à présent, le seul point que nous avons à examiner est celui de savoir si les deux limites *maxima* de 30 et de 25 pour 100 successivement applicables aux marchandises prohibées jusqu'à ce jour et à leurs similaires non prohibées ont été sagement établies.

Pour fixer nos convictions à cet égard, nous ne nous sommes pas livrés, sur le prix de revient de chaque article, à des études hérissées de détails et de contradictions qui sont bien rarement un guide sûr pour les convictions. Nous avons envisagé les conditions fondamentales de la production dans notre pays, sans négliger les différences topographiques que n'effacent pas les doctrines, mais en ayant le sentiment profond de la virilité de notre industrie et une légitime confiance dans sa force et dans sa perfectibilité.

Nous n'hésitons pas à dire, dès l'abord, que pour le plus grand

nombre des articles énumérés dans le traité, l'application de ces limites *maxima* serait absolument inutile, stériliserait les pensées de réforme proclamées par Votre Majesté, et substituerait à la levée des prohibitions des droits protecteurs qui n'en seraient que la puérile synonymie. Mais l'enquête qui va avoir lieu nous guidera dans les gradations à établir, et mettra l'administration publique en position d'éviter dans ses propositions au gouvernement anglais les insuffisances et les exagérations.

Si, en dehors des articles auxquels nous venons de faire allusion, nous recherchons quelles sont les causes générales d'infériorité de nos grandes industries textiles vis-à-vis des industries similaires anglaises, nous ne pouvons les rencontrer que dans les éléments suivants :

Matières premières,  
Frais de premier établissement,  
Capital,  
Exploitation,  
Main-d'œuvre.

Dégrevés de droits, les cotons en laine ne sont pas plus chers en France qu'en Angleterre; les entrepôts du Havre et de Liverpool ne signalent pas de différences sensibles. Le prix de la laine ne rencontrera dans les surtaxes de provenance et de pavillon qu'une cause légère de surélévation.

Les frais de premier établissement, eu égard à l'emploi de la fonte et du fer qui entrent dans l'outillage d'une manufacture, sont plus élevés en France qu'en Angleterre: l'amortissement annuel doit donc être plus élevé dans un pays que dans l'autre. Cette différence est facile à chiffrer :

Le loyer du capital peut être plus élevé pour notre industrie; cette disproportion est de celles que le développement des relations internationales tend chaque jour à atténuer et à faire disparaître.

L'exploitation quotidienne est grevée par l'emploi de la houille dont le prix est de beaucoup supérieur à celui qui existe en Angleterre. Un comité, défenseur énergique de notre législation douanière actuelle, déterminait il y a quelques mois, arithmétiquement, l'importance de cette charge; il établissait que pour 1 kilogramme de coton filé d'une valeur de 3 francs, on dépensait pour 6 cent.  $\frac{1}{2}$  de houille. La valeur de la houille représente donc  $2 \frac{1}{4}$  pour 100 du prix du coton filé.

Quant à la main-d'œuvre, il est toujours difficile d'établir des termes de comparaison d'une rigoureuse exactitude. Le salaire est sans doute réglé par l'état économique du pays; mais avant tout il est proportionnel à l'habileté de l'ouvrier. Or, cet élément échappe aux calculs généraux. Toutefois, il est généralement vrai qu'en France la

main d'œuvre est moins chère qu'en Angleterre. L'ouvrier anglais est réputé plus actif, mais son œuvre est moins perfectionnée. De plus, le travail est de soixante heures par semaine dans la Grande-Bretagne, pendant qu'il est de soixante-douze heures en France. L'ensemble de ces faits n'établit donc sur ce point aucune cause d'infériorité pour la production française.

### XIII

L'examen rapide de ces conditions générales de notre industrie comparées avec celles de l'industrie de la Grande-Bretagne, prouve que les sentiments de la plus grande prudence ont dirigé les négociateurs français dans les stipulations du traité. Cet examen démontre que les reproches qui se sont élevés dans certains centres manufacturiers à la seule nouvelle d'une convention internationale, ont été le fruit de l'irréflexion, de la crédulité, quelquefois même de sentiments et de passions plus blâmables.

Certes, nous reconnaissons franchement, loyalement, que l'esprit de cette convention a été d'ouvrir le marché français à celles des industries de nos voisins qui en étaient jusqu'à ce jour absolument exclues. Mais qu'à la faveur de ces modifications douanières elles réussissent à l'envahir et à l'inonder, c'est ce que nous refusons énergiquement d'admettre.

La concurrence, sagement réglée, produira des effets tout différents de ceux que lui assignent des prévisions pessimistes; elle agira, nous l'avons dit, comme un stimulant salutaire et non comme une cause de ruine. Ceux-là même qui l'appréhendaient le plus seront les premiers à en recueillir les bénéfices.

L'histoire des réformes commerciales est là pour les instruire et les rassurer. Un court laps de temps ne sera pas écoulé après l'admission des produits similaires anglais, que déjà nos industriels, avec leur vive et prompt intelligence, s'en seront approprié les qualités particulières et le cachet original. Pour eux, imiter c'est perfectionner et souvent innover. Si, lors de l'exposition de 1855, un coup d'œil rapide jeté sur le département britannique leur a suffi pour saisir plus d'un secret de fabrication, à quel progrès ne pourra pas les conduire une étude plus attentive, plus sérieuse et désormais moins désintéressée, de produits qu'ils avaient considérés jusqu'alors comme des spécimens isolés, surtout lorsque, grâce à l'abaissement des droits sur les machines et sur les mécaniques, ils pourront se procurer les appareils et les instruments ingénieux qui servent à les confectionner?

Nos industriels n'attendent pas la date du 1<sup>er</sup> octobre 1861 pour se livrer à ces essais et à ces perfectionnements. Déjà un grand nombre d'entre eux, plusieurs Chambres de commerce, animés du zèle le plus louable, sollicitent et obtiendront certainement de l'administration

supérieure l'autorisation d'importer des marchandises anglaises dont ils veulent étudier et imiter la fabrication pour se préparer à soutenir la concurrence.

Sous le rapport de la variété et de la perfection de leurs produits, nos deux grandes industries de la laine et du coton n'ont rien à envier à l'Angleterre. La supériorité de celle-ci n'est réelle que pour certains genres de tissus purs ou mélangés dont les fabricants anglais ont eu jusqu'à ce jour le monopole, et que les besoins de la consommation à bon marché des classes laborieuses, comme les exigences du marché extérieur, particulièrement du marché transatlantique, les ont amenés à produire. Ces étoffes, qui constituent souvent d'heureuses et importantes spécialités, nous sont presque inconnues en France; qu'elles s'introduisent en quantité suffisante pour frapper le regard et exciter l'émulation de nos manufacturiers, de nos contre-maîtres, de nos simples ouvriers, et la spécialité anglaise tombera bientôt dans notre domaine. Les populations ouvrières se vêtiront à meilleur marché et ce sera là un immense bienfait. Nous nous chargerons à notre tour d'approvisionner la consommation étrangère, et nous suivrons nos concurrents sur les marchés dont il nous ont montré le chemin. Il y a là, pour nos industries textiles, un avenir certain qui les dédommagera du sacrifice momentané, et d'ailleurs fort modéré, qui leur est demandé dans l'intérêt général.

#### XIV

Ce qui assure à nos industries une compensation non moins avantageuse, c'est l'essor que va prendre la consommation intérieure sous la féconde influence de la paix. Comment nos producteurs ne tiendraient-ils pas compte des besoins nouveaux que l'état avancé de la civilisation fait naître même dans les classes inférieures de la population? Comment ne chercheraient-ils pas à rendre cette consommation progressive en répartissant leurs bénéfices légitimes sur une grande masse d'objets produits et en diminuant ainsi le prix de chaque article?

Le spectacle de ce qui se passe à nos frontières n'est-il pas de nature à inspirer aux manufactures françaises la plus juste confiance dans l'avenir?

Ces grandes industries du nord de la France, si promptes à s'émouvoir, ne sont séparées que par une ligne conventionnelle des industries de la Belgique qui ont prospéré d'une manière si prodigieuse sous un régime libéral.

Les provinces de l'Alsace et celles de l'Est, théâtre d'une si grande activité industrielle, sont limitrophes, d'un côté, du Zollverein dont les réformes ont si énergiquement développé la production et les re-



lations commerciales depuis plusieurs années ; de l'autre côté, de ces cantons suisses éloignés de toute relation maritime, privés jusqu'à ce jour de bonnes voies de communication, placés sous un régime de liberté commerciale presque complet, et qui ont atteint une supériorité et une force industrielle assez grandes pour repousser la puissante Angleterre de plusieurs marchés du monde.

En serait-on réduit à alléguer qu'entre ces populations voisines et amies, Dieu a irrégulièrement réparti les forces, les aptitudes et les courages ? Il y aurait impiété à le penser. Mais Dieu n'assure les grands et durables succès qu'aux patients efforts, aux puissantes activités. C'est dans ces luttes fécondes que Votre Majesté engage l'industrie française, en la préparant à les soutenir par l'allègement de ses charges, par des prêts temporaires destinés à améliorer le matériel et à transformer les outillages, par ces sollicitudes sympathiques et ces énergiques concours que peut donner l'État dans l'exercice de sa mission tutélaire.

### XV

Les droits actuels sur la houille sont de 3 fr. 60 c. la tonne, décime compris, lorsque l'importation a lieu par la frontière de mer des Sables-d'Olonne à Dunkerque. Ce droit est de 1 fr. 80 c. par toutes les autres frontières de terre ou de mer, à l'exception de celles de la Meuse, pour lesquelles le droit est de 1 fr. 20 c.

Le droit sur le coke est de moitié en sus de celui fixé pour la houille.

Ce système des zones a été depuis longtemps attaqué, notamment par les Chambres de commerce de Nantes et de Rouen, comme constituant une injuste inégalité entre les citoyens d'un même État. Les défenseurs de ce système soutenaient que les droits avaient été calculés précisément pour maintenir l'égalité entre les nombreux consommateurs de la houille. Ces combinaisons législatives si délicates, si compliquées, si périlleuses, ont été et devaient être modifiées et renversées par l'ouverture de nouvelles voies de communication, notamment des chemins de fer, et par les tarifs différentiels que les Compagnies ont dû adopter pour développer la consommation.

Le traité place sous le même régime la houille et le coke. Si ce dernier combustible a une plus grande valeur, il ne semble pas pour cela comporter l'établissement de droits plus élevés, car il est à la fois plus encombrant et d'un transport plus coûteux et plus difficile.

La convention remplace le droit de 3 fr. 60 c. par celui de 1 fr. 80 c., et décide que, d'ici à quatre années, la houille et le coke payeront un droit unique pour toutes les frontières de terre et de mer.

### XVI

Ces dispositions seront accueillies avec reconnaissance par toutes les

industries. Elles ne nuiront à aucun degré aux intérêts légitimes de la production houillère en France. Et d'abord il est de toute évidence que la modification consentie intéresse exclusivement les houillères du Nord au profit desquelles avait été établie, dans l'origine, la zone supprimée aujourd'hui.

Or, les houillères anciennes d'Anzin, les houillères plus récentes du Pas-de-Calais, placées les unes et les autres sur des voies de communication perfectionnées, n'ont rien à craindre de la concurrence anglaise. La consommation croissante absorbera tous les produits, et, pour assurer mieux leurs bénéfices, les exploitants de houille n'auront qu'à abaisser un peu leur prix pour faire progresser cette consommation.

Par un article spécial, les deux hautes puissances contractantes ont pris l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit à la sortie de ce combustible. L'intérêt de l'Angleterre nous rassurait complètement sur une telle éventualité. Toutefois, nous avons voulu nous prémunir contre les inquiétudes si complaisamment répandues dans nos centres manufacturiers au début de la dernière campagne d'Italie, et garantir par un contrat bilatéral les approvisionnements de nos usines établies sur le littoral et de notre marine marchande à vapeur.

## XVII

La disposition la plus considérable que nous ayons encore à examiner est celle relative aux fontes, aux fers et à leurs dérivés.

Les stipulations qui concernent ces produits ont constitué la partie la plus délicate de nos négociations avec les plénipotentiaires anglais.

Le droit actuel sur la fonte est de 48 fr. la tonne, les 2 décimes compris; celui sur les fers de gros échantillon est de 120 fr.

Les négociateurs de la Grande-Bretagne demandaient la réduction des droits sur les fontes, les fers et les aciers à un chiffre de 15 p. 100 *ad valorem*.

Dans l'enquête à laquelle s'est livrée Votre Majesté sur les questions générales que soulevait la négociation, l'Empereur a porté spécialement son attention sur cette grande industrie du fer. Il a interrogé directement sur les conditions d'existence de nos hauts fourneaux à la houille et au bois, des hommes considérables qui se recommandaient à la fois par leurs études scientifiques, leur expérience personnelle des faits et leur désintéressement.

Cette enquête a démontré que les propositions britanniques pourraient faire courir des dangers sérieux et immédiats à la métallurgie française. Elles ont été repoussées. Les droits à l'importation de la fonte et du fer ont, en conséquence, après de longs débats, été fixés à

un maximum de 30 p. 100 de la valeur jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1864 et de 25 p. 100 à partir de la même époque. Les bases d'évaluation fixées pour les autres produits sont applicables à la fonte et au fer. L'enquête prochaine démontrera s'il n'est pas nécessaire d'atteindre ces limites *maxima*. Toutefois Votre Majesté a pensé qu'une incertitude trop absolue sur ce grave sujet exposerait à des inquiétudes fâcheuses une industrie fondamentale de ce pays; ainsi, pour les fers de gros échantillon et les rails actuellement grevés d'un droit de 12 fr., les 2 décimes compris, l'article 17 du traité déclare que le droit sera de 7 fr. les 100 kilogrammes pendant la première période, et de 6 fr. pendant la seconde.

### XVIII

Ces tarifications nous paraissent devoir concilier, dans la plus sage mesure, les intérêts contraires engagés dans cette question économique.

« Le fer, écrivait Turgot, n'est pas seulement une denrée de consommation utile aux différents usages de la vie; le fer qui s'emploie en meubles, en ornements, en armes, n'est pas la partie la plus considérable des fers qui se fabriquent et se vendent, c'est surtout comme instrument nécessaire à la pratique de tous les arts sans exception que ce métal est si précieux, si important dans le commerce. »

Combien ces vérités ont acquis plus d'énergie et plus de puissance dans le siècle actuel! Partout les efforts de l'homme substituent à la pierre et au bois le fer et la fonte. Dans les édifices publics et les plus modestes habitations, dans les grandes manufactures et les plus simples ateliers, l'architecte remplace les poutres volumineuses et les soliveaux par le fer, et obtient à la fois une économie de prix et d'espace.

Les fleuves sont franchis à l'aide d'immenses arceaux de fonte dont les proportions cyclopéennes étonnent le regard et provoquent l'admiration. La marine militaire ne fait plus du bois que l'élément secondaire de ses constructions navales; la marine marchande à vapeur imite ces progrès et quelquefois les devance.

L'agriculture, forcée de compenser la rareté des bras et l'élévation des salaires par des instruments économiques, multiplie l'emploi du fer dans ses exploitations, et ses efforts s'appliquent à un intérêt fondamental dans toute société, la production et le prix des denrées alimentaires. La nécessité de relier nos provinces les plus reculées aux grandes lignes de fer qui sillonnent aujourd'hui le territoire, apparaît chaque jour comme plus impérieuse et se formule comme une règle de haute justice distributive, quelquefois même comme une accusation d'oubli et d'abandon.



Pour le mouvement de toutes ces vastes entreprises qui sont la vie même de la nation, l'intérêt capital n'est-il pas d'obtenir le fer à bon marché ?

Toutefois, si puissantes que soient ces considérations, si légitimes que puissent être les espérances d'une grande consommation facilitée par l'abaissement des prix, il était impossible de méconnaître les avantages exceptionnels que procure aux maîtres de forges anglais le rapprochement du minerai et de la houille, ainsi que la modicité des prix de ce combustible dans la Grande-Bretagne. Aussi, pour contenir la concurrence étrangère dans de justes limites, l'administration devra venir résolument en aide à la métallurgie française, en faisant exécuter avec une infatigable sollicitude tous les travaux, toutes les voies de communication destinées à favoriser de la manière la plus économique la production et la circulation de la houille ou du bois, les transports de minerai, la fabrication de la fonte et du fer. La réalisation de cette partie si importante du programme dressé par Votre Majesté sera poursuivie avec la volonté la plus énergique.

## XIX

Nous avons négligé dans cet exposé, quoique bien long déjà, l'analyse de nombreuses dispositions secondaires, qui s'expliquent et se justifient d'elles-mêmes. Nous devons cependant signaler parmi elles quelques stipulations qui ont une plus grande importance.

L'article 9 décide que le droit d'importation pour celles des marchandises françaises dont les similaires anglais sont soumis à un droit d'accise, ne dépassera pas le taux de cet impôt intérieur, et cet article fait l'application immédiate de ce principe de réciprocité au papier de tenture, sauf une légère surtaxe, et au carton.

L'article 12 pose une règle de probité commerciale trop souvent violée, celle de la propriété internationale des marques et dessins de fabrique. Cette clause eût-elle été contraire à quelques intérêts d'un commerce parasite, que nous n'aurions pas hésité à en proposer l'adoption ; mais, en réalité, notre industrie, celle notamment qui emploie les matières textiles, est trop souvent victime de la contrefaçon de ses dessins. Les étoffes sont imitées et contrefaites quelquefois même avant d'avoir été livrées au public. Des traités nombreux ont garanti la propriété littéraire entre les divers pays. Ce genre de propriété industrielle se recommande par les mêmes considérations et a le droit d'obtenir, par les traités ou par les lois, une disposition qui la protège contre la fraude.

L'article 10 établit la règle d'une complète et loyale réciprocité entre les bâtiments des deux marines marchandes et les marchandises dont ils sont chargés, pour tout ce qui concerne le traitement local, les

droits et les frais dans les ports, les bassins, les chantiers, les rades, les havres et les rivières des deux pays.

L'article 3 témoigne de la haute sollicitude de Votre Majesté pour notre navigation, en stipulant que les droits fixés à l'importation des marchandises anglaises, sont indépendants des droits différentiels de pavillon et de provenance. La marine du commerce est un des premiers éléments de notre puissance et constitue un de nos grands intérêts nationaux ; nous ne saurions exposer prématurément le pavillon français à une concurrence qu'il pourrait n'être pas en état de soutenir. Les modifications dont seraient susceptibles les surtaxes qui le protègent exigent encore des études approfondies.

Enfin, l'article 18 déclare applicables toutes les dispositions de ce traité à cette magnifique possession si voisine de nos côtes qui est l'objet de la sollicitude spéciale de Votre Majesté.

## XX

Nous avons, Sire, examiné dans leurs détails les clauses du traité soumis à votre haute appréciation. Qu'il nous soit permis, en terminant, d'en résumer en quelques mots la portée et le caractère.

Et d'abord, dans cette étude, nous n'avons certainement pas voulu comparer des avantages à des inconvénients, et dresser une sorte de compte de profits et pertes pour les deux pays, compte dont le solde constituerait, suivant les appréciations, le bénéfice acquis à l'une des deux puissances sur l'autre.

Non, à nos yeux, et les modifications du tarif anglais et la réforme de notre législation douanière, convergent au même but, préparent à un égal degré de nouveaux éléments de prospérité publique pour les deux pays. Cette lutte pacifique n'amènera ni victoires ni défaites, mais produira de louables émulations, des enseignements mutuels, des perfectionnements réciproques.

Inspirées par les sentiments de justice et de bienveillance mutuelle qui animent les gouvernements respectifs, ces conventions assureront le règlement équitable et le développement progressif des relations entre les deux États, et consolideront l'alliance des deux peuples.

Le commerce qui, selon le langage de Mollien, « tend à faire des productions de chaque partie du globe une propriété commune à tous les peuples, qui a fait de l'Europe une grande famille, et qui, à côté des passions qui divisent les princes, a placé le contrepoids des besoins mutuels et des intérêts réciproques, » poursuivra, libre d'entraves surannées, son œuvre de développement et de fécondation de la richesse des deux nations.

L'industrie devra sans doute renouveler sur quelques points un outillage arriéré, remplacer des mécanismes incomplets et rechercher

par de sérieux efforts la possibilité de produire économiquement ; mais le succès récompensera largement de tels sacrifices, et la production française sortira plus vigoureuse et plus florissante de ces épreuves salutaires.

Toutes ces prospérités profiteront directement à ces populations nombreuses dont Votre Majesté a étudié avec tant d'ardeur les intérêts et les besoins, et qu'elle environne de ses constantes sollicitudes. Elles se traduiront pour l'ouvrier en allègement dans les fatigues de sa tâche, en régularité sinon en élévation de son salaire, en diminution de prix pour tous les objets qu'il consomme et que son travail doit procurer à sa famille.

La constitution économique du pays, grâce au développement des forces inanimées, sera moins troublée que dans le passé par cette sorte de déclassement de population que l'industrie opère au préjudice de l'agriculture, et l'équilibre, violemment rompu depuis quelques années, tendra à se rétablir.

En même temps Votre Majesté fera exécuter les travaux nécessaires à la force et à la prospérité d'un grand État, et avant peu ces témoignages de reconnaissance qui, de tous nos grands ports de mer, de nos provinces viticoles, du sein des industries de Lyon, de Saint-Étienne et d'autres grandes cités manufacturières, sont arrivés au pied du trône, ne rencontreront dans le pays, éclairé sur ses véritables intérêts, parmi les chefs d'industrie résolus à la lutte, ni résistance, ni refus d'adhésion.

C'est avec une confiance profonde que nous soumettons le traité de commerce du 23 janvier à l'approbation de Votre Majesté.

Nous sommes, Sire,

De Votre Majesté

Les très-humbles, très-obéissants serviteurs  
et fidèles sujets.

Paris, le 24 janvier 1860.

*Le Président du Conseil d'État,  
chargé par intérim du département  
des affaires étrangères,*

J. BAROCHE.

*Le Ministre secrétaire d'État au  
département de l'agriculture, du  
commerce et des travaux publics,*

E. ROUHER.

**2. — Article additionnel au Traité de commerce conclu le 23 janvier 1860 entre la France et la Grande-Bretagne, signé à Paris le 25 février 1860 et ratifié le 28 du même mois.**

Par l'article 8 du traité de commerce entre S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et

d'Irlande, signé à Paris, le 23 janvier dernier, S. M. Britannique s'est engagée à recommander au Parlement l'admission dans le Royaume-Uni des eaux-de-vie et esprits importés de France, à un droit exactement égal au droit d'accise perçu sur les esprits de fabrication indigène, avec l'addition d'une surtaxe de deux pence par gallon; ce qui mettrait le droit actuel à payer pour les eaux-de-vie et esprits de France à huit schellings deux pence par gallon.

Depuis la ratification dudit traité, le gouvernement de S. M. Britannique s'est assuré que la surtaxe de deux pence par gallon n'est pas suffisante pour contre-balancer les charges que les lois de douane et d'accise font actuellement peser sur les esprits de fabrication anglaise, et qu'une surtaxe limitée au taux de deux pence par gallon laisserait encore subsister sur les esprits de fabrication anglaise, un droit différentiel en faveur des eaux-de-vie et esprits étrangers.

En conséquence, le gouvernement de S. M. Britannique ayant fait connaître ces circonstances au gouvernement de S. M. l'Empereur des Français, et Sa Majesté Impériale ayant consenti à ce que le montant de ladite surtaxe fût augmenté, les deux hautes parties contractantes audit traité de commerce sont convenues, par le présent article additionnel, que le montant de cette surtaxe serait de cinq pence par gallon, et S. M. Britannique s'engage à recommander au Parlement l'admission, dans le Royaume-Uni, des eaux-de-vie et esprits importés de France, à un droit exactement égal au droit d'accise perçu sur les esprits de fabrication indigène, avec addition d'une surtaxe de cinq pence par gallon.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il avait été inséré dans le traité de commerce du 23 janvier dernier.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de cinq jours, à partir de la date de sa signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le vingt-cinquième jour du mois de février de l'an de grâce mil huit cent soixante.

(L. S.) Signé BAROCHE.

(L. S.) Signé COWLEY.

(L. S.) Signé ROUHER.

---

**4. — Deuxième Article additionnel au Traité de commerce conclu entre la France et la Grande-Bretagne, le 23 janvier 1860, signé à Paris le 27 juin 1860 et ratifié le 1<sup>er</sup> juillet.**

La négociation de l'arrangement destiné, aux termes du premier paragraphe de l'article 13 du traité conclu entre la France et la Grande-



Bretagne, le 23 janvier 1860, à fixer le taux des droits spécifiques applicables aux produits britanniques importés en France, n'ayant pu être achevée dans le terme énoncé par cet article, les hautes parties contractantes ont jugé convenable, dans l'intérêt du commerce respectif des deux pays, d'arrêter de nouvelles dispositions pour faciliter la mise en vigueur successive du traité précité dans les limites du temps qu'il a déterminées.

En conséquence, les soussignés, munis à cet effet des pouvoirs de S. M. l'Empereur des Français, d'une part, et de S. M. la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'autre part, sont convenus de ce qui suit.

1° Au lieu d'une convention unique pour fixer les droits spécifiques applicables aux produits britanniques à leur importation en France, il sera conclu successivement trois conventions séparées, embrassant : la première, les fers, les fontes, les aciers et les ouvrages en métaux, machines, outils et mécaniques de toute espèce ; la seconde, les fils et et tissus de lin et de chanvre, et la troisième, tous les autres produits d'origine et de manufacture britanniques énumérés dans l'article 1<sup>er</sup> du traité du 23 janvier.

2° Ces conventions seront négociées, conclues et ratifiées de manière à entrer respectivement en vigueur, pour les produits auxquels elles s'appliqueront, à chacune des époques fixées par l'article 15 du traité, dont elles formeront le complément. Néanmoins, la dernière de ces conventions devra être conclue et ratifiée le 1<sup>er</sup> novembre prochain.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il avait été inséré dans le traité principal du 23 janvier dernier. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de quatre jours au plus tard.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le vingt-sept juin de l'an de grâce mil huit cent soixante.

*Signé* THOUVENEL.

COWLEY.

---

**5. — Circulaire du Directeur général des Douanes, transmissive du Traité du 23 janvier 1860 et d'Instructions relatives à l'importation de la houille et du coton britanniques, en date du 9 juin 1860.**

Un décret, en date du 10 mars dernier, a prescrit la promulgation du traité de commerce conclu, le 23 janvier 1860, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Je transmets,

avec la présente une amplification de ce décret qui contient le texte du traité; j'y joins la copie du rapport qui a été adressé à l'Empereur, pour en expliquer l'économie et les diverses combinaisons, par les ministres plénipotentiaires qui ont été, pour la France, chargés des négociations. Cette importante convention, dont les ratifications ont été échangées le 4 février suivant, restera en vigueur, pendant dix années, à partir de cette dernière date, et continuera ensuite de recevoir son effet jusqu'à ce que l'une des parties contractantes l'ait dénoncé dans la forme voulue par l'article 21.

L'article premier du traité énumère les produits d'origine et de manufacture britanniques admissibles à l'importation du Royaume-Uni, moyennant des droits qui, décimes compris, ne devront pas dépasser 30 pour 100 de la valeur, à partir des délais d'exécution fixés par l'article 15, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1864; à cette époque le maximum des droits sera abaissé à 25 pour 100, conformément à l'article 16.

Il est réglé par l'article 13 qu'une convention complémentaire convertira les droits *ad valorem* en droits spécifiques. Le conseil supérieur du commerce procède en ce moment à une enquête approfondie qui viendra compléter les renseignements que possède déjà le Gouvernement pour établir les droits protecteurs dans la limite du maximum stipulé par le traité, et pour préparer la conversion en droits spécifiques proportionnés au degré de protection réservé aux diverses industries.

Je dois donc me borner, dans la présente circulaire, à des instructions spéciales concernant la houille et le coke d'origine britannique, dont l'importation en France, aux conditions nouvelles fixées par le traité, aura lieu à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain. Des instructions précises et plus détaillées seront ultérieurement et successivement transmises au service, lorsque la convention complémentaire sera intervenue et lorsque approcheront, pour chaque espèce de marchandises, les délais d'exécution déterminés par l'article 15.

Aux termes de l'article 2 du traité de commerce, la houille et le coke seront, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1860, admis sans distinction d'espèce, à un droit égal de quinze centimes par 100 kilogrammes, plus les deux décimes. Cette taxe, déjà en vigueur pour la houille, sur certains points de la frontière du Nord, deviendra ainsi commune à la houille et au coke d'*origine britannique*, sans distinction de zone. Le deuxième paragraphe de l'article stipule, en outre, que, dans un délai de quatre ans, à partir de la ratification du traité, la houille et le coke payeront, à l'importation par les frontières de terre et de mer, un droit uniforme qui ne pourra être supérieur à celui qui est fixé par le paragraphe précédent. Jusqu'à ce que cette mesure ait été réalisée, la houille et le coke *importés en dehors des conditions du traité*

continueront d'être soumis, suivant les zones, aux taxes différentielles actuellement existantes.

Le droit conventionnel inscrit dans le traité du 23 janvier 1860 ne profite qu'aux produits d'*origine* et de manufacture britanniques, c'est-à-dire aux produits métropolitains *importés directement* du Royaume-Uni; les produits des autres possessions britanniques en Europe, telle que Malte, Gibraltar, des îles de la Manche et ceux des colonies anglaises situées hors d'Europe, demeureront assujettis au droit commun. Le service sera ultérieurement informé des dispositions qui seront adoptées pour obliger à la justification d'origine et de transport direct des diverses marchandises, autres que la houille et le coke, énumérées dans le traité. Pour ce qui concerne ces deux produits, on continuera, quant à présent, de se borner, comme aujourd'hui, à exiger la représentation des livres et papiers de bord.

Il n'est pas dérogé, par le traité de commerce du 23 janvier 1860, au traité de navigation du 26 janvier 1826, qui, pour l'intercourse directe seulement, assimile le pavillon anglais au pavillon français, en ce qui concerne les droits applicables soit aux navires, soit aux cargaisons. L'article 3 du traité du 23 janvier 1860 porte d'ailleurs que les taxes qu'il détermine sont indépendantes des droits différentiels établis en faveur des bâtiments français; ce qui implique le maintien des surtaxes de pavillon pour la navigation indirecte et pour les transports sous pavillon tiers. En conséquence, les houilles et les coques d'origine britannique qui seraient importés directement du Royaume-Uni par des bâtiments d'une puissance tierce, demeureraient assujettis aux surtaxes de pavillon, comme les navires importateurs aux droits ordinaires de navigation.

Les dispositions du nouveau traité sont étendues à l'Algérie par l'article 18; mais la houille et le coke étant exempts de toute taxe à l'importation en Algérie, le droit commun résultant de la législation spéciale ne peut que continuer à être appliqué comme plus favorable au commerce que le droit conventionnel. D'un autre côté, le traité de navigation de 1826 n'étant pas applicable en Algérie, les navires anglais ne cesseront pas d'y être assujettis aux droits de navigation, et, s'il y a lieu, aux surtaxes de pavillon.

J'invite les directeurs des douanes à porter à la connaissance du service et du commerce la présente circulaire ainsi que le traité.

*Le Conseiller d'État, Directeur général,*  
Signé FORCADE.

Pour ampliation:  
*L'administrateur de la 1<sup>re</sup> division,*  
Signé ROUGELOT.

---

**6. — Décret impérial fixant le tarif des fers, fontes et aciers, d'origine et de manufacture britanniques, en date du 29 septembre 1860.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, etc. ; Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le tarif convenu entre les plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne, qui est annexé au présent décret, sera appliqué à l'importation des marchandises y énoncées d'origine et de manufacture britanniques, à partir du premier octobre prochain.

Art. 2. Nos Ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 septembre 1860.

Signé NAPOLÉON.

*Tarif annexé au décret du 29 septembre 1860.*

DÉNOMINATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS D'ENTRÉE.			
	en 1860.		en 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Minéral de fer.....	»	fr. c. Exempt.	»	fr. c. Exempt.
Mâchefer, limaille et scories de fer.....	»	id.	»	id.
Fonte brute en masse.....	100 kil.	2 50	100 kil.	2 »
Débris de vieux ouvrages en fonte.....	id.	3 25	id.	2 75
Fonte épurée dite <i>Mazée</i> .....	id.	5 »	id.	4 50
Ferraille et débris de vieux ouvrages en fer...	id.	7 »	id.	6 »
Fer brut en massiaux ou prismes retenant encore des scories.....	id.	8 50	id.	7 50
Fers en barres carrées rondes ou plates, rails de toute forme et dimension, fers d'angles et à T et fils de fer, sauf les exceptions ci-après.....	id.	9 50	id.	7 50
Fers feuillards en bandes d'un millimètre d'épaisseur ou moins.....	id.	13 »	id.	10 »
Tôles laminées ou martelées de plus d'un millimètre d'épaisseur, en feuilles pesant 200 kilogr. ou moins, et dont la largeur n'excède pas 1 mètre 20 cent., ni la longueur 4 mètres 50 cent.....	id.		id.	
Tôles en feuilles pesant plus de 200 kilogr. ou bien ayant plus d'un mètre 20 cent. de largeur ou plus de 4 mètres 50 cent. de longueur.....	id.		id.	
Tôles minces et fers noirs en feuilles d'un millimètre d'épaisseur ou moins.....	id.		id.	

(Les feuilles de tôle ou fers noirs planes, découpées d'une façon quelconque, payeront un dixième en sus des feuilles rectangulaires.)



DENOMINATION DES MARCHANDISES.	TAUX DES DROITS D'ENTRÉE.			
	en 1860.		en 1864.	
	Bases.	Droits.	Bases.	Droits.
Fer étamé (fer-blanc) cuivré ou zingué.....	id.	fr. c. 16 »	id.	fr. c. 13 »
Fil de fer de 5 dixièmes de millimètre de diamètre et au-dessous, qu'il soit ou non étamé, cuivré ou zingué.....	id.	14 »	id.	10 »
Acier en barres de toute espèce.....	id.	15 »	id.	13 »
Aciers en tôle de plus de 2 millimètres d'épaisseur.....	id.	22 »	id.	18 »
Aciers en tôle de 2 millimètres d'épaisseur ou moins.....	id.	30 »	id.	25 »
Fil d'acier, même blanchi, pour cordes d'instruments.....				

Le tarif ci-dessus est approuvé pour entrer en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1880.

Paris, le 29 septembre 1860.

Signé E. THOUVENEL ;  
ROUHER ;

Signé COWLEY ;  
Richard COBDEN.

**7. — Circulaire du Directeur général des Douanes et des Contributions indirectes sur le décret du 29 septembre 1860, en date du 2 octobre 1860.**

J'ai dû transmettre d'urgence au service, le 29 septembre dernier, l'ampliation du décret concernant le nouveau tarif des fontes, fers et aciers d'origine et de manufacture britanniques.

L'application du tarif comporte des instructions détaillées qui font l'objet de la présente circulaire.

Les taxes établies par le décret du 29 septembre 1860 sont le résultat d'un protocole, signé par les plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne, concernant spécialement les fontes, fers et aciers d'origine britannique. Le tarif général reste donc en vigueur et demeure applicable à l'entrée des mêmes produits de toute autre origine. Il importe, en outre, de ne pas perdre de vue que les modérations de droit résultant du traité avec la Grande-Bretagne ne sont acquises qu'aux marchandises d'origine métropolitaine importées directement du Royaume-Uni. Déjà dans ma circulaire du 9 juin 1860<sup>1</sup>, j'ai expliqué que les produits des autres possessions britanniques, soit en Europe, soit hors d'Europe, demeurent soumis au droit commun. Comme justification du transport direct, on se bornera à exiger la représentation des livres et des papiers de bord. Les certificats

1. Voy. plus haut, p. 42.

d'origine dont le traité a prévu la production devront être délivrés ou visés par les consuls ou agents consulaires de France dans le lieu d'expédition ou le port d'embarquement.

D'après l'article 18, et comme on l'a vu par la circulaire du 9 juin déjà citée, les dispositions du traité sont applicables en Algérie comme en France. Seulement, les importateurs en Algérie sont libres d'opter pour l'application du tarif colonial lorsque celui-ci leur paraîtra plus favorable. D'un autre côté, les produits britanniques importés dans la colonie par navires anglais demeurent assujettis aux surtaxes de pavillon, conformément à l'article 3 du traité, et ces mêmes bâtiments auront à acquitter dans les ports algériens les droits ordinaires de navigation.

L'article 3 du traité de commerce du 23 janvier 1860 dispose que les taxes qu'il détermine *sont indépendantes des droits différentiels établis en faveur des bâtiments français*. La marine britannique jouissant pour l'intercourse directe du bénéfice de l'assimilation de pavillon en vertu des dispositions du traité du 26 janvier 1826, les marchandises importées par navires anglais ne sont point soumises à des droits différentiels. Mais les marchandises importées sous le pavillon d'autres nations demeurent assujetties à ces droits. Ainsi, les fontes, fers et aciers d'origine britannique, qui seront importés directement du Royaume-Uni en France par des bâtiments d'une puissance tierce, continueront à acquitter, indépendamment des taxes de navigation applicables d'après le droit commun, les surtaxes spéciales de pavillon établies par les lois sur la matière, et à défaut de *surtaxes spéciales*, la *surtaxe ordinaire* déterminée par la loi du 28 avril 1816.

D'un autre côté, d'après l'article 8 de la loi du 27 mars 1817, l'entrée des fontes, fers et aciers est restreinte à certains bureaux. Cette restriction demeure applicable aux produits de l'espèce importés du Royaume-Uni dans les conditions du traité.

Il me reste à entrer dans les explications que comporte l'application de la nouvelle tarification aux produits anglais désignés par le décret du 29 septembre 1860.

*Fonte brute.* — La distinction établie par le tarif général entre les masses d'un poids inférieur à 15 kilogrammes et celles d'un poids égal ou supérieur à 15 kilogrammes, est supprimée à l'égard des fontes brutes venant d'Angleterre. Elles sont toutes passibles, sans distinction, du droit de 2 fr. 50 c. par 100 kilogrammes.

*Fonte mazée.* — L'observation qui précède s'applique également aux fontes mazées, qui sont soumises, sans distinction de poids, au droit de 3 fr. 25 c.

Comme le rappelle la note (341) du tarif officiel des douanes de France, il existe des fontes brutes blanches dont l'aspect offre beau-

coup d'analogie avec celui de la fonte mazée : s'il venait à s'élever à cet égard des doutes ou des contestations, on devrait recourir à l'expertise dans les formes déterminées par la loi du 27 juillet 1822.

*Ferraille et débris de vieux ouvrages en fonte.* — La note (352) et la note (55) supplémentaires du tarif ont indiqué les mesures à prendre pour empêcher qu'on n'introduise, comme ferraille ou débris de vieux ouvrages en fonte ou en fer, des objets susceptibles d'être utilisés dans l'état où ils sont présentés. Tout en s'attachant à prévenir l'abus, on évitera de grever de frais inutiles, par des précautions exagérées, des importations qui ont un intérêt réel pour certaines branches d'industrie.

*Fers bruts en massiaux ou prismes retenant encore des scories.* — Les fers bruts en massiaux ou prismes retenant encore des scories sont assujettis à un droit de 5 francs par 100 kilogrammes ; ceux de ces massiaux qui seraient purgés de scories doivent suivre le régime des fers en barres.

Dans le cas où l'on présenterait comme massiaux des fers purgés de scories et n'ayant pas l'aspect inégal, rugueux et criqué des massiaux proprement dits, le service ne devrait pas hésiter à leur appliquer le droit général de 7 francs établi sur les fers, et, en cas de contestation, à recourir à l'expertise légale.

*Fers.* — Le droit de 7 francs est applicable aux fers en barres, aux rails de toutes formes et dimensions, fer d'angle et à T, ainsi qu'aux feuillards en bandes de plus d'un millimètre d'épaisseur et aux fers tréfilés au-dessus de 5 dixièmes de millimètre de diamètre, même s'ils sont étamés, cuivrés ou zingués.

Depuis l'application du puddlage à la fabrication de l'acier, on trouve dans le commerce des aciers qui présentent à l'œil une grande analogie avec le fer. Ce doit être pour le service un motif de plus de recourir, pour peu qu'il y ait des doutes, aux procédés de vérification indiqués par la note (337) du tarif général.

*Tôles de fer.* — Les tôles de fer sont l'objet d'une classification qui se rapproche des usages commerciaux. Le droit varie, non-seulement suivant l'épaisseur, mais encore selon le poids et les dimensions des feuilles. Il importe de veiller à l'exacte application de cette partie du tarif. Si l'expérience montrait qu'il fût utile de fournir aux douanes d'importation des jauges à incisions fixes dans le genre de celles dont se sert l'industrie, les directeurs pourraient me soumettre des propositions sur cet objet.

A raison des nouveaux abaissements de droits, il devient plus que jamais nécessaire de ne pas laisser introduire des tôles sous la dénomination de fers. Les modes de fabrication ne sont pas les mêmes pour le fer et la tôle ; ils révèlent parfois mieux que les dimensions la

véritable nature des produits. Les barres plates sont obtenues, soit par le martelage, soit par l'étirage entre des cylindres à cannelures. Les tôles, comme les feuillards, sont étirées entre des cylindres unis. De là une différence d'aspect très-sensible : les barres plates sont terminées latéralement par des faces planes rectangulaires; les tôles par des surfaces arrondies et un peu ondulées, à moins qu'on ne les ait cisailées. Dans ce dernier cas, les faces latérales se distinguent par leur brillant et par la netteté que l'opération du découpage donne aux arêtes. En général, on ne fabrique pas de tôles de moins de 25 centimètres de largeur; mais des bandes plus étroites peuvent avoir été découpées dans des feuilles de tôle, et elles deviennent passibles dès lors, suivant leur épaisseur, du droit de 8 fr. 50 c. ou de celui de 13 fr.

La largeur des fers feuillards d'un millimètre d'épaisseur ou au-dessous ne dépasse pas 4 centimètres : les bandes en fer mince dont la largeur excéderait cette limite, et celles de moindre largeur qui auraient été découpées à la cisaille, rentrent dans la classe des tôles minces taxées à 13 francs.

Le droit supplémentaire de 10 pour 100 est exigible pour toutes les tôles, fortes ou minces, qui, déposées pour un emploi industriel quelconque, ne conservent plus leur forme rectangulaire.

*Fer-blanc.* — On rappelle qu'aux termes de la note (346) du tarif, les caisses de fer-blanc dans lesquelles ce métal est parfois importé payent, comme ces feuilles elles-mêmes, le droit de 16 francs.

*Acier en barres.* — La note (337) et la circulaire du 18 mai 1858 assimilent à l'acier les barres de fer rechargé d'acier et les massiaux d'acier. S'il en était présenté, on les assujettirait au droit de 15 francs. Ce droit porte d'ailleurs, sans distinction, sur les aciers en barres de toute sorte, quels qu'en soient la valeur et le mode de fabrication (aciers naturels, puddlés, cimentés ou fondus).

*Acier en tôles.* — Pour les tôles d'acier, le tarif n'admet que deux classes, réglées par l'épaisseur : mais la limite qui détermine la perception du plus faible droit a été élevée à deux millimètres.

Les tôles d'acier se distinguent des barres par les mêmes caractères que les tôles de fer. Il est à remarquer, en outre, que les barres d'acier ont toujours plus de deux millimètres d'épaisseur. Ainsi, par cela seul que les bandes d'acier n'auraient pas plus de deux millimètres d'épaisseur, elles devraient acquitter, comme les tôles, le droit de 20 francs.

Les planches ou les disques d'acier simplement découpés, soit pour lames de scies circulaires ou droites, soit pour tout autre emploi, rentrent, pour l'application du traité, dans la classe des tôles; mais, pour qu'il en soit ainsi, ils doivent n'avoir été ni polis ni dentés, ni même seulement amincis par les bords. Autrement ils rentreraient,



soit dans la catégorie des outils d'acier, soit dans celle des fournitures d'horlogerie.

*Fils d'acier.* — Le tarif conventionnel ne fait, pour ce produit, aucune distinction. Tous les fils d'acier, quels qu'en soient le diamètre et le mode de fabrication, acquitteront le droit de 20 francs.

Un tableau rédigé dans la forme du tarif général, et que je transmets avec la présente, facilitera l'application des nouvelles dispositions.

J'invite les directeurs des douanes à veiller à l'exécution des instructions qui précèdent et à les porter à la connaissance du service et du commerce.

*Le Conseiller d'État, Directeur général,*  
*Signé DE FORCADE.*

---

**S. — Convention supplémentaire au Traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne, conclue le 12 octobre 1860 et ratifiée le 25 du même mois.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant assurer l'exécution du Traité de commerce conclu entre Elles, le 23 janvier 1860, dans les limites et de la manière prévues par le deuxième article additionnel à ce même Traité, ont résolu de négocier un premier arrangement complémentaire pour déterminer les droits spécifiques ou à la valeur qui devront grever, à leur importation en France, les marchandises d'origine ou de manufacture britannique énumérées dans ledit Traité, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français. M. *Thouvenel*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères, et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Henri-Richard-Charles*, comte *Cowley*, vicomte *Dangan*, baron *Cowley*, pair du Royaume-Uni, membre du très-honorable Conseil privé de S. M. Britannique, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa dite Majesté près S. M. l'Empereur des Français, et M. *Richard Cobden*, esquire, membre du Parlement britannique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les objets d'origine ou de manufacture britannique énumérés dans le tarif joint à la présente convention, et importés directement du Royaume-Uni sous pavillon français ou britannique, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif.

Art. 2. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture britannique, l'importateur devra présenter à la douane française, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat britannique siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du port d'embarquement, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires de France dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement. Les consuls ou agents consulaires de France susdésignés légaliseront les signatures des autorités britanniques.

Art. 3. L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées, d'origine ou de manufacture britannique, sera dispensé de l'obligation de produire à la douane française tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 4. L'importateur d'une marchandise d'origine ou de manufacture britannique, taxée à la valeur, devra joindre à la déclaration constatant la valeur de cette marchandise et au certificat d'origine une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur, qui sera visée par un consul ou un agent consulaire de France dans le Royaume-Uni.

Art. 5. Si les articles taxés à la valeur ont été préalablement mis en entrepôt, les droits seront perçus d'après la valeur de ces articles au moment de leur admission effective en France.

Art. 6. L'importateur contre lequel la douane française voudra exercer le droit de préemption stipulé par le traité du 26 janvier 1860 pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts.

La même faculté appartiendra à la douane française, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Art. 7. Si l'expertise constate que la marchandise n'a pas une valeur de 5 pour 100 supérieure à celle déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur constatée est de 5 pour 100 supérieure à celle déclarée, la douane française pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de 50 pour 100, à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de dix pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède la valeur dé-

clarée de 5 pour 100, les frais de l'expertise seront supportés par le déclarant. Dans le cas contraire, ils seront supportés par la douane française.

Art. 8. Dans les cas prévus par l'article 6, les deux arbitres experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes françaises. En cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le président du tribunal de commerce du port d'introduction, à défaut, par le président du tribunal de commerce du lieu le plus voisin.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Art. 9. Indépendamment des taxes de douane, les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux, de manufacture britannique, importés en France seront soumis au régime du contrôle établi dans ce pays pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Art. 10. Le tarif annexé à la présente convention sera immédiatement applicable, indépendamment des articles déjà admissibles en vertu du traité du 23 janvier dernier, au sucre raffiné, aux ouvrages en métaux, machines, pièces détachées de machines, outils et mécaniques de toute espèce.

Art. 11. La présente convention aura la même durée que le traité conclu entre les hautes parties contractantes le 23 janvier dernier, dont elle est l'un des compléments.

Art. 12. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Paris, le douzième jour du mois d'octobre de l'an mil huit cent soixante.

(L. S.) Signé : THOUVENEL.

(L. S.) Signé : COWLEY.

(L. S.) Signé : E. ROUHER.

(L. S.) Signé : Rich. COBDEN.

Tarif annexé à la Convention conclue le 12 octobre 1860 entre la France et la Grande-Bretagne.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS D'ENTRÉE.	
	en 1860.	en 1864.
<b>MÉTAUX.</b>		
<b>FER.</b>		
Minerai de fer.....	Exempt.	Exempt.
Mâchefer, limailles et scories de forge.....	Exempt.	Exempt.
Fonte brute en masse.....	2' 50"	2' 00"
Débris de vieux ouvrages en fonte.....	3 25	2 75
Fonte épurée dite <i>mazée</i> .....	5 "	4 50
Ferrailles et débris de vieux ouvrages en fer.....	7 "	6 "
Fer brut en massiaux ou prismes retenant encore des scories.....	8 50	7 59
Fers en barres carrées, rondes ou plates, rails de toute forme et dimension, fers d'angle et à T et fils de fer, sauf les exceptions ci-après.....	9 50	7 50
Fers feuillards en bandes d'un millimètre d'épaisseur ou moins.....	13 "	10 "
Tôles laminées ou martelées de plus d'un millimètre d'épaisseur, en feuilles pesant 200 kil. ou moins, et dont la largeur n'excède pas 1 mèt. 20 cent. ni la longueur, 4 mèt. 50 cent.....	Les 100 kilogrammes.	Les 100 kilogrammes.
<i>Idem</i> en feuilles pesant plus de 200 kilog. ou bien ayant plus de 1 mèt. 20 cent. de largeur, ou plus de 4 mèt. 50 cent. de longueur.....		
Tôles minces et fers noirs en feuilles d'un millimètre d'épaisseur ou moins.....		
(Les feuilles de tôle ou fers noirs, planes, découpées d'une façon quelconque, payeront un dixième en sus des feuilles rectangulaires).		
Fer étamé (fer-blanc), cuivré, zingué ou plombé..	16 "	13 "
Fil de fer de 5/10 <sup>e</sup> de millimètre de diamètre et au-dessous, qu'il soit ou non étamé, cuivré ou zingué.	14 "	10 "
Aciers en barre de toute espèce.....	15 "	13 "
Aciers en tôle de plus de 2 millimètres d'épaisseur.	22 "	18 "
Aciers en tôles de 2 millimètres d'épaisseur ou moins.	30 "	25 "
Fil d'acier, même blanchi, pour cordes d'instrument.		
Minerai.....	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages en cuivre.....	Exempts.	Exempts.
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, de première fusion, en masses, barres, saumons ou plaques.....	Exempt.	Exempt.
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, laminé ou battu en barres ou planches..	15' 00" les 100 k.	10' 00" les 100 k.
Cuivre pur ou allié en fils de toute dimension, polis ou non.....	15 " <i>idem</i> .	10 " <i>idem</i> .
Cuivre doré ou argenté, battu, tiré ou laminé, filé sur fil ou sur soie.....	100 " <i>idem</i> .	100 " <i>idem</i> .
Minerai cru ou grillé, pulvérisé ou non.	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages..	Exempts.	Exempts.
Zinc.....		
En masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	0' 00" les 100 k.	0' 10" les 100 k.
Laminé.....	6 " <i>idem</i> .	4 " <i>idem</i> .
Minéral et scories de toute sorte.....	Exempts.	Exempts.
Limailles et débris de vieux ouvrages..	Exempts.	Exempts.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	3' 00"	Exempt.
Plomb.....	5 " <i>idem</i> .	3' 00"
Laminé.....	5 " <i>idem</i> .	3 " <i>idem</i> .
Allié d'antimoine en masses.....	5 " <i>idem</i> .	3 " <i>idem</i> .
Vieux caractères d'imprimerie.....		



DÉNOMINATION DES ARTICLES.		TAUX DES DROITS D'ENTRÉE	
		en 1860.	en 1864.
Étain....	Minéral.....	Exempt.	Exempt
	En masses brutes, saumons, barres ou plaques.....	Exempt.	Exempt.
	Limailles et débris.....	Exempts.	Exempts.
	Allié d'antimoine (métal britannique) en lingots.....	5 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.	5 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.
Bismuth brut.....	Pur ou allié, battu ou laminé.....	6 » <i>idem</i> .	6 » <i>idem</i> .
	Minéral.....	Exempt.	Exempt.
Anti-moine.	Sulfuré fondu.....	Exempt.	Exempt.
	Métallique ou régule.....	8 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.	6 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.
Nickel...	Minéral de nickel et speiss.....	Exempt.	Exempt.
	Pur ou allié d'autres métaux, notamment de cuivre ou de zinc (argentan), en lingots ou masses brutes.....	Exempt.	Exempt.
	Pur ou allié d'autres métaux, laminé ou étiré.....	15 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.	10 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.
Manganèse.....	Minéral.....	Exempts.	Exempts.
Arsenic....	Arsenic métallique.....	Exempts.	Exempts.
Mineraux non dénommés.....			
OUVRAGES EN MÉTAUX.			
Fonte...	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis :		
	1 <sup>re</sup> classe. Coussinets de chemins de fer, plaques ou autres pièces coulées à découvert.....	3 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup>	8 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
	2 <sup>e</sup> classe. Tuyaux cylindriques, droits, poutrelles et colonnes pleines, cornues pour la fabrication du gaz....	4 25	3 75
	3 <sup>e</sup> classe. Poteries et tous autres ouvrages non désignés dans les deux classes précédentes.....	5 »	4 50
	Ouvrages en fonte polis ou tournés.....	9 »	6 »
Fer.....	Ouvrages en fonte étamés, émaillés ou vernissés.....	12 »	10 »
	Ferronnerie comprenant :		
	Pièces de charpente.....		
	Courbes et solives pour navires.....	9 »	8 »
	Ferrures de charrettes et wagons....		
	Gonds, pentures, gros verrous, équerres et autres gros ferrements de portes ou croisées, non tournés ni polis....	9 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.	8 » les 100 k.
	Grilles en fer plein, lits, sièges et meubles de jardins ou autres, avec ou sans ornements accessoires, en fonte, cuivre ou acier.....		
	N. B. Les essieux, ressorts et bandages de roues ne sont pas compris dans cette nomenclature, et figurent parmi les pièces détachées de machines.		
	Serrurerie comprenant :		
	Serrures et cadenas en fer de toute sorte, fiches et charnières en tôle, loquets, targettes et tous autres objets en fer ou tôle, tournés, polis ou limés pour ferrures de meubles, portes et croisées.....	15 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	12 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
	Clous forgés à la mécanique.....	10 »	8 »
	Clous forgés à la main.....	15 »	12 »
	Vis à bois, boulons et écrous.....	10 »	8 »
	Ancre.....	10 »	8 »
	Câbles et chaînes en fer.....	12 »	10 »
	Outils en fer pur, emmanchés ou non..		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.		TAUX DES DROITS D'ENTRÉE	
		en 1860.	en 1864.
Fer.... (Suite.)	Tubes en fer étirés, soudés par simples rapprochements :		
	De 9 millimètres de diamètres intérieur ou plus.....	13' 00"	11' 00"
	De moins de 9 millimètres, raccords de toute espèce.....	25 "	20 "
	Tubes en fer étirés, soudés sur mandrin et à recouvrement.....	25 "	20 "
	Hameçons de mer en fer, étamés ou non...	50 "	50 "
	Articles de ménage et autres ouvrages non dénommés :		
	En fer ou en tôle, polis ou peints....	17 "	14 "
	En fer ou en tôle émaillés, étamés ou vernissés.....	20 "	16 "
	Outils en acier pur (limes, scies circulaires ou droites, faux, faucilles et autres non dénommés).....	40 "	32 "
	Aiguilles à coudre de moins de 5 centimètres.....	200 "	200 "
Acier....	Aiguilles à coudre de 5 centimètres ou plus.....	100 "	100 "
	Hameçons de rivière en acier bleu ou non.	100 "	100 "
	Plumes métalliques en métal autre que l'or et l'argent.....	100 "	100 "
	Petits objets en acier, tels que perles coulants, broches et dés à coudre....	25 "	20 "
	Articles de ménage et autres ouvrages en acier pur non dénommés.....	40 "	32 "
	Coutellerie de toute espèce.....	20 p. 100 de la valeur, abaissés à 15 p. 100 de la valeur à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1866.	10 p. 100 de la val.
Instruments de chirurgie, d'optique et de précision.		10 p. 100 de la val.	10 p. 100 de la val.
Armes de commerce..	Armes blanches.....	40' 00" les 100 k.	40' 00" les 100 k.
	Armes à feu.....	240 " idem.	240 " idem.
MÉTAUX DIVERS.			
Outils en fer rechargés d'acier, emmanchés ou non..		18' 00"	15' 00"
Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant inférieur à la moitié du poids total.....		5 "	4 50
Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant égal ou supérieur à la moitié du poids total....		10 "	8 "
Objets en fonte et fer polis, émaillés ou vernissés, même avec ornements accessoires en fer, cuivre, laiton ou acier.....		15 "	12 "
Toiles métalliques en fer ou en acier.....		15 "	10 "
Cylindres en cuivre ou laiton pour impression, gravés ou non.....		15 "	15 "
Chaudronnerie.....		25 "	20 "
Toiles en fils de cuivre ou laiton.....		10 "	8 "
Objets d'art et d'ornement, et tous autres ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain.....		5 "	3 "
Ouvrages en zinc de toute espèce.....		10 "	8 "
Tuyaux et autres ouvrages de plomb de toute sorte.		30 "	30 "
Caractères d'imprimerie neufs.....		100 "	100 "
Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine.....		100 "	100 "
Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (argentan).....		100 "	100 "
Ouvrages en plaqué sans distinction de titre.....		100 "	100 "
Ouvrages en métaux dorés ou argentés, soit au mercure, soit par les procédés électro-chimiques....		500 "	500 "
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux.....		5 p. 100 de la val.	5 p. 100 de la val.
Horlogerie.....		100' 00" les 100 k.	100' 00" les 100 k.
Fournitures d'horlogerie.....			

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS D'ENTRÉE	
	en 1860.	en 1864.
<b>MACHINES ET MÉCANIQUES.</b>		
<b>APPAREILS COMPLETS.</b>		
Machines à vapeur fixes, avec ou sans chaudières, avec ou sans volant.....	10 <sup>4</sup> 00 <sup>c</sup>	6 <sup>0</sup> 00 <sup>c</sup>
Machines à vapeur fixes pour la navigation, avec ou sans chaudières.....	20 »	12 »
Machines locomotives ou locomobiles.....	15 »	10 »
Tenders complets de machines locomotives.....	10 »	8 »
Machines pour la filature.....	15 »	10 »
Machines pour le tissage.....		
Machines pour fabriquer le papier.....		
Machines à imprimer.....	9 »	6 »
Machines pour l'agriculture.....		
Machines à bouter les plaques et rubans de cardes..	15 »	10 »
Métiers à tulle.....		
Appareils en cuivre, à distiller.....	15 »	10 »
Appareils à sucre.....	15 »	10 »
Appareils de chauffage.....	15 »	10 »
Cardes non garnies.....	10 »	8 »
Chaudières à vapeur en tôle de fer, cylindriques ou sphériq., avec ou sans bouilleurs ou réchauffeurs..	15 »	12 »
Chaudières à vapeur tubulaires en tôle de fer, à tubes en fer, cuivre ou laiton, étirés ou en tôle clouée, à foyers intérieurs, et toutes autres chaudières de forme non cylindrique ou sphérique simple.....	30 »	25 »
Chaudières à vapeur en tôle d'acier de toute forme..	10 »	8 »
Gazomètres, chaudières découvertes, poêles et calorifères en tôle ou en fonte et tôle.....	9 »	6 »
Machines-outils et machines non dénommées contenant 75 0/0 de fonte et plus.....	15 »	10 »
Machines-outils et machines non dénommées contenant 50 à 75 0/0 exclusivement de leur poids en fonte.....	20 »	15 »
Machines-outils et machines non dénommées contenant moins de 50 0/0 de leur poids en fonte....		
<b>PIÈCES DÉTACHÉES DE MACHINES.</b>		
Plaques et rubans de cardes sur cuir, caoutchouc, ou sur tissus purs ou mélangés.....	60 »	50 »
Dents de rots en fer ou en cuivre.....	30 »	30 »
Rots, ferrures ou peignes à tisser, à dents de fer ou de cuivre.....	50 »	30 »
Pièces en fonte, polies, limées et ajustées.....	9 »	6 »
Pièces en fer forgé, polies, limées et ajustées ou non, quel que soit leur poids.....	15 »	10 »
Ressorts en acier pour carrosserie, wagons et locomotives.....	17 »	15 »
Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non, pesant plus d'un kilogramme.....	30 »	25 »
Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non, pesant un kilogramme ou moins.....	40 »	35 »
Pièces en cuivre, pur ou allié de tous autres métaux..	25 »	20 »
Plaques et rubans de cuir, de caoutchouc et de tissus spécialement destinés pour cardes.....	20 »	20 »
Or battu en feuilles.....	100 <sup>4</sup> 00 <sup>c</sup> le kil.	100 <sup>4</sup> 00 <sup>c</sup> le kil.
Sucres raffinés.....	41 <sup>4</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.	41 <sup>4</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.
Carrosserie.....	10 p. 100 de la valeur.	10 p. 100 de la valeur.
Tabletterie et ouvrages en ivoire.....	250 <sup>4</sup> les 100 kil.	250 <sup>4</sup> les 100 kil.
Peaux vernies, teintes ou maroquinées.....	30 idem.	30 idem.
Peaux préparées de toute autre espèce.....	10 p. 100 de la val.	10 p. 100 de la val.
Ouvrages en peaux et en cuirs de toute espèce.....	Exemptes	Exemptes.
Futailles vides, neuves ou vieilles, } cerclées en bois.	10 p. 100 de la val.	10 p. 100 de la val.
montées ou démontées..... } cerclées en fer.		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS D'ENTRÉE	
	en 1860.	en 1864.
Pelles, fourches, râtaux et manches d'outils en bois, avec ou sans viroles .....	Exempts.	Exempts.
Avirons.....	Exempts.	Exempts.
Plats, cuillers, écuelles et autres articles de ménage en bois.....	Exempts.	Exempts.
Pièces de charpente, brutes ou façonnées.....	Exemptes.	Exemptes.
Pièces de charonnage, brutes ou façonnées.....	Exemptes.	Exemptes.
Autres ouvrages en bois non dénommés.....	10 p. 100	10 p. 100
Meubles.....	de la valeur.	de la valeur.
Bâtiments de mer construits dans le Royaume-Uni, non encore immatriculés ou naviguant sous pavillon britannique.....	Par tonneau de jauge française. 25 francs. 70 francs.	20 francs. 60 francs.
Coques de bâtiments de mer.....	15 francs. 50 francs.	10 francs. 40 francs.
N. B. Les machines et moteurs installés à bord de ces bâtiments seront taxés séparément d'après le chiffre des droits spécifiés sous la rubrique machines et mécaniques.		

Le présent tarif est approuvé pour être annexé à la Convention conclue le 12 octobre 1860 entre la France et la Grande-Bretagne.

Paris, le 12 octobre 1860.

Signé : THOUVENEL.

ROUHER.

Signé : COWLEY

Rich. COBDEN.

**9. — Décret impérial qui indique les marchandises d'origine et de manufacture britanniques auxquelles les droits d'entrée établis par la Convention conclue, le 12 octobre 1860, entre la France et la Grande-Bretagne, sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> novembre.**

Du 26 octobre 1860.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la convention conclue, le 12 octobre présent mois, entre nos plénipotentiaires et les plénipotentiaires de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne;

Vu les ratifications échangées entre les deux Gouvernements le 25 de ce mois;

Vu notre décret en date de ce jour, portant promulgation de ladite convention,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les droits d'entrée établis par la convention conclue, le 12 octobre présent mois, entre la France et la Grande-Bretagne seront, à partir du 1<sup>er</sup> novembre prochain, applicables aux marchandises



d'origine et de manufacture britanniques dénommées dans le tableau annexé au présent décret.

Art. 2. Les dispositions de notre décret du 29 septembre dernier restent et demeurent en vigueur à l'égard des marchandises reprises dans le protocole signé le même jour entre les plénipotentiaires français et anglais, et qui sont reproduites en tête de la convention précitée du 12 octobre présent mois.

Art. 3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26 octobre 1860.

*Signé* : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,  
du commerce et des travaux publics,  
Signé E. ROUHER.

*Tableau indiquant les marchandises auxquelles les droits inscrits dans la Convention du 12 octobre 1860 sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1860.*

MÉTAUX.

	Mineral.
	Limailles et débris de vieux ouvrages en cuivre.
Cuivre.....	Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, de première fusion, en masses, barres, saumons ou plaques.
	Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, laminé ou battu en barres ou plaques.
	Cuivre pur ou allié, en fils de toute dimension, polis ou non.
	Cuivre doré ou argenté, battu, tiré ou laminé, filé sur fil ou sur soie.
Zinc.....	Mineral cru ou grillé, pulvérisé ou non.
	Limaille et débris de vieux ouvrages.
	En masses brutes, saumons, barres ou plaques.
Plomb.....	Laminé.
	Mineral et scories de toute sorte.
	Limaille et débris de vieux ouvrages.
	En masses brutes, saumons, barres ou plaques.
	Laminé.
Étain.....	Allié d'antimoine, en masse.
	Vieux caractères d'imprimerie.
	Mineral.
	En masses brutes, saumons, barres ou plaques.
Nickel.....	Limailles et débris.
	Allié d'antimoine (métal britannique) en lingots.
	Pur ou allié, battu ou laminé.
Bismuth brut.	
Antimoine....	Mineral.
	Sulfuré fondu.
	Métallique ou régule.
Nickel.....	Mineral de nickel et speiss.
	Pur ou allié d'autres métaux, notamment de cuivre ou de zinc (argentan), en lingots ou masses brutes.
	Pur ou allié d'autres métaux, laminé ou étiré.

Manganèse.

Arsenic. .... } Minéral.  
Arsenic métallique.

Minerais non dénommés.

OUVRAGES EN MÉTAUX.

- Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis :
- 1<sup>re</sup> classe. Coussinets de chemins de fer, plaques ou autres pièces coulées à découvert.
- 2<sup>e</sup> classe. Tuyaux cylindriques, droits, poutrelles et colonnes pleines, cornues pour la fabrication du gaz.
- 3<sup>e</sup> classe. Poteries et tous autres ouvrages non désignés dans les deux classes précédentes.
- Ouvrages en fonte polis ou tournés.
- Ouvrages en fonte étamés, émaillés ou vernissés.
- Ferronnerie comprenant : pièces de charpente, courbes et solives pour navires.
- Ferrures de charrettes et wagons.
- Gonds, pentures, gros verrous, équerres et autres gros ferrements de portes ou croisées, non tournés ni polis.
- Grilles en fer plein, lits, sièges et meubles de jardin ou autres, avec ou sans ornements ; accessoires en fonte, cuivre ou acier.
- N. B. Les essieux, ressorts et bandages de roues ne sont pas compris dans cette nomenclature, et figurent parmi les pièces détachées de machines.
- Serrurerie comprenant : serrures et cadenas en fer de toute sorte, fiches et charnières en tôle, loquets, targettes et tous autres objets en fer ou tôles tournés, polis ou linés pour ferrures de meubles, portes et croisées.
- Clous forgés à la mécanique.
- Clous forgés à la main.
- Vis à bois, boulons et écrous.
- Ancres.
- Câbles et chaînes en fer.
- Outils en fer pur, emmanchés ou non.
- Tubes en fer étirés, soudés par simples rapprochements.
- Tubes de neuf millimètres de diamètre intérieur ou plus.
- Tubes de moins de neuf millimètres, raccords de toute espèce.
- Tubes en fer étirés, soudés sur mandrin et à recouvrement.
- Hameçons de mer en fer, étamés ou non.
- Articles de ménage et autres ouvrages non dénommés :
- En fer ou en tôle, polis ou peints ;
- En fer ou en tôle étamés, émaillés ou vernissés.
- Outils en acier pur (limes, scies circulaires ou droites, faux, faucilles, et autres non dénommés).
- Aiguilles à coudre de moins de cinq centimètres.
- Aiguilles à coudre de cinq centimètres ou plus.
- Hameçons de rivière en acier bleui ou non.
- Plumes métalliques en métal autre que l'or et l'argent.
- Petits objets en acier, tels que perles, coulants, broches et dés à coudre.
- Articles de ménage et autres ouvrages en acier pur non dénommés.
- Instruments de chirurgie, d'optique et de précision.
- Armes } Armes blanches.  
de commerce. } Armes à feu.

MÉTAUX DIVERS.

Outils en fer rechargés d'acier, emmanchés ou non.

Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant inférieur à la moitié du poids total.

Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant égal ou supérieur à la moitié du poids total.

Objets en fonte et fer polis, émaillés ou vernissés, même avec ornements accessoires en fer, cuivre, laiton ou acier.

Toiles métalliques en fer ou acier.

Cylindres en cuivre ou laiton pour impression, gravés ou non.

Chaudronnerie.

Toiles en fils de cuivre ou laiton.

Objets d'art et d'ornement, et tous autres ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain.

Ouvrages en zinc de toute espèce.

Tuyaux et autres ouvrages de plomb de toute sorte.

Caractères d'imprimerie neufs.

Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine.

Ouvrages en nickel, allié au cuivre ou au zinc (argentan).

Ouvrages en plaqué sans distinction de titre.

Ouvrages en métaux dorés ou argentés, soit au mercure, soit par les procédés électro-chimiques.

Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux.

Horlogerie.

Fournitures d'horlogerie.

#### MACHINES ET MÉCANIQUES. — APPAREILS COMPLETS.

Machines à vapeur fixes, avec ou sans chaudières, avec ou sans volants.

Machines à vapeur fixes pour la navigation, avec ou sans chaudières.

Machines locomotives ou locomobiles.

Tenders complets de machines locomotives.

Machines pour la filature.

Machines pour le tissage.

Machines pour fabriquer le papier.

Machines à imprimer.

Machines pour l'agriculture.

Machines à bouter les plaques et rubans de cartes.

Métiers à tulle.

Appareils en cuivre à distiller.

Appareils à sucre.

Appareils de chauffage.

Cartes non garnies.

Chaudières à vapeur en tôle de fer, cylindriques ou sphériques, avec ou sans bouilleurs ou réchauffeurs.

Chaudières à vapeur tubulaires, en tôle de fer, à tubes en fer, cuivre ou laiton, étirés, ou en tôle clouée, à foyers intérieurs, et toutes autres chaudières de forme non cylindrique ou sphérique simple.

Chaudières en tôle d'acier de toute forme.

Gazomètres, chaudières découvertes, poêles et calorifères en tôle ou en fonte et tôle.

Machines-outils et machines non dénommées, contenant soixante et quinze pour cent de fonte et plus.

Machines-outils et machines non dénommées, contenant de cinquante à soixante et quinze pour cent exclusivement de leur poids en fonte.

Machines-outils et machines non dénommées, contenant moins de cinquante pour cent de leur poids en fonte.

#### PIÈCES DÉTACHÉES DE MACHINES.

Plaques et rubans de carte sur cuir, caoutchouc, ou sur tissus purs ou mélangés.

Dents de rots en fer ou en cuivre.

Rots, ferrures ou peignes à tisser, à dents de fer ou de cuivre.

Pièces en fonte, polies, limées et ajustées.

Pièces en fer forgé, polies, limées et ajustées ou non, quel que soit leur poids.

Ressorts en acier pour carrosserie, wagons et locomotives.

Pièces en acier, polies, limées et ajustées ou non, pesant plus d'un kilogramme.

Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non, pesant un kilogramme ou moins.

Pièces en cuivre pur ou allié de tous autres métaux.

Plaques et rubans de cuir, de caoutchouc et de tissus spécialement destinés pour cartes.

Or battu en feuilles.

Sucres raffinés.

---

**10. — Décret impérial qui soumet à différentes surtaxes les marchandises d'origine et de manufacture britanniques inscrites dans le Traité conclu, le 23 janvier 1860, entre la France et l'Angleterre, importées autrement que par navires français ou britanniques.**

Dn 28 octobre 1860.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité conclu, le 23 janvier 1860, entre la France et la Grande-Bretagne,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les marchandises d'origine et de manufacture britanniques inscrites dans le traité conclu le 23 janvier 1860, entre la France et la Grande-Bretagne, importées autrement que par navires français ou britanniques, seront soumises,

1° A une surtaxe fixe de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée, ou lorsqu'elles sont taxées à moins de trois francs par cent kilogrammes ;

2° Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et au-dessus par cent kilogrammes.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 octobre 1860.

*Signé : NAPOLÉON.*

---



**11. — Décret impérial qui détermine les ports par lesquels seront importées les marchandises d'origine et de manufacture britanniques dénommées dans la Convention conclue, le 12 octobre 1860, entre la France et la Grande-Bretagne.**

Du 28 octobre 1860.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu, et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la convention conclue, le 12 octobre présent mois, entre la France et la Grande-Bretagne;

Vu l'article 20 de la loi du 28 avril 1816;

Vu l'article 8 de la loi du 27 mars 1817,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les marchandises d'origine et de manufacture britanniques dénommées dans la convention susvisée du 12 octobre présent mois seront, selon les différentes catégories du tarif auxquelles elles appartiennent, importées par les ports désignés par les lois et règlements de douanes, et notamment par l'article 20 de la loi du 28 avril 1816, et par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 octobre 1860.

*Signé* : NAPOLÉON.

**12. — Circulaire du Directeur général des Douanes, en date du 29 octobre 1860, n° 704.**

En exécution du traité de commerce conclu entre la France et la Grande-Bretagne, le 23 janvier 1860, une convention complémentaire vient d'être signée par les plénipotentiaires des deux hautes parties contractantes et ratifiée dans les délais fixés.

A cette convention est annexé le nouveau tarif applicable à une partie importante des marchandises d'origine et de manufacture britanniques. Ce tarif comprend ; 1° les métaux ; 2° les ouvrages en métaux purs ou mélangés ; 3° les machines et mécaniques et pièces détachées de machines ; 4° un certain nombre d'articles étrangers à la métallurgie, tels que les sucres raffinés, les peaux préparées de toutes espèces, la tabletterie, les ouvrages en bois, la carrosserie, les bâtiments de mer, etc. Dans ce tarif se trouvent reprises les taxes con-

cernant les fontes, fers et aciers qui avaient fait l'objet d'un protocole signé le 29 septembre dernier pour être mises à exécution le 1<sup>er</sup> octobre.

Je transmets au service avec la présente circulaire une ampliation du décret impérial portant promulgation de la convention complémentaire et du tarif y annexé.

Mes instructions se diviseront naturellement en deux parties : la première, relative à la convention ; la seconde, au tarif.

#### 1<sup>o</sup> CONVENTION.

Le traité du 23 janvier 1860 avait dû se borner à poser les règles générales qui devaient s'appliquer désormais aux relations commerciales entre la France et la Grande-Bretagne. La convention complémentaire du 12 octobre a pour objet d'ajouter à ce traité certaines dispositions pratiques destinées à la fois à en faciliter et à en assurer l'exécution. Déjà mes circulaires des 9 juin, 29 septembre derniers et 2 octobre courant, n<sup>os</sup> 645, 693 et 696, contenaient diverses explications interprétatives du traité du 23 janvier. Je me réfère à ces instructions, qui seront d'ailleurs complétées sur certains points par la présente circulaire.

L'article 1<sup>er</sup> de la convention complémentaire stipule que les droits fixés par le nouveau tarif ne sont applicables qu'aux marchandises importées directement du Royaume-Uni sous pavillon français ou britannique.

Les droits différentiels établis en faveur des bâtiments français étaient déjà réservés par l'article 3 du traité du 23 janvier. Cette disposition se trouve confirmée par la convention nouvelle, dont le texte précis exclut du bénéfice du traité l'importation indirecte même par bâtiments français ou britanniques, et d'après laquelle l'importation doit s'effectuer directement sous l'un ou l'autre de ces deux pavillons. Les bâtiments tiers qui importeraient directement d'un port du Royaume-Uni des produits d'origine britannique resteraient donc soumis aux taxes ordinaires de navigation, de même que leurs cargaisons seraient assujetties aux surtaxes de pavillon, ainsi qu'il a été expliqué par ma circulaire n<sup>o</sup> 696 du 2 de ce mois. Mais le service remarquera qu'un décret en date du 28 octobre courant, dont je joins pareillement une ampliation à la présente, détermine d'une manière précise les surtaxes imposables dans les cas prévus ci-dessus aux navires des tierces puissances.

Ma circulaire du 2 octobre précitée portait que les certificats d'origine des marchandises devaient être délivrés ou visés par les consuls ou agents consulaires de France dans le lieu d'expédition ou le port d'embarquement. L'article 2 de la convention contient sur ce point des dispositions particulières qui doivent désormais servir de règle

au service. Les certificats d'origine pourront être spéciaux pour une seule partie des marchandises, ou collectifs pour plusieurs parties. Ils consisteront, soit en une déclaration officielle faite devant un magistrat britannique siégeant au lieu d'expédition, soit en un certificat délivré par le chef du service des douanes au port d'embarquement, soit enfin en un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires de France aux lieux d'expédition ou d'embarquement. Dans les deux premiers cas, les signatures des autorités britanniques devront être légalisées par les consuls ou agents consulaires de France.

Les certificats d'origine constituent, quant à présent, une garantie nécessaire de l'exécution du traité de commerce, dans l'intérêt réciproque de la France et de la Grande-Bretagne. Il importe, en effet, que des marchandises provenant d'autres pays ne puissent profiter indûment du bénéfice du traité : mais l'administration est disposée à éviter toute exigence inutile dans l'accomplissement des formalités prévues par la convention. Il y aura lieu ainsi d'examiner ultérieurement, et quand l'expérience des faits sera acquise, s'il ne convient pas, dans l'intérêt du commerce, d'autoriser certaines tolérances en ce qui concerne les justifications d'origine. Provisoirement, le service n'aura pas à exiger l'accomplissement de cette formalité pour les objets rapportés d'Angleterre par des voyageurs, lorsqu'il sera reconnu que ces objets sont hors de commerce, destinés à l'usage des importateurs, et en rapport avec leur condition et l'importance de leurs bagages.

Au termes de l'article 3 de la convention complémentaire, les importateurs de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées, d'origine ou de manufacture britannique, seront dispensés de produire à la douane française tout modèle ou dessin de l'objet importé. L'obligation imposée jusqu'ici de produire ces modèles ou dessins a été considérée comme une formalité qui pouvait occasionner des difficultés et des retards, et gêner des importations qu'il importait au contraire de favoriser dans l'intérêt même de l'industrie.

Les nouvelles classifications adoptées et l'abaissement notable de la quotité des taxes ont rendu possible cette simplification, qui avait été plusieurs fois sollicitée.

Désormais, pour les envois de la Grande-Bretagne, il n'y aura plus lieu de recourir à l'intervention du comité consultatif des arts et manufactures, et aux formalités spéciales rappelées dans la note (648) du tarif général. Le nouveau régime établi pour les machines et pièces détachées de machines d'origine britannique confie au service des douanes le soin de procéder aux liquidations définitives. Si, contre toute vraisemblance, les machines importées étaient l'objet de fausses déclarations, le service, après s'être éclairé au besoin de l'avis

d'experts compétents, pourraient procéder à la saisie de ces machines, conformément à la loi du 22 août 1791, article 21.

Je crois devoir rappeler que, pour les machines entières comme pour les pièces détachées, les taxes sont toujours établies au poids net, ainsi que l'a exceptionnellement réglé la loi du 9 juin 1857.

Les articles 4, 5, 6, 7 et 8 de la convention complémentaire contiennent des dispositions nouvelles et importantes pour les marchandises taxées *ad valorem*.

L'article 4 du traité de commerce du 23 janvier 1860 avait réservé à l'administration des douanes le droit de retenir les marchandises taxées à la valeur, en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de 5 pour 100. C'était l'application du droit de préemption qui avait été jusqu'ici consacré par la législation française comme garantie contre les fausses déclarations de valeur. Cette garantie n'avait pas été considérée comme suffisante par un certain nombre d'industriels, et des appréhensions s'étaient produites, même dans le sein du Corps législatif, sur l'efficacité du droit de préemption. La suppression des prohibitions rendant inévitable l'application de droits *ad valorem* à certaines marchandises dont la valeur varie dans des proportions très-diverses, les plénipotentiaires des deux pays sont convenus d'instituer un système d'expertise qui fût de nature à rassurer l'industrie. Les deux gouvernements attachent le même prix à la sincérité des déclarations et à la bonne foi qui doit présider aux relations du commerce international.

Le droit d'expertise a donc été établi dans la convention complémentaire comme une double garantie, d'une part, contre l'abus du droit de préemption au préjudice de l'importateur, et, d'autre part, contre le danger des mésestimations au détriment du trésor public.

D'après l'article 4 susmentionné, l'importateur d'une marchandise d'origine et de manufacture britanniques, taxée *ad valorem*, devra joindre à la déclaration énonçant la valeur de cette marchandise et au certificat d'origine une facture qui en indique le prix réel au lieu d'achat. Cette facture, qui devra émaner du fabricant ou du vendeur, sera visée par un consul ou agent consulaire de France. La douane pourra, en outre, se faire représenter les connaissements.

Il était juste que la valeur déclarée et admise à l'entrée dans le port d'importation pût être, plus tard, modifiée, si, au lieu d'être livrée immédiatement à la consommation, la marchandise taxée *ad valorem* était mise en entrepôt ou expédiée en transit ou en mutation d'entrepôt sur un autre point du territoire pour être acquittée ultérieurement. C'est ce qui résulte de l'article 5 de la convention. Ainsi ce sera toujours la valeur *actuelle* au moment de la déclaration d'acquittement qui servira de base à l'acquittement du droit ; mais la valeur constatée au



débarquement devra être mentionnée exactement sur les sommiers d'entrepôt, et, s'il y a lieu, sur les acquits à caution de transit ou de mutation d'entrepôt qui seraient délivrés, afin qu'elle puisse être consultée comme point de départ et d'appréciation.

Aux termes de l'article 6, l'importateur contre lequel la douane française voudra exercer le droit de préemption pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la douane française, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Si l'expertise, dit l'article 7, constate que la marchandise n'a pas une valeur de 5 pour 100 supérieure à celle déclarée, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration. Si la valeur constatée est de 5 pour 100 supérieure à celle déclarée, la douane pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts. Ce droit sera augmenté de 50 pour cent, à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de 10 pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Enfin l'article 8 dispose que, dans les cas prévus par l'article 6, les deux arbitres experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes, et qu'en cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre, et que, s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le président du tribunal de commerce du lieu de déclaration, à défaut par le président du tribunal de commerce du lieu le plus voisin.

La décision devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Toutes les fois que la douane ou l'importateur réclamera l'expertise, l'un ou l'autre, suivant le cas, notifiera par écrit ses intentions à la partie adverse, aussitôt après la reconnaissance des marchandises. Cette notification, qui devra avoir lieu dans les vingt-quatre heures qui suivront la reconnaissance, sera faite dans la forme administrative par le receveur du bureau où la déclaration aura été enregistrée. Si un tiers arbitre doit être nommé, c'est pareillement au receveur, après s'être préalablement entendu avec le chef de la visite, qu'appartiendra le soin de présenter requête au président du tribunal de commerce. Cette requête devra être écrite sur papier timbré; mais elle n'est pas sujette à l'enregistrement. Au contraire, l'ordonnance du juge qui aura nommé le tiers arbitre sera enregistrée, au droit fixe de 3 fr.

Les directeurs et inspecteurs veilleront à ce que rien ne soit négligé pour que les experts réunissent à la fois les garanties nécessaires d'aptitude et de probité. Ceux-ci devront être choisis de préférence

parmi les fabricants ou marchands d'objets similaires de ceux qui devront être estimés.

La décision arbitrale doit être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage. Cette décision, qui devra être sur timbre, ne sera soumise à la formalité de l'enregistrement que dans le cas où il serait nécessaire d'en faire usage en justice.

La liquidation portera sur la valeur déclarée, si la déclaration est reconnue exacte ou si l'expertise ne fait ressortir qu'une mésestimation inférieure à 5 pour 100. Si l'atténuation de valeur constatée excède 5 pour 100, mais n'atteint pas 10 pour 100, la douane aura la faculté de préempter ou de recouvrer les droits sur la valeur reconnue.

Quand le résultat de l'expertise accusera une mésestimation, de la part du déclarant, de 10 pour 100 ou plus, la douane demeurera libre ou de préempter ou de percevoir le droit sur la valeur augmenté de 50 pour 100 à titre d'amende.

L'administration doit compter sur le discernement des chefs pour le choix de l'un ou l'autre parti, qui est ainsi laissé à leur décision dans les deux dernières hypothèses spécifiées ci-dessus. Ils comprendront qu'en pareil cas on ne devra recourir à la préemption qu'autant que le service aurait des motifs sérieux de penser qu'elle conduirait à des résultats plus avantageux que la liquidation immédiate, ou qu'elle serait devenue nécessaire pour déjouer des spéculations abusives.

Il sera procédé à la préemption, quand il y aura lieu, dans la forme prescrite par les règlements généraux sur la matière. Elle sera notifiée dans les vingt-quatre heures qui suivront soit la visite, s'il n'y a pas eu expertise, soit l'arbitrage des experts, si l'on a eu recours à leur intervention. La douane aura ensuite, d'après les dispositions de l'article 4, § 3, du traité du 23 janvier 1860, quinze jours pour payer à l'importateur la valeur de la marchandise portée dans la déclaration, et le vingtième en sus.

A l'égard du supplément de 50 pour 100 du droit, exigible comme pénalité, on agira suivant ce qui est prescrit en ce qui touche le double droit pour excédant. La marchandise pourra être retenue jusqu'à ce que l'importateur ait acquitté l'amende ou fourni caution.

L'article 7, § 4, dispose que, si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède la valeur déclarée de 5 pour 100, les frais de l'expertise seront supportés par le déclarant; dans l'hypothèse contraire, ils seront supportés par la douane française. En cas de contestation sur le chiffre de ces frais, ils seront arbitrés par le président du tribunal.

L'article 9 de la convention contient une disposition spéciale aux objets d'orfèvrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres

métaux. Ces objets doivent être soumis aux régimes de contrôle ou de marque établis en France pour les articles similaires de fabrication nationale, et payer sur les mêmes bases que ceux-ci les droits de marque et de garantie. Les explications particulières que comporte l'article 9 sont d'ailleurs données au service dans la seconde partie de la présente circulaire, qui est spécialement relative au tarif.

L'article 10 fait connaître qu'indépendamment des produits déjà admissibles en vertu du traité du 23 janvier 1860, le tarif annexé à la convention sera immédiatement applicable au *sucre raffiné, aux ouvrages en métaux, machines, pièces détachées de machines, outils et mécaniques de toute espèce*. Un décret, en date du 26 octobre courant, contient la nomenclature détaillée et complète de l'ensemble de ces produits, et fixe au 1<sup>er</sup> novembre prochain l'époque à laquelle ils seront admis aux droits déterminés par le nouveau tarif.

J'adresse au service ampliation de ce décret. Les marchandises qui ne figurent pas au tableau y annexé ne jouiront du bénéfice du traité qu'à une autre époque, qui sera ultérieurement déterminée. En conséquence, *la carrosserie, la coutellerie, la tableterie, les peaux vernies et autrement préparées, les ouvrages en peau, les ouvrages en bois, les meubles et les bâtiments de mer*, bien que compris au tarif conventionnel arrêté par la convention du 12 octobre courant, demeurent et resteront soumis aux conditions actuelles du tarif général jusqu'à ce que le tarif conventionnel leur soit devenu applicable en vertu de décrets rendus à cet effet. J'appelle l'attention particulière du service sur cette distinction essentielle.

## 2<sup>e</sup> TARIF.

Je passe maintenant aux explications de détail que nécessite l'application du nouveau tarif à l'égard des produits d'origine et de manufacture britanniques autres que les fers, les fontes et les aciers. Toutefois, je dois avant tout consigner aux articles : *Limailles de fer, — Fers en barres, — Fils de fer, — Acier en tôle, — Fils d'acier*, — quelques observations qui n'ont pu trouver place dans ma circulaire n° 696, soit parce qu'elles avaient trait à des points qui n'avaient pas encore été définitivement réglés, soit parce qu'elles ne pouvaient être données utilement qu'au moment de la mise à exécution du tarif sur les ouvrages en métaux, machines, outils et mécaniques.

### MÉTAUX.

*Limailles de fer.* — Un erratum inséré au *Moniteur* du 1<sup>er</sup> de ce mois a fait connaître que les limailles de fer devaient être classées au tarif avec le mâchefer et les scories de forge; elles sont ainsi admissibles en franchise.

*Fers en barres.* — Les bandes de roues en fer qui, suivant ce qui est

rappelé à la note (342) du tarif général, sont assimilées aux fers en barres carrées de moins de quinze millimètres d'épaisseur, doivent, pour l'application de la convention, être traitées comme pièces détachées de machines passibles du droit de 15 fr. les 100 kilogrammes. Toutefois, il doit demeurer entendu que si l'on présentait des barres droites de fer ou d'acier profilées au laminoir ou sous le marteau et même coupées de longueur pour former des bandages de roues de locomotives, de wagons ou de charrettes ordinaires, ces produits seraient taxés, comme les barres de fer ou d'acier, suivant leur nature.

*Fils de fer.* — Le tarif conventionnel qui soumet au droit de 14 fr. les fils de fer de cinq dixièmes de millimètre de diamètre ou moins, et range ceux de plus forte dimension dans la classe des fers en barres, ne fait aucune distinction suivant que les uns ou les autres sont ou non étamés, cuivrés ou zingués. Par une conséquence de cette disposition, les cordes métalliques en fer, blanches, pour instrument, suivront le régime des fils de fer ordinaires, selon leurs dimensions. Elles devront ainsi acquitter le droit de 7 francs ou celui de 14 francs, suivant qu'elles auront plus de cinq dixièmes de millimètre de diamètre ou bien cinq dixièmes de millimètre et au-dessous. Mais il est recommandé au service de s'attacher à distinguer avec soin les cordes d'instruments *en fil d'acier* des cordes de même sorte *en fil de fer*, afin de n'appliquer aux unes et aux autres que les droits qui leur sont propres et dont la quotité est très-différente.

*Acier en tôle.* — Ainsi que l'a expliqué ma circulaire n° 696, le droit de 30 francs est applicable aux bandes d'acier ayant deux millimètres d'épaisseur ou moins, quelle que soit leur largeur. Ce régime doit s'étendre : 1° à toutes les bandes d'acier, droites ou enroulées, blanches ou brunies, bleuies ou polies, destinées, par exemple, soit à la confection de ressorts d'horlogerie, soit à tout autre usage, sans qu'il y ait lieu à établir aucune distinction de taxe eu égard à leur emploi ; 2° aux feuilles de tôle d'acier taillées ou non en bandes, importées pour servir à la fabrication des plumes métalliques. Mais si ces bandes d'acier revêtent des formes particulières, sont amincies ou découpées d'une façon ou d'une autre et même trempées, elles restent dans la classe des ouvrages en acier pur non dénommés, passibles du droit de 40 fr. (Voir d'ailleurs l'article *Fournitures d'horlogerie.*)

*Fils d'acier.* — Les gratte-bosses en acier, qui sont taxés comme acier par le tarif général, sont rangés parmi les ouvrages en acier non dénommés.

Ainsi se complètent les explications déjà données sur ces divers articles par ma circulaire n° 696 déjà citée.

*Minerai de cuivre.* — Les scories cuivreuses et les minerais enrichis par le grillage ou la fusion sont assimilés au minerai cru.



*Limailles et débris de vieux ouvrages en cuivre.* — Voir l'observation ci-dessous relative au cuivre brut.

*Cuivre brut.* — L'immunité des droits, stipulée par la convention à l'égard du cuivre brut ou allié de zinc ou d'étain, s'étendra, suivant les dispositions de la note (356) du tarif, aux barres ou plaques régulières propres au laminage lorsqu'elles proviendront de première fusion. Les prescriptions de la même note continueront d'être appliquées à la mitraille ou débris de vieux ouvrages en cuivre, aux monnaies hors d'usage, aux vieilles feuilles de cuivre ayant servi au doublage des navires, enfin aux flans à monnaies et à médailles.

*Cuivre battu, laminé ou filé.* — La plupart des dispositions rappelées dans les notes (357 et 358) du tarif avaient eu pour conséquence de constituer en faveur de produits nécessaires à nos industries un régime exceptionnel, nonobstant la prohibition générale établie par la loi à l'égard des ouvrages en cuivre. Ces exceptions n'ont plus de raison d'exister pour les marchandises d'origine anglaise à l'égard desquelles la prohibition est levée. Les objets qui avaient été ainsi spécialement dénommés doivent aujourd'hui être rangés dans la classe des produits compris dans le tarif conventionnel qui leur est propre d'après leur nature. Par exemple, les fonds de chaudières, poêlons, casseroles, bassines, etc., travaillés ou non au marteau, les plaques à verdet, les plaques pour cadran d'horloge ou de pendule, les clous et les chevilles de cuivre pur ou allié sont des ouvrages en cuivre devenus passibles du droit de 25 francs. Somme toute, de l'ensemble des marchandises énumérées dans les deux notes susmentionnées, les feuilles ou planches pour doublage de navires, les barres forgées, les barres à chevilles, les rouleaux pour tréfilerie, les feuilles à clinquant en cuivre pur resteront seuls rangés parmi les cuivres laminés ou battus. Les planches pour impression non dorées acquitteront aussi, comme les cylindres, le droit de 15 francs.

La taxe sur les cuivres filés étant la même que sur les cuivres laminés ou battus, il n'y a pas de limite de diamètre à établir.

Les cordes à instruments, polies ou non, enroulées ou non sur bobines, ainsi que les fils propres à la broderie autres que dorés ou argentés seront également soumis sans distinction au droit de 15 fr.

*Cuivre doré ou argenté.* — Tous les cuivres dorés ou argentés, sous quelque forme qu'ils soient présentés, en lingots, battus, tirés, laminés, filés sur fil ou sur soie, sont uniformément taxés à 100 francs. On a compris dans cette catégorie les cordes d'instruments enroulées ou non, les feuilles, traits, lames, paillettes, clinquants et cannetille fabriqués avec du cuivre doré ou argenté, ainsi que les objets de nature analogue en compositions métalliques non spécialement taxés.

*Zinc.* — Il n'y a pas à distinguer entre la pierre calaminaire (mi-

nerai de zinc) et la calamine grillée. Les minerais de zinc de toute espèce, grillés ou crus, seront admis en franchise.

Les clous de zinc pour doublage, rangés par la note (372) du tarif dans la classe des zincs laminés, prendront place parmi les ouvrages en zinc passibles du droit de 10 francs.

*Plomb.* — Les scories de plomb de toute sorte étant admissibles en franchise d'après la convention comme les minerais argentifères ou autres, les soumissions, l'expertise ou l'analyse chimique actuellement prescrites par la circulaire du 9 mars 1859, n° 580, deviennent sans objet. On s'abstiendra dès lors d'y recourir à l'égard des produits de l'espèce originaires d'Angleterre.

Le nouveau tarif conventionnel réduit notablement l'écart que le tarif général établit entre le droit du plomb brut à l'état pur, et celui du plomb allié d'antimoine. Je rappelle ici que la proportion d'antimoine déterminée par la décision du 15 janvier 1855, pour donner ouverture au recouvrement de la taxe la plus élevée, est fixée à 10 pour 100.

Le plomb battu acquittera, comme le plomb laminé et les ouvrages en plomb, le droit de 5 francs.

*Vieux caractères d'imprimerie.* — Le droit de 5 francs déterminé par la convention pour les vieux caractères d'imprimerie ne s'applique qu'à ceux qui sont reconnus être *hors d'usage* : ainsi doivent être entendus les mots *vieux caractères*. Le service aura, dès lors, à se prémunir contre la fraude qui consisterait à introduire des caractères d'imprimerie ayant déjà servi, mais qui, étant encore en état de servir, devraient être assujettis au droit de 10 francs applicable aux caractères d'imprimerie *neufs*.

*Étain.* — Pour que l'étain brut allié d'antimoine soit passible du droit de 5 francs, il faut, comme pour le plomb, que l'antimoine entre dans le mélange pour une proportion de 10 pour 100 au moins.

Les compositions métalliques d'étain où domine le cuivre suivent le régime de ce dernier produit ; en d'autres termes, elles sont reçues en franchise ou assujetties au droit de 15 francs, selon qu'on les importe brutes ou laminées.

*Bismuth.* — Le tarif conventionnel désigne exclusivement le bismuth brut comme exempt de toute taxe à l'entrée. S'il était introduit dans tout autre état, par exemple, battu ou laminé, il resterait soumis aux conditions ordinaires du tarif général.

*Antimoine.* — Le régime établi sur l'antimoine par la convention s'applique au minerai, au sulfure d'antimoine et à l'antimoine métallique. Par suite, la note (377) du tarif général devient sans application à l'égard de ceux de ces produits qui seront importés d'Angleterre.

Mais les produits de laboratoire dont l'antimoine est la base restent soumis au droit commun.

*Minerai de nickel et speiss.* — Le speiss est un minerai de nickel ou de cobalt enrichi par un grillage ou une fusion préalable.

*Autres métaux.* — Cette partie du tarif conventionnel ne comporte aucune observation particulière.

#### OUVRAGES EN MÉTAUX.

*Ouvrages en fonte moulée.* — Tous les ouvrages en fonte moulée, à l'exception des machines, étaient demeurés frappés de prohibition absolue en vertu de la loi du 10 brumaire an V. Le tarif annexé à la convention lève cette prohibition à l'égard de ceux d'origine britannique, et les divise en trois catégories : 1<sup>o</sup> les ouvrages non tournés ni polis ; 2<sup>o</sup> les ouvrages polis ou tournés ; 3<sup>o</sup> les ouvrages étamés, émaillés ou vernissés. La première catégorie comprend elle-même trois classes, dont les distinctions sont faciles à saisir. Seulement le service ne perdra pas de vue que le droit minimum de 3 francs 50 centimes est réservé exclusivement pour les pièces coulées à découvert et pour les coussinets de chemins de fer. Tous les ouvrages coulés en moule fermé, les coussinets exceptés, appartiennent à l'une des classes taxées à 4 francs 25 centimes, 5 francs, 9 francs ou 12 francs.

*Ouvrages en fer : ferronnerie et serrurerie.* — Les ouvrages en fer comprennent d'abord la ferronnerie et la serrurerie.

D'après le texte même du tarif transmis par la présente, les gonds, pentures et autres gros ferrements de portes et croisées ne peuvent être admis au droit de 9 francs qu'autant qu'ils ne sont ni tournés ni polis. S'ils ont reçu ce complément de main-d'œuvre, ils se classent au nombre des objets de serrurerie imposés à 15 francs.

Une observation analogue est à faire au sujet des grilles, lits, sièges et autres meubles en fer. Pour qu'ils appartiennent à la catégorie des articles taxés à 9 francs quand ils sont ornés en fonte, en cuivre ou en acier, il faut que ces ornements ne soient réellement qu'un accessoire de l'objet principal ; s'ils ont assez d'importance pour constituer une partie notable du produit en poids ou en volume, l'objet entier devient passible du droit de 17 francs ou de 20 francs, suivant la distinction indiquée à l'article des ouvrages en fer ou en tôle non dénommés.

Les grilles en fer creux sont traitées comme tubes.

Les essieux, ressorts et bandages de roues ne sont pas compris dans la nomenclature de la ferronnerie. Ils figurent parmi les pièces détachées de machines.

Les articles désignés sous l'appellation générale de serrurerie demeurent tarifés à 15 francs, alors même qu'ils sont vernis ou peints. Ceux de ces objets, tels que les cadenas, qui sont rangés par le tarif

général dans la classe de la mercerie, cessent d'y figurer pour l'application du traité.

*Clous.* — Les clous forgés à la mécanique se distinguent des clous forgés à la main par la régularité de leur forme, par la vivacité de leurs arêtes, par une bavure presque toujours visible au-dessous de la tête, par la teinte bronzée ou le brillant; enfin, par l'aspect général que ce mode de fabrication laisse ordinairement au métal.

Les clous en fer pour cordonnier et sellier, classés par le tarif général dans la mercerie, suivront, pour l'application du tarif conventionnel, le régime des autres clous, selon leur mode de fabrication.

*Ancres et chaînes.* — Toutes les ancres, quels que soient leurs poids et leurs dimensions, sont imposées par le tarif conventionnel au droit unique et uniforme de 10 francs. Ainsi disparaissent pour les ancres qui seront importées du Royaume-Uni les distinctions établies par le tarif général.

Il en est de même des chaînes de toute dimension destinées pour la marine ou pour tout autre usage. Les restrictions mentionnées dans la note (692) du tarif général deviennent par suite sans application à l'égard des chaînes introduites dans les conditions du traité.

Les câbles en fil de fer acquitteront, comme ouvrages en fer non dénommés, le droit de 17 francs.

*Outils.* — La note (659) du tarif général contient une énumération très-détaillée des principaux outils de *pur* fer. Néanmoins, les progrès et les fréquentes transformations de l'industrie amènent incessamment des applications nouvelles des métaux. Or, comme il existe un écart marqué entre le droit des outils en fer et le droit des outils en pur acier ou en fer rechargé d'acier, le service doit apporter une grande attention dans ses vérifications, afin de se prémunir contre de fausses classifications.

*Tubes.* — Le mode de fabrication est l'un des éléments de la tarification des tubes en fer. Pour juger s'ils ont été soudés à recouvrements sur mandrin ou par simple rapprochement, il suffit d'en examiner la surface intérieure. Dans le premier cas, elle est beaucoup plus unie que lorsqu'on n'a pas fait usage du mandrin.

Les tubes en acier suivent le régime des pièces détachées de machines tarifées, selon leur poids, à 30 ou 40 francs. Le service s'assurera qu'il n'en est pas présenté sous la dénomination de tubes en fer.

*Hameçons de mer en fer.* — Voir plus bas l'article *Hameçons de rivière en acier*.

*Articles de ménage et autres ouvrages non dénommés.* — Sous le titre d'articles de ménage et autres ouvrages non dénommés on a entendu comprendre indistinctement tous les objets en fer, en tôle ou en fer-blanc, quelles que soient leur forme, leur affectation ou leur valeur,



qui ne trouvent pas place dans les divisions précédentes, à l'exception des machines et mécaniques et des toiles métalliques nommément tarifées.

Les produits en fer, tôle ou fer-blanc, classés aujourd'hui dans la mercerie par le tarif général, rentrent pour l'application du traité dans cette dénomination d'*articles de ménage et autres ouvrages non dénommés* : ce sont notamment les anneaux, boucles, briquets, broches à tricoter, cages d'oiseaux, chandeliers, couvercles de pipe, cribles, cuillers, dés à coudre et à jouer, et dés de voilier, éperons limés, noircis, étamés ou polis, étriers limés, noircis, étamés ou polis, flambeaux, grelots, guimbardes, lanternes à la douzaine, mouchettes, moules à balle autres que de calibre de guerre, moules ou formes de boutons vernis ou non, moulins à café et à poivre montés, navettes à filocher, passe-lacets, pinces à casser le sucre, pinces à ongles, roulettes à déchiqueter la pâte, tire-bottes, tire-bouchons, mèches de tire-bouchons, tire-bourres, tire-boutons, tire-lignes, briquets polis ou damasquinés, patins et tous articles en fer que le répertoire du tarif officiel désigne comme rentrant dans la classe de *la mercerie*.

Il ne semble donc pas qu'il puisse, dans la pratique, se produire de difficultés sérieuses pour l'application de cette partie du tarif conventionnel.

*Ouvrages en acier, outils.* — La première catégorie embrasse sous une même taxe de 40 francs les outils en pur acier de toute sorte, emmanchés ou non, énumérés ou non au tableau général des droits et dans les notes (656), (657) et (659) du tarif officiel, sans aucune des distinctions actuelles. Les archets de tourneur, placés aujourd'hui dans la mercerie, seront traités comme outils ; les serans ou peignes à peigner le chanvre, le lin, etc., acquitteront comme pièces détachées de machines le droit de 50 francs.

*Aiguilles.* — Il n'existe pour les aiguilles importées dans les conditions du traité, que deux classes au lieu de trois ; et le droit de 100 francs ou de 200 francs pour 100 kilogrammes auquel elles sont taxées, selon l'espèce, s'applique exclusivement aux aiguilles à coudre ordinaires. Les aiguilles *autres que celles à coudre*, les grosses aiguilles de matelassier, voilier, et les aiguilles sans tête ou à têtes cassées, et les broches à tricoter, sont toutes taxées comme outils en acier. (Voir, pour les aiguilles et broches à tricoter en fer, l'article *Ouvrages en fer non dénommés*.)

*Hameçons de rivière en acier.* — Les hameçons tarifés à 100 francs les 100 kilogrammes sont les petits hameçons en acier qui servent presque exclusivement à la pêche fluviale. Les hameçons en fer ne sont soumis qu'au droit de 50 francs.

*Plumes métalliques.* — Les plumes métalliques en or ou en argent

rentrent dans la bijouterie. Le droit de 100 francs s'étend aux plumes en métal de toute autre sorte, avec ou sans porte-plumes.

*Petits objets en acier.* — Il s'agit surtout ici des objets de fantaisie et d'ornement que la mode invente et transforme chaque jour. Ce sont, outre les perles d'acier, les coulants, broches pour toilette de femme, les dés à coudre, les *épingles à grosse tête en acier*, les garnitures ou accessoires pour ceintures, bourses, portefeuilles, coffrets, etc. Importés séparément, tous ces objets seront passibles du droit de 25 francs; mais appliqués à d'autres produits fabriqués, par exemple, à des ouvrages en cuir, en bois, en os, en nacre ou en ivoire, et s'ils n'en sont que l'accessoire, ils suivront le régime de ces ouvrages.

*Articles de ménage et autres ouvrages en acier pur non dénommés.* — Cette classe comprend les pelles et pinces à feu en acier, les garde-cendres fabriqués avec ce métal, les cylindres et coins ou planches en acier ou rechargés d'acier gravés ou non, les produits suivants appartenant, d'après le tarif général, à la mercerie : guimbardes, briquets, clous de cordonnier en acier, éperons, étriers, passe-lacets, tire-bouchons, patins, et, en un mot, tous les ouvrages en pur acier qui n'ont pas été désignés, soit dans les classes précédentes, soit dans celles dont il me reste à parler.

*Coutellerie de toute espèce.* — Le tarif de la coutellerie n'est point actuellement applicable. Toutefois, il ne semble pas inutile de donner quelques explications propres à faire saisir la limite qui sépare les produits de la coutellerie proprement dite des objets tarifés sous une autre dénomination, et, dès à présent, admissibles à la consommation aux conditions du tarif conventionnel.

Sont rangés dans la coutellerie, à l'égard de laquelle l'application du tarif conventionnel est ajournée, les couteaux, sans exception des couteaux de chasse et de boucher, les ciseaux, rasoirs, canifs, grattoirs, poinçons à papier, limes à ongles, etc., les fourchettes en fer ou en acier, emmanchées ou non, même les fourchettes d'un travail grossier que la note (664) place dans la mercerie. Mais les couperets ou hachoirs de boucher, les tranchets ou couteaux de cordonnier, de mégissier, de corroyeur et de tonnelier, ainsi que les couteaux à pied pour sellier et tous les gros instruments tranchants fabriqués dans les ateliers de taillanderie et qui sont emmanchés sans luxe aucun, doivent être rangés parmi les outils en acier ou en fer rechargé d'acier, suivant leur nature.

Les couteaux à lames ou à manches d'or, d'argent ou de vermeil, sont classés dans l'orfèvrerie. Toutefois, la douane pourra, sur la demande des importateurs, évaluer séparément les lames et les manches, pour appliquer aux uns et aux autres le régime particulier qui leur serait propre si on les introduisait isolément. Les médaillons d'or,

d'argent ou de vermeil, les viroles et plaques en mêmes métaux, dont on orne souvent les manches en os, en ébène, en ivoire ou en nacre, ne suffisent pas pour faire ranger ces manches dans l'orfèvrerie.

*Instruments de chirurgie.* — La taxe de 10 pour 100 établie pour les instruments de chirurgie s'applique aussi, suivant ce qui est réglé par le tarif général, aux instruments de chimie en métal. Toutefois, ceux qui seraient en or, en argent ou en vermeil, devraient être traités, comme l'orfèvrerie, sous les réserves indiquées dans l'article précédent.

*Instruments d'optique et de précision.* — La note (100) du premier supplément au tarif général mentionne les principaux objets compris sous la désignation d'instruments d'optique et de précision, et sous la dénomination d'instruments de calcul et d'observation. Les petites boussoles, les lorgnettes ou lorgnons, les lanternes magiques de toute sorte, les lunettes à branches et les compas communs de bureau que cette note classe dans la mercerie, acquitteront aussi le droit à la valeur réduit à 10 pour 100.

Les formalités de soumission, de production de dessins et de contrôle du comité consultatif des arts et manufactures sont supprimées pour l'exécution du traité à l'égard des instruments d'optique, de précision, etc. (Voir, à cet égard, l'article *Machines*.)

*Armes de commerce.* — Le droit sur les armes blanches d'origine britannique est abaissé à 40 francs, sans distinction entre les lames damassées ou autres, fourbies ou non, montées ou non montées. Les poignées ou fourreaux présentés séparément suivent le régime qui leur est propre, selon la matière dont ils sont composés. Les fleurets et lames de fleurets, classés d'après le tarif général dans la mercerie, rentrent pour l'application du traité dans la classe des armes blanches.

Pour les armes à feu, le droit de 240 francs représente la taxe actuelle de 200 francs augmentée de deux décimes.

D'après le troisième paragraphe de la note (667), les armes enrichies d'or ou d'argent sont passibles à l'entrée du droit de garantie. Mais, comme pour la coutellerie, on s'abstiendra d'appliquer cette disposition, s'il ne s'agit que de simples médaillons ou autres ornements évidemment de peu de prix.

Les boîtes ou nécessaires dans lesquels sont ordinairement renfermées les armes de luxe continueront à payer le droit afférent aux armes elles-mêmes.

Les fusils et sabres d'enfant demeurent assimilés à la bimbeloterie, sous la réserve exprimée dans la note (665) du tarif général.

Le traité laisse subsister dans leur entier les prescriptions d'ordre public relatives aux armes en général, et particulièrement aux armes

secrètes et défendues et aux armes de guerre. A cet égard le service devra se reporter aux notes (665) et suivantes.

OUVRAGES EN MÉTAUX DIVERS.

On a réuni sous cette appellation la plupart des produits composés de plusieurs métaux et ceux en métaux autres que la fonte, le fer et l'acier.

*Outils de fer rechargé d'acier.* — Le troisième paragraphe de la note (659) du tarif général dénomme les principaux outils que l'on fabrique ordinairement en fer rechargé d'acier. Mais, parmi les outils compris dans cette énumération, il en est que l'on fabrique aussi parfois en pur acier.

Le service devra donc, sans égard à leur destination, en examiner avec soin la nature. (Voir pour les chalumeaux, fléaux de balance, lardoires, truelles et autres outils en cuivre ou en laiton désignés dans le dernier paragraphe de la note (659), l'article *Ouvrages en cuivre.*)

*Objets en fonte et fer.* — Le tarif annexé à la convention distingue les ouvrages non polis des ouvrages polis, émaillés ou vernissés, et subdivise les premiers en deux classes d'après la proportion de fer comprise dans la composition de la pièce. Les ouvrages en fonte et fer polis, émaillés ou vernissés seront tous soumis au droit de 15 fr. Ceux dont le métal n'aura été ni poli, ni émaillé, ni vernissé paieront seuls 5 ou 10 francs, selon que le poids de l'un des métaux dont ils seront composés sera inférieur ou égal et supérieur à la moitié du poids total.

La pesanteur spécifique des métaux étant à peu près la même, la simple inspection des objets suffira le plus souvent pour mettre en mesure de juger quel est celui des deux qui domine. Dans le cas où l'importateur n'accepterait pas, sous ce rapport, les appréciations de la douane, il aurait toujours la faculté de recourir à l'expertise légale, ou de faire séparer la fonte du fer, si l'opération était praticable.

*Toiles métalliques en fer ou en acier.* — Il n'est pas fait de distinction pour les toiles vernissées ou peintes : elles acquitteront, par conséquent, toutes indistinctement, le droit de 15 francs. Adaptées à des tamis, elles ne changent pas de régime ; mais, si elles font partie de formes à fabriquer le papier, le tout est soumis au régime des pièces détachées de machines non dénommées.

*Cylindres en cuivre ou en laiton.* — Les cylindres à impression, en cuivre, gravés, sont taxés, d'après le tarif général, à 15 pour 100 de la valeur ; non gravés, ils ont à payer 240 francs par 100 kilogrammes. Le droit est réduit, pour les produits de l'espèce d'origine britannique, au taux uniforme de 15 francs par 100 kilogrammes, pour tous



les cylindres *gravés ou non*. Les planches à impression, les coins et les clichés en cuivre supporteront la même taxe.

Les prescriptions de décret du 14 juillet 1853 (circ. n° 131) qui, dans l'intérêt de la propriété littéraire et de l'ordre public, ont subordonné à des conditions particulières l'entrée des planches gravées, clichés, coins gravés, etc., demeurent applicables aux objets de l'espèce importés du Royaume-Uni, sous les conditions du traité, quel que soit d'ailleurs le métal dont ils seraient formés, cuivre, acier, fer rechargé d'acier, etc.

*Toiles en fils de cuivre.* — (Voir l'observation mentionnée ci-dessus, à l'article *Toiles métalliques en fer ou en acier*.)

*Autres ouvrages en cuivre.* — Tous les ouvrages en cuivre pur ou simplement allié de zinc ou d'étain autres que ceux qui ont été désignés ci-dessus, ou qui se trouvent classés parmi les machines et mécaniques, sont taxés à 25 francs.

Cette disposition s'applique notamment aux chalumeaux, fléaux de balance, lardoires, truelles et autres outils en cuivre ou en laiton, désignés dans le dernier paragraphe de la note (659) du tarif général. Les ouvrages brunis, vernis ou bronzés ne sont l'objet d'aucune différence de régime à raison de ce complément de main-d'œuvre. Les articles en cuivre désignés ci-après qui, aujourd'hui et d'après le tarif général, appartiennent à la mercerie, seront pareillement soumis uniformément au droit de 25 francs, savoir : boucles, briquets polis ou damasquinés, broches à tricoter, cages d'oiseaux, couvercles de pipes, cuillers, fourchettes, grelots, montres solaires pour bergers, mouchettes, moulins à café et à poivre montés, navettes à filocher, passe-lacets, porte-crayons à la grosse, roulettes à déchiqueter la pâte, cadenas, tire-bourres, poires à poudre en cuivre bronzé, tabatières en laiton, peintes, à deux couvercles et à miroir, clous de sellier, porte-cigares (petits objets pour fumer les cigares) en cuivre blanchi ou non, avec ou sans griffes, ornements en cuivre estampé appliqué sur carton destinés, soit à l'encadrement, soit à la confection des portemonnaie, et tous les objets que le répertoire général du tarif officiel désigne comme rentrant dans la classe des ouvrages en cuivre non dénommés.

Les broches en cuivre autres qu'à tricoter rentrent dans la classe des pièces détachées de machines, et acquitteront également, à ce titre, le droit de 25 francs.

Les lampes à éclairage de tout système seront traitées suivant la nature de la matière (métal, porcelaine, etc.) dont leur cage est formée; celles qui sont montées en cuivre ou en cuivre allié de zinc ou d'étain seront, dès lors, imposées à 25 francs.

L'industrie offre à la consommation, notamment dans les fourni-

tures de chasse, un assez grand nombre d'objets en os, en bois, en cuir, complétés ou ornés par des accessoires en cuivre. Tant qu'il ne s'agira réellement que d'accessoires, chacun de ces objets demeurera dans la classe à laquelle le rattache sa composition principale.

Les objets d'art en bronze de fabrication antérieure au dix-huitième siècle, les médailles anciennes, les médailles modernes, les vieilles monnaies hors de cours, les jetons de présence ou de plaisir présentés en petit nombre, restent classés dans les objets de collection et affranchis de droits (note 725). Si les médailles modernes, les vieilles monnaies ou les jetons sont déclarés en assez grande quantité pour être considérés comme étant l'objet d'une spéculation commerciale, ils deviennent passibles de la taxe de 25 francs.

*Ouvrages en zinc de toute espèce.* — Tous les ouvrages en zinc, quelle qu'en soit la nature, pourvu que le zinc dont ils sont formés ne soit allié d'aucun autre métal, sont soumis uniformément à une seule et même taxe.

*Ouvrages en plomb de toute nature.* — Le droit déterminé pour les ouvrages en plomb de fabrication britannique de toute sorte s'étend au plomb de chasse et aux balles qui ne sont pas du calibre de guerre.

Les alliages de plomb et d'antimoine ne servent guère dans l'industrie qu'à la fabrication des caractères d'imprimerie. Sous cette forme ils sont taxés spécialement. S'il en était importé en objets de toute autre espèce, on les assujettirait seulement au droit des ouvrages en plomb.

Sont retirés du tarif général de la mercerie pour passer dans la classe du tarif conventionnel comprenant les ouvrages en plomb : les bagues, cuillers, peignes, pompes de pipe, même celles vernies et dorées, tabatières même peintes et vernies et tous les autres ouvrages en plomb ainsi dénommés par le répertoire général du tarif officiel.

*Caractères d'imprimerie neufs.* — Il n'y a pas de distinction à faire entre les caractères en langue française et ceux en langue allemande ou autres.

*Ouvrages en étain.* — Il n'est établi, par le nouveau tarif conventionnel, aucune distinction entre les ouvrages en étain fins ou communs, les objets de poterie ou autres.

Les alliages dont l'étain forme la base principale sont soumis au même droit que les ouvrages d'étain. Le plus répandu dans le commerce est généralement désigné sous le nom de métal anglais. La note (678) du tarif général en indique la composition habituelle. Désormais il n'est plus à craindre, dans les conditions du traité, qu'on déclare comme ouvrages en étain des objets où le cuivre domine, puisque ceux-ci sont moins fortement taxés ; mais, comme l'a recom-

mandé la note (678) précitée, le service devra veiller à ce que des pièces en argenterie ne pénétrant pas sous la désignation de pièces en étain.

Les petits objets en étain désignés ci-après : cassolettes, fourchettes, dés à coudre, avec ou sans ornements en émail et tous les articles que le Répertoire général du tarif officiel désigne comme rentrant dans la classe des ouvrages en étain non dénommés, et qui, d'après le tarif général, appartiennent à la mercerie, suivront à l'importation, dans les conditions du traité, le régime des ouvrages en étain.

*Ouvrages en nickel ou argentan.* — Le nickel ne s'emploie pas à l'état pur. Il contribue, dans des proportions qui varient beaucoup, à former, avec le cuivre et le zinc, des alliages désignés dans le commerce, ainsi que le rappelle la note (375) du tarif général, par les noms d'argentan, melchior, maillechort, argent blanc, argent d'Allemagne, etc. L'argentan de belle qualité contient de 35 à 40 parties de nickel. La circulaire n° 1685 et la note (678) du tarif général signalent le moyen de le distinguer de l'étain. Tous les ouvrages à base de nickel, qu'elles que soient les proportions du mélange, acquittent le même droit.

*Ouvrages en plaqué.* — Les plaqués sont des ouvrages en métaux communs, recouverts, par le laminage, d'une feuille de métal précieux, habituellement d'argent. Cette feuille, qui représente parfois jusqu'au dixième de l'épaisseur totale du métal, descend dans les qualités communes jusqu'au 150°. Mais le droit est uniforme, sans égard soit à la nature du métal recouvert par l'argent, soit au titre ou à l'épaisseur de la feuille de métal fin. Les boutons en plaqué, exceptionnellement affranchis de la prohibition, et admis d'après le tarif général au droit de 240 francs, rentrent dans cette nouvelle catégorie.

Aux termes de la loi du 19 brumaire an VI, les ouvrages d'orfèvrerie ou de bijouterie fausse, les objets dorés ou argentés, plaqués ou doublés d'or ou d'argent, doivent être revêtus de l'empreinte du poinçon du fabricant. Ce poinçon, dont la forme a été prescrite par un arrêté de la Commission des monnaies, en date du 17 nivôse an VI, rendu en exécution de l'article 14 de la loi précitée, est un *carré parfait*, renfermant soit les initiales du fabricant, soit le signe ou symbole adopté par lui pour marque particulière. Il est apposé sans intervention du service de la garantie. Seulement, les employés des contributions indirectes veillent, dans leurs exercices, à ce que les prescriptions des lois et règlements soient observées, et particulièrement à ce que les marques empreintes sur les ouvrages soient de *forme carrée* exclusivement, et non d'une autre forme, en losange, etc.

Les produits similaires anglais destinés à la consommation doivent, conformément aux dispositions de l'article 9 de la convention, être, comme les produits français, revêtus du même poinçon de maître, afin d'éviter, d'une part, qu'ils ne soient confondus avec la bijouterie ou l'orfèvrerie en métaux précieux ; d'autre part, qu'ils ne soient saisis à l'intérieur.

*Ouvrages en métaux dorés ou argentés.* — La recommandation qui précède s'applique aux ouvrages en métaux dorés ou argentés, que le décret du 26 mai 1860, transmis par la circulaire n° 644, soumet aussi à la marque carrée apposée par le fabricant.

Les ouvrages dorés ou argentés par d'autres procédés que le plaçage ont la surface moins unie, moins régulière et moins brillante que les ouvrages en plaqué. Dans tous les cas, le droit étant le même, l'application du tarif ne saurait faire naître de difficultés.

*Orfèvrerie et bijouterie.* — L'abaissement de la quotité du droit a permis, dans le règlement du nouveau tarif conventionnel, de supprimer toute distinction entre la bijouterie et l'orfèvrerie d'or, d'argent, de vermeil, de platine, d'aluminium et d'autres métaux précieux ou communs. Le régime d'une partie des objets repris d'ordinaire sous l'appellation générale *d'orfèvrerie fausse* a été indiqué par les articles précédents (ouvrages en plaqué, argentés ou dorés, etc.). Quant aux autres objets compris en outre dans la même dénomination d'orfèvrerie fausse, et aux ouvrages de *bijouterie fausse*, ils acquitteront le même droit que la *bijouterie fine*.

Indépendamment des taxes de douane, les articles d'orfèvrerie et de bijouterie, d'origine britannique, importés en France, seront, conformément aux dispositions de l'article 9 de la convention, soumis au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

De même, pour ce qui concerne la marque de fabrication dont l'orfèvrerie et la bijouterie fausse doivent être revêtues, je me réfère aux explications mentionnées ci-dessus à l'article des ouvrages en plaqué.

*Horlogerie.* — Tous les articles désignés sous cette appellation au tableau des droits du tarif général et dans les notes (638 à 642) acquitteront le droit uniforme de 5 pour 100 de la valeur. Il n'y aura pas de distinction à faire pour les cages de pendules. On s'abstiendra également d'en établir à l'égard des boîtes à carillons, à moins que, par leur matière et par le fini de leur travail, le carillon ne doive être considéré comme l'accessoire. Dans ce cas, le tout devra être traité, suivant qu'il y aura lieu, comme orfèvrerie ou bijouterie ou comme tabletterie. Les grands chronomètres, désignés sous le nom de mon-



tres marines, restent classés parmi les instruments de précision. Aucune modification n'est apportée aux règlements en vigueur pour l'application du droit de garantie.

*Fournitures d'horlogerie.* — Il s'agit principalement des pièces diverses énumérées dans la note (643) du tarif général, et des ressorts d'acier trempés, recuits, polis ou bleuis, en un mot, entièrement finis et prêts à être mis en place dans une pendule, une montre ou autre pièce d'horlogerie.

#### MACHINES ET MÉCANIQUES.

J'ai déjà expliqué au service, dans la première partie de cette circulaire, qu'aux termes de l'article 3 de la convention, les importateurs de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées d'origine ou de manufacture britannique, seront dispensés de l'obligation de produire à la douane française tout modèle ou dessin de l'objet importé.

*Machines à vapeur fixes et locomobiles.* — Le nouveau tarif conventionnel conserve trois classes de machines à vapeur : 1<sup>o</sup> les machines fixes avec ou sans chaudières, avec ou sans volants ; 2<sup>o</sup> les machines à vapeur fixes pour navigation, avec ou sans chaudières ; 3<sup>o</sup> les machines locomotives ou locomobiles, traitées jusqu'ici comme machines fixes. Ces diverses espèces de machines se distinguent par des caractères assez tranchés pour qu'il n'y ait pas de confusion possible entre elles.

*Autres machines spécialement dénommées.* — Les autres machines spécialement dénommées parmi les appareils complets sont soumises à quatre droits différents : 9, 10, 15 et 30 francs. Les catégories en sont combinées de manière à ce que le service, quoique privé du concours du Comité consultatif, puisse appliquer aisément le tarif.

Parmi les appareils à distiller, à sucre et de chauffage, ceux en cuivre sont seuls désignés nommément. Néanmoins il s'en fabrique aussi en fonte, en fer ou en tôle ; s'il en était importé, ils devraient acquitter les droits afférents aux machines non dénommées, 9 francs, 15 francs ou 20 francs, suivant la proportion de fonte ou de fer entrant dans leur composition. Si ces appareils étaient formés de cuivre et de fonte ou de fer, et que le cuivre en constituât la partie notable, on devrait les considérer comme des appareils en cuivre. On ne perd pas de vue que les poêles et les calorifères en tôle, ou en fonte et tôle, qui forment des appareils de chauffage, sont taxés nominativement au droit de 10 francs.

Le nouveau tarif, à l'article gazomètres, chaudières découvertes, mentionne aussi seulement ceux qui sont en tôle ou en fonte et tôle. On ne fabrique guère de gazomètres en cuivre ; toutefois, s'il en était

importé, on les soumettrait au droit de 15 francs, comme appareils en cuivre. Il en sera de même des chaudières découvertes en cuivre qui constituent des appareils d'évaporation.

*Machines-outils.* — La note (96) du premier supplément au tarif général ne cite qu'un petit nombre de machines-outils. L'industrie en invente et en fabrique journellement de nouvelles. Mais, comme toutes les machines-outils sans distinction et les machines non dénommées sont passibles du même droit, il suffira, pour éviter de fausses applications, de s'assurer que les machines présentées ne sont pas nommément tarifées.

L'article du tarif conventionnel relatif aux machines-outils se divise en trois classes, ne différant entre elles qu'à raison de la proportion de fonte qu'elles contiennent. Si des difficultés d'appréciation se présentaient, on procéderait, comme je l'ai indiqué plus haut, à propos des ouvrages composés de fonte et de fer.

#### PIÈCES DÉTACHÉES DE MACHINES.

*Plaques et rubans de cardes.* — Sont admis au droit de 60 francs les plaques et rubans de cardes sur cuir, ou caoutchouc ou sur tissus purs ou mélangés. Ainsi, le service n'aura point, pour appliquer la taxe à l'égard des plaques et rubans sur tissus, à rechercher quelle est la nature du tissu.

Un article spécial est en outre réservé dans le nouveau tarif aux plaques et rubans de cuir, de caoutchouc et de tissus *spécialement destinés* pour cardes, c'est-à-dire aux pièces qui doivent recevoir les pointes métalliques. On devra veiller avec soin à ce que l'on n'introduise pas sous cette dénomination des cuirs, des plaques ou bandes de caoutchouc, ou des tissus devant servir à un autre usage.

*Rots, ferrures ou peignes à tisser.* — Il n'est fait mention que des rots, ferrures ou peignes à tisser, à dents de fer ou de cuivre. Si les dents étaient en acier, on appliquerait le même droit. Les serans ou peignes à peigner le chanvre ou le lin, classés parmi les outils d'après le tarif, seront soumis au même droit que les rots, etc.

*Pièces détachées en métaux divers non dénommés.* — A l'égard des pièces détachées, les distinctions de bois qui sont aujourd'hui la base du tarif général ne se trouvent maintenues que pour les pièces en acier pesant plus d'un kilogramme et celles qui pèsent un kilogramme ou moins. Les pièces en fonte qui ne sont ni polies, ni limées, ni ajustées, rentrent dans la troisième classe des ouvrages en fonte moulée, passibles du droit de 5 francs les 100 kilogrammes.

Les notes (80) et (99) du premier supplément au tarif, auxquelles je me réfère pour l'ensemble de leurs dispositions, comportent cependant quelques observations pour l'application du traité. Les wagons

de terrassement, que le tarif général classe parmi les machines, passent dans les articles de carrosserie, et les bateaux et nacelles de rivière en fer sont assimilés aux bâtiments de mer également en fer. Mais, en attendant que le tarif conventionnel ait été mis en vigueur, pour la carrosserie et pour les bâtiments de mer, les wagons de terrassement et les nacelles ou bateaux de rivière en fer, continueront à acquitter le droit des machines, conformément aux dispositions du tarif général. Mais, s'il était importé des bateaux ou nacelles en acier, ils seraient taxés à 40 francs les 100 kilogrammes, comme ouvrages en acier non dénommés.

#### AUTRES MARCHANDISES.

*Sucre raffiné.* — Le droit de 41 francs par 100 kilogrammes, dont les sucres d'origine britannique sont frappés par le tarif conventionnel s'appliquera aux sucres raffinés, quel que soit l'état dans lequel ils seront présentés, c'est-à-dire en pains, en morceaux ou en poudre.

J'adresserai au service, en temps opportun, des instructions concernant les autres marchandises qui figurent au nouveau tarif, mais dont l'introduction aux droits conventionnels n'aura lieu qu'à une époque à déterminer ultérieurement.

#### BUREAUX D'ENTRÉE.

Les bureaux d'entrée désignés à titre général par les lois, ordonnances ou décrets, à l'égard des marchandises spécifiées par le tarif annexé à la convention, demeurent ouverts à ceux de ces produits d'origine britannique qui seront importés d'Angleterre. — C'est ce qui résulte d'un décret impérial du 28 de ce mois, dont je transmets avec la présente une ampliation. Les produits qui jusqu'à présent étaient demeurés prohibés suivront, sous ce rapport, le régime des marchandises non prohibées avec lesquelles ils ont le plus d'analogie; ainsi, les fers en massiaux ne pourront entrer que par les bureaux ouverts à l'importation des fers en barres; les ouvrages en fonte et les ouvrages en acier, par les bureaux ouverts à l'entrée de la fonte et de l'acier, et les ouvrages en métaux divers, par les bureaux ouverts à l'importation de ces mêmes métaux.

#### RESTRICTIONS D'EMBALLAGE.

La loi du 17 décembre 1814 a subordonné l'importation des outils à la condition que le même colis n'en contiendrait pas d'espèces différentes.

Lorsque les ouvrages en métaux étaient frappés ou de prohibition absolue ou de taxes très-élevées, cette restriction spéciale pouvait se justifier. En présence d'un tarif qui n'offre, en général, que des droits

modérés, elle n'a plus la même raison d'être; comme d'ailleurs, en beaucoup de cas, il est difficile et parfois onéreux pour le commerce d'être astreint à subdiviser ses emballages selon les quotités de droits, la douane pourra tolérer que des outils diversement taxés soient placés dans le même colis, sauf aux importateurs à séparer les catégories de manière à prévenir les lenteurs d'une vérification qui devrait être précédée du triage des objets. Il est entendu que les déclarations devront toujours, conformément aux prescriptions générales, indiquer le poids distinct de chaque catégorie.

Un tableau qui est transmis au service en même temps que la présente circulaire indique, dans la forme du tarif général, les nouveaux droits conventionnels à percevoir. On y a repris tous les produits, fontes, fers et aciers, auxquels s'applique le décret du 29 septembre dernier. Le tableau dont l'envoi a été annoncé par ma circulaire n° 696, et auquel des modifications et additions ont été apportées, en ce qui concerne quelques produits, sera ainsi considéré comme nul.

En terminant ces instructions, je dois appeler l'attention du service sur l'esprit qui doit présider à l'application du nouveau tarif.

Le programme économique résumé par l'Empereur dans sa lettre au ministre d'État, le traité de commerce avec la Grande-Bretagne, sont la manifestation solennelle des principes et des tendances qui doivent désormais se développer dans les relations de la France avec les autres pays. C'est le devoir de l'Administration des douanes de se pénétrer de ces principes et de ces tendances, et de les faire prévaloir dans les détails de sa mission journalière. Vigilante pour déjouer la fraude et assurer le revenu du Trésor, elle doit se montrer conciliante dans ses rapports avec le commerce loyal, libérale dans l'interprétation des règlements et la solution des questions douteuses. Je n'ai pas besoin de rappeler aux chefs de service que le mouvement rapide des affaires multiplie les perceptions, et que le revenu public doit profiter en définitive de tout ce qui favorise le développement du commerce et de l'industrie.

*Le Conseiller d'État, Directeur général,*

*Signé : DE FORCADE.*

**13.— Deuxième Convention supplémentaire de commerce, conclue le 16 novembre 1860, entre la France et la Grande-Bretagne, et ratifiée le 30 du même mois.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, voulant assurer la complète exécution du traité du 23 janvier 1860, en fixant les droits à l'importation



des marchandises d'origine ou de manufacture britannique énumérées dans ledit traité et non comprises dans l'arrangement du 12 octobre dernier, ont résolu de négocier dans ce but une deuxième convention additionnelle et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Thouvenel*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères, et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Henry-Richard-Charles*, comte *Cowley*, vicomte *Dangan*, baron *Cowley*, pair du Royaume-Uni, membre du très-honorable Conseil privé de S. M. Britannique, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa dite Majesté près S. M. l'Empereur des Français, et M. *Richard Cobden*, esquire, membre du parlement britannique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les objets d'origine ou de manufacture britannique énumérés dans le tarif joint à la présente convention et importés directement du Royaume-Uni sous pavillon français ou britannique, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif.

2. Les règles consacrées par les articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8 de la convention conclue, le 12 octobre dernier<sup>1</sup>, entre les Hautes Puissances contractantes, pour les justifications d'origine, les déclarations d'importation, et l'expertise des produits taxés *ad valorem*, s'appliqueront également aux divers produits d'origine ou de manufacture britannique, énumérés dans le tarif annexé à la présente convention.

L'article 3 de la convention du 12 octobre dernier, qui dispense les importateurs de machines ou de pièces détachées de machines, d'origine ou de manufacture britannique, de l'obligation de produire des modèles ou dessins, est déclaré applicable à toutes les marchandises dont l'importation était assujettie à cette formalité, et qui sont comprises, soit dans la présente convention, soit dans celle du 12 octobre dernier.

3. Indépendamment des droits de douane stipulés dans le tarif annexé à la présente convention, et par application des articles 1 et 9 du traité conclu entre les Hautes Puissances contractantes, le 23 jan-

1. Page 50.

vier dernier, les produits d'origine ou de manufacture britannique ci-dessous énumérés, seront, à leur importation en France, et à titre de compensation des droits équivalents supportés par les fabricants français, assujettis aux taxes supplémentaires ci-après déterminées :

Soude brute.....	4 f 35 c	
Cristaux de soude.....	4 35	
Sulfate de soude	pur... {	anhydre..... 6 00
		cristallisé ou hydraté... 2 40
	impur... {	anhydre..... 5 40
		cristallisé ou hydraté... 2 10
Sulfite de soude.....		6 00
Sel de soude.....		11 00
Acide hydrochlorique.....		3 00
Chlorure de chaux.....		10 00
Chlorate de potasse.....		66 00
Chlorure de magnésium.....		4 00
Glaces ou grands miroirs.....		1 00 le mètre de superficie.
Gobeletterie, verres à vitres et autres verres blancs.....		3 f 20 c
Bouteilles.....		1 25
Outremer factice.....		11 00
Sel ammoniac.....		16 00
Soudes de varech.....		1 50
Salin ou résidu brut de la calcination des vinasses de betterave.....		1 25
Sel d'étain.....		3 00
Savons.	blancs ou marbrés, composés d'alcalis et d'huile d'olive ou de graines grasses pures ou mélangées de graisses animales.....	L'huile entrant pour la moitié au moins dans le mélange des corps gras... 8 20
		L'huile entrant pour moins de moitié dans le mélange des corps gras... 6 00
	de graisses animales.....	Purs..... 6 00
		Mélangés de résine..... 6 00
	d'huile de palme ou de coco mélangés de graisses animales....	4 00
	de couleur, composés d'huile de graines ou de graisses animales....	6 00
	Alcool pur.....	90 00
	Bière.....	2 40
Vernis à l'esprit-de-vin, par l'hectolitre d'alcool pur contenu dans le vernis.....		90 00

Il est entendu que le sucre raffiné n'est pas compris dans cette nomenclature, parce que le droit de 41 fr. par 100 kilogrammes fixé à l'importation de ce produit comprend l'impôt de consommation dont il est actuellement grevé en France.

Il est également convenu entre les Hautes Puissances contractantes qu'en cas de modification ou de suppression des droits d'accise, actuellement imposés aux fabricants français, les produits d'origine ou

de manufacture britannique seront, pour ces droits d'accise, soumis aux mêmes conditions que les produits similaires français. Toutefois, si, par suite de la suppression de l'un de ces droits, le gouvernement établit une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif sur certains produits fabriqués français, les charges directes ou indirectes dont seront grevés les fabricants français seront compensées par une surtaxe équivalente établie sur les produits similaires britanniques. Il demeure en outre entendu que, si des drawbacks sont accordés à d'autres produits de fabrication française, les droits de douane qui grèvent les produits similaires d'origine ou de fabrication britannique seront augmentés d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

4. A l'égard des tissus purs et mélangés taxés à la valeur dont l'estimation dans les ports lui paraîtrait présenter des difficultés, le gouvernement français se réserve la faculté de désigner exclusivement la douane de Paris pour recevoir ces marchandises.

5. Chacune des Hautes Puissances contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement de tarif que l'une d'elles accorderait à une tierce puissance pour l'importation de marchandises mentionnées ou non dans le traité du 23 janvier 1860.

6. Le tarif annexé à la présente convention entrera en vigueur dans un délai qui ne pourra dépasser le 1<sup>er</sup> juin 1861 pour les fils et tissus de lin, de chanvre et de jute, et le 1<sup>er</sup> octobre suivant pour tous les autres articles.

7. La présente convention aura la même durée que le traité conclu entre les Hautes Puissances contractantes le 23 janvier dernier, dont elle est l'un des compléments.

8. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Paris, le seizième jour du mois de novembre de l'an mil huit cent soixante.

(L. S.) Signé : THOUVENEL. (L. S.) Signé : ROUHER.

(L. S.) Signé : COWLEY. (L. S.) Signé : RICH. COBDEN.

*Tarif annexé à la Convention conclue le 19 novembre 1860 entre la France et la Grande-Bretagne.*

DÉNOMINATION DES ARTICLES.		TAUX DES DROITS D'ENTRÉE	
		en 1860.	en 1864.
INDUSTRIES TEXTILES.			
LIN.			
Lin ou chanvre peigné.....		5'00 <sup>c</sup>	
Fils de lin ou de chanvre, mesurant au kilogr.	simples...	6000 mètr. ou moins	15 »
		plus de 6000, pas	
		plus de 12 000 ..	20 »
		plus de 12 000, pas	
		plus de 24 000...	30 »
		écrus..... plus de 24 000, pas	
		plus de 36 000...	36 »
		plus de 36 000, pas	
		plus de 72 000...	60 »
		plus de 72 000 .....	100 »
		6000 mètr. ou moins	20 »
		plus de 6000, pas	
		plus de 12 000...	27 »
		plus de 12 000, pas	
Fils de lin ou de chanvre, mesurant au kilogr.	blanchis ou teints.	plus de 24 000...	40 »
		plus de 24 000, pas	
		plus de 36 000...	48 »
		plus de 36 000, pas	
		plus de 72 000...	80 »
		plus de 72 000.....	133 »
		écrus .....	
		blanchis ou teints .....	
		retors.....	
		écrus .....	
		blanchis ou teints .....	
		8 fils ou moins.....	30'00 <sup>c</sup>
		9, 10 et 11 fils .....	55 »
		12, 13 et 14 fils .....	90 »
Tissus de lin ou de chanvre unis ou ouvrés, présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres carrés.	écrus .....	15, 16 et 17 fils .....	115 »
		18, 19 et 20 fils .....	170 »
		21, 22 et 23 fils...	260 »
		24 fils et au-dessus .....	400 »
		8 fils ou moins.....	40 »
		9, 10 et 11 fils.....	70 »
		12, 13 et 14 fils .....	120 »
		15, 16 et 17 fils .....	155 »
		18, 19 et 20 fils .....	230 »
		21, 22 et 23 fils .....	350 »
		24 fils et au-dessus .....	535 »
		8 fils en chaîne ou moins.	35 »
		de 9, 10 et 11 fils.....	55 »
		de 12, 13 et 14 fils.....	90 »
Coutils unis ou façonnés, présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres carrés.	écrus .....	plus de 14 fils .....	115 »
		8 fils ou moins.....	47 »
		de 9, 10 et 11 fils.....	70 »
		de 12, 13 et 14 fils.....	120 »
		plus de 14 fils .....	155 »
		blanchis, 8 fils ou moins.....	
		teints de 9, 10 et 11 fils.....	
		ou de 12, 13 et 14 fils.....	
		imprimés, plus de 14 fils .....	
		Les fils et tissus de lin ou de chanvre mélangés suivront le même régime que les fils et tissus de lin ou de chanvre purs, pourvu que le lin ou le chanvre domine en poids.	

les  
100 kil.

les  
100 kil.



DÉNOMINATION DES ARTICLES.		TAUX DES DROITS D'ENTRÉE	
		en 1860.	en 1864.
Linge damassé.....		16 p. 0/0 de la valeur.	
Batiste.....		Le même régime que les toiles unies.	
Linon.....			
Mouchoirs encadrés.....		Même régime que le tulle de coton.	
Tulle de lin.....			
Dentelle de lin.....		5 p. 100 de la valeur.	
Bonneterie de lin.....		15 p. 0/0 de la valeur.	
Passenterie de lin.....			
Rubannerie de fils écrus, blanchie ou teinte.....			
Articles en lin ou en chanvre, confectionnés en tout ou en partie.....			
Articles non dénommés.....			
JUTE.			
En brins ou teillé importé directement de l'Inde anglaise ou des entrepôts du Royaume-Uni, sous pavillon de l'un ou l'autre des deux pays.....		Exempt.	
Peigné.....		3 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilog.	
Fils de jute mesurant au kilogramme,	écrus ...	moins de 1400 mètres.....	7 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 <sup>k</sup> .
		de 1400 à 3700 mètres exclusivem <sup>t</sup> .....	9 20 » les 100 <sup>k</sup> .
		de 3700 à 4200.....	10 20 » les 100 <sup>k</sup> .
		de 4200 à 6000.....	15 » les 100 <sup>k</sup> .
		plus de 6000.....	15 » les 100 <sup>k</sup> .
	blanchis ou teints,	moins de 1400 mètres.....	10 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 <sup>k</sup> .
		de 1400 à 3700 mètres exclusivem <sup>t</sup> .....	13 » les 100 <sup>k</sup> .
		de 3700 à 4200.....	15 » les 100 <sup>k</sup> .
		de 4200 à 6000.....	22 » les 100 <sup>k</sup> .
		plus de 6000.....	22 » les 100 <sup>k</sup> .
Tissus de jute présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres,		1, 2 et 3 fils unis.....	13 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 <sup>k</sup> .
		1, 2 et 3 fils croisés..	15 » les 100 <sup>k</sup> .
		4 et 5 fils.....	21 » les 100 <sup>k</sup> .
		6, 7 et 8 fils.....	30 » les 100 <sup>k</sup> .
		plus de 8 fils.....	30 » les 100 <sup>k</sup> .
Tissus de jute présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres,		1, 2 et 3 fils unis.....	19 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 <sup>k</sup> .
		1, 2 et 3 fils croisés..	22 » les 100 <sup>k</sup> .
		4 et 5 fils.....	30 » les 100 <sup>k</sup> .
		6, 7 et 8 fils.....	40 » les 100 <sup>k</sup> .
		plus de 8 fils.....	40 » les 100 <sup>k</sup> .
Tapis de jute ras ou à poil.....		32 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 <sup>k</sup> . 24 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 <sup>k</sup> .	
Les fils et tissus de jute mélangés avec d'autres matières suivront le même régime que les fils et tissus de jute purs, pourvu que le jute domine en poids.			
VÉGÉTAUX FILAMENTEUX.			
Phornium tenax, abaca et autres végétaux filamenteux non dénommés, filaments	{	bruts ou teillés.....	Exempts.
		peignés ou tordus.....	1 <sup>r</sup> les 100 kilog..
		Fils.....	5 p. 0/0 de la valeur.
		Tissus.....	10 p. 0/0 de la valeur.
CRIN.			
Crin brut de toute nature, même préparé ou frisé....		Exempt.	
Tissus et ouvrages de crin, purs ou mélangés.....			
COTONS.			
Coton de l'Inde en laine, importé, soit directement des lieux de production, soit des entrepôts du Royaume-Uni, sous pavillon français ou britannique.....		Exempt.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.		TAUX DES DROITS D'ENTRÉE	
		en 1860.	en 1864.
Coton en feuilles cardées ou gommées (ouates).....		0 <sup>f</sup> 10 <sup>c</sup> le kilogr.	
Fils de coton simple mesurant au demi-kilogramme	20 000 mètres ou moins.....	0 <sup>f</sup> 15 <sup>c</sup>	le kilog.
	de 21 000 à 30 000 mètres.....	» 20	
	de 31 000 à 40 000 mètres.....	» 30	
	de 41 000 à 50 000 mètres.....	» 40	
	de 51 000 à 60 000 mètres.....	» 50	
	de 61 000 à 70 000 mètres.....	» 60	
	de 71 000 à 80 000 mètres.....	» 70	
	écrus.. de 81 000 à 90 000 mètres.....	» 90	
	de 91 000 à 100 000 mètres.....	1 »	
	de 101 000 à 110 000 mètres.....	1 20	
	de 111 000 à 120 000 mètres.....	1 40	
	de 121 000 à 130 000 mètres.....	1 60	
	de 131 000 à 140 000 mètres.....	2 »	
	de 141 000 à 170 000 mètres.....	2 50	
	de 171 000 mètres et au-dessus.....	3 »	
blanchis.....	Le droit sur le fil simple écu, augmenté de 15 p. 0/0.		
teints.....	Le droit sur le fil simple écu, augmenté de 0 <sup>f</sup> 25 <sup>c</sup> par kilogramme.		
Fils de coton retors en deux bouts	écrus.....	Le droit afférent au numéro du fil simple employé au retordage, augmenté de 50 p. 0/0.	
	blanchis.....	Le droit sur le fil écu retors en deux bouts, augmenté de 10 p. 0/0.	
	teints.....	Le droit sur le fil écu retors en deux bouts, augmenté de 0 <sup>f</sup> 25 <sup>c</sup> par kilogramme.	
	crues.....	Le droit sur le fil simple, augmenté de 50 p. 0/0.	
Chânes ourdies	blanchies.....	Le droit sur les chaînes ourdies écruës, augmenté de 15 p. 0/0.	
	teintes.....	Le droit sur les chaînes ourdies écruës, augmenté de 0 <sup>f</sup> 25 <sup>c</sup> par kilogramme.	
Fils écruës blanchis ou teints			
en trois bouts ou plus.	à simple torsion.....	0 <sup>f</sup> 06 <sup>c</sup>	par 1000 mètr.
	à plusieurs torsions ou câbles.....	» 12	
Tissus de coton écruës, unis, croisés, coutils,	1 <sup>re</sup> classe, pesant 11 kilogrammes et plus	de 36 fils et au-dessous aux 5 millimètres carrés.....	0 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> } le kilog.
	les 100 mètres carrés,	de 35 fils et au-dessus.....	
	2 <sup>e</sup> classe, pesant de 7 à 11 kilogrammes exclusivement	de 35 fils et au-dessous.....	
	les 100 mètres carrés.	de 36 à 43 fils.....	
Tissus de coton écruës, unis, croisés, coutils,	3 <sup>e</sup> classe pesant de 3 à 7 kilogrammes exclusivement	de 44 fils et au-dessus.....	le kilog.
	les 100 mètres carrés.	de 27 fils et au-dessous.....	
	de 3 à 7 kilogrammes	de 28 à 35 fils.....	
	exclusivement	de 36 à 43 fils.....	
Tissus de coton	les 100 mètres carrés.	de 44 fils et au-dessus.....	15 p. 0/0 en sus du droit sur l'écu.
	blanchis.....		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.		TAUX DES DROITS D'ENTRÉE	
		en 1860.	en 1864.
Tissus de coton { teints.....	{	0 <sup>r</sup> 25 <sup>c</sup> par kilogramme en sus du droit d'entrée.	
{ imprimés.....		15 p. 0/0 de la valeur.	
Velours de coton { Façon soie { écrus.....	{	0 <sup>r</sup> 85 <sup>c</sup>	le kilog.
{ dite velvets { teints ou imprimés.....		1 10	
{ Autres (cords, { écrus.....		» 60	
{ moleskins, etc.) { teints ou imprimés.....	» 85		
Tissus de coton écrus, unis ou croisés, pesant moins de 3 kilogrammes par 100 mètres carrés.....		{ 15 p. 0/0 de la valeur.	
Piqués, basins façonnés, damassés et brillants.....			
Couvertures de coton.....		{ 15 p. 0/0 de la valeur.	
Tulles unis ou brodés.....			
Gazes et mousselines brodées pour ameublement ou tentures.....		{ 10 p. 0/0 de la valeur.	
Articles confectionnés en tout ou en partie.....			
Articles non dénommés.....		{ 5 p. 0/0 de la valeur.	
Broderies à la main.....			
Dentelles et blondes de coton.....		{ Les fils et tissus de coton mélangés payeront les mêmes droits que les fils ou tissus de coton purs, pourvu que le coton domine en poids dans le mélange.	
{ Les fils et tissus de coton mélangés payeront les mêmes droits que les fils ou tissus de coton purs, pourvu que le coton domine en poids dans le mélange.			
LAINES.			
Laine en masse d'Australie importée, soit directement des lieux de production, soit des entrepôts du Royaume-Uni sous pavillon français ou britannique.....		Exemptes.	
Laine teinte en masse.....		{ 25 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogrammes.	
Laine peignée teinte ou non.....			
Fils de 1 000 à 30 000 mètres.....		0 <sup>r</sup> 25 <sup>c</sup>	{ le kilog.
de laine de 31 000 à 40 000.....		» 35	
pure de 41 000 à 50 000.....		» 45	
blanchis de 51 000 à 60 000.....		» 55	
ou non de 61 000 à 70 000.....		» 65	
mesurant de 71 000 à 80 000.....		» 75	
au de 81 000 à 90 000.....		» 85	
kilo- de 91 000 à 100 000.....		» 95	
gramme, de 101 000 et au-dessus.....		1 =	
Fils de laine blanchis ou non, retors pour tissage.....		{ Le droit afférent aux fils de laine simples, augmenté de 50 p. 0/0.	
Fils de laine retors pour tapisseries.....		{ Le droit de fil simple doublé.	
Fils de laine simples ou retors teints.....		{ Droit sur le fil non teint augmenté de 0 <sup>r</sup> 25 <sup>c</sup> par kilog.	
Tissus de laine pure.....		15 p. 0/0	10 p. 100
Feutres de toute sorte.....		de la valeur.	de la valeur.
Couvertures de laine pure.....		{ 15 p. 0/0 de la valeur.	
Tapis de toute espèce.....			
Bonneterie de laine.....		{ 15 p. 0/0 de la valeur.	
Passenterie de laine pure.....			
Rubannerie de laine.....		15 p. 0/0	10 p. 0/0
Dentelles de laine.....		de la valeur.	de la valeur.
Chaussons de lisière.....		{ 10 p. 0/0 de la valeur.	
Articles non dénommés.....			
Lisières de drap de toute espèce, entières ou coupées.....		{ 15 p. 0/0 de la valeur.	
Vêtements { Neufs.....			
{ confec- tionnés. { Vieux.....		10 p. 0/0	10 p. 0/0
{ Les fils et tissus d'alpaca, de lama, de vigogne, purs ou mélangés de laine, suivront le même régime que les		de la valeur.	de la valeur.
		{ 20 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogrammes.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.

TAUX DES DROITS D'ENTRÉE

en 1860.

en 1864.

fil et tissus de laine, quelle que soit la proportion du mélange.

Les fils et tissus de laine et des autres matières ci-dessus dénommées, mélangés de coton ou d'autres filaments quelconques, payeront les mêmes droits que les fils et tissus de laine pure, pourvu que la laine domine dans le mélange.

Les fils de poils de chèvre conserveront le régime qui leur est actuellement applicable.

Les tissus de poils de chèvre, autres que les châles et écharpes de cachemire des Indes, suivront le régime des tissus de laine.

SOIES.

En cocons	Exemptes.
Grèges et moulinées.	
Teintes. . . . .	3 <sup>fr</sup> 00 <sup>cs</sup> le kilog.   Exemptes.
{ A coudre, à broder et à dentelles.	Exemptes.
{ Autres.	Exemptes.
Bourre	0 <sup>fr</sup> 10 <sup>cs</sup>
de soie. { En masse.	} le kilog.
{ Peignée	
Filée, de 80 000 mètres simples au kilogramme.	
simple et au-dessous.	
et de 81 000 mètres simples au kilogramme.	
retorse, et au-dessus.	1 20
écru, Tissus, bonneterie, dentelles de pure soie.	Exemptes.
blanche, Crêpes, façon d'Angleterre, écrus, noirs	} A partir de 1866
azurée, ou de couleur.	
teinte, unis, écrus.	10 <sup>fr</sup> 00 <sup>cs</sup> le kilog.   exemptes.
apprêtés.	20 » le kilog.
	15 p. 0/0
	de la valeur.
Tulles. . . . .	10 p. 0/0
{ façonnés, écrus ou apprêtés.	de la valeur.   Exemptes à partir du 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Tissus de bourre de soie pure, de soie et bourre de soie, écrus, blancs, teints, imprimés.	2 <sup>fr</sup> 00 <sup>cs</sup>
Tissus, passementerie	12 »
et dentelles de soie ou avec or ou argent fin.	} le kilog.
de bourre de soie. . . . .	
	3 50
Tissus de soie ou de bourre de soie mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids.	3 »
Rubans de velours.	5 »
de soie autres.	8 »
ou bourre mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids.	10 p. 0/0 de la valeur.

PRODUITS CHIMIQUES.

Iode.	
Brome.	
{ sulfurique.	
{ nitrique.	
{ tartrique.	
Acides. . . . .	
{ benzoïque.	
{ borique.	
{ citrique.	
{ arsénieux.	Exemptes.
Jus de citron.	
{ de fer.	
{ de zinc gris.	
Oxydes. . . . .	
{ d'étain.	
{ d'urane.	
{ de cuivre.	



DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS D'ENTRÉE.	
	en 1860.	en 1864.
Safre et autres composés du cobalt.....		
Sulfures d'arsenic.....		
Chlorure de potassium.....		
Iodure de potassium.....		
Salin de betteraves.....		
Carbonate de potasse.....		
Nitrate de potasse.....		
Sulfate de potasse.....		
Tartrates de potasse.....		
Cendres végétales vives et lessivées.....		
Lies de vin.....		
Borax brut.....		
Nitrate de soude.....		
Soude de varech.....		
Noir d'os.....		
Os calcinés, blancs.....		
Prospates naturels.....		
Citrates de chaux.....		
Sulfate de magnésie.....		
Carbonate de magnésie.....		
Chlorure de magnésium.....		
Acétate de fer liquide.....		
Garancine.....		
Sucre de lait.....		
Albumine.....		
Phosphore blanc.....		40 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> } les
Oxyde de zinc (blanc de zinc).....		7 » 100 kilog.
Oxydes et carbonates de plomb.....	7 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	4 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
Acide oléique.....	les 100 kilog.	les 100 kilog.
Acide oxalique et oxalates de potasse.....	5 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilog.	10 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
Prussiate jaune de potasse.....	15 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilog.	les 100 kilog.
Prussiate rouge de potasse.....	20 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	
Extraits { pour les noirs et violets.....	30 »	
de bois { pour les rouges et jaunes.....	20 » les	
de teinture {	30 » 100 kilog.	
Curcuma en poudre.....	5 »	
Acide hydrochlorique (acide muriatique).....	» 60	
Soude caustique.....	8 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	5 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
Carbonate de soude (sel de soude) à tous degrés.....	4 50 les 100	3 » les 100
Soude artificielle brute.....	2 30 kilog.	1 50 kilog.
Carbonate de soude cristallisée (cristaux de soude).....	2 30	1 50
Sulfate et sulfite de soude.....	1 <sup>r</sup> 20 <sup>c</sup> les 100 kilog.	
Sulfate et sulfite de soude cristallisé (sel de Glauber).....	1 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup>	0 <sup>f</sup> 70 <sup>c</sup>
Bi-carbonate de soude et autres sels de soude non dénommés.....	5 25 les 100	3 50 les 100
Chlorure de chaux.....	4 25 kilog.	2 80 kilog.
Chlorure de potasse.....	38 60	25 75
Savons ordinaires et de parfumerie.....	6 »	6 »
Outremer.....	15 »	15 »
Phosphore rouge.....		
Aluminium.....		
Aluminate de soude.....		
Chlorure d'aluminium.....		
Chromates de potasse.....		
Chromates de plomb.....		
Couleurs non dénommées, sèches et en pâtes et liquides.....		
Acide stéarique.....		
Colle forte et gélatine.....		
Vernis à l'huile.....		

Exempts.

10 p. 0/0 de la valeur.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.		TAUX DES DROITS D'ENTRÉES,	
		en 1860.	en 1864.
Vernis. . .	{ à l'essence.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
	{ à l'esprit-de-vin.....		
Orseilles de toute sorte.....		5 p. 0/0 de la valeur.	
Produits chimiques non dénommés.....			
VERRERIE ET CRISTALLERIE.			
Miroirs ayant moins de un mètre carré.....		10 p. 0/0 de la valeur.	
Glaces. . .	{ brutes.....	1 <sup>r</sup> 50 <sup>c</sup> par mètre carré de superficie.	
	{ étamées ou polies.....	4 <sup>r</sup> 00 <sup>c</sup> par mètre carré de superficie.	
Bouteilles de toutes formes.....		1 <sup>r</sup> 30 <sup>c</sup> les 100 kilog.	
	{ à vitres.....	3 <sup>r</sup> 50 <sup>c</sup> les 100 kilog.	
Verres. . .	{ de couleur, polis ou gravés.....		
	{ de montre et d'optique.....		
Gobeletterie et cristaux, blancs et colorés.....		10 p. 0/0 de la valeur.	
Vitrifications.....			
Émaux.....			
Objets en verre non dénommés.....			
Croisil et verre cassé.....		Exempts.	
Cristal de roche brut ou ouvré.....			
N. B. Le cristal monté sera taxé comme la bijouterie et l'orfèvrerie.			
POTERIES.			
Poterie grossière.	Carreaux, briques et tuiles.....	Exempts.	
	Cornues à gaz, tuyaux de drainage et autres, creusets de toute sorte y compris ceux en graphite et plombagine.....		
	Pipes vernissée ou non, de toutes formes en terre vernissée avec décorations à reliefs unicolores et multicolores, platerie et creux.....		
Poterie de grès.	Ustensiles et appareils pour la fabrication des produits chimiques.....	5 <sup>e</sup> les 100 kilogrammes.	
	Commune de toute sorte, platerie et creux, comprenant la forme bouteille, les carafes, objets de ménage, ustensiles de cuisine, etc.....	Exempts.	
	stannifère, pâte colorée, glaçure blanche. stannifère, glaçure colorée, majolique, vernissée, multicolore.....	4 <sup>e</sup> les 100 kilogrammes	
Faïence	fine.....	Exempts.	
	Grès fin.....	20 p. 0/0 de la valeur.	15 p. 0/0 de la valeur.
Porcelaines de toute sorte, blanches ou décorées, parian et biscuits blanc.....		10 p. 0/0 de la valeur.	
ARTICLES DIVERS.			
Fleurs artificielles.....		Exempts.	
Objets de mode.....		Exempts.	
Mercerie de toute sorte.....			
Boutons fins ou communs autres que de passementerie.			
Brosserie de toute espèce.....		10 p. 0/0 de la valeur.	
Instruments de musique et pièces détachées d'instruments. . .			
Épingles de toute sorte.....		50 <sup>e</sup> les 100 kilogrammes	
à partir du 1 <sup>er</sup> décembre 1860.			

DÉNOMINATION DES ARTICLES.		TAUX DES DROITS D'ENTRÉE	
		en 1860.	en 1864.
	{ pur ou mélangé.....		20 <sup>f</sup> }
Caout-	{ appliqué sur tissus en pièces ou d'autres		
chouc	{ matières.....	100	les
ouvré	{ Vêtements confectionnés.....	120	100 kilog.
	{ en tissus élastiques, pièces de toutes di-		
	{ mensions.....	200	
	{ Chaussures.....	60	
N. B. Les ouvrages en gutta-percha suivront le même régime.			
Toiles	{ pour emballage.....	5 <sup>f</sup> }	
cirées	{ pour ameublement, tentures ou autres usages	15	
Cire à cacheter.....		30	les
Cirage de toute sorte.....		4	100 kilog.
Encre à écrire, à dessiner ou imprimer.....		20	
Cordes-câbles et filets de pêche.....		20	
Poisson	{ frais.....		Exempt.
d'eau	{ préparé.....		
douce	{		
Poisson	{ frais, sec, salé ou fumé, à l'exclusion de		10 <sup>f</sup> les 100 kilogrammes
de mer	{ la morue.....		
Épices préparées (sauces).....		25 <sup>f</sup> }	les
Fromages de pâte dure.....		10	100 kilog.
Bière.....		2 <sup>f</sup> par hectolitre, plus le droit de consommation.	
Mélasses	{ moins de 50 p. 0/0 de richesse saccharine..		11 <sup>f</sup> les 100 kilogrammes.
contenant	{ pl. s de 50 p. 0/0 de richesse saccharine...		Le droit sur le sucre brut.
Alcool par 100 degrés en sus des droits de consommation.....		15 <sup>f</sup> par hectolitre.	
Ardoises	{ pour toitures.....	4 <sup>f</sup> les 1000 en nombre.	
	{ en carreaux ou en tables.....	10 <sup>f</sup> les 100 en nombre.	

Le présent tarif est approuvé pour être annexé à la convention conclue le 16 novembre 1860 entre la France et la Grande-Bretagne.

Paris, le 16 novembre 1860.

*Signé :* THOUVENEL.

E. ROUHER.

*Signé :* COWLEY.

Rich. COBDEN.

**14. Circulaire du Directeur général des Douanes et des Contributions indirectes, portant extension du bénéfice du Traité du 23 janvier 1860, et des Conventions intervenues pour son exécution, aux îles Normandes, en date du 2 février 1861.**

Le gouvernement anglais a demandé que le bénéfice du traité conclu, le 23 janvier 1860, entre la France et la Grande-Bretagne, et des conventions complémentaires déjà intervenues ou à intervenir, fût étendu aux produits d'origine ou de manufacture des îles de Jersey et de Guernesey, qui, ainsi que l'a expliqué la circulaire n° 645, ont été laissées, dans l'origine, en dehors des négociations entre les deux pays.

Cette demande a paru devoir être accueillie dans l'intérêt même de nos relations commerciales avec ces possessions anglaises, sous la

réserve que la législation des îles en question prendrait l'engagement de ne pas modifier, au préjudice des marchandises d'importation française, pendant toute la durée du traité, les tarifs de douane ou d'octroi actuellement en vigueur, et qui, en général, sont peu élevés. En conséquence, d'après l'avis de ses collègues aux départements des affaires étrangères, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, S. Exc. le ministre des finances a décidé, le 28 janvier dernier, que, dès à présent, les produits des îles de Jersey et de Guernesey seront admis au même traitement que les marchandises d'origine ou de manufacture du Royaume-Uni.

Il demeure entendu que les produits de ces possessions, compris dans le traité, étant ainsi assimilés aux produits du Royaume-Uni, devront, comme ces derniers, être accompagnés de certificats d'origine délivrés dans les formes déterminées par la convention du 12 octobre dernier, transmises par la circulaire n° 704.

J'invite les directeurs à donner des ordres pour assurer l'exécution de ces dispositions et à les porter à la connaissance du commerce.

*Le Directeur général des douanes et des contributions indirectes,*  
*Signé : BARBIER.*

**15. — Circulaire du Directeur général des Douanes, en date du 15 février 1861, portant que les cylindres en cuivre rouge, de fabrication anglaise, destinés pour la gravure et n'ayant reçu qu'une main-d'œuvre déterminée, doivent suivre le régime afférent au cuivre de première fusion originale et importé du Royaume-Uni.**

Une décision ministérielle du 8 avril 1854 a assimilé au cuivre de première fusion les cylindres bruts en cuivre rouge destinés à être préparés pour la gravure et n'ayant reçu d'autre main-d'œuvre que celle de masselotte, d'ébarbage et d'alésage.

On a demandé si, par suite de cette disposition, les mêmes cylindres, d'origine anglaise, importés dans les conditions du traité conclu le 23 janvier 1860 entre la France et l'Angleterre, devaient être admis au bénéfice du régime conventionnel afférent au cuivre de première fusion, c'est-à-dire en franchise de droits à l'importation par navires, soit français, soit anglais, ou bien s'il y avait lieu, sans avoir égard à l'assimilation dont il s'agit, d'appliquer à ces objets le droit de 15 fr. par 100 kilogrammes établi par la convention du 12 octobre 1860 sur les cylindres en cuivre pour impression, gravés ou non.

Cette dernière interprétation, si elle avait dû prévaloir, aurait eu pour conséquence, contrairement à l'esprit du traité du 23 janvier, d'assujettir les cylindres en question de fabrication anglaise à des con-



ditions plus onéreuses que ceux importés d'ailleurs et restant soumis au droit commun.

En présence de cette considération, M. le ministre des finances a décidé, le 31 janvier dernier, sur ma proposition, et après avoir pris au préalable l'avis de son collègue au département de l'agriculture et du commerce, que les cylindres en cuivre rouge fabriqués en Angleterre, et qui sont présentés dans les conditions que détermine la décision ministérielle du 8 avril 1854, doivent, par assimilation, suivre le régime du cuivre de première fusion originaire et importé du même pays.

J'invite les directeurs des douanes à porter cette disposition à la connaissance du commerce et du service.

*Le Directeur général des douanes et des contributions indirectes,*  
*Signé : BARBIER.*

---

**16. — Circulaire du Directeur général des Douanes, en date du 18 avril 1861, sur la validité des certificats d'origine, délivrés par les douanes anglaises.**

Des difficultés se sont produites dans plusieurs bureaux du littoral pour l'admission des certificats délivrés par les douanes anglaises et présentés à l'arrivée en France dans le but de justifier, suivant l'une des formes tracées par la convention du 12 octobre 1860, de l'origine britannique des marchandises expédiées du Royaume-Uni. Ces certificats se bornant en général à énoncer que les produits auxquels ils se rapportent ont été déclarés par l'expéditeur être des produits anglais, le service a pensé qu'il n'y avait point là une garantie suffisante de l'origine des marchandises, et il a refusé d'appliquer le bénéfice du traité.

Des négociants de Londres ont élevé, à ce sujet, des réclamations que l'administration a été appelée à examiner. D'après les explications qui ont été fournies par notre consul général à cette résidence la douane anglaise n'assume pas la responsabilité des certificats qu'elle délivre. Elle ne constate pas elle-même l'origine des marchandises : elle donne simplement acte de la déclaration qui lui est faite par l'expéditeur. Mais l'auteur d'une fausse déclaration est poursuivi d'office par la douane et passible d'une amende considérable. La sévérité de la législation britannique en pareille matière est ainsi une garantie, sinon absolue, du moins très-sérieuse, de la sincérité des déclarants.

Par cette considération, et en vue de faciliter, suivant les intentions des négociateurs du traité du 23 janvier, l'accomplissement des formalités qui s'y rattachent, M. le ministre des finances, après avoir pris

l'avis de ses collègues au département des affaires étrangères et au département de l'agriculture et du commerce, a décidé, le 4 avril courant, qu'il y avait lieu d'admettre comme valables les attestations délivrées par les douanes anglaises dans la forme ci-dessus indiquée.

J'invite les directeurs des douanes à donner des ordres dans le sens de cette disposition.

*Le Directeur général des douanes et des contributions indirectes,*

*Signé : BARBIER.*

**17. — Circulaire du Directeur général des Douanes pour expliquer le tarif des tubes en fer et des fils de fer.**

Paris, 3 mai 1861.

D'après le tarif annexé à la convention conclue, le 12 octobre dernier, entre la France et l'Angleterre, les tubes en fer étirés de 9 millimètres de diamètre intérieur ou plus sont passibles du droit de 13 fr. seulement par 100 kilogrammes quand ils ont été soudés par simple rapprochement; s'ils ont été soudés sur un mandrin et à recouvrement, les tubes en fer étirés, quel que soit leur diamètre, acquittent le droit de 25 fr. par 100 kilogrammes.

La distinction entre les tubes soudés par simple rapprochement et les tubes soudés sur mandrin et à recouvrement ayant sur quelques points donné lieu à des incertitudes, il a paru nécessaire, dans l'intérêt du commerce, et pour éviter le retour de ces difficultés, de faire déterminer avec autant de clarté et de précision que possible le moyen pratique de saisir et de reconnaître facilement les principaux caractères qui distinguent les deux classes de tuyaux. S. Exc. M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics me transmet et je transcris textuellement ci-après une note rédigée dans ce but par M. Combes, inspecteur général des mines, l'un des commissaires délégués auprès du conseil supérieur du commerce et de l'industrie pour aider à la préparation du tarif pour l'exécution du traité conclu entre la France et l'Angleterre.

« Indépendamment des notions essentielles sur le mode de soudure que l'on peut obtenir en ouvrant le tube par l'enfoncement d'un cône en fer, on peut signaler les différences ci-après :

« 1° La régularité du calibrage intérieur et extérieur des tubes étirés sur mandrin et soudés à recouvrement est beaucoup plus grande que pour les tuyaux étirés et soudés par simple rapprochement. Les surfaces sont aussi beaucoup plus unies dans les premiers que dans les seconds;

« 2° Les tuyaux en fer étirés et soudés par simple rapprochement pour conduites de gaz, d'eau ou de vapeur portent en général, à leurs

extrémités et extérieurement, un filet de vis qui sert à l'assemblage des tuyaux entre eux au moyen de manchons taraudés intérieurement. Les tubes en fer étirés et soudés sur mandrin et à recouvrement pour chaudières à vapeur ne sont pas pourvus de filets de vis aux extrémités, du moins en général.

« 3° On ne fabrique point en Angleterre ni ailleurs de tubes pour chaudières à vapeur soudés sur mandrin ou à recouvrement qui aient moins de 30 millimètres de diamètre extérieur ; il est même rare que l'on en fabrique d'aussi petites dimensions. Tous les tubes en fer étirés de diamètre moindre que 30 millimètres peuvent donc être considérés comme soudés par simple rapprochement, à moins d'indices positifs d'un autre mode de fabrication ;

« 4° Le rapport de l'épaisseur du métal au diamètre du tube est toujours beaucoup moindre dans les tubes étirés et soudés sur mandrin et à recouvrement que pour les tuyaux de conduites de gaz, d'eau, etc., soudés par simple rapprochement. Ce caractère est le plus général de tous, parce qu'il a sa raison d'être non-seulement dans la différence des modes de fabrication, mais aussi dans la destination différente des deux classes de tubes en fer. On peut poser les règles suivantes : dans un tuyau étiré et soudé par simple rapprochement, l'épaisseur du métal n'est presque jamais inférieure aux  $\frac{14}{100}$  du diamètre intérieur. Dans un tube étiré et soudé sur mandrin et à recouvrement, l'épaisseur du métal ne dépasse jamais ou presque jamais les  $\frac{7}{100}$  du diamètre extérieur. C'est ce qui résulte du tableau suivant des dimensions usuelles (diamètre et épaisseur) des tuyaux de conduites d'eau, de gaz ou de vapeur, et des tubes en fer pour chaudières à vapeur tels qu'ils sont fabriqués aujourd'hui en Angleterre. Toutefois, il faut se garder de considérer les nombres qui y figurent comme absolus. Ils peuvent varier et varient, en effet, d'une usine à l'autre et quelquefois dans la même usine ; mais le rapport de l'épaisseur au diamètre étant presque de moitié moindre dans les tubes soudés sur mandrin que dans les tubes soudés par simple rapprochement, il n'y aura jamais ou presque jamais de confusion possible, l'indice de l'épaisseur pouvant d'ailleurs être contrôlé par les caractères qui ont été précédemment signalés. »

Tableau des dimensions des tuyaux en fer pour conduites de gaz, d'eau ou de vapeur étirés et soudés par simple rapprochement. (Droit de 13 francs par 100 kilogrammes lorsque le diamètre égale ou dépasse 9 millimètres, et de 25 francs par 100 kilogrammes pour les diamètres inférieurs.)

DIAMÈTRE intérieur.	ÉPAISSEUR du métal.	RAPPORT de l'épaisseur au diamètre intérieur. 1.	DIAMÈTRE intérieur.	ÉPAISSEUR du métal.	RAPPORT de l'épaisseur au diamètre intérieur.
Millimètres.	Millimètres.		Millimètres.	Millimètres.	
5	2,5	$\frac{50}{100}$	21	3	$\frac{14}{100}$
8	2,5	$\frac{31}{100}$	25	4,5	$\frac{18}{100}$
12	1,5	$\frac{21}{100}$	33	4,5	$\frac{14}{100}$
15	3	$\frac{20}{100}$			

Tableau des dimensions des tubes en fer pour chaudières à vapeur étirés et soudés sur mandrin et à recouvrement. (Droit de 25 francs par 100 kilogrammes.)

DIAMÈTRE extérieur.	ÉPAISSEUR du métal.	RAPPORT de l'épaisseur au diamètre extérieur.	DIAMÈTRE extérieur.	ÉPAISSEUR du métal.	RAPPORT de l'épaisseur au diamètre extérieur.
Millimètres.	Millimètres.		Millimètres.	Millimètres.	
31,75	2,1	$\frac{7}{100}$	57	2,8	$\frac{5}{100}$
35	2,4	$\frac{7}{100}$	63,5	3	$\frac{5}{100}$
38	2,4	$\frac{6}{100}$	69,8	3	$\frac{4}{100}$
41,3	2,4	$\frac{6}{100}$	76,2	3	$\frac{4}{100}$
44,4	2,4	$\frac{5}{100}$	82,5	3,4	$\frac{4}{100}$
47,7	2,8	$\frac{6}{100}$	88,9	3,4	$\frac{4}{100}$
50,8	2,8	$\frac{5,5}{100}$ ou $\frac{55}{1000}$	95,2	3,4	$\frac{3,8}{100}$ ou $\frac{38}{1000}$
55	2,8	$\frac{5}{100}$	101,6	3,8	$\frac{3,7}{100}$ ou $\frac{37}{1000}$

La douane devra, dans ses vérifications, se guider sur les indications qui précèdent.

L'application du tarif joint à la convention du 12 octobre 1860 a, en outre, soulevé récemment, en ce qui concerne les fils de fer, une question qui a été déférée à l'expertise légale et dont la solution doit être portée à la connaissance du service.

Le droit sur les fils de fer d'origine anglaise importés dans les conditions du traité est de 7 fr. par 100 kilogrammes lorsque le diamètre des fils est de plus de  $\frac{5}{10}$  de millimètre, et de 14 fr. par 100 kilogrammes lorsque le diamètre est de  $\frac{5}{10}$  de millimètre ou au-dessous. Aucune difficulté ne peut se produire pour l'application de cette tarification quand les fils de fer sont ronds. Mais il s'agissait de savoir comment on devait procéder à l'égard des fils dont la section transversale, au lieu d'être circulaire, est sensiblement aplatie et elliptique.

En pareil cas, le droit à appliquer doit être déterminé en raison de la section transversale du fil. Comme la section d'un fil aplati diffère toujours extrêmement peu d'une ellipse, sa surface est égale à celle

1. Il peut y avoir des dimensions intermédiaires entre celles qui sont indiquées au tableau.



d'un cercle dont le carré du diamètre serait égal au produit des deux axes de l'ellipse. De là la règle suivante pour déterminer le diamètre des fils de l'espèce : mesurer avec un compas d'épaisseur le diamètre du fil dans le sens de l'aplatissement et le diamètre perpendiculaire à ce dernier, c'est-à-dire l'épaisseur et la largeur, et multiplier l'un par l'autre ces deux diamètres exprimés en dixièmes de millimètre. Si le produit est égal ou inférieur à 25, surface d'un cercle de  $\frac{5}{10}$  de millimètre, le fil présenté rentre dans la catégorie de ceux qui ont  $\frac{5}{10}$  de millimètre ou moins et qui sont passibles du droit de 14 fr. par 100 kilogrammes ; si le produit dépasse 25, le fil rentre dans la classe des fils autres que les précédents, passibles du droit de 7 fr. par 100 kilogrammes.

*Exemples :* 1° Un fil aplati offre un diamètre ou une épaisseur de  $\frac{4}{10}$  de millimètre mesuré dans le sens de l'aplatissement et un diamètre en largeur de  $\frac{6}{10}$  de millimètre ; ce fil rentre dans la première catégorie, à laquelle est applicable le droit de 14 fr., parce que  $4 \times 6 = 24$ , nombre inférieur à 25 ;

2° Le diamètre mesuré dans le sens de l'aplatissement étant toujours de  $\frac{4}{10}$  de millimètre, le diamètre perpendiculaire est de  $\frac{6}{10} \frac{1}{2}$  de millimètre ; le fil, dans ce cas, appartiendra à la seconde catégorie, frappée du droit de 7 fr., parce que  $4 \times 6 \frac{1}{2} = 26$ , nombre plus grand que 25. On procéderait d'une manière inexacte si l'on se bornait à prendre la moyenne arithmétique entre le grand et le petit diamètre du fil.

Je prie les directeurs des douanes de donner au service des instructions dans le sens des explications qui précèdent.

*Le Directeur général des douanes et des contributions indirectes,*  
*Signé : BARBIER.*

**18. — Décret impérial qui déclare applicables à l'Angleterre les dispositions du Traité de commerce conclu, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, le 29 mai 1861.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu, entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique<sup>1</sup>,

1. Voir *Archives*, t. III, p. 161.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les dispositions du traité de commerce conclu, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, sont applicables à l'Angleterre.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 mai 1861.

*Signé* : NAPOLÉON.

---

**19. — Décret impérial qui ouvre plusieurs ports et bureaux des Douanes à l'importation des fils de coton du n° 143 métrique et au-dessus, et des fils de laine longue, tordus et grillés.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu la loi du 2 juillet 1836 ;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836 ;

Vu la loi du 6 mai 1841,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les ports de Dunkerque, de Calais, de Boulogne, du Havre, de Rouen, de Nantes et de Bordeaux, et les bureaux de douane de Lille, Valenciennes, Turcoing et Roubaix sont ouverts à l'importation des fils de coton du n° 143 métrique et au-dessus, et des fils de laine longue, tordus et grillés.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 mai 1861.

*Signé* : NAPOLÉON.

---

**20. — Décret impérial relatif à l'importation des tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur (exécution de l'article 4 de la convention parlementaire conclue, le 16 novembre 1860, entre la France et l'Angleterre, et de l'article 27 du Traité de commerce conclu, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, 29 mai 1861.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 4 de la convention complémentaire conclue, le 16 novembre 1860, entre la France et l'Angleterre ;

Vu l'article 27 du traité conclu, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur, ne pourront être introduits que par les ports de Calais, Boulogne et le Havre, et par les bureaux de Lille et de Valenciennes. Les tissus dont il s'agit devront être dirigés, sous plomb et par acquit-à-caution, sur la douane de Paris, qui seule vérifiera la marchandise et percevra les droits d'entrée.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 mai 1861.

*Signé :* NAPOLÉON.

---

**21. — Circulaire du Directeur général des Douanes relative au Décret qui applique à l'Angleterre les dispositions du Traité de commerce avec la Belgique, en date du 31 mai 1861.**

D'après le traité du 23 janvier 1860, art. 19, et la convention du 16 novembre suivant, art. 5, conclus entre la France et l'Angleterre, chacune des deux Hautes Parties contractantes s'est engagée à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement de taxe que l'une d'elles accorderait à une tierce puissance pour les marchandises mentionnées ou non dans le traité.

Cette stipulation est appelée à recevoir son application au profit de la Grande-Bretagne par suite du traité conclu le premier de ce mois entre la France et la Belgique. Ce traité, en effet, contient, pour un

certain nombre de marchandises (les tissus de lin et de chanvre compris), des dispositions de tarif plus favorables que celles résultant pour les produits britanniques des conventions des 12 octobre et 16 novembre 1860. Il admet, en outre, en franchise ou à des droits modérés divers objets non compris dans les conventions précitées; d'un autre côté, il supprime à la sortie les droits ou substitue des taxes à la prohibition pour quelques autres objets. Enfin, ce même traité, d'après la date de sa ratification et ses délais d'exécution, doit être mis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juin prochain, non-seulement pour les fils et tissus de lin, de chanvre et de jute, qui pour l'Angleterre devaient seuls être admis à cette date au bénéfice des droits conventionnels, mais encore, savoir : 1<sup>o</sup> à l'entrée, pour toutes les marchandises qui y sont énoncées (à l'exception des sucres) et qui ne sont pas prohibées par le tarif général; 2<sup>o</sup> à la sortie, pour tous les produits prohibés ou non dont il modifie le régime à l'exportation.

Conformément à l'engagement qui a été rappelé, un décret du 29 de ce mois, dont j'annexe une ampliation à la présente, porte que les dispositions du traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique sont applicables à l'Angleterre.

Ainsi, et sauf en ce qui concerne les sucres candis, qui, à cause de la législation spéciale à la Belgique, seront soumis, à l'entrée en France, au droit de 40 francs, tandis que les mêmes sucres d'origine anglaise acquitteront le droit de 41 francs seulement, le tarif du traité belge, tant à l'entrée qu'à la sortie de France, est rendu commun à l'Angleterre. Son application aux importations de la Grande-Bretagne et aux exportations à destination de ce pays aura lieu dans les mêmes conditions et dans les mêmes délais. Seulement, tandis que les sucres raffinés anglais continueront à être admis au droit stipulé dans la convention du 12 octobre 1860, les sucres belges ne pourront être importés qu'à dater du 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Il est à remarquer que si quelques produits sont, d'après le traité avec l'Angleterre, frappés de taxes spécifiques, ces mêmes produits sont, par le traité belge, tarifés à la valeur : c'est ce qui a lieu pour les coutils de lin et de chanvre. Dans ce cas, comme dans tout autre semblable, si les importateurs de marchandises anglaises préféraient à l'application des droits résultant du traité belge le traitement déterminé par les conventions des 12 octobre et 16 novembre 1860, la douane ne pourrait se refuser à les faire jouir du régime conventionnel attribué à la nation d'où les marchandises sont originaires.

De même que les instructions générales transmises par les circulaires n<sup>os</sup> 693, 696, 704 et 712 pour l'exécution de la partie des con-



ventions anglaises déjà en vigueur doivent être suivies en tout ce qui n'est pas modifié par le traité belge, de même aussi les instructions contenues dans la circulaire n° 764, transmissive du traité belge, devront servir de règle pour l'extension de ces dispositions à l'Angleterre.

On ne perdra pas de vue que les deux décrets du 29 de ce mois qui déterminent les bureaux par lesquels pourront être admis à l'importation : 1° les cotons filés du n° 143 du système métrique et au-dessus ; 2° les fils de laine longue, tordus et grillés ; 3° les tissus purs ou mélangés payant à la valeur, ont stipulé simultanément et pour les importations d'Angleterre et pour les importations de Belgique.

Les directeurs sont invités à donner sur-le-champ des ordres pour assurer l'exécution de ces dispositions et à les porter à la connaissance du commerce.

*Le Directeur général des douanes et des contributions indirectes,*  
*Signé : BARBIER.*

---

## DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

### AUTRICHE.

#### **Rescrit impérial relatif à la représentation des confins militaires dans la Diète croato-esclavone <sup>1</sup>.**

Nous, François-Joseph, par la grâce de Dieu, empereur d'Autriche, roi de Hongrie, etc.

Par suite de la pétition que vous m'avez fait parvenir par une députation nommée dans la séance du 1<sup>er</sup> mai de la diète, au sujet de la participation des confins militaires à la diète croato-esclavone; considérant que les questions politiques soumises à cette diète, et qui comprennent le territoire provincial et militaire des royaumes de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie ne sauraient trouver une solution légale sans le concours des confins militaires qui forment partie intégrante de ces royaumes, nous avons permis et donné les ordres nécessaires à notre ministre de la guerre, que dans le but, en vertu de la loi électorale de 1848, les représentants des territoires respectifs des confins militaires soient convoqués à la diète croato-esclavone déjà réunie.

Les questions politiques une fois résolues, les représentants des confins militaires cesseront de prendre part aux délibérations de la diète croato-esclavone et retourneront dans leur pays, par la raison que les décisions de la diète provinciale, ainsi que nous l'avons déclaré expressément dans notre lettre du 21 février 1861<sup>2</sup> au ban baron Joseph Sokcseвич, eu égard au caractère tout à fait différent de l'administration dans les confins militaires, ne pourraient être appliqués à ce ter-

1. Voy. *Archives*, t. II, p. 340, la réponse de l'Empereur aux délégués croates.

2. Voy. *Archives*, t. II, p. 18.

ritoire sans que leur organisation intérieure fût supprimée, et parce que, d'un autre côté, la population des confins militaires ne saurait avoir une influence décisive sur des actes politiques qui ne sont pas valables pour eux.

Par conséquent, nous jugeons à propos de vous enjoindre de considérer les représentants des confins militaires comme partie intégrante de la diète croato-esclavone dans les limites des questions politiques désignées, et de les recevoir au milieu de vous en cette qualité.

En donnant à ces royaumes cette preuve de notre sollicitude paternelle pour le maintien de leurs droits, nous restons votre bienveillant empereur.

Donné en notre résidence et capitale, Vienne, le 9 mai 1861.

*Signé* : FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

J. MAZURAMCH, *m. p.*,

FRANÇOIS ZIGROVICH, *m. p.*

**Circulaire adressée à toutes les intendances impériales-royales des finances, directions de monnaies, agences de sels, caisses principales, inspecteurs des forêts, etc.**

En suite de la dépêche du 30 avril dernier du ministère des finances, et conformément à la circulaire du 20 juillet 1820, il est déclaré ce qui suit :

Il est notoire que, dans le cours de l'année dernière fut proclamée l'annexion au royaume de Sardaigne du royaume des Deux-Siciles et de la plus grande partie des États pontificaux occupés par les troupes piémontaises.

Récemment, le roi Victor-Emmanuel a même assumé le titre de *roi d'Italie*.

Le Gouvernement Impérial a trouvé bon d'un côté de déclarer qu'il ne reconnaît pas ce titre illégal, et aussi spécialement de protester solennellement contre l'acte de violence moyennant lequel États et provinces, jusque-là indépendants, ont été privés de leurs légitimes souverains et arbitrairement assujettis à un souverain étranger.

Il en résulte en conséquence que les autorités constituées par le nouveau gouvernement de fait dans le royaume des Deux-Siciles et dans les autres parties naguère annexées de l'État pontifical, doivent être considérées comme illégales, et aussi qu'il n'est pas possible de regarder comme valides les actes de gouvernement formulés et les documents émis par ces mêmes autorités.

Cependant, afin qu'en appliquant de tels principes les intérêts privés des habitants des provinces respectives des deux parties n'aient point à souffrir, le ministère des affaires étrangères a dû déclarer au gou-

vernement sarde que, en ce qui concerne les pays récemment annexés au Piémont, on observerait précisément les mêmes règles qui ont été déjà suivies relativement aux pays antérieurement annexés, c'est-à-dire les duchés de Parme, de Modène, de la Toscane, de la Romagne.

En conséquence de ce qui précède :

1° Les habitants du royaume des Deux-Siciles et des parties de l'État pontifical annexées au Piémont seront traités à l'égal, quant à leurs passe-ports, des habitants de Parme, de Modène, de la Toscane et de la Romagne, toutes les fois qu'il n'existera pas d'empêchements spéciaux à leur entrée sur le territoire autrichien. Il ne sera point apposé de visa à leurs passe-ports délivrés par les autorités sardes; mais ils pourront retenir par devers eux ces mêmes passe-ports, et il sera délivré par les autorités autrichiennes des confins, des certificats temporaires valables pour quatorze jours. Quant aux voyageurs qui auraient le dessein de s'arrêter plus longtemps dans les États de S. M. Impériale et Royale, l'autorité provinciale de l'arrondissement respectif admettra leurs passe-ports temporaires sur la consignation dudit certificat.

Ces certificats temporaires seront retirés aux voyageurs respectifs lorsqu'ils sortiront du territoire autrichien.

2° Il sera en outre attribué pleine validité aux documents et aux légalisations émis par les autorités de fait du royaume des Deux-Siciles et des Marches pontificales, toutes les fois qu'ils seront munis de l'attestation de la légation prussienne à Turin.

3° Il est permis aux autorités autrichiennes d'adresser des pièces officieuses aux autorités judiciaires et aux agents du gouvernement de fait dans lesdits pays, et il sera également donné suite en Autriche aux requêtes et aux réquisitions de ces autorités et agents comme si elles fussent émanées des autorités légales. Les correspondances respectives passent par le canal impérial et royal des affaires étrangères, et par celui de la légation prussienne à Turin. Les autorités supérieures qui étaient jusqu'ici en correspondance directe avec ladite légation royale peuvent se prévaloir de cet échange direct de correspondance, même dans les affaires qui concernent les provinces récemment annexées.

4° Quant à l'admission dans les ports autrichiens des navires appartenant aux territoires nouvellement annexés et naviguant avec des papiers sardes, une instruction spéciale est sur le point d'être envoyée.

Quant au titre de roi d'Italie, le gouvernement impérial a déclaré au cabinet de Turin que ce titre et la dénomination de royaume d'Italie dans l'expédition des documents officiels, des requêtes, des passe-ports. **reste sans influence touchant l'effet juridique de ces documents, de**



sorte que les réquisitions ou expéditions officieuses faites au nom du roi d'Italie, seront traitées, par les autorités autrichiennes, comme si on n'avait point employé ce titre, sans qu'il soit fait aucune distinction entre les documents en question qui se rapportent au territoire du royaume de Sardaigne et ceux qui se rapportent aux pays et territoires annexés de l'Italie centrale et méridionale, et principalement aux territoires de Parme, de Modène, de Toscane, au royaume des Deux-Siciles et aux parties des États pontificaux occupées par les troupes piémontaises.

Du reste, les agents financiers devront, dans leurs rapports officiels avec les agents publics de la Sardaigne et des provinces annexées, éviter toute espèce d'expression de laquelle on pourrait déduire la reconnaissance de la légitimité des mêmes pays et de l'existence du soi-disant royaume d'Italie.

La présente est communiquée à l'I. R... pour sa règle et pour que, par voie secrète, elle fasse parvenir des instructions analogues aux bureaux de sa dépendance qui pourraient en avoir besoin.

De la présidence I. R. de la préfecture des finances.

Venise, 12 mai 1861.

#### **Ordonnance des Ministres d'État et de la Guerre.**

En vertu d'une résolution impériale du 15 mai 1861, les fonctionnaires civils de l'État qui occupent des places dans le royaume de Hongrie, de même que la garde financière qui y stationne, seront, jusqu'à nouvel ordre, soumis comme les fonctionnaires militaires à la juridiction militaire, et conséquemment ressortiront, dans les affaires pénales et les questions de droit civil, aux commandants en chef et aux tribunaux militaires de Bude et de Temeswar. Cependant ces personnes seront traitées, dans les affaires pénales, conformément à la loi pénale du 27 mai 1852, et le droit d'en appeler des sentences aux cours militaires supérieures leur est dévolu dans la même étendue qu'il leur serait accordée suivant le Code civil de procédure pénale.

SCHMERLING, *m. p.* DEGENFELD, *m. p.*

La *Gazette du Danube*, journal ministériel, interprète cette ordonnance comme suit :

« On sait que les fonctionnaires civils, actuellement en activité en Hongrie, sont en butte à des vexations de toute espèce, à des insultes, à des accusations haineuses, non-seulement de la part de la population, mais encore des nouvelles autorités de comitat, auxquelles est échue l'administration de la justice à la place des tribunaux dissous. Ni la patente impériale du 20 octobre, ni les lois fondamentales du 29 février ne contiennent une seule disposition qui retire l'administration des finances et des impôts des mains des organes de l'État qui en étaient chargés, ni qui soumette à aucunes modifications ou restrictions l'exercice de

leurs fonctions. Néanmoins on a vu des cas où les autorités de comitat leur demandaient compte d'actes qu'ils avaient posés dans le plein exercice de leur droit. Comment le gouvernement peut-il tolérer que, par exemple, des fonctionnaires impériaux qui perçoivent les contributions soient mis en état d'accusation par les tribunaux de comitat hongrois, du chef d'abus de pouvoir; que des indemnités leur soient réclamées pour la confiscation du tabac, et qu'enfin un homme de la garde financière, ayant tué dans une rencontre un contrebandier qui le menaçait à main armée, soit traduit devant la justice sous prévention d'assassinat? De pareils empiétements ne peuvent être tolérés, non-seulement dans l'intérêt des organes publics que l'on offense, mais encore à cause de leurs effets, qui paralysent les ressorts du service public.»

---

**Note du prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris,  
à M. Thouvenel, en faveur du pouvoir temporel du Pape.**

Paris, le 28 mai 1861.

Monsieur le Ministre,

En présence des événements qui se déroulent en Italie depuis deux ans, sous l'inspiration d'un parti subversif de tout ordre social et religieux, sous la pression d'un gouvernement oublieux des droits acquis les plus sacrés, l'Autriche, tout en protestant énergiquement à chaque nouvelle violation des traités, a cru devoir faire à la paix européenne le sacrifice de s'abstenir d'une intervention active dans les affaires de la Péninsule. C'est ainsi qu'ont pu s'effectuer des annexions qui étaient en opposition directe avec un traité à peine signé, et qui lésaient les intérêts et les droits de souverains amis et alliés.

Lorsque, toutefois, le Piémont poursuivant son œuvre de spoliation, après avoir vainement tenté de provoquer des soulèvements dans les Marches et l'Ombrie, n'hésita pas à envahir à main armée les États du Souverain Pontife, sans déclaration de guerre, et en usant de prétextes dont l'indignation de la majeure partie de l'Europe a fait justice, l'Autriche s'est émue des dangers que couraient le chef de l'Église et les grands intérêts catholiques qui sont inséparables du maintien de l'indépendance de la papauté, indépendance basée sur le pouvoir temporel.

D'accord avec l'Espagne, elle a recherché les moyens d'arrêter les envahissements sacrilèges du Piémont et de venir en aide au chef de l'Église qui soutenait la lutte avec une si héroïque persévérance.

Les deux Gouvernements se sont adressés dans ce but, l'automne dernier, au Gouvernement de l'Empereur des Français. Bien que réprouvant hautement la conduite du Piémont, et le lui témoignant par le rappel de son représentant à Turin, le Cabinet des Tuileries a cru néanmoins qu'il valait mieux attendre l'issue des autres événements politiques survenus dans la Péninsule Italienne, pour en arriver

ensuite avec plus de facilité à régler, d'un commun accord, les difficultés que ces événements ont suscitées dans les États du Saint-Siège.

Depuis lors, la situation n'a fait que s'aggraver. Des paroles prononcées du haut d'une tribune par un ministre piémontais ne laissent plus aucun doute sur les projets que nourrit le Gouvernement Sarde, et le soussigné est plus que jamais convaincu de l'urgente nécessité de faire face aux périls qui menacent de nouveau le Saint-Siège. La ville de Rome, capitale du monde catholique, doit être déclarée capitale d'un nouveau royaume d'Italie, et devenir la résidence du Gouvernement du roi de Piémont. Par la mise à exécution de ce projet insensé, non-seulement le Pape serait dépouillé de son indépendance et de sa souveraineté, mais le monde catholique se verrait également dépossédé de la ville qui, depuis les temps les plus reculés, est le siège du Chef suprême de son Église.

Il est vrai que tant que l'armée française couvrira de sa protection le Souverain-Pontife, une telle iniquité ne pourra se consommer, et de pareils desseins tomberont devant l'opposition énergique de la France dont l'honneur se trouve engagé, dont tout le passé, dont les traditions sont garants qu'elle ne cédera pas la place à une autre puissance dont l'assistance n'aurait été ni réclamée, ni acceptée par le Saint-Siège.

Mais est-il juste que le Gouvernement de l'Empereur supporte seul les embarras et risques de cette protection, qui intéresse également la catholicité tout entière, disposée à revendiquer sa part ?

Déjà en 1848, lorsque des événements semblables avaient paru mettre en péril la vie et les droits du Souverain Pontife, l'Autriche, l'Espagne et la France se sont empressées de prendre la défense d'intérêts si chers, et d'unir leurs drapeaux pour venir au secours du Pape et de ses droits. Mais, par suite de considérations militaires, il fut jugé plus convenable que l'armée française entrât seule dans la capitale de la chrétienté, et y maintînt seule l'ordre public et les droits du Pape, mission dont la France s'est acquittée depuis ce temps avec tant de gloire.

Si le Gouvernement de l'Empereur, dans sa constante sollicitude pour les intérêts catholiques, trouve que le moment est venu de réunir les efforts des puissances catholiques en faveur de la souveraineté pontificale, l'Autriche et l'Espagne sont prêtes à contribuer de toutes leurs forces à assurer le salut d'une institution qui a reçu la consécration des siècles. La capitale du monde catholique n'appartient qu'aux nations catholiques. Résidence du Souverain-Pontife, renfermant les établissements et les archives de la catholicité, personne n'a le droit de l'en spolier, et les puissances catholiques ont le devoir de l'y maintenir.

Assurément le Gouvernement de l'Empereur des Français, dont les efforts persévérants ont été dirigés vers le même but, ne consentira en aucune façon, à la réalisation des vues exprimées par M. de Cavour.

Le soussigné a donc le ferme espoir que l'Empereur voudra bien provoquer, s'il le juge, comme lui, nécessaire, une entente entre les trois Puissances, afin d'adopter les mesures capables de prévenir les dangers de plus en plus graves dont sont menacés le Saint-Père et l'exercice de son autorité légitime, au grand préjudice de tous les catholiques du monde, qui auraient à supporter les conséquences d'une perturbation si grande et d'une dépossession si injuste.

*Signé : PRINCE DE METTERNICH.*

---

**Dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, en réponse à la note de M. Thouvenel.**

Vienne, 16 juin 1861.

J'ai reçu avec votre rapport du 8 de ce mois, n° 39, la note que M. Thouvenel vous a adressée le 6 juin, en réponse à celle que vous lui aviez remise le 28 mai.

Nous nous empressons avant tout d'exprimer à Votre Altesse la satisfaction avec laquelle nous prenons acte de l'assurance donnée par M. Thouvenel que le Gouvernement de l'Empereur des Français n'adhérera pour sa part à aucune combinaison incompatible avec le respect qu'il professe pour l'indépendance et la dignité du Saint-Siège, et qui serait en désaccord avec l'objet de la présence des troupes françaises à Rome.

Cette assurance, jointe à celle que les sentiments inspirés au Gouvernement de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique, par la position du Saint-Père sont entièrement conformes à ceux qu'éprouve lui-même le Gouvernement français, est de nature à calmer les appréhensions récentes et si vives que les dernières manifestations du Parlement de Turin avaient fait naître au sein de tous les pays catholiques.

L'Autriche et l'Espagne s'étaient faites l'organe de ces appréhensions; pleins de confiance dans les intentions de la France, nous désirions cependant être affermis dans la conviction que le Saint-Père ne verrait point sa triste situation devenir encore plus pénible, et que le Souverain Pontife ne serait pas réduit à la cruelle alternative ou de quitter sa capitale, ou de devoir en partager la possession avec ses spoliateurs. Nous voulions enfin constater une fois de plus que nous étions disposés à prêter à la France, dès qu'elle le désirerait, notre concours empressé pour sauvegarder l'indépendance du chef de l'Eglise. Tel a été le but de notre démarche, et nous croyons aujourd'hui pouvoir nous féliciter de l'avoir entreprise.



En effet, aussi longtemps que la protection de la France reste, comme maintenant, acquise au Saint-Père, les adversaires du Saint-Siège sont condamnés à l'impuissance et le Souverain-Pontife peut, ainsi que tous les fidèles, attendre avec calme et confiance le moment de la solution définitive d'une des plus graves questions qui aient encore agité le monde. Cette solution définitive, ai-je besoin de le répéter encore, ne peut consister, selon nous, que dans le maintien intégral de la souveraineté temporelle du Pape. Les nombreuses dépêches que nous vous avons adressées à ce sujet, mon prince, ne peuvent vous laisser aucun doute sur nos sentiments et il serait superflu d'entrer ici dans une nouvelle discussion à cet égard.

M. Thouvenel déclare qu'il existe à ses yeux une étroite connexité entre la régularisation des faits qui ont si considérablement modifié la situation de la Péninsule et la solution à donner à la question romaine. Je ne sais pas si le mot de régularisation peut s'interpréter dans l'unique sens que nous pourrions consentir à lui accorder, c'est-à-dire dans le sens d'un retour aux bases du traité de Zurich, seul point de départ légal, selon nous, pour régulariser la situation de la Péninsule. Sous cette réserve nous reconnaissons volontiers la connexité dont parle M. Thouvenel, et nous serons toujours prêts à envisager sous ce double aspect la question en instance.

Si la France n'admet pas plus aujourd'hui qu'il y a un an la possibilité d'une intervention à main armée, et si, en conséquence, la seule solution qui puisse être définitive à nos yeux doit être encore retardée, nous consentons à attendre un moment plus opportun, tout en déplorant les malheurs qu'entraîne la prolongation de l'état de choses actuel ; mais nos vues et nos principes n'en sont pas modifiés pour cela.

Qu'il me soit permis d'ajouter ici, puisque je viens de citer le traité de Zurich, que l'article 19 de ce traité nous paraît assez explicite pour que les difficultés inhérentes aux affaires de Rome ne forment pas le seul obstacle à la reconnaissance, par la France, du soi-disant royaume d'Italie.

Je ne veux pas, du reste, mon prince, me laisser entraîner à une discussion plus approfondie de la note de M. Thouvenel. Ainsi que je vous le disais au commencement de cette dépêche, nous éprouvons une satisfaction sincère des assurances tranquillisantes que vous donne M. le Ministre des Affaires Étrangères de France ; pénétrés de ce sentiment, nous ne voulons pas scruter minutieusement la valeur de chaque expression. Nous reconnaissons bien d'ailleurs quelle large part il faut aujourd'hui laisser à l'imprévu dans ce qui regarde l'Italie, et quelle influence peuvent exercer les événements à mesure qu'ils se déroulent. Cela posé, il serait difficile, pour l'Autriche aussi bien que

pour la France, de vouloir préciser avec une exactitude scrupuleuse la marche et l'attitude à observer en face d'une situation qui peut se modifier elle-même d'un instant à l'autre.

Qu'il nous suffise donc, pour le moment, de proclamer avec M. Thouvenel que les hautes convenances s'accordent avec les plus grands intérêts sociaux pour exiger que le chef de l'Église puisse se maintenir sur le trône occupé par ses prédécesseurs depuis tant de siècles. Nous nous en remettons avec confiance à la France du soin de faire respecter son opinion et nous sommes prêts à la seconder de toutes nos forces pour assurer le triomphe incontestable d'un principe que nous regardons comme la base de tout ordre social.

Recevez, etc.

*Signé : DE RECHBERG.*

---

## BRÉSIL.

**Discours prononcé à l'ouverture des chambres, le 3 mai,  
par l'Empereur don Pedro.**

Augustes et très-dignes Seigneurs, Représentants de la nation ,  
J'éprouve, avec tous les Brésiliens, le plaisir le plus vif, chaque fois que je vois cette assemblée réunie.

La tranquillité publique n'a pas été altérée. Grâce à la divine Providence, la confiance inspirée par le bon caractère de nos concitoyens et leur adhésion aux institutions nationales n'a pas reçu de démenti, les principes d'ordre public ayant toujours prévalu, même au plus fort de la lutte des opinions pendant les opérations électorales.

Le manque de subsistances causé par l'inclémence des saisons qui s'est fait sentir sur quelques points de l'Empire a surtout cruellement affligé la population des Sertoens (haut pays) de la province de Bahia. La charité publique, en ouvrant ses trésors, a complété les moyens de secours fournis par le gouvernement.

Il n'est survenu aucune altération dans nos conventions internationales. Mon Gouvernement continue à regarder comme un de ses principaux devoirs le soin de les maintenir sur les solides bases du droit et de la réciprocité des intérêts.

Une Convention consulaire a été conclue avec S. M. l'Empereur des Français. Les ratifications en ont été échangées à Paris le 9 mars dernier.

Une Convention de la même nature a été signée dans notre capitale, le 26 janvier dernier, entre l'Empire et la Confédération suisse.

La négociation relative à un Traité de limites et de navigation flu-

viale avec la république de Vénézuëla a été conclue, et les ratifications en ont été échangées le 31 juillet de l'an passé.

Une nécessité chaque jour plus urgente est l'amélioration du système administratif des provinces et de la position de leurs premiers administrateurs.

La réforme de l'administration de l'armée et de la marine, en ce qui touche le recrutement et la justice militaire, mérite toute votre attention. La flotte réclame aussi une loi d'avancement plus conforme aux besoins du service naval.

Faciliter le plus possible les moyens de communication, pourvoir à l'acquisition de bras utiles, ainsi qu'à la fondation d'écoles pratiques d'agriculture et à l'encouragement de tout ce qui tend à alimenter cette branche principale de la production nationale, sont des intérêts de la plus haute importance et qui méritent certainement toute votre sollicitude.

Les revenus de l'État se ressentent encore des causes qui ont concouru à leur diminution. J'espère pourtant qu'en apportant la plus scrupuleuse sévérité dans l'emploi des deniers publics nous arriverons, tout en maintenant intact le crédit intérieur et extérieur, à équilibrer la recette et la dépense.

L'administration impartiale de la justice, première nécessité sociale, doit être le premier soin des pouvoirs de l'État. Il est essentiel de pourvoir au sort des fonctionnaires chargés spécialement de la distribution de la justice, et de les placer à la hauteur de leur importante mission. C'est par l'exécution fidèle de la loi et le sage emploi des richesses du pays que le Brésil, avec la protection de la Providence, pourra prospérer.

Augustes et très-dignes Seigneurs, Représentants de la nation, j'ai pleine confiance dans votre patriotisme, et j'espère de votre sagesse que vous prêterez à mon Gouvernement la plus efficace coopération pour surmonter les difficultés du présent et assurer l'agrandissement futur du Brésil.

La session est ouverte.

---

## ESPAGNE.

**Exposé du président du Conseil à la Reine d'Espagne sur l'incorporation à l'Espagne du territoire de la République Dominicaine, et Décret.**

*Exposé à S. M. la Reine.*

Madame, un événement heureux, éminemment glorieux pour l'Espagne, et peu commun dans l'histoire des nations, vient d'avoir lieu dans une des anciennes possessions de la monarchie.

Une île espagnole, la première dont le grand Colomb prit possession, cette île, objet de la prédilection de la grande reine qui devina, pour ainsi dire, l'existence d'un nouveau monde, vient d'invoquer, dans la plénitude de son indépendance, le nom de l'Espagne, et de déposer aux pieds du trône cette même souveraineté que Votre Majesté daigna lui reconnaître il y a quelques années.

A une époque néfaste, cette île, victime de la trahison, trompée, surprise, rompit les liens qui l'unissaient à la nation espagnole, à laquelle elle devait l'existence heureuse dont elle jouissait.

Depuis cette époque, Madame, les guerres, les révolutions et les calamités qui en sont des suites, et qui étouffent dans leur berceau les germes de vitalité et de force des nations, avaient réduit ce peuple généreux à une situation insupportable.

Ce peuple, après sa séparation d'avec l'Espagne, a vu tarir la source de sa prospérité publique, est devenu le jouet des ambitions étrangères, et a vu son indépendance menacée par des intrigues dignes de réprobation.

Tout cela, parce qu'il ne saurait exister d'indépendance là où il n'y a pas de force pour la défendre ; parce qu'il n'y a point de liberté là où la sécurité manque et où la société est condamnée à des agitations perpétuelles.

C'est pourquoi, dans ces jours de calamités publiques, le peuple dominicain implore le secours de l'Espagne.

Descendant de cette nation héroïque, animés du même esprit, parlant la même langue, professant le même culte, ce peuple a toujours aimé l'Espagne, de laquelle seule il devait attendre cette indépendance imaginaire et factice.

L'Espagne, de son côté, n'avait pu voir avec indifférence le sort du peuple dominicain ; elle souffrait de ses misères, elle aurait voulu les soulager ; mais il était de son devoir de se prémunir contre toute accusation injuste et passionnée.

Une fois débarrassée des discordes civiles, dont les traces ont été effacées par la clémence de Votre Majesté, florissant de nouveau à l'ombre du trône et des institutions qui la régissent, l'Espagne aurait pu, depuis longtemps, accueillir les vœux de la nation dominicaine, et y établir un protectorat d'abord, puis un gouvernement.

Cependant, elle n'a jamais voulu, même aux risques de paraître sourde aux prières d'un peuple ami, entretenir chez lui l'espoir d'une réincorporation à la monarchie.

Mais, la nation dominicaine, qui voyait augmenter tous les jours la somme de ses infortunes, et qui se voyait à chaque instant environnée de nouveaux dangers, guidée par ses propres inspirations, a proclamé comme sa souveraine l'Auguste Reine des Espagnes.



A ce cri unanime, à cette invocation de tout un peuple, le cœur de Votre Majesté s'est ému. Votre Majesté aurait pu tout d'abord accueillir ce vœu national, mais des raisons d'État firent taire dans son cœur l'expression de ces nobles sentiments. Votre Majesté voulut auparavant obtenir une assurance absolue que les vœux du peuple dominicain avaient été spontanés, libres, unanimes. L'œuvre d'un parti n'aurait pu être agréable aux yeux de Votre Majesté. L'intrigue et la violence répugnent également à son âme généreuse. L'Espagne est grande et n'a nul besoin d'acquérir de nouveaux territoires pour occuper un rang distingué parmi les premières nations du monde. Mais, si telle était sa pensée, elle ne le ferait jamais en employant des moyens que la morale et la saine politique réprouvent également, parce qu'il n'y a de durable que ce qui est basé sur le droit et sur la justice.

Les actes de proclamation de Votre Majesté sur tout le territoire dominicain, ont prouvé la spontanéité et l'unanimité qui ont présidé au vœu de cette nation. Nulle part ce vœu n'a fait verser une larme, n'a occasionné une seule infortune. Partout la joie et l'enthousiasme s'y sont montrés d'une manière non équivoque et solennelle. Les autorités publiques, obéissant à leurs propres inspirations, ont fait cause commune avec le sentiment de la nation qui avait mis en eux toute sa confiance. Jamais on n'a vu un pareil concours, une semblable unanimité de volontés pour la réalisation d'une idée, d'une pensée commune.

Et tout ce résultat, Madame, a été obtenu sans qu'un seul navire ait paru sur les côtes de Saint-Domingue ; sans qu'un seul soldat espagnol ait mit le pied sur son territoire. Si, dix-huit jours après, le gouvernement de Votre Majesté jugea à propos d'y envoyer des forces de terre et de mer, ce fut pour y protéger le peuple qui avait acclamé Votre Majesté, et après que le général Santana eut pris, en son nom, les rênes du gouvernement, aux applaudissements universels de la nation dominicaine. Tout pouvoir extérieur qui eût mis obstacle à la volonté du peuple dominicain, en exerçant sur lui une pression tyrannique et odieuse, aurait offensé la dignité de l'Espagne, qui n'aurait pu, sans déshonneur, abandonner ce peuple aux projets d'ambitions étrangères. Déjà le pavillon espagnol flottait sous le ciel où l'immortel Colomb l'avait conduit, l'Évangile à la main, et où il avait implanté cette civilisation, la plus glorieuse de toutes celles que l'on connût alors.

C'était le devoir des forces maritimes et terrestres de l'Espagne de défendre et de protéger l'indépendance du peuple dominicain, et d'assurer l'intégrité de son territoire. Ces troupes n'ont pas pris possession de ce territoire au nom de Votre Majesté. Un acte semblable, commis sans l'assentiment de son gouvernement, eût entaché le renom dont jouit cette armée sous le rapport de la discipline, du courage et

de la loyauté. Mais si, à cette époque, ces troupes se sont bornées à remplir la mission que leur avait confiée le capitaine général de la Havane, si jusqu'à présent le peuple dominicain est resté calme en attendant la détermination de Votre Majesté, il est temps maintenant de faire cesser toute incertitude et d'assurer l'avenir de ce peuple. Tout retard apporté dans l'adoption d'une mesure jugée nécessaire, pourrait être attribué à la faiblesse ou à la crainte, et tels ne sont pas les sentiments du gouvernement d'un peuple héroïque, lorsqu'il s'agit d'une question dont la décision est subordonnée bien plus à la voix de l'honneur qu'à celle des intérêts matériels.

Repousser les vœux d'un peuple malheureux, l'exposer à devenir la proie d'ambitions étrangères, méconnaître le cri d'union lancé par toute une nation qui a toujours aimé l'Espagne, ce serait abjurer les traditions glorieuses de notre histoire ; ce serait, en un mot, démentir notre caractère chevaleresque et loyal.

Non, Madame, il n'est pas possible de repousser le vœu de tout un peuple qui demande à rentrer dans le sein de la mère patrie, dont il a été séparé depuis si longtemps.

Quels que soient les devoirs que la réincorporation de Saint-Domingue à l'Espagne impose à la monarchie, Votre Majesté et son gouvernement, l'Espagne tout entière, sauront les remplir.

En agissant ainsi, on ne heurte aucun intérêt particulier ni international. Saint-Domingue n'était lié par aucun lien, par aucune obligation qui entrave son indépendance et sa libre volonté. Les seules relations que cette île avait conservées étaient celles de sa nationalité primitive, auxquelles elle a rendu un culte inaltérable. Il n'y a donc heureusement aucun changement à apporter dans son état social. Les habitants sont libres. L'esclavage, cette plaie indispensable des autres colonies, n'est aucunement nécessaire à l'exploitation et à la culture de ce territoire fertile, et le gouvernement de Votre Majesté ne saurait songer à jamais l'y rétablir. Les Dominicains, dociles à la voix de l'autorité, accepteront avec joie l'organisation administrative que le gouvernement de Votre Majesté jugera convenable d'établir parmi eux. Tous jouiront également de la protection bienfaisante de Votre Majesté. En face du trône auguste qu'elle occupe si glorieusement, toutes les catégories disparaissent, toutes les haines de parti s'éteignent, et il ne reste plus qu'une mère, jalouse d'assurer le bonheur et la paix parmi ses enfants. Votre Majesté, qui s'étudie à procurer ces bienfaits à son peuple et qui a tant contribué à sa glorieuse régénération, montrera pour Saint-Domingue le même intérêt et la même sollicitude que pour les autres provinces de la monarchie.

La Providence qui, à des époques de souvenir éternel, a immortalisé la monarchie et qui a daigné conserver, au milieu des terribles

épreuves qu'elle a traversées, la pureté de son nom, a voulu qu'elle se repose de ses secousses passées, et qu'elle puisse étreindre de nouveau dans ses embrassements, une nation qui s'était séparée d'elle dans des temps de troubles et de faiblesse, qui ne reparaitront jamais. C'est pourquoi le conseil des ministres a l'honneur de soumettre à l'approbation de Sa Majesté le projet de décret suivant :

Attendu les raisons qui m'ont été exposées par mon conseil des ministres, accueillant avec l'entière effusion de mon âme les vœux du peuple dominicain, dont j'ai reçu tant de preuves d'adhésion et de loyauté, je décrète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le Territoire qui constituait la République Dominicaine est réincorporé à la Monarchie.

Art. 2. Le Capitaine général, gouverneur de l'île de Cuba, conformément aux instructions de mon Gouvernement, prendra les mesures nécessaires pour l'exécution de ce décret.

Art. 3. Mon Gouvernement rendra compte aux cortès de ce présent décret et des mesures adoptées pour son exécution.

Donné à Aranjuez, le 19 mai 1861.

Signé de la main de la Reine.

*Le Président du conseil des ministres,*  
LÉOPOLDO O'DONNELL.

## ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

### **Proclamation du Gouverneur de la Géorgie.**

Attendu que, par la conduite oppressive et malfaisante du gouvernement et du peuple de cette partie des ex-États-Unis, connus sous le nom d'États anti-esclavagistes, la guerre existe actuellement entre eux et le peuple des États du Sud ;

Attendu que le Président des États-Unis a publié une proclamation déclarant sa détermination de bloquer les ports des États du Sud, et assemble aujourd'hui des troupes fédérales sur le sol du Sud, dans le but de nous subjuguier et de nous réduire en servage ;

Attendu que des propriétés appartenant à des citoyens de l'État de la Géorgie, toutes les fois qu'il s'en est trouvé dans les limites des États anti-esclavagistes, ont été enlevées de force à leurs propriétaires ;

Attendu que tous les contrats passés avec l'ennemi pendant la durée des hostilités, sont, d'après la loi des nations, nuls et illégaux, et que toutes les poursuites devant nos cours pour faire exécuter des contrats passés entre des citoyens de cet État et des États qui nous font aujourd'hui

d'hui la guerre, antérieurement au début des hostilités, sont suspendues jusqu'à la fin de la lutte;

Attendu que, dans le langage de la loi des nations, l'achat de valeurs sur le pays ennemi ou les remises et dépôts de fonds qu'on y fait, sont des actes illégaux et dangereux, parce qu'ils peuvent nourrir les ressources et fournir aux besoins de l'ennemi, et que l'envoi de fonds en argent ou en billets aux sujets de l'ennemi est contre la loi;

Attendu que la saine politique, aussi bien que les lois internationales, interdisent absolument qu'aucun citoyen de cet État, sous quelque prétexte que ce soit, prête assistance à l'ennemi en faisant des remises, en payant ou en fournissant de l'argent ou autres objets de valeur, pendant la continuation des hostilités, au gouvernement ou au peuple des États qui ont engagé et qui maintiennent contre nous une guerre malfaisante et contre nature;

Et attendu que la justice veut que toutes les sommes dues par les citoyens de cet État aux individus desdits États hostiles, qui ne maintiennent et ne soutiennent point la guerre sauvage et cruelle entreprise par leur gouvernement, soient payés aussitôt après la cessation des hostilités et la reconnaissance par les États-Unis de l'indépendance des États confédérés :

Conséquemment, en vue de ces considérations, moi, Joseph E. Brown, gouverneur et commandant en chef de l'armée et de la flotte de l'État de Géorgie, je publie ceci, ma proclamation, ordonnant et enjoignant à chaque citoyen ou habitant de cet État, de s'abstenir absolument de toute violation de la loi ci-dessus transcrite, et, sous aucun prétexte, de ne remettre, transférer ou payer au gouvernement des États-Unis ou de n'importe quel État composant ledit gouvernement et connu comme État au sol libre, — y compris entre autres le Massachusetts, le Rhode-Island, le Connecticut, le New-York, le New-Jersey, la Pennsylvanie et l'Ohio, — ou à des citoyens ou habitants de ces États, aucun argent, billets, traites ou autres objets de valeur, soit en paiement d'une dette échue ou à échoir, soit en à-compte, soit pour toute autre cause, avant la fin des hostilités.

Par la présente, j'invite chaque citoyen ou habitant de cet État, endetté envers ledit gouvernement ou aucun desdits États ou quelqu'un de leurs citoyens et habitants, à payer à échéance au trésor de la Géorgie le montant qu'il doit, en fonds ayant cours à Augusta ou à Savannah, ou à déposer le même montant à l'ordre du trésorier de cet État, dans une des banques solvables de ces villes, ou à l'une de leurs succursales autorisées, et en faisant ce dépôt au trésor, ou sur la présentation d'un certificat de dépôt, le trésorier de cet État est requis de délivrer à la personne un certificat spécifiant la somme déposée, laquelle cet État s'engage, sur sa foi et son crédit, à rembour-



ser audit déposant en fonds ayant cours à Augusta et Savannah, avec sept pour cent d'intérêt de la date du dépôt, dès que les hostilités auront cessé, et qu'il sera légal de payer lesdits créanciers dans les États hostiles ci-dessus mentionnés. Ceci ne permettra pas seulement à ceux de nos citoyens qui doivent au Nord de l'argent que les lois internationales et la politique publique leur interdisent de payer, de faire un bon placement, avec la plus grande sécurité de remboursement, mais aussi de remplir un devoir patriotique, en rendant service à l'État, et par cela même à la Confédération, en fournissant les fonds nécessaires à la défense de nos demeures, de nos foyers et de nos autels.

J'ordonne et j'enjoins strictement, en outre, à toute banque autorisée dans cet État, qui se trouve en possession de notes, billets, traites ou autres papiers contre aucun citoyen de cet État ou aucun de ses habitants ou corporations, émanant desdits États hostiles, de s'abstenir de faire protester ces notes, billets, traites ou autres papiers, pourvu que les personnes intéressées leur exhibent un certificat montrant qu'elles ont déposé la somme due au trésor de cet État ou dans une des banques mentionnées plus haut, au crédit de son trésorier, ou qu'elles le feront à l'échéance de leur dette.

J'ordonne et j'enjoins aussi à tous les notaires publics de cet État de s'abstenir complètement de remplir aucun des actes officiels pour le protêt des papiers dont il est question dans les cas déjà spécifiés.

Donné sous ma main et sous le grand sceau de cet État, au capitol de Milledgeville, ce 23<sup>e</sup> jour d'avril de l'année de Notre Seigneur 1861, et des États confédérés la première.

*Signé : JOSEPH E. BROWN.*

---

**Texte des lettres de marque délivrées par le président  
Jefferson Davis.**

1<sup>o</sup> La teneur de votre commission, en vertu d'un acte du Congrès intitulé : « Acte reconnaissant l'existence d'une guerre entre les États-Unis et les États confédérés, et concernant les lettres de marque et prises » dont une copie est ici annexée, sera constamment sous vos yeux. La haute mer dont il est parlé dans votre commission signifie la zone côtière (*the low water mark*), à l'exception de l'espace d'une lieue ou trois milles, depuis la côte des pays en paix avec les États-Unis ou les États confédérés. Vous exécuterez néanmoins votre commission dans la distance de la côte de la nation en guerre avec les États-Unis, et même dans les eaux qui sont sous la juridiction de cette nation, s'il vous est permis de le faire.

2° Vous aurez la plus scrupuleuse attention pour les droits des puissances neutres et les usages des nations civilisées; et dans tous vos procédés à l'égard des navires neutres, vous les molesterez et les arrêterez le moins possible, pourvu que vous puissiez constater leur caractère de neutralité; et dans certains cas, il faut pouvoir les retenir et les amener pour adjudication régulière.

Vous devez particulièrement éviter même l'apparence d'employer la force ou la séduction pour enlever à ces navires leurs équipages ou passagers, à moins que ce ne soient des personnes au service de l'ennemi.

3° A l'égard des navires ennemis et de leurs équipages, vous exercerez les droits de la guerre, avec toute la justice et l'humanité qui caractérisent ce gouvernement et ses citoyens.

4° Le maître et une ou plusieurs des principales personnes appartenant aux vaisseaux capturés seront envoyés aussitôt que possible après la capture aux juges de la cour compétente dans les États confédérés pour y être interrogés sous serment touchant l'intérêt ou les propriétaires du navire capturé et de son chargement; et en même temps seront délivrés au juge tous papiers, chartes, billets de chargement, lettres et autres documents et écrits trouvés à bord; et les papiers, certifiés par l'affirmation du commandant du navire capturé ou de toute autre personne assistant à la capture, seront produits tels qu'ils auront été reçus, sans fraude, addition, soustraction ou détournement.

5° La propriété, même de l'ennemi, est exempte de saisie à bord des navires neutres, à moins que ce ne soit de la contrebande de guerre.

Si des articles de contrebande de guerre sont trouvés à bord d'un navire neutre quelconque, et si le commandant offre de les livrer, l'offre sera acceptée et le navire sera laissé libre de continuer son voyage, à moins que la quantité de contrebande de guerre ne soit plus considérable que vous ne pouvez convenablement en recevoir à bord de votre navire, auquel cas le navire pourra être conduit dans un port pour y délivrer sa contrebande de guerre.

Les articles suivants sont déclarés par le gouvernement contrebande de guerre, et aussi tous les articles ainsi qualifiés par la loi des nations :

Toutes armes et engins servant à la guerre par terre ou par mer, tels que canons, mortiers, fusils, mousquets, rifles, pistolets, pétards, bombes, grenades, balles, plomb, piques, épées, baïonnettes, javelines, sabres, lances, harnais, ceinturons, fontes et généralement tous autres engins et attirail de guerre.

Et aussi le bois pour la construction des navires, goudron, poix,

résine, cuivre en feuilles, toiles, chanvre, cordages et également tout ce qui peut servir à l'équipement des navires, le fer forgé et les planches seuls exceptés.

Les navires neutres transportant des dépêches ennemies, ou des militaires au service de l'ennemi, perdent leur caractère de neutre et sont sujets à capture et à condamnation; mais cette règle ne s'applique pas aux navires neutres portant des dépêches des ministres publics ou des ambassadeurs de l'ennemi, résidant dans des pays neutres.

Par ordre du président des États confédérés,

ROBERT TOOMBS, secrétaire d'État.

*Formule d'engagement.* — Qu'il soit su de tous par les présentes, que nous<sup>1</sup> sommes engagés envers les États confédérés d'Amérique pour la somme pleine de ....<sup>2</sup> mille dollars, au paiement desquels nous nous engageons, nous, nos héritiers, exécuteurs et administrateurs, seuls et solidairement, par les présentes.

La condition de cette obligation est celle-ci, que, une demande ayant été faite auxdits États confédérés d'Amérique pour l'obtention d'une commission, ou lettre de marque et de repréailles générales, autorisant<sup>3</sup> ou le navire appelé le...., à agir comme navire privé armé dans le service des États confédérés, sur la haute mer, contre les États-Unis d'Amérique, ses vaisseaux et navires et ceux de ses citoyens, durant la guerre actuellement existante entre lesdits États confédérés et lesdits États-Unis.

Si les propriétaires, officiers et équipages, qui seront employés à bord desdits vaisseaux lors de la délivrance des lettres de marque, observent les lois des États confédérés, et les instructions qui leur seront données conformément à la loi pour régler leur conduite, et réparent tous dommages et torts qui seront faits ou commis contrairement à la teneur de la présente par ces navires durant leur commission, et rendent cette commission quand elle sera révoquée par le président des États confédérés, alors cette obligation sera nulle, mais autrement elle restera en force et sortira ses effets.

Signé, scellé et délivré en présence de.... ce... jour de....

A. B. {  
C. D. { Témoins.

1. Ici le nom du commandant et des propriétaires, plus deux cautions étrangères au navire.

2. Ici mettre 5 si le navire est de 150 hommes au plus, et 10 si le nombre est supérieur.

3. Indiquer ici l'espèce à laquelle appartient le navire.

## ÉTATS ROMAINS.

**Circulaire du cardinal Antonelli aux membres du Corps  
Diplomatique à Rome.**

Rome, mai 1861.

Monsieur, l'invasion violente dans la plus grande partie des États du Saint-Siège, entreprise par le Piémont a, d'un côté, le caractère d'une violation flagrante de la souveraineté temporelle du Pape, et porte, d'un autre côté, le sceau d'une époque qui appartient aux plus malheureuses et aux plus déplorables de l'histoire par les graves préjudices qu'y a éprouvés l'Église.

Le monde connaît à satiété l'histoire des divers actes d'hostilité que l'État pontifical a dû subir de la part du Gouvernement envahisseur, par suite des représentations publiques nombreuses émanées non-seulement du Saint-Père, mais aussi avec unanimité des pasteurs ecclésiastiques sacrés qui résident dans les provinces usurpées.

Aux objets affligeants dont ces représentations ont dû s'occuper appartient aussi le décret de ce Gouvernement qui a pour but de supprimer les couvents et d'autres corporations religieuses, afin de s'emparer des fonds de ces établissements. Ce décret donne la preuve d'une alliance complète avec les tendances spoliatrices de l'esprit révolutionnaire, il est en outre une démonstration de la contradiction monstrueuse avec les lois fondamentales que les envahisseurs prétendraient vouloir mettre en vigueur dans lesdites provinces.

Après que les possessions desdits couvents eurent passé, par suite de la violence qui avait d'une manière despotique, pris la place du droit d'autrui au pouvoir du Gouvernement usurpateur, l'administration qui, sous le titre illusoire de Caisse ecclésiastique, procède d'après les instructions et les désirs du même Gouvernement, a fait savoir récemment au public qu'elle pense à aliéner les biens fonciers qui avaient été ainsi usurpés.

Les personnes qui désirent acquérir de ces biens auront à prendre leurs mesures en conséquence. En même temps, on indiquait les modalités de la vente. Or, les possessions desdites communautés et corporations religieuses formant une partie du patrimoine de saint Pierre, la vente projetée équivaut à une spoliation de la propriété ecclésiastique.

Si l'on considère la chose de ce point de vue, qui seul est vrai, il devient clair immédiatement que, d'après des motifs de justice et d'équité, on ne pourra jamais se prêter à des achats semblables, parce qu'il faudrait, dans ce cas, passer des contrats avec l'usurpateur sur du bien enlevé à autrui.



A cela s'ajoute encore la considération, toute particulièrement applicable au présent cas des lois canoniques les plus connues qui, en protégeant l'intégrité et l'inviolabilité du patrimoine de l'Église, frappent par des réprimandes spéciales et d'autres peines, autant les usurpateurs des biens ecclésiastiques que ceux qui, d'une manière quelconque, prêtent la main aux usurpateurs et participent à l'acte injuste et sacrilège.

Mais, indépendamment de ces considérations, qui s'imposent à la conscience de tout catholique et de toute personne qui a le sentiment des principes du droit et de la justice, et doivent paraître de la plus haute importance, il y a pour servir de règle toutes les paroles solennelles prononcées par le Saint-Père dans son allocution consistoriale du 17 décembre de l'année passée<sup>1</sup>, qui sont parvenues à la publicité par la presse, et par lesquelles Sa Sainteté a porté plainte et a réclamé contre ledit malheureux décret, et en même temps a condamné et déclaré nulles et non avenues toutes les dispositions que le Gouvernement envahisseur avait prises jusque-là au détriment des droits et du patrimoine de l'Église et au préjudice des communautés religieuses, et qu'il pourrait prendre encore. De cette déclaration résulte à satiété le défaut d'effet et la nullité absolue de toute acquisition quelconque provenant des mains de ce Gouvernement, tout à fait incompétent et usurpateur.

L'acte solennel du Pape formerait, en raison de son autorité et de la publicité qui lui a été donnée, un document plus que suffisant pour prévenir toute personne, à quelque pays ou à quelque état ou rang qu'elle appartienne, de l'acquisition illicite de biens provenant de ladite spoliation. Néanmoins, et pour encore atteindre ce but et couper court à tous prétextes et justifications éventuelles que pourraient opposer notamment des acquéreurs étrangers de biens ecclésiastiques de ce genre, le Saint-Père a voulu que cette affaire fût l'objet d'une communication officielle aux honorables personnes qui forment le Corps Diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège. On les invite à appeler l'attention de leurs Gouvernements respectifs sur cet objet grave et délicat, en vue des démarches qu'ils croiraient convenable eux-mêmes de faire pour que la déclaration du Pape susmentionnée, et l'avertissement qui en résulte arrive à une publicité plus grande et plus complète dans leurs États, et qu'on évite ainsi qu'il ne soit passé de contrats pour les biens dont l'acquisition, par des raisons expliquées, serait nulle et sans effet.

A cette fin, le soussigné cardinal secrétaire d'État s'empresse de transmettre la présente note à Votre Excellence, suivant les ordres

1. Voir *Archives*, tome I<sup>er</sup>, page 211.

donnés par le Saint-Père, en vous invitant à faire usage de cette note conforme au sentiment du Saint-Père ; il profite de cette occasion pour vous exprimer la considération particulière avec laquelle, etc.

*Signé : ANTONELLI.*

## ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE.

**Dépêche de M. Faulkner, ministre des États-Unis à Paris,  
à M. W. Seward, secrétaire d'État.**

17 avril 1860.

Monsieur, je me suis rendu aujourd'hui chez M. Thouvenel, au ministère des Affaires Étrangères, et j'ai été promptement admis à l'honneur d'une entrevue. Selon votre requête, je lui ai remis une copie de l'adresse inaugurale du président Lincoln, et j'ai ajouté que j'étais chargé par vous de lui dire que cette adresse contenait les vues du président des États-Unis, sur les difficultés qui troublent aujourd'hui l'harmonie de l'Union américaine, et aussi une exposition de la politique générale que le Gouvernement avait l'intention de suivre en vue de la préservation de la paix domestique et du maintien de l'Union fédérale.

Ici, M. Thouvenel a demandé s'il n'existait pas quelque diversité d'opinion dans le cabinet du président, touchant le mode à employer pour aplanir les difficultés qui troublent actuellement les relations entre les États et le Gouvernement général.

J'ai répliqué, sur ce point, que je n'avais pas d'informations ; que, dans notre système, le cabinet était un corps conseiller ; que ses opinions devaient être pesées, mais n'engageaient pas nécessairement l'action du président auquel la Constitution confie exclusivement le pouvoir exécutif.

J'ai dit, en outre, que j'étais chargé d'assurer au ministre que le président des États-Unis avait pleine confiance dans la prompte restauration de l'harmonie et de l'unité du Gouvernement par une politique ferme, mais juste et libérale, appuyée sur l'action loyale et déliée du peuple américain. M. Thouvenel m'a exprimé son plaisir à cette assurance.

J'ai poursuivi en disant que le président regrettait que les événements qui se présentent aux États-Unis pussent être de quelque inconvénient au peuple et aux sujets de la France ; mais qu'il était déterminé à les alléger et à les rendre aussi transitoires que possible, et qu'autant que ce serait en son pouvoir, tous les étrangers qui en auront souffert seront indemnisés.

J'ai ajouté que le président pensait qu'il ne serait pas impossible qu'un appel fût adressé avant peu par les États confédérés aux Puis-

sances étrangères, et parmi celles-ci à la France, pour demander la reconnaissance de leur indépendance; qu'un tel appel, cependant, n'ayant pas encore été fait, le moment n'était pas venu de discuter aucun des points qui ont rapport à cette question, si importante et si délicate; mais que le Gouvernement des États-Unis désirait faire connaître que, dans le cas où une pareille demande serait posée, elle trouverait de l'opposition de la part des Ministres qui le représenteront alors devant la cour de France.

Je l'informai que ma mission auprès de cette Cour serait bientôt terminée, que je n'avais aucune communication à faire sur la reconnaissance de l'indépendance des États séparés; que j'allais être remplacé par un citoyen distingué de New-Jersey, qui possédait la confiance du Président, sympathisait avec les vues de son Gouvernement, et arriverait sans doute muni d'amples instructions.

Tout ce que je demandais pour le moment, c'était que le Gouvernement français suspendît la reconnaissance du démembrement de la Confédération des États-Unis, jusqu'à l'arrivée et la réception du nouveau Ministre accrédité près de cette Cour.

M. Thouvenel a répondu qu'il n'avait reçu aucune demande des États confédérés, sous quelque forme que ce fût, pour reconnaître leur indépendance; que le Gouvernement français n'agissait jamais avec précipitation dans de pareilles questions, et qu'il croyait le maintien de l'Union dans son intégrité désirable pour le peuple du Nord et du Sud, aussi bien que pour les intérêts particuliers de la France. Enfin, a-t-il ajouté, les États-Unis peuvent être sûrs que l'Empereur ne prendra aucune décision précipitée à ce sujet.

Mais tout en s'exprimant ainsi, il faisait observer que la jurisprudence nouvelle des nations avait établi le droit des Gouvernements *de facto* à être reconnu, quand un cas particulier en fournissait l'occasion aux Puissances étrangères.

Ici finissait l'entretien officiel; mais la conversation reprit sur une question de M. Thouvenel. Il demanda quand le nouveau tarif serait mis en vigueur, et s'il devait être regardé comme le programme du Gouvernement. Je répondis que le 1<sup>er</sup> avril verrait le fonctionnement du nouveau système douanier, et que je n'avais pas eu le temps d'en examiner les effets avec tout le soin nécessaire pour émettre une opinion à son égard.

J'ajoutai que ce tarif était généralement condamné par le commerce du pays; que je ne doutais pas qu'il ne mécontentât cette classe; qu'évidemment l'attention du Congrès serait appelée sur cette question dans la prochaine session, et que d'importantes modifications seraient faites.

Je dis aussi que les finances du Gouvernement étant provisoirement

embarrassées, il avait eu recours à cette mesure pour soutenir provisoirement le crédit du Trésor autant que pour faire revivre le système protectionniste.

M. Thouvenel me demanda ensuite mon opinion sur la politique qu'adopterait ultérieurement le Gouvernement à l'égard des États séparés, et si je pensais qu'on employât la coercition pour les faire rentrer dans l'Union. Je répliquai que je ne pouvais lui donner que mon opinion personnelle; que la force ne serait point employée; que notre Gouvernement était essentiellement issu de l'opinion publique; que, bien que l'autorité fédérale eût d'incontestables droits à se maintenir, ainsi qu'il appert de plusieurs points de notre histoire nationale, elle avait toujours suivi l'impulsion générale, et que, dans le cas actuel, il était hors de doute que la majorité ne fût opposée à l'emploi de la force contre les États séparés.

Dans notre pays, ai-je poursuivi, le respect pour le principe du *self-government*, pour l'action du peuple et la souveraineté des États est si grand et si sincère, que je suis persuadé que la coercition ne serait pas un moment tolérée. Nos difficultés domestiques doivent donc aboutir à des modifications du pacte constitutionnel, qui engageraient les États séparés à rentrer pacifiquement dans l'Union.

M. Thouvenel m'exprima l'opinion qu'employer la force contre ces États ne ferait qu'amener une prompte dissolution de la Confédération, en engageant les États du Sud restés fidèles à l'Union, à faire cause commune avec ceux qui avaient déjà pris une résolution définitive.

Je suis avec respect, etc.,

*Signé* : CHAS. J. FAULKNER.

**Instructions envoyées par le secrétaire d'État à M. William L. Dayton, successeur de M. Faulkner, à Paris.**

Washington, 4 mai 1860.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception des dépêches de votre prédécesseur, n° 117, 119 et 120. La dernière annonçait qu'il avait reçu ses lettres de rappel et nous donnait avis de son départ. Aussi n'est-il pas besoin d'en faire une mention spéciale.

Le n° 117 porte la date du 5 avril dernier. Il contient les vues particulières de M. Faulkner sur la politique que doit suivre le Gouvernement dans la crise domestique actuelle, mais ne nous donne aucune information positive sur la façon dont les choses sont envisagées en France. — Les instructions à vous transmises jusqu'ici vous éclaireront sur les vues du Président au sujet des points discutés par M. Faulkner, quelque différence d'opinion qu'ait pu exprimer celui-ci, et quelque impression qu'il ait pu laisser à Paris.



Le n° 119, portant la date du 17 avril, contient le rapport d'un entretien officiel entre M. Faulkner et M. Thouvenel, qui a demandé s'il n'y avait pas divergences de vues dans le Cabinet au sujet des difficultés élevées entre quelques États et le Gouvernement fédéral. M. Faulkner a répondu qu'il n'en savait rien. L'affaire importe peu ; mais il est à désirer qu'on ne se trompe point sur les intentions présentes du Gouvernement.

Vous appellerez donc cette conversation à M. Thouvenel, et vous l'assurerez qu'il n'y a aucune divergence d'opinion entre le président et ses conseillers constitutionnels, ni entre ses conseillers eux-mêmes touchant la politique suivie ou à suivre par l'administration dans les malheureuses dissensions qui agitent le pays. — La route est toute tracée pour le Gouvernement, et il ne faut pas croire que la solennité des circonstances, leur difficulté et la responsabilité étouffent en lui tout sentiment ; mais au contraire, elles lui inspirent celui de la loyauté et du patriotisme.

Ce n'est point dans les mains de l'administration actuelle que le Gouvernement cessera d'exister par manque d'harmonie et de dévouement à la chose publique. La déclaration de M. Thouvenel, que les États-Unis peuvent être assurés qu'il ne sera pris aucune détermination précipitée relative à la reconnaissance des soi-disant États confédérés, est entièrement satisfaisante, malgré les réserves concernant des principes généraux s'appliquant à des cas qu'il n'y a pas lieu de discuter quant à présent.

Dans la conversation non officielle, M. Faulkner dit qu'il a lui-même exprimé l'opinion qu'on n'aurait pas recours à la force pour soumettre les États séparés à l'autorité fédérale, et que la seule solution des difficultés serait trouvée dans telles modifications au pacte constitutionnel qui engageraient ces États à rentrer dans l'Union ou dans une reconnaissance pacifique de leur droit à une souveraineté séparée. Le temps où ces questions pouvaient être plausibles est passé.

Les États-Unis ont patiemment attendu, tandis que leur autorité était mise au défi dans des assemblées turbulentes et par des préparatifs secrets, espérant encore que les médiations offertes de tous côtés feraient revenir les mécontents à de meilleurs sentiments. Mais aujourd'hui le cas n'est plus le même. Les insurgés ont proclamé la révolution par des faits de guerre ouverte, afin de forcer les États-Unis à reconnaître le démembrement de l'Union. Les États-Unis ont accepté cette guerre civile comme une nécessité inévitable.

Les remèdes constitutionnels à tous les griefs des insurgés sont toujours à leur disposition et y resteront encore ; mais, d'autre part, les forces de terre et de mer ont été requises par le Gouvernement pour restaurer l'autorité fédérale et sauver l'Union du danger. Vous ne

pouvez être trop décidé ni trop explicite en faisant connaître au Gouvernement français qu'il n'existe pas, qu'il n'a jamais existé, et qu'il n'existera à l'avenir aucune idée de souffrir qu'une dissolution de cette Union ait lieu de quelque manière que ce soit.

Il n'y aura ici qu'une nation et qu'un Gouvernement, et ce seront la même République et la même Union constitutionnelle qui ont déjà survécu à une douzaine de changements nationaux et à des changements de régime dans presque tous les autres pays. Cette République et cette Union se maintiendront ce qu'elles sont aujourd'hui : les objets de l'admiration et de l'affection humaines.

Vous avez vu, au moment de votre départ, l'élan de l'esprit populaire, la vigueur du Gouvernement national et le dévouement prodigue de la fortune publique à cette grande cause. Dites à M. Thouvenel, avec la plus haute considération et les meilleurs sentiments, que la pensée d'une dissolution de cette Union, paisiblement ou par la force, n'est jamais entrée ici dans l'esprit d'aucun homme d'État impartial, et qu'il est grand temps que les hommes d'État européens renoncent aussi à une telle idée.

Je suis, etc.

*Signé : W.-H. SEWARD.*

## FRANCE.

**Note adressée aux Ambassadeurs d'Autriche et d'Espagne en réponse aux Notes des Cours de Vienne et de Madrid, en faveur du pouvoir temporel du Pape.**

Paris, 6 juin.

Monsieur...., j'ai reçu la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 28 mai, et dans laquelle Elle m'exprime le désir du Gouvernement de.... de s'entendre avec le Gouvernement de l'Empereur en vue d'assurer, d'une façon définitive et grâce à un accord des Puissances catholiques, le maintien du pouvoir temporel du Saint-Siège.

M. l'ambassadeur de...., de son côté, s'est acquitté auprès de moi d'une démarche tendant au même but. Mon premier devoir était de placer sous les yeux de Sa Majesté ces importantes communications, et je me trouve aujourd'hui en mesure d'y répondre.

Les sentiments inspirés au Gouvernement de.... par la position du Saint-Père sont entièrement conformes à ceux qu'éprouve lui-même le Gouvernement de l'Empereur. Il a déploré, autant qu'il l'a blâmée l'agression dirigée contre les États pontificaux, et si les graves considérations politiques dont l'Autriche et l'Espagne ont également tenu compte à cette époque, ne lui ont pas permis davantage de réagir con-

tre les événements accomplis, il n'a rien négligé pour en limiter les conséquences. Le Corps d'occupation de Rome a été augmenté sans retard, et le Pape pouvant demeurer avec sécurité dans sa capitale, au milieu de la tourmente qui agitait l'Italie, a dû à la présence des troupes françaises de conserver une partie de son territoire.

Le Gouvernement de l'Empereur, par des actes auxquels, je le constate avec satisfaction, le Gouvernement de . . . . . n'hésite pas à rendre hommage, a ainsi témoigné et témoigne toujours des profondes et invariables sympathies qui l'animent à l'égard du chef de l'Église. La situation précaire, que les circonstances ont faite au pouvoir temporel du Saint-Siège, n'en excite pas moins de pénibles préoccupations parmi les nations catholiques, et, comme il importe à la paix des consciences que d'aussi sérieuses questions ne restent pas trop longtemps suspendues sur le monde, il est certainement du devoir des Gouvernements d'unir leurs efforts pour les simplifier et en faciliter la solution.

Je ne croirais pas utile toutefois, monsieur..., de discuter ici, avec le développement nécessaire, le système d'après lequel les États du Pape et la ville de Rome constitueraient, pour ainsi dire, une propriété de mainmorte, affectée à la catholicité tout entière et placée en vertu d'un droit qui n'est écrit nulle part, au-dessus des lois qui régissent le sort des autres Souverainetés. Je me borne seulement à rappeler que les traditions historiques les plus anciennes comme les plus récentes ne paraissent pas sanctionner cette doctrine, et que l'Angleterre, la Prusse, la Russie et la Suède, puissances séparées de l'Église, ont signé à Vienne, au même titre que la France, l'Autriche, l'Espagne et le Portugal, les traités qui restituaient au Pape les possessions qu'il avait perdues.

Les plus hautes convenances, je me hâte de le proclamer, s'accordent avec les plus grands intérêts sociaux pour exiger que le chef de l'Église puisse se maintenir sur le trône occupé par ses prédécesseurs depuis tant de siècles; l'opinion du Gouvernement de l'Empereur est très-ferme à ce sujet, mais il pense aussi que le sage exercice de l'autorité suprême et le contentement des populations sont, dans les États Romains comme ailleurs, les conditions premières de la solidité du pouvoir. Les dangers les plus graves qui menacent aujourd'hui la souveraineté temporelle du Saint-Siège proviennent, il est vrai, du dehors, et si l'occupation de Rome pourvoit aux nécessités du présent, l'avenir demeure exposé à des hasards que nous voudrions sincèrement conjurer.

L'Autriche et l'Espagne, Monsieur ..., nous convient à cette tâche, mais elles n'indiquent pas l'ensemble des moyens à employer pour l'accomplir, et quelques explications de leur part cependant se-

raient d'autant plus nécessaires que leur position vis-à-vis de l'Italie diffère, sous un certain aspect, de celle de la France. Nous avons vu avec regret les stipulations de Villafranca et de Zurich ne pas recevoir leur complète exécution, et nous aurions souhaité que la monarchie des Deux-Siciles ne fût pas renversée; néanmoins, la marche des événements, tout en contrariant ces vœux, n'a pas affecté le Gouvernement de l'Empereur d'une façon aussi directe que les cours de Vienne et de Madrid. Sans accorder notre approbation à ce qui s'est passé, sans vouloir couvrir de notre garantie l'existence du nouvel état de choses, aucun intérêt dynastique ne nous empêche de nouer des relations normales avec le Royaume d'Italie, et l'obstacle à sa reconnaissance ne réside pour nous que dans les difficultés inhérentes aux affaires de Rome.

Nous est-il loisible d'espérer que l'Autriche et l'Espagne soient, dès à présent, disposées à se placer à ce point de vue, et que leur sollicitude pour le Saint-Siège l'emporte sur toute autre considération particulière?

Voilà une demande que je me fais plutôt encore que je ne l'adresse à Votre Excellence, mais le doute même qu'elle soulève et les conséquences qui en découlent ne me permettent pas d'apprécier avec autant d'exactitude qu'il le faudrait la nature de l'action commune proposée par le Gouvernement de ....

Je ne dissimulerai pas, Monsieur ..., que le principe de non-intervention qui a sauvé la paix de l'Europe excluant aujourd'hui, comme il y a un an, l'usage de la force, il existe, à nos yeux, une étroite connexité entre la régularisation des faits qui ont si considérablement modifié la situation de la Péninsule et la solution à donner à la question romaine. Le Gouvernement de l'Empereur serait donc très-heureux d'apprendre que l'Autriche et l'Espagne jugeassent possible d'entrer aussi dans la seule voie qui lui semble devoir conduire, sans secousses nouvelles, à un résultat pratique; mais il n'hésite pas, en toute hypothèse, à donner l'assurance qu'il n'adhérera, pour sa part, à aucune combinaison incompatible avec le respect qu'il professe pour l'indépendance et la dignité du Saint-Siège, et qui serait en désaccord avec l'objet de la présence de ses troupes à Rome.

Agréez, etc.

*Signé : THOUVENEL.*

---

**Déclaration de neutralité dans la guerre entre les États-Unis  
et les États confédérés.**

S. M. l'Empereur des Français, prenant en considération l'état de paix qui existe entre la France et les États-Unis d'Amérique, a résolu de maintenir une stricte neutralité dans la lutte engagée entre le Gou-



vernement de l'Union et les États qui prétendent former une confédération particulière.

En conséquence, Sa Majesté, vu l'article 14 de l'ordonnance de la marine du 16 août 1681, l'article 3 de la loi du 10 avril 1825, les articles 84 et 85 du Code pénal, 65 et suivants du décret du 24 mars 1852, 313 et suivants du Code pénal maritime, et l'article 21 du Code Napoléon,

Déclare :

1° Il ne sera permis à aucun navire de guerre ou corsaire de l'un ou l'autre des belligérants d'entrer et de séjourner avec des prises dans nos ports ou rades pendant plus de vingt-quatre heures, hors le cas de relâche forcée ;

2° Aucune vente d'objets provenant de prises ne pourra avoir lieu dans nosdits ports ou rades ;

3° Il est interdit à tout Français de prendre commission de l'une des deux parties pour armer des vaisseaux en guerre, ou d'accepter des lettres de marques pour faire la course maritime, ou de concourir d'une manière quelconque à l'équipement ou l'armement d'un navire de guerre ou corsaire de l'une des deux parties ;

4° Il est également interdit à tout Français, résidant en France ou à l'étranger, de s'enrôler ou prendre du service, soit dans l'armée de terre, soit à bord des bâtiments de guerre ou des corsaires de l'un ou de l'autre des belligérants ;

5° Les Français résidant en France ou à l'étranger devront également s'abstenir de tout fait qui, commis en violation des lois de l'Empire ou du droit des gens, pourrait être considéré comme un acte hostile à l'une des deux parties, et contraire à la neutralité que nous avons résolu d'observer.

Les contrevenants aux défenses et recommandations contenues dans la présente déclaration seront poursuivis, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 1825, et aux articles 84 et 85 du Code pénal, sans préjudice de l'application qu'il pourrait y avoir lieu de faire auxdits contrevenants des dispositions de l'article 21 du Code Napoléon, et des articles 65 et suivants du décret du 24 mars 1852 sur la marine marchande, 313 et suivants du Code pénal pour l'armée de mer.

Sa Majesté déclare, en outre, que tout Français qui ne se sera pas conformé aux présentes prescriptions ne pourra prétendre à aucune protection de son Gouvernement contre les actes ou mesures, quels qu'ils soient, que les belligérants pourraient exercer ou décréter.

NAPOLÉON.

*Le ministre des affaires étrangères,*

9 juin 1861.

E. THOUVENEL.

**Dépêche de M. Thouvenel de Rayneval, chargé des affaires de France à Turin, à l'occasion de la reconnaissance du roi d'Italie par l'Empereur.**

Paris, le 15 juin 1861.

Monsieur,

Le roi Victor-Emmanuel a adressé à l'Empereur une lettre qui a pour objet de demander à Sa Majesté de le reconnaître comme roi d'Italie. L'Empereur a accueilli cette communication avec les sentiments de bienveillance qui l'animent envers l'Italie, et Sa Majesté est d'autant plus disposée à en donner un nouveau gage, en accédant au vœu du Roi, que notre abstention dans les circonstances actuelles pourrait faire naître des conjectures erronées et être considérée comme l'indice d'une politique qui n'est pas celle du Gouvernement Impérial. Mais si nous tenons à ne pas laisser à ce sujet de doutes sur nos intentions, il est toutefois des nécessités que nous ne pouvons perdre de vue, et nous devons prendre soin que notre reconnaissance ne soit pas interprétée d'une façon inexacte en Italie ou en Europe.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a caché en aucune circonstance ses opinions sur les événements qui ont éclaté l'an dernier dans la Péninsule. La reconnaissance de l'état de choses qui en est résulté ne pourrait donc en être la garantie, de même qu'elle ne saurait impliquer l'approbation rétrospective d'une politique au sujet de laquelle nous nous sommes constamment réservé une entière liberté d'appréciation. Encore moins l'Italie serait-elle fondée à y trouver un encouragement à des entreprises de nature à compromettre la paix générale. Notre manière de voir n'a pas changé depuis l'entrevue de Varsovie, où nous avons eu l'occasion de la faire connaître à l'Europe, comme au Cabinet de Turin. En déclarant alors que nous considérons le principe de non-intervention comme une règle de conduite pour toutes les Puissances, nous ajoutions qu'une agression, de la part des Italiens, n'obtiendrait pas, quelles que pussent en être les suites, l'approbation du Gouvernement de l'Empereur. Nous sommes restés dans les mêmes sentiments et nous déclinons d'avance toute solidarité dans des projets dont le Gouvernement Italien aurait seul à assumer les périls et à subir les conséquences.

Le Cabinet de Turin, d'autre part, se rendra compte des devoirs que notre position nous crée envers le Saint-Siège, et je croirais superflu d'ajouter qu'en nouant des rapports officiels avec le Gouvernement Italien, nous n'entendons nullement affaiblir la valeur des protestations formulées par la Cour de Rome contre l'invasion de plusieurs provinces des États pontificaux. Pas plus que nous, le Gouvernement du roi Victor-Emmanuel ne saurait contester la puissance des consi-

dérations de toute nature qui se rattachent à la question romaine et dominant nécessairement nos déterminations, et il comprendra qu'en reconnaissant le Roi d'Italie, nous devons continuer d'occuper Rome tant que des garanties suffisantes ne couvriront pas les intérêts qui nous y ont amenés.

Le Gouvernement de l'Empereur a jugé nécessaire d'entrer, en un pareil moment, dans les explications les plus franches avec le Cabinet de Turin. Nous avons la confiance qu'il en appréciera le caractère et l'objet.

Vous voudrez bien, monsieur, donner lecture et remettre copie de cette dépêche à M. le baron Ricasoli.

Recevez, etc., etc.

THOUVENEL.

## GRANDE-BRETAGNE.

### Instructions adressées aux Lords de l'Amirauté.

Foreign-Office, le 1<sup>er</sup> juin 1861.

Milords, le Gouvernement de Sa Majesté est, comme vous le savez, désireux d'observer la plus stricte neutralité dans la lutte qui paraît imminente entre les États-Unis et les États qui s'intitulent États confédérés de l'Amérique septentrionale; dans le but de se conformer à ce principe dans toute sa rigueur, il a l'intention d'interdire aux bâtiments armés et aux corsaires des deux partis d'amener leurs prises dans les ports, havres, rades et eaux du Royaume-Uni ou des colonies et possessions de Sa Majesté.

Je dois donc informer Vos Seigneuries que la Reine a ordonné que des ordres conformes aux principes énoncés plus haut seraient adressés aux autorités du Royaume-Uni et aux autorités maritimes et autres des possessions de Sa Majesté, pour leur gouverner dans les circonstances actuelles.

Signé : J. RUSSELL.

## ITALIE.

### Proclamation de M. Di San Martino à son arrivée à Naples.

Italiens des provinces napolitaines !

Honoré de la confiance du Roi, je prends, sous la direction de son Gouvernement, l'administration de ces provinces.

Maintenant que vous avez trouvé une patrie digne de ce nom, et tandis qu'il existe encore des hommes qui vous contestent le droit d'être Italien, je viens au milieu de vous avec la résolution de prêter force, énergie et unité à l'action de tous les bons citoyens qui aspirent à consolider et à rendre durable l'union des peuples italiens.

La force d'un magistrat constitutionnel réside essentiellement dans le concours que lui prêtent ceux-là mêmes dans l'intérêt desquels il doit faire respecter et exécuter les lois.

Ce concours, je l'invoque, et j'espère qu'il me sera universellement prêté avec la sincérité et la dignité qui doivent présider aux relations d'un peuple libre avec ses magistrats.

Et avec une confiance toute particulière j'invoque la coopération de toutes les gardes nationales, qui, aussi bien dans la ville de Naples que dans les provinces, ont donné tant de preuves éclatantes de leur amour envers la patrie, la liberté et les lois.

Les changements rapides et radicaux opérés dans notre révolution ont inévitablement ralenti les services publics, et produit dans leur sein quelque confusion.

Il importe grandement, pour notre commun intérêt, d'en fortifier la marche avec promptitude; et, en assumant personnellement la direction supérieure de toutes les administrations, je tâcherai d'accomplir mon devoir et de m'assurer que dans toutes les administrations publiques règnent immanquablement cette vie d'ordre et ce travail régulier qui sont nécessaires pour donner en même temps à l'action du Gouvernement un caractère calme et énergique et pour satisfaire les légitimes exigences des citoyens.

J'ai la confiance que chacune de ces administrations voudra concourir efficacement, dans la sphère de ses attributions, à la pleine et entière observation des lois, de telle sorte que je puisse m'enorgueillir d'être placé à la tête du Gouvernement.

Ce sera mon étude constante de favoriser aussi bien que je le pourrai le développement de la prospérité morale et matérielle de ces provinces, en quoi je suivrai les généreuses intentions de ce prince auguste dont le patriotisme et la haute intelligence ont si puissamment aidé à l'administration de notre Italie dans les moments les plus difficiles de sa régénération, et qui était, il y a peu de jours encore, auprès de vous le représentant de notre magnanime Souverain.

Fidèle observateur des lois et des intentions du Gouvernement, je mettrai toute ma sollicitude à respecter et à protéger sans passion, sans faiblesse, les libertés et les droits de tous, et j'espère que, quand ma délicate mission aura pris fin, vous reconnaîtrez que j'ai toujours honnêtement et consciencieusement accompli mon mandat, en travaillant pour vous, pour le Roi et pour l'Italie.

Naples, le 21 mai 1861.

DI SAN MARTINO.



**Proclamation du prince de Carignan.**

Italiens des provinces napolitaines ,

Je quitte cette belle et noble partie de l'Italie avec la conscience d'avoir voulu et d'avoir fait tout ce qui dépendait de moi pour votre avantage et dans l'intérêt du Roi et de la patrie. Je n'ai pas pu certainement accomplir tout ce que j'aurais désiré, mais je laisse le pays dans de meilleures conditions matérielles, morales et politiques, et avec l'espérance d'un avenir prospère. Des réformes importantes ont été faites, les élections municipales sont accomplies, un grand réseau de chemins de fer va être entrepris, l'action de la justice a plus de vigueur, l'instruction publique et la garde nationale sont en voie de réorganisation, l'autorité du Gouvernement est respectée, les partis extrêmes sont réfrénés et leurs coupables tentatives réprimées, l'œuvre importante et difficile de l'unification nationale est plus qu'à moitié réalisée. J'ai pu faire ou entreprendre tout cela avec l'appui que j'ai trouvé dans l'immense majorité des populations napolitaines, et grâce à leur bon sens, à leur patriotisme, à leur dévouement au roi et à la cause italienne. Acceptez l'expression de ma sincère reconnaissance. Prêtez votre concours à l'éminent personnage auquel est confiée maintenant l'administration de ces provinces. Songez combien il faut encore faire pour la complète unification de la grande patrie italienne, et facilitez au Gouvernement l'armement national en répondant avec empressement à l'appel des levées de terre et de mer.

Le regret que j'éprouve en m'éloignant d'un aussi noble pays est tempéré par l'espoir de ne point laisser un souvenir désagréable et par la pensée de pouvoir me rendre l'interprète fidèle de vos généreux sentiments et de vos désirs patriotiques auprès de notre glorieux roi Victor-Emmanuel.

22 mai 1861.

EUGÈNE DE SAVOIE.

---

**Note du comte de Cavour au comte Brassier de Saint-Simon,  
ambassadeur de Prusse à Turin.**

Turin, 29 mai 1861.

Monsieur le comte, le ministre du Roi auprès de la Diète germanique s'est trouvé naguère dans le cas de devoir adresser, par ordre du Gouvernement de Sa Majesté, quelques lettres rogatoires et autres pièces judiciaires, concernant des intérêts particuliers, à MM. les ministres de Bavière, de Wurtemberg et de Mecklembourg accrédités à Francfort, avec prière de vouloir bien y faire donner suite dans leurs États respectifs.

Les envoyés de ces Puissances refusèrent de déférer à la demande de M. le comte de Barral, et se hâtèrent de lui retourner les documents en question, en alléguant pour motif de leur refus la circonstance que le pli qui les contenait portait le cachet de la légation de S. M. le Roi d'Italie, titre qui, pour nos Représentants à l'étranger, est le seul possible, puisqu'il leur est prescrit par une loi qui a reçu la sanction des pouvoirs constitutionnels de leur pays.

M. le ministre de Bavière ne voulut même pas ouvrir la communication qui lui était adressée, et, au lieu d'en énoncer par lettre, et d'une manière polie, les motifs, il se borna à faire dire par son secrétaire au ministre de Sa Majesté qu'il ne connaissait pas de légation d'Italie à Francfort.

De leur part, les envoyés de Wurtemberg et de Mecklembourg, tout en donnant une forme plus convenable à leur réponse négative, n'en prétextèrent pas moins les mêmes raisons que leur collègue de Bavière. Cet acte, que la nature même de la communication qui en était l'objet, n'aurait aucunement permis de prévoir, a nécessairement dû nous causer une juste et pénible surprise.

Le Gouvernement du Roi, vous en êtes informé, monsieur le comte, s'est religieusement abstenu de faire auprès des puissances allemandes aucune démarche qui parût les mettre en demeure de reconnaître le royaume d'Italie, moins encore voudrait-il essayer d'en obtenir la reconnaissance d'une façon subreptice.

Attachant un haut prix à leur amitié, confiant en même temps dans leur loyauté et dans leur sagesse, il a déclaré, au contraire qu'il les laissait complètement juges du moment où elles penseraient pouvoir reconnaître le nouveau titre du Roi, et le reconnaître de la seule manière qui puisse convenir à leur dignité et à la nôtre, c'est-à-dire ouvertement et officiellement.

Cette conduite de déférence et de réserve, nous l'avions gardée, et étions disposés à la garder encore, surtout envers les Gouvernements dont il s'agit et nommément envers la Bavière, pour leur témoigner tout le compte que nous tenons ou des circonstances de leur politique, ou de leurs relations de famille.

Mais si nous ne prétendons aucunement leur imposer une décision quelconque, nous ne saurions souffrir qu'ils répondent à nos ménagements par un procédé dans lequel on chercherait en vain le respect des convenances.

Ce procédé d'ailleurs est d'autant moins justifiable que l'Autriche elle-même, qui avait non-seulement nettement signifié ne pas reconnaître le nouveau royaume, mais qui avait formellement protesté contre tous les changements intervenus en Italie après la paix de Villafranca, pour ne pas troubler entre les deux pays les relations

individuelles et commerciales, avait pris cependant l'initiative de permettre à ses agents de viser les passe-ports et autres documents émanés de nos chancelleries, lors même qu'ils porteraient l'intitulé de Roi d'Italie.

Né pouvant, en conséquence, demeurer indifférent à des actes blessants et qui constituent évidemment une atteinte à la dignité de la Couronne, le Roi, mon auguste souverain, a pris la résolution de retirer l'exequatur à MM. les agents consulaires de Bavière, de Wurtemberg et de Mecklembourg en Italie.

Je crois devoir porter cette décision à la connaissance de Votre Excellence, parce que, d'après les informations que dans d'autres circonstances elle a bien voulu me donner, il en résulterait que Votre Excellence a été autorisée à se charger de la protection officieuse des sujets des Puissances formant partie de la Confédération germanique, lorsque, par une raison quelconque, elles n'auraient point d'agent diplomatique ou consulaire en Italie.

En vous priant, monsieur le comte, de vouloir bien informer votre Gouvernement, j'aime à nourrir la confiance que le cabinet de Berlin saura apprécier convenablement la conduite des États que je viens d'indiquer et la mesure que leurs procédés nous ont forcés à prendre.

J'ai l'honneur de renouveler à Votre Excellence, etc.

DE CAVOUR.

Cette note est le dernier acte diplomatique signé par M. de Cavour, décédé le 6 juin.

---

**Discours prononcé à la séance de la Chambre des députés, le 12 juin, par M. le baron Ricasoli, en annonçant la reconstitution du ministère.**

J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que samedi dernier, 8 juin, S. M. le Roi a jugé à propos de m'appeler auprès de lui pour me confier la difficile mission de compléter le ministère.

En peu de temps j'ai été en mesure de présenter à Sa Majesté une liste de citoyens qui a été agréée par elle, et aujourd'hui je puis vous annoncer que le ministère est composé des personnes dont je vais lire les noms à la Chambre.

Intérieur, le commandant Minghetti; Finances, le chevalier Bastogi; Marine, ce ministère est séparé de celui de la guerre avec lequel il était réuni pour être confié au général Menabrea; Grâce et Justice, l'avocat Miglietti; Travaux publics, le commandeur Peruzzi; Instruction publique, le chevalier de Sanctis; Agriculture et Commerce, l'avocat Cordova; la Présidence et les Affaires Étrangères me sont confiées à moi-même.

J'aurais vivement désiré pouvoir aussi annoncer définitivement la constitution du ministère de la Guerre.

Ce ministère est si important que naturellement tout le monde sentait le besoin d'un bon choix.

C'est ce désir, ce besoin même, qui sont cause qu'il demeure présentement vacant.

Provisoirement les affaires en seront expédiées par le président du conseil, et la direction générale en est confiée au général Cugia.

Messieurs les députés, appelé par la confiance du Roi à succéder dans le gouvernement de l'État à cet homme illustre, qu'une mort prématurée a ravi à l'Europe, au grand détriment et pour le plus grand malheur de l'Italie, nous avons accepté, par un sentiment de devoir bien plus que de présomption dans nos forces.... Mais, dans l'immense calamité qui nous a frappés, nous n'hésitons pas à affirmer que personne n'a plié sous le poids de la douleur, personne n'a douté des destins de la patrie.

Non, messieurs, le vaste projet de ce grand homme d'État n'a pas péri avec lui; quand il descendait dans la tombe, ce projet était déjà devenu l'âme et la vie d'une nation entière.

Maintenant, notre tâche sera de continuer cette œuvre, déjà conduite avec une si sage hardiesse si près de son terme. Vis-à-vis de l'Europe, nous devons maintenir et défendre le droit qu'a l'Italie de se constituer et de se compléter. La puissance, chaque jour croissante de l'opinion publique, la sagesse, l'intérêt des Gouvernements, le besoin généralement senti de mettre fin à un état de choses dommaageable pour tous et même périlleux pour beaucoup, l'appui bienveillant des Souverains alliés qui voient clairement combien il est nécessaire que l'Italie soit unie et forte, nous donnent la confiance que l'Europe ne tardera pas à reconnaître notre droit. Mais, quelque confiance que nous ayons dans le cœur, l'Italie doit être prête pour tout événement; elle doit être en mesure de faire face à toutes les éventualités. Le premier soin du Gouvernement, je dis plus, son premier devoir sera de poursuivre avec une infatigable ardeur l'armement national. Les fonds nécessaires pour les préparatifs militaires, ceux non moins nécessaires pour accomplir les grands travaux publics qui doivent hâter le développement de la puissance économique de la nation, ne peuvent être fournis par les impôts. Vous êtes appelés, messieurs, à voter une loi qui autorise le Gouvernement à contracter un emprunt destiné à faire face aux nécessités publiques.

Pendant que nous recourons au crédit, nous ne pouvons ni ne devons oublier que notre but doit être de pourvoir au moyen de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, équilibre qui est la base principale du crédit des États. Ce but peut être atteint par di-



verses voies : soit en introduisant dans les différentes branches de l'administration publique de sages et proportionnelles économies ; mais l'effet de ce moyen ne se fait pas immédiatement sentir, parce qu'il faut qu'il soit accompagné des décisions à l'aide desquelles le Parlement croira devoir établir la nouvelle administration du Royaume ; soit par une augmentation des impôts publics également répartie.

Progressivement aussi les recettes publiques s'accroîtront, grâce aux nouvelles institutions, grâce aux sages mesures que le Parlement a déjà adoptées ou qu'il adoptera par la suite sur la proposition du Gouvernement.

Nous voulons procéder le plus rapidement possible à l'unification gouvernementale ; l'unification législative doit être l'œuvre du Parlement. La décentralisation administrative doit principalement s'obtenir par les libertés communales et provinciales.

Le ministère précédent avait reconnu, d'accord avec la commission chargée de l'examen des lois administratives, qu'il ne serait pas possible de voter ces lois dans le cours de la session ; il reconnut néanmoins, d'accord avec elle, la nécessité de quelques mesures d'urgence qui seront sous peu présentées à la Chambre, dont la sagesse donne la certitude au Gouvernement qu'elles seront favorablement accueillies par elle dans l'intérêt des populations.

Enfin, dans le statut, dans les lois qui lui servent de couronnement, le Gouvernement cherchera toujours la garantie la plus ferme de l'ordre public ; le fondement le plus solide de son autorité doit être le dévouement au statut et le respect aux lois. En effet, les lois, en traçant les limites respectives de l'autorité gouvernementale et des libertés publiques, font que l'exercice direct de la première et le plein développement des secondes sont également utiles à la félicité de l'État. En conséquence, le Gouvernement veillera avec fermeté et énergie à maintenir l'ordre, non comme une négation de liberté, mais comme la garantie, comme la condition et la conciliation de toutes les libertés.

Messieurs, telles sont les principales intentions que le ministère prend pour guide de son Gouvernement. Fidèle au grand principe que vous avez consacré en tant d'occasions solennelles, le ministère compte sur la continuation de votre appui, sans lequel il ne serait pas possible de diriger le Gouvernement avec un esprit confiant.

Il a foi dans l'intelligence, dans le patriotisme de tous les Italiens ; il a foi dans cette concorde qui, au milieu des moments les plus périlleux, sauve les destinées d'une nation.

---

**Dépêche du baron Ricasoli au comte de Gropello, chargé des affaires d'Italie à Paris, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel, en date du 15 juin.**

Turin, le 21 juin 1861.

Monsieur le comte,

Le chargé des affaires de France est venu me donner communication de la dépêche dont vous trouverez ci-jointe une copie.

Dans cette dépêche, S. Exc. le Ministre des Affaires Étrangères de l'Empereur déclare que Sa Majesté impériale est prête à nous donner un nouveau gage de ses sentiments de bienveillance en reconnaissant le royaume d'Italie. Il ajoute, toutefois, que cet acte aurait surtout pour but d'empêcher des conjectures erronées, et qu'il ne saurait impliquer l'approbation rétrospective d'une politique au sujet de laquelle le Gouvernement de Sa Majesté Impériale s'est constamment réservé une entière liberté d'appréciation. Encore moins serions-nous fondés, d'après cette dépêche, à voir dans la reconnaissance de la France un encouragement à des entreprises de nature à compromettre la paix générale. Rappelant les déclarations du Gouvernement français à l'époque de l'entrevue de Varsovie, M. Thouvenel répète qu'il continue à regarder le principe de non-intervention comme une règle de conduite pour toutes les Puissances ; mais il déclare que le Cabinet des Tuileries déclinerait d'avance toute responsabilité dans des projets d'agression dont nous aurions à assumer les périls et à subir les conséquences.

Passant ensuite à expliquer la position de la France vis-à-vis la Cour de Rome, M. Thouvenel rappelle que de puissantes considérations obligent le Gouvernement Impérial à continuer d'occuper Rome, tant que des garanties suffisantes ne couvriront pas les intérêts religieux que l'Empereur a justement à cœur de protéger, et il exprime la confiance que le Gouvernement du Roi saura apprécier le caractère et l'objet de ces franches explications.

Avant de vous faire connaître ma manière de voir sur les considérations développées dans la dépêche de M. Thouvenel, je dois vous prier, monsieur le comte, d'exprimer à M. le Ministre des Affaires Étrangères ma vive et profonde gratitude pour la précieuse marque de sympathie que l'Empereur est disposé à donner à notre cause nationale, en reconnaissant le Royaume d'Italie. Cet acte revêt, dans les circonstances actuelles, une valeur toute particulière, et les Italiens seront profondément touchés en voyant que Sa Majesté Impériale, bien qu'Elle n'ait pas modifié son jugement sur les événements qui se sont passés l'an dernier dans la Péninsule, est disposée à donner à l'Italie, encore attristée d'un grand deuil national, une preuve si éclatante de sa haute et généreuse bienveillance.

En vous priant d'être l'organe de ces sentiments auprès du Gouvernement de l'Empereur, je ne fais que suivre l'exemple du grand citoyen dont nous pleurons la mort. J'apprécie comme lui à sa valeur la franchise avec laquelle le Gouvernement Impérial a bien voulu nous faire connaître sa manière de voir sur les événements qui pourraient survenir en Italie. Je ne saurais mieux répondre à cette preuve de confiance qu'en exprimant avec une égale franchise et sans aucune réticence toute ma pensée.

Chargé par la confiance du Roi de remplacer le comte de Cavour à la présidence du Conseil et dans la direction de la politique extérieure, j'ai trouvé mon programme tracé d'avance dans les votes récents que les deux Chambres du Parlement ont eu l'occasion d'émettre sur les questions les plus importantes pour l'avenir de l'Italie. Après de longs et mémorables débats, le Parlement, tout en affirmant d'une manière solennelle le droit de la nation à se constituer dans sa complète unité, a exprimé l'espoir que les progrès, que la cause de l'Italie fait chaque jour dans la conscience publique, amèneraient peu à peu et sans secousse la solution si ardemment souhaitée par les Italiens.

Cette confiance dans la justice de notre cause, dans la sagesse des gouvernements européens, ainsi que dans l'appui chaque jour plus puissant de l'opinion publique, que le comte de Cavour exprimait avec tant d'éloquence peu de temps avant sa mort, a passé tout entière dans l'administration que j'ai l'honneur de présider. Le Roi et ses Ministres sont toujours convaincus que c'est en organisant les forces du pays et en donnant à l'Europe l'exemple d'une marche sage et régulière, que nous réussirons à sauvegarder nos droits sans exposer l'Italie à des agitations stériles et l'Europe à de dangereuses complications. Vous pouvez donc, monsieur le comte, rassurer complètement le Gouvernement de l'Empereur sur nos intentions au sujet de la politique extérieure. Néanmoins, les déclarations de M. Thouvenel, relativement à la question romaine, m'obligent à ajouter quelques mots à cet égard.

Vous savez, monsieur le comte, de quelle manière cette question est envisagée par le Gouvernement du Roi. Notre vœu est de rendre à l'Italie sa glorieuse capitale, mais notre intention est de ne rien ôter à la grandeur de l'Église, à l'indépendance du Chef Auguste de la religion catholique. Nous aimons, par conséquent, à espérer que l'Empereur pourra, dans quelque temps, rappeler ses troupes de Rome, sans que cette mesure fasse éprouver aux catholiques sincères des appréhensions que nous serions les premiers à regretter. Les intérêts même de la France, nous en avons la conviction, décideront le Gouvernement français à prendre cette détermination. Tout en laissant à

la haute sagesse de l'Empereur d'apprécier le moment où Rome pourra être sans danger laissée à elle-même, nous nous ferons toujours un devoir de faciliter cette solution, et nous espérons que le Gouvernement français ne nous refusera pas ses bons offices pour amener la cour de Rome à accepter un accord qui serait fertile en conséquences heureuses pour l'avenir de la religion, aussi bien que pour le sort de l'Italie.

Veuillez donner lecture et copie de cette dépêche à S. Exc. le Ministre des Affaires Étrangères.

Agrérez, etc.

RICASOLI.

**Discours de M. Ricasoli, président du conseil, prononcé dans la séance du 25 juin de la Chambre des députés, pour annoncer la reconnaissance du royaume d'Italie par la France.**

Le Gouvernement du Roi est heureux d'annoncer à l'honorable Chambre des députés un événement qui sera accueilli avec une vive satisfaction par le peuple italien.

Sa Majesté l'Empereur des Français reconnaît Sa Majesté le Roi Victor-Emmanuel II comme roi d'Italie.

Le droit de notre nationalité jusqu'ici gravé dans la conscience seule du peuple italien deviendra sous peu un droit reconnu de l'Europe entière. La reconnaissance de la France, jointe à celle de l'Angleterre, fixe définitivement notre position en Europe.

L'Italie aujourd'hui s'asseoit parmi les nations sœurs et y prend possession du rang qui lui avait été jusqu'ici longuement contesté.

La reconnaissance du royaume d'Italie accomplit et scelle ces paroles mémorables que l'Empereur des Français prononçait en juillet 1859, en répondant aux félicitations des corps constitués de la France, à son retour après la glorieuse campagne d'Italie.

Il disait : « L'avenir rendra manifestes les résultats de la paix pour le bonheur de l'Italie, pour la grandeur de la France et pour la paix de l'Europe. »

La Chambre voudra certainement reconnaître aussi comme une nouvelle preuve de la bienveillance de l'Empereur le moment même choisi par lui pour en donner un témoignage solennel.

Certainement, il a voulu par là rendre à l'Italie moins sensible la grande calamité qui l'a frappée. L'Italie assurément y verra un nouveau titre à sa reconnaissance envers la généreuse nation dont le Gouvernement impérial représente dignement le génie et les nobles instincts.

Non, messieurs, je ne crois pas humilier la dignité de l'Italie, en déclarant qu'elle doit être reconnaissante envers la France, car la re-



connaissance est au nombre des vertus les plus nobles, et c'est un devoir d'être reconnaissant, aussi bien pour une nation que pour un individu.

Ne craignez pas, messieurs, que notre reconnaissance envers la France puisse, si peu que ce soit, entraîner le sacrifice de nos droits et de nos intérêts. Entre la France et l'Italie, il ne peut exister de conflit d'intérêts. La liberté, les progrès de l'humanité seront désormais les seules et communes fins des peuples civilisés. L'Italie et la France marcheront ensemble vers ce noble but. C'est la nouvelle base, je le dirai franchement, de cette politique que l'Empereur des Français a inaugurée avec la guerre d'Italie, de cette politique qui sera son plus beau titre de gloire, de cette politique qui donnera au monde ce dont le monde a le plus besoin, la paix fondée sur la justice.

Messieurs, félicitons-nous de ce nouveau succès, mais n'oublions pas que notre œuvre n'est pas achevée. Nous devons nos succès principalement à la sagesse, à la constance, à la concorde, à une magnanime émulation d'efforts et de sacrifices ; ces vertus nous ont conduits à un résultat prodigieux ; de ces mêmes vertus, toutefois nous avons encore besoin ; il n'y a pas de bienveillance, il n'y a pas d'appui étranger qui puisse équivaloir à leur effet ; elles donnent, en fin de compte, la véritable raison du passé, et sont le gage le plus assuré de l'avenir.

---

## PORTUGAL.

### **Discours d'ouverture de la Session des Cortès, 20 mai 1864.**

Dignes Pairs du royaume et messieurs les Députés de la nation portugaise,

Après une courte interruption des travaux parlementaires, les corps législatifs ont été convoqués de nouveau pour s'occuper des affaires publiques qui réclament constitutionnellement leur présence. C'est avec la plus vive satisfaction qu'en ce moment solennel je me vois au milieu de vous. Les relations les plus pacifiques se maintiennent toujours avec tous nos alliés. Les dernières élections se sont accomplies dans un calme parfait ; c'est une nouvelle preuve que la nation est disposée à exercer le plus important de ses privilèges politiques. Le développement des voies de communication continue d'être l'objet de la sérieuse attention de mon Gouvernement. Un emprunt important, conclu à des conditions avantageuses avec les capitalistes portugais, fournira d'amples ressources à cette branche du service public, et le ministre des travaux publics prendra les mesures nécessaires. Votre attention sera appelée sur le complément de quelques mesures pré-

sentées pendant la dernière session, et dont mon Gouvernement renouvellera l'initiative. Le progrès des recettes provenant des impôts indirects est très-satisfaisant, il indique une tendance rapide vers le rétablissement d'un équilibre entre la recette et la dépense de l'État.

Mon ministre des finances vous présentera plusieurs mesures dans le but de modifier, pour le bien du service et aussi dans l'intérêt public, quelques mesures législatives d'après l'expérience qui a reconnu la nécessité de cette modification. Nos provinces d'outre-mer appellent plus qu'à nulle autre époque antérieure la sollicitude des pouvoirs de l'État. Le développement de l'agriculture et du commerce de ces contrées est de la plus haute importance, depuis qu'on a la certitude que les produits de leur sol pourront bientôt offrir de précieuses ressources à l'industrie étrangère et nationale.

Sur ce point, le ministre de la marine vous présentera les mesures nécessaires. Mes divers ministres vous présenteront celles que réclament avec plus d'urgence les besoins publics. J'attends de votre zèle et de votre intelligence le concours le plus actif pour le service du pays auquel nous sommes fiers d'appartenir.

---

## PRUSSE.

### **Discours du Roi à la clôture de la session de la Diète.**

Berlin, 5 juin 1861.

Illustres, nobles et chers messieurs des deux chambres de la Diète, la confiance avec laquelle je vous saluais au début de vos délibérations n'a pas été déçue.

La session maintenant terminée a eu des résultats importants. Ils sont de nature à appuyer et à fortifier mon Gouvernement dans la direction qu'il a suivie jusqu'ici. Ils auront des conséquences salutaires pour la paix intérieure, pour le sain développement de notre existence politique, et ils augmenteront le poids de la Prusse en Allemagne et en Europe.

Des traités et des lois ouvrant au commerce des voies nouvelles, affranchissant d'entraves l'industrie, sont entrés en vigueur avec votre assentiment. Le réseau des chemins de fer du pays a été considérablement agrandi par les moyens que vous vous êtes empressé de voter, et la communication avec nos provinces occidentales sera bientôt, non-seulement abrégée, mais encore mieux assurée par une nouvelle ligne.

Vous avez accordé votre assentiment au traité qui relie plus directement les communications par eau de la Prusse et de la France.

Les droits du Rhin ont été considérablement abaissés, les droits de transit abolis. Ceux qui pouvaient retarder l'essor d'une branche de plus en plus importante de notre industrie, l'exploitation des mines, ont été réduits, et l'administration en a été simplifiée. Les entraves à l'industrie des étrangers sont écartées, et la façon dont a été complétée la loi sur l'impôt industriel garantit la transformation de cet impôt sur des bases plus justes et plus convenables. Les inégalités dans l'imposition du sol, qui ont si longtemps séparé les provinces de la monarchie, et les différentes classes de la propriété foncière, sont enfin écartées par les projets de lois de mon gouvernement, auxquels vous avez donné votre approbation.

Par ces lois a été rendu au pays un grand service, dont je suis d'autant plus reconnaissant que j'apprécie les sacrifices faits.

Je suis heureux de l'assentiment unanime accordé par vous au Code de commerce allemand. Par là une œuvre excellente de l'esprit allemand est devenue propriété de notre patrie prussienne; par là a été donné un nouveau témoignage de nos efforts zélés pour unir plus étroitement les États allemands par le lien de lois communes.

La loi sur l'extension du ressort de la justice applique la décision judiciaire sur des terrains qui lui étaient soustraits jusqu'ici. Elle contribuera à étendre l'autorité de la loi et à relever la considération de mes tribunaux.

Messieurs, vous avez accordé à mon Gouvernement les moyens suffisants pour le maintien de l'organisation de l'armée ordonnée par moi et indispensable à la grandeur et à la puissance de la Prusse. Je vous en remercie.

Comme mon Gouvernement ne perdra de vue ni l'introduction de bases légales convenables, ni l'établissement d'un budget régulier de l'administration militaire, je puis passer sur la forme du vote, laquelle ne touche pas le principe vital de la grande mesure. L'organisation maintenant si ferme et si forte de mon excellente armée, sortie de notre peuple toujours capable de porter les armes, l'empressement que vous avez montré à faire des sacrifices par l'élévation des impôts dans ce but, donnent à la Prusse la force d'être là toujours armée pour sa défense et pour celle de la commune patrie allemande. La réorganisation des forces militaires prussiennes est d'autant plus indispensable pour garantir les frontières allemandes, que mes sérieux et constants efforts ne sont point parvenus jusqu'ici à amener une révision conforme aux besoins du présent de la constitution militaire de la Confédération germanique, et à hâter l'adoption de mesures pratiques pour la protection de l'Allemagne contre les dangers à venir. Le vif intérêt que vous avez pris au développement de notre jeune marine militaire, dont le progrès est commandé aussi bien

par l'intérêt de la Prusse que de l'Allemagne, m'a rempli de satisfaction.

Le Gouvernement du roi de Danemark n'a pas complètement cédé aux réclamations posées par la Diète germanique. Les offres faites ensuite par le même Gouvernement ne mettent pas encore non plus en perspective certaine la solution convenable de l'affaire, pendante à la Diète, des Duchés allemands réunis sous le sceptre du Roi de Danemark. Mais le caractère de nos relations avec les grandes puissances de l'Europe nous donne la garantie suffisante qu'elles ne seraient pas troublées par des mesures sérieuses qui deviendraient nécessaires dans les limites du territoire fédéral allemand.

Si la représentation du pays continue de travailler avec moi au bien de la patrie avec un zèle loyal et des efforts unanimes, si nous maintenons les barrières que l'on ne peut franchir sans favoriser le parti du bouleversement actif en Europe, alors je puis espérer, avec l'aide de Dieu, une suite prospère de mon Gouvernement.

Souvenez-vous, messieurs, de ma devise : Royauté par la grâce de Dieu, fidélité à la loi et à la Constitution, fidélité du peuple et de l'armée forte de ses triomphes, justice, vérité, confiance, crainte de Dieu ! Suivez-la toujours avec moi, cette devise, et nous pourrons espérer un avenir heureux et riche d'espérances pour notre chère patrie.

Dieu le veuille !

## RUSSIE.

**Rapport secret sur le royaume de Pologne, présenté à l'Empereur par M. Tymowski, ministre d'État, à la suite de l'adresse signée à Varsovie le 28 février 1861.**

### I. Statut organique du royaume de Pologne.

Le statut organique octroyé en l'année 1832 par l'empereur Nicolas sert encore aujourd'hui de loi fondamentale pour le royaume de Pologne et devait être obligatoire pour les habitants de ce pays. Les dispositions de ce statut ont cependant été modifiées en grande partie par des ukases et des règlements postérieurs ; d'autres, malgré le laps de trente ans écoulé depuis sa publication, n'ont reçu encore aucun commencement d'exécution ; d'autres, enfin, ne répondant ni aux vues du gouvernement ni aux intentions et aux besoins réels des habitants du royaume de Pologne, ne peuvent en aucune façon être appliquées.

Conformément à la volonté suprême de Votre Majesté, j'ai préparé, conjointement avec MM. Platonoff et Karnicki, un rapport qui signale les dispositions du statut qu'on doit maintenir et celles qui doivent



être modifiées, et comment ces modifications devront être exécutées.

Le statut organique de 1832 renferme soixante-neuf articles et se divise en cinq chapitres :

Le premier chapitre, qui contient vingt et un articles, renferme les lois fondamentales et s'occupe des rapports du royaume avec l'empire;

Le deuxième (articles 21 et 41), traite des autorités locales du royaume;

Le troisième, des assemblées de propriétaires, des assemblées (communales), de district et des conseils de palatinat (maintenant de gouvernements);

Le quatrième, des États provinciaux;

Le cinquième est consacré à l'ordre judiciaire.

Les dispositions des deux premiers chapitres, à part quelques détails de rédaction dans les articles 1, 5 et 8, n'exigent aucune modification. En ce qui touche les deux chapitres suivants, le troisième et le quatrième, on a assuré aux habitants une certaine part dans les questions d'intérêt local, par l'entremise :

1° Des autorités urbaines, éligibles par les assemblées urbaines (article 41);

2° Des conseils de palatinats (gouvernements), également éligibles et ayant le droit d'élire eux-mêmes des juges pour les tribunaux de première et de deuxième instance, de participer à la rédaction et à la vérification des listes de candidats aux diverses fonctions administratives, de veiller à la conservation des intérêts des palatinats et d'adresser au gouvernement des représentations à ce sujet (articles 51 et 52).

3° Enfin, des assemblées des États provinciaux ayant le droit de délibérer sur les questions d'intérêt général du royaume entier (article 53).

Indépendamment de ces diverses autorités, on a, conformément au statut organique, donné l'autorité législative et le contrôle administratif au conseil d'État du royaume qui a été chargé de discuter et de présenter les projets de loi, de délibérer sur le budget et de vérifier les comptes rendus présentés annuellement par les diverses autorités.

Le conseil d'État, sans parler de quelques attributions de moindre importance, avait encore le droit de mettre en accusation les hauts fonctionnaires; il tranchait les conflits d'attributions entre les autorités judiciaires et les autorités administratives et avait à statuer sur les vœux et les pétitions présentés par les assemblées des États provinciaux et les conseils des palatinats (gouvernements).

## II. Situation actuelle du pays.

Les autorités urbaines éligibles et les conseils de palatinats n'ont pas été organisés jusqu'à ce jour. Si ces deux institutions, qui peuvent s'accorder si facilement avec le système administratif actuel, sont restées néanmoins à l'état de projet, à plus forte raison n'a-t-il pas été possible d'organiser des assemblées des États provinciaux qui devaient réellement représenter les besoins généraux du pays avec voix consultative seulement. On peut dire que depuis 1831, sans avoir égard aux promesses du statut, le royaume de Pologne a été livré complètement à la bureaucratie et est resté sous l'influence exclusive des employés, sans aucune participation des habitants placés ainsi en dehors de toute hiérarchie administrative.

En 1841, on supprima le Conseil d'État dont les attributions furent transportées aux départements neuvième et dixième du sénat qui formèrent une assemblée spéciale.

La vérification du budget annuel des recettes et des dépenses du royaume, ainsi que l'examen des rapports des différents ministères, rentrèrent dans les attributions du conseil administratif, et, bien que l'assemblée du sénat eût conservé la plénitude des attributions de l'ancien conseil d'État, le seul changement de nom et l'introduction dans le sénat, à titre de récompense, de personnes étrangères à l'administration, enlevèrent par ce fait à cette autorité toute influence sur la marche de l'administration et sur la législation.

Cet état de choses fut une nouvelle expression du système de gouvernement purement bureaucratique, lequel, contre toute attente, de provisoire qu'il était devint définitif.

En 1849, l'empereur Nicolas, frappé de l'inconvénient d'un pareil système et convaincu de la nécessité de donner au pays un organe légal, créa les maréchaux de la noblesse dans les cinq gouvernements dont se compose le royaume, manifestant l'intention de permettre plus tard à la noblesse d'élire les maréchaux; mais ce projet ne fut pas exécuté, et les maréchaux de la noblesse nommés par le gouvernement augmentèrent encore, pour ainsi dire, le nombre des fonctionnaires, et devinrent une *nouvelle charge* pour le Trésor du royaume, sans lui apporter aucun secours sérieux. Leurs attributions étaient trop limitées et les plaçaient dans une position difficile et équivoque.

Après l'avènement au trône de Votre Majesté, le prince Gortschakoff, investi de la dignité de lieutenant du royaume, ordonna l'examen de bien des questions dont on ne s'était pas occupé depuis de longues années.

Interprète des intentions bienveillantes de Votre Majesté, et animé du désir de rendre heureux le pays confié à sa direction, le prince

Gortschakoff comprit qu'il était impossible à l'avenir de rester dans la voie qu'on avait suivie jusqu'alors et qu'il fallait plutôt appeler les habitants du pays à prêter leur concours au gouvernement.

Sous l'influence de cette conviction plusieurs mesures ont été prises par le prince Gortschakoff, savoir :

1° On a confié aux délégués des districts et aux comités des gouvernements, le soin d'examiner les contrats passés entre les propriétaires et les paysans en ce qui concerne le fermage ; on les a également invités à prendre toutes les mesures propres à faciliter l'accord entre les deux parties contractantes ;

2° Un comité composé de propriétaires, de fermiers et de bourgeois, a été chargé de mettre en vigueur les mesures pouvant prévenir les progrès de l'épizootie ;

3° Des comités d'arrondissement ont été institués pour la construction de chaussées et de chemins vicinaux ;

4° Une Société agricole a été fondée comme organe et représentant des besoins agricoles ;

5° Dans le nouveau projet de contribution foncière qu'on élabore, on a eu l'intention de confier la répartition de l'impôt à une commission composée de propriétaires.

En considérant les nombreux avantages résultant de l'admission des habitants dans la direction des affaires locales, le Gouverneur civil de Varsovie, M. Lazcrysiski, un des fonctionnaires les plus expérimentés du royaume, proposa la création des conseils de districts, qui, en centralisant toutes les attributions des comités de district aplaniraient toutes les difficultés.

### III. Modifications et mesures projetées.

Après cet aperçu sur l'état actuel du royaume de Pologne, j'étudierai avant tout les moyens à employer par lesquels on pourrait, sur une base juste, appeler les habitants du royaume à prendre part à la direction des affaires locales, pour ouvrir une voie vers une action légale, pour paralyser la mauvaise influence que peuvent avoir sur eux certaines menées coupables, enfin pour leur donner la possibilité de faire connaître leurs vœux, sans sortir de la légalité et sans créer un élément de troubles.

Pour procéder systématiquement, il faut commencer par les derniers échelons de l'ordre administratif, et notamment par les autorités urbaines. Des autorités de ce genre, nommées par élection, existent en Russie et dans beaucoup d'autres États de l'Europe ; il est difficile en effet d'écarter les habitants de la direction de leurs affaires et le rôle du gouvernement doit consister uniquement à surveiller

l'administration des biens de la commune et empêcher les abus de ses représentants.

La création d'autorités urbaines, assurée par le statut et confirmée par un ukase spécial de l'année 1855, répondra à un des besoins principaux du pays. Des modèles d'organisation semblable peuvent facilement être trouvés dans les lois de l'empire et dans celles d'autres puissances européennes parmi lesquelles nous citerons en premier lieu la Belgique.

Les municipalités de ce genre doivent être organisées d'abord dans les principales villes du royaume. Les villes seules peuvent être actuellement constituées en communes véritables comme des personnes morales, ayant leurs intérêts et leur fortune propre. Les communes rurales n'ont d'importance que comme subdivisions administratives.

2° Si, dans l'avenir les vœux de la Société agricole en ce qui touche la création de fonds communaux pour les paysans fermiers, viennent à s'accomplir, ou pourra établir des autorités communales électives, ainsi que cela a lieu dans l'Empire.

3° Le statut organique de 1832 garde le silence sur les conseils de district ; cependant on a déjà démontré leur utilité et cette utilité ressortira surtout dans la pratique. — En effet dans le système administratif du royaume, les décisions des ministères reçoivent en dernier lieu leur exécution dans les districts, tandis que les autorités siégeant aux chefs-lieux des gouvernements ne sont que des intermédiaires, que des agents de transmission.

Les conseils de district doivent être nécessairement électifs de même que les délégations de district chargées de régler les rapports des propriétaires et des fermiers.

Seulement, en ce qui touche les élections, il se présente une grave difficulté : on se demande s'il faut maintenir les dispositions du statut organique qui établit une distinction pour le droit d'être électeur entre ceux qui sont nobles et ceux qui ne le sont pas, ou s'il faut concéder ce droit à tout individu à quelque classe qu'il appartienne, pourvu qu'il soit propriétaire d'une certaine étendue de terrain.

Il me semble que la répartition actuelle de la propriété foncière dans le royaume de Pologne, l'aptitude des habitants, indépendamment de leur classe et de leur origine, à être investis de toutes les fonctions, enfin les opinions aujourd'hui en vigueur, sont autant de motifs qui parlent en faveur de la suppression de toute distinction entre les classes ; le maintien de la distinction consacrée par le statut donnerait lieu, nous n'en doutons pas, à des collisions fâcheuses et serait même accueilli avec défaveur par les classes privilégiées.

Avec le temps, quand les communes urbaines seront organisées, on



pourra faire entrer leurs représentants dans les conseils de district ; provisoirement on pourra y introduire en qualité de membres le président du chef-lieu de district et les présidents des deux villes principales.

L'expérience apprend qu'il faut donner aux conseils de district les attributions suivantes :

1° L'examen des contrats relatifs au fermage. Le conseil serait un intermédiaire entre les propriétaires et les anciens fermiers et remplacerait les délégations électives de district.

2° Les mesures de sûreté, les moyens de prévenir ou de combattre l'épizootie.

3° La construction des chemins vicinaux.

4° La surveillance des établissements de bienfaisance.

5° La participation dans la répartition du recrutement de l'armée.

6° L'exécution des mesures relatives à la fabrication et à la vente des boissons.

7° La perception des contributions personnelles fournies en travail ou en nature ; les fournitures de vivres pour l'armée, la répartition de l'impôt dans le district, dans le cas où le gouvernement chargerait le conseil de ce travail.

8° Le droit de proposer, par l'entremise des gouverneurs, des *ko-pecks* additionnels pour les besoins du district.

En créant les conseils de district sur lesquels le statut garde le silence, on peut se demander s'il faut conserver les conseils des gouvernements ? La réponse doit être affirmative.

D'un côté, il y a des affaires qui sont élaborées maintenant dans des comités composés de membres nommés par le gouvernement et de membres élus ; d'un autre côté, on reconnaît l'utilité des conseils de gouvernements lesquels servent d'intermédiaires entre les conseils de districts et le pouvoir central.

Cependant les attributions des conseils de gouvernements devront être restreintes. Ainsi, le droit d'élection devrait appartenir aux conseils de district. Le président de la ville chef-lieu du gouvernement devra siéger nécessairement dans le conseil.

Les conseils de gouvernements, de même que les conseils de districts, seront, conformément au statut de 1832, présidés par un des membres du conseil désigné par le lieutenant du royaume.

Quant aux attributions des conseils, on peut noter les points suivants :

1° Homologation des contrats relatifs au fermage. Dans ce cas la délibération devra avoir lieu sous la présidence du gouverneur civil et en présence des présidents et procureurs des tribunaux civils.

2° Surveillance des établissements de bienfaisance et des prisons, comme cela a lieu dans l'Empire.

3° Délibération sur les propositions de conseils de district en ce qui touche les kopecks additionnels.

Conformément au statut organique, sont du ressort des conseils de gouvernements :

1° L'élection des juges des deux premières instances et la formation des listes d'élection pour diverses fonctions.

2° La présentation au pouvoir central de requêtes en ce qui touche les intérêts locaux du gouvernement.

La première de ces attributions n'a amené aucun résultat favorable avant 1831 ; elle donnait déjà lieu à de nombreuses difficultés et doit aujourd'hui être mise de côté.

La seconde, au contraire, a sa raison d'être, car il est juste que le pays ait un organe par l'intermédiaire duquel il exprime ses besoins et ses désirs. Des circonstances peuvent se présenter où il faut que ces besoins arrivent à la connaissance du gouvernement, lequel n'est cependant tenu en aucun cas de les écouter, surtout si les réclamations sont intempestives, contraires aux intentions du gouvernement ou, enfin, en opposition avec le véritable intérêt du pays.

En accordant aux habitants un concours actif dans les affaires locales des districts et des départements, il est aussi nécessaire de leur donner un organe légal qui leur permette de prendre une part d'action dans les affaires générales du royaume.

Le Conseil d'État du royaume pourrait devenir cet organe légal. Chargé de contrôler les actes administratifs et de veiller à la stricte exécution des lois, il pourrait devenir également l'intermédiaire des vœux et des aspirations du pays sans provoquer de troubles et de désordres.

Pour qu'un but aussi élevé fût atteint, on introduirait dans le sein du conseil des hommes dont le caractère et les mérites seraient une grande garantie pour le pays. Ainsi, indépendamment des membres siégeant de droit dans le conseil, tels que les chefs de divers services administratifs on ferait entrer dans le conseil :

1° Les hauts fonctionnaires des diverses branches des services publics qui se signaleraient par leur aptitude, ou tout au moins un membre de chaque ministère.

2° Les hommes qui, quoique n'appartenant pas à la hiérarchie bureaucratique proprement dite, se distinguent néanmoins par les services rendus au pays, tels que les présidents des comités de la société du Crédit foncier, les présidents du conseil municipal de Varsovie et des villes principales du royaume, les présidents des conseils des gouvernements qui se feraient remarquer particulièrement. Les at-

tributions du Conseil d'État pourraient demeurer telles qu'elles ont été réglées par le statut organique en y ajoutant, toutefois, l'examen des demandes des conseils gouvernementaux concernant les besoins locaux.

Dans les cas graves et extraordinaires, le conseil devra être présidé par le lieutenant du royaume en personne; lorsqu'on ne délibérera que sur les affaires courantes ou sur les détails des projet de loi, il sera présidé par un des membres choisi à cet effet.

On pourrait ajouter à cette organisation du pouvoir certains projets proposés par les autorités du royaume, tels que la remise en vigueur de l'éligibilité des juges de paix.

Avec ce système administratif, la direction des affaires courantes dans les communes rurales, ainsi que cela a été expliqué plus haut, serait confiée aux propriétaires des campagnes.

L'établissement des conseils dans les districts et dans les communes ouvre aux habitants du royaume un vaste champ d'action dans l'administration locale de ces mêmes districts. Ainsi les vœux des districts et des gouvernements seront transmis au pouvoir central par leurs conseils respectifs; ceux du pays entier seront présentés à l'Empereur par le Conseil d'État,

Dans le sein du conseil d'État, où siégeront les hommes les plus éminents du pays, le Gouvernement trouvera des candidats pour les plus hautes fonctions publiques et évitera les difficultés et les entraves résultant de la hiérarchie bureaucratique.

L'établissement des conseils de districts, et l'organisation nouvelle du Conseil d'État seront une garantie de plus pour le pays, et lui assureront des avantages qui n'existaient pas dans le système de 1852.

Il ne paraît pas nécessaire, en ce moment du moins, de songer à l'organisation des assemblées provinciales dont parle le statut de 1852.

L'exemple de l'Autriche pourrait seul provoquer dans le pays quelques espérances identiques, mais je puis dire avec certitude que cet espoir n'existe que chez un petit nombre.

On peut prévoir que la réunion dans les mêmes services de l'élément gouvernemental et de l'élément électif sera apprécié par les hommes sensés, et deviendra un nouveau trait d'union entre le souverain et les habitants.

Cependant nous devons ajouter qu'un résultat pareil dépend surtout de la bonne foi qu'on mettra à exécuter les moyens indiqués; car le pays est pénétré profondément du sentiment de la légalité, et il saura apprécier la confiance qu'on placera en lui.

Au point de vue politique, il faut s'efforcer de mettre obstacle à toutes les manifestations ayant un caractère révolutionnaire, mais en

même temps, avec soin tout ce qui pourrait blesser les sentiments religieux et nationaux.

Quant à la section 5<sup>e</sup>, sur l'ordre judiciaire, à part l'article 55, qui pourra trouver place dans les dispositions générales, et à part les articles 61 et 69 de la section 1<sup>re</sup>, tous les autres articles pourraient être supprimés; ils se rapportent en effet à l'organisation judiciaire et à la procédure civile et criminelle, matières qui ont été déjà l'objet de modifications sensibles.

Signé : TYMNOWSKI.

## TURQUIE.

### Proclamation d'Omer-Pacha aux habitants de l'Herzégovine<sup>1</sup>.

S. M. I. le Sultan, notre auguste Maître, a daigné me mettre à la tête de sa vaillante armée de Roum-ili, avec l'honorable mission de présider la commission *ad hoc* envoyée ici pour s'enquérir de vos besoins et redresser les griefs légitimes que vous pourriez avoir.

Je viens au milieu de vous avec l'ordre positif de notre auguste et magnanime Souverain de vous traiter avec cette indulgence et cette générosité qui le caractérisent.

Vous avez été égarés, et par conséquent obligés, depuis bientôt quatre ans, à endurer bien des souffrances. La ligne de conduite que des gens intéressés à troubler votre repos vous ont induit à suivre, aurait attiré sur vous des calamités incalculables, sans la commisération dont vous avez été l'objet de la part de Sa Majesté Impériale. C'est à vous maintenant de prouver à notre Souverain que vous êtes ses fidèles sujets et que vous êtes dignes de ses bontés paternelles.

Venez donc avec confiance auprès de moi. Je vous apporte de la part de Sa Majesté Impériale, et je le proclame en son auguste nom, un pardon plein et entier avec la remise de vos impôts arriérés.

Je vous promets également :

1<sup>o</sup> De confirmer le choix que chaque village est autorisé à faire d'un ou de deux *mouhtars* ou maires, selon l'importance du village.;

2<sup>o</sup> De nommer pour chaque *nahie* deux *rodja-bachis* pris parmi les indigènes jouissant de la confiance de leurs concitoyens;

3<sup>o</sup> La liberté absolue des cultes, avec la faculté de bâtir des églises comme tous les sujets chrétiens de Sa Majesté Impériale, et de vous servir de cloches;

4<sup>o</sup> De ne plus permettre aux *zabtiés* de loger dans vos maisons, mais

1. Cette proclamation, rédigée d'abord en turc et en bosniaque, a été communiquée par la Porte à tous les représentants des puissances étrangères à Constantinople par une note circulaire en date du 1<sup>er</sup> mai.



de les faire descendre dans les endroits destinés pour chaque village pour les recevoir ;

5° De mettre immédiatement en vigueur les arrangements qui ont été adoptés de concert avec la députation des propriétaires et des fermiers de Bosnie, appelée à cet effet à Constantinople ;

6° De vous permettre que la quote-part des impôts de chaque maison soit prélevée et remise à l'autorité par vos mouhtars et rodjabachis ;

7° De recommander au patriarcat de vous envoyer désormais des évêques de votre nation, connaissant ou parlant votre langue ;

8° De vous faciliter l'acquisition des propriétés foncières.

Vous voyez donc que notre auguste Maître vous offre généreusement, non-seulement l'oubli du passé, mais encore tout ce dont vous pouvez avoir besoin pour assurer votre bonheur et votre prospérité future.

Empressez-vous de vous conformer aux conseils bienveillants que je vous adresse encore une fois ; profitez-en et cessez de vous tenir dans un état qui ne peut tourner qu'à votre détriment. Épargnez au Gouvernement Impérial l'immense peine et la triste nécessité de vous traiter comme rebelles. Épargnez à vous-mêmes les conséquences désastreuses de ce traitement.

---

## WURTEMBERG.

### **Rescrit royal adressé à la commission permanente des États.**

Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi de Wurtemberg :

Aimés et fidèles sujets, Nous avons examinés l'humble adresse de la Chambre des députés du 16 mars 1861, par laquelle elle nous a communiqué sa résolution relative à la convention que nous avons conclue avec Sa Sainteté le pape Pie IX comme chef de l'Église catholique, pour régir la situation de l'Église dans le Royaume, et nous faisons savoir en conséquence ce qui suit :

Déjà, pendant les négociations avec la Cour de Rome, nous avons fait déclarer à celle-ci, sur une série de projets, que nous ne pouvions nous engager que sous la réserve de l'approbation des États du royaume, ces dispositions étant du domaine de la législation.

Par cette déclaration, nous avons assuré aux États la liberté complète de consentir aux points en question et même de subordonner leur acceptation des projets de loi proposés à ce sujet, à la condition que toute la situation légale à établir, conformément à la convention, ne soit enfermée dans aucune limite résultant d'un Traité ; que par conséquent le caractère du Traité en soit complètement effacé. En

présence de la résolution de la Chambre des députés du 16 mars 1861, nous ne pouvons être en doute sur l'intention de la Chambre à cet égard. Mais comme la convention, d'après sa forme, a été concertée comme un tout; comme pour ce qui en concerne la teneur, celles de ses dispositions qui sont du domaine de la législation et pour lesquelles nous avons réservé l'approbation des Chambres sont de beaucoup les plus importantes; comme à cause de cela il ne serait guère possible de régler d'une manière satisfaisante toute cette question, sans régler en même temps les points auxquels se rapportent ces dispositions, nous devons, après que la Chambre a déclaré d'une manière si décidée qu'elle ne voterait aucun projet de loi tendant à l'exécution d'une Convention obligatoire avec la Cour de Rome, considérer le Traité conclu comme ne pouvant avoir aucun effet, et ne pouvons, par conséquent, continuer à lui reconnaître aucun caractère obligatoire pour nous.

Par suite, nous avons retiré l'ordre donné à nos ministres, dans notre rescrit du 21 décembre 1857, de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de la Convention; en outre, nous avons ordonné aux ministres de la justice, de l'intérieur et des affaires ecclésiastiques et des écoles de retirer le projet de loi soumis aux Chambres par rapport à cette convention, par notre ordonnance du 26 février dernier, et chargé en même temps le ministre des affaires ecclésiastiques et des écoles d'élaborer, de concert avec les autres ministres intéressés, un nouveau projet de loi complet et indépendant de tout traité, pour régler la situation de l'Église catholique dans notre royaume. Quand nous vous soumettrons ce projet, nous vous donnerons en même temps des explications plus détaillées sur les dispositions à rendre par voie d'ordonnance.

Quant à la teneur du nouveau projet de loi, c'est notre intention que les rapports en question soient réglés dans le sens des principes admis dans la précédente convention, et sans préjudice des droits et des intérêts de l'État et de ceux des autres confessions reconnues dans le pays, de telle sorte que la teneur matérielle de ladite convention serve de base à cet acte de législation. Nous sommes prêts, du reste, à rendre une déclaration formelle exprimant que, par suite de la résolution de la Chambre indiquée plus haut, la convention conclue avec la Cour de Rome n'a pas force obligatoire légale, et que la loi seule et les ordonnances y jointes peuvent former la source du droit pour les rapports en question. Il s'entend aussi de soi, d'après ce qui a été dit, que la loi à rendre, ainsi que les ordonnances et dispositions qui pourront en être la suite, n'auront pas d'autre nature légale que toute autre loi ou ordonnance. En ce qui concerne enfin les dispositions déjà rendues par suite de la convention, nous nous réservons de les

soumettre à la révision nécessaire quand les États auront voté le projet de loi en question.

Sur tout ce qui précède nous avons adressé à la Cour de Rome une communication dont nos ministères des affaires étrangères et des affaires ecclésiastiques et des écoles vous transmettront copie.

En vous faisant part de la présente résolution, nous nous abandonnons volontiers à l'espoir, encouragé comme nous y sommes par diverses manifestations de la Chambre des députés, que, par la voie dans laquelle nous venons d'entrer, nous arriverons à une solution satisfaisante de cette question si importante pour le bien de notre pays.

Nous vous conservons toujours notre bienveillance royale.

Stuttgart, le 13 juin 1861.

Par ordre exprès de Sa Majesté,

NEURATH.

---

F. AMYOT.

## II.

### PREMIÈRE PARTIE.

#### TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE AVEC LES ACTES QUI S'Y RATTACHENT.

---

##### **1. — Traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 et ratifié le 27 du même mois.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français,

*M. Thouvenel*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., etc., son ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

Et *M. Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Et Sa Majesté le Roi des Belges,

*M. Firmin Rogier*, grand-officier de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de fer, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français,

Et *M. Charles Liedts*, grand officier de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de fer, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'hon-





L'huile entrant pour la moitié au moins dans le mélange des corps gras.....	8 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup> les 100 kil.
L'huile entrant pour moins de moitié dans le mélange des corps gras.....	6 00 —
De graisses animales :	
Savons purs.....	6 00 —
Mélangés de résine.....	6 20 —
Savons d'huile de palme ou de coco mélangés de graisses animales.....	4 00 —
Savons de couleur, composés d'huile de graine ou de graisses animales.....	6 00 —
Alcool pur, liqueurs, eaux-de-vie en bouteilles.....	90 00 l'hectol.
Bière.....	2 40 —
Vernis à l'esprit de vin, par hectolitre d'alcool pur contenu dans le vernis.....	90 00 —

Il est entendu que le sucre brut et les sucres raffinés ne sont pas compris dans cette nomenclature, parce que les droits de 32, de 41 et de 44 francs par cent kilogrammes, fixés à l'importation de ces produits, comprennent l'impôt de consommation dont ils sont actuellement grevés en France.

Art. 5. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que, dans le cas de suppression ou de réduction des drawbacks actuellement existant à l'exportation des produits français, les taxes supplémentaires, imposées par l'article précédent aux produits d'origine ou de manufacture belge, seront supprimées ou réduites de sommes égales à celles dont seraient diminués ces drawbacks.

Toutefois, en cas de suppression, si le Gouvernement établit une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif sur certains produits fabriqués français, les charges directes ou indirectes dont seront grevés les fabricants français, seront compensées par une surtaxe équivalente établie sur les produits similaires belges.

Il demeure en outre convenu que si les drawbacks sont accordés à d'autres produits de fabrication française, ou si les drawbacks actuels sont augmentés, les droits qui grèvent les produits d'origine ou de fabrication belge pourront être augmentés, s'il y a lieu, d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les drawbacks établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

La Belgique jouira des mêmes droits que ceux que se réserve la France par les dispositions qui précèdent.

Art. 6. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise nouveau ou un supplément de droit d'accise sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal.

Toutefois, les droits d'accise sur les vins en Belgique ne pourront être augmentés.

Art. 7. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 8. Le tarif pour l'entrée en Belgique du sel brut, d'origine française, importé directement par terre ou par mer, sous pavillon français ou belge, est réglé ainsi qu'il suit :

Sel brut : — Libre.

Les sels marins bruts, d'origine française, importés directement de France en Belgique par mer jouiront, dans ce dernier pays, à titre de déchet sur le taux des droits d'accise, d'une bonification de sept pour cent en sus de celle qui pourrait être accordée aux sels de toute autre provenance.

Pour être admis à jouir de la réfaction de sept pour cent, les sels marins français devront être accompagnés d'un certificat délivré par les agents consulaires belges, ou, à leur défaut, par l'administration des douanes du port d'embarquement, et attestant que ces sels n'ont été soumis en France à aucune opération de raffinage. Faute de remplir cette condition, les intéressés n'obtiendront la déduction de sept pour cent qu'en fournissant la preuve du raffinage en Belgique.

La saumure est assimilée au sel brut et taxée à raison de la quantité de sel qu'elle contient, d'après la proportion fixée par la législation belge.

Le sel raffiné d'origine française sera admis en exemption de droits d'entrée pour les usages auxquels la législation belge accorde l'exemption du droit d'accise sur le sel brut.

Le Gouvernement belge se réserve de limiter à certains bureaux de douane l'importation par terre des sels français et de prescrire pour le transport de ces sels des conditions propres à assurer la perception des droits.

Art. 9. Les sucres d'origine ou de fabrication belge, importés directement par terre ou par mer, sous pavillon français ou belge, sont admis en France aux droits ci-après :

Raffinés (droit de consommation compris).....	41 <sup>f</sup> les 100 kilog.
Candis (droit de consommation compris).....	44 —
Bruts de betterave (non compris le droit de consommation de 30 francs).....	2 —

Les sucres d'origine ou de fabrication française, importés directement par terre ou par mer sous pavillon français ou belge, seront admis en Belgique aux droits ci-après ;

Raffinés, mélis, lumps et candis (droit d'accise compris)....	60 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kil.
Bruts de betterave (non compris le droit d'accise de 45 francs pour cent kilog.).....	1 20 —

Comme conséquence des tarifs qui précèdent, il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que :

1° Le droit d'accise en Belgique sera fixé à quarante-cinq francs par cent kilogrammes sur les sucres bruts de canne et de betterave ;

2° Le taux des décharges à l'exportation sera réduit, savoir :

A soixante francs par cent kilogrammes pour le sucre candi sec, dur et transparent, reconnu tel par la douane ;

A cinquante-cinq francs cinquante centimes par cent kilogrammes pour les sucres raffinés en pains, mélis et lumps blancs, bien épurés et durs ;

Et enfin à quarante-cinq francs pour tous les autres sucres raffinés de qualité inférieure ;

3° Les tares sur les sucres bruts de canne seront fixées dans les deux pays d'une manière uniforme d'après le poids moyen effectif des emballages, après une vérification faite contradictoirement dans les ports d'Anvers, de Gand, du Havre, de Nantes et de Bordeaux.

Art. 10. Si la législation sur les sucres bruts ou raffinés dans l'un des deux États est ultérieurement modifiée, les tarifs réciproquement fixés par l'article précédent à l'importation des sucres bruts, raffinés ou candis, en France ou en Belgique, seront révisés d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes ; jusqu'à ce que cet accord soit intervenu, chaque Puissance pourra modifier les droits à l'importation des sucres provenant des États de l'autre Puissance.

Art. 11. Le droit d'accise établi en Belgique sur les vins d'origine française sera réduit ainsi qu'il suit, savoir :

A partir du 1 <sup>er</sup> juillet 1861, à.....	27 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> l'hectolitre.
A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1862, à.....	25 00 —
A partir du 1 <sup>er</sup> juillet 1862, à.....	22 50 —

Le droit d'entrée en Belgique sur les vins d'origine française est fixé ainsi qu'il suit :

Vins. { en cercles.....	0 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> l'hectolitre.
{ en bouteilles.....	1 50 —

Ne seront pas réputés vins, les liquides contenant une quantité d'alcool supérieure à vingt et un pour cent.

Art. 12. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux pays, seront soumis dans l'autre au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale et payeront, s'il ya lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.



Art. 13. Indépendamment du régime d'entrée établi par le présent Traité à l'égard des produits non originaires de Belgique, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes de navigation dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France, sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine.

Art. 14. Les marchandises de toute origine, importées de France par la frontière de terre, seront admises à l'entrée en Belgique aux mêmes droits que si elles y étaient importées directement de France par mer et sous pavillon français.

Les marchandises spécifiées ou non en l'article 22 de la loi du 28 avril 1816<sup>1</sup>, importées de Belgique par la frontière de terre, seront admises, pour la consommation intérieure de l'Empire, moyennant l'acquittement des droits établis pour les provenances autres que celles des pays de production, sous pavillon français. Toutefois, pour les cafés, la surtaxe ne dépassera pas cinq francs par cent kilogrammes, décimes compris.

Pendant la durée du présent Traité, aucune augmentation ne pourra être apportée aux surtaxes actuellement établies à l'importation par la frontière de terre, sur les produits ci-après désignés :

Bois d'ébénisterie;	Guano;
Bois de teinture;	Résineux exotiques;
Cacao;	Salpêtres;
Coton en laine;	Thé;
Laines en masse;	Graines oléagineuses;
Peaux brutes;	Graisses;
Riz;	Huiles.
Potasses;	

Art. 15. Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur la frontière des deux pays, les céréales en gerbes ou en épis, les foins,

1. Art. 22. A l'égard des marchandises ci-après :

Sucres bruts et terrés,  
Café,  
Cacao,  
Indigo,  
Thé.  
Poivre et piment,  
Girofle,  
Cannelle et cassia lignea,  
Muscade et macis,  
Cochenille et orseille,  
Rocou,  
Bois exotiques et teinture d'ébénisterie,  
Cotons en laine,  
Gommes et résines autres que d'Europe,  
Ivoire, caret et nacre de perles,  
Nankins des Indes,

Elles doivent être importées exclusivement et sans exception de petites quantités, par les seuls ports d'entrepôt, et sur des bâtiments de soixante tonneaux au moins pour l'Océan, ou de quarante au moins pour la Méditerranée.

la paille et les fourrages verts seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

Art. 16. Les deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur cette exportation.

De son côté, le Gouvernement français s'engage à ne pas élever, pendant la durée du présent Traité, les droits actuellement applicables à l'importation en France des houilles, cokes et briquettes de charbon d'origine belge.

Le droit à l'importation en Belgique des charbons de terre, du coke et des briquettes de charbon d'origine française, est réduit à un franc par mille kilogrammes.

Art. 17. La décharge du droit d'accise accordée à l'exportation de Belgique pour les bières et les vinaigres sera réduite à deux francs cinquante centimes par hectolitre.

Cette décharge ne pourra être accordée qu'aux bières et vinaigres de bonne qualité, conformément à la législation belge actuelle.

Art. 18. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur devra présenter à la douane de l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Les consuls ou agents consulaires respectifs légaliseront les signatures des autorités locales.

Art. 19. Les droits *ad valorem* stipulés par le présent Traité seront calculés sur la valeur, au lieu d'origine ou de fabrication, de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux États jusqu'au lieu d'introduction.

L'importateur devra, indépendamment du certificat d'origine, joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur.

Cette facture sera visée par un consul ou agent consulaire de la Puissance dans le territoire de laquelle l'importation doit être faite.

Art. 20. Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de cinq pour cent.

Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront

la déclaration, et les droits, s'il en a été perçu, seront en même temps restitués.

Art. 21. L'importateur contre lequel la douane de l'un des deux pays voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article précédent pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la douane, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Art. 22. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de cinq pour cent celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur dépasse de cinq pour cent celle qui est déclarée, la douane pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de cinquante pour cent, à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de dix pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de cinq pour cent la valeur déclarée; dans le cas contraire, ils seront supportés par la douane.

Art. 23. Dans les cas prévus par l'article 21, les deux arbitres experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes; en cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le président du tribunal de commerce du ressort. Si le bureau de déclaration est à plus d'un myriamètre du siège du tribunal de commerce, le tiers arbitre pourra être nommé par le juge de paix du canton.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Art. 24. Les déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier lui-même, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre; après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Art. 25. A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le *net réel*, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défalcation de la tare légale.

Art. 26. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les droits fixés par le présent Traité ne subiront aucune réduction du chef d'avarie ou de détérioration quelconque des marchandises.

Art. 27. A l'égard des tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur, dont l'estimation leur paraîtrait présenter des difficultés, les Gouvernements français et belge se réservent la faculté de désigner exclusivement pour l'admission de ces marchandises, le premier, la douane de Paris, le second, la douane de Bruxelles.

Art. 28. Pour la fixation des droits établis sur les tissus de lin, de chanvre ou de jute écrus ou blanchis, l'administration des douanes françaises se conformera aux types arrêtés entre les deux Gouvernements, suivant procès-verbal sous la date de ce jour.

Dans la vérification des tissus belges par le compte-fil, toute fraction de fil sera négligée.

Art. 29. L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées, et de toutes autres marchandises énumérées dans le présent Traité, est affranchi de l'obligation de produire à la douane de l'un ou de l'autre pays tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 30. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États, ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre État de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 31. Les marchandises transportées de Maubeuge à Givet, et *vice versa*, par la route directe passant par Philippeville, seront exemptes de toute visite tant à l'entrée qu'à la sortie, sauf en cas de soupçons d'abus, sous les conditions suivantes :

1° Les transports se feront par voitures fermées ayant un panneau de charge susceptible d'être convenablement cadenassé ;

2° Une déclaration sera faite au bureau d'entrée belge, d'après l'expédition de sortie délivrée par la douane française ;

3° Le voiturier ou l'entrepreneur des transports fournira caution pour les droits et pénalités exigibles en cas de fraude.

Art. 32. Jusqu'à l'achèvement des chemins de fer de Saint-Jean-de-Maurienne à la frontière sarde et de Bayonne à la frontière espagnole,

l'administration française appliquera, sous les conditions déterminées par l'article précédent, aux marchandises venant de Belgique ou y allant, les mêmes facilités de transit que si l'entrée et la sortie dans ces directions avaient lieu par le chemin de fer.

Art. 33. Les voyageurs de commerce français voyageant en Belgique pour le compte d'une maison française seront soumis à une patente fixe de vingt francs, additionnels compris.

Réciproquement, les voyageurs de commerce belges voyageant en France pour le compte d'une maison belge seront soumis à une patente fixe de vingt francs, additionnels compris.

Art. 34. Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés en Belgique par des commis voyageurs de maisons françaises, ou en France par des commis voyageurs de maisons belges, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront les mêmes en France et en Belgique, et elles seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 35. Les dispositions du présent Traité de commerce sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises belges.

Art. 36. Les titres émis par les communes, les départements, les établissements publics et les sociétés anonymes de France, qui seront cotés à la Bourse de Paris, seront admis à la cote officielle des Bourses de Belgique.

Réciproquement, les titres émis par les provinces, les communes, les établissements publics et les sociétés anonymes de Belgique, cotés à la Bourse de Bruxelles, seront admis à la cote officielle des Bourses de France.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables aux valeurs émises avec lots ou primes attribuant au prêteur ou porteur de titres, un intérêt inférieur à trois pour cent, soit du capital nominal, soit du capital réellement emprunté, si celui-ci est inférieur au capital nominal.

Art. 37. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Art. 38. Le Traité conclu, entre les Hautes Parties contractantes, le 27 février 1854, continuera provisoirement à être appliqué jusqu'à la mise en vigueur des présentes stipulations.



Art. 39. Le présent Traité sera soumis à l'assentiment des Chambres législatives de Belgique.

Art. 40. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 41. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires, dans les deux États, le cinquième jour après l'échange des ratifications.

Toutefois, les tarifs ne seront réciproquement mis en vigueur que le 1<sup>er</sup> juillet prochain, pour les sucres bruts et raffinés, et que le 1<sup>er</sup> octobre suivant, à l'égard des produits prohibés à l'entrée par la législation douanière de la France.

Art. 42. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut, et simultanément avec celles des deux Conventions relatives à la navigation et à la propriété littéraire.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris, le premier jour du mois de mai de l'an mil huit cent soixante et un.

Signé : THOUVENEL.

FIRMIN ROGIER.

Signé : E. ROUHER.

LIEDTS.

## 2. Tarif A annexé au traité conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861.

### (Article I<sup>er</sup>.)

#### DROITS A L'ENTRÉE EN FRANCE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
METALLS.		
FER ET FONTE.		
Minerai de fer.....	Exempt.	Exempt.
Mâchefer, limailles et scories de forge.....	Exempts.	Exempts.
Fonte brute en masse et fonte moulée pour lest de navire.....	2 <sup>fr</sup> 50 <sup>c</sup> les 100 kil.	2 <sup>fr</sup> 50 <sup>c</sup> les 100 kil.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1860.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Débris de vieux ouvrages en fonte.....	2' 50 <sup>e</sup> les 100 k.	2' 00 <sup>e</sup> les 100 k.
Fonte épurée dite <i>mazée</i> .....	3 25 <i>idem.</i>	2 75 <i>idem.</i>
Ferrailles et débris de vieux ouvrages en fer. ....	5 » <i>idem.</i>	4 50 <i>idem.</i>
Fer brut en massiaux ou prismes retenant encore des scories.....	7 » <i>idem.</i>	6 » <i>idem.</i>
Fers en barres carrées, rondes ou plates, rails de toute forme et dimension, fers d'angle et à T et fils de fer, sauf les exceptions ci-après.....	8 » <i>idem.</i>	7 50 <i>idem.</i>
Fers feuillards en bandes d'un millimètre d'épais- seur ou moins.....	9 50 <i>idem.</i>	7 50 <i>idem.</i>
Tôles laminées ou martelées de plus d'un millimètre d'épaisseur, en feuilles pesant 200 kil. ou moins, et dont la largeur n'excède pas 1 mèt. 20 cent., ni la longueur 4 mèt. 50 cent.....	13 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Tôles laminées ou martelées de plus d'un millimè- tre d'épaisseur, en feuilles pesant plus de 200 kilo- grammes ou bien ayant plus de 1 mètre 20 cent. de largeur, ou plus de 4 mètres 50 cent. de lon- gueur.....	16 » <i>idem.</i>	13 » <i>idem.</i>
Tôles minces et fers noirs en feuilles d'un millimètre d'épaisseur ou moins.....	14 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
(Les feuilles de tôle ou fers noirs, planes, dé- coupées d'une façon quelconque, payeront un dixième en sus des feuilles rectangulaires).		
Fer étamé (fer-blanc), cuivré, zingué ou plombé..	15 » <i>idem.</i>	13 » <i>idem.</i>
Fil de fer de 5/10 <sup>e</sup> de millimètre de diamètre et au- dessus, qu'il soit ou non étamé, cuivré ou zingué.	22 » <i>idem.</i>	18 » <i>idem.</i>
ACIER.		
En barres de toute espèce et feuillard.....	30 » <i>idem.</i>	25 » <i>idem.</i>
En tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud, d'une épaisseur supérieure à un demi millimètre.		
Et tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud, d'un demi-millimètre d'épaisseur ou moins....		
En tôle ou en bandes blanches, laminées à froid, quelle que soit l'épaisseur.....		
Fil d'acier, même blanchi, pour cordes d'instru- ments.....		
CUIVRE.		
Mineral.....	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages en cuivre..	Exempts.	Exempts.
Pur ou allié de zinc ou d'étain, de première fusion, en masses, barres, saumons ou plaques.....	Exempt.	Exempt.
Pur ou allié de zinc ou d'étain, laminé ou battu en barres ou planches.....	15' 00 <sup>e</sup> les 100 k.	10' 00 <sup>e</sup> les 100 k.
Pur ou allié en fils de toute dimension, polis ou non.....	15 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Doré ou argenté, battu, tiré ou laminé, filé sur fil ou sur soie.....	100 » <i>idem.</i>	100 » <i>idem.</i>
ZINC.		
Mineral cru ou grillé, pulvérisé ou non.....	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages.....	Exempts.	Exempt.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques. .	Exempt.	Exempt.
Laminé.....	6' 00 <sup>e</sup> les 100 k.	4' 00 <sup>e</sup> les 100 k.
PLOMB.		
Minéral et scories de toute sorte.....	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages.....	Exempts.	Exempts.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques..	3' 00 <sup>e</sup> les 100 k.	Exempt.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Laminé.....	5 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.	3 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
Allié d'antimoine en masses.....	5 » idem.	3 » idem.
Vieux caractères d'imprimerie.....	5 » idem.	3 » idem.
ÉTAIN.		
Minerai.....	Exempt.	Exempt.
En masses brutes, saumons, barres ou plaques...	Exempt.	Exempt.
Limailles et débris.....	Exempt.	Exempt.
Allié d'antimoine (métal britannique) en lingots...	5 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.	5 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
Pur ou allié, battu ou laminé.....	6 » idem.	6 » idem.
Caesium brut.....		
Mercure natif.....		
Bismuth et téain de glace.....		
ANTIMOINE.		
Minerai.....	Exempt.	Exempt.
Sulfuré fondu.....		
Métallique ou régule.....	8 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.	6 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
NICKEL.		
Minerai de nickel et speiss.....		
Pur ou allié d'autres métaux, notamment de cuivre ou de zinc (argentan), en lingots ou masses brutes.....	Exempt.	Exempt.
Pur ou allié d'autres métaux, battu laminé ou étiré.	15 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.	10 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
Manganèse. — Minerai.....		
Arsenic. — Minerai.....	Exempts.	Exempts.
Arsenic métallique.....		
Minerais non dénommés.....		
OUVRAGES EN MÉTAUX.		
FONTE. •		
Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis :		
1 <sup>re</sup> classe. — Coussinets de chemins de fer, plaques ou autres pièces coulées à découvert.....	3 <sup>f</sup> 50 <sup>e</sup> les 100 k.	3 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
2 <sup>e</sup> classe. — Tuyaux cylindriques, droits, poutrelles et colonnes pleines ou creuses, cornues pour la fabrication du gaz : barreaux pleins et leurs as- semblages, grilles et plaques de foyers, arbres de transmission, bâtis de machines et autres objets sans ornements ni ajustages.....	4 25 idem.	3 75 idem.
3 <sup>e</sup> classe. — Poteries et tous autres ouvrages non désignés dans les deux classes précédentes.....	5 » idem.	4 50 idem.
Ouvrages en fonte polis ou tournés.....	9 » idem.	6 » idem.
Ouvrages en fonte étamés, émaillés ou vernissés...	12 » idem.	10 » idem.
FER.		
Ferrerie comprenant :		
Pièces de charpente.....		
Courbes et solives pour navires.....		
Ferrures de charrettes et wagons.....	9 » idem.	8 » idem.
Gonds, pentures, gros verrous, équerres et autres gros ferrements de portes ou croisées, non tour- nés ni polis.....		
Grilles en fer plein, lits, sièges et meubles de jardins ou autres, avec ou sans ornements accessoires, en fonte, cuivre ou acier.....	9 » idem.	8 » idem.
N. B. Les essieux, ressorts et bandages de roues ne sont pas compris dans cette nomenclature, et figu- rent parmi les pièces détachées de machines.		

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
<b>Serrurerie comprenant :</b>		
Serrures et cadenas en fer de toute sorte, fiches et charnières en tôle, loquets, targettes et tous autres objets en fer ou tôle, tournés, polis ou limés pour ferrures de meubles, portes et croisées.....	15' 00 <sup>c</sup> les 100 k.	12' 00 <sup>c</sup> les 100 k.
Clous forgés à la mécanique.....	10 » <i>idem.</i>	8 » <i>idem.</i>
Clous forgés à la main.....	15 » <i>idem.</i>	12 » <i>idem.</i>
Vis à bois, boulons et écrous.....		
Ancres.....	10 » <i>idem.</i>	8 » <i>idem.</i>
Câbles et chaînes en fer.....		
Outils en fer pur, emmanchés ou non.....	12 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Tubes en fer étirés, soudés par simples rapprochements :		
De 9 millimètres de diamètre intérieur ou plus..	13 » <i>idem.</i>	11 » <i>idem.</i>
De moins de 9 millimètres, raccords de toute espèce.	25 » <i>idem.</i>	20 » <i>idem.</i>
Tubes en fer étirés, soudés sur mandrin et à recouvrement.....	25 » <i>idem.</i>	20 » <i>idem.</i>
Articles de ménage et autres ouvrages non dénommés :		
En fer ou en tôle, polis ou peints.....	17 » <i>idem.</i>	14 » <i>idem.</i>
En fer ou en tôle émaillés, étamés ou vernissés...	20 » <i>idem.</i>	16 » <i>idem.</i>
<b>ACIER.</b>		
Outils en acier pur (limes, scies circulaires ou droites, faux, faucilles et autres non dénommés).	40 » <i>idem.</i>	32 » <i>idem.</i>
Aiguilles à coudre de moins de 5 centimètres....	200 » <i>idem.</i>	200 » <i>idem.</i>
Aiguilles à coudre de 5 centimètres ou plus....	100 » <i>idem.</i>	100 » <i>idem.</i>
Plumes métalliques en métal autre que l'or et l'argent.....	100 » <i>idem.</i>	100 » <i>idem.</i>
Petits objets en acier, tels que perles, coulants, broches et dés à coudre.....	25 » <i>idem.</i>	20 » <i>idem.</i>
Articles de ménage et autres ouvrages en acier pur non dénommés.....	40 » <i>idem.</i>	32 » <i>idem.</i>
Hameçons de toute espèce.....	50 » <i>idem.</i>	50 » <i>idem.</i>
Coutellerie de toute espèce.....	20 p. 100 de la valeur, abaissés à 15 p. 100 de la valeur à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1866.	
Instruments de chirurgie, de précision, de physique et de chimie (pour laboratoire).....	Exempts.	Exempts.
Armes de commerce..	Armes blanches..... 40' 00 <sup>c</sup> les 100 k. Armes à feu..... 240 » <i>idem.</i>	40' 00 <sup>c</sup> les 100 k. 240 » <i>idem.</i>
<b>MÉTAUX DIVERS.</b>		
Outils en fer rechargés d'acier, emmanchés ou non..	18 » <i>idem.</i>	15 » <i>idem.</i>
Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant inférieur à la moitié du poids total.....	5 » <i>idem.</i>	4 50 <i>idem.</i>
Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant égal ou supérieur à la moitié du poids total....	10 » <i>idem.</i>	8 » <i>idem.</i>
Objets en fonte et fer polis, émaillés ou vernissés, même avec ornements accessoires en fer, cuivre, laiton ou acier.....	15 » <i>idem.</i>	12 » <i>idem.</i>
Toiles métalliques en fer ou en acier.....	15 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Cylindres en cuivre ou laiton pour impression, gravés ou non.....	15 » <i>idem.</i>	15 » <i>idem.</i>
Chaudronnerie.....		
Toiles en fils de cuivre ou laiton.....	25 » <i>idem.</i>	20 » <i>idem.</i>

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Objets d'art et d'ornement, et tous autres ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain.....	25 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 k.	20 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 k.
Ouvrages en zinc de toute espèce.....	10 » <i>idem.</i>	8 » <i>idem.</i>
Tuyaux et autres ouvrages de plomb de toute sorte.	5 » <i>idem.</i>	3 » <i>idem.</i>
Caractères d'imprimerie neufs, clichés et planches gravées pour impression sur papier.....	10 » <i>idem.</i>	8 » <i>idem.</i>
Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine.....	30 » <i>idem.</i>	30 » <i>idem.</i>
Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (argentan).....	100 » <i>idem.</i>	100 » <i>idem.</i>
Ouvrages en plaqué sans distinction de titre.....	100 » <i>idem.</i>	100 » <i>idem.</i>
Ouvrages en métaux dorés ou argentés, soit au mercure, soit par les procédés électro-chimiques....	100 » <i>idem.</i>	100 » <i>idem.</i>
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux.....	500 » <i>idem.</i>	500 » <i>idem.</i>
Horlogerie.....	5 p. 100 de la val.	5 p. 100 de la val.
Fournitures d'horlogerie.....	100 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 k.	100 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 k.

## MACHINES ET MÉCANIQUES.

## APPAREILS COMPLETS.

Machines à vapeur fixes, avec ou sans chaudières, avec ou sans volant.....	10 » <i>idem.</i>	6 » <i>idem.</i>
Machines à vapeur fixes pour la navigation, avec ou sans chaudières.....	20 » <i>idem.</i>	12 » <i>idem.</i>
Machines locomotives ou locomobiles.....	15 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Tenders complets de machines locomotives.....	10 » <i>idem.</i>	8 » <i>idem.</i>
Machines pour la filature.....	15 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Machines à nettoyer et ouvrir la laine, le coton, le lin, le chanvre et autres matières textiles.....	9 » <i>idem.</i>	6 » <i>idem.</i>
Machines pour le tissage.....		
Machines à fabriquer le papier.....	9 » <i>idem.</i>	6 » <i>idem.</i>
Machines à imprimer.....		
Machines pour l'agriculture.....		
Machines à bouter les plaques et rubans de cardes..		
Métiers à tulle.....		
Appareils en cuivre, à distiller.....		
Appareils à sucre.....	15 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Appareils de chauffage.....		
Cardes non garnies.....		
Chaudières à vapeur en tôle de fer, cylindriques ou sphériq., avec ou sans bouilleurs ou réchauffeurs..	10 » <i>idem.</i>	8 » <i>idem.</i>
Chaudières à vapeur tubulaires en tôle de fer, à tubes en fer, cuivre ou laiton, étirés ou en tôle clouée, à foyers intérieurs, et toutes autres chaudières de forme non cylindrique ou sphérique simple....	15 » <i>idem.</i>	12 » <i>idem.</i>
Chaudières à vapeur en tôle d'acier de toute forme..	30 » <i>idem.</i>	25 » <i>idem.</i>
Gazomètres, chaudières découvertes, poêles et calorifères en tôle ou en fonte et tôle.....	10 » <i>idem.</i>	8 » <i>idem.</i>
Machines-outils et machines non dénommées contenant 75 0/0 de fonte et plus.....	9 » <i>idem.</i>	6 » <i>idem.</i>
Machines-outils et machines non dénommées contenant 50 à 75 0/0 exclusivement de leur poids en fonte.....	15 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Machines-outils et machines non dénommées contenant moins de 50 0/0 de leur poids en fonte....	20 » <i>idem.</i>	15 » <i>idem.</i>

## PIÈCES DÉTACHÉES DE MACHINES.

Plaques et rubans de cardes sur cuir, caoutchouc, ou sur tissus purs ou mélangés.....	60 » <i>idem.</i>	50 » <i>idem.</i>
---	-------------------	-------------------



DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Dents de rots en fer ou en cuivre.....	30 » <i>idem.</i>	30 » <i>idem.</i>
Rots, ferrures ou peignes à tisser, à dents de fer ou de cuivre.....	50 » <i>idem.</i>	30 » <i>idem.</i>
Pièces en fonte, polies, limées et ajustées.....	9 » <i>idem.</i>	6 » <i>idem.</i>
Pièces en fer forgé, polies, limées et ajustées ou non, quel que soit leur poids.....	15 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Ressorts en acier pour carrosserie, wagons et lo- comotives.....	17 » <i>idem.</i>	15 » <i>idem.</i>
Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non, pesant plus d'un kilogramme.....	30 » <i>idem.</i>	25 » <i>idem.</i>
Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non, pesant un kilogramme ou moins.....	40 » <i>idem.</i>	35 » <i>idem.</i>
Pièces en cuivre, pur ou allié de tous autres métaux..	25 » <i>idem.</i>	20 » <i>idem.</i>
Plaques et rubans de cuir, de caoutchouc et de tissus spécialement destinés pour cardes.....	20 » <i>idem.</i>	20 » <i>idem.</i>
Or battu en feuilles.....	50 » le kilog.	50 » le kilog.
Sucres bruts de betteraves (droit de consommation compris).....	32 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 k.	32 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 k.
Sucres raffinés (droit de consommation compris)...	41 » <i>idem.</i>	41 » <i>idem.</i>
Sucres candis ( <i>Idem.</i> ).....	44 » <i>idem.</i>	44 » <i>idem.</i>
Carrosserie.....	10 p. 100 de la val.	10 p. 100 de la val.
Tabletterie et ouvrages en ivoire.....	Exemptes.	Exemptes.
Peaux brutes.....	100 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 k.	100 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 k.
Peaux vernies, teintes ou maroquinées.....	15 » <i>idem.</i>	15 » <i>idem.</i>
Peaux préparées de toute autre espèce.....	10 p. 100 de la val.	10 p. 100 de la val.
Ouvrages en peaux et en cuirs de toute espèce....	Exemptes.	Exemptes.
Futailles vides, neuves ou vieilles, } cerclées en bois.	10 p. 100 de la val.	10 p. 100 de la val.
montées ou démontées.....	Exemptes.	Exemptes.
Pelles, fourches, râtaux et manches d'outils en bois, avec ou sans viroles.....	Exemptes.	Exemptes.
Avirons.....	Exemptes.	Exemptes.
Plats, cuillers, écuelles et autres articles de mé- nage en bois.....	Exemptes.	Exemptes.
Pièces de charpente, brutes ou façonnées.....	Exemptes.	Exemptes.
Pièces de charonnage, brutes ou façonnées.....	Exemptes.	Exemptes.
Autres ouvrages en bois non dénommés.....	10 p. 100 de la val.	10 p. 100 de la val.
Meubles.....	Exemptes.	Exemptes.
Articles d'emballage ayant déjà servi.....	Par tonneau de jauge française.	
Bâtiments de mer construits dans ) le royaume de Belgique non en bois.....	25 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	20 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
core immatriculés ou naviguant ) en fer.....	70 »	60 »
sous pavillon belge.....		
Coques de bâtiments de mer et en bois.....	15 »	10 »
bateaux de rivières..... ) en fer.....	50 »	40 »
N. B. Les machines et moteurs installés à bord de ces bâtiments seront taxés séparément d'après le chiffre des droits spécifiés sous la rubrique <i>machines et mécaniques.</i>		
LIN, INDUSTRIES TEXTILES.		
Lin ou chanvre peigné.....	Exemptes.	Exemptes.
Fils de lin ou de chanvre, mesurant au kilogr. : Simples, Ecrus :		
6000 mètres ou moins.....	15 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilog.	
Plus de 6000 mètres, pas plus de 12 000 mètres..	20 » <i>idem.</i>	
Plus de 12 000 mètres, pas plus de 24 000 mètres..	30 » <i>idem.</i>	
Plus de 24 000 mètres, pas plus de 36 000 mètres..	36 » <i>idem.</i>	
Plus de 36 000 mètres, pas plus de 72 000 mètres..	60 » <i>idem.</i>	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Plus de 72 000 mètres.....		100' 00 <sup>e</sup> les 100 kilog.
Blanchis ou teints :		
6000 mètres ou moins.....	20	» <i>idem.</i>
Plus de 6 000 mètres, pas plus de 12 000 mètres..	27	» <i>idem.</i>
Plus de 12 000 mètres, pas plus de 24 000 mètres..	40	» <i>idem.</i>
Plus de 24 000 mètres, pas plus de 36 000 mètres..	48	» <i>idem.</i>
Plus de 36 000 mètres, pas plus de 72 000 mètres..	80	» <i>idem.</i>
Plus de 72 000 mètres.....	133	» <i>idem.</i>
Retors :		
Écrus.....		Le droit afférent au fil simple é cru, employé au retordage, augmenté de 30 p. 0/0.
Blanchis ou teints.....		Le droit afférent au fil simple teint ou blanchi employé au retordage augmenté de 30 p. 0/0.
Les fils de lin ou de chanvre mélangés suivront le même régime que les fils de lin ou de chan- vre purs, pourvu que le lin ou le chanvre do- mine en poids.		
Tissus de lin ou de chanvre unis ou ouvrés, pré- sésentant en chaîne, dans l'espace de 5 milli- mètres carrés,		
Écrus :		
8 fils ou moins.....		18' 00 <sup>e</sup> les 100 kilog.
9, 10 et 11 fils.....	55	» <i>idem.</i>
12 fils.....	65	» <i>idem.</i>
13 et 14 fils.....	90	» <i>idem.</i>
15, 16 et 17 fils.....	115	» <i>idem.</i>
18, 19 et 20 fils.....	170	» <i>idem.</i>
21, 22 et 23 fils.....	260	» <i>idem.</i>
24 fils et au-dessus.....	400	» <i>idem.</i>
Blanchis, teints ou imprimés :		
8 fils ou moins.....	38	» <i>idem.</i>
9, 10 et 11 fils.....	70	» <i>idem.</i>
12 fils.....	95	» <i>idem.</i>
13 et 14 fils.....	120	» <i>idem.</i>
15, 16 et 17 fils.....	155	» <i>idem.</i>
18, 19 et 20 fils.....	230	» <i>idem.</i>
21, 22 et 23 fils.....	350	» <i>idem.</i>
24 fils et au-dessus.....	535	» <i>idem.</i>
Coutils unis ou façonnés, écrus, blanchis, teints ou imprimés.....		10 p. 100 de la valeur. <i>idem.</i>
Linge damassé.....		
Batiste.....		
Linon.....		Même régime que les toiles unies.
Mouchoirs encadrés.....		
Tulle de lin.....		15 p. 0/0 de la valeur.
Dentelle de lin.....		5 <i>idem.</i>
Bonneterie de lin.....		
Passementerie de lin.....		
Rubannerie de fils écrus, blanchie ou teinte.....		15 <i>idem.</i>
Articles en lin ou en chanvre, confectionnés en tout ou en partie.....		
Vêtements et articles non dénommés.....		
Tissus de lin ou de chanvre mélangés, quand le lin ou le chanvre domine en poids.....		15 <i>idem.</i>

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
<b>JUTE :</b>		
En brins, teillé ou peigné.....	Exempt.	
Fils de jute mesurant au kilogramme,		
Écrus :		
moins de 1400 mètres.....	7 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.	5 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
de 1400 à 3700 mètres exclusivement.....	9 20 <i>idem.</i>	6 » <i>idem.</i>
De 3700 à 4200 mètres exclusivement.....	10 20 <i>idem.</i>	7 « <i>idem.</i>
De 4200 à 6000 mètres exclusivement.....	15 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
Plus de 6000 mètres exclusivement.....	Même régime que les fils de lin.	
Blanchis ou teints :		
Moins de 1400 mètres.....	10 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.	7 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
De 1400 à 3700 mètres exclusivement.....	13 » <i>idem.</i>	9 » <i>idem.</i>
De 3700 à 4200 mètres exclusivement.....	15 » <i>idem.</i>	10 » <i>idem.</i>
De 4200 à 6000 mètres exclusivement.....	22 <sup>f</sup> » <i>idem.</i>	14 » <i>idem.</i>
Plus de 6000 mètres exclusivement.....	Même régime que les fils de lin.	
Tissus de jute, présentant en chaîne, dans l'espace de 5 millimètres,		
Écrus :		
1, 2 et 3 fils unis.....	13 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.	10 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
1, 2 et 3 fils croisés.....	15 » <i>idem.</i>	12 » <i>idem.</i>
4 et 5 fils.....	21 » <i>idem.</i>	16 » <i>idem.</i>
6, 7 et 8 fils.....	30 » <i>idem.</i>	24 » <i>idem.</i>
Plus de 8 fils.....	Même régime que les tissus de lin, suivant la classe.	
Blanchis ou teints :		
1, 2 et 3 fils unis.....	19 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.	15 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
1, 2 et 3 fils croisés.....	22 » <i>idem.</i>	17 » <i>idem.</i>
4 et 5 fils.....	30 » <i>idem.</i>	23 » <i>idem.</i>
6, 7 et 8 fils.....	44 » <i>idem.</i>	35 » <i>idem.</i>
Plus de 8 fils.....	Même régime que les tissus de lin, suivant la classe.	
Tapis de jute ras ou à poil.....	32 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.	24 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 k.
Les fils de jute mélangés avec d'autres matières suivront le même régime que les fils de jute purs, pourvu que le jute domine en poids.		
Tissus de jute mélangés quand le jute domine en poids.....	20 p. 0/0 de la val.	15 p. 100 de la val.
<b>VÉGÉTAUX FILAMENTEUX :</b>		
Phornium tenax, abaca et autres végétaux fila- menteux non dénommés :		
Filaments :		
Bruts ou teillés.....	Exempts.	
Peignés ou tordus.....	5 p. 0/0 de la valeur.	
Fils.....	10 <i>idem.</i>	
Tissus.....		
<b>CRIN :</b>		
Crin brut de toute nature, même préparé ou frisé.	Exempt.	
Tissus et ouvrages de crin ou de poils de vaches purs ou mélangés.....	10 p. 0/0 de la valeur.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
COTON :		
Coton de l'Inde en laine.....	Exempt.	
Coton en feuilles cardées ou gommées (ouates)....	0 <sup>r</sup> 10 <sup>e</sup> le kilogramme.	
Fils de coton simple, mesurant au demi-kilo-gramme,		
écrus :		
20 000 mètres ou moins.....	0 15 <i>idem.</i>	
De 21 000 à 30 000 mètres.....	0 20 <i>idem.</i>	
De 31 000 à 40 000 mètres.....	0 30 <i>idem.</i>	
De 41 000 à 50 000 mètres.....	0 40 <i>idem.</i>	
De 51 000 à 60 000 mètres.....	0 50 <i>idem.</i>	
De 61 000 à 70 000 mètres.....	0 60 <i>idem.</i>	
De 71 000 à 80 000 mètres.....	0 70 <i>idem.</i>	
De 81 000 à 90 000 mètres.....	0 90 <i>idem.</i>	
De 91 000 à 100 000 mètres.....	1 00 <i>idem.</i>	
De 101 000 à 110 000 mètres.....	1 20 <i>idem.</i>	
De 111 000 à 120 000 mètres.....	1 40 <i>idem.</i>	
De 121 000 à 130 000 mètres.....	1 60 <i>idem.</i>	
De 131 000 à 140 000 mètres.....	2 00 <i>idem.</i>	
De 141 000 à 170 000 mètres.....	2 50 <i>idem.</i>	
De 171 000 mètres et au-dessus.....	3 00 <i>idem.</i>	
blanchis.....	Le droit sur le fil simple é cru, augmenté de 15 p. 0/0.	
teints.....	Le droit sur le fil simple é cru, augmenté de 25 cent. par kilogr.	
Fils de coton retors en deux bouts :		
Écrus.....	Le droit afférent au numéro du fil simple employé au retordage, augmenté de 30 p. 0/0.	
Blanchis.....	Le droit sur le fil é cru retors en deux bouts, augmenté de 15 p. 0/0.	
Teints.....	Le droit sur le fil é cru retors en deux bouts, augmenté de 25 cent. par kilogramme.	
Chaînes ourdies :		
Écrues.....	Le droit sur le fil simple, aug- menté de 30 p. 0/0.	
Blanchies.....	Le droit sur les chaînes ourdies é crues, augmenté de 15 p. 0/0.	
Teintes.....	Le droit sur les chaînes ourdies é crues, augmenté de 25 cent. par kilogramme.	
Fils é crus blanchis ou teints, en trois bouts ou plus :		
A simple torsion.....	6 cent. par 1000 mètres.	
A plusieurs torsions ou câbles.....	12 <i>idem.</i>	
Tissus de coton é crus, unis, croisés, coutils :		
1 <sup>re</sup> classe, pesant 11 kilogr. et plus les 100 mètres carrés :		
De 35 fils et au-dessous aux 5 millimètres carrés.	0 <sup>r</sup> 50 <sup>e</sup> le kilogramme.	
De 36 fils et au-dessus.....	0 80 <i>idem.</i>	
2 <sup>e</sup> classe, pesant de 7 à 11 kilogr. exclusivement, les 100 mètres carrés :		
De 35 fils et au-dessous.....	0 60 <i>idem.</i>	
De 36 à 43 fils.....	1 00 <i>idem.</i>	
De 44 fils et au-dessus.....	2 00 <i>idem.</i>	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
3 <sup>e</sup> classe, pesant de 3 à 7 kilogr. exclusivement, les 100 mètres carrés :		
De 27 fils et au-dessous.....		0 <sup>r</sup> 80 <sup>e</sup> le kilogramme.
De 28 à 35 fils.....		1 20 <i>idem</i> .
De 36 à 43 fils.....		1 90 <i>idem</i> .
De 44 fils et au-dessus.....		3 00 <i>idem</i> .
Tissus de coton :		
Blanchis.....	15 p. 0/0 en sus du droit sur l'écr.	
Teints.....	25 cent. par kilogramme en sus du droit sur l'écr.	
Imprimés.....	15 p. 0/0 de la valeur.	
Velours de coton :		
Façon soie (dite <i>velvets</i> ) ;		
Ecrus.....		0 <sup>r</sup> 85 <sup>e</sup> le kilogramme.
Teints ou imprimés.....		1 10 <i>idem</i> .
Autres (cords, moleskins, etc.) :		
écrus.....		0 60 <i>idem</i> .
Teints ou imprimés.....		0 85 <i>idem</i> .
Tissus de coton écrus, unis ou croisés, pesant moins de 3 kilogrammes par 100 mètres carrés.....		
Piqués, basins façonnés, damassés et brillants....	15 p. 0/0 de la valeur.	
Couvertures de coton.....		
Tulles unis ou brodés.....		
Gazes et mousselines brodées ou brochées, pour ameublement ou tentures.....		
Vêtements et articles confectionnés en tout ou en partie.....	15 p. 0/0 de la valeur.	
Articles non dénommés.....		
Broderies à la main.....	10 <i>idem</i> .	
Dentelles et blondes de coton.....	5 <i>idem</i> .	
Les fils de coton mélangés payeront les mêmes droits que les fils de coton purs, pourvu que le coton domine en poids dans le mélange.		
Tissus de coton mélangés quand le coton domine en poids.....	15 <i>idem</i> .	
LAINES :		
Laine en masse de Belgique ou d'Australie.....	Exempte.	
Laine teinte en masse.....	25 <sup>r</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 kilogrammes.	
Laine peignée teinte ou non.....	25 00 <i>idem</i> .	
Fils de laine, blanchis ou non, simples, mesurant au kilogramme :		
De 30 000 mètres et au-dessous.....	0 <sup>r</sup> 25 <sup>e</sup> le kilog.	
De 31 000 à 40 000.....	0 35 <i>idem</i> .	
De 41 000 à 50 000.....	0 45 <i>idem</i> .	
De 51 000 à 60 000.....	0 55 <i>idem</i> .	
De 61 000 à 70 000.....	0 65 <i>idem</i> .	
De 71 000 à 80 000.....	0 75 <i>idem</i> .	
De 81 000 à 90 000.....	0 85 <i>idem</i> .	
De 91 000 à 100 000.....	0 95 <i>idem</i> .	
De 101 000 mètres et au-dessus.....	1 00 <i>idem</i> .	
Fils de laine blanchis ou non, retors pour tissage.	Le droit afférent aux fils de laine simples employés au retordage, augmenté de 30 p. 0/0.	



DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Fils de laine blanchis ou non, retors pour tapisserie.	Le droit du fil simple élevé au double.	
Fils de laine teints simples ou retors.....	Droit sur le fil non teint, augmenté de 0 <sup>e</sup> 25 <sup>e</sup> par kilogramme.	
Tissus de laine.....	15 p. 0/0 de la val.	10 p. 0/0 de la val.
Feutres de toute sorte.....	idem.	idem.
Couvertures de laine.....	idem.	idem.
Tapis de toute espèce.....	idem.	15 p. 0/0 de la val.
Bonneterie de laine.....	idem.	10 p. 0/0 de la val.
Passementerie de laine.....	idem.	idem.
Rubannerie de laine.....	idem.	idem.
Dentelles de laine.....	idem.	idem.
Chaussons de lisière.....	10 p. 0/0 de la val.	idem.
Châles et écharpes de cachemires des Indes.....	5 p. 0/0 de la val.	5 p. 0/0 de la val.
Articles non dénommés.....	15 p. 0/0 de la val.	10 p. 0/0 de la val.
Lisières de drap de toute espèce, entières ou coupées.....	Exemptes.	
Vêtements et articles confectionnés :		
Neufs.....	15 p. 0/0 de la val.	10 p. 0/0 de la val.
Vieux.....	20 <sup>e</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 kilogrammes.	
Les fils et tissus d'alpaca, de lama, de vigogne, et de chameau, purs ou mélangés de laine, suivront le même régime que les fils et tissus de laine, quelle que soit la proportion du mélange.		
Les fils et tissus de laine et des autres matières ci-dessus dénommées, mélangés de coton ou d'autres filaments quelconques, payeront les mêmes droits que les fils et tissus de laine pure, pourvu que la laine domine dans le mélange.		
Les fils de poils de chèvre conserveront le régime qui leur est actuellement applicable.		
Les tissus de poils de chèvre, suivront le régime des tissus de laine.		
SOIES :		
En cocons.....	Exemptes.	
Grèges et moulinées.....	Exemptes.	
Teintes :		
A coudre, à broder et à dentelles.....	3 <sup>e</sup> 00 <sup>e</sup> le kilog.	Exemptes.
Autres.....	Exemptes.	Exemptes.
Bourre de soie :		
En masse.....	Exempte.	
Peignée.....	0 <sup>e</sup> 10 <sup>e</sup> le kilogr.	
Filée, simple et retorse, écrue, blanche, azurée, teinte :		
De 80 000 mètres simples au kilogramme et au-dessous.....	0 75 idem.	
De 81 000 mètres simples au kilogramme et au-dessus.....	1 20 idem.	
Tissus, bonneterie, dentelles de pure soie.....	Exemptes.	
Crêpes, façon d'Angleterre, écrus, noirs ou de couleur.....	10 <sup>e</sup> 00 <sup>e</sup> le kilog.	{ A partir de 1866 Exempt.
Tulles :		
Unis, écrus.....	20 » idem.	{ A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 1864, exempt.
Apprêtés.....	15 p. 0/0 de la val.	Exempt.
Façonnés, écrus ou apprêtés.....	10 idem.	idem.
Tissus de bourre de soie pure, de soie et bourre de soie, écrus, blancs, teints, imprimés.....	2 <sup>e</sup> 00 <sup>e</sup> le kilogr.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	en 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie :		
Avec or ou argent fin.....	12 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> le kilogr	
Avec or ou argent mi-fin ou faux.....	3 50 <i>idem.</i>	
Tissus de soie ou de bourre de soie mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids. ...	3 » <i>idem.</i>	
Rubans de soie ou de bourre de soie :		
De velours.....	5 » <i>idem.</i>	
Autres.....	8 » <i>idem.</i>	
Mélangés.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
Les vêtements et articles confectionnés en soie suivront le régime des tissus dominant en poids.		
PRODUITS CHIMIQUES.		
Iode.....		
Brome.....		
Acides :		
Sulfurique.....		
Nitrique.....		
Tartrique.....		
Benzoïque.....		
Borique.....		
Citrique.....		
Arsénieux.....		
Jus de citron.....		
Oxydes :		
De fer.....		
De zinc gris.....		
D'étain.....		
D'urane.....		
De cuivre.....		
Safre et autres composés du cobalt.....		
Sulfures d'arsenic.....		
Chlorure de potassium.....		
Iodure de potassium.....		
Salin de betteraves.....		
Carbonate de potasse.....		
Nitrate de potasse.....		
Sulfate de potasse.....		
Tartrates de potasse.....		
Cendres végétales vives et lessivées.....		
Lies de vin.....		
Borax brut.....		
Nitrate de soude.....		
Soude de varech.....		
Noir d'os.....		
Os calcinés, blancs.....		
Phosphates naturels.....		
Citrates de chaux.....		
Sulfate de magnésie.....		
Carbonate de magnésie.....		
Chlorure de magnésium.....		
Acétate de fer liquide.....		
Garancine.....		
Sucre de lait.....		
Albumine.....		
Curcuma en poudre.....		
Maurelle.....		
Bleu de Prusse.....		
	Exempts.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Carmins de toute sorte.....		Exempts.
Cendres bleues ou vertes.....		
Laque en teintures ou en trochisques.....		
Vert de montagne.....		
Stil de grain.....		
Kermès en grains et en poudre (animal).....		
Essence de houille et ses dérivés.....		5 p. 0/0 de la valeur.
Phosphore blanc.....	40'00 <sup>e</sup> les 100 kil.	40'00 <sup>e</sup> les 100 kil.
Oxyde de zinc (blanc de zinc).....	5 » idem.	
Oxydes et carbonates de plomb.....		2 » idem.
Acide oléique.....	5 » idem.	5 » idem.
Acide oxalique et oxalates de potasse.....	15 » idem.	10 » idem.
Prussiate jaune de potasse.....	20 » idem.	20 » idem.
Prussiate rouge de potasse.....	30 » idem.	30 » idem.
Extraits de bois de teinture :		
Pour les noirs et violets.....	20 » idem.	20 » idem.
Pour les rouges et jaunes.....	30 » idem.	30 » idem.
Acide hydrochlorique (acide muriatique).....	0 60 idem.	0 60 idem.
Soude caustique.....	8 » idem.	5 » idem.
Carbonate de soude (sel de soude) à tous degrés.....	4 50 idem.	3 » idem.
Soude artificielle brute.....	2 30 idem.	1 50 idem.
Carbonate de soude cristallisé (cristaux de soude).....	2 30 idem.	1 50 idem.
Sulfate et sulfite de soude.....	1 20 idem.	1 20 idem.
Sulfate et sulfite de soude cristallisé (sel de Glauber).....	1 » idem.	0 70 idem.
Bi-carbonate de soude et autres sels de soude non dénommés.....	5 25 idem.	3 50 idem.
Chlorure de chaux.....	4 25 idem.	2 80 idem.
Chlorate de potasse.....	38 60 idem.	25 75 idem.
Savons ordinaires et de parfumerie.....	6 » idem.	6 » idem.
Outremer.....	15 » idem.	15 » idem.
Phosphore rouge.....		
Aluminium.....		
Aluminate de soude.....		10 p. 0/0 de la valeur.
Chlorure d'aluminium.....		
Chromates de potasse.....		
Chromates de plomb.....		
Couleurs non dénommées, sèches, en pâtes et liquides.....		
Acide stéarique.....		5 p. 0/0 de la valeur.
Colle forte et gélatine.....		
Vernis :		
A l'huile.....		10 p. 0/0 de la valeur.
A l'essence.....		
A l'esprit-de-vin.....		
Orseilles de toute sorte.....		5 p. 0/0 de la valeur.
Produits chimiques non dénommés.....		
VERRERIE ET CRISTALLERIE.		
Miroirs ayant moins de un mètre carré.....		10 p. 0/0 de la valeur.
Glaces :		
Brutes.....		1' 50 <sup>e</sup> par mètre carré de superficie.
Étamées ou polies.....	4 » idem.	
Bouteilles de toutes formes.....		1' 30 <sup>e</sup> les 100 kilog.
Verres :		
A vitres.....		2 50 idem.
De couleur, polis ou gravés.....		
De montre et d'optique.....		
Gobeletterie et cristaux, blancs et colorés.....		10 p. 0/0 de la valeur.
Vitrifications.....		
Émaux.....		
Objets en verre non dénommés.....		
Croisil et verre cassé.....		Exempts.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Cristal de roche brut ou ouvré.....		Exempt.
N. B. Le cristal monté sera taxé comme la bijouterie et l'orfèvrerie.		
POTERIES.		
POTERIE GROSSIÈRE :		
Carreaux, briques et tuiles.....		Exempts.
Cornues à gaz, tuyaux de drainage et autres, creusets de toute sorte y compris ceux en graphite et plombagine.....		
Pipes en terre.....		
Vernissée ou non, de toutes formes.....		
Vernissée avec décorations à reliefs unicolores et multicolores, platerie et creux.....	5 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 kilog.	
POTERIE DE GRÈS :		
Ustensiles et appareils pour la fabrication des produits chimiques.....		Exempts.
Commune de toute sorte, platerie et creux, comprenant la forme bouteille, les carafes, objets de ménage, ustensiles de cuisine, etc. ....	4 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 kilog.	
FAÏENCE :		
Stannifère, pâte colorée, glaçure blanche.....		Exempte.
Stannifère, glaçure colorée, majoliques, vernissée, multicolore.....	20 p. 100 de la val.   15 p. 0/0 de la val.	
Fine.....		
Grès fin.....		
Porcelaines de toute sorte, blanches ou décorées, parian et biscuits blanc.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
ARTICLES DIVERS.		
Fleurs artificielles.....		Exemptes.
Objets de mode.....		Exempts.
Tresses en paille de toute sorte.....	5 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 kilog.	
Chapeaux de paille.....	0 25 la pièce.	
Mercerie de toute sorte.....		
Boutons fins ou communs autres que de passementerie.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
Brosserie de toute espèce.....		
Instruments de musique et pièces détachées d'instruments.....		
Épingles de toute sorte.....	50 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 kilog.	
Caoutchouc ouvré :		
Pur ou mélangé.....	20 » <i>idem.</i>	
Appliqué sur tissus en pièces ou d'autres matières.....	100 » <i>idem.</i>	
Vêtements confectionnés.....	120 » <i>idem.</i>	
En tissus élastiques, pièces de toute dimension ...	200 » <i>idem.</i>	
Chaussures.....	60 » <i>idem.</i>	
N. B. Les ouvrages en gutta-percha suivront le même régime.		
Toiles cirées :		
Pour emballage.....	5 » <i>idem.</i>	
Pour ameublement, tentures ou autres usages....	15 » <i>idem.</i>	
Cire à cacheter.....	30 » <i>idem.</i>	
Cirage de toute sorte.....	4 » <i>idem.</i>	
Encre à écrire, à dessiner ou imprimer.....	20 » <i>idem.</i>	
Filets de pêche.....	20 » <i>idem.</i>	
Poisson d'eau douce :		
Frais.....		Exempt.
Préparé.....	10 <sup>f</sup> 00 <sup>e</sup> les 100 kilog.	
Épices préparées (sauces).....	25 » <i>idem.</i>	
Fromages de pâte dure.....	10 » <i>idem.</i>	
Fromages de pâte molle.....	3 » <i>idem.</i>	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Bière.....	En sus du droit de consommation.	
Mélasses contenant :	2 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> par hectolitre.	
Moins de 50 p. 0/0 de richesse saccharine.....	11 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Plus de 50 p. 0/0 de richesse saccharine.....	Le droit sur le sucre brut.	
Importées pour la distillation.....	Exemptes.	
Alcool par 100 <sup>e</sup> en sus des droits de consommation.	20 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> p. hectol.   15 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> p. he ctol.	
Eaux-de-vie en bouteilles, et liqueurs, sans distinction de degrés, en sus des droits de consommation.	15 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> par hectolitre.	
Ardoises : { Pour toitures.....	4 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> le 1000 en nombre.	
{ En carreaux ou en tables polis.....	10 » le 100 en nombre.	
Poils non spécialement tarifés, bruts et filés.....	Exemptes.	
Poils de chèvre peignés.....	10 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Plumes à écrire brutes ou apprêtées.....	Exemptes.	
Plumes à lit de toute sorte, duvet et autres.....	50 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Cire brute, jaune ou blanche.....	1 » <i>idem</i> .	
Cire ouvrée.....	4 » <i>idem</i> .	
Lait.....	Exempt.	
Beurre frais ou fondu.....	Exempt.	
Beurre salé.....	2 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Miel.....	Exempt.	
Oreillons.....	Exemptes.	
Poissons de mer, frais, secs, salés ou fumés, à l'exclusion de la morue.....	10 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Homards.....	Exemptes.	
Huitres fraîches.....	Le 1000 en nombre, 1 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> .	
Huitres marinées.....	6 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	
Moules et autres coquillages pleins.....	Exemptes.	
Graisses de poisson.....	6 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	
Graisses de toute sorte et dégras de peau.....	Exemptes.	
Blanc de baleine et de cachalot.....	2 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	
Fanons de baleine bruts.....	Exemptes.	
Peaux de chien de mer et de phoques brutes, fraîches ou sèches.....	Exemptes.	
Corail brut taillé et non monté.....	Exempt.	
DROGUERIES.		
<i>Produits compris sous la désignation de drogueries..</i>		
Cantharides desséchées, civette, musc, castoréum, ambre gris, fruits à distiller, storax, styrax, sarcocolle, kino et autres sucs végétaux desséchés, racines médicinales de toute espèce, herbes, fleurs, feuilles et écorces médicinales, agaric (amadou), kermès minéral, extrait de quinquina, camphre brut et raffiné, praiiss.....	2 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	
Eponges de toute sorte.....	50 » <i>idem</i> .	
Os, sabots de bétail et dents de loup.....	Exemptes.	
CORNES DE BÉTAIL.		
Brutes.....	Exemptes.	
Préparées et débitées en feuillets de toute dimension	3 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	
Résines de toute sorte, même distillées.....	Exemptes.	
Jus de réglisse.....	12 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	
LIÈGE.		
Brut et râpé de toute sorte.....	Exempt.	
Ouvré.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
Bois de teinture, même moulus.....	Exemptes.	
Joncs et roseaux bruts.....	Exemptes.	
Écorces à tan de toute sorte, même moulues.....	Exemptes.	
Betteraves.....	Exemptes.	
Pommes de terre.....	20 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	
Houblon.....	Exemptes.	
Graines à ensementer.....	Exemptes.	
Fruits et graines oléagineuses.....	3 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	
Légumes salés ou confits au vinaigre.....	Exemptes.	



DÉNOMINATION DES ARTICLES.	TAUX DES DROITS	
	en 1861.	III 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
<b>RACINES DE CHICORÉE.</b>		
Vertes.....	0 <sup>f</sup> 25 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Sèches.....	1 » <i>idem.</i>	
Plantes alcalines.....	Exemptes.	
<b>MARBRES ET ALBATRES DE TOUTE SORTE.</b>		
Bruts, équarris ou sciés à 16 centimètres et plus d'épaisseur.....	1 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Autrement sciés, sculptés, moulés ou polis.....	1 50 <i>idem.</i>	
<b>ÉCAUSSINES ET AUTRES PIERRES DE CONSTRUCTION, Y COMPRIS LES PIERRES D'ARDOISE.</b>		
Brutes, taillées ou sciées.....	Exemptes.	
Sculptées ou polies.....	0 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Pierres gemmes de toute sorte.....	Exemptes.	
Agates et autres pierres de même espèce ouvrées.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
Meules.....		
Pierres à aiguiser de toute sorte.....	Exemptes.	
Chaux et plâtre.....		
Graphite et plombagine.....		
<b>CRAYONS.</b>		
Simple en pierre.....	1 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Composés, à gaine de bois.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
<b>PARFUMERIES.</b>		
Alcooliques.....	Régime de l'alcool.	
Autres.....	10 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Moutarde.....	5 » <i>idem.</i>	
Chicorée brûlée ou moulue.....	5 » <i>idem.</i>	
Bougies de toute sorte.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
Chandelles.....		
Colle de poisson.....	40 <sup>f</sup> 00 les 100 kilogr.	
Extraits de viande.....	Exemptes.	
Chocolat et cacao simplement broyé.....	35 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Eaux minérales, cruchons compris.....	Exemptes.	
Papier de toute sorte.....	10 <sup>f</sup> les 100 kil.   8 <sup>f</sup> les 100 kil.	
Cartons en feuilles de toute sorte.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
Cartons moulés, coupés et assemblés.....		
Livres en langues française, mortes ou étrangères.....		
Gravures, lithographies, photographies et dessins de toute sorte sur papier.....		
Cartes géographiques.....		
Musique gravée.....	Exemptes.	
Étiquettes imprimées, gravées et coloriées.....		
Objets de collection hors de commerce.....		
<b>STATUES.</b>		
Modernes en marbre ou en pierre.....		
Modernes en métal de grandeur naturelle au moins.....		
Bimbloterie.....		
Vannerie.....	10 p. 0/0 de la valeur.	
Parasols et parapluies.....		
Cheveux ouvrés.....		
Balais communs.....	Exemptes.	
Bois de chêne et de noyer.....		
Bitumes de toute sorte.....	Exemptes.	
Amidon.....	1 <sup>f</sup> 50 <sup>c</sup> les 100 kilogr.	
Soufre brut, épuré ou sublimé.....	Exempt.	
Huiles d'origine ou de fabrication belge.....	6 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	
Cartes à jouer.....	15 p. 0/0 de la valeur.	
Cordes et câbles.....	15 <sup>f</sup> les 100 kilogr.	

Signé : E. THOUVENEL.

Signé : E. ROUHER,

Signé : FIRMIN ROGIER,

Signé : LIEDTS,

**3. — Tarif B annexé au Traité de commerce conclu,  
le 1<sup>er</sup> mai 1864 (Article II).**

**DROITS A L'ENTRÉE EN BELGIQUE.**

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS	
		en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
		Libres.	
Fer.....	Les 100 kilog.	1'50 <sup>c</sup>	1'00 <sup>c</sup>
(Minerai et limailles.....)	Idem.	3 »	4 »
(Fonte brute et vieux fer.....)	Idem.	9 »	6 »
(Fer battu, étiré ou laminé.....)	Idem.	1 »	1 »
(Fer-blanc non ouvré.....)	»	Libre.	
Acier non ouvré.....	Les 100 kilog.	10'00 <sup>c</sup>	
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, brut..	»	Libre.	
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, battu,	Les 100 kilog.	3 »	3 »
étiré ou laminé, doré ou argenté, filé sur fil	»	Libre.	
ou sur soie.....	Les 100 kilog.	3 »	3 »
Zinc.....	»	Libre.	
(brut.....)	Les 100 kilog.	6 »	6 »
(laminé ou étiré.....)	»	Libre.	
Plomb.....	Les 100 kilog.	3 »	3 »
(brut.....)	»	Libre.	
(laminé ou étiré.....)	Les 100 kilog.	6 »	6 »
Étain.....	»	Libre.	
(laminé, comprenant l'étain de glace.....)	Les 100 kilog.	Idem.	
Bismuth brut.....	»	Idem.	
Antimoine brut.....	»	Idem.	
Nickel.....	Les 100 kilog.	10 »	10 »
(brut.....)	»	Libres.	
(battu, étiré ou laminé.....)			
Minerais de toute sorte.....			
<b>OUVRAGES EN MÉTAUX.</b>			
Fonte ouvrée.....	Les 100 kilog.	6 »	4 »
Fer ouvré.....	Idem.	9 »	6 »
Clous en fer.....	Idem.	6 »	6 »
Fer-blanc ouvré.....	La valeur.	10 p.	100.
Acier ouvré (ouvrages d'acier y compris les ou-	Les 100 kilog.	9 »	6 »
tils d'acier).....	La valeur.	10 p.	100.
Coutellerie de toute espèce.....	»	Libres.	
Instruments de chirurgie, de précision, de	»	Idem.	
physique et de chimie (pour laboratoire)....			
Armes blanches et à feu de toute espèce, y			
compris les pièces détachées.....			
Les objets d'équipement payeront le droit			
afférent à la matière dont ils sont fabri-			
qués.			
Ouvrages en cuivre, étain, plomb, zinc et	La valeur.	10 p.	100.
nickel purs ou mélangés, y compris la chau-	Les 100 kilog.	9 »	6 »
dronnerie.....			
Toiles métalliques en fer ou en acier.....			
<b>TOILES EN FILS DE CUIVRE OU DE LAITON.</b>			
Pour machines ou mécaniques.....	Idem.	14 »	12 »
Autres.....	La valeur.	10 p.	100.
Caractères d'imprimerie neufs, clichés et plan-	Les 100 kilog.	10 »	8 »
ches gravées pour impression sur papier....			
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine et	La valeur.	5 p.	100.
aluminium.....	Idem.	Idem.	
Montres et mouvements d'horlogerie.....	Idem.	Idem.	
Fournitures d'horlogerie.....			

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS	
		en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
MACHINES ET PIÈCES DÉTACHÉES DE MACHINES.			
En fonte.....	Les 100 kilog.	6 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	4 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
En fer ou en acier.....	Idem.	9 »	6 »
En cuivre ou en toute autre matière.....	Idem.	14 »	12 »
En bois.....	La valeur.	10 p. 100.	
Or et argent battus en feuilles.....	Idem.	5 p. 100.	
Sucres :			
Brut de betterave (droit de consommation compris).....	Les 100 kilog.	46 <sup>f</sup> 20 <sup>c</sup>	
Raffinés, mélis, lumps et candis (droit de consommation compris).....	Idem.	60 »	
Carrosserie.....	La valeur.	70 p. 100.	
Tabletterie (ouvrages en ivoire).....	Idem.	Idem.	
Peaux brutes.....	»	Libres.	
Peaux de chèvre et de mouton, tannées en croûte.....	Les 100 kilog.	5 »	
Peaux tannées et corroyées.....	Idem.	15 »	
Peaux autrement préparées.....	Idem.	30 »	
Ouvrages en peaux et en cuir de toute espèce..	La valeur.	10 p. 100.	
Meubles et ouvrages en bois de toute espèce et futaïlles.....	Idem.	Idem.	
Bâtiments de mer de toute espèce et bateaux de rivière.....	Le tonneau de jauge de 1 1/2 mètre cube.	6 »	
Articles d'emballage ayant déjà servi.....	»	Libres.	
LINS, ETC.			
Filaments végétaux bruts, peignés, non spécialement tarifés.....	»	Idem.	
FILS DE LIN, DE CHANVRE ET DE JUTE, MESURANT AU KILOGRAMME :			
20000 <sup>m</sup> non tors et non teints.....	Les 100 kilog.	15 »	10 »
ou moins, tors ou teints.....	Idem.	22 50	15 »
Plus de non tors et non teints.....	Idem.	30 »	20 »
20000 <sup>m</sup> tors ou teints.....	Idem.	45 »	30 »
Tissus de lin, de chanvre et de jute de toute espèce.....	La valeur.	15 p. 100.	
Bonneterie, passementerie et rubannerie.....	Idem.	Idem.	
Tulles de lin.....	Idem.	Idem.	
Batistes et linons.....	Idem.	10 p. 100.	
Dentelles de lin.....	Idem.	5 p. 100.	
Vêtements et autres articles en lin, confectionnés en tout ou en partie.....	Idem.	10 p. 100.	
Articles non dénommés.....	Idem.	15 p. 100.	
Tissus mélangés quand le lin ou le chanvre domine en poids.....	La valeur.	15 p. 100.	
Les fils de tous autres végétaux filamenteux purs ou mélangés suivront le même régime que les fils de lin et de chanvre.			
Tissus en végétaux non dénommés.....	Idem.	10 p. 100.	
Crin brut, frisé ou autrement préparé.....	»	Libres.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS	
		en 1861.	du 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Tissus et ouvrages de crin ou de poil de vache purs ou mélangés.....	La valeur.	10 p. 100.	
COTON.			
Coton brut, y compris les ouates.....	»	Libre.	
FILS DE COTON ÉCRU OU BLANCHI MESURANT AU DEMI-KILOGRAMME.			
20 000 mètres ou moins.....	Les 100 kilog.	15 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	
20 000 à 30 000 mètres.....	Idem.	20 »	
30 000 à 40 000 mètres.....	Idem.	30 »	
Plus de 40 000 mètres.....	Idem.	40 »	
Fils de coton teints ou ourdis.....	Le droit sur le fil é cru ou blanchi augmenté de 10 fr. par 100 kil.		
TISSUS DE COTON ÉCRU, UNIS, CROISÉS, COUTILS.			
1 <sup>re</sup> classe, pesant 11 de 35 fils et moins aux kilog. et plus les 5 millimètres carrés....	Les 100 kilog.	50 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	
100 mètr. carrés. de 36 fils et plus.....	Idem.	80 »	
2 <sup>e</sup> classe, pesant de 7 à 11 kil. exclu- de 35 fils et moins.....	Idem.	60 »	
sivement les 100 de 36 à 43 fils.....	Idem.	100 »	
mètres carrés... de 44 fils et plus.....	Idem.	200 »	
3 <sup>e</sup> classe, pesant de 3 à 7 kil. exclu- de 27 fils et moins.....	Idem.	80 »	
sivement les 100 de 28 à 35 fils.....	Idem.	120 »	
mètres carrés... de 36 à 43 fils.....	Idem.	190 »	
de 44 fils et plus.....	Idem.	300 »	
blanchis.....	■	15 p. 100 en sus du droit sur l'é cru.	
Tissus de coton... teints.....	»	25 fr. par 100 kil. en sus du droit sur l'é cru.	
imprimés... ..	La valeur.	15 p. 100.	
VELOURS DE COTON.			
Façon soie dits vel-écrus.....	Les 100 kilog.	85 <sup>f</sup> 00	
vels..... teints ou imprimés.....	Idem.	110 »	
Autres (cords, mo-écrus.....	Idem.	60 »	
leskins, etc )... teints ou imprimés.....	Idem.	85 »	
Tissus de coton é cru, unis ou croisés, pesant moins de 3 kilog. par 100 mètres carrés....	La valeur.	15 p. 100.	
Piquets, basins, façonnés, damassés et brillantés.....	Idem.	Idem.	
Couvertures de coton.....	Idem.	Idem.	
Tulles unis ou brodés.....	Idem.	Idem.	
Gazes et mousselines brodées ou brochées pour ameublement ou tentures.....	Idem.	Idem.	
Vêtements et autres articles confectionnés en tout ou en partie.....	Idem.	Idem.	
Articles non dénommés.....	Idem.	Idem.	
Bonneterie.....	Idem.	Idem.	
Passenenterie.....	Idem.	Idem.	
Rubanerie.....	Idem.	Idem.	
Broderie à la main.....	Idem.	10 p. 100.	
Dentelles et blondes de coton.....	Idem.	5 p. 100.	
Les fils de coton mélangés payeront les			

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS	
		en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
mêmes droits que les fils de coton pur, pourvu que le coton domine en poids dans le mélange.			
Tissus de coton mélangé quand le coton domine en poids.....	Idem.	15 p. 100.	
Le Gouvernement belge se réserve la faculté de substituer, en tout ou en partie, aux taxes spécifiques sur les tissus et velours de coton, un droit de 15 pour 100 de la valeur.			
LAINES.			
Laines en masse.....	Les 100 kilog.	Libre.	
Laine teinte en masse.....	Idem.	10 <sup>4</sup> 00 <sup>c</sup>	
Laine peignée ou teinte.....		Idem.	
Les poils de chèvre, d'alpaga, de lama, de vigogne et de chameau sont assimilés à la laine.			
Fils non tors et non teints.....	Idem.	25 »	20 »
Fils tors ou teints.....	Idem.	35 »	30 »
Tissus de laine.....	La valeur.	15 p. 100.	10 p. 100.
Feutre de toute sorte.....	Idem.	Idem.	Idem.
Couvertures de laine.....	Idem.	Idem.	Idem.
Tapis de toute espèce.....	La valeur.	15 p. 100.	
Bonneterie de laine.....			
Passenterie de laine.....	Idem.	15 p. 100.	10 p. 100.
Rubannerie de laine.....			
Dentelles de laine.....			
Chaussons de lisière.....	Idem.	10 p. 100.	
Châles et écharpes de cachemire des Indes.....	Idem.	5 p. 100.	
Articles non dénommés.....	Idem.	15 p. 100.	10 p. 100.
Lisières de drap de toute espèce, entières ou coupées.....	»	Libres.	
Vêtements confectionnés neufs et vieux.....	La valeur.	10 p. 100.	
Les fils et tissus de laine et de ses similaires mélangés de coton ou d'autres filaments quelconques payeront les mêmes droits que les fils et tissus de laine pure, pourvu que la laine et ses similaires dominent en poids dans le mélange.			
SOIES.			
Soies en cocons.....	»	Libres.	
Soies grêges, moulinées et filées.....	»	Idem.	
Tissus de toute espèce.....	Les 100 kilog.	300 »	
Passenterie, bonneterie et rubannerie.....	Idem.	Idem.	
Tulles et dentelles.....	La valeur.	5 p. 100.	
PRODUITS CHIMIQUES.			
Acides...	nitrique.....	»	Libres.
	sulfurique.....		
	acétique.....	Les 100 kilog.	6 »
	hydrochlorique.....	Idem.	2 »
Chlorure de chaux.....	Idem.	4 »	2 »
Sels ammoniacaux.....	Idem.	8 »	2 »
Bleu de Prusse.....	»		Libres.



DÉNOMINATION DES ARTICLES.	MARE	TAUX DES DROITS	
		en 1861.	1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Carmins de toute sorte et kermès en poudre...	»		Libres.
Cendres bleues et vertes.....	»		<i>Idem.</i>
Laques en teinture ou en trochisques.....	»		<i>Idem.</i>
Vert de montagne.....	»		<i>Idem.</i>
Maurelle et stil de grains.....	»		<i>Idem.</i>
Essence {servant comme couleur.....	»		<i>Idem.</i>
de houille. {autres.....	Les 100 kilog.	2 <sup>1</sup> 00 <sup>c</sup>	
Sels de potasse.....	»		Libres.
Sels {Carbonates.....	Les 100 kilog.	3 »	
de soude. {Sulfates et sulfites.....	<i>Idem.</i>	1 50	
Autres, le sel marin excepté.....			Libres.
Produits chimiques non dénommés.....	Les 100 kilog.	2 »	
Teintures et couleurs préparées à l'huile.....	<i>Idem.</i>	6 »	
Teintures et couleurs autres.....	■		Libres.
Les sels de soude mélangés de plus de 15 pour 100 de sel marin acquitteront le droit sur le sel raffiné.			
VERRERIE ET CRISTALLERIE.			
Glaces brutes, étamées ou polies.....	La valeur.	10 p. 100.	
Bouteilles de toute forme et autres objets en verre à bouteille.....	Les 100 kilog.	2 »	
Verres..... {à vitre.....			
{de couleur.....	La valeur.	10 p. 100.	
{polis ou gravés.....			
{de montre ou d'optique.....			
Objets en verre ou en cristal, unis ou moulés, non coloriés et non taillés.....	Les 100 kilog.	12 »	
Objets en verre ou en cristal, taillés, gravés ou coloriés.....	La valeur.	10 p. 100.	
Emaux.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	
Objets en verre non dénommés.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	
Groisil et verre cassé.....	»		Libre.
Le droit sur les bouteilles et autres objets en verre à bouteille sera réduit à 1 franc en cas de suppression de la taxe supplémentaire, prévue à l'article 4 du traité.			
POTERIES.			
Terre {Carreaux, briques et tuiles.....	»		Libres.
cuite. {Tuyaux de drainage et autres.....	»		<i>Idem.</i>
Poterie commune de terre ou de grès, vernissée ou non, de toute sorte y compris les pipes de terre.....	Les 100 kilog.	1 50	
Cornues à gaz, creusets de toute sorte y compris les creusets en graphite et en plombagine.....	<i>Idem.</i>	1 50	
Faïences, cailloutage, grès fin.....	La valeur.	20 p. 100.	15 p. 100.
Porcelaines de toute sorte, blanches ou décorées, parian et biscuit blanc.....	<i>Idem.</i>	15 p. 100.	10 p. 100.
ARTICLES DIVERS.			
Fleurs artificielles.....	<i>Idem.</i>	10 p. 100.	
Objets de mode et chapeaux.....	<i>Idem.</i>	10 p. 100.	
Tresse de paille de toute sorte.....	<i>Idem.</i>	5 p. 100.	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS	
		en 1861.	an 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Mercerie de toute sorte.....	La valeur.	10 p.	100.
Boutons fins ou communs autres que de passe- menterie.....	Idem.	10 p.	100.
Brosserie de toute espèce.....	Idem.	10 p.	100.
Instruments de musique et pièces détachées d'instruments.....	Idem.	6 p.	100.
Épingles de toute sorte.....	Idem.	10 p.	100.
CAOUTCHOUC ET GUTTA-PERCHA.			
Bruts en feuilles ou filés.....	»	Libres.	
Ouvrés, purs ou mélangés.....	La valeur.	10 p.	100.
Toiles cirées de toute sorte.....	Idem.	10 p.	100.
Cire à cacheter.....	Idem.	10 p.	100.
Cirage de toute sorte.....	»	Libre.	
Encre à écrire ou à dessiner.....	La valeur.	10 p.	100.
Encre à imprimer.....	Idem.	Libre.	
CORDES ET CABLES.			
De 5 centimètres de diamètre et plus.....	Les 100 kilog.	6 <sup>f</sup>	00 <sup>c</sup>
De moins de 5 centimètres de diamètre.....	Idem.	15	»
Filets de toute espèce.....	La valeur.	10 p.	100.
Épices préparées (sauces) et moutardes.....	Idem.	15 p.	100.
BIÈRES ET AUTRES BOISSONS FERMENTÉES, DROIT DE CONSOMMATION COMPRIS.			
Encercle.....	L'hectolitre.	6	»
En bouteilles.....	Idem.	7	»
Mélasses et sirops importés pour la distillation.	»	Libres.	
EAU-DE-VIE DE TOUTE ESPÈCE (DROIT DE CONSOMMATION COMPRIS).			
A 50 degrés ou moins.....	L'hectolitre.	45	»
Pour chaque degré au-dessus de 50.....	Idem.	» 90	» 85
Eaux-de-vie en bouteilles et liqueurs, sans distinction de degré (droit de consommation compris).....	Idem.	85	»
Autres liquides alcooliques (droit de consom- mation compris).....	Idem.	60	»
Poils non spécialement tarifés bruts ou filés...	»	Libres.	
Plumes { brutes.....	»	Libres.	
à écrire. { apprêtées.....	La valeur.	10 p.	100.
Plumes à lit de toute sorte, duvet et autres...	»	Libres.	
Cheveux ouverts.....	La valeur.	10 p.	100.
Cire..... { brute, jaune ou blanche.....	»	Libre.	
{ ouvree.....	La valeur.	10 p.	100.
Lait.....	»	Libre.	
Fromages de toute espèce.....	Les 100 kilog.	10	»
Beurre.....	Idem.	5	»
Miel.....	Idem.	12	00
Homards.....	Idem.	10	» (a)
Huitres.....	Idem.	10	» (a)

(a) Ce droit sera applicable aux homards et aux huitres qui sont en destination des parcs ou huîtrières, comme ceux qui sont livrés directement à la consommation.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS	
		en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Autres coquillages de toute espèce.....	»		Libres.
Harengs de toute espèce, plies séchées et stockfish.....	Les 100 kilog.	1 <sup>r</sup> 50 <sup>c</sup>	
Autres poissons de toute espèce, frais, secs, salés ou fumés à l'exclusion de la morue....	Idem.	6 »	
Graisse de poisson et blanc de baleine ou de cachalot.....	Idem.	2 »	
Huiles..... { de fabrique.....	Idem.	2 »	
de graines et huiles alimentaires.	Idem.	6 »	
Fanons de baleine bruts.....	»		Libres.
Peaux de chien de mer et de phoque, brutes, fraîches ou sèches.....	»		Idem.
Matières animales brutes, savoir : oreillons, os et sabots de bétail et cornes de bétail brutes.....	»		Idem.
Corail brut ou taillé et non monté.....	»		Idem.
Drogueries.....	Les 100 kilog.	2 »	
Sont compris dans cette classe les articles suivants, savoir : cantharides, civettes, musc, castoréum, ambre gris, fruits à distiller, storax, styrax, sarcocolle, kino et autres sucres végétaux desséchés, racines médicinales de toute espèce, herbes fleurs, feuilles et écorces médicinales, agaric (amadou), kermès minéral, extrait de quinquina, camphre brut ou raffiné, preiss, éponges de toute sorte et colle de poisson.			
Résines de toute sorte, même distillées.....	»		Libres.
Jus de réglisse.....	Les 100 kilog.	12 »	
Liège..... { brut et râpé de toute sorte.....	»		Libre.
ouvré.....	La valeur.	10 p. 100.	
Bois de chêne et de noyer.....	Le mètre cube.	1 »	
Bois de teinture, même moulus.....	»		Libres.
Joncs et roseaux bruts.....	»		Idem.
Ecorces à tan de toute sorte, même moulues..	»		Idem.
Balais communs.....	»		Idem.
Pommes de terre.....	»		Idem.
Betteraves.....	»		Idem.
Houblon.....	Les 100 kilog.	1 50	
Graines oléagineuses.....	Idem.	2 »	
Graines à ensemercer.....	»		Libres.
Légumes salés ou confits au vinaigre.....	Les 100 kilog.	20 »	
Racines de chicorée, vertes ou sèches.....	»		Libres.
Plantes alcalines.....	»		Idem.
brutes, taillées ou sciées.	»		Idem.
Pierres de toute sorte, polies ou sculptées....	La valeur.	10 p. 100.	
y compris les marbres et l'albâtre....	Les 1000.	4 »	
Ardoises pour toiture... Meules et pierre à aiguiser de toute sorte.	»		Libres.
Pierres gemmes de toute sorte.....	»		Idem.
Chaux et plâtre.....	»		Idem.
Graphite et plombagine.....	»		Idem.
Bitumes de toute sorte.....	»		Idem.
Crayons simples et composés.....	La valeur.	10 p. 100.	
Parfumerie de toute espèce.....	Idem.		Idem.
Amidon.....	Les 100 kilog.	1 50	
Chicorée brûlée ou moulue.....	Idem.	2 »	

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS	
		en 1861.	au 1 <sup>er</sup> octobre 1864.
Bougies de toute sorte et chandelles.....	La valeur.	10 p. 100.	
Savons de toute espèce.....	Les 100 kilog.	10 <sup>e</sup> 00 <sup>e</sup>	
Le droit de 10 francs sera réduit à 6 francs en cas de suppression de la taxe supplémentaire prévue à l'article 4 du traité.			
Extraits de viande.....	Idem.	20	»
Chocolat et cacao simplement broyé.....	Idem.	35	»
Eaux minérales (cruchon compris).....	Idem.	2	»
Papiers de toute sorte.....	Idem.	10	»   8 »
Carton en feuilles de toute sorte.....	Idem.		
Cartons moulés, coupés et assemblés.....	La valeur.	10 p. 100.	
Livres en langues française, mortes ou étrangères.....	»	Libres.	
Gravures, photographies et lithographies de portefeuille.....	»	Idem.	
Cartes géographiques de portefeuille.....	»	Idem.	
Musique gravée.....	»	Idem.	
Étiquettes imprimées, gravées et coloriées.....	»	Idem.	
Dessins industriels de toute sorte sur papier...	»	Idem.	
Objets de collection hors de commerce.....	»	Idem.	
Statues.. { modernes en marbre ou en pierre...	»	Idem.	
{ en métal de grandeur naturelle au moins.....	»	Idem.	
Bimbeloterie.....	»	Idem.	
Parapluies et parasols.....	La valeur.	10 p. 100.	
Cartes à jouer.....	»	Libre.	
Soufre brut, épuré ou sublimé.....	»	15	»
Poudre à tirer.....	Les 100 kilog.		

Signé : E. THOUVENEL.

Signé : E. ROUHER.

Signé : FIRMIN ROGIER.

Signé : LIEDTS.

**4. — Tarif C annexé au Traité de commerce conclu  
le 1<sup>er</sup> mai 1861 (article 3).**

SORTIE DE FRANCE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS
Peaux brutes.....	»	Exempts.
Oreillons.....	»	Idem.
Os de toute espèce et cornes de bétail.....	Idem.	Idem.
Tourteaux de graines oléagineuses.....	»	Idem.
Engrais.....	»	Idem.
Soies. . . { en cotons.....	»	Idem.
{ teintes de sorte.....	»	Idem.
{ à coudre.....	»	Idem.

## SORTIE DE FRANCE.

(Suite.)

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Bourre de soie filée.....	»	Exempts.
Chiffons de laine sans mélange.....	»	Idem.
Chardons, cardères.....	»	Idem.
Noir animal.....	»	Idem.
Meules.....	»	Idem.
Bois de noyer.....	»	Idem.
Autres chiffons et drilles de toute espèce.....	»	12 <sup>f</sup> les 100 kilog.
Pâte à papier.....	»	
Vieux cordages, goudronnés ou non.....	»	4 idem.

Signé : E. THOUVENEL.

Signé : E. ROUHER.

Signé : FIRMIN ROGIER.

Signé : LIEDTS.

**5. — Tarif D annexé au Traité de commerce conclu  
le 1<sup>er</sup> mai 1861 (article 3).**

## SORTIE DE BELGIQUE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Étoupes et mouchures de lin et de chanvre....	»	Libres.
Minerai de fer de toute sorte.....	»	Idem.
Os de toute espèce et corne de bétail.....	»	Idem.
Chiffons de laine sans mélange.....	»	Idem.
Autres chiffons et drilles de toute espèce.....	les 100 kilog.	12 francs.
Pâte à papier.....		
Vieux cordages, goudronnés ou non.....	Idem.	4 idem.

Pour le minerai de fer actuellement prohibé, la libre exportation prendra cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1862.

Signé : E. THOUVENEL.

Signé : E. ROUHER.

Signé : FIRMIN ROGIER.

Signé : LIEDTS.



**6. — Convention de navigation conclue le 1<sup>er</sup> mai 1864  
et ratifiée le 27 du même mois<sup>1</sup>.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des Belges, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre les deux pays, en assurant à leurs pavillons respectifs la jouissance d'un régime réciproquement avantageux, ont résolu de conclure à cet effet une convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Thouvenel*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

Et M. *Rouher*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, M. *Firmin Rogier*, grand officier de l'ordre de Léopold, décoré de la croix de Fer, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français,

Et M. *Charles Liedts*, grand officier de l'ordre de Léopold, décoré de la croix de Fer, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre d'État en mission extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets des deux Hautes Parties contractantes : ils ne payeront pas, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, en matière de commerce, les citoyens de l'un des deux États, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les navires français venant directement des ports de France,

1. La présente Convention remplace le Traité de navigation et de commerce signé entre la France et la Belgique le 17 novembre 1849. Nous indiquons en note les différences qui existent entre l'ancien et le nouveau traité.

avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de Belgique, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de quarantaine, de port, de phares ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles, en Belgique, les navires belges venant des mêmes lieux et ayant la même destination.

Par réciprocité, et jusqu'à ce qu'il convienne à la Belgique d'exempter ses propres navires de tout droit de tonnage, comme la France le fait pour les siens, les navires belges venant directement des ports de Belgique avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de France, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage que ceux que les navires français auront à payer en Belgique, conformément à la stipulation qui précède. Ils seront, d'ailleurs, assimilés aux navires français pour tous les autres droits ou charges énumérés dans le présent article.

Les exceptions à la franchise de pavillon qui atteindraient en France les navires français venant d'ailleurs que de la Belgique ou allant ailleurs qu'en Belgique, seront communes aux navires belges faisant les mêmes voyages, et cette disposition sera réciproquement applicable en Belgique aux navires français.

Art. 3. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1<sup>o</sup> Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en ressortiront sur lest;

2<sup>o</sup> Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3<sup>o</sup> Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation<sup>1</sup>.

1. Cet article ne se trouve pas dans le Traité du 17 novembre.

Art. 4. Le pavillon français continuera à jouir en Belgique du remboursement du droit de péage sur l'Escaut, tant que le pavillon belge en jouira lui-même<sup>1</sup>.

Art. 5. Les navires des deux nations naviguant au cabotage seront traités de part et d'autre sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées<sup>2</sup>.

Art. 6. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'imposer sur tout article mentionné dans le présent Traité, ou sur tout autre article, des droits de débarquement ou d'embarquement affectés à la dépense des établissements nécessaires au port d'importation et d'exportation<sup>3</sup>.

Mais, en ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement dans les ports, rades, havres ou bassins, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux États, aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments français et les bâtiments belges soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 7. La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen des titres et patentes délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers<sup>4</sup>.

Art. 8. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre Puissance. Les marchandises importées dans les ports de la France ou de la Belgique par les navires de l'une ou de l'autre Puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants cause, le tout sans être assujéti à des droits de magasinage, de surveillance ou autres de même nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

1. Cet article ne se trouve pas dans le Traité du 17 novembre.

2. Même observation.

3. Même observation.

4. Ici le Traité du 17 novembre renfermait le paragraphe suivant :

« Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'article 9 du Traité du 19 juin 1839, est garanti aux navires français. »

Art. 9. Les marchandises de toute nature importées directement de Belgique en France sous pavillon belge, et, réciproquement, les marchandises de toute nature importées directement de France en Belgique sous pavillon français, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques, elles ne payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers et d'établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Le pavillon français est assimilé au pavillon belge pour l'importation du sel brut de toute provenance<sup>1</sup>.

Art. 10. Le bénéfice des articles 2 et 8 de la présente Convention est acquis aux bâtiments français se rendant, chargés ou sur lest, des ports de l'Algérie en Belgique, et *vice versa*.

Les bâtiments sous pavillon belge employés au même intercourrs jouiront, dans les ports de l'Algérie, d'une réduction de cinquante pour cent sur le taux général des droits de tonnage<sup>2</sup>.

Art. 11. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Belgique par navires français, ou de France par navires belges, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujettis à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon de toute prime ou restitution de droits et autres faveurs qui sont ou seront accordées dans chacun des deux pays à la navigation nationale.

Art. 12. Les navires français entrant dans un port de Belgique, et, réciproquement, les navires belges entrant dans un port de France, et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucuns droits de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale<sup>3</sup>.

1. Ce paragraphe remplace le suivant inséré dans le Traité du 17 novembre :

« Il est expressément entendu que les conditions spéciales imposées en France aux arrivages des entrepôts européens sous pavillon français, s'appliquerait aux produits expédiés en France des entrepôts de Belgique, sous pavillon belge. Réciproquement les conditions spéciales imposées en Belgique aux arrivages des entrepôts européens, sous pavillon belge, s'appliqueront aux produits expédiés en Belgique des entrepôts de France, sous pavillon français. » (Art. 7.)

2. Article nouveau.

3. Les stipulations suivantes du Traité de 1849 sont supprimées :

« Toutefois il est fait exception à ce qui précède et aux stipulations des articles 1<sup>er</sup>



Art. 13. Les stipulations des articles 1, 2, 6, 7, 8, 9, 11 et 12 s'appliquent tant à la navigation par rivières et par canaux qu'à la navigation maritime, de manière que, nommément par rapport aux droits de douane, aux droits de navigation pesant, soit sur les navires, soit sur les cargaisons<sup>1</sup>, ainsi qu'à tout autre droit ou charge, de quelque nature ou dénomination que ce soit, les navires ou bateaux appartenant à l'une ou l'autre partie contractante, ainsi que leurs chargements, ne pourront être grevés<sup>2</sup> de droits autres ou plus élevés que ceux dont sont ou seront frappés les navires ou bateaux nationaux et leurs chargements; ils ne pourront non plus être soumis à des formalités autres ou plus onéreuses que celles auxquelles sont assujettis les navires ou bateaux nationaux et leurs chargements.

Les bateliers belges naviguant dans les eaux intérieures de la France, et, réciproquement, les bateliers français naviguant dans les eaux intérieures de la Belgique, jouiront du même traitement que les bateliers nationaux, quant au droit de patente<sup>3</sup>.

Art. 14. Il est fait exception aux stipulations de la présente Conven-

et 7° (ce dernier est devenu l'article 11 du Traité de 1861), en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet. (Art. 8.)

« Les navires belges entrant dans un port de France, et, réciproquement, les navires français entrant dans un port de Belgique et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et les réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale. (Art. 9.)

« Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs : 1° les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en ressortiront sur lest; 2° les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits; 3° les navires qui, entrés avec chargement dans un port soit volontairement, soit en relâche forcé, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce. Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire; le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation. (Art. 10.)

« En ce qui concerne le cabotage (commerce de port à port), les navires des deux nations seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées. (Art. 11.)

« En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État, qu'il ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession a été conditionnelle. » (Art. 12.)

1. Les mots : *aux droits de patente*, supprimés.

2. *Imposés* (Traité de 1849).

3. Paragraphe nouveau.



tion, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre pays<sup>1</sup>.

Art. 15. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes, résidant dans les États de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leur pays respectif, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans le pays desdits agents, sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois<sup>2</sup>, à compter du jour de leur arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 16. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes de France seront dirigées par les consuls ou vice-consuls de Belgique, et, réciproquement, les consuls

1. Article nouveau.

2. *Trois mois* (Traité de 1849).

et vice-consuls français dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 17. Lesdits consuls, vice-consuls et chanceliers des Hautes Parties contractantes jouiront respectivement, dans les deux pays, des avantages de toute sorte accordés ou qui pourront être accordés à ceux de la nation la plus favorisée : le tout, bien entendu, sous condition de réciprocité <sup>1</sup>.

Art. 18. Les deux Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation à un autre État, qui ne soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs <sup>2</sup>.

Art. 19. La présente Convention, qui remplacera celle du 17 novembre 1849<sup>3</sup>, restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait signifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 20. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Paris en même temps que celles du traité de commerce et de la Convention littéraire, signés sous la date de ce jour, dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut.

1. Cet article 17 remplace l'article 16 du traité de 1849, ainsi conçu :

« En ce qui concerne les autres attributions, privilèges et immunités des consuls respectifs, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à en faire, dans le plus bref délai possible, l'objet d'une convention spéciale, et en attendant il est convenu que : (suit le texte de l'article 17).

2. Nouvel article.

3. Voir ce traité : Continuation de Martens par Samwer, t. I (tome XIV du *Nouveau recueil général*), page 622.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris, le premier du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent soixante et un.

Signé : E. THOUVENEL;  
ROUHER;

Signé : FIRMIN ROGIER;  
LIEDTS.

---

**7. — Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle, conclue le 1<sup>er</sup> mai 1861 et ratifiée le 27 du même mois.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, également animés du désir de protéger les sciences, les arts et les lettres, et d'encourager leur application à l'industrie, ont, à ces fins, résolu d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui lui ont paru les plus propres à assurer réciproquement dans les deux pays, aux auteurs, aux industriels ou à leurs ayants cause, la propriété des œuvres de littérature ou d'art, et des marques, modèles ou dessins de fabrique, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Thouvenel, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères; et M. Rouher, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Et S. M. le Roi des Belges, M. Firmin Rogier, grand officier de l'ordre de Léopold, décoré de la croix de Fer, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français; Et M. Charles Liedts, grand officier de l'ordre de Léopold, décoré de la croix de Fer, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre d'État en mission extraordinaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus par les articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils au-

ront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur sont réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

La propriété des œuvres musicales s'étend aux morceaux dits *arrangements*, composés sur des motifs extraits de ces mêmes œuvres. Les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeureront réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs.

Tout privilège ou avantage qui serait accordé ultérieurement par l'un des deux pays à un autre pays, en matière de propriété d'œuvres de littérature ou d'art, dont la définition a été donnée dans le présent article, sera acquis de plein droit aux citoyens de l'autre pays.

Art. 2. La publication en Belgique de chrestomathies composées de fragments ou d'extraits d'auteurs français est autorisée, pourvu que ces recueils soient spécialement destinés à l'enseignement, et qu'ils contiennent des notes explicatives ou des traductions en langue flamande.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité du dépôt et de l'enregistrement, effectuée de la manière suivante :

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Belgique, un exemplaire devra en être déposé gratuitement et enregistré, soit à Paris, à la direction de l'imprimerie, de la librairie et de la presse, au ministère de l'intérieur, soit à Bruxelles, à la chancellerie de la légation de France en Belgique.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, un exemplaire devra en être déposé gratuitement et enregistré, soit à Bruxelles, au ministère de l'intérieur, soit à Paris, à la chancellerie de la légation de Belgique en France.

Dans tous les cas, le dépôt et l'enregistrement devront être accomplis dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de

trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément à l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La double formalité du dépôt et de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet, ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe, si ce n'est au remboursement des frais résultant de l'expédition jusqu'à Bruxelles ou Paris, respectivement, des livres, cartes, estampes ou publications musicales qui seraient déposés à la chancellerie de la légation de France en Belgique ou à la chancellerie de la légation de Belgique en France.

Les intéressés pourront se faire délivrer un certificat authentique du dépôt et de l'enregistrement, le coût de cet acte ne pourra dépasser 50 centimes.

Le certificat relatera la date précise à laquelle l'enregistrement et le dépôt auront eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1<sup>er</sup> s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales publiées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après le 12 mai 1854.

Le droit des auteurs dramatiques ou compositeurs sera perçu d'après les bases qui seront arrêtées entre les parties intéressées; à défaut d'un semblable accord, le taux exigible de ce droit ne pourra respectivement dépasser les chiffres suivants :

	A PARIS et A BRUXELLES.	DANS LES VILLES de 80 000 âmes et au-dessus.	DANS LES VILLES de moins de 80 000 âmes.
Pour les pièces en 4 ou 5 actes..	18 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	14 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>	9 <sup>f</sup> 00 <sup>c</sup>
En 3 actes. ....	14 »	10 »	8 »
En 2 actes. ....	10 »	8 »	6 »
En 1 acte. ....	6 »	5 »	4 »

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux, les traductions faites dans l'un des deux États d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur, par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de



conférer le droit exclusif au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, si ce n'est dans le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, jouira seul du droit de traduction pendant cinq années, à partir du jour de la première traduction de son ouvrage autorisée par lui, sous les conditions suivantes :

1° L'ouvrage original sera enregistré et déposé en France ou en Belgique, dans un délai de trois mois à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'article 3 ;

2° Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction ;

3° Ladite traduction autorisée devra paraître, au moins en partie, dans le délai d'un an et en totalité dans le délai de trois ans, à compter de la date du dépôt et de l'enregistrement de l'ouvrage original, effectués ainsi qu'il vient d'être prescrit.

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être elle-même déposée et enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

5° Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration par laquelle l'auteur se réserve le droit de traduction soit faite dans la première livraison. Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé. Chacune d'elles sera enregistrée et déposée dans l'un des deux pays, dans les trois mois à partir de sa première publication dans l'autre.

6° Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit au présent article, devra faire paraître sa traduction trois mois après le dépôt et l'enregistrement de l'ouvrage original.

Dans le cas où la législation de la Belgique sur le droit de traduction viendrait à être modifiée pendant la durée de la présente convention, les avantages nouveaux qui seraient consacrés en faveur des auteurs belges seraient de plein droit étendus aux auteurs français.

En même temps, les auteurs belges jouiraient en France des avantages plus grands qui pourraient résulter de la législation générale en faveur des nationaux.

Ces droits respectifs seront, d'ailleurs, soumis aux conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 7. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs,

lithographes, photographes, etc., jouiront des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes ou photographes eux-mêmes.

Art. 8. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette permission ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 9. L'introduction, l'exportation, la circulation, la vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibés, sauf ce qui est dit à l'article 13, soit que les reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 10. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les pénalités déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un et de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 11. Les livres d'importation licite et les autres productions mentionnées dans la présente convention, venant de Belgique, continueront à être admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, par tous les bureaux qui leur sont actuellement ouverts ou qui pourraient l'être par la suite.

Si les intéressés le désirent, les livres déclarés à l'entrée seront expédiés directement en France, à la direction de l'imprimerie, de la librairie et de la presse, au ministère de l'intérieur, et en Belgique, à l'entrepôt de Bruxelles, pour y subir les vérifications nécessaires qui auront lieu au plus tard dans le délai de quinze jours.

Art. 12. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice en quoi que ce soit, au droit qui appartiendrait à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de

surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Chacune des Hautes Parties contractantes conserve, d'ailleurs, le droit de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 13. Sont maintenues les dispositions de la Convention du 22 août 1852<sup>1</sup> (*pour la garantie réciproque de la propriété littéraire*) et de

1. Extrait de la Convention du 22 août 1852 :

Art. 13. Les deux gouvernements prendront, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication quant au passé, à raison de la possession et de la vente, par les éditeurs, imprimeurs ou libraires français ou belges, de réimpressions d'ouvrages de propriété belge ou française non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Art. 14. Les éditeurs français et belges pourront publier les volumes ou livraisons nécessaires pour l'achèvement des ouvrages de reproduction non autorisée, en cours de publication, dont une partie aurait déjà paru avant la date de la signature de la présente Convention.

Pour prix de cette autorisation, l'éditeur français ou belge payera à l'éditeur original une indemnité qui est, dès à présent, fixée à dix pour cent du prix fort de chaque volume ou livraison en France ou en Belgique.

Dans aucun cas, le tirage des volumes ou livraisons à paraître ne pourra dépasser le chiffre le plus faible du tirage des volumes ou livraisons déjà parus.

Ces nouveaux volumes ne pourront être mis en vente qu'après que les conditions à déterminer, en vertu de l'article 13, auront été dûment remplies.

Art. 15. Pour les revues ou recueils périodiques réimprimés jusqu'ici en France ou en Belgique, les éditeurs français ou belges sont autorisés à publier les livraisons destinées à compléter, jusqu'au 31 décembre 1852, les souscriptions de leurs abonnés, ainsi que les collections non vendues existant en magasin, sans indemnité au profit de l'éditeur original.

Art. 16. Les règlements d'administration publique mentionnés à l'article 13 s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français ou belges, et constituant une reproduction non autorisée de modèles belges ou français.

Il est accordé un délai d'un an pour la reproduction, à l'aide de clichés, des ouvrages imprimés ou en voie d'impression au moyen de ce procédé, antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention. Le nombre des exemplaires qui pourront être tirés pendant ce délai est limité à quinze cents.

Les éditeurs français ou belges qui voudront user de cette faculté payeront aux éditeurs belges ou français une indemnité fixée à dix pour cent du prix fort de chaque exemplaire en France ou en Belgique.

Il en sera de même pour les planches gravées de toute sorte et les lithographies publiées isolément; les éditeurs français ou belges pourront, aux mêmes conditions et dans le même délai que les propriétaires de clichés, en tirer un nombre d'exemplaires nouveaux, également limité à quinze cents.

Il est d'ailleurs entendu que les éditeurs français ou belges qui voudraient profiter des dispositions qui précèdent ne pourront, dans aucun cas, mettre en vente les exemplaires de leurs clichés, bois, planches gravées ou lithographiées, imprimés ou tirés après la mise en vigueur de la présente Convention, sans avoir préalablement satisfait aux prescriptions des règlements mentionnés à l'article 13.

la déclaration<sup>1</sup> jointe à ladite Convention, relatives à la possession et à la vente, par les éditeurs, imprimeurs ou libraires, belges ou français, de réimpressions d'ouvrages de propriété française ou belge non tombés dans le domaine public, fabriqués, importés ou en cours de fabrication et de réimpression non autorisée, aux époques fixées par l'article additionnel du 27 février 1854<sup>2</sup>.

Art. 14. Le Gouvernement français et le Gouvernement belge prendront les mesures nécessaires pour interdire l'entrée, sur leurs territoires respectifs, des ouvrages que des éditeurs français ou belges auraient acquis le droit de réimprimer, avec la réserve que ces réimpressions ne seraient autorisées que pour la vente en France ou en Belgique et sur des marchés tiers.

Les ouvrages auxquels cette disposition est applicable devront porter sur leur titre et couverture les mots : « Édition interdite en France » (en Belgique), et autorisée pour la Belgique (la France) et l'étranger. »

Quant aux bois, planches gravées et lithographies destinés à orner le texte d'un livre imprimé, il est accordé aux éditeurs français ou belges un délai de deux ans pour faire tirer les épreuves nécessaires pour compléter les volumes du texte imprimé, sans indemnité au profit de l'éditeur original.

Art. 17. Il demeure formellement entendu que les stipulations des articles 13, 14, 15 et 16 ne seront obligatoires pour les parties intéressées qu'autant qu'elles n'y auront pas dérogé par des conventions particulières intervenues d'un commun accord, avant ou après la conclusion de la présente Convention.

1. Déclaration signée le 12 avril :

Au moment de procéder à l'échange des ratifications de la nouvelle Convention littéraire conclue entre les deux pays, le 22 août 1852, les plénipotentiaires soussignés sont convenus que leurs gouvernements respectifs prendront les mesures nécessaires pour interdire l'entrée sur leurs territoires des ouvrages que des éditeurs français ou belges auraient acquis le droit de réimprimer, avec la réserve que ces réimpressions ne seraient autorisées que pour la vente en France ou en Belgique et sur des marchés tiers. Les ouvrages auxquels cette disposition sera applicable devront porter sur leurs titres et couverture les mots : *édition interdite en Belgique (en France), et autorisée pour la France (la Belgique) et l'étranger.*

Fait à Bruxelles, en double original, le 12 avril 1854.

(L. S.) Signé A. BARROT.

(L. S.) Signé H. DE BROUCKERE.

2. Article additionnel du 27 février 1854 :

Le terme *actuellement* employé à l'article 13 de la Convention littéraire s'entendra de la date du présent article additionnel.

La même date est substituée à celle du 22 août 1852, dans le cas prévu par l'article 14

Pour les revues et recueils périodiques réimprimés jusqu'ici en France ou en Belgique (art. 15), les éditeurs français ou belges sont autorisés à publier les livraisons destinées à compléter, jusqu'au 30 juin 1854, les exemplaires de leurs abonnés, ainsi que les collections non vendues existant en magasin, sans indemnité au profit de l'auteur original.

Les délais d'un et de deux ans laissés par l'article 16 pour la reproduction, à l'aide de clichés, des ouvrages imprimés ou en voie d'impression, et pour le tirage des bois, planches gravées et lithographiées, courent à partir de la mise en vigueur de la Convention.

Il est entendu que les deux Conventions du 22 août 1852 (littéraire et commerciale), entreront en vigueur à la même date que le Traité de commerce signé aujourd'hui entre les Hautes Parties contractantes, et que le terme de dix années pour lequel elles ont été conclues, courra à partir de leur mise à exécution.



Art. 15. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les États de l'autre, de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des Français en Belgique, et réciproquement au profit des Belges en France, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes dans les États de l'autre ne sont pas subordonnés à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Le présent article ne recevra son exécution dans l'un et l'autre pays, à l'égard des modèles ou dessins industriels ou de fabrique, qu'à l'expiration d'une année à partir de ce jour.

Art. 16. Les Français ne pourront revendiquer en Belgique la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du tribunal de commerce à Bruxelles.

Réciproquement, les Belges ne pourront revendiquer en France la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires à Paris, au greffe du tribunal de la Seine.

Art. 17. La présente convention demeurera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à être obligatoire encore une année, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut, simultanément avec celles du traité de commerce et du traité de navigation conclus sous la date de ce jour entre les deux Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.



Fait en double expédition à Paris, le premier jour du mois de mai de l'an de grâce 1861.

(L. S.) Signé E. THOUVENEL.

(L. S.) Signé Firmin ROGIER.

(L. S.) Signé E. ROUHER.

(L. S.) Signé LIEDTS.

**8. — Déclaration interprétative de l'article II de la convention littéraire, artistique et industrielle, conclue le 1<sup>er</sup> mai 1860, signée le 27 du même mois.**

Au moment de procéder à l'échange des ratifications de la convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, etc., conclue entre la France et la Belgique, le 1<sup>er</sup> du présent mois de mai, les sous-signés sont convenus de fixer ainsi qu'il suit l'interprétation de l'article 2 de ladite convention :

« Les éditeurs belges restent en possession des avantages dont ils jouissent déjà, en vertu de la convention du 22 août 1852, pour la publication des chrestomathies françaises. Il est donc entendu qu'ils demeurent libres de composer de semblables recueils avec des extraits d'ouvrages français tombés ou non dans le domaine public, sans qu'ils soient tenus de les accompagner de notes ou traductions d'aucune sorte. »

Fait à Paris, le vingt-septième jour du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent soixante et un.

(L. S.) Signé E. THOUVENEL.

(L. S.) Signé baron BEYENS.

**9. — Articles additionnels à la Convention de poste du 3 décembre 1857<sup>1</sup>, signés le 1<sup>er</sup> mai 1861.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les échantillons de marchandises qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Belgique et *vice versa*, seront affranchis jusqu'à destination moyennant le paiement d'une taxe de 10 cen-

**1. Convention de poste conclue, le 3 décembre 1857, entre la France et la Belgique.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, également animés du désir d'améliorer, au moyen d'une nouvelle Convention, le service des correspondances entre la France et la Belgique, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Adolphe Barrot*, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand cordon de l'ordre de Léopold, grand cordon de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viciosa, grand'croix de l'ordre de Saint-Janvier des Deux-Siciles, de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, etc. etc. etc. ;

Et S. M. le Roi des Belges, le baron *Adolphe de Vrière*, commandeur de son ordre, grand'croix de l'ordre royal et militaire du Christ de Portugal, commandeur de l'ordre de Danebrog, commandeur de l'ordre impérial de la Couronne de fer d'Autriche, che-

times par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, pourvu qu'ils n'aient aucune valeur intrinsèque; qu'ils soient placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne

valier de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa-Vieiosa, son Ministre des affaires étrangères;

Lesquels après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique, un échange périodique et régulier de lettres et d'imprimés de toute nature, au moyen des services ordinaires ou spéciaux établis ou à établir pour cet objet entre les points de la frontière des deux pays qui seront désignés, d'un commun accord, par ces deux administrations.

Les services établis ou à établir sur les routes ordinaires seront exécutés par les moyens dont disposent les deux administrations, et les frais résultant de ces services seront supportés par ces administrations proportionnellement à la distance parcourue sur leurs territoires respectifs. A cet effet, celle des deux administrations qui acquittera la totalité de ces frais, sur un point quelconque, devra fournir à l'autre un double des marchés conclus pour cet objet avec les entrepreneurs. En cas de résiliation de ces marchés, les indemnités de résiliation seront supportées dans la même proportion.

Quant aux frais que pourra entraîner le transport des dépêches par les chemins de fer, ils seront supportés exclusivement par l'administration sur le territoire de laquelle ce transport aura eu lieu.

Art. 2. Indépendamment des correspondances qui seront échangées entre les administrations des postes des deux pays, par les voies indiquées dans l'article précédent, ces administrations pourront, si elles en reconnaissent la nécessité, s'expédier réciproquement des lettres et des imprimés de toute nature par l'intermédiaire des postes du grand-duché de Luxembourg.

Le prix de transit revenant à l'administration des postes du grand-duché de Luxembourg pour le transport, à travers le grand-duché, des dépêches contenant les lettres et les imprimés ci-dessus mentionnés sera acquitté par l'administration des postes de Belgique; la moitié de ce prix sera remboursée à l'administration des postes de Belgique par l'administration des postes de France.

Art. 3. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France et l'Algérie, auront le choix de laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires ou de payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Art. 4. La taxe à percevoir pour l'affranchissement de toute lettre expédiée, soit de la France et de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France et l'Algérie, sera de quarante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Quant à la taxe à percevoir sur les lettres non affranchies adressées de l'un des deux pays dans l'autre, elle sera, pour chaque lettre, de soixante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Art. 5. Par exception aux dispositions de l'article précédent, la taxe des lettres adressées de l'un des deux Etats dans l'autre sera réduite à vingt centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas d'affranchissement; et à trente centimes, aussi par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas de non affranchissement, toutes les fois que la distance existant, en ligne droite, entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

Art. 6. Les lettres expédiées à découvert, par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau A annexé à la présente Convention, pour la Belgique, soit de la Belgique pour ces mêmes pays, seront échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le tableau A susmentionné pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique.

Art. 7. Les lettres qui seront expédiées de la France et de l'Algérie pour les colonies

portent d'autre écriture à la main que l'adresse de leur destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

et autres pays d'outre-mer, par la voie des bâtiments naviguant entre la Belgique et lesdits pays, devront être affranchies jusqu'au port de débarquement.

Quant aux lettres qui seront expédiées des pays d'outre-mer pour la France et l'Algérie au moyen des bâtiments susmentionnés, elles devront être affranchies jusqu'au port d'embarquement.

L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de Belgique pour prix du transit sur le territoire belge et pour port de voie de mer de chacune des lettres ci-dessus désignées, la somme de quarante centimes par sept grammes et demi ou fraction de sept grammes et demi.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le présent article pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique.

Art. 8. L'administration des postes de France pourra livrer à l'administration des postes belges des lettres chargées à destination de la Belgique.

De son côté, l'administration des postes de Belgique pourra livrer à l'administration des postes de France des lettres chargées à destination de la France et de l'Algérie et, autant que possible, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Toute lettre chargée adressée de l'un des deux pays dans l'autre supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de cinquante centimes.

Art. 9. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu payera à l'envoyeur, à titre de dédommagement, une indemnité de cinquante francs, dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt des chargements; passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues, l'une envers l'autre, à aucune indemnité.

Art. 10. La correspondance exclusivement relative aux différents services publics, adressée d'un État dans l'autre, et dont la circulation en franchise aura été autorisée sur le territoire de l'État auquel appartient le fonctionnaire ou l'autorité de qui émane cette correspondance, sera transmise exempte de tout prix de port.

Si l'autorité ou le fonctionnaire à qui elle est adressée jouit pareillement de la franchise, elle sera délivrée sans taxe; dans le cas contraire, cette correspondance ne sera passible que de la taxe territoriale du pays de destination.

Art. 11. Tout paquet contenant des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui sera expédié de la France ou de l'Algérie pour la Belgique, et *vice et versa*, devra être affranchi jusqu'à destination.

La taxe d'affranchissement des journaux, gazettes et ouvrages périodiques sera perçue à raison de dix centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

La taxe d'affranchissement des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, sera perçue à raison de cinq centimes par vingt grammes ou fraction de vingt grammes.

Toutefois, la taxe d'affranchissement des objets mentionnés au § 3 ci-dessus sera réduite à cinq centimes par cinquante grammes ou fraction de cinquante grammes pour l'excédant de tout paquet dépassant le poids de cent grammes.

Art. 12. Les imprimés de toute nature expédiés par la voie de la France, soit des pays empruntant l'intermédiaire des postes françaises pour la Belgique, soit de la Belgique pour lesdits pays, seront échangés entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique aux conditions énoncées au tableau B annexé à la présente Convention.

Les paquets d'échantillons ne pourront pas dépasser un poids de 300 grammes et ne devront avoir sur aucune de leurs faces (longueur, hauteur ou largeur) une dimension supérieure à 25 centimètres.

Les conditions d'échange fixées par le tableau B susmentionné pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique.

Art. 13. Pour jouir des modérations de port accordées par les articles 11 et 12 précédents, les imprimés devront être affranchis jusqu'aux limites respectivement fixées par lesdits articles; être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Les journaux et autres imprimés qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles susmentionnés n'infliment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer sur leurs territoires respectifs le transport et la distribution de ceux des objets désignés auxdits articles à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation tant en France qu'en Belgique.

Art. 14. Le produit des taxes à percevoir en vertu des articles 4, 5, 8 et 11 précédents, sur les lettres ordinaires, les lettres chargées et les imprimés de toute nature expédiés soit de la France et de l'Algérie pour la Belgique soit de la Belgique pour la France et l'Algérie, sera réparti entre les administrations des postes des deux pays, dans la proportion de deux tiers au profit de l'administration des postes de France, et d'un tiers au profit de l'administration des postes de Belgique.

Art. 15. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que les lettres et les imprimés de toute nature adressés de l'un des deux pays dans l'autre et affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés dans le pays de destination d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 16. Le Gouvernement belge prend l'engagement d'accorder au Gouvernement français le transit, en dépêches closes, sur le territoire belge, des correspondances originaires de la France ou passant par la France à destination des pays auxquels la Belgique sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et, réciproquement, de ces pays pour la France et les États auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

De son côté, le Gouvernement français prend l'engagement d'accorder au Gouvernement belge le transit, en dépêches closes, sur le territoire français, des correspondances originaires de la Belgique ou passant par la Belgique, à destination des pays auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et, réciproquement, de ces pays pour la Belgique et les États auxquels la Belgique sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

L'administration pour le compte de laquelle les correspondances seront transportées en dépêches closes payera à l'administration qui effectuera ce transport, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire desservi par cette dernière administration et le point par lequel elles en sortiront, la somme de cinq centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net.

Toutefois, l'administration des postes de Belgique payera à l'administration des postes de France, tant pour prix du transport sur le territoire français, que pour prix du transport à travers le canal de la Manche, des dépêches closes que ladite administration des postes de Belgique échangera avec l'administration des postes de la Grande-Bretagne, par la voie de la France, un prix moyen de trente centimes par trente grammes de lettres, poids net, et un autre prix moyen de cinquante centimes par kilogramme de journaux et autres imprimés aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.



Les échantillons de marchandises qui ne rempliraient pas ces conditions ou dont le port serait laissé à la charge des destinataires, seront soumis au tarif des lettres.

**Art. 2. Les épreuves d'impression portant des corrections typogra-**

**Art. 17.** Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transportées, en dépêches closes, par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, et qui sont mentionnées dans l'article précédent, ne sera pas compris dans la pesée des lettres, journaux et imprimés de toute nature sur lesquels devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

**Art. 18.** Les administrations des postes de France et de Belgique dresseront chaque mois les comptes résultant de la transmission des correspondances et des dépêches closes que les deux administrations se livreront réciproquement, en vertu des dispositions de la présente convention; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés, par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les deux mois qui suivront le mois auquel le compte se rapportera.

**Art. 19.** Les lettres ordinaires ou chargées et les imprimés de toute nature mal adressés ou mal dirigés seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs pour les poids et prix auxquels l'office expéditeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence seront respectivement livrés ou rendus, chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

**Art. 20.** Les lettres ordinaires ou chargées et les imprimés de toute nature échangés à découvert entre les deux administrations des postes de France et de Belgique qui seront tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés, de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office expéditeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant seront renvoyés sans taxe, ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des administrations respectives sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes lorsque les correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'office qui aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-vis de l'office correspondant.

**Art. 21.** Les deux administrations des postes de France et de Belgique n'admettront à destination de l'un des deux pays, ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucune lettre qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux ou tout autre objet passible des droits de douane.

**Art. 22.** Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances échangées entre les deux pays, les Gouvernements français et belge s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

**Art. 23.** L'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles régleront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances de l'un des deux pays pour l'autre insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste; elles régleront également la direction de correspondances transmises réciproquement, et arrêteront les dispositions relatives à la forme des comptes mentionnés à l'article 18 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les



phiques, et les manuscrits joints à ces épreuves et s'y rapportant, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Belgique et *vice versa*. seront affranchis jusqu'à destination à raison de 50 centimes par chaque 200 grammes ou fraction de 200 grammes.

Pour jouir de cette modération de taxe, les objets ci-dessus désignés devront être placés sous bande et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu.

Les épreuves corrigées et les manuscrits qui ne rempliront pas ces conditions ou dont le port n'aura pas été payé d'avance, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 3. Le produit des taxes à percevoir en vertu des articles 1 et 2 précédents, sera réparti entre les administrations des postes des deux pays, d'après les bases fixées par l'article 14 de la convention du 3 décembre 1857.

Art. 4. Les présents articles qui seront considérés comme additionnels à la convention du 3 décembre 1857, seront ratifiés; les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra, et ils seront mis à l'exécution le 1<sup>er</sup> octobre prochain.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> mai 1861.

(L. S.) Signé: E. THOUVENEL.

(L. S.) Signé: FIRMIN ROGIER.

**10. — Décret impérial qui ouvre plusieurs ports et bureaux des douanes à l'importation des fils de coton du n° 143 métrique et au-dessus, et des fils de laine longue tordus et grillés, en date du 29 mai 1861.**

(Voir *Archives*, tome III, page 103.)

deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 24. Seront abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes stipulations ou dispositions antérieures concernant l'échange des correspondances entre la France et la Belgique.

Art. 25. La présente Convention sera mise à exécution le plus tôt possible, et, au plus tard, le 1<sup>er</sup> avril 1858; et elle demeurera obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux pays, après l'expiration dudit terme.

Art. 26. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles dans le délai d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original et signé à Bruxelles, le troisième jour du mois de décembre de l'an de grâce 1857.

(L. S.) Signé BARROT.

(L. S.) Signé DE VRIÈRE.

**11. — Décret impérial relatif à l'importation des tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur (exécution de l'article 4 de la convention complémentaire conclue le 16 novembre 1860, entre la France et l'Angleterre, et l'article 20 du traité de commerce conclu, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique), en date du 29 mai 1861.**

(Voir *Archives*, tome III, page 104.)

**12. — Décret impérial relatif à l'exécution des tarifs établis, tant à l'importation de Belgique en France qu'à l'exportation de France en Belgique, par le Traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861, en date du 29 mai 1861.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 41 du traité conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A dater du 1<sup>er</sup> juin prochain, les tarifs établis, tant à l'importation de Belgique en France, qu'à l'exportation de France en Belgique, par le traité conclu entre Nous et Sa Majesté le Roi des Belges le 1<sup>er</sup> mai 1861, seront applicables à tous les produits énumérés dans ledit traité, à l'exception de ceux repris dans le tableau annexé au présent décret.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 mai 1861.

*Signé : NAPOLÉON.*

Par l'Empereur :

*Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,  
du commerce et des travaux publics,*

*Signé : E. ROUHER.*

*Tableau présentant la liste des marchandises comprises dans le Traité conclu, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, et qui ne seront admises que le 1<sup>er</sup> juillet ou le 1<sup>er</sup> octobre prochain.*

§ 1<sup>er</sup>.

*Marchandises qui ne seront admises que le 1<sup>er</sup> juillet 1861.*

Sucres bruts de betterave.

Sucres raffinés.

Sucres candis.

## § II.

*Marchandises qui ne seront admises que le 1<sup>er</sup> octobre prochain.*

Coutellerie de toute espèce.

Carrosserie.

Tabletterie et ouvrages en ivoire, sauf les billes de billard en ivoire et les peignes en ivoire ou en écaille.

Peaux..... } vernies, teintes ou maroquinées.  
                               } préparées de toute autre espèce, sauf les peaux d'agneau et  
                               } de chevreau en poil, en confit ou mégies, le parchemin  
                               } et vélin bruts ou achevés, les peaux de cygne ou d'oie, les  
                               } cuirs de veaux odorants dits de *Russie*, propres à la reliure,  
                               } simplement tannées ou corroyées au tan ou hongroyées et  
                               } mégissées à l'alun.

Ouvrages en peau et en cuir de toute espèce, autres que la sellerie grossière et les outres.

Bâtiments de mer construits dans le royaume de Belgique, en bois ou en fer.

Coques de bâtiments de mer, en bois ou en fer.

Fils de lin ou de chanvre mélangés de coton, de laine ou de poils.

Tulle de lin.

Tissus de lin ou de chanvre mélangés de coton, et de crin, de laine ou de poils.

Fils de jute mélangés de coton, de laine ou de poils.

Tissus et ouvrages } purs, sauf la toile à tamis, la passementerie et les cha-  
                               } peaux.  
                               } de crin, mélangés.

Tissus et ouvrages } purs, sauf les couvertures, tapis et la bonneterie.  
                               } de poils de vache, mélangés de coton ou de laine.

Fils de coton simples écrus, mesurant au demi-kilogramme moins de cent quarante-trois mille mètres.

Fils de coton simples écrus, mesurant au demi-kilogramme moins de cent quarante-trois mille mètres, blanchis.

Fils de coton simples écrus, mesurant au demi-kilogramme moins de cent quarante-trois mille mètres, teints.

Fils de coton retors en deux bouts, écrus, mesurant au demi-kilogramme moins de cent quarante-trois mille mètres.

Fils de coton retors en deux bouts, écrus, mesurant au demi-kilogramme moins de cent quarante-trois mille mètres, blanchis.

Fils de coton retors en deux bouts, écrus, mesurant au demi-kilogramme moins de cent quarante-trois mille mètres, teints.

Chatnes de coton ourdies, écrues.

Chatnes de coton ourdies, écrues blanchies.

Chatnes de coton ourdies, écrues, teintes.

Fils de coton en trois } écrus, à simple torsion, mesurant au demi-kilogramme  
                               } moins de cent quarante-trois mille mètres.

Fils de coton en trois } écrus, à plusieurs torsions ou câbles, mesurant au demi-  
                               } kilogramme moins de cent quarante-trois mille mètres.

                              } blanchis.

                              } teints.

Tissus de coton.... } écrus, unis, croisés, coutils, toutes les classes.

                              } blanchis.

                              } teints.

                              } imprimés.

Velours de coton... } façon soie (dite *velvets*) } écrus.  
                               } teints ou imprimés.

                              } autres (cords, moleskins, etc.) } écrus.

                              } etc. .... } teints ou imprimés.

Tissus de coton écri, unis ou croisés, pesant moins de trois kilogrammes, et par cent mètres carrés.

Piqués, basins, façonnés, damassés et brillantés.  
 Couvertures de coton.  
 Tulles de coton, unis ou brodés.  
 Gazes et mousselines de coton, brodées ou brochées, pour ameublement ou tentures.  
 Vêtements et articles confectionnés en tout ou en partie.  
 Articles non dénommés.  
 Broderies à la main.  
 Fils de coton mélangé.  
 Tissus de coton mélangé.  
 Fils de laine, blanchis ou non, simples.  
 Fils de laine, blanchis ou non, retors pour tissage, sauf les fils de laine longue, peignée. écrus, retors à un ou plusieurs bouts, dégraissés et grillés.  
 Fils de laine, blanchis ou non, retors pour tapisseries.  
 Tissus de laine, sauf les couvertures, les tapis, la passementerie et la rubanerie et la toile à blutoir, sans couture.  
 Feutres de toute sorte, sauf le feutre à filtrer, les semelles en feutre, le feutre verni et peint pour tapis et surtouts de table, le feutre pour visières, les gallettes ou carcasses en feutre grossier pour chapeaux de soie, etc., le feutre pour garniture de marteaux de piano en lanière, de un mètre vingt centimètres au moins de longueur sur soixante centimètres de largeur, et les manchons sans couture pour la fabrication du papier à la mécanique.  
 Bonneterie de laine.  
 Dentelle de laine.  
 Chaussons de lisières.  
 Articles non dénommés.  
 Lisières de drap de toute espèce, entières.  
 Vêtements et articles confectionnés neufs.  
 Tissus d'alpaga, de lama et de vigogne, purs ou mélangés, sauf les couvertures, les tapis, la passementerie et la rubanerie.  
 Fils d'alpaga, de lama et de vigogne, purs ou mélangés, sauf les fils écrus, retors à un ou plusieurs bouts, dégraissés et grillés.  
 Fils de poil de chameau.  
 Tissus de poil de chameau, sauf les couvertures, les tapis et la bonneterie.  
 Fils de laine et des autres matières ci-dessus dénommées, purs ou mélangés de coton et d'autres filaments quelconques.  
 Tissus de laine et des autres matières ci-dessus dénommées, purs ou mélangés de coton et d'autres filaments quelconques.  
 Tissus de poil de chèvre, sauf les couvertures, les tapis et la bonneterie.  
 Tulles de soie, unis, écrus.  
 Tulles de soie, apprêtés.  
 Tulles de soie, façonnés, écrus ou apprêtés.  
 Tissus de bourre de soie; tissus façon cachemire.  
 Tissus de soie, avec or ou argent mi-fin ou faux.  
 Tissus de bourre de soie, avec or ou argent mi-fin ou faux.  
 Tissus de soie ou de bourre de soie, mélangés de laine, de coton ou de poils.  
 Rubans de soie ou de bourre de soie, mélangés de laine, de coton ou de poils.  
 Vêtements et articles confectionnés, mélangés de laine, de coton ou de poils.  
 Chlorure de magnésium.  
 Garancine.  
 Curcuma en poudre.  
 Dérivés de l'essence de houille, sauf l'azuline ou azélaïne, la fuchsine et la roséine (couleurs).  
 Phosphore blanc.  
 Extraits de bois de teinture.  
 Soude caustique.  
 Sulfite de soude.  
 Bicarbonate de soude.

Chlorure de chaux.  
 Chlorate de potasse.  
 Savons ordinaires.  
 Phosphore rouge.  
 Aluminium.  
 Aluminate de soude.  
 Chlorure d'aluminium.

Produits chimiques non dénommés au traité, sauf l'acide hydrochloro-nitrique (acide nitro-muriatique ou eau régale); l'acide phosphorique; la potasse; les natrons, sels ammoniacaux bruts et raffinés; sel médicinal de Kreutznach; sulfate de baryte (spath pesant); sulfate de fer (couperose verte); sulfate de cuivre (couperose bleue); sulfate de zinc (couperose blanche); sulfate double de fer et de cuivre, dit *vitriol d'Almonde et de Salzbourg*; alun brûlé, calciné et autres; borax mi-raffiné; acétate de cuivre brut et non cristallisé (vert-de-gris), humide ou sec, et acétate de cuivre cristallisé (verdet cristallisé); acétate de plomb (sel de saturne); acétate de potasse (terre foliée) et de soude; arséniate de potasse; carbonate de baryte natif, et sulfures de mercure en pierres, naturel ou artificiel (cinabre) et pulvérisé (vermillon).

Bouteilles de toutes formes, sauf les bouteilles pleines.

Verres à vitres.

Verres de couleur, polis ou gravés.

Gobeletterie et cristaux, blancs et colorés.

Objets en verres non dénommés.

Cristal de roche ouvré.

Faïence stannifère, glaçure colorée, majoliques, vernissée, multicolore.

Faïence fine.

Grès fin.

Caoutchouc ouvré, vêtements confectionnés, sauf ceux en tissus non prohibés.

Caoutchouc, tissus en pièces.

Mélasses, autres que pour la distillation.

Poils filés, non spécialement tarifés.

Drogueries, kermès minéral.

Drogueries, extrait de quinquina.

Chicorée brûlée ou moulue.

Cartes à jouer.

Vu pour être annexé au décret du 29 mai 1861.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,*

Signé : E. ROUHER.

**13. — Décret impérial qui détermine les modifications que la Convention conclue le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, apporte à la législation générale en matière de douane, en date du 29 mai 1861.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 27 mai 1861, portant promulgation de la convention signée, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique;

Vu l'échange des ratifications opéré le 27 mai 1861;

Vu l'article 4 de la loi du 21 septembre 1793;



Voulant déterminer les modifications que la susdite convention apporte à la législation générale en matière de douane ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Pendant toute la durée de la convention conclue entre la France et la Belgique, le 1<sup>er</sup> mai 1861, les navires belges venant des ports de Belgique, directement avec chargement et sur lest, de tout pays, jouiront, dans les ports français, des mêmes immunités que les navires nationaux effectuant les mêmes voyages, pour l'importation des produits de toute nature, ainsi que pour les droits de pilotage, de ports, de quarantaine, et autres afférents au corps du navire, les seuls droits de tonnage exceptés.

Art. 2. Le droit de tonnage payable en France par les navires belges venant directement des ports de la Belgique avec chargement, ou de tout port quelconque sans chargement sera, par an, à l'entrée, de un franc dix centimes par tonneau, et de pareille somme à la sortie, décimes compris.

Art. 3. Seront affranchis de tous droits de tonnage et d'expédition : 1<sup>o</sup> les navires belges venant sur lest et repartant sur lest ; 2<sup>o</sup> les navires belges entrant avec chargement dans un port français, en relâche volontaire ou forcée, qui en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Néanmoins, dans les deux cas ci-dessus, les navires venant des possessions britanniques en Europe, autrement qu'en relâche forcée, payeront comme les navires français, et d'après le même mode de jaugeage, un franc par tonneau à chaque voyage, décimes non compris.

Art. 4. Les bâtiments sous pavillon belge, employés à l'intercourse entre la Belgique et l'Algérie, jouiront, dans les ports de cette possession française, d'une réduction de cinquante pour cent sur la quotité des droits de tonnage qui sont applicables aux navires étrangers des États avec lesquels la France n'a pas de traités.

Art. 5. Les dispositions générales des lois et règlements de douane auxquels il n'est pas dérogé par les articles précédents continueront d'être appliquées aux navires belges ou à leurs cargaisons. Sont notamment maintenues les dispositions qui concernent le cabotage.

Art. 6. Nos ministres, secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département de finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 mai 1861.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,*

Signé : E. ROUHER.

**14. — Décret impérial qui fixe les surtaxes auxquelles seront soumises les marchandises d'origine et de manufacture belges inscrites dans le Traité conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique, importées autrement que par terre ou par navires français ou belges, en date du 29 mai 1861.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le Traité conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les marchandises d'origine et de manufacture belges inscrites dans le traité conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique, importées autrement que par terre ou par navires français ou belges, seront soumises :

1<sup>o</sup> A une surtaxe de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée, ou lorsqu'elles sont taxées à moins de trois francs par cent kilogrammes ;

2<sup>o</sup> Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et au-dessus par cent kilogrammes.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 mai 1861.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur.

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,  
du commerce et des travaux publics.*

Signé : E. ROUHER.

---

**15. — Décret impérial portant que les marchandises d'origine et de manufacture belges dénommées dans le Traité du 1<sup>er</sup> mai 1861 seront, selon les catégories auxquelles elles appartiennent, importées par les bureaux de la frontière de terre ou par les ports désignés par les lois et règlements des Douanes, en date du 29 mai 1861.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la convention conclue le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique.

Vu l'article 20 de la loi du 28 avril 1816 ;

Vu l'article 8 de la loi du 27 mars 1817 ;

Vu la loi du 6 mai 1841.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les marchandises d'origine et de manufactures belges dénommées dans le traité conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 seront, selon les différentes catégories du tarif auxquelles elles appartiennent, importées, soit par les bureaux de la frontière de terre, soit par les ports désignés par les lois et règlements des douanes, et notamment par l'article 20 de la loi du 28 avril 1816, l'article 8 de la loi du 27 mars 1817, et par la loi du 6 mai 1841.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 mai 1861.

Signé : NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,  
du commerce et des travaux publics,*

Signé : E. ROUHER.

---

**16. — Circulaire du Directeur général des Douanes et des Contributions indirectes, portant transmission du Traité de commerce et des Conventions, l'une littéraire, l'autre de navigation, conclus le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, en date du 31 mai 1861.**

Trois décrets du 27 mai courant, insérés au Bulletin des lois n° 933, et dont je joins ici une ampliation, promulguent : 1° la convention relative à la propriété littéraire<sup>1</sup> ; 2° la convention de navigation<sup>2</sup> ; 3° le traité de commerce<sup>3</sup>, conclus, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique. Les stipulations intervenues ainsi entre les deux pays, dans le but de resserrer les liens d'amitié qui les unissent et de développer de part et d'autre les relations commerciales, sont un nouveau pas vers la réalisation du programme économique de l'Empereur.

La présente circulaire a pour but de transmettre les instructions

1. Voir page 203. — 2. Voir page 196. — 3. Voir page 161.

que comporte l'exécution, en ce qui concerne le service des douanes, de ces actes importants, dont les ratifications ont été échangées le 27 mai courant. Conformément aux stipulations de l'article 41 du traité de commerce, ils seront mis en vigueur le cinquième jour après l'échange des ratifications, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juin prochain.

1<sup>o</sup> CONVENTION POUR LA GARANTIE RÉCIPROQUE DE LA PROPRIÉTÉ DES OEUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, DES MODÈLES ET DESSINS INDUSTRIELS ET DES MARQUES DE FABRIQUE.

L'article 1<sup>er</sup> garantit aux auteurs la propriété de leurs œuvres dans les deux pays, et détermine dans quelles limites ce droit pourra être exercé. Ainsi est interdite la reproduction des livres, brochures ou autres écrits, des compositions musicales, des œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions du domaine littéraire et artistique.

Par une disposition empruntée à la convention conclue, le 15 mai 1860, entre la France et les Pays-Bas, l'article 2 excepte de l'interdiction dont il s'agit la publication en Belgique de chrestomathies, composées de fragments ou d'extraits d'auteurs français. Ainsi qu'il résulte d'une déclaration interprétative de cet article promulguée par un décret du 27 mai courant, dont une ampliation est ci-annexée, on n'aura point à exiger que ces chrestomathies soient accompagnées de notes ou de traductions d'aucune sorte.

D'après l'article 3, la protection stipulée par l'article 1<sup>er</sup> n'est acquise qu'à celui qui s'est conformé aux lois et règlements en vigueur dans le pays de production, pour y assurer la propriété des ouvrages de littérature et d'art. Les intéressés sont tenus, en outre, pour ce qui concerne les livres, cartes, estampes ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux pays, de déposer et de faire enregistrer préalablement un exemplaire desdits ouvrages, soit à Paris, à la direction de l'imprimerie, de la librairie et de la presse au ministère de l'intérieur, ou à Bruxelles, à la chancellerie de la légation de France (s'il s'agit d'un ouvrage ayant paru en Belgique) soit à Bruxelles, au ministère de l'intérieur, ou à Paris à la chancellerie de la légation belge (s'il s'agit d'un ouvrage publié en France).

L'article 5 assimile aux ouvrages originaux les traductions faites dans l'un des deux États d'ouvrages nationaux ou étrangers, et, à ce titre, leur garantit la protection stipulée par l'article 1<sup>er</sup> en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État.

L'article 6 assure, mais pendant cinq années seulement, à l'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, le droit exclusif de traduction, lorsqu'il se sera réservé ce droit. La jouissance de ce pri-



vilége est subordonnée, entre autres conditions, au dépôt et à l'enregistrement en France ou en Belgique de l'œuvre originale d'abord, puis de la traduction autorisée, conformément aux dispositions des articles 3 et 5.

La formalité du dépôt d'exemplaires au ministère de l'intérieur, à Paris ou à Bruxelles, dans les cas prévus par les articles qui précèdent, était déjà exigée par la convention littéraire du 22 août 1852. Rien n'est changé au mode suivant lequel l'expédition de ces exemplaires devra s'effectuer. Je me réfère, dès lors, pour cet objet, aux instructions contenues dans la circulaire du 27 avril 1854, n° 201.

Sont interdites, d'après l'article 9, l'introduction, l'exportation, la circulation, la vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, que ces contrefaçons soient originaires de l'un des deux pays ou qu'elles proviennent d'autres contrées étrangères.

Toute contravention à ces dispositions entraînera, en vertu de l'article 10, la saisie des objets de contrefaçon. A l'importation et à l'exportation, comme en cas de transit, les infractions seront constatées comme s'il s'agissait de marchandises prohibées par les lois ordinaires des douanes.

D'après l'article 11, les livres d'importation licite venant de Belgique en France demeurent admissibles, tant à l'entrée qu'au transit direct, par tous les bureaux qui leur sont actuellement ouverts, y compris ceux de Longwy et de Givet.

Le même article 11 laisse aux intéressés la faculté, en ce qui concerne les livres qui auront été déclarés régulièrement à l'entrée, d'en effectuer directement l'envoi, sous les conditions et formalités prescrites par l'article 4 de l'ordonnance du 13 décembre 1842, sur la direction de la librairie au ministère de l'intérieur, pour y subir, dans un délai qui ne pourra pas dépasser quinze jours, les vérifications préalables à leur admission.

L'article 13 maintient les dispositions des articles 13 à 17 de la convention du 22 août 1852 et celles de la déclaration jointe à ladite convention, relatives à la possession ou à la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires belges ou français, de réimpressions d'ouvrages de propriété française ou belge non tombés dans le domaine public, fabriqués, importés ou en cours de fabrication et de réimpression non autorisée, aux époques fixées par l'article additionnel du 27 février 1854. Ainsi, restent en vigueur les dispositions du décret rendu le 19 avril 1854, en vue de déterminer le mode d'exécution de ces mesures spéciales. Les douanes d'entrée devront donc, en cas d'im-



portation d'ouvrages de l'espèce, continuer de se conformer aux instructions contenues à ce sujet dans la circulaire n° 201.

L'article 14 reproduit la disposition insérée dans la déclaration signée le 12 avril 1854 entre les deux pays, en ce qui concerne l'interdiction d'entrée sur leurs territoires respectifs des ouvrages que des éditeurs français ou belges auraient acquis le droit de réimprimer avec la réserve que ces réimpressions ne seraient autorisées que pour la vente en France ou en Belgique et sur des marchés tiers. Par suite de cette disposition, et conformément à l'article 10 du décret du 12 avril 1854, est prohibé à l'entrée en France tout ouvrage imprimé en Belgique et portant sur le titre ou la couverture la mention : *Édition autorisée pour la Belgique et l'étranger*. Les ouvrages de l'espèce que l'on tenterait d'introduire seraient passibles des mêmes pénalités que les contrefaçons.

La réforme la plus importante qui résulte de la nouvelle convention littéraire et artistique consiste dans la substitution de la franchise ou de taxes très-moderées aux droits inscrits dans l'article 18 de la convention de 1852, à l'égard des livres, papiers, estampes, gravures, musique, lithographies, cartes géographiques ou marines, planches gravées, etc. Le nouveau régime à l'entrée de ces produits d'origine belge et ainsi que les concessions qui ont été obtenues de la Belgique pour les mêmes productions d'origine française sont indiquées dans les tarifs A et B joints au traité de commerce.

Les dispositions insérées dans les articles 15 et 16 forment, d'un autre côté, des stipulations nouvelles entre les deux pays. Elles ont pour but de garantir de part et d'autre la propriété des marques de fabrique et de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels de fabrique de toute espèce.

## 2<sup>e</sup> CONVENTION DE NAVIGATION.

La nouvelle convention de navigation conclue entre la France et la Belgique reproduit la plupart des dispositions qui figuraient dans la convention du 17 novembre 1849 et reprend en même temps quelques-unes des clauses, relatives aussi à la navigation, qui avaient été insérées dans le traité de commerce du 27 février 1854.

Ainsi, d'une part, les articles 1, 2, 3, 5, 6, § 2; 7, 8, 9, § 1; 11, 12, 13, § 1; 14, 15, 16 du nouveau texte, contiennent exactement les mêmes stipulations que les articles 1, 2, 10, 11, 3, 4, 6, 7, 8, § 1; 9, 13, 8, § 2; 14 et 15 de l'acte qui est remplacé; d'un autre côté, l'article 10 et l'article 13, § 2 (nouveaux), ne sont que la confirmation de l'article 21 et de l'article 10 du traité de 1854, pour ce qui a trait à la batellerie.

L'interprétation, d'abord, de la convention transmise par la pré-

sente, en second lieu, du décret du 29 mai 1861, rendu pour son exécution, décret dont une ampliation est également ci-annexée, ne saurait donner lieu à aucune incertitude.

La convention porte, article 5, que les navires des deux nations naviguant en cabotage seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées. Les bâtiments étrangers n'étant pas admis à se livrer sur nos côtes au cabotage, il en résulte que les navires belges demeurent exclus, comme par le passé, de cette navigation. De part et d'autre sont, en outre, réservés par l'article 14, les avantages ou privilèges attribués à la pêche nationale.

D'après les articles 6, § 2; 8, 11 et 12, les navires belges continueront à être assimilés aux navires français pour leur placement dans les ports, pour leur chargement et leur déchargement; ils jouiront de la faculté d'effectuer toutes opérations d'importation ou d'exportation permises légalement, de livrer leurs cargaisons à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou de les placer en entrepôt; ils pourront conserver à bord la portion de leur chargement destinée pour un autre port; enfin les marchandises qu'ils exporteront seront traitées, sous le rapport du tarif, des primes ou restitutions de droits, comme si elles étaient exportées par navires nationaux.

Venant de Belgique chargés et de tout pays sur lest, les navires belges jouissent, aux termes des articles 1<sup>er</sup> et 13 de la convention et du décret spécial rendu pour son exécution, des mêmes immunités que les navires français pour les taxes de navigation, les droits de tonnage exceptés.

Jusqu'à ce qu'il ait convenu à la Belgique d'exempter ses propres navires de tout droit de tonnage, comme la France le fait pour les siens, les navires belges venant des ports de Belgique avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, sont soumis, par l'article 2, dans nos ports, à une taxe de tonnage équivalant à celle que nos propres navires ont à supporter dans les ports belges. Cette taxe, qui, au lieu de se percevoir à chaque voyage, est annuelle, demeure, comme antérieurement, fixée à 1 fr. 10 c. par tonneau à la première entrée et à pareille somme à la première sortie, soit en totalité 2 fr. 20 c. Le montant de ce droit est exempt des décimes et indivisible; il continuera à être perçu sur le tonnage constaté d'après le système de jaugeage usité en Belgique. Sous ce rapport, je ne puis que me référer à l'instruction spéciale qui a été transmise dans le temps par la circulaire n° 2378. Je rappellerai, d'ailleurs, que, hors le cas de soupçon d'abus, on devra, en général, s'abstenir de procéder au jaugeage effectif des navires et se

borner à liquider la taxe d'après la jauge inscrite sur les papiers de bord.

Les navires belges sont, d'après l'article 3, affranchis de tout droit de tonnage et d'expédition dans les cas suivants : 1° lorsque, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, dans nos ports, ils en ressortent sur lest ; 2° lorsque, passant d'un port dans un ou plusieurs ports de France, soit pour y déposer tout ou partie de leur chargement, soit pour y composer ou compléter leur chargement, ils justifient avoir déjà acquitté ces droits ; 3° enfin lorsque, entrés avec chargement, soit volontairement, soit en relâche forcée, ils repartent sans avoir effectué aucune opération de commerce. Ne sont pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque la douane en a donné l'autorisation.

Par l'application de la réserve inscrite au paragraphe 3 de l'article 2, les navires belges venant des possessions britanniques, ne peuvent, en aucune hypothèse, être traités plus favorablement que les navires français effectuant la même navigation. Par suite, ils demeureront soumis, à chaque voyage, au droit de 1 franc par tonneau (décimes non compris), même dans les cas où, venant de ces possessions autrement qu'en relâche forcée, l'immunité complète de toute taxe leur serait acquise dans d'autres conditions en vertu de l'article 3 de la convention. Un tableau, qui fait suite à la présente circulaire, indique les taxes que les navires belges auront à acquitter dans les diverses circonstances où ils pourront se trouver placés.

Aux termes des articles 9 et 13, § 1, les marchandises de toute nature arrivant directement de Belgique sous pavillon belge jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques, et ne payeront ni d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations, de particuliers ou établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu par bâtiment national. Ainsi, ces marchandises seront exonérées notamment de la surtaxe du pavillon.

Il convient ici de faire remarquer que, d'après le § 2 de l'article 9, le pavillon français qui était soumis à des droits différentiels pour l'importation en Belgique du sel brut sera désormais, pour ces opérations, assimilé au pavillon belge.

La nouvelle convention n'a pas reproduit les dispositions de la

convention du 17 novembre 1849, article 7, §§ 2 et 3, applicables aux arrivages des entrepôts de la Belgique, sous pavillon français ou belge; elle n'a pas repris non plus les dispositions de l'article 6 du traité du 27 février 1854 relatives aux importations de Belgique par terre des productions transatlantiques dénommées dans l'article 22 de la loi du 28 avril 1816.

Le régime, quant aux surtaxes, des produits non originaires de Belgique, importés de ce pays par bâtiments français ou belges, et des marchandises spécifiées en l'article 22 de la loi du 28 avril 1816, importées de Belgique par la frontière de terre, se trouve déterminé par les articles 13 et 14 du nouveau traité de commerce. Je me réfère aux instructions données pages 18 et 19 de la présente pour l'application de ces articles.

D'après l'article 10 de la convention et suivant ce qui avait été réglé déjà par le traité du 27 février 1854, les navires français faisant l'intercourse entre la Belgique et l'Algérie sont admis, qu'ils soient sur lest ou chargés, au bénéfice des articles 2 et 8 de ladite convention; d'un autre côté, les bâtiments belges allant de Belgique en Algérie, obtiennent, dans les ports de notre possession d'Afrique, une réduction de 50 p. 0/0 sur la quotité du droit de tonnage, dans tous les cas où il y est exigible sur les navires étrangers. Ils n'auront alors à supporter qu'une taxe de 2 francs; mais les marchandises importées en Algérie par navires belges demeurent assujetties aux surtaxes de navigation.

Le traitement national est de part et d'autre assuré par l'article 13 aux bateliers belges naviguant dans les eaux intérieures de la France, et aux bateliers français naviguant dans les eaux intérieures de la Belgique. Ils n'auront, eux et leurs chargements, à supporter, respectivement, d'autres droits de navigation, de patente, ni d'autres droits ou charges de quelque nature que ce soit, que ceux dont sont frappés les bateaux nationaux et leurs chargements.

L'article 5 de la convention du 17 novembre 1849 portait que le remboursement du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le Gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'article 9 du traité du 19 avril 1839, était garanti aux navires français. Cette garantie nous est maintenue par l'article 4 de la nouvelle convention, mais seulement tant que le pavillon belge jouira lui-même du remboursement du droit sus-mentionné.

La suite des opérations relatives au sauvetage des navires est réciproquement attribuée aux consuls ou vice-consuls des deux États pour les bâtiments de leur nation.

En outre, il est stipulé par l'article 17 que lesdits consuls, vice-consuls et chanceliers des Hautes Parties contractantes jouiront



respectivement des avantages de toute sorte, et sous condition de réciprocité, accordés à ceux de la nation la plus favorisée; cette stipulation tient lieu de la convention consulaire spéciale dont la conclusion avait été réservée dans la convention de navigation de 1849, article 15.

Il a été convenu (art. 18) entre les deux Hautes Parties contractantes qu'elles ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité, concernant le commerce ou la navigation, à un autre Etat, qui ne soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

### 3<sup>e</sup> TRAITÉ DE COMMERCE.

Les stipulations contenues dans le traité de commerce embrassent à la fois l'importation et l'exportation.

#### Importations.

Le tarif A, mentionné dans l'article 1<sup>er</sup>, énumère les marchandises *d'origine ou de manufacture belge*, qui seront admises en France à l'entrée aux droits fixés par ledit tarif. Il comprend aussi des produits non originaires de *Belgique*, tels que le coton de l'Inde en laine, la laine en masse d'Australie, le jute, le phormium-tenax, l'abaca, d'autres végétaux filamenteux, les écharpes et les châles de cachemire des Indes, etc., etc., dont l'entrée en France est pareillement autorisée moyennant acquittement de taxes spéciales déterminées par le traité.

Dans le tarif C, cité par l'article 3, sont désignés les produits français à l'égard desquels le régime à l'exportation de France pour la Belgique se trouve modifié.

Les concessions qui, à titre de réciprocité, nous sont faites par la Belgique, à l'entrée et à la sortie de son territoire, résultent des tarifs annexés au traité sous les lettres B et D.

#### Epoques d'application.

Du côté de la France, les nouvelles taxes conventionnelles seront mises en vigueur à l'entrée, le cinquième jour après l'échange des ratifications, 1<sup>o</sup> pour tous les produits de la métallurgie, prohibés ou non d'après le tarif général, à l'égard desquels les conventions conclues les 12 octobre<sup>1</sup> et 16 novembre<sup>2</sup> 1860 entre la France et l'Angleterre sont déjà en cours d'application; 2<sup>o</sup> pour toutes les autres marchandises non prohibées d'après la loi générale et qui sont dénommées dans le tarif A joint au traité. Un décret du 29 de ce mois, dont une ampliation est ci-annexée, contient, du reste, une nomenclature indiquant tous les produits désignés au traité qui demeure-

1. Voir *Archives*, t. III, p. 50.

2. *Idem*, t. III, p. 85.



ront prohibés jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre prochain, et à l'égard desquels, dès lors, le tarif conventionnel n'est point encore exécutoire. Les marchandises qui ne se trouvent pas comprises dans ladite nomenclature sont, par conséquent, admissibles dès à présent au bénéfice des tarifs conventionnels.

Ainsi que le porte l'article 41, le traité franco-belge ne sera exécutoire pour les sucres qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, et seulement à dater du 1<sup>er</sup> octobre suivant à l'égard des produits prohibés par la législation de la France et dont les similaires d'origine britannique ne sont pas déjà admissibles en vertu du décret qui a mis en vigueur partiellement la convention du 12 octobre 1860.

Les nouvelles dispositions de tarif à l'exportation, pour les marchandises prohibées ou non, seront appliquées sans aucune exception le cinquième jour après que les ratifications auront été échangées, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juin prochain.

#### Décimes.

Toutes les taxes énoncées au traité conclu avec la Belgique sont, soit à l'entrée, soit à la sortie, établies *les deux décimes compris*. Seulement, dans les cas prévus par les articles 13 et 14 où il y a lieu de percevoir, soit des taxes, soit des surtaxes du tarif général en vertu du droit commun, ces taxes ou ces surtaxes demeureront passibles des deux décimes.

#### Conditions d'origine ou de transport.

D'après l'article 1<sup>er</sup>, le bénéfice du traité est, à l'importation, subordonné à la condition que les produits *d'origine ou de manufacture belge* seront importés *directement de Belgique*, soit par terre, soit par mer sous pavillon français ou belge. A l'égard du coton de l'Inde, de la laine d'Australie, du jute peigné, qui sont désignés dans la convention conclue le 16 novembre entre la France et l'Angleterre, les exemptions de taxes stipulées seront accordées, soit que ces marchandises aient été importées directement des lieux mêmes de production par navires français ou belges, soit qu'elles arrivent des entrepôts de Belgique par terre ou par mer sous pavillon français ou belge. Dans le premier cas, il suffira de justifier, par les papiers de bord, du transport direct, et, dans le second cas, de produire un certificat de la douane belge attestant que ces matières premières sont originaires des pays de production, sans rechercher d'ailleurs si elles ont été apportées dans les entrepôts belges par pavillon étranger ou par navires des deux pays contractants.

#### Produits belges importés sous tiers pavillon.

De même que pour l'application du traité avec l'Angleterre, il a été entendu que les produits *d'origine ou de manufacture belge* venus en

droiture des ports de la Belgique en France, sous pavillon *tiers*, seront admis à jouir du bénéfice du tarif conventionnel ; mais, dans ce cas, ils demeureront assujettis aux surtaxes spéciales de navigation déterminées par un décret du 29 de ce mois, joint ici en copie, et les bâtiments importateurs seront soumis aux droits ordinaires de navigation.

Droit compensateur de taxes de consommation intérieure et de drawbacks.

L'article 4 détermine les taxes supplémentaires, comme l'a fait la convention avec l'Angleterre du 16 novembre 1860, que certains produits d'origine ou de manufacture belge auront, indépendamment des droits de douane, à acquitter en compensation des droits équivalents supportés par les fabricants français. Ces marchandises (dont la liste peut être réduite ou augmentée, de même que les taxes supplémentaires qui les frappent peuvent être diminuées ou accrues) sont actuellement, d'après le traité, les produits à base de sel, les savons, l'alcool pur, les liqueurs et les eaux-de-vie en bouteilles, la bière, les vernis à l'esprit de vin et les parfumeries alcooliques.

Les droits supplémentaires afférents aux produits à base de sel seront cumulés avec le droit d'importation et perçus, par la douane, en bloc et en un article unique, comme tous les autres droits du tarif, sans qu'il y ait lieu d'établir de liquidation séparée. Il en sera de même pour la bière, attendu que la taxe accessoire dont elle se trouve grevée représente simplement un droit de fabrication. Quant à l'alcool, aux eaux-de-vie, liqueurs, vernis à l'esprit de vin, parfumeries alcooliques, le soin de percevoir ou d'assurer le droit de consommation intérieure qui frappe ces produits est laissé au service des contributions indirectes. La douane aura ainsi seulement à recouvrer le droit d'importation sur ces produits, et elle devra n'en permettre l'enlèvement qu'autant qu'il lui sera justifié que les taxes de la régie ont été acquittées ou garanties.

Cas où les drawbacks viendraient à être supprimés, réduits ou augmentés.

L'article 5 prévoit le cas où les drawbacks accordés actuellement à l'exportation des produits français viendraient à être supprimés ou réduits ; alors les taxes supplémentaires imposées par l'article 4 aux produits d'origine ou de manufacture belge seront supprimées ou réduites dans la proportion de la diminution des drawbacks. Cependant, dans le cas de suppression, si le Gouvernement français établissait une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif sur certains produits fabriqués français, les charges directes ou indirectes dont seraient grevés les fabricants français seront compensées par une surtaxe équivalente établie sur les produits belges.

De même, il est stipulé dans l'article susmentionné que, si des drawbacks étaient accordés à d'autres produits français, ou si les drawbacks actuels étaient augmentés, les droits dont sont frappés les produits belges pourront être augmentés d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les mêmes droits sont d'ailleurs réservés à la Belgique.

Assimilation des produits français aux produits belges pour l'acquittement des droits d'accises et réciproquement.

Les articles 6 et 7, qui déterminent le régime des produits importés d'un pays dans l'autre, quant aux droits d'accise ou de consommation, ne comportent aucune explication. On remarquera que le droit d'accise établi en Belgique sur les vins d'origine française ne pourra être augmenté.

Les autres dispositions du traité sont ou d'un ordre *général*, ou *spéciales* à certaines natures d'opérations ou de produits. Je m'occuperai d'abord des premières; les instructions que peuvent comporter les stipulations particulières à certaines sortes d'opérations ou à certaines classes de marchandises viendront ensuite.

#### Conditions générales des déclarations.

Aux termes de l'article 24, les déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas. Il a été entendu que ces stipulations, qui en France sont d'application générale, ne portent atteinte en aucune façon aux autres dispositions particulières de la législation de chaque pays en ce qui touche les déclarations.

#### Déclarations provisoires.

D'après la règle rappelée dans les observations préliminaires du tarif général n° 59, les propriétaires ou consignataires de marchandises importées de l'étranger, qui manquent des moyens de faire leurs déclarations en pleine connaissance de cause, peuvent, sur l'autorisation des chefs locaux, les examiner au préalable, les décharger même et en prélever des échantillons, afin de reconnaître l'espèce, la qualité ou la valeur. Le même article 24 étend ces facilités; il dispose que, si le déclarant se trouve, par suite de circonstances exceptionnelles, dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane lui permettra de vérifier préalablement lui-même, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le *poids*, la *mesure* ou le *nombre*; l'importateur sera tenu, en suite, de faire sa déclaration détaillée de la marchandise, dans les *délais* voulus par la législation de chaque pays. Cette nouvelle facilité, qui devra être accordée

par le chef de la visite, ou, à défaut, par le receveur des bureaux où il n'existe pas de sous-inspecteur, sera, bien entendu, entourée des mesures de précaution propres à prévenir les abus.

Déclarations de poids net.

Les dispositions de l'article 25, relatives aux produits qui acquittent les droits d'après le poids net, ne sont que la reproduction des règlements appliqués en France. Cet article laisse d'ailleurs subsister les autres prescriptions spéciales applicables à certains produits d'après notre législation. Ainsi, rien n'est changé à ce qui a trait aux marchandises qui, *dans tous les cas*, doivent acquitter les droits au poids net.

Marchandises taxées à la valeur.

Les articles 19, 20, 21, 22 et 23 sont relatifs aux marchandises qui payent les droits à la valeur. Les stipulations qu'ils renferment sont calquées sur celles du traité du 23 janvier et de la convention du 12 octobre 1860, conclus entre la France et l'Angleterre. Je ne puis, pour leur application, que me référer entièrement aux instructions détaillées contenues à cet égard dans la circulaire n° 704.

Suppression des réfections de droits pour cause d'avarie.

Il a été convenu entre les deux Hautes Parties contractantes (article 26), que les droits fixés par le traité ne subiront aucune réduction pour cause d'avarie ou de détérioration quelconque des marchandises.

Justifications d'origine à l'entrée des produits belges.

Par l'article 18, sont déterminées les justifications à produire pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture belge. Ces justifications sont les mêmes que pour l'application du traité anglais. Les objets importés par les voyageurs en dehors de toute spéculation commerciale, la laine en masse d'Australie, le coton en laine de l'Inde, le jute peigné, les châles et les écharpes des Indes, ainsi que les produits qui sont affranchis de tous droits d'après le traité, seront exempts du certificat d'origine. Pour le moment, la règle est que des certificats devront être exigés pour tous les autres produits désignés par le tarif joint au traité. L'expérience d'une part, et d'une autre part la conclusion d'autres traités avec les États qui environnent la France, permettront, plus tard, de juger quelles dispenses pourront être admises à titre de réciprocité. Je n'ai pas besoin de faire remarquer, d'ailleurs, qu'autant il importe dans l'application de tenir la main à ce que le bénéfice du traité ne puisse être obtenu indûment, autant on doit s'abstenir soigneusement de toute rigueur et de toute exigence inutiles. Sous ce rapport, l'Administration compte et sur l'initiative et sur le discernement des chefs locaux.



Certificats d'origine à la sortie des produits français.

Les receveurs des bureaux d'exportation auront, de leur côté, après s'être éclairés par les documents qui seront mis à leur disposition, à délivrer les certificats qui leur seront demandés par les exportateurs nationaux pour les produits d'origine et de manufacture française expédiés en Belgique. Ces certificats seront signés par deux employés.

Droit de garantie sur les objets d'or et d'argent.

Dessins à l'importation des machines.

Les dispositions des articles 12 et 29 relatives à l'importation, 1° de l'orfèvrerie et de la bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux; 2° des machines entières ou en pièces détachées, et des autres objets pour lesquels des modèles ou dessins ont été exigés jusqu'ici, sont empruntées à la convention du 12 octobre 1860 conclue avec l'Angleterre. A cet égard, je n'ai rien à ajouter à ce qui a été prescrit pour ces deux catégories de produits par la circulaire n° 704.

Régime des houilles.

A l'égard des houilles et en ce qui concerne les importations en France, l'article 16 se borne à stipuler que, pendant la durée du traité, les droits applicables actuellement à ces produits, aux cokes et aux briquettes de charbon d'origine belge, ne seront pas augmentés.

En Belgique, le droit sur les mêmes produits d'origine française est réduit de 1 fr. 70 cent. à 1 franc par tonne de 1000 kilogrammes.

Les deux Hautes Parties contractantes ont d'ailleurs pris l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur cette exportation.

Régime des sucres.

La tarification qui a été adoptée à l'entrée d'un pays dans l'autre pour les sucres bruts de betteraves et les sucres raffinés de toute nature est indiquée à l'article 9 du traité; cette tarification est basée sur la législation spéciale des deux pays; aussi l'article 10 stipule que, dans le cas où cette législation, ainsi que chacun des deux États s'en est réservé le droit, viendrait à être modifiée, ces tarifs seront révisés d'un commun accord.

La fixation exacte des tares à l'entrée, sur les sucres bruts de canne, est un des éléments dont on a dû tenir compte pour la juste pondération des tarifs entre les deux pays. Il a été décidé que ces tares seraient réglées d'une manière uniforme d'après les résultats de vérifications faites contradictoirement dans les ports d'Anvers, de Gand, du Havre, de Nantes et de Bordeaux. Jusqu'à ce que cette enquête ait eu lieu, on appliquera les tares actuelles,



## Vérification des tissus de lin, de chanvre et de jute.

Les explications que comporte l'article 28, relatif à la vérification des tissus de lin, de chanvre et de jute, et à l'emploi des types arrêtés par les deux Gouvernements, trouveront leur place dans les notes spéciales à ces produits.

## Régime de certaines importations sur la frontière des deux pays.

On ne perdra pas de vue les dispositions de l'article 15 qui, en vue de faciliter la circulation des produits sur la frontière des deux États, accorde de part et d'autre la franchise à l'importation comme à l'exportation des céréales en gerbes ou épis, des foins, de la paille et des fourrages verts. Cette franchise ne dispensera pas, toutefois, les importateurs de faire des déclarations au bureau des douanes d'entrée et de sortie, et de subir les vérifications du service, qui aura à constater que les chargements ne se composent que des produits spécialement désignés par l'article précité.

## Régime des sels.

Les articles 8 et 11 ont une grande importance pour les intérêts français. Ils règlent le régime applicable à nos sels et à nos vins en Belgique.

Le *sel brut* français de toute sorte, qui était prohibé en Belgique à l'entrée par terre, y est admis librement par terre comme par mer, et le droit différentiel qui affectait les transports sous pavillon français est supprimé. Les *sels marins* français, exportés par mer à destination de ce pays, conservent en outre l'avantage, dont ils jouissaient précédemment, d'une bonification sur le taux des droits d'accise de 7 pour 100 supérieure à celle qui pourrait être accordée aux sels de toute autre provenance. Le bénéfice de cette dernière disposition demeure, d'ailleurs, subordonné à la condition que les sels seront accompagnés de certificats délivrés par les agents consulaires belges ou par les agents des douanes au port d'embarquement, et attestant que ces sels n'ont été soumis en France à aucune opération de raffinage. La douane continuera ainsi, comme par le passé, à procéder à la délivrance desdits certificats. Si cette condition n'était pas remplie, la réfaction de 7 pour cent ne serait accordée qu'en fournissant la preuve du raffinage en Belgique. Il est stipulé, enfin, que le sel raffiné d'origine française sera reçu en exemption des droits d'entrée pour les usages auxquels la Belgique accorde l'exemption du droit d'accise sur le sel brut.

## Régime des vins et eaux-de-vie.

En ce qui concerne les vins, le droit d'accise dont ils étaient frappés en Belgique, et qui était de 31 fr. 80 cent. par hectolitre, sera ramené,

en trois termes différents et par des dégrèvements successifs, aux quotités suivantes :

27 fr. 50 cent. l'hectolitre, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1861;

25 fr. l'hectolitre, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1862;

22 fr. 50 cent. l'hectolitre, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1862.

Le droit d'entrée qui vient s'ajouter à ces taxes d'accise est en outre réduit à 0 fr. 50 cent. pour les vins en cercle, et à 1 fr. 50 cent. pour les vins en bouteilles.

Les avantages qu'obtiennent, par le traité, nos produits vinicoles et ceux de la distillerie se trouvent complétés par l'abaissement, en Belgique, des taxes sur les eaux-de-vie de toute espèce.

#### Régime des bières et vinaigres.

Par l'article 17 est réduite de 3 fr. 71 cent. à 2 fr. 50 cent. par hectolitre, pour tenir compte de certains avantages dont jouissent les fabricants belges, la décharge du droit d'accise qui était accordée en Belgique à l'exportation des bières et des vinaigres. Il est en outre réservé que cette décharge sera appliquée seulement aux bières et vinaigres de bonne qualité. Ces dispositions ont pour but d'équilibrer les conditions entre l'importateur belge et le producteur français, en tenant compte de la législation spéciale des deux pays.

J'appelle d'une manière toute particulière l'attention du service sur les articles 13 et 14.

#### Surtaxes.

Le premier porte « qu'indépendamment du régime établi par le présent traité, à l'égard des produits non originaires de Belgique, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes de navigation dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France sous pavillon français d'ailleurs que des pays d'origine. »

Cet article doit être entendu en ce sens que les produits non originaires de Belgique désignés dans le tarif joint au traité, c'est-à-dire ceux qui n'appartiennent pas notoirement à la production de ce pays ou qui ne seront pas accompagnés de certificat d'origine, devront, qu'ils soient importés par navires français ou belges, être soumis, en dehors du régime conventionnel d'entrée, au paiement de la surtaxe, (*quand il y a surtaxe*), afférente aux importations, soit d'ailleurs que des pays d'origine, soit des entrepôts d'Europe, sous pavillon français. Toutefois, les surtaxes dont il s'agit ne seront pas exigées sur les cotons de l'Inde, sur les laines d'Australie, sur le jute peigné, bien que non originaires de Belgique, l'intention ayant été, dans les négociations soit avec l'Angleterre, soit avec la Belgique, d'exonérer entièrement ces matières, propres à l'industrie, quand elles sont importées des pays d'origine ou des entrepôts belges sous pavillon français ou belge.

Il va sans dire que les produits non originaires de Belgique désignés dans le traité, à l'égard desquels il n'existe pas de droits différentiels de provenance, seront soumis à leur importation directe par mer de Belgique, sous pavillon belge, au droit des importations par navire français.

Dans le cas où des bâtiments tiers importeraient de Belgique des marchandises originaires de ce pays ou pour lesquelles il ne serait pas fourni de certificats d'origine, ces marchandises demeureront soumises aux conditions du tarif général, et acquitteront le droit des importations par navires étrangers.

On croit superflu de faire observer qu'à l'égard des marchandises originaires ou non de Belgique, et *non désignées dans le tarif A* joint au traité, le droit à l'importation de Belgique par navires belges reste comme aujourd'hui celui des importations sous pavillon français.

Les explications qui précèdent sont suffisamment complètes pour prévenir toute incertitude sur le sens et la portée de l'article 13.

#### Importations par terre.

L'article 14 qui détermine, § 2 et 3, le régime à l'importation par terre des produits non originaires de Belgique, spécifiés ou non en l'article 22 de la loi du 28 avril 1816, est clair et précis dans ses termes. Ces marchandises seront soumises soit aux surtaxes de provenance dont sont ou pourront être frappés, d'après le tarif général, les produits importés en France sous pavillon français *d'ailleurs que des pays d'origine*, soit à la surtaxe afférente aux importations des *entrepôts d'Europe* par navire français. Quant aux produits non originaires de Belgique, pour lesquels il n'existe aucune taxe différentielle soit de provenance, soit d'origine, d'après le tarif général, le droit à appliquer est celui des importations par navires français. Je dois faire remarquer seulement que les cotons en laine de l'Inde, la laine d'Australie en masse et le jute peigné seront, d'après les motifs déjà indiqués plus haut, admis par terre en franchise.

Il a été convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que, pendant la durée du traité, aucune augmentation ne pourra être apportée aux surtaxes établies à l'importation par terre sur un certain nombre de produits spécialement désignés. A l'égard du coton et de la laine en masse qui figurent parmi ces produits, on a entendu stipuler seulement pour le coton autre que de l'Inde et pour la laine en masse autre que d'Australie, puisque la franchise complète est acquise à ces marchandises quand la première est originaire de l'Inde et la seconde d'Australie. Quant au café, la surtaxe ne dépassera pas 5 fr., décimes compris.

#### Régime du transit.

Sont renfermées dans l'article 30 du traité des dispositions conve-

nues entre les deux Puissances contractantes pour ce qui concerne le transit en général des marchandises venant d'un pays pour emprunter le territoire de l'autre. Ces marchandises seront exemptes de tout droit de transit; c'est ce qui a lieu déjà en France, d'après la loi commune. Il n'est maintenu de prohibition que pour la poudre à tirer et pour les contrefaçons. En outre, les deux États se sont réservé de soumettre, de part et d'autre, à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre. Enfin le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays.

#### Transits locaux.

L'emprunt du territoire belge entre Maubeuge et Givet, autorisé par l'article 31, est soumis à des conditions qui sont l'objet d'explications suffisamment précises.

Il en est de même de la disposition contenue dans l'article 32, et aux termes de laquelle le bénéfice du régime international est étendu aux expéditions qui s'effectuent entre la Belgique et la Sardaigne ou l'Espagne, nonobstant la solution de continuité existant sur les lignes de chemins de fer aboutissant à ces deux pays.

Les dispositions des deux articles susmentionnés n'auront du reste qu'une application locale, et seront l'objet, s'il y a lieu, d'instructions spéciales sous le timbre de la 2<sup>e</sup> division.

Une disposition, qui est la confirmation de ce qui se pratique déjà, a été convenue entre les plénipotentiaires au sein des conférences. D'après cette disposition, seront considérées comme importées directement les marchandises d'origine ou de fabrication française entrant en Belgique par les chemins de fer du grand duché de Luxembourg, pourvu que les wagons ou les colis renfermant ces marchandises soient plombés par la douane française et que le plombage reste intact jusqu'à l'arrivée en Belgique.

Les marchandises d'origine ou de fabrication belge jouiront, en France, du même traitement aux mêmes conditions.

#### Droits de patente.

L'application de l'article 33, relatif au droit de patente qu'ont à payer dans les deux pays les voyageurs de commerce, demeure étrangère au service des douanes.

#### Régime des objets importés comme échantillons par des commis voyageurs du commerce.

Les objets passibles de droits à l'entrée, servant d'échantillons et qui sont importés de Belgique par des commis voyageurs français, ou en France par des commis voyageurs belges, doivent, aux termes de l'article 34, être admis, de part et d'autre, en franchise temporaire, sous l'application des formalités de douane nécessaires pour en assu-

rer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités, qui doivent être les mêmes en Belgique et en France, seront réglées d'un commun accord. En attendant que les deux Gouvernements se soient concertés sous ce rapport, on continuera à appliquer les dispositions prescrites par la circulaire du 27 avril 1845, n° 201, page 19 et 32.

Extension à l'Algérie des dispositions du traité belge.

Par l'article 35 sont étendues à l'Algérie les dispositions du traité de commerce tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises belges. Mais, et ainsi que l'a expliqué la circulaire du 2 octobre 1860, n° 696, relative au traité anglais, les importateurs en Algérie demeureront libres d'opter pour l'application du tarif colonial, lorsque celui-ci leur paraîtra plus favorable. D'un autre côté, les produits désignés dans le traité qui seront importés de Belgique dans la colonie par navires belges auront à supporter les surtaxes spéciales de navigation déterminées par le décret joint à la présente.

Réserves réciproques pour l'extension à l'un des deux pays des avantages accordés par l'autre à une puissance tierce.

Une clause très-importante, mais qui ne comporte ici aucune explication, est insérée dans l'article 37. Par cet article, chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou l'exportation des articles *mentionnés ou non* dans le présent traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Maintien de certaines stipulations des anciens traités.

Il a été stipulé par l'article 38 que le traité conclu entre la France et la Belgique, le 27 février 1854, continuerait à être appliqué jusqu'à la mise en vigueur des nouvelles stipulations. Déjà, en vertu de cet article, le traité précité du 27 février 1854 a été prorogé provisoirement par un décret du 10 du mois courant. Aujourd'hui ses effets vont cesser avec la mise à exécution du traité nouveau, sauf cependant, en ce qui concerne : 1° les cotonnettes; 2° les étoffes à pantalons croisées ou façonnées, en coton; 3° la poterie de terre de pipe (faïence fine) et de grès fin. Ces produits, aujourd'hui prohibés à l'importation d'après la loi générale, et auxquels le tarif annexé au traité du premier de ce mois ne sera applicable que le 1<sup>er</sup> octobre prochain, continueront à être jusque-là soumis aux anciens droits conventionnels, en se conformant de tous points aux dispositions du traité



du 27 février, du décret du 22 avril 1854 et aux instructions contenues dans la circulaire n° 201 du 27 du même mois.

Des feuilles additionnelles au tableau des droits, qui sont transmises au service en même temps que la présente, indiquent les droits à percevoir tant à l'entrée qu'à la sortie, en exécution du nouveau traité.

Les explications qui vont suivre, et auxquelles s'en ajouteront d'autres ultérieurement s'il est nécessaire, ont pour but de faciliter l'application du nouveau tarif conventionnel et de prévenir les incertitudes qui, sur quelques points, pourraient se produire.

#### TARIF A L'ENTRÉE.

##### 1° MÉTAUX, OUVRAGES EN MÉTAUX, MACHINES ET MÉCANIQUES.

La comparaison du tarif conventionnel belge et du tarif anglais, pour ceux des produits mentionnés ci-dessus, qui seront admis à profiter, à partir du 1<sup>er</sup> juin prochain du bénéfice du traité, fait ressortir les changements suivants :

##### Fonte moulée pour lest de navires.

Les pièces de fonte, de forme régulière et habituellement percées de deux trous pour en faciliter le maniement, n'étaient pas dénommées dans la convention anglaise du 12 octobre 1860; elles sont tarifées par le traité belge comme la fonte brute en masse.

##### Aciers.

L'acier feuillard est soumis au même droit que les aciers en barres de toute sorte. Tout ce qui n'est pas tôle d'acier, dans l'acception des termes du tarif conventionnel, doit être considéré comme acier en barres ou feuillard.

Aux deux classes de tôle d'acier fixées par la convention du 12 octobre, et se composant, l'une, des aciers de plus de 2 millimètres d'épaisseur passibles du droit de 22 fr., l'autre, des aciers de 2 millimètres ou moins soumis au droit de 30 fr., le tarif annexé au traité belge en substitue trois, savoir : 1° celle des aciers en tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud, d'une épaisseur supérieure à un demi-millimètre, auxquels le droit de 22 fr. est applicable; 2° celle des aciers en tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud d'un demi-millimètre d'épaisseur ou moins; 3° celle des aciers en tôle ou en bandes blanches, laminées à froid, quelle que soit l'épaisseur. Ces deux dernières classes sont assujetties l'une et l'autre à la taxe de 30 fr. les 100 kilogrammes. Sont maintenues les prescriptions de la circulaire n° 704, d'après lesquelles il y a lieu de ranger dans la classe des ouvrages en acier pur non dénommés, passibles du droit de 40 fr., les bandes d'acier qui revêtent des formes particulières, sont amincies ou découpées d'une façon quelconque et même trempées.

D'après le tarif général, la dénomination de tôle noire s'applique aux pièces ou feuilles d'acier ayant un centimètre ou moins d'épaisseur sur une largeur de 25 centimètres et plus, ainsi qu'à celles qui ont moins de 25 centimètres de largeur et moins d'un centimètre d'épaisseur, lorsqu'il est reconnu qu'elles ont été découpées dans des pièces plus grandes. Toutes les autres pièces de tôle noire, quelles qu'en soient la forme, la largeur et l'épaisseur, sont passibles seulement du droit de l'acier en barres, pourvu qu'elles soient à l'état brut. Le bénéfice de cette disposition, qui est mentionnée dans la circulaire n° 353, doit profiter aux importations effectuées dans les conditions du traité.

#### Hameçons.

D'après la convention du 12 octobre, les hameçons étaient divisés en deux classes : hameçons en fer, taxés à 50 francs les 100 kilogrammes ; hameçons de rivière, en acier, assujettis au droit de 100 francs.

Le traité avec la Belgique a généralisé le droit de 50 francs. Il n'y aura donc pas de distinction à faire entre les hameçons en fer et les hameçons en acier, ni à tenir compte de leurs dimensions.

#### Ouvrages en fonte.

Sont rattachés, d'après le traité belge, à la 2<sup>e</sup> classe des ouvrages en fonte moulés, non tournés ni polis, spécifiés dans la convention anglaise, les colonnes creuses, les barreaux pleins et leurs assemblages, les grilles et plaques de foyer, les arbres de transmission, bâtis de machines et autres objets sans ornements ni ajustages.

Il a été entendu, en outre, dans les négociations, que les pots de sucrerie, les chaudières à sucre et les poêles en fonte suivraient le régime de la poterie en fonte, passible du droit de 5 francs en 1861, et 4 fr. 50 cent. en 1864.

Instruments de chirurgie, de précision, de physique et de chimie pour laboratoire.

L'exemption de droits stipulés par le traité s'étend aussi aux instruments d'optique, de calcul et d'observation.

Clichés et planches gravées pour impression sur papier.

Les clichés et planches gravées pour impression sur papier sont rattachés par le traité franco-belge aux caractères d'imprimerie et deviennent, comme ceux-ci, passibles du droit de 10 francs.

#### Machines.

Le tarif joint au traité belge dénomme spécialement, comme devant être rangées dans la classe des machines passibles seulement du droit de 9 francs, les machines à nettoyer et ouvrir la laine, le coton, le lin, le chanvre et autres matières textiles. Les machines échardeuses sont dans le même cas.

Or et argent battus en feuilles.

La convention anglaise du 12 octobre ne mentionnait que l'or battu en feuilles et le soumettait au droit de 100 francs les 100 kilogrammes, le traité belge reprend à la fois l'or battu et l'argent battu en feuilles, et les taxe l'un et l'autre à 50 francs les 100 kilogrammes. Il a été convenu entre les plénipotentiaires que l'on ne fera pas entrer dans le calcul du poids celui du papier qui forme les livrets.

Sucres.

On ne perdra pas de vue que le tarif des sucres déterminé par le traité belge n'est applicable qu'à dater du 1<sup>er</sup> juillet prochain. Les bonbons, les sirops, les confitures et la casse confite suivront le régime du sucre brut de *betteraves*, et ne seront admissibles aux droits conventionnels qu'à partir de la même époque.

Ouvrages en bois.

Les ouvrages en fer d'origine belge n'étant plus prohibés, les dispositions restrictives mentionnées dans la note (608) du tarif général ne devront pas être appliquées aux futailles cerclées en fer importées dans les conditions du traité. On ne taxerait séparément les cercles qu'autant qu'ils seraient ou apposés sur des futailles hors d'usage, ou appliqués évidemment en trop grand nombre pour que l'on ne fût pas fondé à supposer qu'en les important ainsi on ait eu en vue d'é luder une partie des droits dont les fers feuillards sont frappés. Si, au contraire, les futailles étaient entourées de vieux cercles qu'on offrirait de briser en douane, les futailles deviendraient admissibles en franchise et les débris de cercles seraient traités comme ferraille. Le droit de 10 pour 100 ne s'appliquera, dans aucun cas, aux futailles démontées : en bois, elles jouiraient de l'exemption ; avec cercles en fer, le démontage ferait rentrer ceux-ci dans la classe des fers feuillards.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que l'Administration n'entend nullement limiter les facilités accordées pour l'admission temporaire des futailles étrangères et pour le retour des futailles vides exportées pleines.

La franchise concédée pour les pièces de charpente et de charonnage même entièrement façonnées ne s'étend pas à celles qui se trouvent armées de fonte et de fer. La partie en métal doit être spécialement taxée, selon sa nature, comme ferronnerie et comme serrurerie.

Façonnés ou bruts, les avirons seront reçus en exemption de droits.

Les ouvrages en bois repris au tableau général des droits et non spécialement dénommés dans le nouveau tarif seront taxés à 10 pour 100 de la valeur. Le service se reportera aux notes (711, 712 et 714) du tarif général, et ne perdra pas de vue la restriction applicable aux bois

de fusil et de pistolet achevés; mais les viroles en métal et autres accessoires dont quelques ouvrages sont pourvus justifieraient d'autant moins un déclassement que la ratification à la valeur permet d'atteindre l'ensemble de la fabrication.

#### Meubles.

La taxe sur les meubles de fabrication belge est abaissée de 15 à 10 pour 100 de la valeur. Ainsi que l'explique la note (715), les meubles en fer ne rentrent pas dans cette catégorie et sont spécialement imposés comme ouvrages en métaux. Il en est de même des meubles en fonte, en acier ou en cuivre; mais les incrustations et autres ornements en métal dont on décore certains meubles en bois n'en modifient pas le régime. Les meubles de Boule (anciens), traités par le tarif comme objets de collection, sont fort rares aujourd'hui. Les meubles modernes, *façon Boule*, doivent être soumis au droit de 10 pour 100.

Les voyageurs et les étrangers venant de Belgique se fixer en France continueront à jouir des facilités mentionnées dans les notes (715, 720 et 721) du tarif; les objets usagés et les mobiliers qu'ils importent avec eux, tels que linge de lit, de table, tapis, ustensiles de ménage, qui acquittent aujourd'hui le droit de 15 pour 100 comme meubles, ne seront soumis qu'au droit de 10 pour 100. Il n'est pas besoin de rappeler qu'on s'abstiendra pour ces objets d'exiger des certificats d'origine.

#### Bateaux de rivière.

Les bâtiments *de mer* de construction belge, ou naviguant sous pavillon belge, demeurent prohibés jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre prochain, mais les bateaux *de rivière* en bois ou en fer sont admissibles dès à présent, les premiers au droit de 15 francs, les seconds au droit de 50 francs par tonneau de jauge française. La note (92), premier supplément au tarif, et la note (686), ont spécifié ce que l'on doit entendre par bateaux et nacelles de rivière.

Ceux en métal cessent, pour l'application du traité, de suivre le régime des machines; les embarcations de l'espèce *en bois et en fer* acquitteront la taxe des bateaux en bois.

Les machines ou moteurs des bateaux de rivière à vapeur sont imposés séparément d'après la taxe qui leur est propre. Comme il ne saurait être question de les déplacer pour en reconnaître le poids, on devra recourir à d'autres procédés d'évaluation. La dimension du cylindre est habituellement un étalon exact du poids des machines. La pesanteur spécifique des métaux est aussi un moyen de vérification qui peut être employé avec assez d'exactitude.

La pesanteur spécifique des métaux se calcule ainsi :

Fonte de..... 6800 à 7890 kilogrammes par mètre cube.

Fer de..... 7700 à 7890 kilogrammes par mètre cube.

Acier de..... 7830 à 7920 kilogrammes par mètre cube.

Cuivre de..... 8850 à 8950 kilogrammes par mètre cube.

Il ne sera fait aucune distinction pour l'application du droit d'entrée entre les bateaux neufs et ceux qui ont servi. En outre, dans la constatation de la capacité de l'embarcation d'après la jauge française, il ne sera établi pour la perception de ce droit aucune déduction pour l'espace occupé par les machines.

Le droit de 15 et de 50 francs comprend les agrès et appareils et les objets de bord nécessaires à la navigation de l'embarcation. Toutefois il n'est question ici que du matériel proprement dit de navigation, et les meubles et ustensiles de ménage existant sur les embarcations doivent être soumis au régime qui leur est afférent.

#### Articles d'emballage ayant déjà servi.

Aux termes des observations préliminaires du tarif général (n° 91), les emballages ayant servi, et quand d'ailleurs ils ne peuvent être employés à un autre usage, ne sont passibles d'aucune taxe supplémentaire, lorsqu'ils accompagnent la marchandise.

La nouvelle disposition du tarif conventionnel n'est que l'extension de la mesure aux emballages ayant servi et importés isolément, c'est-à-dire sans la marchandise.

Ainsi, on ne doit pas induire de ces dispositions que des récipients de valeur en cuivre, en verre, en grès, etc., qui ne se détériorent pas, des sacs vides en tissus neufs ou autres que des tissus grossiers, puissent être remis en franchise. Sous ce rapport, l'Administration doit compter sur le discernement comme sur l'esprit libéral des chefs locaux, soit pour empêcher l'abus, soit pour assurer la pleine exécution des intentions du traité.

#### INDUSTRIES TEXTILES.

Quelques observations générales doivent précéder les explications que comporte quant à présent l'application du tarif conventionnel aux produits des industries textiles.

Tout d'abord il convient de faire remarquer que les fils et les tissus mélangés, qui, en raison de la nature du mélange et quelle que soit la proportion des matières prohibées entrant dans ce mélange, sont prohibés d'après le tarif général, demeureront également prohibés sous le régime du traité belge jusqu'au mois d'octobre prochain.

En ce qui concerne ceux des fils de coton du numéro 143 du système métrique et au-dessus, et les fils de laine longue peignée, écrus, retors, etc., qui dès à présent sont admissibles, on remarquera que le tarif conventionnel n'a pas taxé nommément ceux qui séparent une classe de l'autre : il a été entendu que l'écart de 1000 mètres entre chaque classe serait divisé en deux parties, et que la première partie



subirait la taxe afférente à la classe inférieure et la seconde partie la taxe de la classe supérieure. Les droits ont été calculés ainsi dans les feuilles additionnelles au tableau des droits qui sont adressées en même temps que la présente circulaire.

Fils de lin et de chanvre.

Le tarif établi par le traité pour les fils de lin et de chanvre d'origine belge repose sur les mêmes bases que le tarif général. Ainsi, c'est la finesse du fil déterminée par le rapprochement comparé du poids et du métrage qui fixe la classe dans laquelle le produit doit être rangé.

La distinction existant entre les fils simples et retors est maintenue, mais, au lieu de trois divisions de fils : 1° *écrus*, 2° *blanchis*, 3° *teints*, il n'en est conservé que deux, celle des fils *écrus* et celle des fils *blanchis* ou *teints*; le blanchiment coûtant aussi cher que la teinture, il a été admis qu'un régime différent pour les fils blanchis et pour les fils teints n'avait plus sa raison d'être.

Ainsi que le rappelle la note (533) du tarif général, tout fil ayant reçu *un degré quelconque* de blanchiment sera considéré et traité comme fil blanchi. Les fils crévés et ceux auxquels on a donné la couleur jaurâtre par des moyens artificiels, par exemple à l'aide d'un oxyde de fer, suivront le régime des fils blanchis ou teints. Il en sera de même des *lunements*, c'est-à-dire des fils grossiers fabriqués avec des étoupes blanchies et dont on fait des mèches pour lampions, cierges, chandelles, etc., etc.

Pour l'application des droits, le tarif général contient cinq classes de fils réglées d'après leur degré de finesse; une classe de plus a été ajoutée dans le système de tarification adopté par le traité: elle comprend les fils mesurant plus de 72 000 mètres au kilogramme, c'est-à-dire les fils des numéros les plus élevés.

Les fils retors écrus acquitteront les mêmes droits que les fils simples écrus augmentés de 30 pour 100 suivant la classe, et les fils retors blanchis ou teints payeront les mêmes droits que les fils simples teints ou blanchis augmentés aussi de 30 pour 100. Comme l'indique la note (534) du tarif, les fils ourdis en chaîne sont assimilés aux fils retors. Quant aux fils de cordonnier, ils ne seront traités comme fils retors qu'autant qu'ils auraient subi l'opération du retordage; s'ils étaient simples, ils suivraient le régime des fils simples, soit écrus, soit teints. La disposition de la loi du 9 juin 1845 rappelée dans la note susmentionnée, et d'après laquelle les droits sur les fils retors se perçoivent à l'entrée, proportionnellement à la quantité de fils simples qu'ils contiennent, est applicable aux fils belges importés dans les conditions du traité.

Les fils de lin ou de chanvre mélangés suivront le même régime que

les fils de lin ou de chanvre purs, pourvu que le lin ou le chanvre domine. La note (536) du tarif général indique à quels signes on peut distinguer les fils de chanvre ou de lin purs de ceux mélangés de coton.

On ne peut que se référer aux explications contenues dans la note (532), en ce qui concerne les restrictions d'emballage applicables aux fils de lin et de chanvre, et en ce qui a trait soit à la vérification de ces produits, soit à l'emploi des types, soit au recours à l'expertise légale. Un nouveau type officiel sera transmis prochainement dans les bureaux ouverts à l'importation des fils de lin et de chanvre pour les fils de la nouvelle classe établie par le tarif conventionnel.

On croit devoir rappeler que, d'après la note (532), les fils non tissés qui forment le bout des pièces de toiles de lin ou de chanvre sont passibles du droit qui leur est propre d'après leur degré de finesse ou leur état, lorsqu'ils sont importés séparément.

#### Tissus de lin et de chanvre.

Par le nouveau traité, les tissus de lin et de chanvre de fabrication belge deviennent admissibles sans limite de quantités. Le tarif conventionnel est établi d'après le même système que le tarif général, en ce qui concerne ces produits. Les droits d'entrée suivent une échelle croissante en raison du nombre de fils que présente le tissu en chaîne, c'est-à-dire en longueur, dans l'espace de cinq millimètres.

#### Dispositions générales.

La législation générale affranchit de toute surtaxe, en cas d'importation par navires étrangers ou par terre, les toiles unies, les toiles croisées, le linge de table et les tissus épais pour tapis de pied. Cette immunité n'est pas applicable aux tissus d'origine et de manufacture belges importés par mer dans les conditions du traité sous pavillon tiers. Ils auront, dans ce cas, à supporter, comme les autres produits, la surtaxe déterminée par le décret du 29 de ce mois. C'est ce qu'indique, du reste, le tableau des droits annexé à la présente circulaire.

#### Toiles unies.

Le tarif conventionnel relatif aux toiles unies réduit à deux le nombre des catégories qui existent dans le tarif général, savoir : 1<sup>o</sup> les tissus écrus; les tissus blanchis, teints ou imprimés, lesquels forment ainsi un seul groupe. La toile à matelas, pour laquelle le tarif général établit une tarification spéciale, suit le régime des toiles selon l'espèce. La toile cirée et la toile peinte sur enduit, pour tapisserie, sont l'objet d'un tarif distinct de celui des tissus de lin.

Chaque catégorie ne contient plus que huit subdivisions au lieu de dix. Le tarif conventionnel crée néanmoins une nouvelle classe, celle des tissus unis ayant 21, 22 et 23 fils.

## Fractions de fils.

Une dérogation est apportée aux dispositions des lois des 6 mai et 9 juin 1841, qui prescrivent de compter comme fil entier tout fil qui, dans l'espace de cinq millimètres, apparaît plus ou moins découvert.

Pour l'application du tarif conventionnel, les fractions de fil doivent être négligées dans tous les cas.

## Fils doubles ou triples.

Conformément à ce qui est réglé à titre général d'après un avis du comité des arts et manufactures en date du 14 janvier 1837, les fils doubles de la chaîne des toiles à voiles et les fils doubles ou même triples des toiles qui servent à la confection des seaux à incendie ne doivent être comptés que comme une unité.

## Toiles écruës ayant dans la chaîne un ou plusieurs fils de couleur.

N'est pas applicable la disposition de la loi du 6 mai 1841 qui assujettit au droit des toiles teintes les toiles écruës ayant, dans la chaîne ou la trame, un ou plusieurs fils de couleur. D'après le principe sur lequel est basé l'ensemble du tarif conventionnel, c'est la partie dominante qui doit déterminer le droit à percevoir. Or, dans les toiles dont il s'agit, l'écru dominant, il y a lieu de les considérer comme toiles écruës.

La même règle sera observée à l'égard de la toile à liteaux pour linge de table ou de toilette; cette toile, lorsqu'elle est écruë, doit suivre le régime de l'écru, alors même que les liteaux sont en fil de couleur.

## Types.

D'après le tarif conventionnel comme d'après le tarif général, les toiles écruës forment une catégorie spéciale. Suivant le procès-verbal dressé en exécution de l'article 28 du nouveau traité de commerce conclu entre la France et la Belgique, trois types ont été arrêtés pour servir à l'application des droits sur les toiles écruës et blanchies. Ces types sont ceux qui avaient été adoptés en 1851 pour l'exécution de la précédente convention; seulement le type n° 2 est supprimé. Le type n° 1 reste applicable aux toiles de 8 fils et moins; le type n° 3 devient le type n° 2 et sera applicable aux toiles de 9 à 12 inclusivement; le type n° 4 devient le type n° 3 et sera appliqué aux toiles de 13 fils et au-dessus.

Ces types, dont il sera très-prochainement adressé un certain nombre d'exemplaires aux directeurs, seront déposés dans les bureaux ouverts aux importations des tissus de chanvre et de lin.

## Tissus blanchis.

Toute toile qui a reçu, avant ou après le tissage, un degré de blanchiment qui en a rendu la nuance supérieure aux types, doit être

rangée dans la classe de la toile blanche. Sont particulièrement de ce nombre les toiles dites amidonnées et les toiles de Flandres connues sous le nom de *petite aunette*. Quant aux toiles dites blondines, dont la nuance est sur la limite séparative des deux espèces, c'est la comparaison avec les types qui décidera de leur classement parmi les toiles écruës ou parmi les toiles blanches.

Toiles teintes.

On ne doit traiter comme teintes que les toiles qui ont reçu une teinture proprement dite. Celles auxquelles il a été donné une teinte plus foncée que la couleur naturelle, au moyen d'une simple immersion dans de l'eau qui contient en suspension, soit de l'oxyde de fer, soit du noir de fumée ou de l'ardoise pilée, doivent être admises comme écruës. Tel est le cas, notamment pour les toiles grisâtres et pour les toiles dites jaunâtres, dont la plupart se fabriquent en Écosse.

Toiles peintes.

Les toiles peintes par tout autre procédé que l'impression doivent suivre le régime des toiles imprimées. Quant à la toile peinte sur enduit pour tapisserie, que le tarif général taxe spécialement, elle rentre, pour l'application du tarif conventionnel, dans la classe des toiles cirées.

Toiles cirées.

Les toiles dont il s'agit ici sont reprises, dans le tarif conventionnel, sous la rubrique, *articles divers*, et payent 5 francs ou 15 francs par 100 kilogrammes, suivant qu'il s'agit de toiles cirées pour emballage ou bien pour ameublement, tentures ou autres usages.

Les toiles préparées pour la peinture restent assimilées aux toiles cirées. Il y aura lieu de soumettre également à ce dernier régime les toiles cirées, avec marbrures ou desseins, dont on se sert pour tapis de pied, de table ou de carrosserie.

Treillis, serpillières, etc.

Les treillis, les serpillières et les canevas en fil de lin de chanvre suivent, comme d'après la règle générale, le régime des toiles unies de moins de huit fils.

Toile d'ortie.

La toile d'ortie cesse de suivre le régime des toiles de lin et de chanvre. Elle rentre, pour l'application du tarif conventionnel, dans la classe des tissus fabriqués avec des fils de phormium tenax, abaca et autres végétaux filamenteux non dénommés.

Coutils.

Une tarification spéciale étant établie à l'égard des coutils, il y a

lieu de se reporter aux indications de la note (565) du tarif officiel pour les caractères distinctifs de ce genre de tissus. (Voir, pour le cou-til ouvré, *Articles confectionnés*.)

Les tissus dont les fils de la trame sont doubles et que l'on emploie pour faire des pantalons demeurent assimilés aux coutils.

Linge damassé.

Est supprimée la classe de linge de table existant au tarif général, et qui se divise en linge de table ouvragé et en linge de table damassé. Pour l'application des conventions, le linge de table ou tout autre, ouvragé, rentre dans la classe des tissus de lin ou de chanvre unis ou ouvrés. Le linge damassé seul continue d'être taxé séparément, d'après un droit à la valeur, de sorte que l'on n'a pas à s'occuper d'examiner s'il est écru, blanchi ou teint: il n'y a pas non plus à rechercher si le linge damassé est linge de table ou non ; ainsi, dans cette catégorie peuvent se trouver compris des articles servant pour tout autre usage, tels que la toile à matelas, les tapis d'escalier ou de corridor, les dessus de table, etc. (Voir, pour le linge damassé ouvré, *Articles confectionnés*.)

On ne doit considérer comme toiles damassées que celles qui sont fabriquées à l'aide des métiers à la Jacquart.

Linge ouvragé présentant une chaîne en fil écru et une trame en fil blanc ou teint.

Le linge ouvragé dont le travail présente une chaîne en fil écru, et une trame en fil blanc ou teint doit être rangé dans la classe des tissus blanchis, etc.

Mouchoirs encadrés.

Les mouchoirs suivent le régime des toiles unies, que l'encadrement soit en fil, ou en coton, et quelle que soit la largeur de cet encadrement, toutes les fois qu'il est uni. Si l'encadrement est brodé soit en fil, soit en coton, il y a lieu d'appliquer aux mouchoirs le régime afférent d'après le tarif conventionnel aux broderies à la main.

Pour les mouchoirs formés de toiles écruës à fils de couleur, existants soit dans le corps du tissu ou seulement dans l'encadrement, ils doivent, par application du principe rappelé ci-dessus en ce qui concerne les toiles unies, être considérés comme écruës.

Linen et batiste.

Le tarif conventionnel soumet ces tissus au même régime que les toiles unies. Les définitions de la note (568) du tarif général pour reconnaître le linen et la batiste de la toile sont donc ici sans application. Il y aura lieu, par contre, de distinguer pour ces deux tissus, suivant qu'ils seront écruës ou blanchis.

Les nouveaux types arrêtés pour les tissus unis serviront pour le classement de ces deux espèces de produits.



## Passementerie et rubanerie.

Est supprimée toute distinction, sous le rapport du droit, selon que ces objets sont écrus, blanchis ou teints. A cette classe sont rattachés les rubans à jour, qui, d'après le tarif général, sont soumis à une tarification spéciale.

## Tissus épais pour tapis de pied.

Les tissus épais pour tapis de pied ne sont pas repris par le tarif conventionnel. Ce sont des tissus ayant moins de huit fils aux cinq millimètres, et qui doivent suivre, par conséquent, le régime des toiles unies de la première classe, écrues ou teintes, suivant l'état dans lequel ils seront présentés.

Le tarif général assimile à ces tapis les tapis en tissus d'abaca, de jute, d'aloès, qu'ils soient ou non teints, et les petits tapis d'appartement, en filaments de coco, avec ou sans bordure en laine, montés sur canevas en fils de chanvre. Le tarif conventionnel taxe spécialement les tapis de jute, ras ou à poil, à raison de 32 francs les 100 kilogrammes. Pour les tapis en tissus d'abaca, de jute, d'aloès et les petits tapis en filaments de coco, ils doivent suivre le régime des tissus en phormium tenax, abaca, et autres végétaux filamenteux non dénommés, lesquels sont imposés à raison de 10 pour 100 de la valeur.

## Articles de lin ou de chanvre confectionnés en tout ou partie. — Vêtements.

Ces deux articles sont passibles d'un droit de 15 pour 100 de la valeur. Ils comprennent tous les ouvrages en tissus de lin ou de chanvre complètement ou incomplètement façonnés pour tout usage quelconque. Néanmoins, le coutil et linge damassé confectionnés doivent comme ces tissus eux-mêmes, acquitter le droit de 16 pour 100 de la valeur.

Les sacs en toile importés vides suivront, d'après la règle générale lorsqu'ils seront neufs, le régime de la toile dont ils sont formés. Quant aux sacs usagers, ils rentrent dans la classe des articles d'emballage ayant servi, et sont, à ce titre, admissibles en franchise de droits.

## Fils de jute.

Le tarif général confond dans une même catégorie le phormium tenax, l'abaca et le jute. Ce dernier produit forme, au contraire, à ses différents états, une division à part dans le tarif conventionnel. Il importe donc de s'attacher attentivement à reconnaître le jute des autres végétaux filamenteux. Pour cet objet, il y a lieu de se reporter aux explications contenues dans la note (335 bis) du tarif.

Il n'est pas établi de types pour déterminer le degré de finesse des fils de jute. Mais les classes n'en sont pas nombreuses, et, de plus, la tarification spéciale dont ils sont l'objet s'arrête aux fils

mesurant plus de 6000 mètres au kilogramme. Il ne s'agit donc que de gros fils dont le classement n'offrira pas de difficultés dans la pratique.

Le tarif conventionnel ne distinguant pas entre les fils simples et les fils retors de jute, il y a lieu de traiter les fils de jute retors même à plusieurs bouts, comme fils simples.

Tissus de jute.

Les tissus de jute sont divisés en tissus écrus et en tissus blanchis ou teints. Au-dessus de huit fils, ils suivent le régime des fils de lin. Le type arrêté pour les toiles de moins de huit fils servira seul dès lors pour l'application du tarif spécial aux tissus de jute.

Il n'est établi de distinction entre les tissus de jute unis et les tissus de jute croisés que pour les tissus de un, deux et trois fils; ceux qu'on importe presque exclusivement. Pour les classes supérieures, les tissus de jute croisés doivent être traités comme les tissus unis.

Les explications données en ce qui concerne les tissus de chanvre, sous le rapport des fractions de fils, des fils doubles ou même triples, des fils à liteaux de couleur et des toiles peintes sur enduit pour tapisserie, sont entièrement applicables aux tissus de jute.

La règle ci-dessus indiquée à l'égard des sacs en toile de lin ou de chanvre est applicable aux sacs fabriqués avec des fils de jute.

Tissus de phormium tenax, abaca, et autres végétaux filamenteux non dénommés.

Cette dénomination embrasse tous les tissus de végétaux filamenteux autres que ceux spécialement désignés par le tarif conventionnel. Dans cette classe doivent être rangés les tissus d'écorce purs ou mélangés qui sont spécialement repris au tarif général. Toutefois, ne sont appelés à jouir immédiatement du bénéfice de ce régime que les tissus en fibres de palmiers dits pagnes ou rabanes.

Fils de coton.

Le tarif conventionnel des fils de coton n'est, dès à présent, applicable qu'aux cotons filés écrus du n° 143 (système métrique) et au-dessus. D'après les explications contenues dans la note (537) du tarif officiel, le numéro exprime le nombre d'écheveaux nécessaires pour former le demi-kilogramme, et, comme chaque écheveau mesure 1000 mètres, il en résulte que les fils dès actuellement admissibles sont ceux mesurant 143 000 mètres et au-dessus, lesquels sont compris dans les deux dernières classes du tarif conventionnel (celles des fils mesurant plus de 140 500 mètres à 170 500 inclusivement, et plus de 170 500).

Les fils écrus de ces deux classes, retors en deux bouts, et ceux retors en trois bouts ou plus, à simple torsion et à plusieurs torsions, ou câbles, sont également admissibles immédiatement.

## Tissus de coton.

En ce qui concerne les tissus de coton, la convention n'est exécutoire, dès à présent, qu'à l'égard : 1° des dentelles et blondes ; 2° des tulles unis ou avec application d'ouvrages en dentelles de fils. Les dentelles et les tulles étant soumis à des quotités de droits différentes, il y a lieu de se reporter aux indications contenues dans les notes (545) et (546) du tarif officiel pour les caractères distinctifs de ces deux genres de tissus.

On a vu d'ailleurs plus haut que les dispositions conventionnelles antérieures au nouveau traité continueront, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre prochain, d'être appliquées aux cotonnettes belges et aux étoffes à pantalons croisées ou façonnées en coton.

## Fils de laine.

Les seuls fils de laine admissibles d'après les conditions générales du tarif sont les fils de laine longue peignée, écrus, retors, à un ou plusieurs bouts, dégraissés et grillés. Ainsi que l'explique la note (539) du tarif officiel, ce sont des fils destinés à former la trame de certaines étoffes. Il s'agit donc exclusivement des fils retors pour tissage. En conséquence, c'est à l'égard de ces fils seulement que le tarif conventionnel est dès à présent applicable, à l'exclusion des fils retors destinés aux articles brodés à la main appelés tapisseries. C'est ce qu'établit, du reste, le tableau des droits transmis en même temps que la présente circulaire.

## Tissus de laine.

Parmi les tissus de laine, les couvertures, les tapis de pied, la toile à blutoir, la passementerie et la rubanerie, ainsi que les vêtements et articles confectionnés, vieux, sont appelés dès à présent à jouir du bénéfice du régime conventionnel.

En ce qui concerne les couvertures, il y a lieu de se reporter à la note (549) du tarif officiel, qui indique à quelle espèce d'objets s'applique expressément cette dénomination.

Tous les tapis indistinctement sont imposés par le tarif conventionnel à raison de 15 pour 100 de la valeur ; mais ce droit n'est applicable actuellement qu'aux seuls tapis de pied, à l'exclusion des tapis de toute autre sorte.

La toile à blutoir n'est pas spécialement reprise dans le tarif conventionnel, elle rentre dans la catégorie des articles non dénommés. La note (553) du tarif général donne la définition de ce genre de tissu.

## Fils d'alpaga, de lama et de vigogne.

Suivant ce qui a été expliqué pour les fils de laine, les fils d'alpaga, de lama et de vigogne, écrus, dégraissés et grillés, retors à un

ou plusieurs bouts *pour tissage* sont, dès à présent, admissibles au bénéfice du traité.

#### Fils de poils.

La convention maintient le régime qui est actuellement applicable aux fils de poils de chèvre ; tous les autres fils de poils sont repris dans le tarif conventionnel sous la dénomination de poils non spécialement tarifés bruts et filés, et sont affranchis de droits à l'entrée. Mais cette immunité n'est dès à présent applicable qu'aux fils de poils de vache et d'autres plocs et aux fils de poils de chien ; tous les autres doivent continuer d'être soumis à la prohibition.

#### Tissus de poils.

Les tissus de poils de chèvre suivent le régime des tissus de laine, à l'exception des châles et écharpes de cachemire des Indes, qui sont l'objet d'une tarification spéciale. Est dès à présent applicable le tarif conventionnel : 1° aux châles et écharpes de cachemire des Indes ; 2° à la bonneterie ; 3° aux couvertures et tapis. Il n'y a pas à distinguer, comme pour les tapis de laine, si ce sont des tapis de pied ou d'autre espèce ; les tapis de toute sorte en fils de poils de chèvre sont ainsi immédiatement admissibles au droit de 15 pour 100 de la valeur.

Les tissus de poils de vache sont tarifés spécialement à raison de 10 pour 100 de la valeur.

Les tissus de poils autres que ceux qui sont dénommés dans la convention demeurent assujettis aux conditions générales du tarif.

#### Tissus de crin.

Les tissus de crin de toute sorte sont soumis à un droit unique par le tarif conventionnel. Ce droit n'est dès à présent applicable, comme l'indique du reste le tableau des droits annexé à la présente circulaire, qu'à l'égard de la toile à tamis, de la passementerie et des chapeaux.

#### Soies et fils de soie.

Le tarif des soies et soieries, tel qu'il est réglé par le traité, est fort simple. Il se résume ainsi :

Libre entrée des soies de toute sorte, sauf une exception qui doit cesser en 1864, et qui a pour objet les soies à coudre, à broder et à dentelles. Ainsi, la franchise est applicable dès à présent aux soies en cocons, aux soies écruës (y compris les douppions), grèges et moulinées, teintes, autres qu'à coudre, à tapisseries et à dentelles. Les déchets de soie qui comprennent les cocons percés, tachés, bassinés, les costes, les frisons ou moresques, les bourres de soie écruës ou teintes en masse, sont aussi exempts de droits.

#### Bourre de soie.

La bourre de soie peignée est frappée d'un droit de 10 francs par 100 kilogrammes.

## Fils de bourre de soie.

Des droits spécifiques sont établis sur les fils de bourre de soie, simples, retors, écrus, blancs, azurés ou teints. Ces droits sont de deux quotités : l'un de 75 centimes, pour les fils mesurant au kilogramme plus de 80 500 mètres simples ou moins ; l'autre de 1 franc 20 centimes, pour les fils mesurant plus de 80 500 mètres simples. Pour les fils retors à plusieurs bouts, la longueur doit être, pour l'application du droit, multipliée par le nombre de bouts.

## Tissus de soie pure.

Est libre l'entrée des tissus de soie pure, d'origine ou de fabrication belge. Sont, dès lors, exempts de droits les foulards, les étoffes unies, façonnées, brochées, les couvertures, les tapis, la gaze et la bonneterie, la passementerie et les lacets, quand ils sont en soie pure. Une exception est faite, toutefois, pour les crêpes façon d'Angleterre.

Ce crêpe est très-fort, ferme et solide ; il a l'aspect de l'ancien burail crêpé de laine ; le grain allongé forme des sillons obliques, profonds, persistants et d'une irrégularité étudiée. Le crêpe anglais est presque toujours teint en noir et est approprié aux vêtements de deuil ; il comporte l'emploi de soie de Bengale et de Chine, tandis que les plus belles soies de France forment la tissure de notre crêpe.

Les tissus en bourre de soie pure ou en soie et bourre de soie écrus, blancs, teints ou imprimés, sont admissibles au droit de 2 francs le kilogramme ; mais les tissus façon cachemire, qui sont prohibés par le tarif général, ne pourront entrer qu'au 1<sup>er</sup> octobre 1861.

## Tulle.

Le tulle de soie ne pourra également être admis, en raison de la prohibition qui le frappe, qu'à partir de la même époque.

## Tissus de soie ou de bourre de soie mélangés.

Les tissus de soie ou de bourre de soie mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids, sont taxés à raison de 3 francs par kilogramme. Ne pourront, quant à présent, être admis au bénéfice du droit conventionnel, que ceux de ces tissus mélangés avec d'autres matières que le coton, la laine, le crin ou les poils.

## Tissus de soie et bourre de soie, avec or et argent.

Une tarification spéciale existe, d'une part, pour les tissus de soie ou de bourre de soie et, d'autre part, pour la passementerie ou les dentelles de soie ou de bourre de soie, quand les uns et les autres sont avec or et argent fin, ou mi-fin, ou faux. Je me bornerai à faire remarquer que les produits de la première catégorie, quand l'or ou l'argent sont *mi-fin* ou *faux*, se trouvent atteints par la prohibition d'après le tarif général et que, dès lors, ils ne pourront être admis qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1861.



## Rubans.

Le tarif des rubans de soie ou de bourre de soie *pures* ne nécessite aucune explication. Les rubans mélangés avec d'autres matières, la soie ou la bourre de soie dominant, ne pourront, quant à présent, obtenir le bénéfice du tarif conventionnel qu'autant que les matières du mélange seraient autres que le coton, la laine, le crin ou les poils.

## PRODUITS CHIMIQUES.

Afin de faciliter au service la reconnaissance des produits chimiques désignés sous cette dénomination au traité, et qui n'ont pas été décrits, ou qui ne l'ont été que d'une manière imparfaite au tarif général, j'indique ci-après, d'une part, les caractères les plus tranchés et les plus saisissables d'un certain nombre de ceux qui seront admissibles ou non à partir du 1<sup>er</sup> juin prochain; d'autre part, quelques procédés simples et pratiques pour en constater la nature. En cas de doutes, et comme il est de règle générale, on devrait recourir à l'expertise légale.

On remarquera que parmi les produits chimiques *non dénommés* au traité, mais qui sont *dénommés* au tarif général et dès lors non prohibés, un certain nombre est admissible immédiatement aux droits conventionnels, tandis que d'autres, qui sont repris sous la rubrique de *non dénommés* dans le tarif joint au traité, mais ne le sont pas au tarif général, resteront jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre prochain frappés de prohibition.

## Iode.

Corps simple, solide, en paillettes, noir gris d'acier; colore la peau en jaune (cette couleur est fugitive); odeur qui rappelle un peu celle de l'eau de javelle; chauffé, il donne des vapeurs violettes.

## Brome.

Liquide rouge brun, très-dangereux à respirer. Odeur analogue à celle du précédent, mais plus désagréable et plus pénétrante. Une goutte, qu'on fait tomber sur une feuille de papier, se dissipe en une fumée jaune rougeâtre.

NOTA. — Ce liquide est couvert d'une couche d'acide sulfurique concentré, dans le but d'en empêcher la volatilisation.

## Acide sulfurique.

Liquide doué d'un aspect oléagineux (huile de vitriol), dangereux à manier; tache et perce les vêtements; pèse, à l'aréomètre de Baumé, 55, 60 ou 66. Une goutte prise avec un tube de verre et déposée sur une feuille de papier le charbonne à froid si l'acide est assez concentré, et, en chauffant, si l'acide est trop affaibli par l'eau. En continuant l'action de la chaleur, on obtient des fumées épaisses et le développement de l'odeur du soufre qui brûle. (*Acide sulfureux*.)

## Acide nitrique.

Incolore ou jaunâtre; odeur nitreuse qu'on exalte en déposant une goutte sur une pièce de cuivre; il produit alors des fumées rousses. Colore la peau en jaune qui persiste, dangereux à manier, attaque et dissout le plus grand nombre des métaux. (*Eau forte.*)

## Acide tartrique et citrique.

Solides en morceaux (cristaux brisés) transparents; un fragment posé un instant sur la langue donne une saveur acide; chauffés, ils se détruisent en répandant l'odeur de caramel; en les fondant séparément et comparativement, on arrive à distinguer ces deux acides l'un de l'autre à la manière dont s'opère la fusion et la décomposition. L'un et l'autre acide broyé avec un fragment d'acétate de soude cristallisé, provoquent l'émanation d'acide acétique à odeur piquante de vinaigre. Avec l'acide citrique il y a liquéfaction du mélange; avec l'acide tartrique, l'odeur est plus pénétrante.

## Acide arsénieux.

Dangereux à manier; solide, en poudre ou plus souvent en plaques ordinairement opaques à l'extérieur comme un émail, et translucides à l'intérieur; une parcelle sur un charbon en ignition donne une odeur d'ail caractéristique.

## Acide benzoïque.

Lamelles blanches; fond sur un papier comme une graisse; se dissipe au feu en fumées irritantes; insolubles dans l'eau; n'a pas la saveur acide.

## Jus de citron.

Odeur caractéristique, souvent faible, de citron; acide au goût; une goutte évaporée donne un résidu qui, fortement chauffé, répand l'odeur du caramel.

## Oxyde de fer.

Jaune, rouge ou brun violet; soluble dans l'acide chlorydrique; sa dissolution, toujours jaune, donne du bleu de Prusse avec le prussiate jaune de potasse.

## Oxyde de zinc gris.

Sa couleur est caractéristique; il est soluble dans l'acide nitrique affaibli; la dissolution, à laquelle on ajoute de la craie en assez grande quantité pour qu'il en reste sans se dissoudre, abandonnée au repos, donne un liquide clair que le prussiate jaune de potasse précipite en blanc et le prussiate rouge précipite en jaune.

## Oxyde d'étain.

Poudre blanche, jaunâtre ou grisâtre; se dissout dans l'acide hydrochlorique; la solution évaporée à siccité (en évitant de calciner),

donne un résidu qui communique aux doigts l'odeur de poisson caractéristique des sels d'étain.

Oxyde d'urane.

Généralement en poudre jaune; calciné avec le salpêtre et repris par l'acide azotique, il donne une solution jaune qui, en présence d'un excès d'ammoniaque, fournit un précipité jaune. (Employer peu d'acide azotique, verser l'ammoniaque avec précaution.)

Oxyde de cuivre.

Poudre bleu pâle ou noire; dissous dans l'acide azotique, il donne un liquide bleu. L'ammoniaque versée en excès exalte la couleur; une lame de fer qu'on plonge dans une dissolution de cuivre se recouvre de cuivre métallique reconnaissable à sa couleur et à l'odeur caractéristique bien connue qu'il communique aux doigts.

Safre et autres composés de cobalt.

Les composés du cobalt, noirs, bleus, roses, fondus au chalumeau avec le borax, donnent une perle bleue; calcinés au chalumeau, et mélangés avec l'oxyde de zinc, ils donnent une poudre verte.

Chlorure de potassium.

Soluble; sa saveur est légèrement amère; sa dissolution, à laquelle on ajoute une goutte d'azotate d'argent, donne un précipité que l'ammoniaque dissout. La dissolution concentrée de l'acide tartrique y produit un précipité cristallin de *crème de tartre*. Ces petits cristaux, recueillis et calcinés, donnent une cendre alcaline déliquescence. (Carbonate de potasse.)

Iodure de potassium.

Sel cristallisé; sa dissolution donne avec l'azotate d'argent un précipité jaune que l'ammoniaque ne dissout pas. Un fragment chauffé dans un tube avec quelques gouttes d'acide sulfurique répand des vapeurs violettes caractéristiques de l'iode.

Salin de betteraves.

Présente les caractères du carbonate et du chlorure de potassium. Traité par l'acide hydrochlorique, il donne une dissolution qui, avec le chlorure de platine fortement concentré, fournit un dépôt jaune.

Si la liqueur décantée, évaporée à sec et cristallisée donnait un résidu *abondant* ayant la *saveur* du sel, il y aurait à craindre que le salin ne fût *riche* en soude. Il devrait en ce cas être soumis à l'expertise légale.

Carbonate de potasse.

En masse de cristaux blancs ou en masse fondue. Est inodore, fixe, déliquescence. Se dissout avec effervescence (bouillonnement) dans les acides, l'acide hydrochlorique par exemple; cette dissolution con-

centrée est précipitée par le chlorure de platine, ce qui est un caractère excellent pour les sels de potasse. (Le bicarbonate de potasse est cristallisé; n'est pas déliquescent; il le devient par l'effet de la calcination qui le change en carbonate.)

Nitrate de potasse ou salpêtre.

Un fragment posé sur un charbon incandescent avive la combustion; le résidu qui se trouve sur le charbon est du carbonate de potasse; son aspect et sa saveur suffisent pour le caractériser.

Sulfate de potasse.

Cristaux blancs, le plus souvent insolubles dans l'eau froide; est neutre ou acide. Dissous, il est précipité par le chlorure de barium. Le liquide éclairci et décanté donne par évaporation du chlorure de potassium. (Voir le paragraphe relatif à ce produit.)

Tartrates de potasse.

Fragments grenus plus ou moins blancs; saveur acidulée; croquant sous les dents; calcinés, répandent l'odeur du caramel et laissent, comme résidu, une cendre de carbonate de potasse.

Cendres.

De couleur grise, mêlées de fragments de combustibles non brûlés. L'eau qui lave les cendres vives ramène au bleu le papier de tournesol, et laisse, par évaporation, un résidu (salin) qui donne, sous l'action de l'acide hydrochlorique étendu d'eau, une effervescence de gaz inodores ou peu odorants, avec production de chlorure de potassium.

Lies de vin.

Plus ou moins rouges; présentent les caractères des tartrates.

Borax.

Ramène au bleu le papier de tournesol; fond au chalumeau et donne une perle soluble. Fondu avec l'oxyde de cobalt, il se colore en bleu.

Nitrate de soude.

Jeté sur le charbon, il avive la combustion, et donne pour résidu du carbonate de soude.

Soudes et varechs.

Aspect voisin de celui de la soude brute; l'eau qui a agi sur ce produit est précipitée par le chlorure de barium, l'azotate d'argent et par le chlorure de platine et après addition d'acide hydrochlorique.

Noir d'os.

En petits grains ou en poudre; calciné, le noir d'os laisse une cendre blanche. L'acide chlorhydrique dissout celle-ci. La dissolution

donne avec l'ammoniaque un précipité blanc gélatineux. Le noir animal décolore le vin rouge.

Os calciné blanc.

Caractères de la cendre d'os.

Phosphates naturels.

Caractères de la cendre d'os. Le précipité par l'ammoniaque peut être plus ou moins ocreux.

Citrates de chaux.

Poudre blanche ou jaunâtre; calcinée, donne l'odeur du caramel et un résidu insipide que les acides dissolvent avec effervescence (carbonate de chaux).

Sulfate de magnésie.

Aiguilles blanches; saveur amère. La dissolution est précipitée comme tous les sulfates par le chlorure de barium; de plus, elle est précipitée par l'ammoniaque. Le dépôt disparaît dans une dissolution d'hydrochlorate d'ammoniaque.

Carbonate de magnésie.

Blanc, généralement en pains très-légers, soluble dans l'acide hydrochlorique avec effervescence. La dissolution, maintenue sur un excès de carbonate de magnésie, puis décantée claire, a une saveur amère et présente les caractères du sulfate de magnésie.

Chlorure de magnésium.

Petits cristaux; caractérisé par la saveur des sels magnésiens. Comme chlorure, il précipite par le nitrate d'argent; comme sel de magnésie, il présente les caractères des sulfates et carbonates de magnésie.

Acétate de fer liquide.

Chauffé, donne l'odeur plus ou moins marquée du vinaigre; le résidu sec calciné présente les caractères de l'oxyde de fer.

Garancine.

Poudre brunâtre, légère; donne avec l'alcool un liquide rouge orangé que l'ammoniaque vire au pourpre violet. Une goutte de dissolution d'alun, ajoutée à ce mélange, décolore le liquide et produit un dépôt coloré (laque).

Sucre de lait.

Fragments irréguliers, croque sous la dent; saveur à peine sucrée; brûle avec une odeur de caramel.

Albumine.

Plaques ou écailles transparentes ou poudre; soluble dans l'eau. La dissolution chauffée se coagule comme du blanc d'œuf.

Curcuma en poudre.

C'est la poudre de la racine de curcuma (*terra merita*). On la



reconnaît comme poudre ligneuse en la regardant à la loupe; elle donne, par l'alcool, une couleur jaune que les alcalis font virer au rouge.

Maurelle.

Le tarif entend parler seulement du *tourne-sol en drapeau*, c'est-à-dire des chiffons de coton peints en rouge par le suc du *croton tinctorium* dans lequel on fait développer une couleur bleue par l'action de l'ammoniaque et de l'air. — Ces chiffons servent à donner le bleu dont on teint principalement certains fromages. On assimile au tourne-sol en drapeau les chiffons imprégnés de rouge pour fard.

Bleu de Prusse.

Couleur caractéristique; souvent en pains; à reflets cuivrés; une dissolution de potasse le rend ocreux; l'addition ménagée de l'acide hydrochlorique qui neutralise la potasse, fait revivre le bleu.

Cendres bleues ou vertes.

Poudre se dissolvant dans l'acide azotique avec effervescence; la dissolution produit les mêmes réactions que la dissolution de l'oxyde de cuivre.

Vert de montagne.

Carbonate de cuivre; se dissout avec effervescence dans les acides; la dissolution présente les propriétés des sels de cuivre.

Stil-de-grain.

Laque jaune de la graine d'Avignon à base de chaux. Calcinée, elle laisse un résidu blanc de carbonate de chaux insoluble dans l'eau et qui fait effervescence avec les acides, en produisant du chlorure de calcium non volatil ni déliquescant.

Essence de houille et ses dérivés.

L'essence de houille est fluide: elle peut être incolore. Son odeur est caractéristique; volatile sans résidu, insoluble dans l'eau même acidulée.

Le droit conventionnel de 5 pour 100 s'applique à l'essence de houille et à la benzine qui n'est que de l'essence de houille purifiée. La nitro-benzine et l'aniline, qui sont des dérivés de l'essence de houille sont traitées, d'après le tarif général, comme produits chimiques non dénommés; elles ne seront admises à jouir du bénéfice du traité qu'au 1<sup>er</sup> octobre 1861 (voir à couleurs non dénommées ce qui a été dit pour la fuchsine, la roséine, l'azaléine, l'azuline).

L'odeur d'amande amère appartient à la nitro-benzine.

Kermès (graines d'écarlate).

Provient d'un insecte (*coccus ilicis*); le corps de la femelle renferme un suc rouge de la nature de la couleur que produit la cochenille.

Oxyde de zinc (Blanc de zinc).

Poudre; il devient jaune quand on le chauffe et redevient blanc par le refroidissement; présente d'ailleurs les caractères de l'oxyde gris.

Oxydes. Carbonate de plomb.

Solubles en tout ou partie avec ou sans effervescence dans l'acide azotique affaibli par l'eau; le chromate de potasse fait naître dans la dissolution un précipité jaune qu'un peu de potasse caustique fait virer à l'orange.

Acide oléique.

Liquide et combustible comme l'huile; il est soluble dans l'alcool et insoluble dans l'eau pure, qui trouble la solution alcoolique; il est soluble dans l'eau tenant du carbonate de soude en dissolution.

Acide oxalique, oxalate de potasse.

L'acide oxalique est en petits prismes transparents; saveur très-acide; par la chaleur, se résout en fumée sans laisser presque de résidu; il trouble la transparence de l'eau des fontaines (si elle est calcaire, ce qui est le plus ordinaire). Un cristal placé dans une goutte d'eau qui recouvre de l'écriture efface les caractères. L'oxalate acide de potasse possède ces dernières propriétés de l'acide oxalique calciné; il donne un résidu alcalin (carbonate de potasse).

Prussiate jaune de potasse.

En cristaux jaunes ou en poudre blanchâtre, sa dissolution jaune donne, avec les sels de fer, un précipité plus ou moins bleu (selon le degré d'oxydation).

Prussiate rouge de potasse.

Cristaux de couleur grenat. Leur dissolution, rouge, donne avec les sels de fer, un précipité bleu (sel de protoxyde de fer) ou une liqueur rouge (sel de peroxyde de fer); celle-ci tache en bleu une lame de fer.

Acide hydrochlorique.

Liquide blanc ou jaunâtre; répand à l'air des fumées épaisses qui sont exaltées par l'approche d'un tube plongé dans l'ammoniaque; est volatil sans résidu et précipite en blanc les sels d'argent.

Sels de soude.

Tous les sels de soude qui suivent, ainsi que le borax et même le nitrate de soude, ont ce caractère commun qu'ils sont décomposés par l'acide hydrochlorique concentré, lequel donne même naissance à un dépôt cristallin de sel proprement dit (sel comestible) reconnaissable à sa saveur lorsque, l'ayant recueilli et étanché dans un papier buvard, on a, par la chaleur, enlevé le peu d'acide qui le mouille.

Carbonate de soude, sel de soude.

Le sel de soude est en poudre blanche; alcalin au papier de tour-

nesol ; fait effervescence avec les acides : saturé, il donne un sel de soude qui prend les caractères généraux des sels de soude. Le bicarbonate de soude est un carbonate comme le précédent. Calciné il perd de l'acide carbonique et sa saveur devient plus prononcée. (Il devient carbonate.)

Soude artificielle brute.

En morceaux gris, souvent boursouflés ; on y distingue des fragments de charbon. Par l'eau on en extrait du carbonate de soude ; le résidu insoluble donne, par les acides, un dégagement de gaz à odeur d'œufs gâtés. (Acide sulfhydrique.)

Carbonate cristallisé (cristaux de soude.)

Cristallisé, transparent, et, de plus, présente, une fois dissous, les caractères des sels de soude.

Sulfate de soude anhydre ou cristallisé.

Soluble dans l'eau ; donne par le chlorure de barium les caractères des sulfates ; il possède en outre le caractère général des sels de soude.

Savons de toilette.

Ce savon est caractérisé par son parfum. D'ordinaire il est débité en morceaux très-petits.

Couleurs non dénommées.

On doit ajouter à la liste des couleurs non dénommées, qui est donnée dans la note 475 du tarif, diverses couleurs qui dérivent de la houille, et qui sont connues dans le commerce sous les noms de fuchsine, azaléine, roséine, azuline, bleuine, indisine, etc. La soie prend directement ces couleurs dissoutes ou délayées dans l'eau.

Acide stéarique.

Matière grasse des bougies dites stéariques, en plaques nacrées à cassure cristalline ; soluble dans l'alcool et dans l'eau qui tient en dissolution du carbonate de soude.

Vernis.

Liquides qui, versés sur une surface, laissent après évaporation un enduit transparent et brillant ; ils sont fournis par la dissolution d'un corps résineux. L'odeur permet de reconnaître la nature des vernis à l'essence et à l'alcool. L'addition de l'alcool permet de caractériser les vernis à l'huile.

Orseilles de toute sorte.

En pâte ou en extrait. L'eau ammoniacale donne une dissolution violette que les acides rougissent plus ou moins énergiquement.

Eau régale.

Mélange d'acide nitrique et d'acide hydrochlorique ; dissout l'or, donne un précipité par l'azotate d'argent.

## Acide phosphorique.

Solide ou en dissolution. — Un papier imprégné de cet acide et chauffé légèrement charbonne comme avec l'acide sulfurique; mais il ne donne pas l'odeur du soufre qui brûle, ni les fumées épaisses qui caractérisent l'acide sulfurique.

## Potasse.

Voir carbonate de potasse. — La potasse non carbonatée ou caustique présente les mêmes caractères que le carbonate; excepté qu'elle ne fait que peu ou pas d'effervescence avec les acides.

## Natron.

Mêmes caractères que les cristaux de soude. Son aspect extérieur peut d'ailleurs le faire distinguer.

## Sels ammoniacaux bruts ou raffinés.

Sels blancs ou gris. Le chlorhydrate est souvent en pains hémisphériques. Celui-ci chauffé dans un tube se volatilise. Le sulfate mêlé de sel marin et chauffé dans un tube produit du chlorhydrate qui se volatilise. L'un et l'autre, mêlés de chaux ou de potasse ou même de craie ou de carbonate de potasse ou de soude, produisent quand on chauffe le mélange l'odeur *ammoniacale* caractéristique.

## Sel médical de Kreutznach.

Présente les caractères des sels magnésiens. C'est le résidu de l'évaporation de l'eau minérale de Kreutznach.

## Sulfate de baryte.

Poudre blanche ou pierre très-dense qu'on réduit en poudre. Insoluble dans l'eau et dans les acides; mélangé de charbon et calciné à l'abri de l'air, donne un résidu à saveur d'eau de Baréges et qui, mouillé, noircit l'argent. (Sulfure de barium.)

## Sulfate de cuivre.

Cristaux bleus. La dissolution présente les propriétés des sulfates (précipité par le chlorure de barium) et des sels de cuivre. (Voir oxyde de cuivre.)

## Sulfate de zinc.

En cristaux blancs, en pains ou en plaques; présente les propriétés des sulfates et des sels de zinc. (Voir oxyde de zinc.)

## Alun brûlé ou calciné.

Dissous dans l'eau colore en rouge le papier bleu de tournesol; a une saveur caractéristique astringente, présente comme les précédents les caractères des sulfates, et donne avec l'ammoniaque un précipité blanc gélatineux d'alumine.

## Borax mi-raffiné et raffiné.

Se distingue du borax brut à la transparence, à la grosseur, à la pureté de ses cristaux qui sont incolores.

## Acétate de cuivre (vert de gris).

En poudre ou en boules; insoluble ou peu soluble dans l'eau, une goutte d'acide sulfurique le dissout en développant l'odeur de vinaigre; la dissolution présente les caractères des sels de cuivre.

## Acétate de cuivre (verdet).

Mêmes propriétés que le précédent; se présente en beaux cristaux, souvent en grappes.

## Acétate de plomb (sucre de saturne.)

Sel blanc, aiguillé, très-vénéneux; à saveur sucrée et métallique. L'addition de l'acide sulfurique développe l'odeur du vinaigre; la dissolution présente les caractères des sels de plomb.

## Acétate de potasse.

Sel blanc, l'addition de l'acide sulfurique développe l'odeur du vinaigre; le sel calciné fortement donne un résidu de carbonate de potasse:

## Acétate de soude.

Mêmes caractères que le précédent, seulement le résidu est du carbonate de soude.

## POTERIES.

Comme au tarif général, il ne s'agit ici que des produits de l'industrie céramique, à l'exclusion des poteries de fonte, d'étain, etc., ou des poteries auxquelles auraient été adaptées des parties en métal, et qui seraient passibles, par ce motif, du régime afférent aux ouvrages fabriqués avec ces mêmes métaux, ainsi que l'explique la note (515) du tarif.

Le tarif général classe les poteries en quatre catégories: La poterie de terre (poterie grossière et faïence commune); la poterie de grès (grès commun et grès fin); la terre de pipe ou faïence fine, et les porcelaines (fines et communes). Cette division, basée sur les caractères essentiels et apparents des produits, est généralement maintenue au tarif conventionnel.

## Poteries grossières.

Cette dénomination comprend les produits que le tarif général range dans la classe de la *poterie de terre grossière*, et de plus:

1° Les carreaux, briques et tuiles qui sont spécialement tarifés au chapitre des matériaux;

2° Les tuyaux de drainage et autres en terre, soumis aujourd'hui à un régime analogue à celui des tuiles bombées;

3° Les creusets en graphite ou plombagine, que le tarif général assimile aux ustensiles en grès commun pour arts et métiers;

4° Les pipes en terre, que le tarif général traite comme la faïence commune.



Jusqu'ici il n'y avait pas à distinguer entre les diverses sortes de poterie grossière, pour l'application du droit, cette catégorie de produits étant uniformément taxée. Le tarif conventionnel fixe, au contraire, un régime différent, sauf, pour les articles que je viens de citer, suivant qu'ils sont ou non avec décoration en relief, multicolores ou unicolores. Mais c'est là une distinction qui ne saurait présenter des difficultés pour la vérification des produits.

Poteries de grès.

Les termes de poterie de grès, malgré leur généralité, ne s'appliquent qu'à la poterie de grès *commun*; c'est ce qu'indique, au surplus, le texte du tarif conventionnel où la poterie de grès fin est reprise à part. Le nouveau tarif établit, comme le tarif général, deux catégories d'objets en grès commun; mais la première, au lieu de comprendre tous les ustensiles des arts et métiers, ne comprend plus que les ustensiles et appareils pour la *fabrication des produits chimiques*. Les ustensiles et objets destinés à tous autres usages rentrent dans la seconde catégorie avec la vaisselle de table et de cuisine.

Faïence stannifère, pâte colorée, glaçure blanche.

On n'entend pas, par ces mots, trois sortes de produits différents : Les expressions : *pâte colorée*, *glaçure blanche* ne sont que des désignations secondaires de la faïence à *glaçure stannifère*.

La faïence stannifère comprend tous les produits que le tarif général désigne sous la dénomination de faïence commune, et de plus certaines espèces de fabrication moderne, telles que les majoliques qui ont été jusqu'à ce jour considérées à l'importation en France comme faïence fine.

Le régime de faïence stannifère (pâte colorée, glaçure blanche, ne devra, en conséquence, être appliqué qu'aux objets constituant la faïence commune à l'exclusion de toute faïence décorée.

Poterie de terre de pipe (faïence fine) et de grès.

Le nouveau tarif n'est point applicable à ces espèces de poteries, puisqu'elles sont prohibées par notre législation générale; conformément aux dispositions de l'article 38 de la convention; on continuera, en conséquence, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre prochain, à les soumettre aux droits inscrits dans le traité du 27 février 1854.

Porcelaines de toute sorte (blanche ou décorée), parian et biscuit blanc.

Le tarif général distinguait suivant qu'il s'agissait de porcelaines fines ou communes; le tarif conventionnel taxe toutes les porcelaines au même droit. La tâche du service se trouve ainsi simplifiée. Je ferai remarquer d'ailleurs que par ces mots *porcelaine décorée*, on doit entendre celles qui sont peintes ou revêtues de dessins.

Quant au parian, c'est un produit analogue à la porcelaine qui a

plus ou moins l'apparence de marbre de Paros (de là son nom). Il sert à fabriquer des statuettes, des vases d'ornement, etc.

Le nouveau tarif ne mentionne que le biscuit *blanc*, mais il ne parle pas du biscuit peint. De même qu'il n'y aura plus à distinguer entre les porcelaines blanches ou décorées, on devra pareillement traiter le biscuit peint comme le biscuit blanc.

Il n'est rien changé d'ailleurs, au régime de la porcelaine dite de Réaumur qui continuera à être traitée comme les verres et cristaux.

Les chiques en porcelaine, au contraire, qui n'avaient été assimilées aux chiques en agate qu'à raison de l'élévation du droit afférent à la porcelaine, devront être admises comme celle-ci moyennant le droit de 10 pour 100.

#### Homards et huîtres fraîches.

Seront considérés comme originaires de Belgique et admis aux droits du tarif conventionnel :

- 1° Les homards et les huîtres fraîches de pêche belge ;
- 2° Ceux qui seront accompagnés de certificats délivrés dans les conditions du traité et attestant que les produits proviennent des parcs d'Ostende ou d'Anvers.

#### Joncs et roseaux bruts.

Cette désignation comprend les joncs et roseaux exotiques et les joncs et roseaux d'Europe.

Mais on ne perdra pas de vue que les joncs exotiques ne pourront, comme d'ailleurs tous les produits non originaires de Belgique, autres que le coton de l'Inde, la laine d'Australie et le jute peigné, être importés de Belgique sous pavillon belge ou par terre que grevés de la surtaxe mentionnée dans les articles 13 et 14 du Traité.

#### Résines indigènes.

On doit comprendre dans cette classe, suivant les indications du tarif général :

- 1° Les résidus d'exsudation bruts ou épurés, résine molle, poix, galipot, térébenthine ;
- 2° Les résines de combustion, brai gras et goudron ;
- 3° Les résines distillées, essences de térébenthine et des résidus de distillation, brai sec, colophane, résine d'huile.

#### Mercerie.

Seront admis au droit de la mercerie tous les objets repris sous cette dénomination au tarif, notes (696, 697 et 698), sans qu'il y ait lieu de distinguer entre la mercerie commune et la mercerie fine. Toutefois, doivent, pour l'application du traité franco-belge comme du traité franco-anglais, cesser d'être rangés dans cette catégorie les divers objets qui en ont été retirés par la circulaire n° 704 pour être

classés parmi les ouvrages en métaux non dénommés, de fer, d'acier, etc.

#### Alcool.

Il a été réservé, dans les négociations, que l'on emploierait de part et d'autre exclusivement l'alcoomètre de Gay-Lussac pour déterminer le degré de force de l'alcool.

#### Objets de collection hors de commerce.

Les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes sont convenus que la liste des objets de collection hors de commerce embrasserait savoir :

1° Les échantillons d'objets d'histoire naturelle, les coquillages, les plantes desséchées ou herbiers, les minéraux choisis, sauf les pierres gemmes, les pétrifications, les coquilles fossiles, etc.;

2° Les objets de curiosité, les antiquités égyptiennes, grecques ou romaines, etc., les vieilles armures, armes autres que de guerre et de fabrication antérieure au dix-huitième siècle, d'usage en Europe, manuscrits de toute sorte, meubles de Boule anciens à l'exclusion des imitations des meubles de l'espèce de fabrication moderne, meubles en vieux laque, chinois, etc.;

3° Les objets d'art en bronze, marbre, pierre, bois, etc., comme statues, statuettes, bas-reliefs et autres sculptures, lorsque ces objets seront antérieurs au dix-huitième siècle : les vases et autres poteries étrusques, à l'exclusion des imitations des poteries de l'espèce, les tableaux de toute sorte, les cadres, les miniatures et autres peintures sur toile, bois, cuivre, marbre, etc., les émaux, les verres avec peintures fines; les verres anciens dits de *Venise* et les vieux vitraux; les épreuves de daguerréotype, à l'exception de celles sur papier qui suivent le régime des gravures et lithographies, les pièces de mécanique curieuses, etc.;

4° Tout ce qui appartient à la numismatique, comme médailles, camées et pierres gravées, antérieures au dix-huitième siècle, vieilles monnaies hors de cours, de modèles et types différents, quand elles ne sont qu'en échantillons: médailles, jetons ou pièces de plaisir, même modernes, pourvu, dans ce dernier cas, qu'il n'y ait qu'un petit nombre de chaque espèce, et qu'ils soient notoirement destinés à former collection;

5° Les statues modernes en marbre ou en pierre.

Les tableaux, comme on l'indique ci-dessus, seront admis en franchise, cadre compris, pourvu toutefois que le cadre ne forme que l'accessoire.

#### Autres produits.

L'économie du tarif conventionnel à l'égard des autres produits est facile à saisir. Ainsi pour les verreries actuellement admissibles, pour

les marbres, les écossines, la librairie, les papiers, le carton, les tresses et chapeaux de paille, etc., ce tarif simplifie d'une manière notable les dispositions du tarif général. On ne prévoit pas dès lors que les difficultés puissent se produire dans l'application des nouveaux droits. S'il en était autrement, il devrait m'en être référé et, en cas de doutes sur l'exactitude des déclarations, on devrait recourir à l'expertise légale.

#### TARIF DE SORTIE.

Le nouveau régime déterminé à la sortie par le traité pour quelques produits ne peut donner lieu à aucune difficulté dans l'application.

Drilles et chiffons, pâte à papier.

Comme on l'a dit déjà, le droit de 12 francs établi sur les chiffons et drilles autres que de laine sans mélange, et sur la pâte à papier, et le droit de 4 francs applicable aux vieux cordages goudronnés ou non, sont calculés décimes compris.

Le service veillera avec soin à ce que l'on n'exporte pas comme chiffons de laine pure des chiffons de tissus mélangés, ou des chiffons de laine auxquels adhéreraient des drilles d'autres matières.

#### Justification de destination.

On s'en tiendra, quant à la justification de destination des produits dont le régime est modifié à leur exportation pour la Belgique, à la déclaration des expéditeurs, soit que l'opération se consomme par mer, soit qu'elle ait lieu par terre.

#### BUREAUX D'ENTRÉE.

Trois décrets portant la date du 29 de ce mois, et dont je joins ici une ampliation, déterminent les bureaux par lesquels pourront être importées certaines marchandises désignées par le traité et qui sont soumises à des restrictions spéciales d'entrée.

L'un de ces décrets est conçu dans les mêmes termes que celui qui a été rendu le 28 octobre 1860 pour l'exécution de la convention anglaise du 12 du même mois. Il a particulièrement pour objet les ouvrages en métaux prohibés d'après la loi générale et qui, par cette convention, dont le bénéfice est étendu à la Belgique, seront admissibles immédiatement aux droits du traité conclu avec cette puissance. Comme déjà le règle la circulaire n° 704 pour les produits similaires d'origine anglaise, les fers en massiaux d'origine belge devront être importés par les bureaux ouverts à l'importation des fers en barres; les ouvrages en fonte et les ouvrages en acier, par les bureaux ouverts à l'entrée de la fonte et de l'acier; et les ouvrages en métaux divers, par les bureaux ouverts à l'importation de ces mêmes métaux.

Un second décret ouvre les ports de Dunkerque, de Calais, de Boulogne, du Havre, de Rouen, de Nantes et de Bordeaux, et les bureaux de Lille, Valenciennes, Tourcoing et Roubaix, à l'importation et à l'acquittement des fils de coton du n° 143 du système métrique et au-dessus, et des fils de laine longue tordus et grillés. Le bureau de Paris demeure aussi ouvert, en vertu de la loi du 6 mai 1841, aux fils de la dernière espèce.

Le troisième décret ouvre les ports de Calais et Boulogne et le Havre, et les bureaux de Lille et Valenciennes, à l'entrée des tissus purs ou mélangés taxés à la valeur. Mais ces tissus devront être dirigés sous acquit-à-caution de transit et sous plomb sur la douane de Paris qui seule, en exécution de l'article 27 du traité, vérifiera la marchandise et percevra les droits d'entrée.

La restriction d'entrée applicable aux écoslines n'a plus raison d'exister d'après le nouveau régime qui est fait à ces produits par le traité. Elle doit être considérée comme supprimée.

En ce qui concerne les autres produits, notamment les machines, les ouvrages d'or et d'argent, la librairie, les fils et tissus de lin et de chanvre, les châles et écharpes de cachemire des Indes, etc., les prescriptions actuelles, quant à la désignation des bureaux d'entrée, sont maintenues.

Est levée par le nouveau traité, la prohibition d'entrée par terre édictée par la loi du 28 avril 1816 à l'égard des marchandises (denrées coloniales) qui y sont désignées, lesquelles pouvaient déjà, en vertu du traité du 27 février 1854, être importées de Belgique par Lille et Valenciennes. Ces marchandises, sur toute l'étendue de la frontière belge, ne seront plus soumises qu'à la restriction édictée par l'article 20 de la loi 28 avril 1816.

#### RESTRICTIONS D'EMBALLAGE.

La circulaire n° 704 a indiqué dans quelles limites il pouvait être usé de tolérance dans l'application de la disposition de la loi du 17 décembre 1814 qui interdit, pour les outils, d'en réunir dans un même colis d'espèces différentes.

La restriction d'emballage résultant pour la librairie de la loi du 27 mars 1817 et de l'ordonnance du 13 décembre 1842, n'a pas d'application à l'égard de celle qui serait importée de Belgique dans les conditions du traité.

Quant aux restrictions d'emballage existant pour les fils et les toiles de lin et de chanvre, leur maintien intéresse le commerce lui-même, attendu qu'elles ont pour résultat de faciliter et d'accélérer les vérifications. Elles continueront dès lors à être appliquées.

L'Administration s'est attachée, dans sa circulaire n° 704, à bien



faire comprendre au service l'esprit conciliant et libéral qui devait présider à l'application du traité avec l'Angleterre. Par les mêmes motifs et dans le même ordre de vues, je ne puis que renouveler les mêmes recommandations pour l'exécution du traité belge.

La présente sera portée par les directeurs à la connaissance du commerce.

*Le Directeur général des douanes et des contributions indirectes,*

*Signé : BARBIER.*

---

## DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

### AUTRICHE.

**Adresse de la diète de Hongrie à l'empereur François-Joseph<sup>1</sup>,  
adoptée par les deux chambres le 22 juin 1861.**

Auguste empereur et roi<sup>2</sup>,

Les douze années écoulées ont été pour nous une période de grandes souffrances. Notre antique Constitution a été suspendue, et un système étranger de pouvoir absolu a pesé sur nous.

Le poids de ce système oppresseur a été augmenté par ceux qui l'ont appliqué avec des intentions hostiles. Pour eux, le sentiment de la liberté était un crime non moins grand que notre attachement à notre nationalité et notre amour le plus pur pour la patrie. Ils ont épuisé les forces de notre pays, dissipé d'une manière illégale la richesse nationale, persécuté notre nationalité. Chaque jour apporta de nouvelles souffrances, chaque souffrance déchira dans notre poitrine une fibre de la confiance.

Dieu a voulu que nous souffrissions sans désespérer et sans devenir infidèles à nous-mêmes. Il a voulu qu'après une expérience de douze ans le souverain acquit enfin la conviction que le système d'un pouvoir absolu, loin de rendre heureux les peuples de la monarchie, finirait par perdre le trône et l'empire. Voilà pourquoi Sa Majesté, en

1. L'adresse adoptée définitivement est, en tout point, conforme au projet présenté par M. Deak, dans son discours du 13 mai. L'adresse votée en premier lieu contenait les modifications introduites par le parti opposé à M. Deak, qui ont empêché l'Empereur de la recevoir. Elles sont indiquées en note.

2. Clément seigneur (*Folseges ur*).

renonçant au système suivi jusque-là, a voulu entrer dans la voie constitutionnelle et confier à ses peuples leurs destinées futures.

Nous aussi nous nous sommes réunis, comme les représentants de la nation hongroise, pour recommencer notre action constitutionnelle. La première chose que nous faisons, c'est une manifestation douloureuse non pas à cause des souffrances passées, car là-dessus nous désirons jeter un voile, mais à cause des infractions aux lois qui en sortent toujours, et sous l'empire desquelles nous ne croyons possible ni le rétablissement de la Charte ni le régime constitutionnel en général. La condition fondamentale de notre vie constitutionnelle et de notre existence nationale, c'est l'indépendance légale de notre pays. Notre premier et notre plus saint devoir est par conséquent de concentrer toutes nos forces et toutes nos facultés, afin que la Hongrie reste la Hongrie, et pour que son indépendance constitutionnelle soit maintenue intacte. Et lorsque cette indépendance est attaquée dans son principe, lorsqu'elle est menacée de dangers, nous ne connaissons pas de tâche plus importante ni de devoir plus urgent que de protester à l'instant même contre cet attentat.

Or, l'indépendance constitutionnelle de notre pays est menacée déjà dès le premier pas de Sa Majesté dans la voie du régime constitutionnel. Elle a été attaquée lorsque le rétablissement de la Charte hongroise n'a été promis que conditionnellement et avec exclusion des attributions les plus essentielles. Elle a été attaquée par le diplôme du 20 octobre, qui a servi aussi de base au discours par lequel notre Diète a été ouverte. Ce diplôme tend à priver la Hongrie pour toujours de son antique droit constitutionnel, en vertu duquel toutes les questions d'impôt et de recrutement militaire sont, dans toute leur extension, de la compétence de sa propre Diète; il a ôté à la nation le droit de faire elle-même, d'accord avec son roi, les lois concernant les intérêts les plus essentiels, matériels et politiques. Les affaires de finances et de crédit, les douanes, le commerce, ces questions capitales de la vie nationale et politique, sont soumises à un Conseil de l'empire, pour être décidées par une assemblée étrangère, partant de points de vue différents que le point de vue hongrois, guidée par d'autres intérêts que ceux de la Hongrie.

Dans le domaine administratif, ce diplôme place le gouvernement de la Hongrie sous la dépendance du gouvernement autrichien, c'est-à-dire d'un gouvernement irresponsable, et qui, alors même qu'il serait responsable, le serait non pas devant la Hongrie, mais devant le Conseil de l'empire, où nos intérêts, s'ils différaient des leurs, trouveraient à peine une garantie suffisante.

Si cette idée venait à se réaliser, la Hongrie devrait cesser de fait d'être indépendante dans sa législation comme dans son gouverne-

ment. Elle serait subordonnée pour ses intérêts les plus importants à la législation et au gouvernement de la monarchie autrichienne. En un mot, elle ne serait plus Hongrie que de nom ; de fait elle serait une province autrichienne. Cette tendance dirigée contre nous et contre notre indépendance constitutionnelle n'est pas seulement contraire à nos lois, c'est aussi un attentat à la pragmatique sanction, à ce pacte fondamental que la Hongrie a conclu en 1723 avec la dynastie régnante.

Lorsque nos ancêtres ont transmis à la maison de Hapsbourg, en l'étendant même à la ligne féminine, le droit de succession à la couronne de Hongrie, ils l'ont fait sous certaines conditions. Ils ont proclamé qu'en Hongrie, comme dans les provinces héréditaires, la succession aurait lieu d'après l'ordre de primogéniture, et qu'en conséquence, en Hongrie comme dans les provinces héréditaires, la couronne passerait au même membre de la dynastie. Ils ont proclamé, pour la Hongrie et les pays de la couronne hongroise comme pour les pays héréditaires, la monarchie inséparable et indivise. Car ni Charles III (l'empereur Charles VI), ni la Hongrie, ni les pays héréditaires n'ont voulu qu'à l'avenir le souverain pût partager ses possessions entre ses enfants, ainsi que cela s'est pratiqué antérieurement et en dernier lieu sous Ferdinand I<sup>er</sup>. Mais en proclamant ce principe, quant au caractère indivis des possesseurs, ils ont bien eu garde de l'étendre à la forme de gouvernement et d'administration. Tout au contraire, dans le paragraphe 9 de l'article 2, ils ont posé la condition qu'au droit de succession féminin serait aussi applicable la disposition de l'article 3 de 1715, donnant à la nation la garantie que le souverain ne gouvernera ni n'administrera la Hongrie que d'après les lois du pays, existantes ou futures. Ils ont stipulé en outre de la manière la plus formelle que le roi est tenu d'observer les droits, les libertés et les lois du pays en tout temps, de se faire couronner lors de son avènement au pouvoir, de signer le diplôme royal d'inauguration et de prêter le serment de couronnement.

La pragmatique sanction a donc maintenu d'une façon explicite l'indépendance du pays. La nation s'est attachée de tout temps à ce droit, et à cette condition la couronne de Hongrie a passé aux divers rois qui, depuis la conclusion de la pragmatique sanction, sont montés sur le trône de Hongrie. L'empereur Joseph II a été le seul parmi les successeurs de Charles III qui ne se soit pas fait couronner et qui ait régné d'après le régime absolu. Mais la Hongrie ne l'a jamais reconnu comme roi légitime, et non-seulement ses ordonnances législatives et administratives (qu'il a rapportées dans les derniers jours de sa vie), mais encore les donations et les privilèges conférés à des particuliers ont été déclarés nuls et non avenue, ainsi que cela résulte de l'article 32 de 1790.

Marie-Thérèse a été la première qui soit montée sur le trône de Hongrie en vertu de la pragmatique sanction. Par l'avènement de cette reine, la pragmatique sanction entra pour la première fois en vigueur, et en occupant le trône cette princesse remplit aussi exactement les conditions auxquelles son droit de succession était subordonné. Elle promulgua le diplôme royal d'inauguration et prêta le serment de couronnement. Et même, par l'article 8 de 1741, elle donna de nouveau à la Hongrie la garantie qu'elle observerait les droits, libertés et lois du pays, et elle proclama solennellement que la Hongrie ne serait jamais gouvernée d'après le mode qui régissait les pays héréditaires.

Le deuxième roi de Hongrie, Léopold II, qui monta au trône après la mort de son oncle Joseph II, non couronné, expédia, lors de son avènement, le diplôme royal d'inauguration et prêta serment de couronnement; de plus, dans un article de loi spécial, il confirma le pays dans son indépendance. Dans l'article 10 de 1790, il reconnaît que « quoique par les articles 1 et 2 de 1723, le droit de succession soit étendu aussi en Hongrie à la ligne féminine, et que le trône appartienne toujours au prince qui possède les autres pays héréditaires d'après l'ordre de succession établi, néanmoins la Hongrie et ses annexes sont un pays libre, dont le gouvernement est tout à fait indépendant, c'est-à-dire n'est soumis à aucun autre empire ou peuple, qu'il a sa propre Constitution et administration, et que par conséquent il doit être gouverné et administré par son roi légitimement couronné, d'après ses propres lois et coutumes, et non pas d'après le mode des autres provinces.

« Dans l'article 12 de 1790, il reconnaît aussi qu'en Hongrie, le droit de rendre, d'abroger et d'interpréter les lois appartient au roi légitimement couronné, droit qu'il partage avec les États du royaume légalement réuni en Diète, et qui ne saurait être exercé en dehors de la Diète. Quant au pouvoir exécutif, le roi ne pourra l'exercer que d'après l'esprit des lois. »

Les lois que je viens de citer et les confirmations si claires et si positives émanées du souverain ne permettent point de mettre en doute l'indépendance constitutionnelle de la Hongrie.

François I<sup>er</sup>, qui, après son père, hérita de la couronne de Hongrie, dans le diplôme d'inauguration ne promit pas seulement à la nation le maintien des droits, libertés et lois de la nation, il renouvela même, dans la trente-troisième année de son règne, par l'article 3 de 1825, la déclaration qu'il observerait fidèlement l'article 10 de 1790; il reconnaissait explicitement que les questions d'impôt et de recrutement militaire ne seraient pas enlevées à la Diète, et que les impôts consentis par la Diète ne pourraient jamais et sous aucun pré-



texte être augmentés sans le consentement de l'Assemblée. Ferdinand V, dans son diplôme d'inauguration, a donné à la nation des garanties analogues, et de plus grandes encore dans les lois qu'il a sanctionnées en 1848<sup>1</sup>.

La pragmatique sanction n'est pas une loi ordinaire, ni un simple dialogue, ni une charte octroyée ou une promesse, mais un pacte fondamental conclu par suite d'un accord réciproque. Dans ce pacte nos ancêtres, d'une part, ont solennellement renoncé, en faveur de la ligne féminine de la maison d'Hapsbourg, au droit de pouvoir librement élire leurs rois; d'autre part, Charles III, après avoir reconnu lui-même ce droit d'élection de la nation dans l'article 3 de 1715, a promis d'exécuter les conditions posées par la nation, c'est-à-dire le maintien de l'indépendance des droits, libertés et lois du pays. C'est ainsi qu'entra pleinement en vigueur le pacte bilatéral et librement consenti des deux côtés; il fut observé par tous les rois couronnés, successeurs de Charles III; les garanties qu'il renferme furent renouvelées, et le pacte reçut ainsi la consécration de la pratique légale. Est-il dès lors permis à une des parties de rompre ce pacte, d'exiger que la nation remplisse les engagements qui y sont renfermés et de supprimer ou de remplir d'une manière incomplète les conditions premières de ces engagements?

Le lien légal existant entre nous et les pays héréditaires trouve par conséquent son expression claire et précise dans la pragmatique sanction et dans nos autres lois: il se résume dans l'identité de la dynastie, dans l'*union personnelle*. Quant au lien plus étroit d'une véritable *union réelle*, il ne s'en trouve point de trace dans nos lois. Des articles de loi précités il résulte qu'entre nous et les pays héréditaires une union réelle n'a jamais existé, et que la Hongrie n'a jamais eu l'intention de consentir à une semblable union. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à examiner le droit public de la Hongrie et des pays héréditaires.

Si la pragmatique sanction n'avait pas été conclue en 1723, à la mort de Charles III, en 1740, puisque avec lui s'éteignit la ligne mâle de la maison d'Hapsbourg, la Hongrie aurait pu élire librement son roi. Il n'aurait pas été impossible alors (et même lorsque nous prenons en considération la grande influence que la France exerçait alors sur la politique européenne, ainsi que la puissante individualité de Frédéric II, et enfin lorsque nous nous rappelons que l'affaiblissement de la maison d'Hapsbourg était à la fois dans l'intérêt de la cour de France comme dans celui de Frédéric), il n'aurait pas été impossible, disons-nous, qu'à la place de Marie-Thérèse un autre prince eût été élu roi

1. A la suite de ce paragraphe était intercalée la phrase suivante :

« Par ces lois la nation n'a pas conquis des droits nouveaux; ses droits antiques ont seulement été mieux formulés et entourés de garanties plus sûres. »

de Hongrie. La Hongrie, dans ce cas, aurait eu son roi à elle, et la monarchie n'aurait pu accepter la forme actuelle.

Et s'il arrivait un jour, ce qui n'est pas vraisemblable pour un avenir prochain, mais ce qui n'est pas impossible après tout; s'il arrivait, disons-nous, que la dynastie actuellement régnante s'éteignît aussi dans sa descendance féminine, alors, d'après la pragmatique sanction, le droit d'élire librement le roi retournerait à la nation, et si la Hongrie appelait sur le trône un roi à elle, alors se dissoudrait cet empire, dont les hommes d'État autrichiens essayent en ce moment de fonder l'unité au prix de l'anéantissement de l'indépendance de la Hongrie; il se dissoudrait sans la moindre action violente, conformément au droit et uniquement parce que le seul lien qui avait uni les différentes parties, parce que l'identité de la dynastie aurait cessé d'exister.

Si au contraire un autre lien existait entre nous et les provinces héréditaires, il devrait continuer à relier l'ensemble de la monarchie, comme, par exemple, l'union de l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande ne cesserait pas à l'extinction de la dynastie régnante, ces pays étant reliés entre eux par un lien réel et non pas par une union personnelle<sup>1</sup>.

Nous mentionnerons encore une autre circonstance qui démontre clairement qu'entre la Hongrie et les provinces héréditaires, en ce qui concerne le gouvernement et l'administration, l'union réelle n'a pas existé et ne pourrait même exister. D'après la loi hongroise, le palatin est le tuteur du roi mineur : c'est ce qui est dit clairement dans l'article 2 de la loi de 1485, sur la dignité du palatin, article qui a été confirmé depuis par l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1681, l'article 5 de 1715, et, d'après la conclusion de la pragmatique sanction, par les articles 9 de 1741 et 5 de 1790.

Au contraire, dans les provinces héréditaires, la tutelle du roi mineur appartient aux parents les plus proches du côté paternel. Par

1. Ici l'adresse modifiée contenait le paragraphe suivant : « La dissolution légale de l'Empire peut même avoir lieu avant la complète disparition de la dynastie régnante parce que la pragmatique sanction qui a été établie pour les provinces héréditaires et acceptée par elles, prescrit qu'après la disparition complète de la descendance de Charles VI et de Joseph I<sup>er</sup> l'héritage de la couronne passerait aux filles de Léopold I<sup>er</sup> et de leur descendance, et, après elles, à toutes les autres branches de la maison régnante, toujours d'après le droit de primogéniture. Par contre l'article 2 de la pragmatique sanction, telle qu'elle a été adoptée en 1723 par la Hongrie, n'étend le droit de succession qu'à la descendance de Léopold I<sup>er</sup>, mais aucunement aux autres branches de la maison régnante. Il en résulte que le jour où tous les descendants de Charles III (VI), Joseph I<sup>er</sup>, Léopold I<sup>er</sup> auraient cessé de vivre, la Hongrie pourrait librement choisir son souverain, tandis que les provinces héréditaires, d'après leur pragmatique sanction, seraient obligées de reconnaître n'importe quel descendant qui resterait encore de la maison régnante. Cette différence très-essentielle est une nouvelle preuve qu'entre la Hongrie et les provinces héréditaires il n'a jamais existé d'union réelle. »

conséquent, lorsque le roi est mineur, le pouvoir suprême est exercé par un dignitaire, en Hongrie, et par un autre dans les provinces héréditaires. Est-il dès lors possible qu'entre des pays dont le gouvernement et l'administration diffèrent tant, sous le rapport des personnes, du système et de la forme, il existe un lien plus étroit que l'identité de la dynastie? Et peut-on songer, dans de pareilles circonstances, à une union réelle sans une révolution radicale dans le droit politique de l'une ou de l'autre partie de la monarchie?

Mais examinons la situation politique des provinces héréditaires dans le passé et dans le présent. A l'époque où la pragmatique sanction fut conclue, les provinces héréditaires appartenaient à l'Empire germanique, dont la Hongrie n'a jamais fait partie. Le caractère féodal des divers pays de l'Empire germanique était tellement différent de celui de la Hongrie, anti-féodale et politiquement indépendante, qu'il n'aurait pas été possible d'établir entre des pays d'un caractère politique si dissemblable un autre lien que celui de l'union personnelle.

Lorsque plus tard l'Empire germanique fut dissous, François I<sup>er</sup>, en 1804, prit, outre le titre d'Empereur d'Allemagne<sup>1</sup>, le titre héréditaire d'Empereur d'Autriche, mais, dans son Manifeste du 17 août, il fit, par rapport à la Hongrie, la déclaration solennelle qu'il n'entrerait point dans son intention, en prenant ce titre, de porter atteinte aux droits, aux lois et à la Constitution de la Hongrie, et que les rapports politiques de la Hongrie resteraient à l'avenir ce qu'ils avaient été jusqu'alors.

Aujourd'hui les provinces héréditaires de l'Autriche font partie de la Confédération germanique, envers laquelle elles ont des obligations onéreuses à remplir. Les décisions du pouvoir fédéral ont force obligatoire dans tous les pays appartenant à la Confédération. La Hongrie n'est pas membre de la Confédération germanique. Les intérêts allemands que les provinces autrichiennes sont tenues de défendre et de développer, sont pour nous des intérêts étrangers. Le pouvoir fédéral qui, dans les provinces autrichiennes, est souverain sous certains rapports, nous est complètement étranger.

L'Allemagne pourra faire une guerre dans son intérêt; ses frontières pourront être attaquées, et l'Autriche pourra être obligée de participer à cette guerre et de défendre les frontières menacées.

Mais leur guerre n'est pas la nôtre, leurs intérêts ne sont pas les nôtres; dans nos luttes, ils ne seront pas à nos côtés, ils ne défendront pas nos frontières attaquées, car nous ne sommes pas membres de la Confédération. Entre des pays et des rapports politiques si différents, peut-il y avoir de lien plus étroit que l'union personnelle? Quelle ga-

1. François I<sup>er</sup> porta le titre d'empereur d'Allemagne et d'Autriche du 1<sup>er</sup> août 1804 au 6 août 1806. (Note de l'éditeur.)

rantie aurions nous que dans ce *Conseil d'Empire*, dont la grande majorité est subordonnée à la Confédération germanique, que dans ce Conseil, là où nos intérêts ne sont pas identiques avec ceux de la Confédération, il serait tenu compte de nos droits et que nos intérêts seraient ménagés? Le lien plus étroit nous subordonnerait à la majorité autrichienne et il nous placerait même sous la dépendance de la politique de la Confédération germanique, politique qui nous est tout à fait étrangère. Et cependant nous n'aurions à revendiquer aucune espèce de compensation!

On allègue contre nous que l'intérêt de la monarchie est la considération suprême devant laquelle doivent fléchir les intérêts des différentes parties. La vérité de cette assertion ne saurait être constatée que dans une monarchie reposant sur une seule base politique, et dont les diverses parties se sont liées entre elles sans condition, en un mot, qui sont reliées par l'union réelle.

Or la Hongrie a fait un pacte avec la dynastie et non pas avec les provinces héréditaires; elle a fait un pacte sur le droit de succession et non pas sur une union politique plus étroite, et même dans ce pacte elle a réservé son indépendance. La Hongrie sera en tout temps assujettie à tenir ce pacte, mais assurément elle n'entend pas le modifier, lui substituer des liens plus étroits, s'identifier avec les intérêts des provinces héréditaires et renoncer ainsi à son indépendance constitutionnelle.

Dans le domaine du droit public et privé, il existe souvent des conditions onéreuses ou désavantageuses à l'une ou à l'autre partie. Mais si l'on pouvait annuler une obligation juridique parce que les intérêts de l'une des parties exigent une modification, et si on pouvait l'annuler de manière que l'une des parties eût toujours à remplir les engagements qu'elle a contractés, tandis que l'autre ne remplirait pas les siens, parce qu'ils lui sont désavantageux, alors, il est vrai, ni les lois ni les traités n'offriraient plus de sûreté, et la force seule prendrait la place du droit.

En regardant la Suède et la Norwège, nous voyons que deux États, unis par l'union personnelle, peuvent parfaitement coexister; et nous, unis également avec les provinces héréditaires par les liens de l'union personnelle, mais qui sommes politiquement indépendants les uns des autres, en respectant nos droits et nos intérêts respectifs, en défendant l'indépendance constitutionnelle de la Hongrie contre le droit de la force, en repoussant cette union étroite qu'on veut nous imposer en échange d'un rétablissement partiel de notre Constitution, nous n'avons nullement l'intention de nous montrer hostiles aux peuples constitutionnels des provinces héréditaires.

Nous n'entendons pas compromettre l'existence de la monarchie. Nous sommes prêts à faire ce qui est possible, et ce que nous pouvons



faire sans porter atteinte à nos droits constitutionnels, nous le ferons même au delà de nos obligations légales, d'après les règles de l'équité et de la bonne politique, afin que, sous le poids des charges écrasantes que le système de l'absolutisme a amassées sur tous, le bien-être de ces peuples et le nôtre ne soit pas détruit, et afin que les funestes résultats des dernières années soient détournés d'eux comme de nous. Mais nous ne traiterons avec eux qu'en pays indépendant et libre; ce n'est qu'ainsi que nous pourrons concilier nos intérêts avec les leurs, et nous repoussons avec énergie toute subordination, toute incorporation, soit en fait de législation, soit en fait de gouvernement; car autrement nous sacrifierons notre indépendance, et cela nous ne pouvons point le faire.

Nous croyons donc nécessaire de déclarer solennellement que nous ne pouvons sacrifier l'indépendance de notre pays, garantie par les pactes fondamentaux, par les lois, par les diplômes d'inauguration et par les serments que nos rois prêtaient lors de leur couronnement; que nous ne pouvons sacrifier cette indépendance à aucune espèce de considération ou d'intérêts; nous tenons à cette indépendance comme à la condition fondamentale de notre existence nationale. Voilà aussi pourquoi nous ne saurions admettre que les questions d'impôt et de recrutement, sous quelque rapport que ce soit, fussent enlevées à la Diète hongroise.

Nous ne pouvons partager le droit de faire des lois pour la Hongrie avec d'autres que le roi de Hongrie, pas plus que nous n'entendons exercer ce droit en ce qui touche d'autres pays. Nous ne pouvons placer le gouvernement et l'administration de Hongrie sous une autre dépendance que celle du roi de Hongrie, et nous ne saurions les réunir avec ceux d'autres pays.

Par conséquent, nous ne voulons participer ni au *Reichsrath* ni à aucune autre Assemblée représentant la population de l'Empire. Nous ne pouvons reconnaître à ces corps le droit de statuer sur les affaires de la Hongrie, et nous sommes disposés seulement, le cas échéant, à vivre avec les peuples constitutionnels de la monarchie, comme une nation indépendante et libre avec une autre nation indépendante et libre, et en réservant notre indépendance tout entière.

Un autre point essentiel sur lequel nous sommes obligés d'élever immédiatement notre voix, c'est la *réintégration de la Diète*. Ni la Transylvanie, ni la Croatie et la Slavonie, ni les confins militaires, ni Fiume, ni le littoral ne sont représentés parmi nous, parce qu'ils n'ont pas été convoqués à la Diète. Et cependant ce sont des parties intégrantes de la Diète, et, d'après les termes mêmes de la loi, ils auraient dû y être appelés. La pragmatique sanction, les diplômes royaux d'inauguration et les serments de couronnement proclament formel-



lement le maintien en tout temps de l'intégrité du pays. Or l'intégrité ne consiste pas seulement dans la conservation intacte du territoire, elle en comprend aussi l'intégrité politique. Donc lorsque le pouvoir exécutif empêche les différentes parties ou la totalité des pays appartenant à la Couronne de Hongrie, de participer constitutionnellement aux fonctions politiques les plus importantes et au droit de législation, alors l'intégrité politique du pays est lésée.

Les tristes événements du passé ont fait naître entre nous et nos concitoyens non maggyars de graves mésintelligences. Ces concitoyens, dans l'intérêt de leur nationalité, et la Croatie, dans l'intérêt de sa position politique, ont à faire valoir des prétentions que nous ne pouvons ni ne voulons repousser<sup>1</sup>. Nous sommes décidés à faire tout ce qui sera possible pour que ces mésintelligences cessent, sans toutefois laisser démembrer le pays et sans sacrifier notre indépendance; nous ferons tout pour unir tous les concitoyens, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, dans un même intérêt et dans un même sentiment; nous sommes remplis du désir de modifier les dispositions législatives contraires à ce principe, dans le sens de nos intérêts communs et au point de vue de l'équité. Afin que nous puissions faire cela, il est nécessaire de compléter la Diète le plus tôt possible.

Rien ne s'oppose à la convocation immédiate et à la présence des représentants de la Transylvanie. L'union de la Transylvanie avec la Hongrie a été légalement accomplie en 1848, conformément au vœu unanimement exprimé par les Diètes hongroise et transylvanienne.

Les lois concernant cette union, faites par la Hongrie et la Transylvanie, ont été sanctionnées par Sa Majesté, et immédiatement mises à exécution. Lorsque ensuite, quand le régime constitutionnel fut renversé et que le système absolu vint prendre la place de la liberté, la Transylvanie fut administrativement séparée d'avec la Hongrie. Aujourd'hui que Sa Majesté a rejeté le système absolu, les conséquences illégales de ce système doivent régner sans condition aucune. Par conséquent, les lois qui unissent la Transylvanie à la Hongrie, et que le pouvoir absolu a pu suspendre temporairement, mais non annuler, ont été remises en vigueur avec la promulgation du régime constitutionnel.

Mettre cette union en question, faire voter de nouveau sur cette union et troubler ainsi la paix des esprits, serait non-seulement une violation des lois, mais encore une grave faute politique. Refuser l'accomplissement immédiat de l'union équivaldrait à la séparation de la Transylvanie d'avec la Hongrie, ce qui serait formellement contraire à la pragmatique sanction. Nous sommes convaincus aussi que

1. Ignorer. (Adresse modifiée.)

les citoyens, en Transylvanie, qui n'appartiennent pas à la nationalité hongroise ne verront pas leurs intérêts nationaux compromis par l'union, parce qu'ils trouveront une pleine garantie dans nos décisions et dans nos actes concernant nos concitoyens appartenant à d'autres nationalités.

Quant à la Croatie, nous ne demandons point, étant en nombre supérieur à celui de leur représentants, de statuer sur ses réclamations et sur ses prétentions. La Croatie possède son propre territoire, elle occupe une position à part, elle n'a jamais été incorporée à la Hongrie, elle a été notre associée partageant nos droits et nos devoirs, nos jours heureux et malheureux. Aussi, si aujourd'hui la Croatie, comme pays, désire participer à notre législation, si auparavant elle veut s'entendre avec nous sur les conditions auxquelles elle est disposée à se mettre en rapport politique avec la Hongrie; et si dans cette question elle désire traiter avec nous de nation à nation, nous ne nous y refuserons pas, nous demanderons seulement que la Croatie soit convoquée à notre Diète, pour qu'il nous soit donné à tous deux le moyen d'entreprendre l'œuvre de l'entente sur la base du droit public.

Tant que ceux qui doivent être convoqués à la Diète conformément à la loi n'y seront pas appelés, nous ne saurions considérer cette assemblée comme étant réintégrée dans la plénitude de ses pouvoirs, et nous ne pouvons entrer ni dans la discussion des lois ni dans les négociations sur le couronnement.

Nous ne devons pas cacher non plus, dans cette première Adresse, que nos lois fondamentales les plus importantes, et notamment les lois essentiellement politiques de 1848 ont été suspendues. Nous n'avons point de gouvernement parlementaire, point de ministère responsable. Notre loi sur la presse basée sur le principe du jury, n'a pas été rétablie. Contrairement aux termes exprès de la loi, on a introduit chez nous les contributions indirectes, inconnues dans notre législation et jamais consenties par la nation. Les contributions directes illégalement imposées, ainsi que les contributions indirectes non moins illégalement établies, sont en ce moment même exigées par les agents étrangers du pouvoir absolu.

Et pour détruire complètement notre foi dans la promesse qu'on a fait de mettre un terme au système absolu, puisque l'espérance et la confiance ne renaissent point dans nos cœurs, tout récemment, comme par une amère ironie, le pouvoir absolu et anti-constitutionnel a publié une ordonnance qui prescrit de faire rentrer les impôts illégaux, même en employant la force des armes. Et tout cela se passe au moment où la Diète, convoquée par le prince, est réunie, où la nation est invitée à remplir les obligations imposées par la pragmatique sanction, c'est-à-dire à couronner le roi tandis que, d'un autre côté, on

ne montre même pas la volonté sérieuse de satisfaire aux engagements qui correspondent à nos obligations.

Il n'est pas étonnant que le pouvoir absolu, en renversant notre Constitution, ait suspendu en même temps nos lois. Car un gouvernement parlementaire, le régime de la liberté de la presse avec le jury, enfin l'exercice de ce droit fondamental de la nation, en vertu duquel il ne saurait être imposé ni perçu aucune espèce de contribution en dehors de la Diète, sont en contradiction directe avec le système absolu. Mais depuis que Sa Majesté a solennellement renoncé au pouvoir absolu pour entrer dans la voie constitutionnelle, les lois suspendues par le pouvoir absolu doivent être remises en vigueur.

Des lois sanctionnées ne peuvent être suspendues que par le pouvoir qui les a faites. Dans un pays constitutionnel, le pouvoir législatif tout entier peut seul donner des lois; les abroger sans le consentement de toutes les parties, ou bien tenir en suspens contre la Constitution ce que le pouvoir absolu a abrogé comme contraire à son système, c'est là un procédé qui ne répond nullement au principe constitutionnel. C'est une des dispositions formelles de la pragmatique sanction que le roi observe toute loi rendue par la Diète. Nos lois suspendues par le pouvoir absolu ont été faites et sanctionnées par la voie législative ordinaire. Tant que la nation n'a pas consenti à leur modification, elles conservent force de loi et elles ne pourraient être abrogées ni suspendues sans violation des conditions renfermées dans la pragmatique sanction.

Le régime parlementaire, le ministère responsable, la liberté de la presse avec le jury, ainsi que le droit de consentir l'impôt, sont les meilleures garanties de la liberté constitutionnelle. Nos lois sanctionnées nous ont donné ces garanties; nous ne consentirons jamais à l'abrogation ni à une restriction quelconque de ces garanties, et nous considérerons une suspension temporaire de ces lois comme une suspension de la Constitution et même une violation du principe constitutionnel.

Nous voulons développer et consolider notre vie constitutionnelle sur la base d'une complète égalité devant la loi. Nous voulons que, pour la jouissance des droits civils et politiques, ni la religion ni la nationalité ne motivent des distinctions entre les citoyens du pays, et nous sommes animés du désir de modifier toutes les dispositions de nos lois restrictives de l'égalité parfaite du droit, conformément aux principes de la justice et de l'équité. Mais si nos lois suspendues ne sont pas entièrement écartées, la nation, privée ainsi de toutes les

1. L'adresse modifiée ajoute : « et le pouvoir de disposer de l'armée constituée dans l'esprit de la loi. »

garanties de la liberté constitutionnelle, ne pourra entrer dans aucune discussion de lois nouvelles, dans aucune espèce d'accord.

En effet, comment et pourquoi faire de nouvelles lois, lorsque la nation voit que la suspension des lois fondamentales continue au moment où le prince a convoqué les représentants de la nation pour commencer son action constitutionnelle? Exprimons, par conséquent, que nous demandons positivement d'urgence le rétablissement prompt et complet de nos lois abrogées par le pouvoir absolu, ainsi que le retrait immédiat des ordonnances illégales rendues par ce même pouvoir absolu.

Nous<sup>1</sup> devons élever aussi la voix au sujet des documents qui nous ont été communiqués touchant l'abdication du trône de Ferdinand V, en 1848. S. M. Ferdinand V, en renonçant, le 2 décembre 1848, à la couronne impériale, n'a pas fait d'acte spécial au sujet de son abdication à la couronne hongroise. Il n'a même pas fait mention, dans son acte d'abdication, de la Hongrie, qui fut traitée comme une province de la Couronne impériale et comprise dans l'abdication générale. La Hongrie ne fut même pas prévenue de cet acte important.

« Aussi, au point de vue du droit public hongrois, l'acte d'abdication est vicieux dans la forme; car la Hongrie n'a jamais été une province incorporée à l'Empire d'Autriche; elle possède sa propre couronne et son indépendance constitutionnelle, et le roi de Hongrie ne pouvait renoncer au trône qu'avec le consentement et le concours de la nation. Nous protestons donc solennellement contre la conclusion qui pourrait être tirée des termes généraux de l'acte d'abdication du 2 décembre, à savoir que la Hongrie est une province de la couronne impériale d'Autriche. Et en maintenant notre indépendance constitutionnelle, nous protestons aussi contre cette abdication, faite à l'insu et sans le concours de la nation.

Cependant cette abdication étant devenue un fait accompli, irrévocable, nous demandons, afin de sauvegarder pour l'avenir les droits du pays : Que Sa Majesté veuille prendre des mesures, en vue d'une réparation postérieure de ce vice de forme, pour que S. M. Ferdinand V, promulgue un acte d'abdication directement adressé à la Hongrie et

1. Les paragraphes commençant par les mots : « Nous devons, etc., jusqu'à celui exclusivement commençant par : plusieurs de nos compatriotes, » étaient remplacés comme suit dans l'adresse modifiée : « En ce qui concerne l'abdication de Ferdinand V, laissant pour le moment de côté la circonstance que les documents relatifs à cet événement ne nous ont pas encore été communiqués par la voie et dans la forme légale, nous nous bornons à déclarer que jusqu'à ce que notre diète ait été complétée dans l'esprit de l'article 5 des lois de 1848 et jusqu'à ce que les organes politiques aient été rétablis dans le sens de l'article 3 de la même année, nous ne pouvons pas entrer dans l'examen de ces documents et ne pouvons pas nous prononcer sur la question de changement du trône. »

L'article 3 susmentionné est relatif à l'institution d'un ministère responsable.



avertisse la Diète qu'il a renoncé, le 2 décembre 1848, à la couronne de Hongrie; que Sa Majesté veuille aussi provoquer une manifestation analogue de la part de S. A. I. l'archiduc François-Charles, adressée à la Hongrie et dans laquelle Son Altesse Impériale déclare qu'elle a renoncé en 1848 à son droit de succession qui lui appartenait, par suite de l'abdication de Ferdinand V et suivant les termes de la pragmatique sanction.

Nous examinerons ces documents dans la Diète, et nous désirons les insérer dans la loi, afin qu'il soit fait au moins postérieurement ce qui aurait dû se faire à l'origine. Notre protestation solennelle et le concours ultérieur du pays trouveront également place dans la loi, afin que nos droits soient sauvegardés dans l'avenir.

Plusieurs de nos compatriotes se trouvent en prison à l'étranger ou ont été exilés de la patrie par suite d'accusations politiques.

Ils ont été envoyés en exil ou emprisonnés par le même pouvoir absolu qui a supprimé notre liberté constitutionnelle. Ils ont été condamnés par des juges étrangers, d'après la loi étrangère, et leur condamnation était la conséquence du régime absolu introduit à cette époque. Mais dès que ce régime absolu cessa pour céder la place au principe constitutionnel, peut-on faire subsister alors les conséquences du régime aboli, à côté des formes constitutionnelles?

Nous trouvons donc que tous les effets des condamnations précitées sont incompatibles avec le rétablissement de la Constitution; nous les considérons comme ne subsistant plus légalement. Et tant que les obstacles ne seront pas écartés qui, de fait, s'opposent au retour de nos compatriotes exilés pour cause politique; tant que les détenus ne seront pas rendus à la liberté, tant que les biens séquestrés ne seront pas restitués, nous n'aurons pas foi dans l'abolition du régime absolu ni dans le rétablissement de la Constitution. Sans cette confiance et cette foi, des délibérations fructueuses ne seront pas possibles.

La puissance et la grandeur ne sont pas le but du pouvoir. La puissance n'est qu'un moyen; le bonheur des peuples est le but du pouvoir. Si le prince qui un jour jugea le système absolu comme le moyen le plus sûr de rendre ses peuples heureux s'est convaincu, après une expérience de douze années, qu'on ne saurait atteindre le but par ce moyen, et si, ayant cette conviction, il est entré dans la voie constitutionnelle; si le prince est décidé à persister fermement dans cette voie; si le prince veut que la confiance se raffermisse de nouveau dans les cœurs, alors il appréciera pleinement nos remontrances.

Le roi de Hongrie ne devient roi légitime que par le couronnement. Or le couronnement est subordonné à des conditions prescrites par la loi et qu'il est indispensable de remplir auparavant. La conservation intégrale de notre indépendance constitutionnelle, l'intégrité territo-



riale et politique du pays, la réintégration complète de notre Diète, le rétablissement entier de nos lois fondamentales, de notre gouvernement parlementaire, de notre ministère responsable, l'abolition de tous les effets du régime absolu, telles sont les conditions préliminaires sans lesquelles la délibération et l'entente sont également impossibles.

---

L'adresse de la Diète adoptée par les deux chambres le 22 juin avec les modifications mentionnées en note, fut transmise à Vienne, le 25 juin par les présidents de la chambre des magnats et de celle des députés. Le 30 juin le comte d'Apponyi, président de la chambre haute, reçut de l'Empereur le *billet* suivant :

Cher comte d'Apponyi, en vous faisant parvenir un rescrit daté d'aujourd'hui, relatif à l'adresse de la Diète de Hongrie, je vous charge de le transmettre au président de la chambre basse, Koloman de Ghyezy, afin qu'il ait à le publier immédiatement sous sa responsabilité personnelle, et de le faire publier aussi sans délai dans la chambre des magnats.

Vienne, 30 juin 1861.

FRANÇOIS-JOSEPH, *m, p.*

---

#### Rescrit royal.

François-Joseph I<sup>er</sup>, par la grâce de Dieu, Empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, Bohême, Galicie et Lodomerie, puis roi de Lombardie, Vénétie et Illyrie, archiduc d'Autriche, etc., etc.

Nous offrons notre salut et grâce à nos barons de l'Empire, dignitaires ecclésiastiques et laïques, et représentants de notre fidèle royaume de Hongrie et des pays annexés, réunis en Diète en vertu de notre convocation du 2 avril 1861. Bien que nous ayons été étrangement surpris en apprenant les débats qui ont eu lieu dans la chambre des représentants concernant nos droits de souverain, de même que des sorties dirigées contre le droit héréditaire, qui nous appartient incontestablement d'après la loi, nous pensions néanmoins pouvoir les considérer plutôt comme la manifestation de l'excitation momentanée de quelques orateurs passionnés que comme l'expression fidèle des sentiments de notre Diète réunie.

Mais après qu'une expression positive eut été donnée à ces vues erronées, aussi bien dans la forme que dans la rédaction de l'humble adresse qui nous a été destinée, nous considérons comme étant de notre premier devoir, pour sauvegarder l'humble respect qui est dû à notre personne royale et à nos droits royaux héréditaires, respect qu'exigent à bon droit le trône et sa dignité, et qu'on a mis de côté dans cette adresse des États et représentants, en s'écartant des formes légalement usitées, de repousser l'adresse qui, en violation des droits

royaux, n'est pas adressée au roi héréditaire de Hongrie; nous avons néanmoins le vif désir de nous prononcer sans réticence sur les questions de haute importance contenues dans l'adresse des magnats et représentants, et, par conséquent, nous invitons sérieusement les états supérieurs et les représentants à nous soumettre l'adresse en observant la marche suivie par la Diète de couronnement de 1790 sous une forme telle, que son acceptation soit en harmonie avec la dignité de la Couronne, que nous devons sauvegarder contre toute attaque, et avec nos droits souverains héréditaires. Nous conservons toujours, du reste, pour vous notre bienveillance et grâce impériale.

Donné dans notre capitale de l'Empire, Vienne en Autriche, le trentième jour du mois de juin de l'année 1861.

FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

*Contre-signé :* Baron NICOLAS VAY.

ED. ZSEDENYI.

A la suite de ce rescrit, communiqué à la Diète le 2 juillet, la chambre des députés adopta dans sa séance du 5 la *résolution* suivante :

La chambre des représentants exprime son étonnement douloureux de voir refuser son adresse en vertu de son interprétation de la part de Sa Majesté, interprétation qui n'est pas conforme aux intentions de la chambre. Mais comme la chambre des représentants désire éviter le reproche d'avoir empêché Sa Majesté de s'exprimer avec franchise sur le contenu de l'adresse, ainsi qu'elle promet de le faire dans son rescrit, la chambre décide d'envoyer l'adresse dans sa forme primitive<sup>1</sup>.

La chambre Haute se rallia, le 7 juillet à cette proposition à peu près dans les mêmes termes, en insistant, comme la chambre basse, sur le regret de voir ses intentions à l'égard du prince mal interprétées par celui-ci.

Le 8 juillet, les présidents des deux chambres furent reçus par l'Empereur auquel ils remirent l'adresse. Le comte d'Apponyi déclara que le refus précédent de Sa Majesté de recevoir l'adresse avait ému d'autant plus douloureusement la Diète, qu'il était loin des intentions de celle-ci de mettre en doute les droits de souveraineté du prince; et qu'elle s'était empressée de se conformer à la volonté de Sa Majesté, afin de lui prouver son désir d'éloigner tout ce qui pourrait donner lieu à une interprétation erronée de ses sentiments.

M. Coloman Ghiczy, président de la chambre des députés s'exprima ensuite comme suit :

Majesté impériale et royale, très-gracieux Seigneur, nous avons le bonheur de vous remettre l'adresse des magnats et des députés de la Hongrie réunis en Diète. Dans cette adresse, la Diète exprime avec la franchise qu'elle doit à Votre Majesté et à son pays les ardents désirs de la Hongrie dont la réalisation est la condition de l'existence et du

1. C'est-à-dire de reprendre purement et simplement le projet d'adresse de M. Deak, et de retrancher de l'adresse toutes les modifications qui figurent en notes.

bien-être de la Hongrie ainsi que la meilleure garantie de l'affermissement de la puissance et de la dignité de la couronne pour tous les temps à venir. Que Votre Majesté daigne recevoir en grâce cette expression respectueuse des maux de la nation.

L'Empereur, en prenant des mains des envoyés le pli cacheté de la Diète, répondit ce qui suit :

Je vois avec satisfaction que la Diète s'est empressée de se rendre à mon désir manifesté récemment, comme cela était son devoir. J'espère qu'elle accueillera avec le même sentiment la réponse que je lui adresserai pour le bien de la Hongrie et pour la félicité de mes peuples. Cette réponse, je la ferai connaître aux magnats et à la chambre des députés aussitôt que faire se pourra.

---

**Propositions du comité central de la Diète d'Agram, relatives aux rapports du royaume triple et un de Dalmatie, Croatie et Esclavonie avec le royaume de Hongrie, admises en principe par la Diète dans sa séance du 12 juillet, par 120 voix contre 3<sup>1</sup>.**

Le royaume triple et un de Dalmatie, Croatie et d'Esclavonie, avec son territoire actuel qui comprend le comitat de Fiume avec la ville de Fiume, son district et le reste du littoral, les comitats d'Agram, de Warasdin, de Kreuz, de Poschegan, de Virovitie et de Syrmie et les confins militaires actuels, c'est-à-dire huit régiments croates et trois régiments esclavons, notamment les régiments de Liccarn, Otacha, Ogulin, Sluin, ceux du Banat, de Saint-Georges et de Klenz, enfin ceux de Brood, Gradisca et Peterwardein, fait savoir et déclare, par l'organe de sa Diète réunie en ce moment à Agram, que, par suite des événements de l'année 1848, tout lien législatif, administratif ou judiciaire entre le royaume triple et un de Dalmatie, Croatie et Esclavonie, et le royaume de Hongrie, a cessé d'exister de droit, à moins que Sa Majesté, leur roi commun, ne soit couronnée, d'après les lois communes avec la Hongrie jusqu'en 1848, et les diplômes de couronnement établis pour ce royaume, avec la même couronne, et conformément à la libre volonté de la nation du royaume triple et un, comme roi de Dalmatie, Croatie et Esclavonie; il déclare, en outre, que ces royaumes peuvent revendiquer, outre leurs droits constitutionnels et fondamentaux particuliers, tous les droits publics et constitutionnels insérés dans le livre général des lois hongro-croates, tels qu'ils appartiennent à la Hongrie elle-même.

1. Si des modifications importantes étaient admises dans la discussion spéciale des paragraphes, elles seront indiquées dans les prochaines livraisons.

Considérant néanmoins leur passé commun et la communauté de leur existence constitutionnelle antérieure, et s'en référant aux sympathies fraternelles qui leur ont été exprimées, les trois royaumes unis de Dalmatie, Croatie et Esclavonie, déclarent à l'occasion de la proposition royale du 26 février 1861, par laquelle ils ont été invités à exprimer leur avis sur leurs relations avec la Hongrie, et en vertu de la présente résolution de la diète : qu'ils sont disposés à entrer, en vue de l'avantage et des besoins communs, dans une union politique plus étroite avec le royaume de Hongrie, aussitôt que le royaume de Hongrie aura reconnu sans condition, suivant les formes légales, l'indépendance et l'autonomie déclarées plus haut du royaume triple et un, avec son territoire réel et virtuel tel qu'il a été désigné ci-dessus. Le pacte d'union nationale sera établi par des députations des deux diètes, lesquelles seront composées d'un même nombre de membres de ces diètes, et se réuniront sur un terrain neutre. En ce qui concerne l'élection et l'envoi de députés du royaume triple et un au couronnement de Sa Majesté notre souverain, le comité central prend acte avec joie de la communication qui lui a été faite et qui porte que le couronnement comme roi de Hongrie et comme roi de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie, aura lieu par un seul et même acte.

Mais, attendu que les rapports réciproques du royaume triple et un avec le royaume de Hongrie ne sont pas encore réglés, que l'élaboration du diplôme établissant les droits du royaume triple et un et du royaume de Hongrie, par rapport à la Couronne, doit précéder cet acte de couronnement, et que, enfin, la rédaction de cette pièce dépend précisément de la manière dont seront établis ces rapports réciproques, le comité pense qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, de choisir ces représentants et de les envoyer à Bude. Si le couronnement a lieu, avant que les rapports du royaume triple et un avec la Hongrie soient réglés, la diète se réserve dans ce cas le droit de prendre les mesures qu'elle jugera à propos.

En ce qui concerne la réunion du royaume de Dalmatie avec les royaumes de Croatie et d'Esclavonie, vu que les députés de Dalmatie ne se sont pas présentés dans notre diète et que cette assemblée a déjà soumis à Sa Majesté une représentation relative à la réunion de la Dalmatie, il y a eu lieu d'attendre le résultat de cette deuxième représentation et d'ajourner jusque-là les délibérations du sujet.

La seconde proposition royale annonce qu'il sera établi à Agram un dicastère politique sous le nom de Conseil de Gouvernement pour la Dalmatie, la Croatie et Slavonie, chargé de la direction des intérêts politiques et économiques du pays. La Diète prend acte de cette communication et considère l'établissement de ce Conseil comme seulement provisoire.

En ce qui concerne les expressions de cette seconde proposition, portant que ce dicastère politique est établi pour les royaumes héréditaires de Dalmatie, Croatie et Slavonie à l'instar du Conseil de gouvernement pour la Hongrie, et qu'il aura *pour toujours* à diriger les affaires du pays sous la présidence du ban et de ses successeurs conformément aux lois et ordonnances de Sa Majesté, le comité central estime que la Diète du royaume triple et un est en droit de transformer ce Conseil de gouvernement en un Gouvernement constitutionnel responsable en vertu du paragraphe I, art. 18, de 1790-1791. Le comité estime ensuite que bien que le royaume triple et un soit devenu héréditaire par la pragmatique sanction du 9 mars 1712, cependant il ne doit pas être rangé au nombre des provinces connues sous le nom de pays héréditaires et faisant partie de la Confédération Germanique; car le royaume triple et un n'en a jamais fait et ne peut en faire partie, et il ne peut dans ce sens être désigné comme un royaume héréditaire.

L'expression *pour toujours* porte préjudice aux droits du royaume triple et un, parce que celui-ci peut modifier, en suivant les voies constitutionnelles, son organisation politique selon ses besoins et selon l'esprit du temps, et bien que ce changement ne dépende pas uniquement de la volonté du royaume triple et un, mais bien plus de la volonté réciproque du roi; cependant, il ne peut être accordé dans un pays constitutionnel qu'il appartienne au monarque seul d'ordonner quelque chose *pour toujours* sans consulter la volonté de la nation, ce qui d'ailleurs est contraire en principe aux améliorations dans l'administration. C'est de plus une erreur que ce Conseil du gouvernement prendra pour guide les lois et ordonnances royales, puisqu'en vertu du paragraphe I, article 18 de l'année 1790-1791 ce Conseil est un corps responsable, et qu'en vertu de l'article 14 de 1790-1791, il est obligé de s'opposer de toute sa force morale à toute ordonnance illégale et puisqu'il ne se trouve pas trace dans l'histoire de notre pays constitutionnel, que ce Conseil de gouvernement ait jamais fonctionné en vertu de lois et d'ordonnances émanant exclusivement du roi.

En vertu de ce qui précède, la Diète du royaume triple et un rend notre dicastère de cour à Vienne attentif, eu égard à l'article 7 du décret 6 de l'année 1507, qu'à l'avenir il ne soit introduit dans la rédaction des rescrits et ordonnances, aucune expression incompatible avec nos lois et nos habitudes constitutionnelles.

Le comité réclame ensuite contre quelques dénominations inconstitutionnelles ou inusitées appliquées à des fonctionnaires royaux telles que celles de « conseiller aulique » pour *Substitut du ban*, « vice-président de la cour du ban » au lieu de vice-ban; il déclare de plus qu'il ne considère l'établissement de la cour du ban comme juridiction de



seconde instance pour le royaume triple et un que comme provisoire, ainsi qu'il est dit plus haut pour le Conseil du gouvernement.

Le document se termine ainsi : La quatrième proposition royale traite de l'élection de neuf représentants pour le Reichsrath de Vienne et de la présentation des projets de lois sur la manière d'élire à l'avenir et d'envoyer des représentants à cette assemblée. Le comité central est d'avis que les rapports du royaume triple et un avec la Hongrie doivent être décidés d'abord, et pense, en conséquence, que c'est seulement lorsque cette question sera réglée, lorsque les députations des diètes chargées de débattre les conditions de l'union entre le royaume triple et un et la Hongrie auront fait leur rapport, et qu'une résolution aura été prise à ce sujet, que la diète du royaume triple et un et la diète de Hongrie pourront débattre ces propositions royales non constitutionnelles et qu'il pourra être pris à ce sujet une résolution d'accord avec la Hongrie.

---

## ESPAGNE.

**Note de M. Mon, ambassadeur d'Espagne à Paris, à M. Thouvenel, en faveur du pouvoir temporel du pape, 28 mai 1861<sup>1</sup>.**

Paris, le 28 mai.

Monsieur le Ministre,

Depuis que les événements de l'Italie ont donné lieu à des appréhensions pour la personne et pour les droits de Sa Sainteté, le gouvernement de la Reine s'est empressé de faire remarquer au gouvernement de l'Empereur qu'il serait utile et opportun d'établir une entente entre les puissances catholiques, pour venir en aide à des intérêts si respectables.

Le gouvernement de l'Empereur n'a pas cru qu'une autre intervention que la sienne fût nécessaire pour obtenir le résultat que souhaitait le gouvernement de la Reine et que tout le monde catholique avait à cœur.

Lorsque les troupes piémontaises ont occupé une partie des États pontificaux et que le gouvernement de l'Empereur s'est vu obligé de renforcer le corps d'occupation de Rome et de retirer sa légation du Piémont, le gouvernement de la Reine a manifesté de nouveau qu'il jugeait convenable et nécessaire de venir au secours du Saint-Père en réunissant les efforts de toutes les nations catholiques, et en employant les moyens qu'on croirait les meilleurs pour sauvegarder des droits aussi sacrés.

1. Voir t. III, p. III, la note de même date sur le même sujet du prince de Metternich.

Le gouvernement de l'Empereur, pénétré des mêmes sentiments que celui de la Reine, et ayant réprouvé si hautement la conduite du Piémont, a cru cependant qu'il valait mieux attendre l'issue des autres événements politiques survenus dans la Péninsule italienne pour en venir ensuite avec plus de facilité à régler d'un commun accord les difficultés que ces événements ont suscitées dans les États du Saint-Siège.

L'Espagne, toujours désireuse d'agir d'accord avec le gouvernement de l'Empereur, attendait l'occasion qui lui était indiquée, lorsque la déclaration du premier Ministre piémontais dans la Chambre des députés de Turin a convaincu le Gouvernement espagnol de l'urgente nécessité de faire face au péril qui menace de nouveau les droits de Sa Sainteté. D'après cette déclaration, la ville de Rome, capitale du monde catholique, doit être déclarée capitale d'un nouveau royaume et devenir la résidence du Gouvernement et du roi de Piémont. Non-seulement le Pape, par cette déclaration, serait dépouillé de la souveraineté qu'il a toujours exercée dans sa capitale, mais le monde catholique serait également dépossédé de la capitale qui lui appartient depuis tant de siècles comme résidence du chef suprême de son Église. Les catholiques ont contribué de tout temps au maintien et à l'éclat de cette cité, et ils y ont élevé leurs principaux temples. Mais Rome étant occupée par une garnison française, le gouvernement de la Reine a la confiance qu'aucun préjudice ne peut sortir pour le chef de l'Église de la déclaration faite dans la Chambre des députés du royaume de Piémont, et le temps qui s'est écoulé sans que cette déclaration ait apporté aucun changement à la situation de la ville de Rome et des provinces gouvernées par le Pape prouve combien étaient fondées les espérances que la reine d'Espagne avait placées dans le gouvernement de l'Empereur. Cette circonstance ne saurait suffire toutefois pour rassurer entièrement S. M. Catholique sur les nouvelles perturbations qui pourraient compromettre la capitale du monde chrétien, et l'on pourrait craindre de voir ajourner indéfiniment la solution qui doit mettre un terme à la situation difficile où se trouve le Saint-Père, et qui doit lui rendre sa liberté d'action dans ses États et en même temps l'indépendance si nécessaire au libre exercice de sa mission sacrée dans le reste du monde.

En outre, le gouvernement de la Reine reconnaît combien il est raisonnable et utile que les catholiques prêtent leur concours à l'Empereur pour trouver les moyens les plus propres à la réalisation d'un but si noble et si vivement désiré de tous les catholiques.

Tels ont été de tout temps les sentiments de l'Espagne. Déjà en 1848, lorsque des événements semblables avaient paru mettre en péril la vie et les droits du Souverain Pontife, le gouvernement de la

Reine s'est empressé de prendre l'initiative pour la défense d'intérêts si chers et d'unir ses troupes à celles de la France pour venir au secours du Pape et de ses droits. On envoya donc, d'un commun accord, des troupes espagnoles et des troupes françaises en Italie, mais le général français a cru convenable que son armée entrât seule dans Rome et y maintint l'ordre et les droits du Pape, comme l'a fait depuis ce temps avec tant de gloire la nation française. Il n'est donc pas nécessaire de modifier sur ce point la situation actuelle. Mais le gouvernement de la Reine m'ordonne d'annoncer à Votre Excellence que si le gouvernement de l'Empereur croit comme celui de la Reine que le moment est venu d'employer l'action de toutes les puissances catholiques ou de quelques-unes, l'Espagne est prête à contribuer pour sa part à la défense si urgente d'une cause si juste. La capitale du monde catholique n'appartient qu'aux nations catholiques ; c'est la résidence du Souverain Pontife, chef de l'Eglise, et personne n'a le droit de l'en déposséder ou de la partager avec lui. C'est là qu'est ce trône que les nations catholiques ont fondé et qu'elles ont su pendant plusieurs siècles soutenir et défendre. Le gouvernement de l'Empereur, qui a fait tant d'efforts dans le même but ne consentira en aucune façon à l'exécution des vues exprimées par M. de Cavour. Le gouvernement de la Reine espère donc que l'Empereur voudra bien provoquer, s'il le juge, comme nous, nécessaire, une réunion des puissances catholiques, ou de quelques-unes d'entre elles, pour adopter les mesures capables de prévenir les dangers dont est menacé le Saint-Siège, et de conférer sur le moyen de terminer définitivement les conflits qui troublent le Souverain Pontife et empêchent l'exercice de son autorité légitime, au grand préjudice de tous les catholiques qui auraient à souffrir les conséquences d'une perturbation si grave et d'une dépossession si injuste.

Veuillez agréer, etc.

*Signé : A. MON.*

#### **Décret de neutralité dans le conflit des États-Unis.**

17 juin 1861.

Prenant en considération les relations qui existent entre l'Espagne et les États-Unis d'Amérique, et le désir que les sentiments réciproques de bonne harmonie ne puissent s'altérer, en raison des événements graves qui ont surgi au sein de cette République, j'ai résolu d'observer la plus stricte neutralité dans la lutte où se trouvent engagés les États fédérés de l'Union avec les États confédérés du Sud, et afin d'éviter les dommages qui pourraient résulter pour mes sujets du défaut d'instructions claires, d'accord avec mon Conseil des ministres, j'ai décrété ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Défense est faite dans tous les ports de la monarchie d'ar-

mer, de construire et équiper en corsaire un navire quelconque, sous quelque pavillon que ce puisse être.

Art. 2. Défense est faite également aux propriétaires, patrons ou capitaines de navires marchands d'admettre des lettres de marque, et de contribuer d'une manière quelconque à l'armement et à l'équipement de bâtiments de guerre ou de corsaires.

Art. 3. Défense est faite d'autoriser l'entrée et un séjour de plus de vingt-quatre heures dans les ports de la monarchie à tous bâtiments ou corsaires avec des prises, excepté le cas de force majeure; auquel cas les autorités surveilleront les navires et les obligeront à reprendre la mer dans le plus bref délai possible, sans leur permettre de s'approvisionner que du nécessaire, mais jamais, sous aucun prétexte, d'armes ou de munitions de guerre.

Art. 4. Aucun objet provenant de prises ne pourra être vendu dans les ports de la monarchie.

Art. 5. Le transport sous pavillon espagnol de tous articles de commerce, pourvu toutefois qu'il ne soit pas destiné aux ports en état de blocus, est et demeure garanti. Le transport d'effets de guerre, de lettres et de correspondances pour les parties belligérantes, est défendu. Les contrevenants à ces dispositions seront responsables de leurs actes, et n'auront aucun droit à la protection de mon Gouvernement.

Art. 6. Défense est faite à tous Espagnols de s'enrôler dans les armées belligérantes, et de prendre du service dans les bâtiments de guerre ou les corsaires.

Art. 7. Mes sujets s'abstiendront de tout acte qui, venant à violer les lois du royaume, pourrait être envisagé comme contraire à la neutralité.

Art. 8. Les contrevenants aux dispositions précédentes n'auront aucun droit à la protection de mon Gouvernement; ils resteront exposés aux mesures prises par les parties belligérantes, et seront punis conformément à la législation de l'Espagne.

Le 17 juin 1861, signé des mains de la Reine.

*Le Ministre des affaires étrangères,*

SATURNINO CALDERO COLLANTES.

---

Dépêche du ministre des affaires étrangères à M. Mon, ambassadeur à Paris, en réponse à la note du 6 juin de M. Thouvenel<sup>1</sup>, 25 juin 1861.

Excellence,

J'ai mis sous les yeux de Sa Majesté les dépêches de Votre Excel-

1. Voir *Archives*, t. III, p. 131.

lence, n<sup>o</sup> 210, 225 et 226, datées des 8 et 18 de ce mois, et également la Note importante de M. le ministre des affaires étrangères de France, que vous m'avez adressée avec la première de ces communications.

La Reine a appris avec la plus grande satisfaction que le Gouvernement impérial partage les sentiments qui l'animent à l'égard du Saint-Père, et qu'il désire l'amélioration de la situation, en protégeant Sa Sainteté contre les éventualités nouvelles qui pourraient compromettre l'existence de son trône.

On ne peut se refuser à reconnaître que les efforts de l'Empereur ont retenu l'élan de la révolution italienne et que la présence des troupes françaises constitue une garantie de paix et de sécurité pour le Saint-Siège. Quoique le gouvernement de la Reine ait toujours eu la confiance la plus complète dans la résolution de l'Empereur de ne pas ôter au Saint-Père un appui aussi efficace que celui de la France, il n'en est pas moins heureux d'accepter les assurances consignées dans la Note de M. Thouvenel, d'après lesquelles le Gouvernement impérial n'adhérera, quant à lui, à aucun acte en désaccord avec les motifs du séjour à Rome des troupes françaises.

La France est une puissance catholique; ses souverains se sont toujours glorifiés d'être nommés très-chrétiens; et on ne saurait admettre que, sans rompre avec le passé et sans compromettre l'avenir, elle puisse laisser le Pape livré aux hasards d'invasions nouvelles et d'agitations funestes.

Le maintien de l'autorité du Saint-Père intéresse le monde entier. Sa chute aurait des conséquences terribles et irréparables. Elle altérerait profondément l'organisation qui, depuis tant de siècles, a régi l'Église catholique, et les salutaires principes de toute société en seraient ébranlés au point de ne pouvoir se relever que difficilement.

C'est pourquoi l'Espagne ne peut envisager la question romaine au même point de vue que les autres questions qui agitent le reste de l'Italie.

Les doctrines d'une incontestable vérité peuvent s'appliquer indistinctement aux unes et aux autres; mais le caractère religieux de la question romaine dépassera toujours le caractère politique des autres situations.

Les principes de droit, les raisons de justice que l'on peut alléguer pour démontrer que le règlement des questions purement politiques est de la compétence des puissances qui, en 1815, ont fixé la situation de l'Europe, peuvent de même servir à démontrer que les affaires de Rome ne sauraient être abandonnées à la merci de la violence et de la sédition.

Néanmoins des considérations toutes spéciales, qui puisent leur ori-



gine dans l'histoire, doivent être invoquées dans l'examen de la question de Rome. Ces considérations résultent de la nature même de ce pouvoir mixte, à la fois spirituel et temporel, dont la conservation importe au catholicisme.

Le pouvoir temporel est garanti par les traités; mais ceux-ci ne lui ont pas donné une extension nouvelle et jusqu'alors inconnue. Il a uniquement recouvré la situation qui lui appartenait avec les grandes guerres et les profondes altérations subies par l'Europe depuis la fin du siècle dernier jusqu'au commencement du siècle actuel.

La puissance temporelle du Pape existait avant la signature de l'acte final du Congrès de Vienne et avant les graves événements qui l'avaient ébranlée et affaiblie.

Les puissances signataires du traité de Vienne s'étaient bornées à faire entrer ce pouvoir dans des conditions où il se trouvait à des époques antérieures et lointaines.

Ce pouvoir, ouvrage du catholicisme dans sa formation, a dû son maintien et son agrandissement à la piété et à la munificence des souverains et des nations catholiques.

Rome, privée de la splendeur impériale, a recouvré sa grandeur et son éclat dans le titre de capitale du monde catholique. Les peuples qui dépendaient d'elle ont partagé les avantages que cette situation lui a toujours apportés. Aussi comprend-on aisément que les peuples catholiques considèrent Rome comme une propriété commune, dont la conservation doit être l'objet de leur entière sollicitude, et qu'en dehors des principes immuables du droit qui la défendent, ces mêmes peuples se laissent diriger par des considérations toutes particulières.

Le Gouvernement de la Reine, en prenant l'initiative des dernières négociations entamées avec le Gouvernement impérial, n'a pas seulement cherché une satisfaction pour ses propres sentiments : il a voulu encore remplir le devoir que lui impose la mission de veiller sur les intérêts d'un peuple éminemment catholique, et contribuer, sinon à réparer des maux incalculables, au moins à comprimer leur développement. Nous désirions appeler les puissances catholiques à l'examen de la situation faite au Saint-Siège et à la recherche des moyens les plus efficaces de l'améliorer. Nous n'avons pas proposé ces moyens, et nous n'avons pas pensé qu'ils dussent être l'objet d'un accord exclusif des puissances catholiques. Dans notre pensée, l'examen des différentes idées de chaque gouvernement aurait éclairé les parties délibérantes et aurait facilité, sans nul doute, une solution raisonnable.

Le Gouvernement de la Reine ne pouvait méconnaître ni se dissimuler la gravité de la question et les difficultés à combattre pour parvenir à un accord capable de la résoudre; mais il espère trouver dans

la communauté de sentiments respectueux et sympathiques envers le Saint-Père, dans la disposition à faire des sacrifices pour le délivrer des périls qui le menacent, les éléments d'une solution satisfaisante.

Nous n'avions pas à indiquer l'étendue de ces sacrifices avant de pouvoir nous convaincre qu'ils seraient acceptés, et surtout s'ils seraient suffisants pour atteindre le but vers lequel nous tendions. Nous étions néanmoins disposés à rechercher les moyens d'y parvenir. Mais puisque nous ne pouvons entrer actuellement dans cette voie, et puisque le danger naguère menaçant semble écarté, sinon conjuré, le Gouvernement de la Reine ne croit pas devoir insister sur ce projet.

Nous avons déjà fait connaître à quel point de vue nous envisagions les questions pendantes. Elles sont unies par une étroite connexité, malgré le caractère spécial d'une d'entre elles. L'abandon des principes pour l'une ôterait le droit d'invoquer ces principes à l'égard des autres.

L'Espagne ne persiste pas à conserver l'attitude qu'elle a prise dans un intérêt matériel ou dans un but personnel. Ce qu'elle envisage dans la question italienne, c'est un principe plus élevé et d'après lequel le respect du droit des peuples n'entraîne ni l'oubli ni le mépris des droits des souverains. Nous maintenons ce principe du droit civil aussi bien que du droit international, qui veut qu'on ne puisse annuler ou modifier un traité que de l'assentiment de toutes les parties contractantes.

C'est ce mobile qui inspire au Gouvernement de la Reine la ligne de conduite qu'il suit toujours. Il sait que les idées ont été modifiées par l'influence du temps, que de nouveaux besoins ont surgi et que des relations nouvelles se sont établies entre les souverains et les peuples; mais sa conviction est que pour satisfaire aux nécessités de l'époque, il ne faut pas substituer à l'empire de la raison et du droit l'emploi de la force ni la séduction de l'erreur.

En faisant le sacrifice, dans la question italienne, de ses principes et de ses intérêts, l'Espagne n'apporterait aucune aide au Saint-Père; elle n'amènerait pas la révolution à respecter davantage les droits du Saint-Siège, ni l'ambition à renoncer à ses projets. L'ordre et la paix ne renaîtraient pas en Italie. L'Europe demeurerait toujours livrée aux préoccupations profondes et sérieuses qu'éveille dans tous les esprits le seul bruit des projets ultérieurs tendant à faire de Rome la capitale d'un nouveau royaume d'Italie.

L'Espagne ne se laissera pas entraîner dans une autre voie, tant qu'elle n'aura pas acquis au moins la conviction qu'en modifiant son attitude elle pourrait obtenir la solution de la question qui affecte le plus vivement ses sentiments et qui peut exercer l'influence la plus directe sur son bien-être et sur son repos.

En présence de cette situation, vous serez convaincu, monsieur

l'ambassadeur, de la nécessité évidente d'appeler les puissances catholiques, comme l'Espagne en avait eu l'idée, à se concerter sur les moyens d'améliorer la situation du Saint-Père.

L'ajournement de ce plan ne présente peut-être pas aujourd'hui un grand danger; mais il faudrait l'adopter si l'on ne veut pas abandonner la solution des graves questions suscitées par la révolution d'Italie à la force matérielle mise au service des passions.

Cependant le Gouvernement de Sa Majesté Catholique connaît trop les sentiments qui animent celui de Sa Majesté Impériale pour ne pas avoir l'assurance la plus complète qu'il ne saurait adhérer à aucune combinaison incompatible avec le respect qu'il professe pour l'indépendance et la dignité du Saint-Siège, et qui serait en désaccord avec l'objet de la présence de ses troupes à Rome.

Le Gouvernement de l'Empereur, j'en suis convaincu, s'opposera à toute agression qui tendrait à dépouiller le Saint-Siège de la possession de Rome et des États qui lui restent.

Le Gouvernement de la Reine se déclare hautement satisfait de cette garantie; mais si celui de l'Empereur voulait aborder l'examen définitif de la question romaine, il nous trouvera toujours disposés à prendre part aux délibérations. Nous y apporterons, avec les sentiments d'attachement et de vénération que nous professons à l'égard du Saint-Siège, le désir de résoudre sur le terrain d'une raison conciliante les questions qui nous occupent.

Votre Excellence donnera communication de cette dépêche à M. Thouvenel, et lui en laissera une copie s'il en témoigne le désir.

Madrid, le 25 juin 1861.

*Signé : COLLANTES.*

## ÉTATS ROMAINS.

**Protestation adressée au corps diplomatique par le cardinal Antonelli, contre l'emprunt italien, 9 juillet 1861.**

Rome, 9 juillet 1861.

La loyauté avec laquelle le gouvernement du Saint-Siège s'attache à remplir ses engagements, malgré les circonstances critiques où il se trouve par suite de la spoliation sacrilège de la majeure partie de ses domaines, ne lui permet pas de garder le silence en présence de l'emprunt de 500 millions de francs que le Gouvernement piémontais a résolu de contracter.

Pour peu que l'on considère avec la plus légère attention cette résolution, on verra clairement qu'une si énorme somme n'est pas

seulement destinée à pourvoir aux besoins du Piémont proprement dit, mais qu'en surchargeant aussi les provinces enlevées au Souverain Pontife, leur légitime souverain, elle tend à accroître d'une nouvelle dette publique le fardeau des usurpations, et à laisser de plus, pour une longue série d'années, des traces lamentables, au grand détriment des populations de l'État pontifical.

En conséquence, le Saint-Père, dans la conscience des devoirs qui lui incombent à l'égard du patrimoine sacré de l'Église et de ses propres sujets, ne peut faire rien moins que de protester contre cet emprunt, déclarant qu'il n'entend point en reconnaître les effets, pour ce qui concerne l'intérêt de l'État pontifical.

Le soussigné cardinal secrétaire d'État, en notifiant à Votre Excellence cette protestation et cette déclaration de Sa Sainteté, la prie de vouloir bien en donner communication à son Gouvernement, pour servir de règle au besoin.

Je saisis cette occasion, etc.

*Signé : G. CARD. ANTONELLI.*

---

## FRANCE.

**Note de M. Thouvenel à M. Kern, ministre suisse  
à Paris.**

Paris, le 25 mai 1861.

Monsieur,

Je m'empresse de vous annoncer que, par décret du 11 de ce mois, les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, qui sont soumises, en Suisse, à l'autorisation du gouvernement, et qui l'ont obtenue, sont admises à exercer leurs droits et à ester en justice en France, en se conformant aux lois de l'Empire.

J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli le texte du décret impérial qui en régularisant la situation des sociétés anonymes suisses en France, satisfait au désir que vous m'avez manifesté au nom de votre gouvernement, dans diverses communications relatives à cet objet.

Vous remarquerez que le gouvernement de Sa Majesté, eu égard aux difficultés qui se rencontraient dans les institutions particulières à la Suisse pour obtenir d'une manière générale et formelle la garantie de la réciprocité à nos propres sociétés dans la Confédération, s'est relâché de la règle habituelle, en vertu de laquelle nous exigeons que ce traitement nous soit assuré par une loi spéciale. Mais, en me reportant à vos précédentes communications, je ne saurais mettre en doute



que nos sociétés ne trouvent en Suisse les mêmes facilités que celles qui viennent d'être reconnues aux sociétés suisses en France. Cette égalité de traitement est, d'ailleurs, la condition naturelle du maintien des dispositions du décret dont je me suis plu à prendre l'initiative.

Agrez les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur, etc.

*Signé :* THOUVENEL.

Voici le texte du décret :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Vu la loi du 30 mai 1857, relative aux sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières légalement autorisées en Belgique et portant qu'un décret impérial, rendu en Conseil d'État, peut en appliquer le bénéfice à tous autres pays. Notre Conseil d'État entendu. Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières qui sont soumises, dans la Confédération suisse, à l'autorisation du Gouvernement et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France, en se conformant aux lois de l'Empire.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Bulletin des Lois* et inséré au *Moniteur*.

Fait au Palais des Tuileries, le 11 mai 1861.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,  
du commerce et des travaux publics,*

E. ROUHER.

## ITALIE.

**Discours de M. Ricasoli, prononcé le 1<sup>er</sup> juillet, avant la clôture des débats sur l'emprunt, à la seconde chambre du Parlement d'Italie.**

*M. le Président du Conseil.* Messieurs, le gouvernement du Roi est toujours heureux toutes les fois que l'occasion se présente à lui de venir renouveler, dans cette enceinte, les déclarations explicites de sa politique, soit intérieure, soit extérieure; parce qu'il croit que ses rapports d'intelligence et d'accord avec le Parlement n'en deviennent ainsi que plus faciles; que le Parlement et le Gouvernement y puisent un accroissement de force, et le moyen en même temps d'asseoir sur une base d'autant plus solide les destinées de la nation.

Je commencerai par exposer les vues du Gouvernement relativement à l'organisation administrative du royaume.

L'organisation administrative du royaume devra être fondée, cela



s'entend bien, sur la représentation élective de tous les intérêts légitimes, parce que c'est ainsi que tous les citoyens sont rendus aptes à administrer leurs propres affaires, ce qui est le fondement, le principe capital de toute liberté.

La commune, naturel et premier noyau des intérêts de toute société humaine, devra être constituée avec les franchises qui lui sont propres.

Après elle vient le département ou la province, qui devra aussi avoir une administration propre, et formera ainsi un autre centre où convergeront tous les intérêts provinciaux.

Les intérêts communaux et provinciaux peuvent être sommairement ramenés à trois catégories : l'économie, l'instruction publique, la bienfaisance publique.

Avec cette succession de représentations locales le pays s'organisera en lui-même, se reliera au Gouvernement qui, au moyen du Parlement, imprimera l'unité politique et administrative au corps entier de la nation.

Si une administration publique a pour but de concilier l'intérêt d'un petit nombre avec celui d'un plus grand nombre, et celui-ci avec l'intérêt de tous, il semble que par une telle voie le but politique qu'on recherche se trouvera atteint. Le Gouvernement cessera d'être une machine administrative, il deviendra un centre de direction et de sage tutelle, éclairé par les remontrances des intérêts, contenu par le contrôle du Parlement.

En donnant ainsi à tous les intérêts locaux leur légitime représentation, on obtiendra que les citoyens s'affectionneront d'autant plus au lieu où ils sont nés et où ils ont leurs propriétés et un nom honoré; la vie privée de la province deviendra l'exercice des vertus civiles et la préparation à la vie publique des Parlements; ainsi l'éducation politique sera digne des temps, et résultera des institutions elles-mêmes qui garantissent la liberté.

Voilà, Messieurs, la voie que le Gouvernement entend suivre pour obtenir la plus grande décentralisation administrative possible, au moyen des libertés communales et provinciales, sans offenser l'efficacité de l'action gouvernementale qui devra maintenir son unité dans le pouvoir central.

En pourvoyant à l'organisation gouvernementale, le ministère ne négligera certainement pas l'œuvre difficile de la législation, et, d'accord avec le Parlement, il travaillera progressivement à l'unification, à l'amélioration, à l'achèvement de cette législation, de telle sorte que les plus nouveaux et croissants besoins de la nation trouvent leur pleine satisfaction dans les nouvelles lois organiques, et que les grands principes de la liberté politique, civile et économique soient entièrement réalisés.

Ainsi l'État bien organisé et bien administré, doté de lois sages et d'institutions prévoyantes, enrichi de toute espèce de voies de communication, de ports nouveaux et vastes, toutes choses auxquelles le Gouvernement entend consacrer ses études et ses soins, l'État, dis-je, vivra d'une vie nouvelle, forte et prospère. Les populations, raffermies par la liberté, rendues plus confiantes par le sentiment de leur sécurité, s'adonneront au travail et à l'industrie, reprendront sur terre et sur mer leurs anciens rapports commerciaux, et le développement actif de tous les éléments de cette puissance économique, si généreusement favorisée par la nature, rendra la nation riche et florissante.

Les forces et les ressources de notre pays sont si grandes et si variées qu'en regardant l'avenir, l'âme s'ouvre aux plus larges espérances, et l'on sent grandir la confiance que, même au point de vue industriel, l'Italie ne restera inférieure à aucune autre nation. Les richesses, en s'accroissant, donneront un ample dédommagement aux sacrifices qui, aujourd'hui, sont demandés aux citoyens pour la défense et la liberté de la patrie.

Et c'est précisément à cette défense que le gouvernement entend consacrer continuellement ses soins; c'est dans ce but qu'il veut poursuivre avec activité l'armement national. Si les armes sont toujours la force et le besoin des nations, dans le moment suprême où nous sommes, elles sont pour l'Italie une condition de vie ou de mort.

Nous nous armons pour la défense non-seulement du territoire national tel qu'il est actuellement constitué, mais aussi pour le compléter, pour lui rendre ses naturelles et légitimes limites.

Sur ce point, Messieurs, la politique du Gouvernement n'est autre chose que le droit de la nation.

Le Gouvernement ne connaît pas d'autre limite; il ne s'arrêtera pas à d'autres confins qu'à ceux que le droit lui-même a marqués.

A ce double but, de la défense et de la récupération du territoire national, tendent tous les préparatifs militaires de terre et de mer. La preuve en ressort des lois diverses qui ont déjà été en partie votées, et qui sont en partie encore soumises à votre étude.

Il vous appartient maintenant, Messieurs, de fournir au Gouvernement avec confiance les moyens de persévérer dans cette voie.

Une nation généreuse et forte ne manque jamais d'amis.

La vérité de cette pensée est prouvée tous les jours par nos relations extérieures. Si j'excepte l'Autriche, le Gouvernement est heureux d'annoncer au Parlement que ses rapports d'amitié avec les principales puissances de l'Europe sont des plus satisfaisants. La cause italienne a les sympathies générales et peut compter d'avoir encore des alliés.

La reconnaissance de la part de l'Angleterre, de la Suède, du Dane-

mark, de la Suisse, du Portugal<sup>1</sup>, est déjà la preuve solennelle de la confiance que nous inspirons, et c'est pour nous un fait politique d'une grande importance.

Ces nobles exemples, nous avons lieu de le croire, ne tarderont pas à être imités.

L'Europe civilisée, grâce au grand principe de non-intervention, sera sous peu unanime dans sa solennelle affirmation de notre nationalité et dans la reconnaissance de notre incontestable droit à compléter notre indépendance. J'ai entendu parler de cession : permettez, Messieurs, que je repousse avec un profond dédain le mot et la pensée.

Le gouvernement du Roi ne connaît pas un pouce de la terre italienne qu'il puisse céder ; il ne le veut pas, il ne le fera pas ; non, absolument non.

Le Gouvernement du Roi voit un territoire national à défendre, à récupérer, il voit Rome ! il voit Venise ! Et vers la cité éternelle, et vers la reine de l'Adriatique, il fait converger les douleurs, les vœux, les espérances et les projets de la nation.

Le gouvernement comprend la grave tâche qui lui incombe ; il est résolu à l'accomplir, et, avec la grâce de Dieu, il l'accomplira. L'éventualité qui se prépare, et surgira à son temps, ouvrira la route vers Venise<sup>2</sup>.

En attendant, pensons à Rome.

Oui, nous voulons aller à Rome. Rome séparée politiquement du reste de l'Italie, restera un centre d'intrigues et de conspirations, une menace permanente à l'ordre public. Donc, aller à Rome est pour les Italiens non-seulement un droit, mais une inexorable nécessité. Mais comment devons-nous y aller ? Le gouvernement du Roi, sur ce point plus que sur tout autre, sera franc et précis. Nous ne voulons pas aller à Rome à l'aide de moyens insurrectionnels, intempestifs, téméraires, insensés, qui puissent mettre en péril les faits acquis et compromettre l'œuvre nationale.

Nous voulons aller à Rome de concert avec la France. Vous l'avez déclaré vous-mêmes dans la mémorable séance du 27 mars. Le Gouvernement ne peut pas se séparer de la décision du Parlement.

Nous voulons aller à Rome, non pour détruire, mais pour édifier, pour offrir un moyen à l'Église, pour lui ouvrir une voie qui lui permette de se réformer elle-même ; pour lui donner cette liberté et cette indépendance qui puissent l'aider et la stimuler à se régénérer dans la pureté du sentiment religieux, dans la simplicité des mœurs, dans

1. Il faut ajouter à la liste des États qui ont reconnu le royaume d'Italie : la Turquie, Venezuela, Haïti, Maroc, Tunis, la Grèce, Liberia.

2. L'opportunità che si preparà e surge nel tempo a rirà la via à Venezia.

la sévérité de la discipline, dans toutes ces vertus qui, au grand honneur et à la gloire immortelle du pontificat, ont rendu si illustres et si vénérés ses premiers siècles ; à se régénérer enfin dans le franc et loyal abandon de ce pouvoir entièrement contraire au grand but, tout spirituel de son institution.

Messieurs, le Gouvernement ne croit pas la route facile, mais il puise courage et confiance dans la grandeur même de l'œuvre et dans la force de la conscience publique.

La révolution italienne est une grande révolution, par cela précisé-ment qu'elle ouvre une ère nouvelle. L'Italie a eu cette grande fortune de jeter les bases, non-seulement de son propre avenir, mais de l'avenir de l'humanité entière.

La sainteté donc et la justice de notre cause; le bon sens, la prudence dans l'attente; la hardiesse dans l'action en temps opportun; la fermeté, la persévérance dans les desseins nous ont conduits sur cette voie, nous ont aidés à arriver à ce point; j'ai la confiance qu'ils nous aideront aussi à toucher le but.

## LIBERIA.

**Réponse du président de la république de Liberia à la note dans laquelle le gouvernement du roi Victor-Emmanuel lui annonce officiellement que Sa Majesté a assumé le titre de roi d'Italie, adressée à M. de Cavour.**

Monrovia (Liberia), 5 juin 1861.

J'ai eu l'honneur de recevoir votre note datée de Turin, 23 mars, par laquelle il m'est signifié que S. M. le roi Victor-Emmanuel II, votre auguste souverain, a assumé, le 17 mars, pour soi et pour ses successeurs, au milieu des applaudissements généraux du peuple italien, et en suite du vote unanime du Parlement, le titre de roi d'Italie.

C'est avec beaucoup de satisfaction que j'apprends que l'Italie, naguère agitée par tant de discordes intérieures, et divisée en tant de partis, se trouve enfin sous le gouvernement d'un souverain qui, en réunissant les divers États de la Péninsule, et en formant une grande nation, se trouvera en mesure de protéger la cause de l'humanité et de contribuer chaque jour davantage à la prospérité du genre humain, en introduisant dans l'assemblée des États un nouvel élément d'ordre, d'équilibre, de progrès et de paix.

Reconstruire en Italie, sur les ruines des anciennes dynasties, un édifice qui, dans notre siècle de civilisation, sera d'autant plus splendide; rappeler à la vie les restes d'une nation célèbre depuis son ori-

gine, et lui ouvrir de nouveau la route de la gloire et de la grandeur ; tel est, à ce que je crois, le but sublime que votre auguste souverain se propose en montant sur le trône d'Italie.

Celui qui connaît l'histoire de l'Italie, qui sait quel était son état lorsque S. M. le roi Victor-Emmanuel exauça ses vœux pour une existence nationale, ne peut que se réjouir en considérant ce qu'elle deviendra sous le gouvernement honorable de celui qui assume maintenant le titre de roi d'Italie. Déjà, à l'heure qu'il est, le peuple de Liberia et son gouvernement sont heureux de voir la condition dans laquelle le peuple italien se trouve, grâce à l'héroïsme et à la générosité de votre souverain, générosité avec laquelle il a pris sous sa protection royale toute l'Italie, héroïsme qui tournera à sa gloire éternelle et à celle de ses successeurs.

Veuillez-vous rendre, auprès de S. M., l'interprète des sentiments que le peuple de Liberia et moi, nous éprouvons en cette occasion, et présentez-lui, en outre, mes félicitations cordiales pour l'extension de son royaume et pour la grandeur de l'Italie.

Notre consul général à Londres n'a fait que me devancer dans l'expression de ces sentiments, et ses paroles et les miennes peuvent à peine donner une idée parfaite de notre manière de penser à cet égard.

J'ai l'honneur de me dire avec une haute considération

Votre très-obéissant serviteur,

*Stefano A. BENSON.*

## PORTUGAL.

**Note du ministre des affaires étrangères de don Pedro, en réponse à la notification du chargé d'affaires du roi Victor-Emmanuel à Lisbonne, que Sa Majesté a pris le titre de roi d'Italie, 21 juin 1861.**

Monsieur le comte,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note que vous avez bien voulu m'adresser, en date du 11 avril dernier, pour m'annoncer que le parlement national a voté et que le roi a sanctionné, la loi en vertu de laquelle S. M. Victor Emmanuel II assume pour lui et pour ses successeurs le titre de roi d'Italie.

Vous me faites savoir, en outre, que vous avez reçu de votre gouvernement ordre de communiquer cet acte au gouvernement de S. M. Très-Fidèle. Ayant porté à la connaissance du roi cette communication, j'ai reçu l'ordre de mon auguste maître de vous déclarer que



vous serez reçu désormais comme chargé d'affaires de S. M. le roi d'Italie.

Les instructions nécessaires à cet égard seront envoyées à M. le chargé d'affaires de S. M. Très-Fidèle près la cour de Turin.

Je saisis cette occasion, etc.

Signé, ANTONIO JOSÉ D'AVILA.

*A M. le comte della Minerva,  
chargé d'affaires de S. M. le roi d'Italie.*

---

**Dépêche circulaire de M. d'Avila, ministre des affaires étrangères,  
aux agents diplomatiques de Sa Majesté Très-Fidèle accrédités  
près les cours étrangères.**

Lisbonne, 29 juin 1861.

Le ministre de S. M. don Pedro avertit M.... que le gouvernement du roi a « reconnu le titre de roi d'Italie, » déféré à S. M. Victor-Emmanuel et à ses descendants par les parlements.

M. d'Avila charge, en conséquence, M.... de porter à la connaissance du gouvernement de Sa Majesté cet acte de reconnaissance, mais en lui donnant l'explication suivante :

Si Sa Majesté Très-Fidèle reconnaît au roi Victor-Emmanuel le titre de roi d'Italie, elle n'entend pas priver le Portugal du droit de faire, le cas échéant, partie d'un congrès ou d'une conférence qui aura à régler l'organisation du nouveau royaume.

M. d'Avila charge le représentant du roi de donner lecture et de laisser copie de la présente dépêche au ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur (le roi).

---

## PRUSSE.

**Note adressée par M. de Schleinitz au ministre du roi à Washington,  
sur la neutralité de la Prusse dans le conflit américain.**

Berlin, 13 juin 1861.

Le fait incontestable de l'état de guerre intérieure dans lequel se trouve actuellement l'Union est pour le gouvernement royal l'objet de profonds regrets. Les rapports d'amitié intime qui rattachent la Prusse au gouvernement des États-Unis subsistent depuis la fondation de l'Union. Ils n'ont jamais été atteints d'une manière quelconque dans le cours d'un siècle par les vicissitudes des événements. Par une série de traités qui avaient particulièrement en vue l'avantage des intérêts commerciaux réciproques, ces rapports intimes en-

tre les deux États se sont heureusement consolidés. A aucune époque une collision d'intérêts contraires n'a eu lieu entre les deux puissances. L'essor qu'a pris la prospérité intérieure de l'Union, l'extension croissante des États reliés par les liens de la concorde, la puissance qu'a acquise à l'extérieur l'Amérique du Nord, loin d'être vus avec jalousie par la Prusse, n'ont pu être salués qu'avec une sincère sympathie.

Nous regrettons d'autant plus vivement de voir mettre en question, maintenant, la continuation d'une situation aussi heureuse, par suite de la perturbation que vient de subir la concorde intérieure, dont l'existence a fait jusqu'ici la base la plus sûre de l'Union.

Il n'appartient pas au gouvernement royal ni de discuter les causes de cette rupture, ni de porter un jugement sur les questions en litige qui touchent exclusivement la situation intérieure de l'Union. Tous nos efforts tendront à conserver, même dans les circonstances présentes, notre position vis-à-vis des États-Unis. Toutefois, la tournure grave que le conflit vient de prendre et les mesures que le gouvernement de l'Union a prises lui-même, par rapport au blocus et au traitement de la navigation des neutres, portent une atteinte sensible et sérieuse à nos intérêts, et le gouvernement royal croit de son devoir de donner, à ces intérêts la protection qui est fondée sur le droit public et sur les traités.

Vous êtes complètement instruit des négociations qui se sont poursuivies depuis plusieurs années entre la Prusse et les États-Unis relativement aux principes qui devraient être appliqués en temps de guerre maritime par rapport aux droits de la navigation des neutres. Au cabinet américain restera toujours l'honneur d'avoir, le premier, dans le projet de traité qu'il nous a présenté en 1854, pris l'initiative pour faire triompher des principes libéraux et assurer plus largement les droits dont il s'agit. C'est avec empressement que nous avons accueilli, à cette époque, les propositions de l'Amérique du Nord, et si les négociations, conduites par vous, n'ont pas eu le succès désiré, parce qu'on hésitait de déférer à nos vœux pour l'abolition des lettres de marque, cependant le besoin généralement senti de voir appliquer réciproquement, d'après une base large et inébranlable, les droits des neutres en temps de guerre maritime, a été pris en considération sérieuse par les grandes puissances maritimes de l'Europe.

La déclaration signée à Paris le 16 avril 1856 en est la preuve. Tous les États de l'Europe, l'Espagne seule exceptée, y ont adhéré. Si les États-Unis, relativement au premier principe concernant l'abolition des lettres de marque, ont, à notre regret, refusé d'adhérer à leur tour à la déclaration de Paris, nous ne méconnaissons pas l'in-

tention bienveillante et libérale qui a dirigé les vues du cabinet de Washington. Cette intention s'est manifestée dans la contre-proposition du président Pierce d'après laquelle le principe de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer devait être inscrit dans le code du droit international. Malheureusement, le Président n'a pas réussi à faire adopter cette proposition ; vous connaissez suffisamment la justice que nous lui avons rendue.

En présence des doutes sur de traitement auquel la navigation neutre pourra être soumise dans le cours de la guerre actuelle, je vous invite à faire de cette question importante l'objet d'une explication amicale et franche avec le secrétaire d'État américain.

Ce que nous pourrions désirer le plus, c'est que le gouvernement américain saisisse cette occasion pour proclamer son accession à la déclaration de Paris. Si cela n'était pas possible, nous nous contenterions, pour le moment, que pour la durée de la guerre intérieure on voulût appliquer en général à la navigation neutre les principes II et III de la déclaration de Paris. La disposition du principe II portant que le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre, est déjà assurée à la navigation prussienne par l'article 12 du traité du 10 septembre 1785, reproduit dans notre traité avec les États-Unis du 1<sup>er</sup> mai 1828. Toutefois, nous attachons une importance particulière à ce qu'on applique généralement, en ce moment, ce principe à la navigation neutre. Nous en doutons d'autant moins que conformément à une dépêche adressée sous la date du 27 juin 1859, par le secrétaire d'État, M. Cass, au ministre des États-Unis à Paris, et qui nous a été communiquée, le président, sans toutefois adhérer à la déclaration de Paris, a expressément demandé que le principe d'après lequel le pavillon neutre couvre la marchandise neutre, sauf la contrebande de guerre, fût appliqué partout et par tous à la navigation des États-Unis.

En ce qui concerne le principe III, sur l'inviolabilité de la propriété privée sur mer, il est d'une nécessité urgente pour les puissances neutres qu'il soit reconnu par l'Amérique. Si des doutes subsistent encore que le principe reçoive son application, les entreprises commerciales des États neutres sont exposées à des perturbations inévitables, et on aura même à redouter des collisions d'une nature très-grave, et nous devons désirer qu'elles soient prévenues à temps.

J'éprouverai une véritable satisfaction à recevoir bientôt de vous la nouvelle que les ouvertures et les propositions dont je viens de vous charger ont trouvé un accueil prévenant.

*Signé, SCHLEINITZ.*

Nous joignons à la note ci-dessus l'ordonnance suivante envoyée par le mi-

nistre du commerce von der Heydt aux classes commerçantes dans les ports de la Baltique :

« Quoique j'aie lieu de compter que les classes commerçantes, pendant la durée du conflit qui a éclaté dans les États-Unis de l'Amérique du Nord, s'abstiendront de toutes entreprises qui, d'après les principes généraux du droit international, et particulièrement d'après l'ordonnance du 12 juin 1856, relative à la déclaration du 16 avril de la même année sur les principes du droit maritime, devraient être considérées comme interdites, je ne saurais n'empêcher d'appeler l'attention des classes commerçantes sur la circonstance que le gouvernement royal ne serait pas en état d'accorder sa protection aux vaisseaux et sujets qui prendraient part au conflit en acceptant des lettres de marque, en participant à des captures, en favorisant l'arrivée à destination de contrebandes de guerre ou de dépêches, et que vaisseaux et sujets auraient à supporter toutes les conséquences d'actes de ce genre. L'équipement d'armateurs dans les ports prussiens est, comme on sait, défendu par les lois du pays. »

---

#### **Proclamation du Roi au sujet du couronnement.**

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc.,

Faisons savoir par ces présentes :

D'après l'arrêt de la Providence, nous sommes monté sur le trône royal de Prusse et avons solennellement fait connaître notre volonté de gérer conformément à la constitution et aux lois du royaume le gouvernement qui nous a été confié par la grâce divine. Nos prédécesseurs nous ont transmis la tradition vénérable de la cérémonie de foi et hommage que le pays a toujours prêté aux rois de Prusse à leur avènement. Nous maintenons cet usage comme un droit inviolable de notre couronne, et voulons de même qu'il soit assuré à ceux qui nous succéderont dans le gouvernement. Mais, en considération des modifications qui ont été opérées dans la constitution de la monarchie, sous le gouvernement fécond et béni de notre bien-aimé frère le roi Frédéric-Guillaume IV, de bienheureuse mémoire, nous avons résolu de renouveler, au lieu de la prestation de foi et hommage, le couronnement solennel, par lequel notre auguste aïeul le roi Frédéric I<sup>er</sup> a fondé la dignité royale héréditaire de notre maison.

En nous inclinant avec humilité devant la face de Dieu, et en implorant la bénédiction du Tout-Puissant pour notre chère patrie, nous voulons rendre témoignage par la solennité du couronnement, en présence des membres des deux chambres de la diète et des autres témoins que nous convoquerons dans toutes les provinces du royaume, du droit sacré et à tout jamais impérissable de la couronne à laquelle nous avons été appelé par la grâce de Dieu, et consolider de nouveau le lien formé par une histoire glorieuse entre notre maison et le peuple de Prusse.

Nous accomplirons, par conséquent, de concert avec la reine notre

épouse, notre couronnement solennel au mois d'octobre de cette année dans notre capitale et résidence de Königsberg, et nous nous réservons de prendre des dispositions ultérieures relativement à la cérémonie du couronnement, ainsi qu'à l'entrée solennelle que nous ferons à notre retour dans notre capitale et résidence de Berlin.

Donné dans notre capitale et résidence de Berlin, le 3 du mois de juillet 1861.

GUILLAUME;

Prince de HOHENZOLLERN-SIGMARINGEN; d'Auerswald,  
von der Heydt, de Schleinitz, de Patow, comte de  
Puckler, de Bethmann-Hohlweg, comté de Schwerin,  
de Roon, de Bernuth.

## RUSSIE.

**Rescrit de l'empereur Alexandre, adressé au sénateur Gripenberg,  
nommé président du comité permanent des États de Finlande,  
24 avril 1861<sup>1</sup>.**

Après vous avoir chargé de conduire comme orateur les délibérations qui auront lieu, par suite de notre Manifeste du 10 avril, de la part des députés élus par les quatre États de notre grand-duché de Finlande, nous venons exprimer la conviction que, dans l'exercice de ces importantes fonctions, vous vous montrerez digne de la confiance que nous plaçons en vous, en considération des services que vous avez toujours rendus au pays.

Afin que vous soyez suffisamment informé de nos intentions et que les délibérations sur les affaires soumises aux députés atteignent toujours le but que nous avons en vue, nous allons vous expliquer nos dites intentions.

Pour que tout ce qui peut contribuer au bonheur de la Finlande soit mené à bonne fin dans les circonstances actuelles, nous avons permis la convocation desdits députés, et nous les avons chargés de la discussion des projets qui leur seront soumis par nos ordres sur les affaires les plus importantes, jusqu'ici laissées en repos. Ils auront à manifester humblement leur opinion sur la façon la plus conforme aux besoins du pays de régler ces affaires, jusqu'à ce que nous jugions le temps opportun pour la convocation des États, où elles trouveront alors leur solution complète et définitive.

Nous avons eu l'intention, en cela, d'acquiescer, par l'organe de ces

1. Ce rescrit a pour objet de compléter et d'expliquer le manifeste du 10 avril. Voir *Archives*, t. II, p. 395.



députés, une connaissance exacte et certaine de ce qu'exige le progrès du grand-duché, aussi bien sous le rapport du développement intellectuel que de la prospérité matérielle, de même que des mesures propres à rapprocher, — soit par voie administrative, soit après avoir entendu les députés, — ce but constamment cher à notre cœur. Par suite, notre volonté impériale est que ces députés, dans toutes les questions qui leur seront soumises, se prononcent librement et sans réserve sur les besoins du pays et sur la manière de les satisfaire : qu'en outre, ils fassent, dans les questions qui ne peuvent être résolues que par la voie constitutionnelle, des propositions relativement à celles à soumettre aux États quand ils seront réunis ; sur tous les autres sujets, les humbles représentations des députés seront directement soumises à notre décision impériale, car nous nous réservons de désigner celles de ces représentations qui seront réellement conformes aux besoins du pays et de nature à contribuer à son bien-être. Et afin que les délibérations des députés aient une plus grande publicité, nous voulons bien permettre que les procès-verbaux de leurs séances soient imprimés et publiés.

Au reste, convaincu des sentiments patriotiques et de l'humble dévouement des députés, nous vous chargeons d'assurer à chacun d'eux que des manifestations pleines de dignité, de légalité et de vérité auront toujours à compter sur notre faveur et notre protection impériales.

---

## SUÈDE.

**Dépêche du ministre des affaires étrangères, comte Manderstrom, au comte Platen, ministre de Suède à Londres, pour marquer le point de vue auquel s'est placé le cabinet de Stockholm dans la question du règlement du différend danois, 29 mars 1864.**

Monsieur le comte,

Nous savons que le gouvernement danois a appelé l'attention de Sa Majesté britannique sur les débats qui ont eu lieu récemment, dans les Chambres prussiennes, relativement aux relations entre le Danemark et l'Allemagne, et surtout sur la façon dont le ministre des affaires étrangères de Prusse s'est exprimé, en vue du prétendu droit de l'Allemagne de régler les affaires administratives du duché de Schleswig.

Comme le gouvernement danois a protesté, avec fermeté, il est vrai, mais assurément avec modération, contre ces prétentions illégitimes, je n'ai pas besoin d'entrer dans des détails sur la question principale, et cela d'autant moins, que cette question a été souvent développée

dans les communications qui ont été adressées d'ici à la légation royale à Londres, depuis plus de quatorze ans que ce différend est pendant entre le Danemark et la confédération germanique. Il suffit donc, monsieur le comte, que je vous charge ici d'exposer clairement au gouvernement de la Grande-Bretagne que les intentions et les sentiments du roi Charles XV, relativement à cette question, sont absolument identiques avec ceux qu'a manifestés son père, et que Sa Majesté est décidée à suivre la voie politique que défunt son auguste aïeul lui a tracée.

Par ordre spécial de Sa Majesté, j'ai donc à vous inviter, monsieur le comte, à appuyer énergiquement, auprès du gouvernement de Sa Majesté britannique, toute démarche du cabinet de Copenhague tendante à le prémunir contre les prétentions et les projets de conquête des puissances allemandes confédérées. Pour votre gouverne quant au langage que vous devez tenir dans cette circonstance, je rappellerai simplement à votre souvenir ma dépêche d'octobre 1858. La situation est toujours la même, sauf qu'elle a pris un caractère plus sérieux, par suite des prétentions hautement avouées de la Prusse et de l'Allemagne au sujet du Schleswig. Je ne puis que répéter ce que j'ai dit alors : Ce duché est et doit être considéré comme en dehors de la compétence de la Confédération germanique. Toute immixtion est inadmissible de la part d'une puissance étrangère, et n'est pas seulement contraire au droit international, mais aussi aux intérêts les plus sacrés de l'Europe septentrionale.

Aujourd'hui, pas plus qu'au commencement du différend, nous ne saurions donner notre adhésion à une guerre entreprise par l'Allemagne dans un but de conquête, et nous sommes fermement convaincu que la Grande-Bretagne ne sera pas indifférente en présence d'une semblable éventualité.

Le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, garanti par les grandes puissances de l'Europe, ne peut-être mis en jeu, sans que cela nous touche de la façon la plus sensible. Je vous ai déjà fait part des résolutions sérieuses qu'une éventualité de ce genre pourrait nous faire prendre; mais loin de souhaiter qu'elle se présente, nous faisons les vœux les plus sincères pour qu'elle soit prévenue et que notre bonne entente avec l'Allemagne puisse être maintenue.

Pour atteindre ce résultat à un si haut degré désirable, nous croyons avoir le droit de nous adresser encore une fois au gouvernement de Sa Majesté britannique, pour appeler son attention sur l'opportunité, sur l'urgence même qu'il y a à prévenir les périls dont le Nord est de nouveau menacé, à user à cette fin de son influence auprès des puissances respectives, et à les engager à se désister d'une façon d'agir qui ne peut qu'entraîner des fatalités.

Je vous prie, monsieur le comte, de vous en ouvrir franchement à lord John Russell et de lui exposer les craintes sérieuses du gouvernement de Sa Majesté le roi, auxquelles, nous aimons à le croire, le cabinet anglais ne se montrera pas indifférent. Vous pouvez en même temps donner l'assurance que nous ne cesserons de conseiller la plus grande modération au gouvernement danois; nous avons lieu de penser que ce gouvernement s'occupe de l'élaboration d'un projet qui, il permis de l'espérer, satisfera les intérêts divers et sera accueilli avec plaisir dans les différentes provinces de la monarchie.

Recevez etc.

*Signé* : MANDERSTRÖM.

## TURQUIE.

**Règlement pour l'administration du Liban, arrêté à Constantinople, le 9 juin, par la Turquie et les représentants des cinq grandes puissances.**

Art. 1<sup>er</sup>. Le Liban sera administré par un gouverneur chrétien nommé par la Sublime-Porte et relevant d'elle directement.

Ce fonctionnaire, amovible, sera investi de toutes les attributions du pouvoir exécutif, veillera au maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans toute l'étendue de la Montagne, percevra les impôts, et nommera, sous sa responsabilité, en vertu du pouvoir qu'il recevra de Sa Majesté Impériale le sultan, les agents administratifs; il instituera les juges, convoquera et présidera le medjlis administratif central, et procurera l'exécution de toutes les sentences légalement rendues par les tribunaux, sauf les réserves prévues par l'article 9.

Chacun des éléments constitutifs de la population de la Montagne sera représenté auprès du gouverneur par un vékil nommé par les chefs et notables de chaque communauté.

Art. 2. Il y aura pour toute la Montagne un medjlis administratif central, composé de douze membres, savoir : deux maronites, deux grecs orthodoxes, deux grecs catholiques, deux métualis et deux musulmans, chargé de répartir l'impôt, contrôler la gestion des revenus et des dépenses, et donner son avis consultatif sur toutes les questions qui lui seront posées par le gouverneur.

Art. 3. La Montagne sera divisée en six arrondissements administratifs, savoir :

1<sup>o</sup> Le Koura, y compris la partie inférieure et les autres fractions de territoire avoisinantes dont la population appartient au rite grec orthodoxe, moins la ville de , située sur la côte, et à peu près exclusivement habitée par des musulmans;

2° La partie septentrionale du Liban, sauf le Koura, jusqu'au Nahr-el-Kelb ;

3° Zahlé et son territoire ;

4° Le Meten, y compris le Sahel chrétien et les territoires de Kata et de Solima ;

5° Le territoire situé au sud de la route de Damas à Beyrouth jusqu'au Djezzin ;

6° Le Djezzin et le Tenan.

Il y aura dans chacun de ces arrondissements un agent administratif nommé par le gouverneur et choisi dans le rite dominant, soit par le chiffre de la population, soit par l'importance de ses propriétés.

Art. 4. Il y aura dans chaque arrondissement un medjlis administratif local, composé de trois à six membres, représentant les divers éléments de la population et les intérêts de la propriété foncière de l'arrondissement.

Ce medjlis local, présidé et convoqué annuellement par le chef de l'arrondissement, devra résoudre en premier ressort toutes les affaires de contentieux administratif, entendre les réclamations des habitants, fournir les renseignements statistiques nécessaires à la répartition de l'impôt dans l'arrondissement, et donner son avis consultatif sur toutes les questions d'intérêt local.

Art. 5. Les arrondissements administratifs seront subdivisés en cantons, dont le territoire, à peu près réglé sur celui des anciens aklim, ne renfermera, autant que possible, que des groupes homogènes de population, et ces cantons en communes, qui se composeront chacune d'au moins 500 habitants. A la tête de chaque canton, il y aura un agent nommé par le gouverneur, sur la proposition du chef de l'arrondissement, et à la tête de chaque commune un cheik choisi par les habitants et nommé par le gouverneur.

Dans les communes mixtes, chaque élément constitutif de la population aura un cheik particulier, dont l'autorité ne s'exercera que sur ses coreligionnaires.

Art. 6. Égalité de tous devant la loi ; abolition de tous les privilèges féodaux, et notamment de ceux qui appartenaient aux Mokatadjis.

Art. 7. Il y aura dans chaque canton un juge de paix pour chaque rite ; dans chaque arrondissement un medjlis judiciaire de première instance, composé de trois à six membres représentant les divers éléments de la population, et, au siège du gouvernement, un medjlis judiciaire supérieur, composé de douze membres dont deux appartenant à chacune des six communautés désignées en l'article 2, et auxquels on adjoindra un représentant des cultes protestant et israélite toutes les fois qu'un membre de ces communautés aura des intérêts engagés dans le procès

La présidence des medjlis judiciaires sera exercée trimestriellement et à tour de rôle par chacun de leurs membres.

Art. 8. Les juges de paix jugeront sans appel jusqu'à concurrence de 500 piastres. Les affaires au dessus 500 piastres seront de la compétence des medjlis judiciaires de première instance.

Les affaires mixtes, c'est-à-dire entre particuliers n'appartenant pas à un même rite, quelle que soit la valeur engagée dans le procès, seront immédiatement portées devant le medjlis de première instance, à moins que les parties ne soient d'accord pour reconnaître la compétence du juge de paix du défendeur.

En principe, toute affaire sera jugée par la totalité des membres du medjlis. Néanmoins quand toutes les parties engagées dans le procès appartiendront au même rite, elles auront le droit de récuser le juge appartenant à un rite différent, mais dans ce cas même les juges recusés devront assister au jugement.

Art. 9. En matière criminelle, il y aura trois degrés de juridiction. Les contraventions seront jugées par les juges de paix; les délits par les medjlis de première instance; et les crimes par le medjlis judiciaire supérieur, dont les sentences ne pourront être mises à exécution qu'après l'accomplissement des formalités d'usage dans le reste de l'empire.

Art. 10. Tout procès en matière commerciale sera porté devant le tribunal de commerce de Beyrouth, et tout procès, même en matière civile, entre un sujet ou protégé d'une puissance étrangère et un habitant de la Montagne, sera soumis à la juridiction de ce même tribunal.

Art. 11. Tous les membres des medjlis judiciaires et administratifs, sans exception, ainsi que les juges de paix, seront choisis et désignés, après une entente avec les notables, par les chefs de leurs communautés respectives, et institués par le gouvernement.

Le personnel des medjlis administratifs sera renouvelé par moitié tous les ans, et les membres sortant pourront être réélus.

Art. 12. Tous les juges seront rétribués. Si, après enquête, il est prouvé que l'un d'eux a prévariqué, ou s'est rendu, par un fait quelconque, indigne de ses fonctions, il devra être révoqué, et sera en outre passible d'une peine proportionnée à la faute qu'il aura commise.

Art. 13. Les audiences de tous les medjlis judiciaires seront publiques, et il en sera rédigé procès-verbal par un greffier institué *ad hoc*. Ce greffier sera, en outre, chargé de tenir un registre de tous les contrats portant aliénation de biens immobiliers, lesquels contrats ne seront valables qu'après avoir été soumis à la formalité de l'enregistrement.



Art. 14. Les habitants du Liban qui auraient commis un crime ou délit dans un autre sandjak seront justiciables des autorités de ce sandjak, de même que les habitants des autres arrondissements qui auraient commis un crime ou délit dans la circonscription du Liban seront justiciables des tribunaux de la Montagne.

En conséquence, les individus indigènes qui se seraient rendus coupables d'un crime ou délit dans le Liban, et qui se seraient évadés dans un autre sandjak, seront, sur la demande de l'autorité de la Montagne, arrêtés par celle du sandjak où ils se trouvent et remis à l'administration du Liban.

De même, les indigènes de la Montagne ou les habitants d'autres départements qui auront commis un crime ou délit dans un sandjak quelconque et autre que le Liban, et qui s'y seront réfugiés, seront, sans retard, arrêtés par l'autorité de la Montagne sur la demande de celle du sandjak intéressé, et seront remis à cette dernière autorité.

Les agents de l'autorité qui auraient apporté une négligence ou des retards non justifiés dans l'exécution des ordres relatifs au renvoi de coupables devant les tribunaux compétents seront, comme ceux qui chercheraient à dérober ces coupables aux poursuites de la police, punis conformément aux lois.

Enfin les rapports de l'administration du Liban avec l'administration respective des autres sandjaks seront exactement les mêmes que les relations qui existent et qui seront entretenues entre tous les autres sandjaks de l'empire.

Art. 15. En temps ordinaire le maintien de l'ordre et l'exécution des lois seront exclusivement assurés par le gouverneur, au moyen d'un corps de police mixte, recruté par la voie des engagements volontaires et composé à raison de sept hommes environ par mille habitants.

L'exécution par garnisaires devant être abolie et remplacée par d'autres modes de contrainte, tels que la saisie et l'emprisonnement, il sera interdit aux agents de police, sous les peines les plus sévères, d'exiger des habitants aucune rétribution, soit en argent, soit en nature. Ils devront porter un uniforme ou un signe extérieur de leurs fonctions, et dans l'exécution d'un ordre quelconque de l'autorité on emploiera, autant que possible, des agents appartenant à la nation ou au rite de l'individu que cette mesure concernera. Jusqu'à ce que la police locale ait été reconnue par le gouvernement en état de faire face à tous les devoirs qui lui sont imposés en temps ordinaire, les routes de Beyrouth à Damas et de Saïda à Tripoli seront occupées par des troupes impériales. Ces troupes seront sous les ordres du gouverneur de la Montagne.

En cas extraordinaire et de nécessité, et après avoir pris l'avis du medjlis administratif central, le gouverneur pourra requérir auprès

des autorités militaires de la Syrie l'assistance des troupes régulières.

L'officier qui commandera ces troupes en personne devra se concerter, pour les mesures à prendre, avec le gouverneur de la Montagne, et, tout en conservant son droit d'initiative et d'appréciation pour toutes les questions purement militaires, telles que les questions de stratégie ou de discipline, il sera subordonné au gouverneur de la Montagne durant le temps de son séjour dans le Liban, et il agira sous la responsabilité de ce dernier. Ces troupes se retireront de la Montagne aussitôt que le gouverneur aura officiellement déclaré à leur commandant que le but pour lequel elles ont été appelées a été atteint.

Art. 16. La Porte ottomane se réservant le droit de lever, par l'intermédiaire du gouvernement du Liban, les 3500 bourses qui constituent aujourd'hui l'impôt de la Montagne, impôt qui pourra être augmenté jusqu'à la somme de 7000 bourses lorsque les circonstances le permettront, il est bien entendu que le produit de ces impôts sera affecté avant tout aux frais d'administration de la Montagne et à ses dépenses d'utilité publique; le surplus seulement, s'il y a lieu, entrera dans les caisses de l'État.

Si les frais généraux strictement nécessaires à la marche régulière de l'administration dépassaient le produit des impôts, la Porte aurait à pourvoir à ces excédants de dépenses:

Mais il est entendu que, pour les travaux publics ou d'autres dépenses extraordinaires, la Sublime-Porte n'en serait responsable qu'autant qu'elle les aurait préalablement approuvés.

Art. 17. Il sera procédé, le plus tôt possible, au recensement de la population par communes et par rite, et à la levée du cadastre de toutes les terres cultivées.

Arrêté et convenu à Péra, le 9 juin 1861.

*Signé :* AALI, HENRI - L. BULWER, LAVALETTE,  
PROKESCH-OSTEN, GOLTZ, LABANOW.

Ce règlement a été complété par le protocole suivant :

Protocole adopté par la Porte et les représentants des cinq grandes puissances à la suite de l'entente à laquelle a donné lieu de leur part l'examen du projet de règlement élaboré par une commission internationale pour la réorganisation du Liban. Ce projet de règlement, daté du 1<sup>er</sup> mai 1861, ayant été, après modifications introduites d'un commun accord, converti en règlement définitif, sera promulgué sous la forme de firman par S. M. I. le sultan, et communiqué officiellement aux représentants des cinq grandes puissances.

L'article 1<sup>er</sup> a donné lieu à la déclaration suivante faite par Son Altesse Aali-pacha, et acceptée par les cinq représentants.

Le gouverneur chrétien chargé de l'administration du Liban sera choisi par la Porte, dont il relèvera directement. Il aura le titre de mouchir, et il résidera habituellement à Deïr-el-Kamar, qui se trouve replacée sous son autorité directe. Investi de l'autorité pour trois ans, il sera néanmoins amovible, mais sa révocation ne pourra être prononcée qu'à la suite d'un jugement. Trois mois avant l'expiration de son mandat, la Porte, avant d'aviser, provoquera une nouvelle entente avec les représentants des grandes puissances.

Il a été entendu également que le pouvoir conféré par la Porte à ce fonctionnaire, de nommer sous sa responsabilité les agents administratifs, lui serait conféré une fois pour toutes, au moment où il serait lui-même investi de l'autorité, et non pas à propos de chaque nomination.

Relativement à l'article 10, qui a trait au procès entre les sujets ou protégés d'une puissance étrangère d'une part, et les habitants de la Montagne d'autre part, il a été convenu qu'une commission mixte siégeant à Beyrouth serait chargée de vérifier et de reviser les titres de protection.

Afin de maintenir la sécurité et la liberté de la grande route de Beyrouth à Damas en tout temps, la Sublime-Porte établira un blockhaus sur le point de la susdite route qui lui paraîtra le plus convenable.

Le gouverneur du Liban pourra procéder au désarmement de la Montagne lorsqu'il jugera les circonstances et le moment favorables.

Péra, le 9 juin 1861.

*Signé :* AALI, HENRY-L. BULWER, LAVALETTE,  
PROKESCH-OSTEN, GOLTZ, A. LABANOW.

**Hatt impérial promulgué par S. M. le sultan Abdul-Azis,  
à l'occasion de son avènement, 4<sup>er</sup> juillet 1861.**

Mon illustre vizir Méhemmed-Emin-pacha.

Arrivé, selon les décrets éternels du maître suprême de l'univers, au trône impérial de mes glorieux ancêtres, je vous ai confirmé, en raison de la fidélité et de la sagacité dont vous avez donné tant de preuves, au poste élevé du grand vizirat, ce que j'ai fait également pour les autres ministres et fonctionnaires de mon empire.

Je tiens à ce que tout le monde sache que mon plus grand désir est d'accroître, avec l'aide de Dieu, la prospérité de l'État, et de faire le bonheur de tous mes sujets sans distinction, et que j'ai consacré dans toute leur plénitude toutes les lois fondamentales qui ont été jusqu'à

présent promulguées et établies dans le but d'obtenir cet heureux résultat, afin d'assurer à tous les habitants de mes États la vie, l'honneur et la jouissance de la propriété. Notre loi sacrée, qui est la justice même, étant également la base de la stabilité et le fondement de la splendeur de notre empire, ses préceptes divins nous dirigent dans la voie de salut. Aussi je veux fermement que l'on ait une très-grande attention à tout ce qui regarde son administration.

Le maintien et l'accroissement de la gloire et du bien-être de tous les États dépendent de l'obéissance de chacun aux lois existantes, et de la vigilance de tous, grands et petits, à ne jamais dépasser la sphère de leur droit et de leur devoir. Que ceux qui suivront cette voie sachent qu'ils seront l'objet de ma sollicitude impériale, et ceux qui s'en écarteront doivent être certains d'encourir les peines qu'ils auront méritées. J'ordonne péremptoirement à tous les ulémas, fonctionnaires et employés dans les différentes branches du service public, de remplir leur devoir avec une entière droiture et fidélité.

C'est par l'assistance divine, par l'union, les efforts éclairés et la persévérance des hauts dignitaires et fonctionnaires que s'accomplissent les grandes œuvres dans les États. C'est en nous attachant à cette base immuable, c'est-à-dire par les efforts loyaux de tous, que la régularité et le bon ordre dans l'administration intérieure et financière de notre empire seront assurés; de mon côté, j'y consacrerai toute ma sollicitude et une surveillance incessante.

Les différents ministères et administrations de mon empire auront à se conformer strictement aux soins que j'apporterai tout particulièrement dans le but de mettre bientôt, avec l'aide de la divine Providence, un terme aux difficultés financières que des causes diverses ont fait surgir depuis quelque temps; et, pénétré de la conviction que je n'ai rien personnellement tant à cœur que de rétablir et d'accroître le crédit financier de l'empire et la prospérité de mes peuples, mon ministère aura à me soumettre les projets de lois et d'améliorations propres à établir une parfaite économie dans la perception et dans l'emploi des fonds publics, et à les préserver de toute malversation.

Mes armées impériales de terre et de mer sont l'un des soutiens de la grandeur de mon empire, mon Gouvernement veillera au maintien de leur discipline et à l'augmentation de leur bien-être.

Les efforts de mon gouvernement tendront à maintenir et à resserrer de plus en plus les relations amicales qui existent entre l'empire ottoman et les puissances amies et alliées. Le plus grand respect sera invariablement apporté aux traités existants.

Enfin, que dans toutes les branches de l'administration, chacun prenne pour règle de conduite les devoirs sacrés de la loyauté, de la

probité, du zèle et de la fidélité à l'empire. Que chacun sache bien que c'est là la seule voie qui le mènera au bonheur et au salut.

Telles sont mes fermes volontés et mes ordres. Je tiens à proclamer également que mon désir pour la prospérité de mes sujets n'admettra aucune distinction, et que ceux de mes peuples qui sont de différentes religions ou de différentes races trouveront en moi la même justice, la même sollicitude et la même persévérance à assurer leur bonheur. Le développement progressif des grandes ressources que Dieu a mises à la disposition de notre empire, les vrais progrès de notre bien-être qui en résulteront à l'ombre de ma puissance impériale, et l'indépendance de mon vaste empire seront l'objet de mes pensées de tous les instants.

Que Dieu, le dispensateur suprême des grâces, nous couvre tous de sa puissante protection!

1<sup>er</sup> juillet 1861,

---

F. AMYOT.



### III.

## PREMIÈRE PARTIE.

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

**Traité de commerce conclu entre la Russie et la Chine, à Kouldja, le 25 juillet 1851 et promulgué le 13 novembre 1851.**

Le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et les plénipotentiaires de S. M. le Bogdokhan du Ta-Tsing, savoir : le gouverneur général de l'Ili et d'autres provinces, ainsi que son adjoint, ont, après avoir conféré ensemble, conclu dans la ville d'Ili (Kouldja), en faveur des sujets des deux empires, un Traité de commerce qui établit un trafic dans les villes d'Ili (Kouldja) et de Tarbagataï (Tchougoutchak). Ce Traité se compose des articles qui suivent :

Art. 1<sup>er</sup>. Le présent Traité de commerce, conclu dans l'intérêt des deux puissances, en témoignant de leur sollicitude pour le maintien de la paix ainsi que pour le bien-être de leurs sujets, doit resserrer encore davantage les liens d'amitié qui unissent les deux puissances <sup>1</sup>.

Art. 2. Les marchands des deux Empires feront entre eux le commerce d'échange et régleront les prix librement et à leur gré. Il sera nommé, pour surveiller les affaires des sujets russes, un consul de la part de la Russie, et pour les affaires des commerçants chinois, un fonctionnaire de l'administration supérieure de l'Ili. En cas de collision entre les sujets de l'une et de l'autre puissance, chacun de ces agents décidera selon toute justice les affaires de ses nationaux.

Art. 3. Ce commerce étant ouvert en considération de l'amitié mu-

1. Voir les précédents traités entre la Russie et la Chine. *Archives* 1861, tome I<sup>er</sup>, pages 271, 276, 282; tome II, p. 329, 128, 290.

tuelle des deux puissances, ne sera passible de part ni d'autre d'aucun droit quelconque.

Art. 4. Les marchands russes allant soit à Ili (Kouldja), soit à Tarbagataï (Tchougoutchak), seront accompagnés d'un syndic (karavan-bascha). Lorsqu'une caravane allant à Ili arrivera au piquet chinois de Boro-khoudjir, et que celle destinée pour Tarbagataï (Tchougoutchak) atteindra le premier piquet chinois, le syndic présentera à l'officier de garde le billet de son gouvernement. Ledit officier, après avoir pris note du nombre d'hommes, de bestiaux et de charges de marchandises, laissera passer la caravane en la faisant escorter, de piquet en piquet, par un officier et des soldats. Pendant la marche, toute vexation ou offense sera interdite aux soldats comme aux marchands.

Art. 5. Pour faciliter le service des escortes d'officiers et de soldats, les marchands russes seront obligés, en vertu du présent traité, de suivre la route des corps de garde, tant en allant qu'à leur retour.

Art. 6. Si, pendant que les caravanes russes suivront leur route en dehors de la ligne des corps de garde chinois, les bandes de pillards desaoûls extérieurs (Kirghises) commettaient des actes de brigandage, d'agression ou d'autres crimes, le gouvernement chinois n'aura point à intervenir dans l'enquête à laquelle cela donnerait lieu. Lorsque la caravane sera arrivée sur territoire chinois, de même que pendant le séjour dans les factoreries où les marchandises sont déposées, les marchands russes devront garder et défendre eux-mêmes leur propriété; ils seront tenus de surveiller avec encore plus de soin leur bétail au pâturage. Si, contre toute attente, quelque chose venait à se perdre, il en sera immédiatement donné avis au fonctionnaire chinois, qui, conjointement avec le consul russe, poursuivra avec toute la diligence possible les traces de l'objet perdu. Si ces traces étaient découvertes dans des villages de sujets chinois et que le voleur fût saisi, il devra être jugé sans retard et sévèrement. Si l'on retrouvait quelques-unes des choses volées, elles seront restituées à qui il appartient.

Art. 7. En cas de brouilleries, de contestations ou autres incidents de peu d'importance entre les sujets respectifs, le consul russe et le fonctionnaire chinois dont il a été fait mention plus haut, apporteront tous leurs soins à la décision de l'affaire. Mais si, contre toute attente, il se présentait une affaire criminelle ou un cas important en général, il sera procédé conformément aux règles actuellement en vigueur sur la frontière de Kiakhta.

Art. 8. Les marchands russes arriveront chaque année avec leurs marchandises, depuis le 25 mars jusqu'au 10 décembre (de notre style, ou, d'après le calendrier chinois, depuis le jour Tcin-ming jusqu'au jour Tong-tchi); passé cette dernière date, l'arrivée des caravanes

cessera. Si toutefois les marchandises importées pendant cette période (huit mois et demi) n'étaient pas vendues, il sera loisible aux marchands de rester plus longtemps en Chine pour achever la vente, après quoi le consul prendra soin de leur départ. Il est entendu de plus que les marchands russes n'obtiendront une escorte d'officiers et de soldats, ni pour aller ni pour leur retour, s'ils n'ont pour le moins vingt chameaux avec des marchandises. Au reste, si un marchand ou le consul russe avait besoin, pour une affaire quelconque, d'expédier un exprès, il en aura la faculté.

Mais pour que le service des officiers et soldats fournissant l'escorte ne devienne pas trop onéreux, il n'y aura que deux fois par mois de ces expéditions extraordinaires hors de la ligne des corps de garde.

Art. 9. Les marchands russes et chinois pourront se voir librement pour affaires de commerce; mais les sujets russes se trouvant dans la factorerie sous la surveillance du consul russe, ne pourront circuler dans les faubourgs et les rues que munis d'un permis du consul; sans ce permis ils ne pourront pas sortir de l'enceinte. Quiconque sortira sans permis sera reconduit chez le consul, qui procédera contre lui comme de droit.

Art. 10. Si un criminel appartenant à l'un des deux empires se réfugiait dans l'autre, il n'y sera pas toléré; mais de part et d'autre les autorités locales prendront les mesures les plus sévères et les informations les plus exactes pour rechercher ses traces. Il y aura extradition réciproque de transfuges de cette espèce.

Art. 11. Comme il est à prévoir que les marchands russes qui viendront en Chine pour affaires de commerce auront avec eux des montures et des bêtes de somme, il sera assigné à leur usage, près de la ville d'Ili, des places sur les bords de la rivière Ili, et près de la ville de Tarbagataï, des lieux où il y a de l'eau et de l'herbe. Dans ces pâturages, les marchands russes confieront leurs bestiaux à la garde de leurs gens, qui veilleront à ce que les terres labourées et les cimetières ne puissent dans aucun cas être foulés. Les contrevenants seront amenés devant le consul pour être punis.

Art. 12. Dans l'échange de marchandises entre les commerçants des deux empires il ne sera rien livré à crédit de part ni d'autre. Si, malgré cet article, quelqu'un livrait sa marchandise à crédit, les fonctionnaires russes et chinois n'auront point à intervenir et n'admettront aucune plainte, quand même il y en aurait.

Art. 13. Comme les marchands russes arrivant en Chine pour affaires de commerce doivent nécessairement avoir des emplacements pour leurs factoreries, le gouvernement chinois leur assignera, dans les deux villes de commerce d'Ili et de Tarbagataï, des terrains près des bazars, afin que les sujets russes puissent y construire à leurs

frais des maisons d'habitation et des magasins d'entrepôt pour leurs marchandises.

Art. 14. Le gouvernement chinois ne s'interposera en aucun cas lorsque les sujets russes célébreront dans leurs factoreries le service divin selon le rite de leur religion. Pour le cas où quelqu'un des sujets russes en Chine viendrait à mourir à Ili ou à Tarbagataï, le gouvernement chinois assignera hors de l'enceinte de chacune de ces villes un terrain vague pour servir de cimetière.

Art. 15. Si les marchands russes amènent à Ili ou à Tarbagataï des moutons pour les y échanger, les autorités locales prendront pour compte du gouvernement deux moutons sur dix, et livreront en échange de chaque mouton une pièce de toile (*da-ba*, de la mesure légale); le reste du bétail et toute autre marchandise seront échangés entre les marchands des deux empires au prix convenu de gré à gré, et le gouvernement chinois ne s'en mêlera d'aucune façon.

Art. 16. La correspondance officielle ordinaire entre les deux empires se fera, de la part du gouvernement russe, par l'entremise de l'administration supérieure de la Sibérie occidentale et sous le cachet de cette administration, et de la part du gouvernement chinois, par l'entremise et sur le cachet de l'administration supérieure de l'Ili.

Art. 17. Le présent Traité sera revêtu des signatures et cachets des plénipotentiaires respectifs. Il en sera dressé, du côté de la Russie, quatre exemplaires en langues russe, signés par le plénipotentiaire de la Russie et du côté de la Chine, quatre exemplaires en langue mantchoue, signés par le plénipotentiaire chinois et son adjoint. Les plénipotentiaires respectifs garderont chacun un exemplaire en langue russe et un exemplaire en langue mantchoue, pour la mise à exécution du Traité et pour servir de règle constante. Un exemplaire russe et un exemplaire mantchou seront envoyés au sénat dirigeant de Russie, et un exemplaire dans l'une et l'autre langue au tribunal chinois des relations extérieures pour y être scellés et gardés après l'échange des ratifications du Traité.

Tous les articles ci-dessus du présent Traité conclu par les plénipotentiaires respectifs de la Russie et de la Chine sont signés et munis de cachets.

Le vingt-cinq juillet de l'an mil huit cent cinquante et un, vingt-sixième année du règne de Sa Majesté Impériale l'Empereur et Autocrate de toutes les Russies.

(Signé) : *Le colonel au corps des ingénieurs des mines,*

(L. S.) KOVALEVSKI.

(L. S.) I-CHAN.

BOVYANTAI.

---

**Convention entre la France et la République du Chili pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, conclue le 11 avril 1860, et ratifiée le 9 octobre de la même année.**

Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le gouvernement de la république du Chili, désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, *M. Mathieu Limperani*, son chargé d'affaires et consul général au Chili;

Son Excellence le président de la république du Chili, *M. Francisco-Xavier Ovalle*, citoyen de ladite république;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement impérial de France et le gouvernement de la république du Chili s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus réfugiés du Chili en France et de France au Chili, qui seraient poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents pour les crimes énoncés ci-après.

L'extradition devra se demander par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou consul général que chacun des deux gouvernements aura accrédité auprès de l'autre.

Art. 2. Les crimes à raison desquels l'extradition sera accordée sont les suivants : — 1<sup>o</sup> Assassinat; — 2<sup>o</sup> Homicide, à moins qu'il n'ait été commis dans le cas de légitime défense ou par imprudence; — 3<sup>o</sup> Parricide; — 4<sup>o</sup> Infanticide; — 5<sup>o</sup> Empoisonnement; — 6<sup>o</sup> Avortement; — 7<sup>o</sup> Castration; — 8<sup>o</sup> Viol; — 9<sup>o</sup> Association de malfaiteurs; — 10<sup>o</sup> Extorsion de titres et de signatures; — 11<sup>o</sup> Incendie volontaire; — 12<sup>o</sup> Vol commis avec violence, escalade, effraction ou autre circonstance aggravante lui donnant le caractère de crime ou de vol qualifié et le rendant punissable par les lois des deux pays d'une peine afflictive ou infamante; — 13<sup>o</sup> Faux en écritures publiques ou authentiques de documents privés, de valeurs ou billets de banque, de titres de la dette publique de chacun des deux gouvernements, de mandats, effets ou prescriptions ou autres effets de commerce; mais ne seront pas compris dans ces faux ceux qui, suivant la législation du pays dans lequel ils se commettraient, ne sont point punissables d'une peine afflictive ou infamante; — 14<sup>o</sup> Fabrication, introduction ou circulation de fausse monnaie, contrefaçon ou altération de papier-monnaie et des sceaux ou timbres de l'État dans les empreintes pour lettres ou autres effets publics, comme aussi émission ou circulation de ces effets contrefaits



ou altérés; — 15° Contrefaçon des coins et sceaux de l'État servant à monnayer ou à marquer les matières métalliques; — 16° Soustraction de fonds publics et concussions commises par des fonctionnaires publics, mais seulement dans le cas où ces délits seraient punissables d'une peine afflictive ou infamante, suivant la législation du pays où ils auraient été commis; — 17° Banqueroute ou faillite frauduleuse; — 18° Baraterie, dans le cas où les faits qui la constituent, et la législation du pays auquel appartient le bâtiment, en rendent les auteurs passibles d'une peine afflictive ou infamante; — 19° Insurrection de l'équipage d'un navire, dans le cas où les individus faisant partie de cet équipage se seraient emparés du bâtiment ou l'auraient livré à des pirates; — 20° Soustraction frauduleuse des fonds, argent, titres ou effets appartenant à une compagnie ou société industrielle ou commerciale ou autre corporation, par une personne employée chez elle ou ayant sa confiance, ou agissant pour elle, lorsque cette compagnie ou corporation est légalement établie et que les lois punissent ces crimes d'une peine infamante. L'extradition s'appliquera aux individus accusés ou condamnés comme auteurs ou complices desdits crimes.

Art. 3. L'extradition ne sera accordée qu'au cas où la demande en viendra accompagnée, soit d'une sentence de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt ou d'un autre document ayant au moins la même force, et pourvu que l'expédition de ces documents soit faite par les tribunaux compétents et dans la forme prescrite par la législation du pays qui la demande.

L'État qui demande l'extradition, devra joindre aussi le signalement de l'individu réclamé, et indiquer également la nature et la gravité des faits à lui imputés, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Art. 4. Nonobstant la stipulation faite dans l'article précédent, chacun des deux gouvernements pourra demander par la voie diplomatique l'arrestation immédiate et provisoire d'un fugitif, en s'engageant à présenter dans le terme de six mois ou moins, s'il était possible, les documents justificatifs d'une demande formelle d'extradition. Le gouvernement à qui sera adressée cette demande, pourra accorder ou refuser l'arrestation à sa volonté, et, en aucun cas, il ne l'accordera, s'il s'agit d'un prévenu n'étant pas citoyen du pays qui le réclame.

Lorsque l'arrestation provisoire aura été accordée, si le délai indiqué s'est écoulé sans que les documents en question aient été exhibés, le détenu sera mis immédiatement en liberté.

Art. 5. Si l'individu réclamé est poursuivi pour un crime ou délit commis par lui dans le pays où il est réfugié, son extradition sera différée ou retardée jusqu'à ce que le jugement qui se suit contre lui soit

rendu, ou jusqu'à ce qu'il ait subi la peine qui lui sera infligée. La même chose aura lieu si, au moment de la réclamation de l'extradition, il se trouve détenu pour une condamnation antérieure.

Art. 6. Si l'individu réclamé n'est pas citoyen ou sujet de l'un des deux gouvernements, l'extradition pourra être suspendue jusqu'à ce que le gouvernement auquel appartient le réfugié ait été consulté et invité à faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable, et de livrer le réfugié pour être jugé, soit au souverain de son propre pays, soit à celui du pays où le crime aura été commis.

Art. 7. Dans aucun cas, le fugitif qui aura été livré à l'un des deux gouvernements ne pourra être puni pour délits politiques antérieurs à la date de l'extradition, ni pour un crime ou délit autre que ceux énumérés dans la présente convention.

Les tentatives d'assassinat, d'homicide ou d'empoisonnement contre le chef d'un gouvernement étranger ne seront pas réputées crimes politiques pour l'effet de l'extradition. Ne seront pas non plus considérés comme crimes politiques ceux énumérés dans cet article, lorsqu'ils seront commis contre l'héritier immédiat de la couronne de France.

Art. 8. L'extradition n'aura pas lieu, s'il s'est écoulé un temps suffisant pour que le poursuivi ou le condamné puisse opposer la prescription de la peine ou de l'action d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 9. Les objets meubles à l'usage personnel du prévenu qui se trouveraient en sa possession lors de son arrestation, de même que ceux qu'il aurait volés et ceux qui pourraient servir à la preuve du crime qu'on lui impute, seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition.

Art. 10. Les deux gouvernements renoncent à la restitution des frais résultant de l'arrestation, de la détention, de l'entretien et du transport de l'accusé ou du condamné jusqu'au port où il devra s'embarquer pour se rendre à sa destination.

Art. 11. Lorsque, dans la poursuite d'une cause criminelle, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre, il adressera une commission rogatoire, par la voie diplomatique, au gouvernement du pays où devra se faire cette enquête, et celui-ci prescrira les mesures nécessaires pour que ladite enquête ait lieu selon les règles.

Les deux gouvernements renoncent à la réclamation des frais de cette procédure.

Art. 12. La présente convention sera en vigueur pendant cinq ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ladite convention restera obligatoire pendant une année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Cette convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Santiago, dans le délai de dix-huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée.

Fait à Santiago du Chili, le onzième jour du mois d'avril mil huit cent soixante.

(L.-S.) M. LIMPERANI.

(L.-S.) F. XAVIER OVALLE.

---

**Traité de paix et d'amitié entre l'Espagne et le Maroc,  
conclu à Tétouan le 26 avril 1860.**

Au nom du Dieu tout-puissant, Traité de paix et d'amitié entre S. M. dona Isabelle II, reine des Espagnes, et Sidi-Mohammed, roi de Maroc, de Fez, de Mequinez, etc. Les parties contractantes pour Sa Majesté catholique sont ses plénipotentiaires D. Luis Garcia y Miguel, grand-croix des ordres royaux et militaires de saint Ferdinand et saint Hermenegilde, de Charles III et d'Isabelle la Catholique, décoré de deux croix de saint Ferdinand de première classe et d'autres pour actions de guerre, officier de la Légion d'honneur de France, lieutenant général des armées nationales, chef d'état-major général de l'armée d'Afrique, etc., etc., et don Thomas de Liguez y Bardaji, majordome de semaine de Sa Majesté Catholique, notaire et roi d'armes de l'ordre illustre de la Toison-d'Or, commandeur compris dans le nombre régulier des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Jérusalem, grand officier de l'ordre des saints Maurice et Lazare, du Medjidié de Turquie, et du mérite de la couronne de Bavière, commandeur de l'ordre de Santiago d'Avis de Portugal et de François I<sup>er</sup> de Naples, ministre résident et directeur politique de la première secrétairerie d'État, etc., etc., et pour Sa Majesté Marocaine les plénipotentiaires le serviteur, représentant et confident de l'Empereur, l'avocat el Sid-Mohammed el Jetib, et le serviteur de l'Empereur, chef de la garnison de Tanger, caïd de

la cavalerie, el Sid-el-Hadch-Ajmad Chabli, Ben-Abd-el-Melek, lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix et bonne amitié perpétuelles entre S. M. la reine des Espagnes et S. M. le roi de Maroc et entre leurs sujets respectifs.

Art. 2. Pour faire disparaître les causes qui ont motivé la guerre aujourd'hui heureusement terminée, S. M. le roi de Maroc, animé du désir sincère de consolider la paix, convient d'étendre le territoire appartenant à la juridiction de la place espagnole de Ceuta jusqu'aux lieux les plus convenables pour la sûreté et la défense complètes de sa garnison, ainsi qu'il sera déterminé dans l'article suivant.

Art. 3. Afin de mettre à exécution la stipulation de l'article précédent, S. M. le roi de Maroc cède à S. M. la reine des Espagnes, en pleine possession et souveraineté, le territoire compris depuis la mer, en suivant les hauteurs de Sierra Bullones jusqu'au ravin d'Anghera.

Comme conséquence de ce qui précède, S. M. le roi de Maroc cède à S. M. la reine des Espagnes, pour le posséder en pleine souveraineté, tout le territoire compris depuis la mer, en partant près de la pointe orientale de la première baie de Handaz-Bahma, sur la côte septentrionale de la place de Ceuta, et suivant le ravin ou ruisseau qui y finit, en montant ensuite vers la partie orientale du terrain où est la prolongation du mont du Renégat, qui suit la même direction sur la côte, se déprime très-brusquement pour finir par un escarpement parsemé de pierres d'ardoises et descend en côtoyant, depuis le passage étroit qui s'y trouve, par le versant des montagnes de Sierra Bullones, où sont situées les redoutes d'Isabelle II, Francisco de Asis, Pinies, Cisneros et Prince Alfonso, en arabe Uad-Aniat, pour se perdre dans la mer; le tout formant un arc de cercle qui se termine dans la baie du prince Alfonso, en arabe Uad-Aniat, sur la côte sud de la place de Ceuta, ainsi qu'il a été reconnu et déterminé par les commissaires espagnols et marocains, dans la convention passée et signée par eux le 4 avril dernier. Pour conserver ces limites, il sera établi un camp neutre qui partira des versants opposés du ravin pour aller jusqu'à la cime des montagnes de l'une à l'autre partie de la mer, ainsi qu'il est stipulé dans le même article de la convention mentionnée.

Art. 4. Il sera nommé ensuite une commission composée d'ingénieurs espagnols et marocains, qui marqueront par des poteaux et bornes les hauteurs indiquées dans l'article 3, en suivant les limites convenues.

Cette opération sera accomplie dans le plus bref délai possible; mais les autorités espagnoles n'auront pas besoin d'en attendre la fin pour exercer leur juridiction, au nom de Sa Majesté Catholique, sur ce ter-



ritoire, lequel, comme tout autre cédé par ce traité par S. M. le roi de Maroc à Sa Majesté Catholique, sera considéré comme soumis à la souveraineté de S. M. la reine d'Espagne depuis le jour de la signature de la présente convention.

Art. 5. S. M. le roi de Maroc ratifiera dans le plus bref délai la convention que les plénipotentiaires d'Espagne et de Maroc ont signée à Tétouan, le 24 août 1859.

Sa Majesté Marocaine confirme dès à présent les cessions territoriales faites par ce pacte international en faveur de l'Espagne, ainsi que les garanties, privilèges et gardes de Maures du Roi octroyés au Penon et Alhucemas, ainsi que l'indique l'article 6 de la convention précitée sur les limites de Melilla.

Art. 6. Il sera placé, dans la limite des terrains neutres concédés par S. M. le roi de Maroc aux places espagnoles de Ceuta et Melilla, un caïd ou gouverneur, avec des troupes régulières pour éviter et réprimer les attaques des tribus.

Les gardes de Maures du Roi pour les places espagnoles du Penon et Alhucemas seront placés au bord de la mer.

Art. 7. S. M. le roi de Maroc s'engage à faire respecter par ses propres sujets les territoires qui, conformément aux stipulations du présent traité, restent sous la souveraineté de S. M. la reine d'Espagne.

Sa Majesté Catholique pourra néanmoins adopter toutes les mesures qu'elle jugera opportunes pour la sûreté de ces territoires, et y faire élever toutes les fortifications et défenses qu'elle croira convenables, sans que les autorités marocaines puissent jamais y mettre obstacle.

Art. 8. Sa Majesté Marocaine s'engage à concéder à perpétuité à Sa Majesté Catholique, sur la côte de l'Océan, près Santa-Cruz la petite, le territoire suffisant pour la formation d'un établissement de pêche, comme celui que l'Espagne y possédait autrefois.

Pour mettre à exécution ce qui a été convenu dans cet article, les gouvernements de Sa Majesté Catholique et de Sa Majesté Marocaine se mettront préalablement d'accord et nommeront des commissaires de part et d'autre pour désigner le terrain et les limites que cet établissement devra occuper.

Art. 9. Sa Majesté Marocaine s'engage à payer à Sa Majesté Catholique, comme indemnité pour les frais de guerre, la somme de 20 millions de piastres, soit 400 millions de réaux de vellon. Cette somme sera remise en quatre versements à la personne désignée par Sa Majesté Catholique dans le port désigné par S. M. le roi de Maroc, et de la manière suivante : 100 millions de réaux de vellon le 1<sup>er</sup> juillet, 100 millions le 29 août, 100 millions le 29 octobre et 100 millions le 28 décembre de la présente année.



Si S. M. le roi de Maroc payait la totalité de la somme précitée avant les délais fixés, l'armée espagnole évacuera sur-le-champ la ville de Tétouan et son territoire.

Tant que ce paiement total n'aura pas lieu, les troupes espagnoles occuperont la place de Tétouan et le territoire qui comprend l'ancien pachalik de Tétouan.

Art. 10. S. M. le roi de Maroc, en suivant l'exemple de ses illustres prédécesseurs, qui accordèrent une protection si efficace et spéciale aux missionnaires espagnols, autorise l'établissement, dans la ville de Fez, d'une maison de missionnaires espagnols, et confirme en leur faveur tous les privilèges et exemptions que les précédents souverains de Maroc leur avaient accordés.

Ces missionnaires espagnols pourront, dans toutes les parties de l'empire marocain où ils se trouvent ou s'établiront, se livrer librement à l'exercice de leur saint ministère, et leurs personnes, maisons et hospices jouiront de toute la sécurité et protection nécessaires.

S. M. le roi de Maroc donnera dans ce sens les ordres opportuns à ses autorités et délégués pour qu'ils accomplissent de tous temps les stipulations contenues dans cet article.

Art. 11. Il a été convenu expressément que lorsque les troupes espagnoles évacueront Tétouan il pourra être acheté l'espace de terrain nécessaire, près le consulat d'Espagne, pour la construction d'une église dans laquelle les prêtres espagnols pourront exercer le culte catholique et célébrer des messes pour les soldats espagnols morts pendant la guerre.

S. M. le roi de Maroc promet que l'église, l'habitation des prêtres et les cimetières des Espagnols seront respectés, et il donnera les ordres nécessaires à ce sujet.

Art. 12. Afin d'éviter des événements comme ceux qui ont occasionné la dernière guerres et faciliter autant que possible la bonne intelligence entre les deux gouvernements, il a été convenu que le représentant de S. M. la reine des Espagnes dans les États du Maroc résidera à Tétouan ou dans la ville que Sa Majesté Catholique jugera la plus convenable pour la protection des intérêts espagnols et le maintien des relations amicales entre les deux États.

Art. 13. Il sera conclu dans le plus bref délai possible un Traité de commerce par lequel tous les avantages déjà accordés ou qui seraient accordés à l'avenir à la nation la plus favorisée seront concédés aux sujets espagnols.

S. M. le roi de Maroc, persuadé de la convenance de cultiver les relations commerciales entre les deux peuples, offre de contribuer pour sa part à faciliter autant que possible lesdites relations, en ayant égard aux nécessités mutuelles et à la convenance des deux parties.

Art. 14. Jusqu'à ce que le Traité de commerce dont il vient d'être question soit conclu, les Traités existants entre les deux nations avant la dernière guerre resteront en vigueur en tant qu'il n'y a pas été dérogé par la présente.

Dans un bref délai, qui ne dépassera pas un mois après la ratification de ce Traité, les commissaires nommés par les deux gouvernements se réuniront pour conclure le Traité de commerce.

Art. 15. S. M. le roi de Maroc concède aux sujets espagnols la permission d'acheter et exporter librement les bois des forêts de ses États, en payant les droits, à moins qu'il ne juge convenable, par une disposition générale, de prohiber l'exportation à toutes les nations, sans que pour cela la concession faite à Sa Majesté Catholique par le Traité de 1799<sup>1</sup> soit considérée comme changée.

Art. 16. Les prisonniers faits par les troupes de l'une et de l'autre armée, pendant la guerre qui vient de finir, seront immédiatement mis en liberté et livrés aux autorités respectives des deux États.

Le présent Traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et l'échange des ratifications aura lieu à Tétouan dans le délai de vingt jours, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les soussignés ont fait ce Traité en langue espagnole et arabe en quatre exemplaires : un pour Sa Majesté Catholique, un pour Sa Majesté Marocaine, un qui restera entre les mains de l'agent diplomatique ou du consul général d'Espagne au Maroc, et le dernier pour le ministre des relations extérieures de ce royaume.

Les plénipotentiaires l'ont signé et cacheté du sceau de leurs armes, à Tétouan, le 26 avril 1860 (4 chival 1266 de l'hégire).

(L. S.) *Signé* : LUIS GARCIA.

(L. S.) *Signé* : TOMAS DE LIGUES Y BARDAJI.

(L. S.) *Signé* : MOHAMMED-EL-JETIB.

(L. S.) *Signé* : AJMAD-EL-CHABLI, fils d'ABD-EL-MELEK.

**Convention entre l'Espagne et le Maroc, étendant les limites de la juridiction de Melilla, et consacrant l'adoption des mesures nécessaires à la sécurité des Présides espagnols sur la côte d'Afrique, conclue à Tétouan le 24 août 1859 et ratifiée le 26 mai 1860.**

Au nom du Dieu tout puissant :

Une convention, étendant les limites de la juridiction de Melilla, et adoptant les mesures nécessaires à la sécurité des présides espagnols

1. Traité de paix, d'amitié, de navigation, de commerce et de pêche entre l'Espagne et le Maroc, conclu à Mequinez, le 1<sup>er</sup> mars 1799. (Martens, *Recueil*, VI, 580.)

sur la côte d'Afrique, est passée entre les deux hauts et puissants princes, S. M. Isabelle II, reine d'Espagne, et S. M. Muley Abderahman, roi de Maroc ; étant parties contractantes pour Sa Majesté Catholique, don Juan Blanco del Valle, grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, commandeur de l'ordre de Charles III, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur de France, député aux Cortès, chargé d'affaires et consul général d'Espagne à Tanger, et pour Sa Majesté Marocaine, Sid-Mohammed el Jetib, son ministre des affaires étrangères, lesquels après avoir respectivement échangé leurs pleins pouvoirs sont convenus des articles suivants :

Art. 1. S. M. le roi de Maroc désirant donner à Sa Majesté Catholique une marque signalée des bons sentiments qui l'animent, et voulant contribuer en tant qu'il dépend d'elle à la sauvegarde et à la sécurité des places espagnoles de la côte d'Afrique, convient de céder à Sa Majesté Catholique la possession et pleine souveraineté du territoire rapproché de la place espagnole de Melilla jusqu'aux points les plus propres à la défense et tranquillité de ce préside.

Art. 2. Les limites de cette concession seront fixées par des ingénieurs espagnols et marocains, lesquels prendront pour base de leurs opérations, afin de fixer l'extension desdites limites, la portée d'un coup de canon d'une pièce de vingt-quatre ancien modèle.

Art. 3. Dans le plus bref temps possible, depuis le jour de la signature de la présente convention, et selon qu'il est indiqué à l'art. 2, il sera procédé d'un commun accord et avec la solennité convenable, au tracé de la ligne qui va de la côte nord à la côte sud de la place, et qui servira désormais de limite au territoire et à la juridiction de Melilla.

L'acte de délimitation, dûment certifié par les autorités espagnoles et marocaines qui seront intervenues dans l'opération, sera signé par les plénipotentiaires respectifs, et sera considéré comme ayant la même force et valeur que s'il était inséré textuellement dans la présente convention.

Art. 4. Entre les territoires soumis aux juridictions espagnole et marocaine, il sera fixé un terrain neutre. Les limites de ce terrain neutre seront, du côté de Melilla, la ligne de juridiction espagnole consignée dans l'acte de délimitation auquel se réfère l'art. 3, et du côté du Riff, la ligne qui sera déterminée d'un commun accord comme ligne de séparation entre le territoire de juridiction du roi de Maroc et le terrain neutre susmentionné.

Art. 5. S. M. le roi de Maroc s'engage à placer sur la limite du territoire frontière de Melilla un caïd ou gouverneur, avec un détachement de troupes, afin de réprimer tout acte d'agression de la part des habitants du Riff, de nature à compromettre les bonnes relations entre les deux gouvernements.

Art. 6. Afin d'empêcher les hostilités qui, à plusieurs époques, ont eu pour objet les places de Penon et d'Alhucemas, S. M. le roi de Maroc, mû par le juste désir qui l'anime, donnera les ordres convenables pour que, dans le voisinage de ces places, il s'établisse un caïd avec les troupes suffisantes pour faire respecter les droits de l'Espagne, et favoriser efficacement la libre entrée dans ces villes des vivres et ravitaillements nécessaires à leurs garnisons.

Les détachements qui devront être placés soit sur la frontière de Melilla, soit dans les environs de Penon et d'Alhucemas, se composeront uniquement de troupes de l'armée marocaine, sans qu'il soit permis d'y placer ou de charger de ce service des chefs ou des troupes du Riff.

Le présent Traité sera ratifié le plus tôt possible, signé et scellé en quatre originaux en espagnol et en arabe, à savoir un pour Sa Majesté Catholique, un autre pour Sa Majesté Chérifienne, un autre restera dans les mains du chargé d'affaires et consul général de l'Espagne au Maroc, un autre qui sera en mains du ministre des affaires étrangères du Maroc, et chacune des parties contractantes avisera aux moyens les plus propices à faire respecter en tous points les articles dont se compose ce Traité.

En foi de quoi, nous plénipotentiaires soussignés, pour Sa Majesté Catholique, don Juan Blanco del Valle, et pour Sa Majesté Marocaine, Sid-Mohammed el Jetib, l'avons autorisé, scellé de nos sceaux et signé de nos mains à Tétouan, le 24 août 1859, qui correspond au 24 de la lune de Muhassan de 1276.

(L. S.) *Signé* Juan Blanco del Valle.

(L. S.) *Signé* le serviteur de la Majesté que Dieu exalte, Mohammed el Jetib, à qui Dieu soit propice.

**Convention entre la France et la Prusse pour l'établissement d'un canal international des houillères de la Sarre, conclue le 4 avril 1861 et ratifiée le 3 juillet 1861.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le roi de Prusse, animés du désir de procurer à leurs sujets respectifs de nouveaux moyens d'échange et de communication, sont convenus d'établir une ligne de navigation entre le canal de la Marne au Rhin et les houillères du bassin de Sarrebruck, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Edouard-Antoine Thouvenel*, son ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, etc., etc., etc.;

Et S. M. le roi de Prusse, M. *Albert-Alexandre comte de Pourtalès*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français, etc., etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement français s'engage à faire exécuter entre le canal de la Marne au Rhin et la frontière prussienne, dans les mêmes conditions de navigabilité que ce canal, un canal partant du bief de partage des Vosges et aboutissant à Sarreguemines. De son côté, le gouvernement prussien s'engage à prolonger cet embranchement sur son territoire jusqu'à Louisenenthal, dans les mêmes conditions de navigabilité, soit au moyen d'un canal latéral à la Sarre, soit en rendant la Sarre navigable.

Art. 2. Les travaux de construction devront être poussés de manière à arriver en même temps et le plus tôt possible à l'achèvement du canal sur les deux territoires. Un arrangement ultérieur déterminera le délai dans lequel l'exploitation du canal devra s'ouvrir dans les deux pays.

Art. 3. Un tarif uniforme de droit de navigation, à percevoir en raison de la distance parcourue, sera établi, en France et en Prusse, sur toute l'étendue du canal des houillères de la Sarre. Le taux de ces droits sera ultérieurement fixé, d'un commun accord, par les deux gouvernements.

Art. 4. Une commission mixte, composée d'ingénieurs des deux pays, sera chargée de régler les questions techniques qui se rattachent à l'exécution des travaux, notamment de déterminer le mode de prolongement du canal sur le territoire prussien, ainsi que le point où la frontière commune sera franchie, et de fixer la proportion dans laquelle chaque gouvernement aura à concourir aux dépenses communes qu'entraînera la construction d'une partie du canal. Les décisions de cette commission ne deviendront d'ailleurs définitives qu'après qu'elles auront reçu l'approbation des deux gouvernements.

Art. 5. Sur toute l'étendue du canal des houillères de la Sarre, ainsi que sur les voies navigables avec lesquelles il sera en communication en France et en Prusse, les navires ou bateaux appartenant à l'une ou à l'autre Partie contractante, ainsi que leurs chargements, ne pourront être frappés de droits de douane, de navigation, de patente, et, en général, de droits ou charges de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront imposés aux navires ou bateaux nationaux et à leurs chargements; ils ne pourront non plus être soumis à des formalités autres ou plus onéreuses que celles auxquelles seront assujettis les navires ou bateaux nationaux et leurs chargements.



Art. 6. Le gouvernement prussien s'engage à établir sur le bord du canal ou de ses embranchements, à portée de chargement des bateaux, plusieurs entrepôts de houille, qui seront toujours abondamment approvisionnés des principales variétés de produits que fournissent les houillères de l'État dans le bassin de Sarrebruck.

Art. 7. Les prix auxquels seront vendues les houilles provenant des mines de l'État dans le bassin de Sarrebruck, et destinées à être importées en France par le canal des houillères de la Sarre, ne seront, en aucun cas, plus élevés que ceux auxquels ces mêmes houilles destinées à être transportées par une voie quelconque seront vendues aux acheteurs prussiens ou étrangers les plus favorisés, à quelque titre que ce soit. Le gouvernement prussien se réserve toutefois de maintenir, sans être tenu d'en faire jouir les acheteurs français, les *privilèges accordés*, sous le rapport des prix de vente des houilles, aux communes de l'ancienne principauté de Nassau-Sarrebruck et à quelques fabriques et usines dont l'énumération sera communiquée au gouvernement français.

Art. 8. En ce qui concerne les droits de douane, *les houilles* importées de Prusse en France par le canal des houillères de la Sarre, *jouiront* en Prusse, lors de leur sortie, et, en France, lors de leur entrée, du *traitement de la nation la plus favorisée*. Sera maintenu provisoirement l'état de choses, duquel il résulte qu'il n'y a aucun droit à la sortie de Prusse, et que le droit d'entrée en France est de dix centimes par cent kilogrammes, décimes additionnels non compris.

Art. 9. Dans le cas où les droits de transit seraient perçus sur les marchandises qui transitent à travers la Prusse, les houilles provenant du département de la Moselle, et transitant à travers la Prusse pour rentrer en France par le canal des houillères de la Sarre, ne seront soumises qu'au droit de contrôle, au lieu de celui de transit. Ce droit de contrôle ne pourra, dans aucun cas, excéder le taux d'un pfenning de Prusse par quarante quintaux ou deux mille kilogrammes.

Art. 10. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 4 avril 1861.

(L. S.) Signé : THOUVENEL.

(L. S.) Signé : POURTALÈS.

---

**Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, conclue le 6 avril 1861, entre la France et la Russie, et ratifiée le 9 mai 1861.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, animés d'un égal désir de donner suite à la stipulation de l'article 23 du Traité de commerce et de navigation, signé à Saint-Pétersbourg le 2/14 juin 1857, par laquelle les deux hautes parties contractantes se sont réservé de déterminer, dans une convention spéciale les moyens de garantir réciproquement la propriété littéraire et artistique dans leurs États respectifs, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Napoléon Lannes, duc de Montebello, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres de Saint-Janvier et de Saint-Ferdinand des Deux-Siciles, de l'ordre royal américain d'Isabelle la Catholique d'Espagne, etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, le prince *Alexandre Gortchakoff*, son conseiller privé actuel et ministre des affaires étrangères, membre du conseil de l'empire, chevalier des ordres de Russie de Saint-André, de Saint-Wladimir de la première classe, de Saint-Alexandre Newsky, de l'Aigle blanc, de Sainte-Anne de la première classe et de Saint-Stanislas de la première classe, grand-croix de la Légion d'honneur de France, de la Toison d'or d'Espagne, de la Sainte-Annonciade de Sardaigne, de Saint-Étienne d'Autriche, de l'Aigle noir orné de diamants et de l'Aigle rouge de Prusse, des Séraphins de Suède, de la Tour et de l'épée de Portugal, de Ferdinand et du Mérite de Naples, de la Couronne de Wurtemberg, de l'Éléphant et du Danebrog de Danemark, de Saint-Hubert de Bavière, de la Fidélité et du Lion de Zaëhringen de Bade, des Guelfes de Hanovre, de Louis de Hesse-Darmstadt, de la Couronne de Saxe, d'Ernest de Saxe-Altenbourg, du Faucon blanc de Saxe-Weimar, de Pierre-Frédéric-Louis d'Oldenbourg, du Sauveur de Grèce, de Léopold de Belgique, du Pianum, du Medjidié de Turquie, ayant le portrait du Schah de Perse de la première classe, orné de diamants;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. A partir de l'époque à laquelle, conformément aux stipulations de l'article 10 ci-après, la présente Convention deviendra exécutoire, les auteurs d'œuvre d'esprit ou d'art, auxquels les lois de l'un des deux États garantissent actuellement ou garantiront à l'avenir le

droit de propriété ou d'auteur, auront, sous les conditions déterminées ci-après, la faculté d'exercer ce droit sur le territoire de l'autre État de la même manière et dans les mêmes limites que s'exercerait, dans cet autre État, le droit attribué aux auteurs d'ouvrages de même nature qui y seraient publiés.

La réimpression et la reproduction illicite ou contrefaçon des œuvres publiées primitivement dans l'un des deux États, seront assimilées dans l'autre à la réimpression et à la reproduction illicites d'ouvrages dont les auteurs appartiennent à ce dernier. Toutes les lois, ordonnances, règlements et stipulations aujourd'hui existants ou qui pourraient par la suite être promulgués au sujet du droit exclusif de publication des œuvres littéraires et artistiques, seront, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par la présente Convention, applicables à cette contrefaçon.

Il est bien entendu, toutefois, que les droits à exercer réciproquement dans l'un ou dans l'autre État, relativement aux ouvrages ci-dessus mentionnés, ne pourront être plus étendus que ceux qu'accorde la législation de l'État auquel appartiennent les auteurs ou ceux qui les remplacent à titre de mandataires, d'héritiers, de cessionnaires, de donataires ou autrement.

Art. 2. Sont compris sous la dénomination d'œuvres d'esprit ou d'art, les livres, écrits, œuvres dramatiques, compositions musicales, tableaux, gravures, plans, cartes géographiques, lithographies et dessins, travaux de sculpture et autres productions scientifiques, littéraires ou artistiques, que ces œuvres soient publiées par des particuliers ou par une autorité publique quelconque, par une académie, une université, un établissement d'instruction publique, une société savante, ou autre.

Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux, les traductions faites dans l'un des États d'ouvrages nationaux ou étrangers.

Il est bien entendu que l'objet de la présente disposition est simplement de protéger le traducteur par rapport à sa propre traduction, et non de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque.

Les mandataires, héritiers ou ayants cause des auteurs des œuvres d'esprit ou d'art énumérées ci-dessus, jouiront, à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde auxdits auteurs.

Art. 3. Pour assurer à tout ouvrage intellectuel ou artistique la propriété stipulée dans les articles précédents, les auteurs ou traducteurs devront établir, au besoin par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou reproduction illicite.

Les hautes parties contractantes conviennent au surplus que la preuve de la propriété , pour toute œuvre d'esprit ou d'art , résultera toujours de plein droit , pour les ouvrages publiés en France , d'un certificat délivré par le bureau de la librairie au ministère de l'intérieur à Paris , ou par le secrétariat de la préfecture dans les départements ; et que , quant aux ouvrages publiés dans les Etats de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies , la preuve de la propriété résultera , de plein droit , d'un certificat délivré , pour les œuvres littéraires , scientifiques ou dramatiques , par l'autorité chargée de la censure des livres , et pour les œuvres artistiques , si elles sont publiées dans l'empire , par l'académie impériale des beaux-arts à Saint-Pétersbourg , et si elles sont publiées dans le royaume de Pologne , par l'école des beaux-Arts à Varsovie.

Il est entendu que , pour être reconnus valables dans l'un ou l'autre des deux Etats , les certificats dont il est fait mention dans le présent article , seront légalisés sans frais par les agents diplomatiques ou consulaires respectifs.

Art. 4. Le droit de propriété littéraire ou artistique des Français , dans l'empire de Russie , et des sujets russes en France , durera , pour les auteurs , toute leur vie , et se transmettra pour vingt ans , à leurs héritiers directs ou testamentaires , et pour dix ans , à leurs héritiers collatéraux.

Les termes de vingt ans et de dix ans , seront comptés depuis l'époque du décès de l'auteur.

Art. 5. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 2 de la présente Convention , les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays , pourront être reproduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays , pourvu que l'on indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois , cette permission ne s'étendra pas à la reproduction , dans l'un des deux pays , des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre , lorsque les auteurs auront formellement déclaré dans le journal , ou le recueil même où ils les auront fait paraître , qu'ils interdisent la reproduction. Dans aucun cas , cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 6. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents , et de poursuites en dommages-intérêts , il sera procédé , dans l'un ou l'autre Etat , conformément à ce qui est ou serait prescrit par les législations respectives , et les tribunaux compétents appliqueront les peines déterminées par les lois en vigueur ; le tout de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Art. 7. La mise en vente de toute œuvre reconnue , dans l'un ou

l'autre des deux États, pour une reproduction illégale ou contrefaçon d'un ouvrage jouissant du privilège de protection, en vertu des articles 1 et 2 de la présente Convention, sera interdite, sans qu'il y ait à distinguer si cette contrefaçon provient de l'un des deux États, ou de tout autre pays.

Toutefois, la présente Convention ne pourra faire obstacle à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient été publiées dans chacun des deux États, ou qui auraient été introduites dans l'année qui suivra la signature de la présente Convention.

Quant aux ouvrages de reproduction non autorisée en cours de publication, dont une partie aurait déjà paru avant l'expiration d'une année à partir du jour de la signature de la présente Convention, les éditeurs en France, et ceux dans l'Empire de Russie, pourront publier les volumes et livraisons nécessaires, soit pour l'achèvement desdits ouvrages, soit pour compléter les souscriptions des abonnés, ou les collections non vendues existant en magasin. Par contre, on ne pourra faire aucune nouvelle publication, dans l'un des deux États, des mêmes ouvrages, ni mettre en vente des exemplaires autres que ceux destinés à remplir les expéditions ou souscriptions précédemment commencées.

Art. 8. Pour faciliter la pleine exécution de la présente Convention, les deux hautes parties contractantes promettent de se donner mutuellement connaissance des lois et règlements actuellement existants, ainsi que de ceux qui pourront être établis par la suite dans les deux pays, en ce qui touche la garantie de la propriété littéraire et artistique.

Art. 9. Les dispositions de la présente Convention ne pourront, en quoi que ce soit, porter préjudice au droit que chacune des deux hautes parties contractantes se réserve expressément de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures législatives ou administratives, la circulation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'un ou l'autre État jugera convenable d'exercer ce droit.

De même, aucune des stipulations de la présente Convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation sur leur territoire, des livres que leur législation intérieure, ou des traités avec d'autres États, feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

Art. 10. La présente Convention restera en vigueur, sauf la réserve exprimée à l'article 7, pendant six ans, à dater du 14/2 juillet de cette année. Si, à l'expiration des six années, la présente Convention n'est pas dénoncée un an à l'avance, elle continuera à être obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des Hautes Parties contrac-



tantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Les hautes parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter à la présente Convention, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas incompatible avec l'esprit et les principes qui en sont la base, et dont l'expérience aurait démontré l'opportunité.

Art. 11. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg dans le délai de deux mois, à partir du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le six avril=vingt-cinq mars de l'an de grâce mil huit cent soixante et un.

(L. S.) *Signé*, duc de MONTEBELLO.

(L. S.) *Signé*, GORTCHAKOFF.

Article additionnel.

Il est convenu entre les deux hautes parties contractantes qu'aussi longtemps que les livres publiés en France seront admis libres de tout droit de douanes dans les Etats de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, tous les ouvrages indistinctement publiés en Russie, de même que la musique, les gravures, les lithographies et les cartes géographiques, seront admis également libres de tout droit de douanes sur le territoire de l'Empire français.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans la Convention conclue aujourd'hui pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique. Il sera ratifié et mis à exécution en même temps que ladite Convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article additionnel et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le six avril=vingt-cinq mars de l'an de grâce mil huit cent soixante et un.

(L. S.) *Signé*, duc de MONTEBELLO.

(L. S.) *Signé*, GORTCHAKOFF.

---

**Traité de commerce conclu entre la France et la Turquie, le 29 avril 1864, ratifié le 29 juin, promulgué en France le 14 juillet.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. Impériale le Sultan, voulant donner par un acte spécial et additionnel une nouvelle extension aux

relations heureusement établies entre leurs États par le traité de commerce du 25 novembre 1838<sup>1</sup>, ont, à l'effet d'atteindre ce but, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Charles-Jean-Marie-Félix* marquis de Lavalette, sénateur de l'Empire, grand officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, décoré des ordres impériaux du Medjidié de première classe, et du Nichan-Iftihar, etc., etc., etc., son ambassadeur près S. M. Impériale le Sultan ;

Et S. M. Impériale le Sultan, *Mouhammed-Emin Aali-Pacha*, président du conseil du Tanzimat, et son ministre des affaires étrangères par intérim, décoré des ordres impériaux du Medjidié et du Mérite de première classe, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Tous les droits, privilèges et immunités qui ont été conférés aux sujets et aux bâtiments français par les capitulations et les traités antérieurs, sont confirmés, à l'exception des clauses desdits traités que le présent traité a pour objet de modifier. Il est, en outre, expressément entendu que les droits, privilèges et immunités que la Sublime-Porte accorde aujourd'hui ou pourrait accorder à l'avenir aux sujets et aux bâtiments de toute autre puissance étrangère, seront également accordés aux sujets et aux bâtiments français, qui en auront de droit l'exercice et la jouissance.

Art. 2. Les sujets de S. M. l'Empereur des Français, ou leurs ayants cause, pourront acheter dans toutes les parties de l'Empire ottoman, soit qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles, sans exception, provenant du sol ou de l'industrie de ce pays. La Sublime-Porte, ayant, en vertu de l'article 2 du traité du 25 novembre 1838, formellement aboli tous les monopoles qui frappaient les produits de l'agriculture et toutes les autres productions quelconques de son territoire, et ayant aussi renoncé à l'usage de *teskérés* demandés aux autorités locales pour l'achat de ces mêmes marchandises, ou pour les transporter d'un lieu à un autre quand elles étaient achetées, il demeure entendu que tous les engagements stipulés dans l'article 2 dudit traité restent en pleine vigueur.

Art. 3. Les marchands français ou les ayants cause qui achèteront un objet quelconque produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire ottoman, payeront, lors de l'achat ou de la vente, les mêmes

1. Traité de commerce conclu à Constantinople, entre la France et la Turquie, le 25 novembre 1838. (Martens, *Nouveau Recueil*, XV, p. 761).

droits qui sont payés, dans les circonstances analogues, par les sujets ottomans les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce intérieur.

Art. 4. Tout article produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, acheté pour l'exportation, sera transporté, libre de toute espèce de charge et de tous droits, à un lieu convenable d'embarquement, par les négociants français ou leurs ayants cause. Arrivé là, il payera un droit unique de 8 pour 100 de sa valeur à l'échelle, lequel sera abaissé chaque année de 1 pour 100, jusqu'à ce qu'il ait été réduit à une taxe fixe et définitive de 1 pour 100, destinée à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.

Tout article acheté au lieu d'embarquement, et qui aurait déjà acquitté le droit d'exportation, ne sera naturellement pas soumis au droit d'exportation, si même il a changé de mains.

Art. 5. Tout article produit du sol ou de l'industrie de la France et de ses dépendances, et toutes marchandises, de quelque espèce qu'elles soient, embarquées sur des bâtiments français, et étant la propriété de sujets français, ou apportées, par terre ou par mer, d'autres pays par des sujets français, seront admis, comme antérieurement, dans toutes les parties de l'Empire ottoman, sans aucune exception, moyennant un droit unique et fixe de 8 pour 100, calculé sur la valeur de ces articles à l'échelle, et payable au moment du débarquement, s'ils arrivent par mer, et au premier bureau de douane s'ils arrivent par voie de terre.

Si ces marchandises, après avoir acquitté le droit de 8 pour 100, sont vendues, soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit, ni du vendeur ni de l'acheteur. Mais si, n'étant pas vendues pour la consommation de la Turquie, elles étaient réexportées dans l'espace de six mois, elles seraient considérées comme marchandises de transit, et traitées comme il est dit ci-dessous à l'article 8. L'administration serait, dans ce cas, tenue de restituer immédiatement, au négociant qui fournirait la preuve que le droit de 8 pour 100 a été acquitté, la différence entre ce droit d'importation et celui de transit spécifié dans l'article précité.

Art. 6. Il est entendu que les articles d'importation étrangère destinés aux Principautés-Unies de Moldo-Valachie et à celle de Servie et traversant les autres parties de l'Empire ottoman n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée dans ces Principautés, et, réciproquement, que les marchandises d'importation étrangère traversant ces Principautés pour se rendre dans les autres parties de l'Empire ottoman, ne devront acquitter les droits de douane qu'au premier bureau de douane administré directement par la Porte.

Il en sera de même pour les produits du sol ou de l'industrie de

ces Principautés, aussi bien que pour ceux du reste de l'Empire ottoman destinés à l'exportation qui devront payer les droits de douane, les premiers entre les mains de l'administration douanière de ces Principautés, et les derniers au fisc ottoman.

De telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, en tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. 7. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises produit du sol ou de l'industrie de la France et de ses dépendances, ni sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, quand ces deux sortes de marchandises embarquées sur des bâtiments français, appartenant à des sujets français, passeront les détroits des Dardanelles, du Bosphore, ou de la mer Noire, soit que ces marchandises traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportés, ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments, ou que, vendues pour l'exportation, elles soient, pour un temps limité, déposées à terre pour être mises à bord d'autres bâtiments, et continuer leur voyage.

Dans ce dernier cas, les marchandises devraient, à Constantinople, être déposées dans les magasins de la douane dits de *transit* et partout où il n'y aurait pas d'entrepôt sous la surveillance de l'administration de la douane.

Art. 8. La Sublime-Porte désirant accorder des facilités au transit par terre au moyen de concessions graduelles, il a été décidé que le droit de 3 pour 100 prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie pour être expédiées dans d'autres pays, sera réduit à 2 pour 100 dès aujourd'hui, et à une taxe fixe et définitive de 1 pour 100 au bout de la huitième année.

La Sublime-Porte déclare en même temps se réserver le droit d'établir, par un règlement spécial, les garanties à prendre pour empêcher la fraude.

Art. 9. Les sujets français, ou leurs ayants cause, se livrant au commerce des articles produits du sol ou de l'industrie des pays étrangers acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits que les sujets étrangers trafiquant des marchandises provenant de leur propre pays.

Art. 10. Par exception aux stipulations de l'article 5, le tabac, sous toutes ses formes, et le sel, cessent d'être compris au nombre des marchandises que les sujets français ont la faculté d'importer en Turquie; en conséquence, les sujets français ou leurs ayants cause qui achèteront ou vendront du sel ou du tabac pour la consommation de la Turquie, seront soumis aux mêmes règlements, et acquitteront les mêmes droits que les sujets ottomans les plus favorisés parmi ceux qui se livreront au commerce de ces deux articles. Comme compensation

de cette restriction, aucune taxe quelconque ne sera perçue à l'avenir sur les mêmes produits exportés de la Turquie par des sujets français.

Les quantités de tabac et de sel qui seront exportées par les sujets français ou leurs ayants cause, devront être déclarées à l'administration des douanes, qui conservera, comme par le passé, son droit de surveillance sur l'exportation de ces produits, sans que, pour cela, elle puisse prétendre à aucune rétribution, soit à titre d'enregistrement, soit à tout autre titre.

Art. 11. Les sujets français ne pourront non plus dorénavant apporter ni canons, ni poudre, ni armes, ni munitions de guerre. Le commerce de ces divers articles reste sous la surveillance immédiate et spéciale du gouvernement ottoman, qui conserve le droit de les réglementer.

Ne sont pas compris dans les restrictions précédentes les fusils de chasse, les pistolets et les armes de luxe.

Art. 12. Les firmans exigés des bâtiments marchands français à leur passage dans les Dardanelles et le Bosphore leur seront délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. 13. Les capitaines des bâtiments de commerce français, ayant des marchandises à destination de l'Empire ottoman, seront tenus de déposer à la douane, à peine arrivés au port de débarquement, une copie légalisée de leur manifeste.

Art. 14. Les marchandises introduites en contrebande seront frappées de confiscation au profit du trésor ottoman lorsque la fraude aura été dûment constatée; procès-verbal du délit de contrebande sera dressé et communiqué à l'autorité consulaire dont dépendra le sujet étranger à qui appartiendra la marchandise confisquée.

Art. 15. Toutes les marchandises produits du sol de l'Empire ottoman importées en France par des bâtiments ottomans, seront traitées comme les produits similaires des pays les plus favorisés.

Art. 16. Il demeure entendu que le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français ne prétend, par aucun des articles du présent traité, stipuler au delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver, en aucune manière, le Gouvernement de S. M. Impériale le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant, toutefois, que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciens traités et aux privilèges accordés par le présent traité aux sujets français et à leurs propriétés.

Art. 17. Le présent traité sera valable pour vingt-huit ans. Toutefois, chacune des hautes parties contractantes se réserve la faculté de proposer au bout de la quatorzième et vingt et unième année les modifications que l'expérience aurait suggérées. Le présent traité sera



exécutoire dans toutes les provinces de l'Empire ottoman, c'est-à-dire dans les possessions de S. M. Impériale le Sultan, situées en Europe et en Asie, en Égypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime-Porte, en Servie et dans les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

Le Sublime-Porte déclare ne point s'opposer à ce que les autres puissances étrangères cherchent à faire jouir leur commerce des stipulations contenues dans le présent traité.

Les hautes parties contractantes sont convenues de nommer conjointement des commissaires pour établir le tarif des droits de douane à percevoir conformément aux stipulations du présent traité, tant sur les marchandises de toute espèce provenant du sol, de l'agriculture et de l'industrie de la France et de ses dépendances, et importées par les sujets français dans les États de S. M. Impériale le Sultan, que sur les articles de toutes sortes produits du sol, de l'agriculture et de l'industrie de la Turquie, que les commerçants français et leurs agents achètent dans toutes les parties de l'Empire ottoman pour les transporter soit en France, soit en d'autres pays.

Le nouveau tarif établi restera en vigueur pendant sept ans à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1861.

Chacune des hautes parties contractantes aura droit, un an avant l'expiration de ce terme, d'en demander la révision. Mais si, à cette époque, ni l'une ni l'autre n'use de cette faculté, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept autres années, à dater du jour où la première période aura été accomplie, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de sept années.

Art. 18. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Constantinople dans l'espace de deux mois, ou plus tôt si faire se peut, et il sera mis à exécution à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1861.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le vingt-neuvième jour du mois d'avril de l'an de grâce mille huit cent soixante et un.

(L. S.) *Signé* DE LAVALETTE.

(L. S.) *Signé* AALI.

---

## DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

### AUTRICHE.

**Décret de dissolution de la diète d'Istrie. Vienne le 14 juillet 1861.**

Nous, François-Joseph I<sup>er</sup>, par la grâce de Dieu, empereur d'Autriche, etc.

La diète de notre margraviat d'Istrie ayant refusé, malgré une invitation réitérée, de procéder à l'élection des membres du Reichsrath, conformément à la loi fondamentale sur la représentation de l'empire, nous trouvons bon de dissoudre la diète par les présentes, en application de l'article 11 de la constitution provinciale, et d'ordonner en même temps de nouvelles élections. Nous nous réservons de fixer ultérieurement l'époque de la convocation de la nouvelle diète.

Donné dans notre capitale de l'empire et résidence de Vienne, le 14 juillet 1861.

FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

Archiduc RÉNIER, *m. p.*

SCHMERLING, *m. p.*

Par ordre de l'empereur :

RANSONNET.

---

**Rescrit royal de François-Joseph I<sup>er</sup>, communiqué à la diète  
de Pesth dans sa séance du 21 juillet 1861.**

Nous, François-Joseph I<sup>er</sup>, etc., offrons aux magnats et représentants de la diète de notre fidèle royaume de Hongrie, réunis en vertu de notre convocation du 2 avril 1861, notre salut et notre grâce.

Aimés et fidèles,

Comme vous vous êtes rendus avec un empressement conforme à

votre devoir, ce dont nous vous avons déjà fait exprimer notre satisfaction, à l'invitation que nous vous avons faite par notre rescrit du 30 juin dernier de nous soumettre votre adresse dans une forme telle que son acceptation se trouve en harmonie avec la dignité de notre couronne, que nous devons sauvegarder contre toute attaque et nos droits de souveraineté héréditaires, nous sommes heureux, conformément à la promesse que nous avons faite et à notre vif désir, de nous exprimer sans réserve sur les questions de la plus haute importance contenues dans cette adresse, afin d'amener par un exposé clair et catégorique la solution avantageuse et durable des difficultés présentes.

En convoquant la diète actuellement réunie, nous avons désiré ouvrir une voie par laquelle il fût possible d'écarter légalement les obstacles qui s'opposent à l'administration constitutionnelle de notre royaume de Hongrie, et par laquelle les relations résultant de l'union indissoluble de ce pays avec nos autres royaumes et pays pussent être réglées par la puissance législative, conformément aux exigences de l'ensemble de notre monarchie; de telle façon que les dispositions à prendre répondant aux sentiments de la nation, puissent prévenir toute autre solution de la question qu'il est indispensable de régler par la voie légale.

Si dans l'adresse susmentionnée on parle de notre diplôme du 20 octobre<sup>1</sup> comme s'il était en contradiction directe avec l'autonomie de la Hongrie, assurée par la Pragmatique-Sanction, nous reconnaissons à la vérité que d'après ledit diplôme la diète de Hongrie aura à délibérer sur les affaires concernant les contributions et celles qui sont relatives à la prestation de l'obligation militaire, d'une manière qui diffère des anciennes lois, savoir en commun avec les autres représentants constitutionnels de l'ensemble de la monarchie, nous ne pouvons tirer de là néanmoins la conséquence que les garanties de l'autonomie constitutionnelle de la Hongrie y soient compromises.

Nous devons croire, au contraire, qu'elles seront fortifiées par l'entente résultant des délibérations communes avec les représentants librement élus de nos autres royaumes et pays sur leurs intérêts réciproques, et appelons l'attention des magnats et représentants réunis en diète, d'abord sur ce fait, que leur influence ne s'étendait auparavant que sur une plus faible partie des contributions générales et non comme à l'avenir, d'après le diplôme, sur toutes les espèces d'impôts et d'affaires financières, ensuite sur le texte de la Pragmatique-Sanction, reçue dans les articles de la loi n° 1 et 2 de l'année 1723, qui, par suite, n'a pas été seulement rendu pour défendre plus efficacement notre royaume de Hongrie contre des attaques intérieures et exté-

1. Voir *Archives*, t. I, p. 43.

rieures, et de le protéger contre les troubles qui, comme le pays le sait, surviennent facilement dans les interrègnes, mais aussi pour acquérir un point d'appui commun, et d'autant plus solide pour l'entente réciproque et l'union avec nos autres royaumes et pays.

Nos lettres royales de convocation pour la présente diète ont déjà donné la preuve que c'est notre ferme volonté de maintenir l'usage traditionnel concernant le diplôme du couronnement, de même que nous reconnaissons ouvertement, pour tranquilliser les esprits agités et écarter des appréhensions non fondées, que notre royaume de Hongrie doit être gouverné d'une façon particulière, autant en ce qui concerne le choix des personnes que pour le système et la forme de gouvernement; que par suite, la fusion des pays appartenant à la couronne de Saint-Étienne avec ceux du reste de notre monarchie, est aussi éloignée de notre pensée que de notre cœur.

De là nous pouvons, à la vérité, déduire une administration autonome des affaires intérieures du pays telle qu'elle est ordonnée par le dixième article de la loi de l'année 1790; mais il ne résulte nullement que le lien entre notre royaume de Hongrie et nos autres royaumes et pays ne forme qu'une union personnelle, prétention que le droit public de notre royaume de Hongrie, tel qu'il est sorti de fait des lois et de l'histoire réfute clairement.

L'unité du trône, le commandement de l'armée et la direction centrale des finances communes de l'ensemble de la monarchie sont les conséquences nécessaires de la Pragmatique-Sanction, qui établit l'indivisibilité et l'indissolubilité de l'ensemble de l'empire, et de même que notre royaume de Hongrie n'a jamais été représenté en particulier vis-à-vis de l'étranger depuis l'avènement de notre dynastie et encore aujourd'hui est comprise toujours sous le nom de l'empire autrichien, dans l'ensemble des grandes puissances de l'Europe, avec nos autres royaumes et pays, de même la Hongrie a dû contribuer constamment aux besoins communs de notre empire et à prendre part aux sacrifices qui ont été faits par les peuples de notre monarchie, par suite des événements militaires, ainsi qu'il résulte des articles de loi 63 de 1741, 2 de 1796, 1 de 1805, 2 de 1807, 6 de 1808 et d'autres encore.

Par les destinées qu'il a subies sous un gouvernement commun pendant trois siècles avec nos autres pays, notre royaume de Hongrie est entré dans une union beaucoup trop étroite avec ces pays pour que l'on puisse dire qu'il n'y a là qu'une union personnelle. Cette union plus intime est indiquée de manière à ne pouvoir être méconnue dans les articles 1 et 2 de la loi de 1723, aussi bien dans le texte que dans les conséquences. Non-seulement les articles 21 et 98 de la même année, dans leur troisième paragraphe, et les articles 104 et 114 se réfèrent

à ce gouvernement central, qui dirige les affaires communes avec les autres pays de la monarchie, mais la législation hongroise a déposé un témoignage éclatant de son soin à sauvegarder les intérêts communs de l'empire dans le paragraphe 4 de l'article 4 de l'année 1741.

Cet article, en effet, statue précisément afin que le gouvernement de la Hongrie ne soit pas séparé de celui des autres parties de l'empire, et contrairement à l'article 2 de l'année 1785, relatif au droit de tutèle du palatin, cité dans l'adresse de la diète, que l'empereur François, époux de Marie-Thérèse, de glorieuse mémoire, non-seulement est nommé corégent, mais aussi, pour le cas de la minorité de l'héritier de la couronne de Hongrie, tuteur légale de ce prince, afin qu'il puisse gouverner la Hongrie avec puissance de père et de tuteur comme les autres parties de la monarchie.

La direction et l'administration communes des affaires militaires est certifiée par toute une série de faits inconciliables avec les idées d'une union personnelle, et le premier paragraphe de l'article 11 de 1741, par lequel le pays demande la nomination de membres hongrois pour faire partie du ministère d'État ne serait nullement explicable sans une union plus étroite.

Par les lois de 1848 on a voulu, il est vrai, créer l'union personnelle, en contradiction évidente avec la déclaration faite dans la préface de ces lois, que l'unité de la couronne et les obligations vis-à-vis de la monarchie ne devaient pas subir d'atteinte; mais précisément l'exécution de ces lois a montré dès ce premier semestre les dangers qui menaçaient l'empire, y compris la Hongrie, parce que, oubliant complètement le droit public et l'histoire de Hongrie, on voulait réduire les intérêts communs à la sphère étroite de l'union personnelle.

Cette séparation a causé des ébranlements dangereux, qui ont rendu nécessaire l'emploi d'un autre système d'administration et la suspension des institutions constitutionnelles de la Hongrie. Mais après que, par le diplôme du 20 octobre 1860, nous eûmes assuré, en vertu de notre pleine puissance royale, le rétablissement de la constitution hongroise sous des conditions et restrictions qui étaient indispensables dans l'intérêt de notre trône et de notre empire, par suite de la création d'institutions constitutionnelles dans les autres royaumes et pays, nous avons rétabli, pour exécuter de notre part cette promesse, l'ancienne organisation des comitats, de même que les autorités hongroises, et ensuite convoqué la présente diète pour arriver, par la voie de la législation, en vertu soit de propositions royales, soit de motions émanées de la diète, tant à résoudre convenablement des questions importantes qui résultaient de notre diplôme du 20 octobre 1860 et de nos résolutions simultanées, qu'à satisfaire aux intérêts et aux



vœux du pays, afin de mettre le droit public de Hongrie en harmonie avec les exigences du lien indissoluble de tous nos pays et de la puissance de l'empire.

Mais lorsque, pour atteindre ce but, les magnats et représentants réunis en diète veulent immédiatement remettre en vigueur les lois de 1848, et qu'ils posent cette prétention comme une condition préliminaire absolue, voulant baser uniquement sur ces lois le droit constitutionnel du pays, ils cherchent l'accomplissement de la tâche dont ils sont chargés sur un terrain où la lutte avec les intérêts les plus essentiels de l'ensemble de l'empire devient inévitable et où il sera impossible d'arriver à un arrangement qui réponde aux justes exigences de la prospérité commune.

Nous avons reconnu et confirmé déjà, dans notre diplôme du 20 octobre 1860, les principes contenus aussi dans les lois de 1848, concernant la suppression des privilèges de la noblesse, l'aptitude conférée à tous les citoyens sans distinction de naissance à occuper tous les emplois, et à acquérir la propriété, l'abolition des corvées et prestations dues par les pays, l'obligation imposée à tous de contribuer aux impôts et au service militaire et le droit accordé à diverses classes de nos sujets du royaume de Hongrie de prendre part aux élections de la diète, droit dont elles ne jouissaient pas auparavant. Mais, en ce qui concerne les autres lois présentées à la diète en 1847 et 1848, les magnats et représentants savent fort bien que diverses parties principales de ces lois sont en contradiction flagrante avec la teneur de la Pragmatique-Sanction, et, par suite, ne sont pas admissibles au point de vue du droit; ils ne savent pas moins qu'ils ont porté atteinte non-seulement aux droits des autres pays et de l'ensemble de la monarchie, mais aussi aux intérêts nationaux d'une grande partie de la population des pays hongrois. Une expérience pénible nous a appris aussi que plusieurs articles de ces lois, précisément parce qu'ils ne répondaient pas aux institutions municipales et nationales nées et développées dans le cours des siècles en Hongrie, n'offraient pas les garanties nécessaires à l'accomplissement de leur but, et que, de même, les rapports de la Hongrie avec l'ensemble de l'empire devaient être nécessairement réglés sur une autre base.

Par suite, nous faisons savoir par ces présentes aux magnats et aux représentants réunis en diète, que nous ne pourrons jamais reconnaître à l'avenir les articles de ces lois, que nous trouvons en contradiction ouverte avec les intérêts inséparables de l'ensemble de notre empire, et notamment avec les résolutions du 20 octobre 1860 et du 26 février 1861, de même que nous ne l'avons pas reconnu jusqu'ici, parce que nous ne nous croyons pas obligé personnellement à les reconnaître.

Comme, d'ailleurs, l'initiative des propositions et modifications nécessaires appartient non-seulement à nous par la voie des propositions royales, mais encore à la nation, et que c'est non-seulement un droit, mais un devoir de la représentation de trouver pour ses propositions une base sur laquelle le pays puisse être rassuré sur ses institutions constitutionnelles et ses intérêts nationaux, et qu'il faut que le droit historique soit ramené dans sa véritable voie, nous déclarons, par ces présentes, qu'une révision des lois de 1848 dans l'esprit de la Pragmatique-Sanction et répondant aux intérêts de l'ensemble de l'empire, ainsi que nous l'avons déjà ordonné le 20 octobre 1860, devra nécessairement avoir lieu avant que la diète puisse délibérer sur le diplôme de couronnement que nous devons rendre.

Dans l'attente pleine de confiance que les magnats et représentants réunis en diète suivront l'exemple de leurs aïeux qui, dirigés par des sentiments patriotiques, ont su apprécier les exigences urgentes des circonstances qui se présentent de temps en temps, et ont toujours été prêts à faire concorder par les articles 4 de 1687, 8 de 1715, 1 et 2 de 1723, le droit public de Hongrie avec les intérêts communs de tout l'empire nous chargeons, sous réserve d'autres communications qui pourront leur être faites, le cas échéant, sous forme de propositions royales, les magnats et représentants réunis en diète, de rédiger, conformément aux hautes intentions que nous leur avons exprimées, les projets de lois portant révision ou abrogation des lois de 1848, et de les soumettre le plus tôt possible à notre sanction royale.

Comme, en vertu des articles 1 et 2 de notre diplôme du 20 octobre 1860 et de la loi fondamentale du 26 février 1861, les affaires de législation ayant rapport aux droits, obligations et intérêts communs de tous nos royaumes et pays doivent être traitées dans le Reichsrath, qui représente l'ensemble de notre empire, et comme, par notre billet autographe du 26 février 1861, adressé à notre chancelier de Hongrie, nous avons trouvé bon, pour éviter toute contrainte et précipitation, de charger la diète de Hongrie de régler par la voie ordinaire de la législation hongroise la manière dont se ferait dans ce pays l'élection des députés du Reichsrath, les magnats et représentants réunis en diète auront aussi à s'occuper dans les formes ordinaires de cette question.

Mais, comme le règlement définitif de cette affaire par la voie de la législation pourra prendre un temps assez long et exiger des délibérations approfondies; comme, à cause de cela, nous avons déjà daigné, au temps où nous avons convoqué le Reichsrath, le 26 février, admettre un État provisoire pour la nomination des députés au Reichsrath, qui siège actuellement, et comme enfin les magnats et représentants réunis en diète se sont déclarés prêts, dans leur adresse, à

entrer en négociations, suivant les circonstances, avec les peuples constitutionnels dans nos autres pays et royaumes, nous invitons de nouveau sérieusement les magnats et représentants (bien que dans leur adresse ils aient formellement refusé de participer au Reichsrath), à sauvegarder comme ils le doivent, en envoyant des députés au Reichsrath qui siège actuellement, l'influence du pays sur les affaires que, dans le sens de l'article 2 de notre diplôme du 20 octobre 1860, nous ne voulons traiter et décider, à l'avenir, qu'avec la participation convenablement réglée de nos peuples.

Nous engageons donc les magnats et représentants réunis à la diète à se conformer le plus tôt possible à cette invitation, parce que les affaires communes en question doivent être traitées et décidées sans délai, et au plus tard dans le courant du mois d'août.

Les rapports de la Hongrie avec nos autres pays étant réglés dans le sens de nos très-hautes intentions et les parties de la législation de 1848, dont le rétablissement est tout à fait inexécutable ou ne peut du moins avoir lieu dans leur forme actuelle, étant revisées ou abrogées, la question concernant les mesures propres à compléter la diète de Hongrie, comme on l'a demandé, se résoudra sans difficulté de la manière suivante :

En ce qui concerne l'union de la principauté de Transylvanie avec la Hongrie, résolue sans le consentement libre des Roumains et des Saxons, on doit faire observer avant tout que cette union n'a jamais été accomplie complètement avec force légale; que, de fait aussi, elle s'est dissoute immédiatement après la publication de la résolution prise par une partie seulement des intéressés, et qu'elle doit être considérée comme impraticable, tant que les habitants de langue non hongroise de la Transylvanie verront leurs intérêts nationaux menacés par une telle union, et que les intérêts et exigences de l'équilibre de la monarchie n'auront pas reçu les garanties nécessaires à cet égard. Par cette raison, nous n'avons pas parlé dans notre diplôme du 20 octobre 1860 de l'union de la Transylvanie avec la Hongrie : nous avons seulement ordonné de préparer le rétablissement de la représentation provinciale de Transylvanie.

Il en est tout autrement de la Croatie et de l'Esclavonie, à l'égard desquelles nous avons réservé la solution de la question des rapports de ces royaumes avec la Hongrie, dans notre billet autographe adressé au ban le 20 octobre 1860, pour une décision ultérieure. Les rapports historiques de ces royaumes avec la Hongrie ont été notablement modifiés par la législation de 1848, qu'il s'agisse du droit de représentation au sein de la diète hongroise ou bien de l'administration intérieure et de l'organisation de la justice dans ces pays. Ces lois ont même exercé une influence si perturbatrice, que ces pays ont préféré rom-

pre ces liens avec le royaume de Hongrie que de se soumettre aux ordres d'un ministre hongrois. D'accord avec notre billet autographe susmentionné, nous déclarons donc de nouveau que cette question ne pourra être préparée avec succès pour notre décision royale que par la voie de l'entente avec la diète de la Croatie et d'Esclavonie, et que par suite ce sera une des tâches les plus importantes des magnats et représentants réunis en diète de chercher à résoudre la question de savoir comment, en assurant une administration intérieure complètement autonome aux royaumes de Croatie et d'Esclavonie, on pourra s'accorder sur les conditions auxquelles ces royaumes seraient prêts (sans qu'il fût préjudicié à leur position dans l'ensemble de la monarchie) à accepter et mettre en œuvre leur union constitutionnelle avec la Hongrie.

Mais cette forme définitive qu'il s'agira de donner aux institutions intérieures ne touche nullement à la disposition contenue dans notre billet autographe du 26 février adressé au président du dicastère croato-esclavon, concernant la participation des royaumes de Croatie et d'Esclavonie aux délibérations du Reichsrath sur les objets que, dans le sens de l'article 2 du diplôme du 20 octobre 1860, nous ne voulons décider à l'avenir qu'avec la participation convenablement réglée de nos peuples, disposition en vertu de laquelle la diète de Croatie et d'Esclavonie a été invitée à élire des députés pour la session actuelle du Reichsrath. En même temps nous trouvons bon d'inviter les magnats et députés réunis en diète à mettre en délibération un projet de loi qui leur sera proposé par mon gouvernement, ou qui émanera de l'initiative de la diète, et qui devra formuler d'une manière précise les droits des habitants de langue non hongroise vivant en Hongrie, concernant leur développement national et leur langue, ainsi que leurs relations réciproques dans l'administration publique.

En ce qui concerne en particulier les Serbes qui habitent ce pays, nous nous réservons de présenter aux magnats et représentants réunis en diète les mesures que nous aurons ordonnées, et nos propositions sur les garanties de leurs anciens privilèges et leurs intérêts nationaux, en nous basant sur les vœux exprimés récemment au sein du congrès serbe, réuni à l'occasion de la réincorporation de la woïvodie serbe.

Enfin, nous espérons que les magnats et les députés réunis en diète, pénétrés de la haute signification de leur tâche actuelle, consacreront tous leurs efforts à s'en acquitter heureusement et en tenant compte des rapports constants de l'ensemble de la monarchie : nous espérons qu'ils comprendront que nous, roi héréditaire de Hongrie, nous ne pouvons nous occuper du diplôme d'inauguration qu'après que l'entente aura été établie au sujet des questions ci-dessus. Quant à ce qui



concerne l'acte d'abdication de l'empereur Ferdinand, en repoussant avec sévérité et mesure le prétexte d'un défaut de forme dans les documents qui y sont relatifs, nous dirons aux magnats et aux députés réunis en diète, que notre oncle sérénissime, dans l'acte d'abdication du 2 décembre 1848, ayant renoncé à la couronne de l'empire d'Autriche et de tous les royaumes qui leur sont soumis, dans le nombre desquels la Hongrie est comprise sans aucun doute, et de toutes les provinces, quel que soit leur nom, S. A. I. le sérénissime archiduc François-Charles ayant renoncé à la succession, nous sommes en conséquence monté sur le trône de nos pères, et nous avons annoncé solennellement à tous nos peuples cette abdication et cette renonciation, et que, par conséquent, la nécessité de rédiger un nouveau document et en particulier de voter à ce sujet un article de loi spécial, tombe d'elle-même.

Finalement, nous déclarons volontiers, dès à présent, que dans notre bienveillance nous sommes disposé, à l'occasion de notre couronnement, à prendre en considération la demande qui nous a été adressée au sujet de la remise des peines prononcées par jugements des tribunaux exceptionnels. Voilà ce que, sur la représentation respectueuse des magnats et députés réunis en diète, nous avons désiré répondre, dans le juste espoir qu'ainsi nous avons veillé principalement, dans notre sollicitude, à ce que notre royaume de Hongrie, tranquilisé au sujet de l'autonomie de son administration intérieure, trouve un appui inébranlable dans les garanties de son salut futur. Les magnats et députés réunis en diète, en ayant égard aux rapports de la Hongrie avec les autres royaumes et provinces qui lui sont unis d'une manière indissoluble par la Pragmatique-Sanction, ne refuseront pas leur concours constitutionnel aux dispositions légales et répondant à tous les intérêts communs par lesquelles nous réglons les rapports qui ont encore besoin d'être réglés.

Mais comme on ne peut risquer une transition trop brusque dans l'administration ou la législation d'un pays sans ébranler profondément tous les rapports, sans détruire le bien-être et mettre en péril les intérêts les plus sacrés, nous avons ordonné, dans nos résolutions du 20 octobre 1860, que toutes les lois et institutions existantes, qu'elles soient d'une haute importance pour la province elle-même, ou impérieusement réclamées par les intérêts essentiels de nos autres provinces, spécialement en tant qu'elles ont trait aux voies et mesures nécessaires pour pourvoir aux besoins du reste de la monarchie, doivent rester complètement en vigueur, tant qu'elles n'auront pas été modifiées par des voies constitutionnelles. Nous le rappelons aux magnats et aux députés réunis en diète, en les avertissant avec sévérité et mesure que désormais on ait à se conformer très-exactement à nos



présentes ordonnances. Du reste, nous vous conservons notre gracieuse bienveillance impériale et royale.

Vienne, 24 juillet 1861.

FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

Comte ANTOINE FORGACH, *m. p.*

KOLOMAN DE BECKE, *m. p.*

---

## ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE.

### Message du président des États-Unis, 4 juillet 1861.

Citoyens du Sénat et de la Chambre des Représentants,

Réunis pour une session extraordinaire, comme l'autorise la Constitution, votre attention n'a à se porter sur aucun sujet habituel de législation.

Au commencement de la présente période présidentielle, il y a quatre mois, le fonctionnement du gouvernement fédéral se trouvait généralement suspendu dans les États de la Caroline du Sud, de Géorgie, d'Alabama, du Mississipi, de la Louisiane et de la Floride, à l'exception de ce qui concernait le département des postes. Dans ces États, tous les forts, arsenaux, bassins, bâtiments de douane et autres propriétés analogues, tant les immeubles que les meubles qui s'y trouvaient, avaient été saisis et restaient détenus en hostilité ouverte vis-à-vis de ce gouvernement, à la seule exception près des forts Pickens, Taylor et Jefferson sur la côte de Floride, et du fort Sumter dans le port de Charleston (Caroline du Sud.)

Les forts ainsi saisis avaient été mis en état de défense; on en avait érigé de nouveaux; des forces armées avaient été organisées et s'organisaient encore, le tout dans le même dessein d'hostilité avouée. Les forts qui se trouvaient encore en la possession du gouvernement fédéral, sur le territoire ou dans le voisinage des États en question, étaient ou assiégés ou menacés par des préparatifs de guerre. Le fort Sumter spécialement était à peu près entouré de batteries ennemies bien protégées, armées de canons égaux aux meilleurs que possédât le fort lui-même, et dans la proportion de peut-être dix contre un. Une quantité disproportionnée des mousquets et carabines appartenant à l'armement fédéral avait, de manière ou d'autre, été acheminée vers ces États et saisie pour être employée contre le gouvernement. Les produits accumulés du revenu public avaient été saisis dans le même but. La marine se trouvait dispersée dans des mers lointaines, ne laissant qu'une très-faible portion de son effectif à la portée immédiate du gouvernement. Des officiers de l'armée fédérale avaient en grand

nombre donné leur démission, et la plupart des démissionnaires avaient pris les armes contre le gouvernement.

Simultanément et conjointement avec tous ces faits, on proclamait ouvertement le dessein de rompre l'Union fédérale. Dans cette vue, une ordonnance passée par chacun des susdits États les déclarait respectivement séparés de l'Union nationale. Il avait été promulgué une formule qui instituait un gouvernement combiné des États en question; et cette organisation illégale, sous le titre d'États confédérés, invoquait déjà la reconnaissance, l'aide et l'intervention des puissances étrangères.

En présence d'un tel état de choses, et dans la conviction qu'il y avait pour le nouvel exécutif devoir impérieux d'empêcher, s'il était possible, la consommation d'une pareille tentative pour détruire l'Union fédérale, il devenait indispensable de choisir les moyens d'y arriver. Ce choix fut fait et annoncé dans mon discours d'inauguration. La politique adoptée tendait à l'emploi de toutes les mesures pacifiques avant de recourir à aucune plus forte. Elle visait uniquement à conserver les postes et propriétés publiques non encore arrachés au gouvernement, et à percevoir les revenus, s'en remettant pour le reste au temps, à la discussion et à l'urne du scrutin. Elle promettait la continuation du service des malles aux frais du gouvernement, aux populations mêmes qui lui résistaient. Elle offrait à ces populations des engagements réitérés que tout ce qui pouvait être fait, d'une manière constitutionnelle et justifiable, par un Président, serait fait pour empêcher toute atteinte à leurs droits. Elle passait en un mot par-dessus tout ce dont on croyait pouvoir se passer pour maintenir le gouvernement sur pied.

Le 5 mars, premier jour de pouvoir effectif du Président actuel, le département de la guerre remit entre ses mains une lettre du major Anderson, commandant le fort Sumter, écrite le 20 février et reçue le 4 mars. Cette lettre exprimait, avec des détails techniques, l'opinion qu'il était impossible de ravitailler ce fort en temps opportun, vu l'extrême réduction de son approvisionnement et de songer à s'y maintenir avec moins de 20 000 hommes résolus et bien disciplinés. Cet avis était partagé par tous les officiers de la garnison, dont les notes accompagnaient les lettres du major Anderson.

Le tout fut immédiatement soumis au lieutenant général Scott, qui tout d'abord partagea l'opinion du major Anderson. En réfléchissant, toutefois, il prit son temps, se consulta avec d'autres officiers de terre et de mer, et au bout de quatre jours arriva avec répugnance, mais décidément, à la même conclusion qu'auparavant. Il ajouta, en même temps, que le gouvernement n'avait pas à sa disposition en ce moment une force suffisante, et ne pouvait songer à la lever, à la conduire sur

le terrain pour l'époque où les provisions du fort seraient épuisées. Au point de vue purement militaire, ceci réduisait le devoir de l'administration à la simple question de retirer la garnison saine et sauve du fort. On crut toutefois qu'abandonner ainsi cette position, dans les circonstances présentes, serait complètement funeste; que la nécessité qui contraignait à le faire ne serait pas parfaitement comprise; que pour beaucoup, cet acte serait interprété comme faisant partie d'une politique librement adoptée; qu'il découragerait les amis de l'Union à l'intérieur, enhardirait ses adversaires, et irait même jusqu'à assurer à ces derniers leur reconnaissance à l'étranger; que, dans le fait, cela équivaldrait à la consommation de notre ruine nationale. La famine ne pesait pas encore sur la garnison, et avant qu'elle se déclarât, le fort Pickens pouvait être renforcé. On indiquerait ainsi clairement la politique, et l'on mettrait le pays mieux à même d'accepter l'évacuation du fort Sumter comme une nécessité militaire.

Ordre fut aussitôt envoyé de faire débarquer des troupes du steamer *Brooklyn* dans le fort Pickens. Cet ordre ne put aller par terre, mais dut prendre la route plus longue et plus lente de la mer. La première nouvelle de sa réception arriva juste une semaine avant la chute de Sumter. Les nouvelles en elles-mêmes étaient que l'officier commandant le bâtiment *la Sabine*, sur lequel on avait transféré les troupes du *Brooklyn*, agissant d'après une sorte de quasi armistice de la dernière administration, et sur l'existence duquel la présente administration, au moment où l'ordre fut expédié, n'avait que des bruits trop vagues et trop incertains pour fixer l'attention, avait refusé de débarquer les troupes. Il devenait maintenant impossible de renforcer le fort Pickens avant d'arriver à une crise au fort Sumter, crise imminente par suite du prochain épuisement des approvisionnements de cette forteresse. Par précaution contre une pareille conjecture, le gouvernement avait commencé peu de jours auparavant à préparer une expédition, aussi bien montée que possible, pour ravitailler le fort Sumter, expédition qu'on avait l'intention d'utiliser ou non au dernier moment, suivant les circonstances. Comme la plus forte éventualité prévue pour en faire usage se présentait, il fut résolu de faire partir l'expédition, ainsi qu'on en avait l'intention. Sur ces entrefaites, on détermina aussi de notifier au gouverneur de la Caroline du Sud qu'il pouvait s'attendre à ce qu'on fit une tentative pour ravitailler le fort, et que, si cette tentative ne rencontrait pas de résistance, on n'en ferait aucune pour y jeter des hommes, des armes et des munitions sans avis ultérieur, à moins d'une attaque contre le fort. Cet avis fut effectivement donné; sur quoi le fort fut attaqué et bombardé jusqu'à sa chute, sans qu'on attendît même l'arrivée de l'expédition de ravitaillement.

On voit par là que l'attaque et la réduction du fort Sumter n'étaient

en aucun sens un acte de défense de la part des assaillants. Ils savaient bien que la garnison du fort ne pouvait commettre aucune agression contre eux ; ils savaient, et ils en avaient été expressément prévenus, que le fait de donner du pain à quelques braves affamés était tout ce qu'on voulait tenter en cette occasion, à moins que, par leur résistance, eux-mêmes ne provoquassent davantage ; ils savaient que le gouvernement désirait maintenir la garnison dans le fort, non pour les attaquer, mais simplement pour en garder ostensiblement possession, et préserver ainsi l'Union d'une dissolution matérielle et inévitable, se fiant, comme on l'a dit plus haut, au temps, à la discussion et aux urnes du scrutin pour un ajustement final. Ils le savaient, et ils ont attaqué et réduit le fort précisément dans le but contraire, celui de chasser l'autorité ostensible de l'Union fédérale et de la précipiter ainsi dans une dissolution immédiate. Que telle était leur intention, l'exécutif l'avait bien compris, et après leur avoir déclaré, dans l'Adresse d'inauguration, qu'ils n'auraient pas de conflit à moins d'être eux-mêmes les agresseurs, il a pris la peine, non-seulement de maintenir cette déclaration, mais encore de dégager la situation de tout sophisme ingénieux, de telle sorte que le monde ne pût s'y méprendre.

Par l'affaire du fort Sumter, par les circonstances qui l'ont accompagnée, la position s'est trouvée ainsi dessinée : les ennemis du gouvernement avaient dès lors commencé le conflit armé, sans un canon en vue ou attendu pour répondre à leur feu, sauf les quelques-uns qui se trouvaient dans le fort et qui, envoyés depuis plusieurs années dans la rade de Charleston, pour servir à leur propre protection, étaient encore prêts à les protéger dans toute circonstance légitime. Par cet acte, en dehors de toute autre considération, ils ont imposé au pays une alternative formelle : la dissolution immédiate ou le sang. Et cette alternative embrasse plus que le sort des États-Unis, elle soulève pour la famille entière des hommes la question de savoir si une république constitutionnelle ou une démocratie, un gouvernement du peuple par le peuple lui-même, peut ou ne peut pas maintenir son intégrité territoriale contre ses propres ennemis intérieurs. Elle soulève la question de savoir si des individus mécontents, trop peu nombreux pour dominer constamment l'administration conformément à la loi organique, peuvent, sous des prétextes tels que ceux que nous voyons ici, ou sous tout autre prétexte, voire même arbitrairement et sans aucun, détruire leur gouvernement et mettre pratiquement fin à tout gouvernement libre sur la terre. Ceci nous force à nous demander : « Cette faiblesse innée et fatale existe-t-elle dans toutes les républiques ? » Un gouvernement doit-il être nécessairement trop fort pour les libertés de son propre peuple, ou trop faible pour le maintien de sa propre existence ?

En examinant la question sous ce point de vue, il n'y avait pas d'autre choix à faire que d'en appeler aux pouvoirs de guerre du gouvernement, afin de résister à la force employée pour sa destruction, par la force affectée à sa préservation. L'appel a été fait et la réponse du pays a été satisfaisante, dépassant en unanimité et en élan les espérances les plus ardentes. Cependant, aucun des États communément appelés États à esclaves, sauf le Delaware, n'a donné un régiment régulièrement organisé au nom de l'État. Quelques régiments ont été formés dans les limites de certains autres de ces États, par entreprise individuelle, et admis à servir le gouvernement. Bien entendu que les États soi-disant séparés, et auxquels s'était joint le Texas depuis l'inauguration, n'ont pas donné de troupes à la cause de l'Union.

Les États du centre, *Border States*, ainsi qu'on les appelle, ne furent point unanimes dans leur action, quelques-uns étant presque pour l'Union, tandis que dans d'autres, comme la Virginie, la Caroline du Nord, le Tennessee et l'Arkansas, les sentiments unionistes étaient presque réprimés et réduits au silence.

L'attitude prise par la Virginie a été la plus remarquable, peut-être la plus importante. Une Convention élue par le peuple de cet État pour prendre en considération cette question même de la rupture de l'Union fédérale, se trouvait en session dans la capitale de la Virginie, quand le fort Sumter succomba. Le peuple avait choisi pour cette Convention une grande majorité d'hommes faisant profession de dévouement à l'Union. Presque immédiatement après la chute du fort Sumter, beaucoup de membres de cette majorité passèrent à la minorité désunioniste, et avec elle adoptèrent une ordonnance pour faire sortir l'État de l'Union. Si ce changement a été causé par leur grande approbation de l'attaque du fort Sumter ou leur grand ressentiment de la résistance du gouvernement à cette attaque, c'est ce qui n'est pas définitivement connu. Bien qu'ils eussent soumis l'ordonnance à la ratification du peuple par un vote dont le jour était fixé à un peu plus d'un mois d'intervalle, la Convention et la législature qui était aussi en session en même temps et au même lieu, d'accord avec des hommes influents de l'État qui n'étaient pourtant membres ni de l'une ni de l'autre, commencèrent immédiatement à agir comme si l'État était déjà hors de l'Union. Elles poussèrent vigoureusement les préparatifs militaires dans tout l'État. Elles s'emparèrent de l'arsenal des États-Unis à Harper's Ferry, et de l'arsenal maritime à Gosport, près de Norfolk. Elles reçurent, peut-être appelèrent-elles dans leur État des corps considérables de troupes avec leurs équipements de guerre, venant des États soi-disant séparés. Elles conclurent un traité d'alliance temporaire avec les soi-disant États confédérés, et envoyèrent des membres à leur Congrès siégeant à Montgomery. Enfin, elles permirent que



le gouvernement insurrectionnel fût transféré à leur capitale de Richmond.

Le peuple de la Virginie a ainsi permis que cette insurrection géante fit son nid dans son territoire ; le gouvernement n'a point d'autre alternative que de la combattre là où il la trouve, et il en a d'autant moins de regret que les citoyens fidèles ont invoqué sa protection en due forme. Ces citoyens fidèles, le gouvernement est tenu de les reconnaître et de les protéger comme étant en Virginie.

Dans ce qu'on appelle les *Border States*, c'est-à-dire les États du centre, il est des gens qui favorisent une politique qu'ils appellent neutralité armée ; c'est-à-dire l'armement de ces États pour empêcher les forces de l'Union d'un côté, ou celles de la désunion de l'autre, de passer sur leur territoire. Ceci revient à la désunion complète. Pour parler par comparaison, ce serait l'érection d'une muraille infranchissable le long de la ligne de séparation, et cependant pas tout à fait infranchissable, car sous prétexte de neutralité elle lierait les mains aux hommes de l'Union, et ferait librement passer des approvisionnements aux insurgés, ce qu'on ne saurait faire avec un ennemi déclaré. Ce serait ainsi débarrasser la sécession de tout embarras, sauf celui résultant du blocus extérieur. Ce serait faire pour les désunionistes ce qu'ils désirent le plus entre toutes choses, les bien nourrir et leur procurer la désunion sans lutte de leur part.

Cette politique ne reconnaît point de fidélité à l'Union, point d'obligation de maintenir l'Union, et bien qu'un grand nombre de ceux qui l'ont favorisée soient sans doute des citoyens loyaux, cependant l'effet n'en serait pas moins mauvais.

Pour revenir aux actes du gouvernement, on peut constater que d'abord il fit un appel de 75 000 hommes de milice, qui fut promptement suivi d'une proclamation pour fermer les ports des districts insurrectionnels, au moyen des procédés de blocus. Jusque-là, tout était considéré comme strictement légal.

C'est à ce moment que les insurgés annoncèrent leur dessein de se livrer à la pratique de la course. De nouveaux appels de volontaires furent faits pour un service de trois ans, sauf libération plus prompte, et aussi pour une augmentation considérable de l'armée et de la marine. Ces mesures, qu'elles soient ou non légales, me parurent être un vœu populaire et une nécessité politique, dans la confiance, alors comme aujourd'hui, que le Congrès les ratifierait avec empressement. Nous croyons n'avoir rien fait au delà de la compétence constitutionnelle du Congrès.

Bientôt après le premier appel de la milice, ce parut être un devoir d'autoriser le commandant général, dans certains cas laissés à sa discrétion, à suspendre le privilège du writ d'habeas corpus ou, en d'au-

tres termes, d'arrêter et à détenir, sans avoir recours aux procédures et formes légales ordinaires, les individus qu'il pourrait juger dangereux pour la sécurité publique. Cette autorité a été exercée délibérément, mais avec réserve. Néanmoins, la légalité et la convenance de ce qui a été fait ainsi ont été mises en question, et l'attention du pays a été appelée sur cette proposition : que celui qui a juré de veiller à l'exécution fidèle des lois, ne les violât pas lui-même. Il va sans dire que l'on s'est préoccupé des questions de pouvoir et d'opportunité avant d'agir en la matière. Toutes les lois qu'il était prescrit d'exécuter fidèlement éprouvaient de la résistance et étaient sans effet dans près d'un tiers de ces États. Fallait-il renoncer finalement à leur exécution, quand bien même il aurait été parfaitement clair que, pour employer les moyens nécessaires à leur exécution, il faudrait violer, dans une mesure très-restreinte, quelque loi isolée faite dans une si extrême susceptibilité pour la liberté du citoyen, qu'en pratique, elle profite plus au coupable qu'à l'innocent? Pour poser plus directement la question, faut-il que toutes les lois cessent d'être exécutées moins une, et que le gouvernement lui-même s'en aille en pièces plutôt que de violer cette seule loi? Même en pareil cas, le serment officiel ne serait-il pas violé, si le gouvernement était renversé alors que la suspension d'une seule loi tiendrait à le maintenir? Mais nous ne croyons pas que cette question se soit présentée. Nous ne croyons pas qu'aucune loi ait été violée. La clause de la Constitution qui déclare que le privilège du writ d'habeas corpus ne sera point suspendu à moins qu'en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique ne l'exige, cette clause équivaut à la déclaration que ce privilège pourra être suspendu lorsqu'en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique l'exigera. Or, il a été décidé que nous sommes dans le cas de rébellion, et que la sûreté publique exige la suspension motivée du privilège du writ; cette suspension a été autorisée.

Maintenant, on insiste sur ce que c'est le Congrès et non pas l'exécutif qui est investi de ce pouvoir. Mais la Constitution elle-même se tait sur l'autorité qui exercera ce pouvoir, et comme la clause a été évidemment faite pour une éventualité de danger, on ne peut croire que les auteurs de cet instrument aient prétendu, que dans tous les cas, le danger suivrait son cours jusqu'à ce que le Congrès fût convoqué, alors que sa réunion même pouvait être empêchée, ce qui, dans le cas actuel, était l'intention de la rébellion. L'argumentation ne sera pas poussée plus loin ici, car une opinion détaillée sur ce point sera probablement présentée par l'attorney général. S'il doit y avoir une législation spéciale à ce sujet et quelle elle sera, sont des questions soumises entièrement au jugement supérieur du Congrès.

La patience de ce gouvernement a été si extraordinaire et si prolongée,

gée, que plusieurs puissances étrangères ont été conduites à prendre une attitude fondée apparemment sur la supposition que la destruction prochaine de notre Union nationale était probable. En découvrant ce fait, l'exécutif s'en est préoccupé ; mais maintenant il est heureux de déclarer que la souveraineté et les droits des États-Unis sont partout respectés pratiquement par les puissances étrangères, et qu'une sympathie générale pour ce pays se manifeste dans le monde entier.

Les rapports des secrétaires du trésor, de la guerre et de la marine vous donneront en détail les informations jugées nécessaires et convenables pour vous permettre de délibérer et d'agir, tandis que l'exécutif et tous les départements se tiendront prêts à suppléer aux omissions ou à vous communiquer les nouveaux faits jugés importants à connaître pour vous.

Maintenant, il vous est recommandé de fournir les moyens légaux pour faire cette lutte courte et décisive ; de placer à la disposition du gouvernement pour cette œuvre, au moins 400 000 hommes et 400 000 000 de dollars. Ce nombre d'hommes est le dixième de ceux d'un âge convenable dans les régions où apparemment tous voudraient s'engager, et la somme est moindre que la vingt-troisième partie des valeurs financières possédées par les hommes qui semblent prêts à sacrifier le tout. Une dette de 600 000 000 de dollars est maintenant une moindre somme par citoyen que n'était la dette de notre révolution, quand nous sortîmes de la lutte ; et en outre les valeurs financières dans le pays ont augmenté depuis lors en proportion plus grande encore que ne l'a fait la population. Certes chaque homme a maintenant autant de puissants motifs de préserver nos libertés que chaque homme en avait alors pour les établir.

Un bon résultat en ce moment vaudra pour le monde plus de dix fois les hommes et dix fois l'argent demandés. Les preuves qui nous arrivent de partout, ne laissent aucun doute sur l'abondance des matériaux pour l'entreprise ; il ne manque que la main de la législature pour y donner la sanction légale, et celle de l'exécutif pour y donner la forme et l'effet patriotiques. Une des plus grandes perplexités du gouvernement est d'éviter de recevoir les troupes plus vite qu'il ne peut pourvoir à leurs besoins. En un mot, le peuple sauvera son gouvernement, si le gouvernement lui-même remplit sa tâche seulement d'une manière passable.

Il pourrait sembler à première vue qu'il y a peu de différence entre appeler le présent mouvement dans le Sud sécession ou l'appeler rébellion. Ses auteurs, cependant, saisissent bien cette différence. Au début, ils savaient qu'ils ne pourraient jamais élever leur trahison à aucun degré respectable de grandeur, en lui donnant un nom qui impliquerait la violation de la loi ; ils savaient que leur peuple possé-

dait autant de sens moral, autant de dévouement pour la loi et l'ordre, autant d'orgueil dans son respect pour l'histoire et le gouvernement de leur patrie commune qu'aucun autre peuple civilisé et patriote; ils savaient qu'ils ne pourraient pas marcher directement à l'encontre de ces nobles et vigoureux sentiments. Ils ont alors commencé à débaucher insidieusement l'esprit public; ils ont inventé un ingénieux sophisme, qui, une fois concédé, a été suivi d'actes parfaitement logiques, à travers tous les incidents suscités pour amener la destruction complète de l'Union. Ce sophisme en lui-même est que tout État de l'Union peut, d'accord avec la constitution du pays, et par suite légalement et pacifiquement, se retirer de l'Union, sans le consentement de l'Union ou d'aucun autre État.

Le petit artifice que ce droit supposé doit être exercé seulement pour une cause juste, — dont eux-mêmes se constituent les seuls juges — est trop transparent pour mériter qu'on s'y arrête. Avec la rébellion ainsi enveloppée, ils ont perverti l'esprit de leur section pendant plus de 30 ans, jusqu'à ce qu'à la fin ils soient parvenus à entraîner beaucoup d'honnêtes gens à prendre les armes contre le gouvernement, qui ne l'eussent pas fait la veille du jour où une réunion de quelques hommes a joué la farce de retirer leur État de l'Union.

Ce sophisme dérive beaucoup, — entièrement peut-être, — de l'opinion qu'une suprématie sacrée et omnipotente appartient à un État, — à chaque État de notre Union fédérale. Nos États n'ont ni plus ni moins de pouvoir que celui qui leur est réservé dans l'Union par la Constitution, aucun d'eux n'ayant jamais été un État en dehors de l'Union. Les États primitifs étaient unis même avant de s'être affranchis de la dépendance coloniale britannique, et les nouveaux sont directement entrés dans l'Union, sortant d'une condition de dépendance, sauf le Texas; encore le Texas, dans son indépendance temporaire, n'a-t-il jamais été désigné comme un État.

Les nouveaux États n'ont pris ce titre qu'en entrant dans l'Union, tandis que les anciens l'avaient adopté par la déclaration d'indépendance, dans laquelle les colonies unies déclarèrent qu'elles devenaient des États *libres et indépendants*. Mais leur objet alors n'était pas de déclarer qu'ils étaient indépendants l'un de l'autre dans l'Union; bien au contraire, comme l'ont abondamment prouvé à cette époque et depuis leur serment et leur action mutuelle. L'engagement formel pris par chacun et par tous les treize États primitifs, deux ans plus tard, dans les articles de confédération, de faire « l'Union perpétuelle, » est des plus concluants. N'ayant donc jamais été des États soit en substance, soit de nom, en dehors de l'Union, d'où peut venir cette magique omnipotence des droits d'État, qui autoriserait à assumer le pouvoir de détruire l'Union elle-même?



On parle beaucoup de la souveraineté des États ; mais le mot lui-même n'est pas mentionné dans la Constitution nationale, ni, croyons-nous, dans aucune des Constitutions d'État.

Qu'est-ce qu'une souveraineté dans le sens politique du mot ? Serait-ce une grande erreur de la définir : « une communauté politique sans un supérieur politique ? » A ce compte, pas un de nos États, excepté le Texas, n'était une souveraineté, et le Texas lui-même a répudié ce caractère en entrant dans l'Union, acte par lequel il a reconnu la Constitution, les lois et les traités des États-Unis, faits conformément à la Constitution, comme devant être pour lui la loi suprême. Les États ont leur position dans l'Union, et ils n'ont point d'autre position légale. S'ils s'en détachent, ce ne peut être que contre la loi et par la révolution.

C'est l'Union, — et non pas chacun d'eux séparément, — qui a acquis leur indépendance et leur liberté. En les acquérant, l'Union a donné à chacun d'eux tout ce qu'il a d'indépendance et de liberté. L'Union est plus ancienne que pas un des États. Originellement quelques colonies dépendantes formèrent l'Union, et en retour l'Union secoua leur vieille dépendance et les fit États, tels qu'ils sont ; jamais un d'entre eux n'a eu une Constitution indépendante de l'Union. Sans doute on ne perd pas de vue que tous les nouveaux États ont établi leur Constitution avant d'entrer dans l'Union ; mais cette Constitution n'en était pas moins connexe et préparatoire à leur incorporation dans l'Union. Incontestablement les États ont les pouvoirs et les droits qui leur sont réservés dans et par la Constitution nationale : mais parmi ces droits ne sont sûrement pas compris tous les pouvoirs imaginables, pour nuisibles ou destructifs qu'ils soient. Ils n'ont de pouvoirs tout au plus que ceux qui étaient à l'époque reconnus dans le monde comme pouvoirs gouvernementaux, et assurément un pouvoir propre à détruire le gouvernement lui-même n'a jamais été reconnu comme un pouvoir gouvernemental et simplement administratif. Cette question relative de pouvoir national et de droit des États, comme principe, n'est pas autre chose que le principe de généralité et de localité. Tout ce qui concerne le tout doit être rapporté au gouvernement général, tandis que ce qui concerne l'État doit être laissé exclusivement à l'État.

Voilà tout ce qui se rapporte au principe originel. Quant à savoir si la Constitution nationale, en définissant les limites entre les deux autorités, a appliqué le principe avec une juste exactitude, cela ne fait pas question. Ce que nous combattons maintenant, c'est l'assertion que la sécession est en concordance avec la Constitution, qu'elle est légale et pacifique. On ne prétend point qu'il y ait aucune loi expresse en sa faveur, et l'on ne doit regarder comme loi par implication, rien



qui mène à des conséquences injustes ou absurdes. La nation a acheté à prix d'argent les pays d'où ont été formés plusieurs de ces États. Est-il juste qu'ils se retirent sans permission et sans restitution ? La nation a payé en tout de très-grandes sommes, — près de cent millions, je crois, — pour délivrer la Floride des tribus aborigènes. Est-il juste maintenant qu'elle sorte de l'Union sans consentement ou sans aucun paiement en retour ? La nation est maintenant endettée par suite d'emprunts appliqués au bénéfice des États soi-disant séparés, en commun avec les autres. Est-il juste que les créanciers perdent leur argent ou que les États restants payent pour tous ?

Une partie de la dette nationale actuelle a été contractée pour payer les vieilles dettes du Texas. Est-il juste que cet État se retire et n'en paye aucune partie lui-même ? Mais de plus, si un État peut se séparer, un autre le peut de même ; et quand tous se seront séparés, il n'en restera aucun pour payer les dettes. Cela est-il juste pour les créanciers ? Leur avons-nous notifié nos sages vues sur ce point, quand nous avons emprunté leur argent ? Si maintenant nous reconnaissons cette doctrine, en laissant les sécessionnistes s'en aller en paix, il est difficile de voir ce que nous pourrions faire, dans le cas où d'autres choisiraient de s'en aller aussi, ou dans quels termes nous exigerons d'eux la promesse de rester.

Les sécessionnistes insistent sur ce que la Constitution admet la sécession. Ils ont pris sur eux de faire une Constitution nationale qui leur fût propre, dans laquelle ils ont nécessairement ou écarté ou maintenu le droit de sécession qu'ils prétendent exister dans notre Constitution. S'ils l'ont écarté, ils admettent par là qu'en principe, il ne devrait pas exister dans la nôtre. S'ils l'ont maintenu, d'après leur interprétation de la nôtre, ils montrent que, pour être conséquents, ils doivent se séparer les uns des autres, chaque fois qu'ils trouveront que c'est là le moyen le plus facile de régler leurs dettes ou d'atteindre quelque but égoïste ou injuste.

Ce principe est en lui-même un principe de désintégration sur lequel aucun gouvernement ne peut subsister. Si tous les États à l'exception d'un seul affirmaient le pouvoir de chasser celui-là de l'Union, il est à présumer que la classe entière des politiques sécessionnistes nierait aussitôt ce pouvoir et dénoncerait cet acte comme le plus grand des outrages aux droits des États. Mais supposons que précisément le même acte, au lieu d'être qualifié de renvoi d'un État, soit qualifié de sécession des autres États d'avec celui-ci ; nous aurions exactement ce que les sécessionnistes prétendent faire, à moins qu'ils n'en viennent à avancer que l'État seul, parce qu'il est la minorité, peut faire en droit ce que les autres ne peuvent faire en droit, parce qu'ils sont la majorité.

Ces politiques sont subtils et profonds à l'endroit des droits des minorités. Ils ne sont point portés en faveur de ce pouvoir qui a fait la Constitution et qui parle, dès le préambule, en s'appelant : « *Nous le peuple.* » On peut bien mettre en question s'il y a aujourd'hui une majorité des votants légalement qualifiés de quelque État que ce soit, — excepté peut-être la Caroline du Sud, — qui soit en faveur de la désunion. Il y a grande raison de croire que les unionistes sont en majorité dans beaucoup des autres États soi-disant séparés, sinon même dans tous.

Le contraire n'a été démontré dans aucun. On peut se hasarder à l'affirmer, même pour la Virginie et le Tennessee, car le résultat d'une élection tenue dans les camps où les baïonnettes sont toutes d'un côté de la question sur laquelle on vote, peut difficilement être considéré comme une manifestation du sentiment populaire. Dans une pareille élection, toute cette classe considérable qui est pour l'Union et contre la coercition, serait forcée par coercition à voter contre l'Union.

On peut affirmer, sans exagération, que les institutions libres dont nous jouissons ont développé la puissance et amélioré la condition de tout notre peuple, au delà de tout autre exemple dans le monde. Nous en avons une preuve frappante et concluante.

On n'a jamais vu jusqu'ici une armée aussi grande que celle que le gouvernement a maintenant sur pied, où il ne se trouvât pas un soldat qui n'y eût rang de son propre et libre choix. Plus encore, il est nombre de régiments dont les membres possèdent les uns et les autres une pleine connaissance pratique de tous les arts, sciences, professions, soit utiles, soit élégants, que l'on connaisse au monde ; — et il en est à peine un seul où l'on ne pourrait trouver un président, un cabinet, un congrès et peut-être un tribunal amplement compétents pour administrer le gouvernement même. Ce n'est pas à dire que ceci ne soit pas aussi vrai de l'armée de nos anciens amis, de nos adversaires d'aujourd'hui dans cette lutte. Mais c'est une raison de plus pour que le gouvernement qui a répandu de tels bienfaits sur eux comme sur nous, ne soit pas renversé. Quiconque — dans quelque section du pays que ce soit, — propose d'abandonner un tel gouvernement, ferait bien de considérer pour quel principe il le fait, quel autre meilleur il a chance probable d'avoir à sa place, et si la substitution donnera ou est destinée à donner une somme égale de bienfaits au peuple.

Il se produit quelques indices précurseurs à cet égard. Nos adversaires ont adopté quelques déclarations d'indépendance dans lesquelles, tout au rebours du bon et ancien modèle rédigé par Jefferson, ils omettent les mots : « Tous les hommes sont créés égaux. » Pourquoi ? Ils ont adopté une Constitution nationale provisoire, dans laquelle, au rebours du bon et ancien modèle signé par Washington, ils omettent

la formule : « Nous le peuple, et substituent : « Nous les députés des États souverains et indépendants. » Pourquoi ?

Pourquoi cette attention délibérée à mettre de côté les droits des hommes et l'autorité du peuple ? Il s'agit essentiellement ici d'une lutte du peuple. Du côté de l'Union, c'est une lutte pour maintenir dans le monde cette forme et cette essence de gouvernement, dont le but principal est d'élever la condition de l'homme, de soulager toutes les épaules des poids artificiels, de déblayer pour tous le sentier des carrières louables, d'offrir à tous un libre point de départ dans la course de la vie, sauf les exceptions partielles et temporaires que peut exiger la nécessité.

Tel est le but principal du gouvernement pour l'existence duquel nous combattons. Je suis très-heureux de croire que la masse du peuple le comprend et l'apprécie. Il est une chose digne de remarque que si, dans cette heure d'épreuve pour le gouvernement, nombre de ceux qui avaient reçu des emplois dans la marine ont donné leur démission et trahi la main qui les avait élevés, pas un simple soldat, pas un simple matelot n'a déserté son drapeau. Certes, on doit honneur aux officiers qui sont restés fidèles, en dépit de l'exemple de leurs traîtres collègues ; mais l'honneur le plus grand et le fait le plus important est dans la fermeté unanime des simples soldats et des simples matelots.

Autant que je sache, ils ont jusqu'au dernier résisté victorieusement aux traîtres efforts de ceux dont les ordres étaient pour eux une loi absolue, une heure auparavant. C'est là l'instinct patriotique du simple peuple. Il comprend sans argumentation que la destruction du gouvernement fondé par Washington n'est rien de bon pour lui. Notre gouvernement populaire a été souvent qualifié d'expérience. Notre peuple a résolu deux points à cet égard : le succès dans son établissement et le succès dans son administration. Il reste un autre point à résoudre ; le succès dans son maintien contre une formidable tentative intérieure pour le renverser. C'est au peuple de démontrer maintenant au monde que ceux qui peuvent emporter une élection peuvent aussi supprimer une rébellion ; que le scrutin est le légitime et paisible successeur des balles, et que, quand le scrutin a prononcé d'une manière définitive et constitutionnelle, on ne peut en appeler victorieusement aux balles, mais bien seulement au scrutin lui-même, à l'élection suivante. Ce sera là une grande leçon de paix, qui montrera aux hommes que ce qu'ils ne peuvent emporter par une élection, ils ne peuvent l'emporter par une guerre.

Pour ne laisser aucune inquiétude, dans l'esprit des hommes de bonne foi, touchant ce que devra être la conduite du gouvernement vis-à-vis des États du Sud, lorsque la rébellion aura été supprimée,

l'Exécutif croit à propos de dire qu'alors, comme toujours, son intention est de prendre pour guide la Constitution et les lois, et qu'il ne comprendra probablement pas autrement qu'il ne l'a exprimé dans le discours d'inauguration les pouvoirs et les devoirs du gouvernement fédéral, relativement aux droits des États et du peuple d'après la Constitution. Il désire maintenir le gouvernement, pour que ce gouvernement continue à être administré envers tous, comme il le fut par les hommes qui le fondèrent.

C'est là une chose que les citoyens loyaux ont partout le droit de réclamer de leur gouvernement et que le gouvernement n'a le droit ni de refuser ni de négliger. Je ne vois pas qu'à la donner il y ait coercition, conquête ou subjugation, dans le sens vrai d'aucun de ces mots.

La Constitution a décidé—et tous les États ont accepté la clause—que les États-Unis garantiront à chaque État de cette Union une forme de gouvernement républicain; mais si un État peut légalement sortir de l'Union, il peut aussi, après en être sorti, mettre de côté la forme de gouvernement républicain, de sorte que l'empêcher d'en sortir est un moyen indispensable pour arriver à maintenir la garantie donnée. Or, quand un but est légal et obligatoire, les moyens indispensables pour l'atteindre sont également obligatoires et légaux.

C'est avec le plus profond regret que l'Exécutif s'est vu imposer le devoir d'employer le pouvoir de guerre pour la défense du gouvernement. Il lui fallait ou accomplir ce devoir, ou faire abandon de l'existence du gouvernement. Nul compromis de la part des serviteurs de la nation ne pouvait servir ici de remède,—non que les compromis ne soient souvent utiles, mais parce que nul gouvernement populaire ne saurait survivre longtemps à un précédent duquel il résulterait que ceux qui ont emporté une élection ne peuvent sauver le gouvernement d'une destruction immédiate, en abdiquant le point principal sur lequel le peuple s'est prononcé par cette élection. Seul le peuple lui-même—mais non ses serviteurs—peut renverser en toute sûreté ses propres décisions.

Comme simple citoyen, l'Exécutif ne pouvait consentir à ce que ces institutions périsent, bien moins encore le pouvait-il, lorsqu'il s'agissait de trahir la mission si grande et si sacrée qu'un peuple libre lui avait confiée. Il a compris qu'il n'avait nul droit moral de reculer, ni même de supputer les chances de sa propre vie dans ce qui pourra suivre.

Dans la pleine conscience de sa haute responsabilité, il a fait jusqu'ici ce qu'il a considéré comme son devoir. A vous maintenant d'accomplir le vôtre d'après votre propre jugement. L'Exécutif espère sincèrement que vos vœux et vos actes s'accorderont avec les siens de



manière à assurer à tous les citoyens fidèles, qui se sont vus troubler dans l'exercice de leurs droits, le rétablissement prompt et complet de ces mêmes droits, conformément à la Constitution. Ayant ainsi choisi notre cause sans artifice et avec des intentions pures, renouvelons notre confiance en Dieu et marchons en avant sans craintes indignes de cœurs virils.

4 juillet 1861.

ABRAHAM LINCOLN.

---

## GRANDE-BRETAGNE.

**Note adressée au Conseil fédéral par le ministre anglais à Berne, au sujet d'un passage du rapport fédéral relatif à l'annexion de la Savoie.**

Berne, le 13 juin 1861.

Monsieur le président, dans le rapport officiellement publié par le département politique et qui doit être soumis aux conseillers fédéraux à leur arrivée à Berne le 1<sup>er</sup> juillet, j'ai lu non sans surprise le passage suivant, relatif à la question de Savoie : « En terminant, notre impartialité nous oblige à ajouter que la France soutient que c'est à cause de l'opiniâtre opposition de l'Angleterre à toute annexion que la France a rétracté la promesse donnée par elle en février 1860, concernant la cession de la Savoie du nord à la Suisse. »

J'ai parcouru avec soin la volumineuse correspondance publiée sur cette question, et je n'y trouve nulle mention d'un motif de cette nature qui aurait déterminé la France à ne point tenir sa promesse. Au contraire, j'y vois affirmé à chaque ligne que l'unique motif qui l'a guidée en cette occurrence, c'est la répugnance de la population savoisienne contre tout démembrement de son sol.

C'est ce qui a été dit ouvertement dans la dépêche de M. Thouvenel, en date du 13 mars 1860, à M. Tillon, le chargé d'affaires français à Berne, dans laquelle le ministre communique à son représentant en Suisse les détails d'une entrevue qu'il a eue avec M. Kern, à Paris, en mettant en relief toute sa sincérité et sa franchise.

Aux conférences entre MM. Thouvenel et Kern, les 5 et 15 mars, de même qu'à celle qui a eu lieu entre l'Empereur des Français et le général Dufour, dont parle ladite correspondance, la même déclaration se trouve reproduite comme l'unique obstacle à la cession promise du Chablais et du Faucigny à la Suisse.

Il n'y est point dit un mot de l'opposition de l'Angleterre.

Il est impossible, en effet, de comprendre comment la conduite du gouvernement de Sa Majesté aurait pu avoir la moindre influence sur



le gouvernement français, en ce qui concerne l'accomplissement de ses promesses envers la Suisse.

D'un bout à l'autre de cette affaire, le gouvernement de Sa Majesté a constamment maintenu la même attitude, et je ne saurais mieux faire pour le prouver que d'appeler votre attention sur le contenu d'une dépêche adressée le 20 mars 1860 par lord John Russell aux ambassadeurs d'Angleterre à Vienne, à Berlin, à Saint-Petersbourg, et imprimée dans le *Blue-Book*, qui est, je crois, en la possession du Conseil fédéral (volume VI, page 19).

Le premier paragraphe de cette dépêche est ainsi conçu : « La question de la Savoie doit être envisagée à deux points de vue différents : d'abord en ce qu'elle implique un accroissement du territoire de la France, ensuite comme mettant en péril les garanties de sûreté que tire la Suisse des dispositions des traités de 1815. »

Sa Seigneurie ajoute : « Et conséquemment il conviendrait qu'un prince de la maison de Savoie fût nommé régent du territoire neutre. Si cela n'était pas possible, il faudrait insister pour que ledit territoire, tel qu'il est spécifié dans les traités de 1815, fût incorporé à la Confédération suisse. »

Il résulte donc évidemment de ce qui précède que le gouvernement de Sa Majesté, loin de s'être opposé à un arrangement de ce genre, l'a au contraire chaleureusement appuyé.

Comme le vote du peuple de la Savoie n'a eu lieu que le 22 avril, et comme M. Thouvenel avait dit que la cession des susdites provinces à la Suisse n'aurait lieu définitivement qu'après la conclusion du traité avec la cour de Turin et après le vote populaire, il restait évidemment à la France un temps suffisant pour remplir la promesse faite à la Suisse dans le mois de février précédent.

L'importance de cette observation ne saurait échapper au Conseil fédéral ; et comme, à mon avis, il est désirable que l'assemblée fédérale et le peuple suisse ne soient pas induits en erreur par le passage en question du rapport officiel, j'ai cru devoir adresser la présente note à Votre Excellence.

La preuve que le gouvernement de Sa Majesté ne s'est laissé influencer ni par de mesquines jalousies contre la France ni par aucun désir de troubler les relations amicales entre les districts précités et la Suisse, cette preuve, dis-je (si elle était nécessaire), résulterait surabondamment encore des sympathies que j'ai reçu l'ordre d'exprimer au gouvernement fédéral à l'occasion des réclamations de la France au sujet de prétendus mauvais traitements qu'auraient subis des sujets français.

Le gouvernement britannique, avant tout, a été guidé comme toujours par son désir de maintenir l'équilibre si nécessaire à la paix et

au bonheur de l'Europe, et de garantir de bonne foi la neutralité et l'indépendance d'un pays libre auquel l'Angleterre a voué depuis longtemps des sentiments de bienveillance et d'amitié.

*Signé: E. A. F. HARRIS.*

Ainsi qu'il est dit ci-dessus, la note du 13 juin se base sur une phrase du rapport du Conseil fédéral du 16 mai 1861, présenté à l'Assemblée fédérale à l'ouverture de la session. Le rapport, après avoir exposé les négociations relatives à l'affaire de la neutralité de la Savoie, s'exprime, vers la fin, comme suit :

« L'impartialité de cet exposé nous fait un devoir de ne pas passer sous silence que, de la part de la France, il a été plusieurs fois affirmé que l'opposition absolue de l'Angleterre à toute annexion a mis la France dans l'obligation de retirer sa parole donnée en février. Sans vouloir apprécier la valeur de cette assertion, nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter que soit l'envoyé de Sa Majesté à Berne, M. Harris, par le président de la Confédération, soit l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Paris, lord Cowley, par notre ministre, M. Kern, enfin, sir James Hudson, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Turin, par M. Tourte, ont été complètement instruits en temps utile, et à diverses fois, de la signification de l'affaire pour la Suisse, aussi bien que de ses vœux et du but de ses efforts, et qu'ils n'auront pas manqué d'en référer à leur gouvernement. Toutes les tendances de la France avaient évidemment pour but d'obtenir que la Suisse ouvrit des négociations directes avec elle, et que le résultat en fût soumis purement et simplement à la ratification des puissances. »

---

**Discours de lord John Russell en réponse à l'interpellation de M. Kinglake, relative à la neutralité suisse. Séance de la Chambre des communes du 5 juillet 1864.**

*M. Kinglake* demande ce qu'on a fait pour arriver à effectuer d'une manière complète et satisfaisante les arrangements sur lesquels, d'après le discours de Sa Majesté, l'on pouvait compter pour garantir l'indépendance et la neutralité de la Confédération suisse. L'honorable membre demande encore si, pendant les négociations dont il est parlé dans le discours de Sa Majesté, l'occupation française prolongée de territoires déclarés comme faisant partie de la neutralité de la Suisse a été sanctionnée par quelque accord provisoire entre les puissances qui la garantissent. Il appelle l'attention de la Chambre sur le danger qui menace l'indépendance et l'intégrité de la Suisse.

*Sir Robert Peel*, prenant la parole à l'appui de l'interpellation, convient que le gouvernement de Sa Majesté a convenablement agi dans la question suisse, et qu'en garantissant la neutralité des provinces suisses il s'est montré fidèle aux traités de Vienne.

Il proteste contre toute tentative faite par la Suisse de traiter de gré à gré et isolément avec la France sur une question d'un intérêt européen.

*Lord John Russell* a répondu, en substance, à ces interpellations comme suit :

Je ne veux pas revenir sur la correspondance échangée à l'occasion de la réunion de la Savoie à la France. L'honorable baronnet admet que nous avons tenu le langage le plus ferme dont on pût se servir entre deux États amis pour exprimer toutes nos objections contre cette cession. A diverses reprises nous avons déclaré que nous

n'étions pas d'avis que cette extension de frontière fût nécessaire à la France; nous avons même dit que nous pensions que ce serait un dés-avantage pour la France que de donner l'exemple de cette annexion; mais le traité fut fait, et nous fîmes remarquer alors qu'une question distincte mais considérable y était liée, celle de la neutralité et de l'indépendance de la Suisse, qui serait altérée par le transfert de la Savoie à la France. Cette question fut débattue, et la dernière dépêche publiée est celle de M. Thouvenel, dans laquelle il déclare que le traité ayant stipulé que les puissances s'entendraient à ce sujet, cette entente pouvait avoir lieu de différentes manières.

Il dit qu'on avait proposé de concilier le quatre-vingt-douzième article du traité avec le deuxième article du traité de Zurich, et que l'on pouvait arriver à ce résultat soit par une conférence des puissances de l'Europe, en obtenant ainsi le consentement de l'Europe, soit par un échange de notes dans lesquelles l'Empereur prendrait envers les puissances les mêmes engagements qui liaient le roi de Sardaigne avant la cession. Voici quelles étaient les obligations du roi de Sardaigne: En cas de guerre entre les puissances voisines, le roi de Sardaigne devait évacuer certaines portions du territoire de la Savoie, nommé territoire neutralisé, et la Suisse devait avoir le commandement militaire sur ce territoire neutralisé pendant toute la guerre. Le troisième moyen proposé par M. Thouvenel pour la conciliation des deux traités était un arrangement entre la France et la Suisse.

L'opinion du gouvernement de Sa Majesté sur cette dépêche fut bien vite formée, et le 25 juin j'adressai à lord Cowley une dépêche dans laquelle je lui annonçai que le gouvernement britannique était disposé à accepter une conférence pour le règlement de cette importante question. M. Thouvenel répondit que le gouvernement de l'Empereur était tout prêt à adopter ce moyen, pourvu que les autres puissances le fussent également. Tels étaient les désirs du gouvernement de la Reine, et c'est aussi ce que la Suisse a toujours proposé. La seule demande, la seule requête présentée par la Suisse au gouvernement de la Reine, a été que la question fût réglée par une conférence des grandes puissances de l'Europe. Donc, en proposant d'adhérer à cette conférence, nous adhérons aux propositions de la Suisse. Mais la proposition de l'Empereur des Français et le consentement de l'Angleterre étaient sans résultats si les autres puissances ne donnaient pas leur adhésion. On ne put l'obtenir. Le prince Gortchakoff, ministre de l'empereur de Russie, se déclara parfaitement satisfait.

Puisque la Sardaigne, a-t-il dit, consent à céder son territoire à l'Empereur des Français, qui consent à l'accepter avec les obligations et servitudes auxquelles était tenu le roi de Sardaigne en vertu du traité de Vienne, la transaction est complète, la Russie n'a aucune ob-

jection à faire, et elle ne voit pas la nécessité de négociations ou d'une conférence à ce sujet. L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse exprimèrent l'opinion qu'il n'y avait aucun avantage à tirer d'une conférence, et ils déclarèrent dans des notes qu'il ne désiraient point de conférence. Le ministre français interpréta la note du ministre d'Autriche comme un acquiescement à ce qui avait été fait, et comme la reconnaissance que la possession de Nice et de la Savoie par la France faisait désormais partie du droit public en Europe. Le gouvernement de Sa Majesté, en conséquence, n'insista pas sur la réunion d'une conférence que ne désiraient point les autres puissances; mais il fit autre chose: il dit que, l'indépendance et la neutralité de la Suisse ne lui paraissant pas suffisamment garanties, il ne pouvait point, sans nouvelle négociation, soit dans une conférence, soit autrement, considérer la cession de Nice et de la Savoie à la France comme faisant partie du droit public de l'Europe.

Cette opinion fut exprimée dans un document diplomatique. Nous avons fait tout ce qu'il était possible, et il était désormais inutile d'insister, à moins que nous n'eussions rencontré dans l'Autriche, la Russie et la Prusse une disposition à s'efforcer d'amener la France à prendre des arrangements garantissant la neutralité de la Suisse. Bien que ces puissances ne soient point intervenues, et bien qu'il n'ait été fait aucune convention au sujet de la neutralité et de l'indépendance de la Suisse, garanties par le traité de Vienne, les puissances de l'Europe, j'en suis convaincu, veilleront au maintien de cette neutralité et ne failliront pas aux obligations qu'elles ont contractées. En tout cas, ainsi que l'a dit très-éloquemment l'honorable baronnet, la Suisse doit en toute occasion et par tous les moyens manifester sa résolution de défendre son indépendance et de maintenir la neutralité qui lui a été garantie par les puissances de l'Europe.

L'honorable baronnet a dit avec vérité que l'Angleterre ne peut pas agir seule dans cette affaire, mais qu'elle doit agir de concert avec les autres puissances de l'Europe, et je suis absolument de son avis en ce qui touche l'intérêt de la Grande-Bretagne à maintenir ses alliances et son union avec les puissances de l'Europe, et à garantir en Europe ce qu'on appelle l'équilibre des pouvoirs. Je crois que si, dans un esprit d'égoïsme, elle s'affranchit de quelque partie de ces obligations morales, si elle cherche à s'isoler des autres puissances de l'Europe, il peut y avoir un semblant de sécurité dans sa position, mais ce semblant de sécurité disparaîtrait bientôt, et alors elle pourrait se voir abandonnée par ces puissances dont elle aurait elle-même déserté les intérêts. Il y a toujours des avantages à une conférence européenne.

Au moment des événements de l'année dernière, alors que tous les esprits en Europe étaient troublés par les effrayants massacres de



Syrie, nous étions placés entre deux dangers : d'un côté, l'esprit de fanatisme pouvait envahir toutes les autres parties de la Turquie, et les massacres qui en seraient résultés auraient pu soulever toute l'Europe contre le maintien de l'empire turc; d'un autre côté, si l'occupation européenne était permise, on avait à redouter que cette occupation par une puissance devînt permanente, et c'eût été un exemple suivi par les autres puissances pour démembrer l'empire turc. Les grandes puissances convinrent à Paris que des troupes françaises seraient envoyées en Syrie pour empêcher les massacres de s'étendre aux autres parties de la contrée. Le moment vint où l'occupation dut être discontinuée, et il nous parut qu'il y avait un plus grand danger dans sa continuation que dans sa cessation. Nous manifestâmes cette opinion à la conférence des puissances assemblées à Paris.

Les Russes exprimèrent un avis diamétralement opposé. Mais, par le fait, les autres puissances furent du même avis que la Grande-Bretagne. Toutes déclarèrent que si le sultan demandait la cessation de l'occupation, il était impossible d'insister pour sa prolongation. Le gouvernement de Sa Majesté appuya cette demande du sultan, et l'Empereur des Français a prouvé sa bonne foi en retirant ses troupes au jour convenu.

En ce qui concerne la question italienne, c'est chose bien connue que le gouvernement français a maintes fois répété qu'il eût préféré une confédération des États en Italie, c'est-à-dire un État au nord, un au centre avec le pape à sa tête, et un au midi, avec peut-être quelques autres petits États intercalés; il eût préféré cela à l'unité de l'Italie. Mais la population italienne s'est déclarée en faveur de l'unité, et l'Empereur des Français a franchement reconnu la légitimité du titre de roi d'Italie. Ici encore le gouvernement de la Reine et le gouvernement de l'Empereur des Français sont entièrement d'accord sur les principes de la volonté nationale d'un peuple qui, j'en suis convaincu, est destiné à faire une grande nation et à retrouver son ancien éclat dans les armes et dans les arts.

D'autres questions encore sont à résoudre; quelques-unes sur le continent européen, d'autres qui peuvent surgir de la guerre d'Amérique, et ce sera un immense avantage, non-seulement pour la France, mais pour l'Europe, si nous pouvons agir de concert avec le gouvernement français. Nous avons nous-mêmes, en toute occasion, communiqué de la manière la plus franche nos opinions et nos vues sur ces diverses questions, et nous nous sommes trouvés d'accord. Et je compte, quelque chose qui puisse s'être passé l'année dernière, lorsque ont eu lieu les déplorables événements dont j'ai parlé, je compte, dis-je, que, grâce à cet esprit d'accord et d'harmonie entre les deux grandes nations de l'Europe, la paix du monde pourra être maintenue.



## ITALIE.

**Rapport de M. Nigra sur la lieutenance royale du prince de Carignan à Naples, adressée au comte de Cavour.**

Turin, le 20 mai 1861.

Par ordre de S. A. R. le prince de Carignan, lieutenant général de Sa Majesté, j'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence un résumé de l'administration des provinces napolitaines depuis le commencement de cette année jusqu'à ce jour.

Les graves difficultés qu'a rencontrées le gouvernement de Son Altesse Royale dans les quatre mois écoulés ont été en partie provoquées par des faits récents, ou passagers, mais avant tout elles ont leur origine dans des causes éloignées et plus ou moins durables. Le licenciement de l'armée bourbonnienne, les mesures prises à l'égard de l'armée méridionale vers la fin de l'année dernière, les articles de la capitulation de Gaète qui permettaient à François II de séjourner à Rome, ont contribué sans aucun doute à susciter au gouvernement de ces provinces de très-sérieux embarras.

Il ne serait pas opportun de discuter ici les raisons de ces actes, plusieurs d'entre eux ont été une nécessité pour le gouvernement central, mais il est important de constater que l'administration de Son Altesse Royale leur a été complètement étrangère et qu'elle n'a fait qu'en subir les conséquences. En tout cas, les faits susmentionnés n'auraient pas à eux seuls donné lieu aux troubles qui ont éclaté dans les provinces et à Naples même, s'il ne s'y était joint un état général des affaires dont la gravité n'aurait pas été soupçonnée si la révolution de l'automne dernier et les événements qui ont suivi n'étaient venus la mettre à jour.

Les histoires contemporaines depuis celle de Colletta sont pleines de blâme pour l'administration bourbonnienne. Mais aucune histoire n'a pu encore dévoiler toute l'immensité de la plaie. En faisant les exceptions nécessaires, d'autant plus honorables qu'elles sont plus rares, nous pouvons assurer en toute vérité que toutes les branches de l'administration publique étaient infestées par la plus immonde corruption. La justice criminelle servait aux vengeances du prince, la justice civile, moins corrompue, était entravée, elle aussi, par le mauvais vouloir du gouvernement. Pas de liberté, ni pour les particuliers, ni pour les communes. Les prisons et les galères étaient pleines des citoyens les plus honnêtes, mêlés aux coupables condamnés pour les crimes les plus infâmes. Les exilés, innombrables. Les emplois concédés aux favoris ou vendus. Les employés, dix fois plus nombreux

que ne l'exigeaient les besoins du service. Les hauts employés, payés largement, le traitement des autres, plus qu'insuffisant. De là la corruption et le pécumat exercés largement et impunément. Abus des fonctions de justice et de grâce. Grand nombre d'enfants à peine nés admis à des emplois gouvernementaux, en sorte qu'ils comptaient leurs années de service depuis leur bas âge.

L'instruction secondaire très-restreinte et insuffisante. Celle donnée à l'Université, plus restreinte encore et plus mauvaise. L'instruction féminine, négligée encore davantage; par conséquent ignorance extrême dans les classes populaires. Peu de moyens de communication. Manque complet de sécurité sur les routes; les propriétés et la vie des citoyens toujours menacées. Les provinces laissées à l'abandon. Peu de commerce, malgré les ressources immenses d'un pays très-riche.

L'industrie très-peu développée et par conséquent la misère et la faim ajoutées à l'ignorance. Les dépenses d'administration dépassant de beaucoup tous les calculs. Les établissements de bienfaisance les plus richement dotés appauvris par une foule immense d'employés, d'administrateurs, d'ingénieurs, d'avocats. Les trois quarts de leurs revenus consommés, généralement par des dépenses d'administration, et un quart seulement consacré à l'instruction. Dans les prisons, dans l'armée, dans les administrations, dans tous les lieux publics, la *camorra* florissant sur une large échelle; le brigandage dans les provinces; le vol partout. La police méchante, arrogante, infâme, maîtresse de la liberté et de la réputation des citoyens. Les travaux publics décrétés, payés, mais restant inexécutés. Tous les pouvoirs, toutes les lois, tout contrôle, concentrés dans le bon plaisir du prince. Aucune garantie dans le maniement des deniers publics. Clergé immense, ignorant, sauf quelques exceptions moins rares dans le diocèse de Naples, mais sans dignité et sans la conscience des devoirs de son ministère. Basse superstition dans le peuple. La mendicité, exercée sous diverses formes par toutes les classes de citoyens, sans en exclure les plus élevées. Pas de journaux, pas de livres. L'armée corrompue, et sans aucune habitude de la guerre, sans confiance dans les chefs.

On a remarqué avec raison que, pour avoir résisté si longtemps à tant d'éléments malfaisants, il fallait que les populations napolitaines fussent bien fortement trempées, et que la conscience de leurs droits eût dans leurs cœurs de bien profondes racines. En effet, tout cet édifice corrompu, soutenu à grand'peine par la vertu obstinée de Ferdinand II, croula sous le choc d'une poignée d'hommes héroïques qui furent immédiatement suivis par le soulèvement de la population entière. Suivirent la révolution et le plébiscite en faveur de l'union au royaume italien sous la dynastie de Savoie.

Pendant la courte période de sa dictature, Garibaldi gouverna par l'enthousiasme, par le prestige de son nom et de ses hauts faits et par la révolution. Les plus connus parmi les partisans des Bourbons s'éloignèrent; des hommes persécutés jusque-là par la police bourbonnienne furent appelés au gouvernement et aux emplois, les espérances de chacun s'éveillèrent.

Mais la dictature n'eut pas le temps de remédier d'une manière efficace et durable aux maux dont la société entière souffrait dans ces contrées. Ces maux, il n'y avait que deux moyens de les faire disparaître: l'un propre à la révolution, l'autre appartenant aux procédés des gouvernements réguliers.

Si l'on adoptait les moyens révolutionnaires, on pouvait faire table rase de tout pour tout reconstruire ensuite; mais opérer ce changement radical, c'était s'exposer à tous les périls de la révolution, et par conséquent à la probabilité de luttes sanguinaires au dedans et même au dehors de l'Italie; la paix de l'Europe en eût été compromise en même temps que la solution de la question italienne.

Restait donc seulement l'autre moyen, consistant à se mettre à organiser régulièrement et par degrés l'administration de ces provinces, en partant de la base existante, en éliminant peu à peu les éléments viciés, en les remplaçant par de meilleurs et en aplanissant avec autant de célérité que possible les voies vers l'unification, sans repousser aucun des partis qui seraient disposés à accepter le nouvel ordre de choses établi par la volonté populaire.

C'est ce dernier parti que devait prendre et que prit le gouvernement du roi. Par l'expédition des Marches et de l'Ombrie, et par la prise de possession des provinces napolitaines, il arrêta d'un seul coup le progrès de la révolution, qui bientôt aurait pris dans ce pays le caractère de révolution sociale. Mais cette conduite, qui avait pour effet de sauvegarder la paix européenne et la cause de l'Italie, n'était ni sans inconvénients ni sans périls.

Le gouvernement du roi acceptait tout l'héritage de la révolution sans pouvoir user des moyens révolutionnaires; on pouvait prévoir dès lors qu'aux anciens maux s'ajouteraient les désillusions des partis extrêmes, le mécontentement de quiconque attendait de la fortune et des faveurs du nouvel ordre de choses, l'hostilité de toutes les susceptibilités blessées, le déplacement de nombreux intérêts et la difficulté très-grave de faire rentrer à leur place les éléments infimes que toute commotion fait surgir des bas-fonds sociaux à la surface.

En effet, à peine un gouvernement régulier fut-il établi avec la lieutenance, que ces difficultés se montrèrent peu à peu.

Le clergé, rassuré par la modération du gouvernement, releva la

tête et se montra dans sa grande majorité ouvertement hostile. Une partie de l'aristocratie, sans se rendre compte des dangers auxquels elle avait été soustraite, boudait le gouvernement ou le combattait par des manœuvres coupables. Le grand nombre de ceux qui croyaient la liberté et la nationalité synonymes de richesses, d'emplois et de pain, se trouvaient désillusionnés et mécontents. A ces derniers il faut ajouter beaucoup des soldats de l'armée méridionale irrités d'avoir perdu leurs grades et leur solde, les soldats bourbonniens que dans sa généreuse confiance le gouvernement avait laissés libres, les quelques républicains et, en nombre plus considérable, les autonomistes, tous mécontents de l'administration nouvelle par des raisons diverses. La misère et la disette produites par les causes ci-dessus énumérées et plus sensibles encore pendant l'hiver et le printemps contribuaient à faire naître le mécontentement.

Enfin il ne faut pas omettre que pour réformer plusieurs administrations, le gouvernement s'est vu dans la nécessité de licencier des compagnies de milices irrégulières, de renvoyer en très-grand nombre des employés, parce qu'ils étaient superflus, et des ouvriers pour cause d'immoralité et parce qu'ils étaient impropres au travail. Tous ces hommes accrurent le nombre des mécontents.

Il n'est dès lors pas étonnant qu'après une révolution, un changement de dynastie et des errements du gouvernement, il se soit manifesté dans un pays habitué de longue main au brigandage, des mouvements partiels dans plusieurs provinces n'ayant sous leur apparence politique d'autre but que le pillage et le vol. Afin de bien déterminer ce dernier caractère des mouvements récents qui ont eu lieu dans les Abruzzes, la terre de Labour et la Basilicate, il convient d'exposer un autre fait sur lequel le soussigné appelle spécialement l'attention.

A côté des patriotes honnêtes et libéraux qui ont aidé la révolution dans ces provinces, sont venus se placer des hommes coupables de toute sorte de crimes, ruinés de réputation, échappés à l'action de la justice ou aux prisons; pour faire oublier leurs méfaits, pour acquérir du crédit ou des richesses, et aussi pour s'abandonner à des vengeances particulières, ils ont coopéré à l'accomplissement de la révolution politique qui a établi le nouvel ordre de choses. Ils croyaient que le nouveau gouvernement (suivant les anciens exemples qu'offre l'histoire napolitaine) non-seulement oublierait leurs infamies, mais irait même jusqu'à les récompenser. Voyant au contraire que leurs espérances scélérates trouvaient un obstacle insurmontable dans l'honnêteté et dans la justice du gouvernement, ils reprirent leur ancien métier de brigands et d'assassins. J'en citerai un exemple sur lequel j'ai eu des indications intéressantes du gouverneur de la Principauté-Ultérieure. Le chef de la horde de brigands réactionnaires qui a été



dispersée dernièrement sur les frontières de la Principauté-Ultérieure était un certain Carmine Donatello. Il avait commencé par être gardeur de chèvres ; dépravé, sans aucune instruction, même élémentaire, coupable de plusieurs homicides et d'autres graves méfaits, échappé des galères, il s'unit dans le mois de septembre dernier aux libéraux, prêta son bras ignominieux à la révolution, et, comme il était doué d'un certain courage personnel et d'activité, il parvint à s'acquérir une certaine influence dans l'arrondissement. Il espérait du nouveau gouvernement pardon et faveurs ; mais voyant au contraire que la main de la justice planait sur sa tête, Donatello, poussé par la faim et désespérant d'obtenir grâce, retourna à sa première existence d'assassin et de voleur. Emprisonné ensuite en vertu d'un mandat d'arrêt, l'assassin réussit à s'évader, aidé par quelques-uns de ses amis qui faisaient partie de la garde nationale. Dès qu'il fut en liberté il organisa une bande et se mit à parcourir la campagne. Avant que l'on eût de la troupe disponible à envoyer sur les lieux, la bande s'accrut en nombre et en audace. Ce fut alors que les partisans de l'ancien gouvernement bourbonnien crurent pouvoir donner un but politique à ses exploits et transformèrent le brigand en chef de parti. Donatello y trouva son compte dans l'or qu'on lui donna, dans la nouvelle dignité dont il se vit investi et dans l'espoir de ces mêmes compensations que les Bourbons avaient accordées dans le siècle dernier à Fra-Diavolo, à Mam-mone et aux bandits du cardinal Ruffo.

Les mêmes faits à peu près se sont reproduits dans les Abruzzes, dans la Capitanate et ailleurs. C'a été partout un mouvement commencé par des voleurs et des brigands et auquel on a essayé ensuite de donner une forme et des tendances politiques.

Le peu de troupes que l'on a pu expédier sur les lieux menacés a eu facilement raison de ces hordes. Les populations et la garde nationale se sont remises de l'épouvante causée par des faits réels et par des rapports exagérés. En somme, avec tant de motifs de mécontentement et de malaise, le mouvement n'a pas eu de suites. S'il eût eu un caractère vraiment politique, dans peu de temps il aurait pris les proportions les plus vastes. Que Votre Excellence se rappelle qu'en 1799 le cardinal Ruffo, avec des commencements bien plus faibles que ceux de la bande du Donatello, arrivait en peu de jours, du fond des Calabres, à Naples pour détruire la République et chasser la garnison française.

Une autre circonstance digne d'être racontée, c'est que, dans les dernières élections politiques, les noms des radicaux les plus avancés sont sortis de l'urne de ces collèges même où les réactions s'étaient manifestées.

Le parti bourbonnien, encouragé par ces faits, poussé par les exci-



tations venues de Rome, avait le dessein de profiter des circonstances pour tenter un véritable mouvement politique. Mais la vigilance du gouvernement, l'attitude de la population, celle surtout de la garde nationale de Naples, déconcertèrent dès leur début ces coupables divisions. Les accusés se trouvent maintenant entre les mains des tribunaux ordinaires, auxquels il appartiendra de les juger. Il suffira de noter en passant que la nouvelle des trames découvertes a excité une telle indignation dans la population de Naples, qu'elle doit enlever aux ennemis de l'unité italienne toute espérance de succès.

L'exposé qui précède montre combien était grave la position du gouvernement de Son Altesse Royale dans ces provinces. Le prince-lieutenant devait conduire les affaires du pays, améliorer l'administration, préparer l'unification au milieu de tous ces obstacles, et cela sans recourir à des moyens révolutionnaires, sans pouvoir disposer d'une force suffisante, presque sans gendarmerie, avec des éléments presque exclusivement locaux, avec des pouvoirs limités, et sans provoquer des mesures inconstitutionnelles, il devait gouverner sans heurter trop violemment les tendances autonomistes d'un parti considérable par le nombre et par l'influence, en se servant en grande partie d'employés et de magistrats anciens, par conséquent mal vus de la population, et en grande partie d'hommes nouveaux et sans expérience administrative; il devait gouverner par la liberté un peuple qui n'a qu'une pratique trop récente de la liberté, au milieu d'obstacles suscités dans le Parlement au gouvernement central, obstacles dont l'action se faisait vivement sentir dans les provinces; il devait gouverner enfin sans cet appui si efficace que prête partout aux régimes libres l'opinion publique; car il faut avouer que dans ces provinces l'opinion publique est à peine formée. Comme preuve de ce fait, le sous-signé n'a qu'à rappeler ce qu'il a écrit dans une autre circonstance au sujet de la presse napolitaine. L'opinion publique, en tant qu'elle existe, a un caractère presque exclusivement négatif. Soit en vertu de l'ancienne habitude de voir dans le gouvernement l'ennemi naturel de la société, soit pour les causes de mécontentement ci-dessus énumérées, le rôle de l'opinion publique a été jusqu'ici d'indiquer les maux en les exagérant souvent, d'accuser les hommes et les systèmes sans indiquer les remèdes, sinon tout au plus des remèdes généraux, sans se rendre compte de la possibilité de leur application.

On criait, et on crie encore continuellement : Améliorez, simplifiez, moralisez l'administration, chassez les employés bourbonniens, remplacez-les par les victimes du gouvernement despotique, donnez du pain et de l'ouvrage au peuple, faites des chemins de fer, fondez des écoles, des asiles, des lycées, créez l'industrie et le commerce, réprimez le mauvais vouloir du clergé et des partisans des Bourbons, orga-

nisez les municipalités, donnez des armes aux gardes nationales, envoyez dans les provinces des troupes et des gendarmes, accordez des indemnités aux martyrs et à ceux qui ont souffert des dommages. D'un autre côté on crie : Marchez rapidement dans la voie de l'unification, détruisez tout vestige d'autonomie, remettez au gouvernement central l'entière responsabilité et la direction de l'administration locale. Enfin, disent encore d'autres : Ayez égard à l'esprit d'autonomie du pays, respectez les traditions et les institutions locales, conservez ce qu'il y a de bon dans la législation napolitaine, traitez avec modération le clergé et les partis contraires, ne jetez pas sur le pavé de nombreux employés civils et militaires de l'ancien régime, appelez à la direction de la chose publique plutôt des administrateurs entendus que des hommes politiques, eussent-ils même par hasard servi l'ancien gouvernement.

Quelques-uns de ces conseils se contredisaient réciproquement, d'autres ne pouvaient être immédiatement suivis, ou ne pouvaient l'être sans les ménagements que la pratique des affaires d'État rend indispensables.

On n'improvise pas en quelques mois un réseau de chemin de fer, on ne crée pas des écoles sans professeurs, ceux-ci ne s'improvisent pas non plus; l'industrie et le commerce ont besoin de la confiance, de l'action lente des institutions libres, de l'esprit d'association et d'initiative des particuliers; on ne transforme pas en un instant un peuple soumis depuis un très-long temps à l'esclavage et à l'ignorance, en un peuple cultivé et doué des vertus civiques. L'opinion publique ne se crée que par l'usage de la liberté, on n'efface pas tout à coup les traces profondes d'une oppression séculaire, on ne peut pas envoyer plus de troupes qu'on n'en a, ni centupler en quelques mois le nombre des carabiniers dont la formation exige du temps et de la discipline, on ne moralise pas en un instant une administration très-corrompue. Cependant le gouvernement de Son Altesse Royale a introduit, dans les diverses branches de l'administration, toutes les améliorations pratiques qu'a permises la difficulté des temps; il a la conscience d'avoir préparé le terrain pour des améliorations plus grandes, et ne doute pas que l'histoire impartiale, le gouvernement du roi et les provinces elles-mêmes ne lui tiennent compte des efforts qu'il a faits et des difficultés surmontées.

Il s'est abstenu de heurter trop violemment les susceptibilités du pays, et il a concilié les égards qui leur étaient dus, avec le principe de l'unification, vivement réclamée dans l'intérêt de la grande patrie italienne.

Il a tenu compte des droits légitimes des personnes, il a gouverné avec le concours des hommes du pays, et introduit le système si utile

de la permutation des employés de l'Italie du nord et de celle du midi, il a choisi pour ses conseillers les hommes qui lui étaient indiqués par l'opinion publique et par les hommes les plus estimés. Les anciens ministres napolitains des affaires étrangères, de la guerre et de la marine, étant dissous et leurs attributions transmises aux ministères respectifs du gouvernement central, la même mesure fut adoptée pour l'administration des postes et des télégraphes. Le conseil de lieutenance fut aboli, les conseillers de lieutenance furent transformés en secrétaires généraux, dépendants des ministères respectifs de Turin; le nombre des dicastères fut réduit de huit à quatre, les affaires et les nominations les plus importantes furent soumises au gouvernement central. Les principales mesures législatives promulguées avant l'ouverture du Parlement furent généralement inspirées par cette tendance à l'unification.

Comme il n'était pas possible à Son Altesse Royale d'acquérir en peu de temps une connaissance exacte et sincère du personnel, elle décida sagement que toutes les nominations et dispositions concernant le personnel, seraient, avant d'être munies de sa signature et de celle du secrétaire général, soumises à la délibération et à l'approbation des conseillers de lieutenance. Des erreurs ont pu être commises malgré cette précaution; mais si l'on veut bien tenir compte des circonstances exceptionnelles du gouvernement, on reconnaîtra que ces erreurs n'ont été ni graves ni fréquentes.

Le soussigné a rendu compte dans des rapports spéciaux, surtout dans celui du 24 mars, des réformes apportées dans l'administration des affaires ecclésiastiques. M. Mancini, chargé de ce service important, est entré dans de plus amples détails sur ce qui s'est fait, dans des relations spéciales, publiées en partie. Le soussigné se borne à mentionner les lois très-importantes promulguées par Son Altesse Royale le 17 février. Ces lois ont été rendues conformément aux instructions données par le gouvernement central à Son Altesse Royale lors de son départ de Turin.

1) Un premier décret a remis en vigueur l'ancien droit public des provinces napolitaines et annulé le concordat du 16 février 1818, ainsi que la convention du 18 avril 1836. Ces contrats passés avec Rome par les deux Ferdinand de Naples, avaient presque détruit l'indépendance de l'État, et énormément étendu l'ingérence de l'Église dans les affaires laïques. C'est de la même manière qu'en Toscane le même décret qui supprimait le concordat rétablissait les lois léopoldines. Le pouvoir civil ne perdait rien à ne plus exercer, en vertu du concordat de 1818, les droits qui lui étaient accordés et reconnus par ce concordat, car à l'appui de ces droits il pouvait invoquer un autre titre, savoir l'ancien droit ecclésiastique napolitain. Une parfaite égalité

dans l'exercice des droits civils et politique fut établies pour les citoyens de différents cultes; cette égalité est conforme à la loi votée par le Parlement de 1848 et en vigueur dans les anciennes provinces de la monarchie. Le for ecclésiastique est aboli et le clergé rendu justiciable des tribunaux ordinaires.

2) Afin de prévenir les abus possibles de l'autorité ecclésiastique, il fut jugé convenable d'introduire à Naples l'*appel comme d'abus* en usage dans les anciennes provinces, et introduit dans celles qui s'agrégeaient à la monarchie de Savoie. Cette institution faisait partie du droit public napolitain antérieurement au concordat de 1818. Afin d'assimiler les institutions des provinces napolitaines à celles de l'Italie du nord et du centre, on a fait ressortir au conseil d'État les appels comme d'abus et les conflits de juridiction.

3) La Pragmatique du 12 juillet 1779 avait confié dans le royaume de Naples l'administration des biens ecclésiastiques et des bénéfices vacants à des fonctionnaires royaux, parce que ces biens étaient placés sous la protection du roi, et que les revenus des bénéfices constituaient un droit régalien. Le concordat de 1818 avait institué des commissions diocésaines à l'effet de soustraire ces biens à toute ingérence de la part du gouvernement et de les confier exclusivement au clergé; ces commissions ont été abolies et remplacées par un économe royal des provinces napolitaines, d'après la forme et les lois en vigueur dans l'Italie supérieure.

4) A l'exemple de ce qui a été fait dans les autres provinces, on a enlevé la qualité de personnes morales aux couvents et aux chapitres des églises collégiales, sauf les exceptions spécialement déterminées par la loi en faveur des ordres accomplissant une œuvre utile d'après la règle de leur institution. Le même décret supprime les bénéfices, les chapellenies et les abbayes qui n'ont pas cure d'âmes, et qui ne sont chargées personnellement d'aucun office ecclésiastique. La possession des biens de ces couvents, bénéfices et chapellenies est remise à la direction de la caisse ecclésiastique, dépendante du gouvernement, qui fournit une subvention aux membres des ordres supprimés, avec défense à ces derniers de s'adjoindre de nouveaux religieux.

5) Furent de même supprimées les soi-disant conférences des missions. Pour comprendre l'importance de cette mesure, il suffit de remarquer qu'une seule de ces conférences, créée sous le nom de Sainte-Marie de l'Assomption, dans le palais de l'archevêque de Naples, a reçu en peu d'années des legs s'élevant au capital de six millions de francs. Le but primitif de cette conférence était de répandre la religion dans les provinces; mais sous la dernière dynastie elle était devenue un simple instrument de gouvernement.



6) Ont été abolies toutes les dispositions contraires à la liberté d'action de l'autorité civile, ou exigeant le concours ou l'ingérence exclusive des évêques dans les commissions de bienfaisance, dans l'administration et la direction des œuvres pies laïques, des fondations laïques (*cappelle laicale*), des orphelinats, des conservatoires et retraites, des confréries et des associations pieuses; en un mot, de toutes corporations, établissements et institutions laïques. La nomination des administrateurs est soumise à l'approbation du dicastère de l'intérieur.

Afin de mettre le gouvernement central en mesure de déterminer en connaissance de cause, quels ordres doivent être acceptés de la mesure de suppression, des commissions provinciales ont été instituées sous la présidence des gouverneurs de province, et composées de personnes considérées par l'intelligence, la probité et le patriotisme, et exemptes soit de fanatisme, soit d'hostilités contre la religion. Le travail de ces commissions a été envoyé au garde des sceaux, pour que le gouvernement puisse statuer sur les exceptions à fixer.

Le soussigné doit insister vivement auprès du gouvernement central pour qu'il fasse cesser au plus tôt l'incertitude où sont les ordres religieux sur leur sort. Comme il y en a parmi eux qui doivent sans doute être conservés à cause de leur but ou des services qu'ils rendent à ces contrées, on propose ici qu'il soit dressé sur-le-champ une première liste des ordres exceptés, sauf à la compléter au besoin dans la suite.

Quant aux mesures prises au sujet de l'exécution des décrets précités, le soussigné s'en réfère à ses rapports au garde des sceaux. Il ne doit pas omettre de mentionner la protestation de l'épiscopat napolitain contre l'exécution de ces décrets.

Il n'est pas superflu de compléter les renseignements précédents par quelques notes de statistique cléricale :

On manque absolument de données certaines pour une statistique des ordres religieux; il n'y en avait pas de traces au département des affaires ecclésiastiques, qui ordonna, sous la lieutenance de Son Altesse Royale, que cet important travail fût aussitôt commencé, mais qui n'a pas reçu encore les éléments que doivent lui envoyer les diverses provinces. On ne peut donc présenter ici qu'un tableau approximatif des couvents d'hommes et surtout de femmes.

En tenant compte de l'augmentation qui s'est produite depuis 1848, on peut fixer le chiffre des moines mendiants de 10 000 à 11 100<sup>1</sup>.

Quoique mendiants, ils payent, autant qu'on peut le déterminer,

1. Nous ne donnons que le résumé de cette partie purement statistique du rapport.



1441 ducats 10 grani pour la contribution foncière par an, ce qui suppose un revenu annuel de 9000 ducats, soit un capital de 180 000, c'est-à-dire 38 250 fr. de rente et 765 000 fr. de capital.

L'évaluation la plus probable porterait le nombre des moines propriétaires à 2840; le nombre des ordres à 34, et celui des maisons à 206.

Tout ce personnel payerait annuellement à l'impôt foncier 73 257 ducats 40 grani, aurait un revenu correspondant de 498 590 ducats 96 grani, et un capital par conséquent de 9 171 819 ducats 22 grani, soit en revenu 1949 011 fr. 58 c., et en capital 38 567 500 fr. 68 c.

Le nombre des couvents de femmes est d'environ 250, celui des nonnes de 5000. Ici toutes les données statistiques font défaut. En prenant le chiffre de 8000 fr. pour le revenu de chaque couvent de nonnes, on arrive à un revenu annuel de 2 millions de fr. et à un capital de 40 millions. Le nombre des couvents de femmes est emprunté à une statistique de 1845.

On compte, dans les provinces napolitaines, 20 archevêchés, 77 évêchés.

Le revenu total de tous ces évêchés et archevêchés, calculé sur des données en grande partie officielles et pour le reste approximatives, serait de 460 287 ducats, soit 1956 219 fr. 75 c.; le capital de 9 201 720 ducats, soit 39 124 395 fr.

Le revenu moyen de chacun des titulaires serait de 4745 ducats, ou 20 171 fr. 40 c.

En comparant le nombre des évêques et archevêques de France avec celui des provinces napolitaines, on trouve que dans celles-ci 97 prélats se partageant 7 060 618 âmes, en ont chacun 70 000 environ, tandis qu'en France 35 millions de catholiques ont en tout 80 pasteurs épiscopaux, c'est-à-dire 1 pour 437 000 âmes, d'où l'on voit que la France, pour se mettre au niveau de Naples, devrait avoir 485 évêques, et que Naples, pour se mettre sur le pied de la France, en devrait avoir 16. La proportion des évêques napolitains aux évêques français est donc de 6 1/6 à 1.

Le dicastère de grâce et justice avait la double tâche de procurer l'unification législative du pays avec les autres provinces libres de la monarchie et de rendre la vigueur à l'action de la justice. Le soussigné s'en réfère à son rapport du 11 avril au garde des sceaux, en ce qui concerne la réforme du personnel. Il suffira d'observer qu'un grand nombre d'arrondissements (*circondarii*) étaient privés de juges et en ont été fournis.

Un des premiers actes du gouvernement a été de rappeler à leurs sièges beaucoup de magistrats qui s'en étaient absentés avec ou sans congé. Le résultat de cet acte de vigueur a été qu'au commencement

de février presque tous les juges étaient à leur poste. Ceux qui n'avaient pas obéi furent destitués.

Un tribunal de province et une grande cour criminelle furent institués dans la ville de Bénévent ; ils eurent pour tâche de compléter le travail de scrutin des juges de mandements sur les informations données par les commissions de censure instituées précédemment dans les provinces et sur les antécédents indiqués dans les pièces des archives du dicastère de justice et police.

L'œuvre d'unification législative avait été commencée avant l'arrivée de Son Altesse Royale par la promulgation des lois de la sûreté publique, de la presse, de l'organisation communale, votées par la Consulte.

Sous la précédente lieutenance le conseiller de grâce et justice avait nommé une commission législative composée de jurisconsultes et chargée d'étudier le mode d'introduction dans ces provinces, avec des réformes convenables du Code pénal, du Code de procédure pénale et de la loi sur l'organisation judiciaire : cette commission ne s'était réunie qu'une seule fois. Plusieurs de ses membres voulaient qu'on laissât en vigueur les Codes napolitains avec quelques modifications, et cette dissidence avait amené la dissolution de la commission.

Toutefois, ceux de ses membres spécialement chargés de la rédaction du projet de loi sur l'organisation judiciaire, complétèrent leur travail, qui fut déposé au dicastère.

A son arrivée au gouvernement, Son Altesse Royale fit immédiatement promulguer le Code pénal militaire dont l'introduction avait été déjà décrétée par l'administration précédente. Ensuite, dans le but de hâter la réforme législative qui faisait partie des instructions du gouvernement central, Son Altesse Royale nomma une nouvelle commission législative composée des magistrats et des jurisconsultes les plus distingués ; cette commission examina avec un louable empressement le Code pénal, celui de procédure pénale et le projet de loi sur l'organisation judiciaire présenté par la précédente commission. Ces codes et cette loi, qui, à peu de modifications près, sont ceux en vigueur dans les autres provinces du royaume, furent promulguées le 17 février. Les quelques modifications introduites par la commission napolitaine étaient conseillées ou par les exigences de la science, ou par un respect raisonnable pour les traditions et les usages locaux. Le Code pénal napolitain, qui datait de 1819, avait été, dans ce temps-là, considéré comme très-bon, mais dès lors la science avait fait de nouveaux progrès, et déjà Colletta avait porté sur plusieurs de ses parties un jugement sévère. Sa suppression fut donc bien loin de produire le mécontentement que plusieurs avaient craint.

Suit l'énumération de plusieurs décrets peu importants, relatifs à l'introduc-

tion de lois d'un intérêt secondaire, ou de pure forme, et devant être mis à exécution dès le 17 juillet, mais renvoyés à une époque ultérieure. Dans le nombre des essais faits par le prince de Carignan, on remarque le jugement des procès de presse par le jury. La loi communale et provinciale a été appliquée en mai seulement, et le rapport de M. Nigra, rédigé au moment même des élections, se termine à ce sujet par ces mots :

L'application de cette loi importante signale particulièrement la lieutenance de Son Altesse Royale, et il en sortira pour ces provinces de féconds résultats.

La réorganisation de la garde nationale s'accomplit en ce moment sous les meilleurs auspices. Des officiers distingués ont été envoyés dans les provinces comme organisateurs, et leurs rapports montrent que leurs travaux sont utiles et efficaces.

Vous savez quels services a rendus dans ces provinces cette méritante institution. L'esprit des officiers et des soldats est excellent, leur conduite et leur tenue des plus louables, ainsi que l'on a pu en juger par les bataillons mobilisés envoyés à Turin, à Milan et en Toscane. Le soussigné ne cachera pourtant pas qu'il est indispensable d'éloigner de ce corps quelques mauvais éléments qui n'ont pas le droit d'en faire partie et qui pourraient porter atteinte à l'honneur de l'institution entière.

On doit également remarquer chez la garde nationale une certaine tendance d'outré-passer les attributions qui lui sont propres et d'abuser de l'uniforme en dehors du service. Mais ces défauts iront en se corrigeant avec le temps et à mesure que la population acquerra l'intelligence des institutions constitutionnelles.

Votre Excellence se souvient que dans les premières années de son établissement la garde nationale du Piémont a présenté les mêmes inconvénients et qu'ils ont peu à peu complètement disparu.

Son Altesse Royale a pourvu à l'armement complet de la garde nationale. Aux 70 000 fusils déjà distribués précédemment, il faut en ajouter 40 000 mis à la disposition de la garde nationale de ces provinces par le ministère de la guerre : 35 000 d'entre eux viennent d'être distribués.

L'organisation du service de sûreté publique et de la police a présenté de très-grandes difficultés. Non-seulement les anciens éléments n'offraient ni confiance ni garantie, mais ils compromettaient le service et augmentaient le désordre. Il fallait donc organiser ce service important, en grande partie, avec des éléments nouveaux, et cette œuvre est naturellement lente et pleine de difficultés, mais l'énergie et l'activité du secrétaire général chargé de ce dicastère ont égalé les difficultés de l'entreprise. On peut dire que maintenant les bureaux de police et les gardes préposés à la sûreté publique sont organisés dans la ville et dans les provinces conformément à la loi en vigueur dans

les autres parties du royaume. Les anciens employés de la police, de triste mémoire, ont été en grande partie congédiés ; des carabiniers de la septième légion ont été disséminés dans les provinces afin de protéger la sûreté publique, mais leur nombre est de beaucoup inférieur aux besoins. Pour établir des stations régulières en correspondance les unes avec les autres, il nous faudrait environ 7000 hommes, et la lieutenance n'a pas eu à sa disposition plus de 1200 carabiniers et 200 cavaliers.

Le soussigné doit insister sur la nécessité d'augmenter autant que possible ce nombre, trop insuffisant.

Le prince-lieutenant a, dans le même but, ordonné une distribution proportionnelle des troupes de la sixième division (*dipartimento*) placées sous son commandement supérieur. L'envoi de renforts est conseillé d'une manière urgente par les circonstances exceptionnelles du pays. Dans les répressions qui ont été nécessaires pour maintenir l'ordre, les soldats, les carabiniers, les gardes nationaux ont agi de la manière la plus satisfaisante, et leur conduite mérite les plus grands éloges.

Les services dépendant du dicastère des travaux publics ont été l'objet de rapports spéciaux. L'administration des chemins de fer présente des désordres et des inconvénients graves tant pour le matériel que pour le personnel. Les seuls moyens d'y remédier sont de céder les chemins de fer à l'industrie privée, ou de les placer immédiatement sous la dépendance du gouvernement central.

Le réseau actuel des chemins de fer napolitains est fort peu étendu ; il se compose de la voie de Naples à Vietri par Castellamare, dans la direction de Salerne, exploitée par l'industrie privée, et de celle de Naples à Capoue, avec embranchement de Cancellò à San-Severino.

Ces deux chemins de fer sont construits selon les anciennes méthodes, avec des matériaux insuffisants ; pour peu que le mouvement s'accroisse, il faudra les refaire en totalité. Le premier n'a pas même de service télégraphique. Il y a aussi une ligne en construction de Capoue à Ceperano, sur la frontière romaine, pour le compte du gouvernement, entrecoupée, dans les 96 kilomètres de son parcours, par des précipices et des torrents ; cette ligne a demandé des ouvrages considérables, dont cinq grands viaducs en partie construits.

Le pont sur le Vulturne est encore tout à faire. La voie sera terminée dans dix-huit mois ; il y travaille, sous la direction d'entrepreneurs particuliers, un nombre de 3 à 6000 ouvriers, selon les saisons. Sur ce parcours encore, le mode de construction est antique et présente un grand inconvénient à la station de San-Germano, où un défaut de tracé, s'il n'est pas corrigé, obligera chaque convoi à s'arrêter.



Le rapport entre ici dans des détails sur les revenus des chemins de fer napolitains, dont le rendement kilométrique est de 146 fr. 36 c.; il énumère ensuite l'achèvement d'un tronçon, les contrats passés, les études ordonnées. En résumé, les travaux publics exécutés pour le compte du souverain et des provinces, depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 15 mai, se montent, pour le territoire napolitain, à la somme considérable de 830 821 ducats 61 grani, soit 3 millions 522 683 fr.

Dans cette somme ne sont pas comprises les dépenses d'entretien des routes, qui s'élèvent à 280 000 ducats annuellement, non plus que les sommes prélevées sur les 5 millions à répartir entre les communes pour travaux publics, en vertu du décret royal du 23 janvier, et qui s'élèvent à 390 621 fr. 07 c. Nous laissons de côté les parties du rapport concernant les postes et les télégraphes, et nous nous bornons sur les finances à un résumé des chiffres :

Voici la balance des encaissements et paiements faits par la trésorerie générale :

	Quatre premiers mois de 1861. En ducats.	Quatre premiers mois de 1860. En ducats.
Encaissements ordinaires...	6 252 357 85	8 968 108 60
Payements faits. ....	8 806 262 73	12 834 704 17
Déficit. ....	2 553 904 88	3 866 595 57

Il faut ajouter à ce déficit des quatre premiers mois de 1861 le chiffre de 2 millions 553 904 ducats 88 grani, tous les paiements faits par le trésorier général en ligne provisoire, sauf régularisation sur les budgets respectifs, c'est-à-dire :

Pour le compte courant du Trésor central, 2 millions 653 905 ducats 41 grani.

Pour paiements à Naples, 1 million 680 342 ducats 57 grani.

Pour paiements dans les provinces, 1 million 136 565 ducats 82 grani.

En tout, le déficit pour les quatre premiers mois de 1861, sauf remboursement du compte courant du Trésor central, est donc de 8 millions 24 718 ducats 78 grani. Ce déficit a été couvert par les ressources extraordinaires notées plus haut au chiffre de 6 millions 392 318 ducats 19 grani, par des bons de la caisse de service de la trésorerie générale, et par ce qui restait au 31 décembre 1860 en numéraire et en valeurs.

L'instruction publique a attiré l'attention particulière de S. A. R.; mais la brièveté du temps et le désordre complet de cette partie de l'administration, ont permis seulement d'en commencer la réforme.

L'enseignement universitaire a été réformé suivant la loi en vigueur dans les autres provinces, mais bien que les professeurs soient nom-



més, les cours n'ont encore pu commencer d'une manière régulière. La loi sur l'enseignement secondaire a de même été promulguée. Peut-être a-t-on trop prodigué le personnel pour le lycée Victor-Emmanuel qui vient d'être fondé; mais cet inconvénient, inévitable dans une première expérience, sera corrigé dans les établissements du même genre qui seront créés dans les provinces.

Les éléments propres à l'enseignement abondent dans ce pays; ce qui fait défaut, c'est la direction. Il sera donc très-utile d'envoyer des professeurs napolitains dans l'Italie du nord, et d'envoyer de celle-ci les directeurs à Naples. Ce sera le meilleur moyen d'y relever l'instruction secondaire, car il y a ici profusion d'intelligence et de culture, mais insuffisance quant à l'expérience, l'ordre et la moralité sévère qui sont nécessaires pour faire un bon directeur. L'instruction primaire ne sera pas, d'ici à quelque temps, mise en bon état. La raison principale en est à l'absence d'instituteurs et d'institutrices, et, pour les former, il est besoin de méthodes et d'enseignements spéciaux. Toutefois, on n'a épargné ni le soin, ni la peine pour obtenir un résultat dans les limites du possible. Une école primaire modèle a été fondée aux frais du gouvernement, et l'on y donne aussi un cours le dimanche pour les artisans adultes (*artisti adulti*). Une école pour les instituteurs et les institutrices a été fondée à Naples, et des écoles semblables sont sur le point d'être établies dans chacune des provinces. On peut espérer que dans quelques mois on possédera des inspecteurs et des instituteurs, non pas dans un nombre proportionné aux besoins, mais du moins en nombre suffisant dans les villes principales. Un décret du 25 juillet place l'instruction publique des provinces napolitaines sous la dépendance directe du ministère de l'instruction publique. Un asile pour l'enfance a été ouvert à Naples; un autre asile existant déjà précédemment a été réorganisé; quatre autres sont en préparation.

Le rapport constate ensuite que l'instruction technique est nulle. Il attribue la cherté, pour les subsistances, qui a suivi la révolution d'abord aux circonstances exceptionnelles, puis à l'abondance du numéraire. Du reste, cette crise n'a forcé le gouvernement à aucune mesure contraire aux principes économiques généralement suivis. Il conseille, pour faciliter les transactions, l'établissement d'une banque de circulation.

Le rapport termine comme suit :

L'honorable municipalité de Naples a entrepris d'importants travaux. Ces travaux, ainsi que d'autres moins importants, ne pourront être mis en cours d'exécution que si l'emprunt actuellement en négociation de 2 millions et demi de ducats ou des avances de la finance publique fournissent au municipe les ressources nécessaires; les sien-

nes ont été fort diminuées par le décret du 16 novembre dernier, qui a ôté à la ville 600 000 ducats annuels par l'abolition de l'octroi sur les farines, octroi qu'il serait utile et convenable de lui rendre.

En résumant ce qui vient d'être exposé, on voit que la situation matérielle des provinces napolitaines s'est beaucoup améliorée depuis le mois de janvier et que des germes y ont été déposés pour des progrès futurs plus considérables.

L'état politique et moral du pays est bien loin de répondre à nos désirs; mais il est bien loin aussi de ce que voudraient faire croire les ennemis de l'unité italienne. Le parti bourbonien n'a aucune racine dans le pays. Qu'on n'oublie pas que l'idée de l'unité est née ici d'hier, et qu'elle s'est déjà emparée de la conscience publique; l'esprit d'autonomie va en diminuant. Ceux mêmes qui criaient il y a quelques mois contre l'invasion du piémontisme demandent aujourd'hui que la haute Italie leur envoie des administrateurs, des employés et des magistrats.

Pendant cette période, le gouvernement a fait preuve, en face des partis, d'impartialité, d'autorité et de fermeté. Les démonstrations et les réactions ont été réprimées de quelque côté qu'elles vinssent, et aucune concession n'a été faite aux démonstrations de la rue. S. A. R. laisse à qui le remplace dans sa tâche ardue l'autorité gouvernementale tout entière, sans liens et sans engagements.

Les difficultés politiques et administratives sont sans doute fort grandes dans les provinces; mais il ne faut pas oublier qu'on ne renverse pas des trônes séculaires, qu'on n'accomplit pas une œuvre démesurée comme celle de l'unité italienne sans rencontrer des difficultés, des inconvénients, des obstacles. Bien plus, pour peu que l'on considère l'histoire de ce pays et celle des révolutions politiques arrivées chez les autres nations européennes, on s'étonnera que nos embarras actuels ne soient ni plus nombreux ni plus graves.

Que Votre Excellence agréé l'expression de ma profonde déférence.

CONSTANTINO NIGRA.

**Circulaire du ministre de l'intérieur aux gouverneurs et aux intendants des provinces, contre la signature éventuelle d'une protestation contre l'occupation française de Rome.**

Turin, 28 juin 1861 (segretissima).

Il est à la connaissance du soussigné que le parti qui s'intitule *de l'action*, a été nouvellement exhorté par Mazzini à mettre tout en œuvre dans le royaume entier, à profiter de tout incident pour allumer et entretenir dans le pays une sourde agitation qui, en empêchant le

gouvernement d'affermir partout la tranquillité, serve aux fins bien connues du parti.

Et voyant que la calomnie, artificieusement répandue, concernant la prétendue cession de territoires italiens à des puissances étrangères n'a trouvé aucun crédit auprès de l'universalité des Italiens, le parti a maintenant envoyé des instructions à ses affidés pour qu'on recommence à propager la fausse nouvelle que le gouvernement du roi a reconnu l'intégrité des États du Pape et à exciter les esprits contre la présence des troupes françaises à Rome.

Vous savez quelle est la politique du gouvernement de Sa Majesté touchant cette question politique sanctionnée à plusieurs reprises par le Parlement. Vous n'ignorez pas non plus combien sont grandes et quelles sont les difficultés inhérentes à une semblable question, et avec quels ménagements elle doit être traitée. Faire descendre cette question dans l'arène des places publiques et en faire l'objet des discussions populaires, non-seulement aurait pour résultat d'agiter d'une manière dangereuse les passions, mais parviendrait peut-être à éloigner la solution à laquelle le gouvernement ne cessera de travailler de toutes ses forces avec le concours du gouvernement français.

Le vrai but de l'agitation qu'on veut provoquer n'est pas dans ce qu'on dit, mais plutôt dans ce qu'on fait; il n'est pas tout dans le désir de voir les espérances nationales satisfaites, mais aussi dans celui de susciter des embarras intérieurs et extérieurs au gouvernement de Sa Majesté, dans la force duquel les agitateurs trouvent un obstacle insurmontable à l'exécution de leurs desseins.

Ceci établi, il est du devoir du soussigné de vous prévenir que le parti *d'action* veut appeler nos populations à signer une protestation sortie de l'officine connue de Londres contre l'occupation de Rome par les Français. L'invitation à la signer sera adressée tant aux corps constitués qu'aux sociétés privées et aux simples citoyens. Les comités de prévoyance, les associations politiques qui ont été instituées dans les différentes provinces du royaume par l'activité de ce parti, emploieront tous les moyens pour répandre au sein des populations la persuasion que la présence de la France à Rome est le seul obstacle à la réalisation de la grande pensée qui, patronée par l'illustre homme d'État enlevé à l'Italie depuis peu, forme toujours la base de la politique du cabinet actuel.

Le soussigné vous donne cet avis, afin que vous vous armiez de tous les moyens légaux qui sont en votre pouvoir pour éclairer les populations de votre circonscription administrative. Ces populations, trompées peut-être par la forme, qui n'est ni âpre ni provoquante, de la protestation qui leur sera proposée, pourraient se laisser entraîner à la signer, en croyant ne pas faire une action nuisible, peut-être

même en croyant en faire une utile au but qui y est indiqué. Le sous-signé ne doute pas que, dans le cas où les moyens employés pour obtenir des signatures ou des adhésions sortiraient des bornes tracées par les lois, vous n'employiez tous les moyens propres à empêcher et à punir toute violation du droit commun.

M. MINGHETTI.

---

**Circulaire adressée par le baron Ricasoli, après le vote de l'emprunt italien, aux agents diplomatiques du royaume d'Italie à l'étranger.**

Turin, le 2 juillet 1861.

Monsieur,

La Chambre des députés a approuvé dans sa séance d'hier, par un vote presque unanime, la loi par laquelle le gouvernement du roi est autorisé à contracter un emprunt de 500 millions effectifs. Cet emprunt ayant pour but de fournir au gouvernement les moyens de solder les dépenses occasionnées par les merveilleux événements qui ont eu lieu, et de suppléer aux exigences futures, l'adoption de cette loi était un événement essentiellement politique. La discussion devait conséquemment placer le cabinet, qu'un malheur irréparable a appelé à la direction des affaires publiques, en présence de la manifestation légale des sentiments et des convictions du pays. Le vote qui serait rendu donnerait la mesure de la confiance inspirée par le ministère actuel, du concours qu'il pourrait se flatter d'obtenir de la part du parlement et de la nation.

Le résultat de cette épreuve, je suis heureux de le constater, a pleinement répondu à l'idée qu'on s'était faite et aux espérances qu'on avait conçues de la représentation d'un pays qui, au milieu d'événements si extraordinaires, a constamment fait preuve de patriotisme et de sagesse politique, en même temps qu'il a manifesté sa ferme résolution d'accepter de bon cœur tous les sacrifices qu'exigerait l'œuvre de son indépendance nationale.

Je n'ai pas besoin, monsieur, de vous faire remarquer l'importance de la délibération prise par la chambre à la presque unanimité des suffrages : cette importance est d'autant plus grande, que la loi de l'emprunt pourvoit aux intérêts les plus graves et les plus vitaux de notre patrie, et que cette délibération a été précédée par le vote d'une autre loi très-importante, par laquelle on a créé une seule dette publique pour l'Italie tout entière. De tels résultats auront, j'en suis persuadé, une influence bienfaisante sur notre situation tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Après avoir constitué l'unité nationale nous parviendrons aussi à fonder l'unité financière de l'Italie.

Soutenus par le crédit et l'opinion publique, nous espérons qu'il

nous sera donné aussi, par l'augmentation de la richesse nationale et par une administration prévoyante, soigneuse et mesurée, de réparer les dépenses occasionnées par une lutte de plusieurs années, et de rétablir en peu de temps l'équilibre entre les recettes et les dépenses. Le programme exposé avec tant de clarté et de précision par mon honorable collègue le ministre des finances présente les plus grandes sûretés, et nous aimons à espérer qu'il sera accueilli par l'opinion étrangère avec autant de faveur qu'il l'a été par notre parlement et par notre pays.

De mon côté, j'ai cru devoir, dans une occasion si solennelle, faire connaître de nouveau et avec toute la franchise d'une conviction intime, les intentions qui dirigent le gouvernement du roi dans sa conduite tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Notre politique a pour but de développer à l'intérieur la prospérité nationale en encourageant le commerce, les industries et les arts, en donnant aux intérêts municipaux et provinciaux des pouvoirs assez étendus pour leur donner satisfaction, en défendant résolument et fermement l'ordre public sans manquer au respect des lois et à la sincère application des principes libéraux qui découlent de nos institutions.

Quant à l'étranger, le gouvernement du roi ne peut perdre de vue l'accomplissement de l'œuvre, qui, avec tant de constance a été menée au terme si désiré. Mais en mettant toute notre sollicitude à faire en sorte que l'indépendance nationale devienne un fait entièrement accompli, confiant dans la raison et les sympathies de l'Europe, nous ne deviendrons jamais les provocateurs de crises qui pourraient troubler la paix générale et mettre en danger les intérêts mêmes de la cause italienne. Cette politique, je ne puis en douter, obtiendra l'assentiment des puissances amies et les rendra favorables à l'accomplissement de nos destinées.

En voyant l'Italie reconnue déjà par les principaux gouvernements de l'Europe, affermie désormais dans son organisation intérieure, prête à donner au gouvernement toute sorte de concours, il nous est permis de croire que les doutes qui pouvaient encore subsister chez quelques gouvernements ne tarderont pas à être remplacés par un sentiment de sécurité réelle sur la marche régulière et stable du nouvel ordre de choses et sur la constitution définitive de l'Italie.

Je vous autorise, monsieur, à vous servir de ces données et de ces considérations dans vos rapports avec le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, et vous prie d'agréer la nouvelle assurance de ma considération.

RICASOLI.

---



**Proclamation du général Cialdini, lors de son installation  
en remplacement de M. de San-Martino.**

Naples, 20 juillet 1861.

Napolitains !

Le gouvernement du roi m'avait envoyé parmi vous avec la mission spéciale de purger votre beau pays des bandes de brigands qui l'infestent.

La regrettable démission du comte de San-Martino survint, et alors Sa Majesté voulut, par souverain décret du 14 courant, me nommer lieutenant du roi dans ces provinces, et cela sans doute pour réunir dans une seule main les pouvoirs civils et militaires, afin de faciliter ainsi la réussite de mon mandat.

J'arrive précédé d'un témoignage courtois de bienveillance que la municipalité de Naples a bien voulu me donner en me nommant votre concitoyen. Témoignage flatteur, bien cher à mon cœur, et qui m'a imposé un devoir de gratitude que je viens ici remplir.

Mais *sans vous je ne puis que peu ou RIEN, avec vous je pourrai tout.* Entre ceux qui vous volent et qui vous assassinent, et celui qui veut défendre votre propriété et votre vie, le choix ne me paraît pas douteux.

Je me confie donc au jugement naturel du bon peuple napolitain, et au bon sens de son admirable garde nationale. J'indique et j'attends avec confiance l'aide de toutes les fractions du parti libéral ; car il y a maintenant une question de fond et non de forme, une question d'intérêt général et non d'intérêt particulier.

Trêve donc aux polémiques irritantes ! Que celui qui veut la liberté sous la garantie des lois fortement gardées et équitablement appliquées, que celui qui veut l'Italie libre et une avec le roi Victor-Emmanuel soit avec moi, parce que je ne désire, je ne veux et je ne me bats que pour cela.

Qu'un cri, un seul cri sorte de nos poitrines, et s'il est proféré avec accord et simultanément, il aura un écho irrésistible du Tronto à la mer grecque. Il suffira pour dissiper rapidement les bandes réactionnaires et jeter le trouble dans l'âme de celui qui de loin les paye, les pousse et les dirige.

*Quand le Vésuve rugit, Portici tremble !*

Le général d'armée, lieutenant du roi,

ENRICO CIALDINI.

---

**Lettre de M. de Ponza San-Martino au sénateur Gallina, au sujet  
de sa démission de la lieutenance royale de Naples.**

Turin, 22 juillet.

Monsieur le comte,

Vous m'exprimez le désir d'apprendre de moi, au Sénat, les motifs pour lesquels je me suis démis de ma charge de lieutenant dans les provinces napolitaines. N'ayant pu me trouver présent aux dernières séances, je me fais un devoir de vous exposer ces motifs par écrit.

Vous savez que depuis plusieurs années j'ai cherché à vivre loin de toute charge politique. Toutefois, pensant, avec le comte de Cavour, que la question intérieure, en Italie, devait principalement se résoudre à Naples, et voyant que le gouvernement ne savait à quelle autre personne confier l'administration des provinces napolitaines, je fis à la patrie le sacrifice de mes inclinations.

Vous savez comment, usant amplement de la liberté d'action qui m'était concédée, j'ai inauguré aussitôt mon arrivée à Naples, c'est-à-dire le 20 mai, une politique de conciliation, de légalité et d'ordre. Bien que je comptasse sur une grande quantité d'adhérents, mon attente fut cependant dépassée en ce sens que personne ne s'est montré contraire à cette politique, qu'elle n'a rencontré aucune opposition. M'étant mis à étudier le pays, je restai convaincu que principalement deux questions sérieuses voulaient être résolues, savoir : la réorganisation de l'administration publique et de la police.

L'administration publique ne manquait ni de bonnes lois ni d'utiles règlements, mais depuis une longue série d'années, le gouvernement bourbonien les avait pour ainsi dire abandonnés ; désireux de se créer des partisans, il avait encombré l'administration d'un personnel exorbitant où l'on trouvait jusqu'à des enfants ; mais pour ne pas surcharger le budget, il avait assigné aux employés un traitement des plus infimes ; il tolérait que ces derniers se procurassent des gains illicites, ce qui était passé dans les usages au point de pervertir la conscience publique.

La révolution nationale s'était accomplie depuis trop peu de temps pour qu'il eût été possible de porter remède à ce mal. Les nouveaux administrateurs s'étaient principalement occupés d'exclure des offices publics les hommes les plus odieux à la population, et d'introduire dans les diverses administrations des hommes représentant les principes nouveaux. Ces derniers étaient tellement poussés par la nécessité de faire beaucoup en peu de temps, qu'ils accrurent encore la plaie du nombre excessif des employés dont la conduite et l'expérience ne répondaient pas aux besoins des services publics. Outre cela, la nomination simultanée de tant de nouveaux venus aux emplois publics

avait fait naître une telle fièvre de demandes, avait si bien habitué la population à croire que l'État devait donner des emplois à tous les postulants, qu'il en résultait un renversement de toutes les bonnes traditions et de tous les justes principes de gouvernement.

Je cherchai d'abord à ne pas accroître ces maux, en refusant toute nomination à des emplois nouveaux. Ensuite, je me mis à examiner avec calme la marche des bureaux et la conduite des employés, privant tour à tour de leur emploi tous ceux qui me paraissaient mauvais ou incapables. En même temps, avec l'aide des chefs de service, je me mis à préparer les nouveaux règlements organiques, dans le but de restreindre le nombre de ces employés aux limites fixées par l'intérêt général.

Ces mesures et ces études furent également appuyées par le gouvernement central et par les populations napolitaines; mais ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans des détails circonstanciés sur tout ce qui a été fait ou commencé, et sur les raisons qui me faisaient espérer un résultat final satisfaisant, parce que cette partie de mon administration est absolument étrangère à ma démission.

Rarement, dans ma vie, j'ai mis plus d'ardeur à étudier pratiquement une chose que je l'ai fait à Naples, dans le but d'examiner les conditions de l'ordre public, autant à l'égard de la politique qu'à l'égard de la sûreté matérielle. En interrogeant et les fonctionnaires publics et les principaux d'entre les citoyens qui venaient à moi, en consultant les actes officiels du gouvernement, je ne tardai pas à me persuader que les oppositions politiques disparaîtraient ou seraient réduites à des proportions tout à fait inoffensives, dès qu'on aurait pourvu convenablement à la sûreté matérielle du pays.

Le pas principal et le plus important avait été déjà fait, puisque, grâce à la fermeté et à la prudence du prince de Carignan, on avait fait cesser les tumultes de la place publique par des moyens qui non-seulement n'avaient point exaspéré les esprits, mais qui avaient été favorablement accueillis.

De ce côté, je n'avais qu'à suivre ce noble exemple, et dans les deux mois que me fut confié le gouvernement de Naples, les conditions de l'ordre public, relativement aux tumultes de la place publique, furent meilleures que celles qui se produisent souvent chez des peuples de longue main habitués à la liberté.

Mais l'état des provinces présentait une certaine gravité. Un grand nombre de condamnés échappés des bagnes et des prisons, réunis en bandes, infestaient encore les provinces.

Ces bandes de voleurs, pour se mettre en faveur, cherchaient à prendre un caractère politique.

D'un autre côté, il n'existait aucun service régulier de police. Toute

cette force se composait de 4500 carabiniers sur 6500 environ qui doivent constituer la force destinée, en temps normal, pour les provinces napolitaines.

Les principaux dangers que je rencontrai provenaient de ce qu'on n'avait pas pris les précautions nécessaires pour obtenir que les soldats de l'ex-armée bourbonnienne dissoute, qui étaient alors rappelés en assez grand nombre, obéissent à la levée.

Je prévis que dans ces pays, où le gouvernement ne s'est jamais occupé de l'éducation militaire du peuple, ces soldats n'obéiraient que s'ils y étaient contraints par une force organisée systématiquement, et je me mis avec tant de sollicitude à étudier cette organisation avec l'excellent général Durando, que, le 31 mai, c'est-à-dire dix jours après mon arrivée à Naples, j'envoyai au ministère un plan dont je demandai la mise à exécution immédiate.

Bien que la force militaire par moi demandée ne fût pas très-considérable, et qu'au contraire elle fût de plus d'un tiers inférieure, proportions gardées, à celle envoyée en Sicile; bien que les provinces napolitaines eussent deux éléments de désordres qui ne se trouvent pas en Sicile, à savoir : la présence à Rome de l'ex-roi François II et les soldats débandés, toutefois les hommes les plus pratiques de ces provinces, avec lesquels je m'étais consulté et aux conseils desquels j'avais résolu de me soumettre, regardaient comme certain que cette force était suffisante pour raviver l'esprit public et empêcher que les soldats rappelés n'allassent grossir les bandes de la réaction.

Je n'avais pas seulement l'intention d'empêcher la formation de nouvelles bandes et de détruire celles qui existaient déjà; grâce à l'idée de distribuer une partie de ces troupes en colonnes mobiles, qui fréquemment auraient parcouru les mêmes localités, je songeais à me servir de ces forces pour faire exécuter les sentences des tribunaux, pour exiger le paiement des impôts et pour rétablir enfin la pleine et entière action des lois.

En même temps, il m'était facile de reconnaître, par certaines données et par certains faits, comment le respect de la légalité, en même temps qu'il diminuait le nombre de nos adversaires, dont beaucoup ne cherchaient qu'à vivre paisiblement, relevait pour ainsi dire la dignité du gouvernement vis-à-vis des masses, en leur offrant un bien vainement attendu pendant de longues années.

J'ai la conviction que, si j'avais été secondé avec cette confiance et cette promptitude sur lesquelles je croyais pouvoir compter, non-seulement j'aurais empêché la formation de nouvelles bandes, mais j'aurais vu toutes les provinces marcher dans la voie du progrès et de la civilisation avec un élan extraordinaire, tel qu'en peu de temps on aurait réparé le temps perdu sous les gouvernements passés.

Déjà, avant mon arrivée à Naples, on avait essayé de pourvoir à ces besoins par des gardes nationales mobiles dont beaucoup étaient encore en activité; mais cet essai, à mon sens, n'avait pas produit les résultats qu'on en attendait.

Cet essai me fit désirer de m'appuyer sur les gardes nationales, mais de manière que, pendant quelque temps, elles pussent opérer de concert avec les troupes régulières, et, sous les ordres de chefs militaires, coopérer au maintien de la paix et à l'observation des lois.

Je voyais le pays disposé à me seconder dans cette voie. Tout le monde semblait persuadé que toutes les forces réunies entre mes mains auraient été une garantie puissante et sûre de liberté.

Je ne fus pas assez heureux pour faire pénétrer mes convictions, à cet égard, dans l'esprit des ministres.

Voyant mes prévisions se réaliser relativement à l'augmentation des bandes de brigands, j'écrivis lettre sur lettre, afin de représenter l'urgence de mesures promptes, manifestant au ministère, jusqu'à la date du 21 juin, que, si je venais à perdre l'espérance d'être écouté, je me trouverais dans la nécessité de donner ma démission.

Malheureusement on perdit beaucoup de temps et le ministère ne se décida à m'envoyer de nouvelles troupes qu'au moment où l'augmentation des bandes rendait insuffisante la quantité de troupes par moi demandée dès le principe.

Alors j'insistai vivement pour obtenir des renforts, et déjà j'avais de bonnes raisons pour croire qu'ils me seraient accordés, lorsque m'arriva la nouvelle que le général Cialdini était désigné en qualité de commandant des troupes dans les provinces napolitaines. J'espérais que l'illustre et fortuné général, par son arrivée, m'aiderait à la pacification et ferait exécuter énergiquement les ordres au moyen desquels je me croyais assuré de l'obtenir.

J'avais raison de ne pas douter que l'autorité militaire agirait à la réquisition de l'autorité politique, mon intention était de la requérir de façon à prévenir les désordres et à rendre moins nécessaires les moyens de répression.

Mais la fatalité des circonstances voulut que les pouvoirs donnés au général Cialdini fussent de nature à lui permettre d'agir par lui-même et d'annuler tous les plans de pacification que j'avais formés.

En effet, le ministre de l'intérieur, en m'écrivant pour m'annoncer l'envoi de secours destinés à des pays menacés par des bandes, m'écrivait, par un *post-scriptum* de sa main, *de m'en remettre en cela, et en toutes choses, à l'avis du général Cialdini*; et, par une autre lettre, il m'avertissait que le général *opérerait suivant les usages de la guerre (opererebbe a modo di guerra)*.

J'étais assez vieilli dans les affaires pour ne pas me faire d'illusion



sur la nature de ces pouvoirs. Je savais de longue main que les généraux opèrent suivant les usages de la guerre, quand ils ont une autorité absolue à eux propre; et le général Cialdini me confirmait lui-même dans cette pensée, quand, pour me démontrer la possibilité d'une coexistence entre nos deux autorités, il me faisait observer, par lettre du 10 juillet, qu'il avait exercé une autorité semblable pendant le siège de Gaète, sans que le lieutenant du roi qui m'avait précédé dans le gouvernement des provinces napolitaines se crût lésé dans son autorité.

Je puis vous assurer que je méditai sérieusement sur ces arguments, et que si j'avais trouvé que ces récentes innovations constituassent simplement une question de personnes, j'en aurais fait sacrifice au roi et à ma patrie.

Mais il était évident pour moi que les mesures prises par le ministère, quelles qu'eussent été ses intentions, constituaient un changement de système.

Tandis que je ne cessais de déclarer au ministère que, malgré l'accroissement des bandes, il fallait les réprimer en organisant la milice dans la forme circonscrite et prudente d'un service de police, ce que je me déclarais en mesure de faire avec une augmentation de forces relativement assez peu considérable, le ministère adoptait un système tout à fait contraire.

D'un autre côté, ayant jusqu'à ce temps heureusement supporté le poids de mon périlleux mandat, je ne me faisais aucune illusion, et je dus reconnaître que tous ceux à qui il importait de conserver les abus que je m'efforçais d'extirper, prendraient, par le seul fait de la diminution de mon autorité, une audace extraordinaire.

Je prévis enfin que ma démission était l'unique moyen de donner au gouvernement la facilité de réparer la faute par lui commise, parce qu'ainsi il pourrait concentrer dans le général Cialdini les pouvoirs de la lieutenance et retirer à la répression ce caractère de guerre, qui aurait produit de très-grands maux.

J'estime donc que personne ne peut attribuer ma résolution à un dépit, et je m'étonne que le ministère n'ait pas fait démentir l'accusation du député Nisco, publiée par *l'Opinione*, c'est-à-dire que par dépit j'avais refusé des secours à Avellino, tandis que mes dépêches, que le ministère a entre les mains, prouvent que je me suis servi de mes pouvoirs et de mon initiative jusqu'aux dernières limites pour secourir Avellino, expédiant dans cette direction, sous ma responsabilité, des troupes qui avaient l'ordre absolu de rester à Salerne.

Recevez, etc.

C. PONZA DE SAN-MARTINO.

**Dépêche-circulaire de S. Exc. le Président du conseil des ministres  
et ministre des affaires étrangères aux envoyés italiens à  
l'étranger.**

Turin, le 31 juillet 1861.

Monsieur,

Le Parlement vient de terminer la première partie de sa laborieuse session, en se prorogeant jusqu'à l'automne prochain. Dans son sein, ont siégé pour la première fois les représentants de presque toutes les populations italiennes.

Grâce à ses décisions, l'unité de l'Italie a passé du domaine des idées dans celui des faits, et a commencé à se développer dans l'ordre politique, économique et administratif. Il est conséquemment de mon devoir d'appeler sur les travaux des deux chambres l'attention des représentants du gouvernement près les puissances étrangères et de leur fournir les moyens de faire connaître à l'Europe les débats législatifs du nouveau royaume.

En premier lieu, vous voudrez bien remarquer le sens qu'ont eu les élections. Dans les provinces qui formaient naguère des États autonomes et indépendants et entraient à peine dans une situation entièrement nouvelle, manquant encore de toute expérience des libertés dont elles étaient appelées à jouir, ces élections se sont accomplies avec la plus grande régularité et avec l'ordre le plus parfait. Ce fait paraîtra encore plus significatif, si l'on pense que les provinces les plus récemment réunies, comme les Marches et l'Ombrie, étaient menacées par les troupes pontificales, et qu'en effet elles furent attaquées par elles sur quelques points, précisément à l'époque des élections; si l'on considère encore que les provinces napolitaines et siciliennes, non-seulement étaient exposées aux mêmes menaces, mais subissaient en outre les effets d'une puissante agitation politique, et ne voyaient pas encore leurs territoires délivrés des débris de la domination abattue, puisque dans Gaëte le roi déchu continuait à résister à la tête d'un corps de troupes considérable, et que la prise de Messine n'avait pas été encore tentée.

En dépit de cette situation, les nouvelles provinces qui aujourd'hui forment la plus grande partie du royaume, quoiqu'elles vécussent incertaines de leur avenir, élurent librement et régulièrement leurs députés, parmi lesquels il ne s'en trouve pas un qui représente les opinions ou les intérêts des régimes déchus; et vous avez pu voir par les discussions et les votes parlementaires que l'opposition tout entière a pour objet d'exciter le gouvernement à précipiter le cours des événements en vue de compléter l'indépendance et l'unité de l'Italie, au lieu de le ramener vers le passé.

Exemple peut-être unique dans l'histoire, et qui démontre combien est universel et profond dans les cœurs de tous les Italiens le sentiment de la nationalité; puisque, dans tous les autres pays où la révolution a porté au trône une nouvelle dynastie à la place de l'ancienne qui en était précipitée, elle n'est parvenue nulle part à en effacer la trace dans la représentation nationale; et dans tous les parlements, à l'exception du parlement italien, les fauteurs des princes déchus ont trouvé place sous le nom de légitimistes.

Vous ne manquerez pas non plus de remarquer que nos nouveaux députés, convoqués pour la première fois des diverses parties de l'Italie, qui, par suite de leur organisation politique et économique, étaient restées jusqu'alors étrangères, les unes aux autres et ignorantes les unes des autres, nos nouveaux députés, dis-je, se sont trouvés tout de suite d'accord sur les idées fondamentales, et il ne s'est jamais produit qu'une opposition très-insignifiante, toutes les fois qu'il s'est agi de mesures qui tendaient à affermir le droit de la nation, ou qui devaient contribuer à la constituer, à la fortifier, à l'armer pour soutenir ce même droit. Et, encore, il est bon de faire remarquer que l'opposition, si peu nombreuse qu'elle fût, ne s'efforçait pas d'entraver ces mesures; au contraire, elle s'efforçait de les exagérer au delà de la mesure que la prudence politique ne permettait pas de dépasser sous peine de les rendre inefficaces ou périlleuses.

La nouveauté de la situation où se trouvaient placées les provinces d'Italie, la variété et la diversité des situations au milieu desquelles elles avaient vécu jusque-là, donnèrent lieu à des interpellations répétées et fréquentes, qui, si elles parurent superflues à quelques personnes, eurent néanmoins cette utilité, qu'elles aidèrent les députés à se mieux connaître, à multiplier les points de contact entre les hommes, à faciliter la fusion des divers pays en un seul tout.

Ces interpellations, d'ailleurs, qui concernaient la marche politique du gouvernement, fournirent au Parlement l'occasion d'affermir de la manière la plus solennelle le droit de la nation, et au gouvernement du roi celle de manifester ses intentions relativement à la façon de compléter l'œuvre déjà conduite si près de son terme.

Vous connaissez déjà, monsieur, ces intentions; vous savez que les changements de personnes survenus dans le cabinet à la suite de la perte douloureuse et déplorée du comte de Cavour n'a entraîné aucun changement dans la direction politique inaugurée et continuée par lui avec tant de gloire pour son nom et tant de profit pour l'Italie: qu'il fut le véritable interprète de la conscience de la nation; que son œuvre fut assise sur de solides fondements, sa mort elle-même est venue le prouver. Le pays, le parlement, le gouvernement, en apprenant comme une grande calamité la perte de cet illustre homme d'État,

sentaient en même temps le besoin de s'unir plus étroitement pour ne pas laisser se disperser leurs forces; et l'Italie, privée, à peine née, de l'un de ses plus fermes défenseurs, manifestait toute sa forte vitalité en supportant cette douloureuse épreuve sans aucun découragement.

Et si vous voulez bien remarquer que la plus grande partie des travaux législatifs du parlement s'est accomplie depuis la mort de l'éminent homme d'État, si vous voulez, en outre, considérer l'objet des principales lois votées et l'immense majorité des suffrages qui les ont approuvées, vous comprendrez facilement qu'on puisse assurer que ses intentions ont été efficacement reprises et secondées par l'accord du parlement et du gouvernement.

Dans certains moments, depuis le commencement des travaux parlementaires, il a pu se produire des incidents qui semblaient s'éloigner de la discussion calme et mesurée des projets proposés par le gouvernement du roi, des besoins et des vœux du pays, des principes de la politique internationale.

Toutefois, dans un si grand et si rapide changement de choses et de destinées, dans le concours d'éléments si divers à l'accomplissement de la délivrance de la patrie; au milieu des craintes éveillées par les intrigues extérieures qui fomentaient et qui fomentent encore dans certaines provinces les passions les plus brutales et les plus violentes; en face de l'occupation étrangère qui pèse encore toute menaçante sur une des plus tourmentées et des plus glorieuses provinces de la Péninsule, on ne doit pas s'étonner que quelques esprits, plus ardents et moins au fait des tempéraments de la vie politique, se soient laissés aller quelquefois à des excitations qui n'étaient ni prudentes ni opportunes.

Cependant ces incidents, effet naturel mais passager de conditions transitoires, n'ont jamais été assez puissants pour ébranler, ni dans l'enceinte de la chambre, ni au dehors, la confiance des citoyens dans le gouvernement, et ils n'ont jamais abouti à des résolutions dangereuses.

La preuve des considérations dans lesquelles nous venons d'entrer devient évidente dans la série des actes parlementaires et dans les quatre-vingt-trois lois votées durant la première période de la session législative, lois dont il ne sera pas inutile de citer les principales.

Les députés de la nation ont considéré comme leur premier devoir et leur première pensée de confirmer solennellement le plébiscite des populations, en décernant la couronne d'Italie au prince auguste dont la loyauté et le courage militaire avaient si puissamment concouru à acquérir, aux destinées de la patrie, l'appui des sympathies univer-

selles, et à produire les heureux succès qui ont fait l'Italie ce qu'elle est aujourd'hui. En votant à l'unanimité la loi d'après laquelle Victor-Emmanuel prend le titre de roi d'Italie, le Parlement a donné une garantie à l'Europe monarchique, et mis le gouvernement en mesure de prendre, parmi les nations civilisées, la place qui convient à l'Italie, en notifiant aux cabinets étrangers la formation du nouveau royaume, et en obtenant successivement d'eux la reconnaissance de ce royaume.

Les lois relatives à l'armement national ont été également fécondes en résultats politiques. Outre les mesures concernant les levées de terre et de mer, le Parlement a sanctionné, dans la loi qui élargit l'institution de la garde nationale mobile, un des arguments les plus efficaces pour la défense du pays et pour la conservation de l'ordre intérieur.

Les Italiens n'ont pas oublié les paroles solennelles que notre auguste et généreux allié leur adressait en touchant le sol de la Lombardie délivrée : « Soyez aujourd'hui tous soldats, pour être demain libres citoyens d'une grande nation. » Car les armes forment les citoyens à la tempérance, à la discipline, leur donnent la conscience de leur propre dignité et de leur propre force, et les familiarisent à toutes les vertus mâles et austères qui sont nécessaires à l'exercice et au maintien de la liberté.

De plus, si les bonnes armées sont indispensables pour défendre les précieuses acquisitions de la nation, par la confiance qu'un peuple fortement armé inspire aux amis, par le respect qu'il impose aux ennemis, elles sont aussi un moyen puissant pour obtenir de pacifiques triomphes; ou quand, malgré nous, la paix est troublée, ces armées servent à rendre moins longue et moins funeste pour les intérêts généraux de l'Europe, une perturbation que nous n'aurions pas provoquée.

Les lois relatives à l'unification de la dette publique appartiennent tout autant à l'ordre politique qu'à l'ordre économique. Ramener à l'unité les divers systèmes des dettes que nous avons héritées des petits États qui ont malheureusement jusqu'à ce jour divisé la Péninsule, attirer au centre de la vie nationale les intérêts des créanciers de l'État, et pourvoir à l'avenir de la nation tout en respectant les droits individuels, tel a été le but que s'était proposé le Parlement en adoptant les mesures financières proposées par le gouvernement du roi.

Le spectacle de l'empressement des capitalistes italiens et étrangers à offrir les moyens de réaliser l'emprunt voté par les chambres, dit assez clairement que ce but a été atteint. Vous savez, monsieur, que pour 764 millions demandés par le gouvernement, on lui a offert le



concours de plus d'un milliard, et que l'on attend encore le résultat de la souscription publique.

C'est un fait sur lequel j'appelle avec plaisir l'attention des ministres du roi à l'étranger. Il prouve que le royaume d'Italie a su se créer du crédit pour l'avenir, en respectant, avec la plus rigoureuse justice, les obligations contractées dans le passé. C'est la plus splendide preuve que les événements qui viennent de s'accomplir en Italie sont plus qu'une révolution, ils sont une restauration de l'ordre régulier et normal.

Le Parlement a enfin pourvu au développement des forces économiques du pays, en donnant sa sanction aux projets de lois qui lui ont été présentés par le ministère des travaux publics, relativement à la prompte exécution d'un vaste réseau de chemins de fer.

Favoriser dans toutes les classes de la société, par le stimulant du travail, la richesse et la moralité publique, exciter l'accroissement des capitaux nationaux avec la puissante concurrence des capitaux étrangers, écarter les obstacles que la distance et la configuration de la Péninsule opposent à la rapide fraternisation de tous les habitants entre eux, voilà les résultats que le gouvernement espère pouvoir obtenir sous peu par l'impulsion énergique donnée aux travaux publics.

Pour bien faire comprendre l'importance de ce sujet, il suffit de dire que, en outre des travaux de l'arsenal à la Spezia, 2700 kilomètres de chemin de fer ont été concédés, pour la construction desquels le terme le plus court assigné est d'un an et demi, et le plus long de huit ans, et que l'exécution des lignes adjugées coûtera environ 750 millions, dont 290 millions environ devront être fournis par le gouvernement, en outre des garanties qui ont été établies par contrat.

Cette sommaire et rapide exposition suffit pour faire connaître que le Parlement dans la première partie de la session présente n'a pas seulement pourvu aux plus urgents, mais aussi aux plus importants et plus vivaces intérêts du pays.

Maintenant si nous jetons un regard sur le chemin que nous avons parcouru jusqu'ici, et si nous le mesurons à la grandeur des événements, il me semble que nous avons droit d'éprouver un sentiment légitime de satisfaction; mais si nous poussons nos regards vers celui qui nous reste à parcourir, nous voyons qu'il est rude, difficile, plein d'embûches et de périls; mais nous n'en sommes pas rebutés, et nous osons toutefois répéter avec un juste orgueil que l'Italie est faite. Oui, l'Italie est faite, quoiqu'une partie de l'Italie soit encore au pouvoir de l'étranger; car nous sommes certains que l'Europe, en nous voyant bien organisés, bien armés et forts, se convaincra de notre droit à

posséder en entier notre territoire, et trouvera une garantie de repos et de paix, en favorisant la restitution de la partie qui nous manque ; car nous sommes convaincus que l'Europe, en apprenant à nous mieux connaître, se persuadera que nous, peuple essentiellement catholique, comprenons mieux que tout autre les vrais intérêts de l'Église, quand nous lui demandons de se dépouiller des droits féodaux que la barbarie lui a donnés, et qui sont incompatibles avec la civilisation, lui offrant en échange indépendance et liberté pleine et entière dans l'exercice de son saint ministère, et la reconnaissance, le respect d'une nation régénérée.

Nous n'ignorons pas que la vieille Europe nous regarde encore d'un œil défiant, et qu'elle nous reproche les désordres qui attristent les provinces méridionales, et l'incertitude de l'organisation intérieure. Mais l'Europe connaît les vieilles origines de ces désordres ; elle qui a stigmatisé dans le congrès de Paris le régime dépravé qui corrompait et avilissait ces peuples. Nous sommes sûrs maintenant qu'au soleil de la liberté, leurs instincts généreux prendront une nouvelle vigueur, et que l'Italie retirera ses plus solides appuis, précisément d'où nous viennent à cette heure nos plus grands dangers intérieurs. Nous ne prétendons ni les dissimuler ni les amoindrir ; mais nous prions que l'on considère les causes éloignées qui les produisirent, et les instigations présentes qui, abusant d'une généreuse protection accordée dans les plus nobles fins, les perpétuent ; nous prions que l'on considère que jamais nation n'a vu, comme l'Italie, tomber quatre régimes différents, et constituer son unité avec moins de secousses et en si peu de temps.

Ainsi les exemples de sagesse civile et de vertu donnés par le Parlement, sont un gage de la maturité politique de la nation, dont il est le légitime et fidèle représentant, et doivent inspirer une juste et entière confiance dans la marche réglée des institutions nationales.

Ce qui reste maintenant à faire, c'est que les parties réunies en un tout forment un corps bien organisé et constitué, dans lequel la vie, procédant d'une puissante et unique impulsion, se répande dans tous les membres d'une manière égale, et propre à leur donner le mouvement et la vigueur. Le gouvernement se prépare à cette œuvre essentielle, pour être en état d'appeler, sur elle, dans la prochaine session, les conseils et l'autorité du Parlement. En attendant, le crédit a fourni un large aliment à la vitalité nécessaire ; il nous faut maintenant en profiter pour raviver les sources de la richesse nationale et établir avec un équitable système d'impôts la balance indispensable des dépenses et des recettes de l'État. L'Italie doit se compléter, et aucun sacrifice pour arriver à ce but ne paraîtra lourd aux Italiens.

Le spectacle de notre union, de la merveilleuse modération de ce

peuple, qui vient de s'élever à une vie propre et indépendante, doit persuader à tout esprit impartial que l'Italie abandonnée à elle-même, débarrassée des dangers extérieurs qui la menacent encore, mise en possession de toutes les conditions nécessaires à son existence, sera, ainsi que notre auguste roi en exprimait la conviction en inaugurant le premier Parlement italien, une garantie d'ordre et de paix pour l'Europe, un puissant agent de la civilisation universelle.

Je vous autorise, monsieur, à faire de cette dépêche l'usage que vous croirez le plus convenable au bien-être de notre pays.

Agrérez, etc.

RICASOLI.

## RUSSIE.

### **Ukases du 24 mai (5 juin) 1861, relatifs aux réformes dans le royaume de Pologne.**

#### 1. — SUPPRESSION DU SÉNAT.

Ayant rétabli, par notre ukase du 26 mars 1861, le conseil d'État du royaume de Pologne, dans le ressort duquel sont placées, entre autres, les attributions des départements de Varsovie du Sénat dirigeant; sur la proposition de notre lieutenant dans le royaume, nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1. L'assemblée générale des départements de Varsovie du Sénat dirigeant, instituée par l'ukase impérial du 18 septembre 1841, est supprimée. Ses archives, ainsi que le matériel de ses bureaux et sa bibliothèque doivent être remis au conseil d'État du royaume.

Art. 2. Les sénateurs siégeant actuellement à l'assemblée générale des départements de Varsovie du Sénat dirigeant, sont nommés membres permanents du conseil d'État du royaume, en conservant leur dignité de sénateurs.

Art. 3. Les fonctionnaires qui se trouvent sans emploi par suite de cette suppression de l'assemblée générale du Sénat et de sa chancellerie, recevront des secours en attendant leur réadmission au service et au plus tard pendant deux années, conformément à notre ordre promulgué dans le royaume par un extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 15 mai 1860.

Art. 4. Notre lieutenant intérimaire dans le royaume de Pologne est chargé de l'exécution du présent, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*, ainsi que des mesures ultérieures nécessaires pour le développer.

Donné à Moscou, le 5 juin 1861.

## II. — SUPPRESSION DU CONSEIL HÉRALDIQUE.

Comme depuis la mise en vigueur, dans notre royaume de Pologne, du règlement de 1836 sur la noblesse, il s'est écoulé près de vingt-cinq années, pendant lesquelles les gentilshommes du royaume ont eu assez de temps pour rassembler et présenter les preuves indiquées par ce règlement, et qu'en conséquence une institution spéciale pour l'examen des preuves de noblesse de ce genre est inutile dans les circonstances actuelles ; sur la proposition de notre lieutenant dans le royaume, nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1<sup>er</sup>. La Chambre héraldique instituée pour la noblesse du royaume de Pologne par le règlement du 7 juillet 1836 est supprimée, et ses archives, ainsi que les registres de noblesse, sont réunis aux archives du conseil d'État.

Art. 2. Sont également supprimés les emplois de maréchaux de noblesse des gouvernements dans le royaume de Pologne, créés par l'ukase impérial du 12 juin 1849, donné pour développer le règlement précité sur la noblesse, de même que les délégations de la noblesse instituées par l'art. 60 dudit règlement ; leurs archives et les registres de noblesse doivent être remis aux régences des gouvernements respectifs.

Art. 3. Le conseil d'État du royaume de Pologne est investi des attributions de la Chambre héraldique, savoir : 1<sup>o</sup> l'examen des droits à des dignités honorifiques ; 2<sup>o</sup> l'examen des droits à la noblesse acquis postérieurement à la promulgation du règlement de 1836 ; 3<sup>o</sup> l'examen, à la demande des autorités militaires, des droits appartenant à nos sujets du royaume servant dans les troupes impériales de Russie ; 4<sup>o</sup> la préparation des lettres patentes ou diplômes de la noblesse et de titres honorifiques, ainsi que l'examen de la convenance des nouvelles armoiries demandées ; 5<sup>o</sup> la délivrance des certificats et la tenue des registres ayant trait aux objets ci-dessus ; 6<sup>o</sup> la décision définitive et l'instruction ultérieure, d'après les règles actuellement existantes, des affaires portées jusqu'à ce jour à la Chambre héraldique.

Art. 4. Les registres généalogiques sont confiés désormais aux conseils de gouvernement qui auront le droit d'y inscrire les noms des personnes en droit de requérir cette insertion. La même insertion sera effectuée par les conseils de gouvernement à la requête du conseil d'État.

Art. 5. Les personnes mécontentes des décisions des conseils de gouvernement peuvent en appeler au conseil d'État.

Art. 6. Les décisions du conseil d'État sur ses appels, de même que celles rendues sur les matières énumérées en l'article 3 du présent

ukase, sont définitives et ne peuvent être modifiées que par ce conseil lui-même, et seulement à la suite de la présentation de nouveaux documents.

Art. 7. Les règles actuellement existantes sur la nature des preuves de titres honorifiques, de noblesse ou d'autres prérogatives acquises au service militaire de l'Empire, de même que les formes et conditions pour l'obtention de nouvelles armoiries, continuent à rester en vigueur.

Art. 8. Les personnes dont aux termes de l'art. 57 du règlement de 1836, les droits à la noblesse n'auraient pas été reconnus comme suffisamment prouvés, et qui n'auraient pas encore laissé écouler le délai accordé pour une seconde présentation de nouvelles preuves, seront admises à fournir ces preuves dans le terme qui leur était fixé.

Art. 9. Les personnes dont les preuves n'auraient pas encore été examinées par la Chambre héraldique, et que le conseil d'État débouterait de leurs demandes, ne pourront en adresser une nouvelle audit conseil que dans le cas où elles appartiendraient à la catégorie mentionnée dans le paragraphe 3 de l'art. 3 du présent ukase.

Art. 10. La préparation matérielle des diplômes de titres honorifiques ou de noblesse, ainsi que des certificats constatant le droit à des titres honorifiques, est laissée désormais aux soins des impétrants eux-mêmes.

Art. 11. Sur chaque diplôme de titres honorifiques ou de noblesse, conféré par grâce spéciale du monarque, il sera perçu, au profit du Trésor du royaume, un droit de timbre déterminé d'après le règlement. Les anciens droits de timbre de 1811 sur l'impôt du timbre sur les certificats de titres honorifiques et de noblesse continueront à être perçus, mais les paiements pour la préparation des diplômes sont supprimés.

Art. 12. Les fonctionnaires qui se trouvent sans emploi par suite de cette suppression de la Chambre héraldique des délégations de noblesse, qui n'auront pas reçu de nouvelles places correspondantes, obtiendront des secours en attendant leur nomination, pendant deux ans au plus, conformément aux règles contenues dans notre ordre promulgué dans le royaume par un extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 15 mai 1860.

Donné à Moscou, le 5 juin 1861.

### III. — ORGANISATION DU CONSEIL D'ÉTAT.

#### CHAPITRE PREMIER.

Composition et organisation intérieure du conseil d'État.

Art. 1<sup>er</sup>. Le conseil d'État du royaume de Pologne est présidé par notre lieutenant ou par le dignitaire qui en remplit les fonctions.



Lorsque le lieutenant ou son remplaçant temporaire sont empêchés d'assister aux séances du conseil, la présidence en est déférée à celui des membres du conseil spécialement désigné par nous pour remplir les fonctions de vice-président.

Art. 2. Sont appelés à siéger au conseil d'État : 1° les membres du conseil d'administration, comme membres-nés du conseil d'État, en vertu de leurs fonctions; 2° les conseillers d'État nommés par nous pour siéger en permanence au conseil d'État; 3° les personnes désignées par nous pour siéger, soit en permanence, soit temporairement, dans ce conseil, et choisies parmi les membres de l'épiscopat et en général du haut clergé, ainsi que parmi les présidents et membres des conseils des gouvernements et des administrations de la Société de crédit foncier, de même que d'autres personnes à notre choix. Les conseillers d'État siègent dans les sections du conseil d'État aussi bien que dans son assemblée générale; tous les autres membres du conseil d'État ne siègent qu'à cette dernière.

Art. 3. Tous les membres du conseil d'État prêtent serment dans la forme établie.

Art. 4. La chancellerie du conseil d'État est dirigée par un secrétaire d'État nommé par nous, et qui aura un adjoint.

Art. 5. Au conseil d'État les affaires sont instruites et examinées : 1° dans ses sections; 2° en assemblée judiciaire; 3° en assemblée générale.

Art. 6. Le conseil d'État se divise en quatre sections : 1° de législation; 2° du contentieux; 3° des finances et d'administration; 4° des pétitions et plaintes. Cette division peut être changée par nous, sur la proposition du conseil d'État.

Art. 7. Chaque section du conseil se compose d'un premier membre et de deux membres au moins désignés par nous pour en faire partie.

Art. 8. La répartition des premiers membres et membres entre les sections du conseil d'État est renouvelée chaque année, sur la proposition du lieutenant du royaume. Les membres du conseil d'administration ne sont pas désignés pour siéger en permanence dans les sections. En cas de maladie ou d'absence d'un membre désigné par nous pour siéger dans une section, le lieutenant du royaume a le droit de lui substituer un autre membre non siégeant dans les sections.

Art. 9. Un référendaire et un vice-référendaire sont attachés à chaque section.

Art. 10. Pour les affaires exigeant l'examen combiné de deux sections et plus, il pourra être établi des séances communes avec l'autorisation du lieutenant du royaume.

Art. 11. La réunion des sections de législation, du contentieux, et

de finances et d'administration, forme l'assemblée judiciaire du conseil d'État, dont le plenum ne peut comprendre moins de sept membres du conseil.

Art. 12. L'assemblée générale se compose de tous les membres du conseil, tant siégeant que ne siégeant pas dans les sections. Le plenum de cette assemblée doit indispensablement comprendre plus de la moitié des membres du conseil effectivement présents à Varsovie.

Art. 13. Les séances des sections sont convoquées par leurs premiers membres, au fur et à mesure que les rapports des affaires dont elles ont été saisies sont prêts à leur être présentés. L'assemblée générale du conseil se réunit une fois par an, le 19 septembre (1<sup>er</sup> octobre). La convocation du conseil d'État en assemblée générale extraordinaire peut être ordonnée par le lieutenant du royaume.

Art. 14. La préséance entre les membres du conseil d'État est réglée par la date et l'ordre de leur nomination à cette dignité, et en observant la hiérarchie suivante : 1<sup>o</sup> le vice-président du conseil d'État ; 2<sup>o</sup> les évêques ; 3<sup>o</sup> les membres du conseil d'administration ; 4<sup>o</sup> les premiers membres des sections ; 5<sup>o</sup> les conseillers d'État et autres membres permanents du conseil ; 6<sup>o</sup> et enfin les membres temporaires du conseil.

#### CHAPITRE II.

Attributions des sections du conseil d'État et de son assemblée judiciaire.

Art. 15. Toutes les affaires soumises à la compétence du conseil d'État sont réparties entre ses sections, pour y être instruites et préparées à être rapportées en assemblée générale ou en assemblée judiciaire.

Art. 16. La section de législation examine tout ce qui est de nature à former l'objet d'une loi, d'un institution ou d'un règlement.

Art. 17. La section du contentieux du conseil d'État est chargée de préparer le rapport et l'instruction des affaires et litiges dont l'assemblée judiciaire du conseil est appelée à connaître.

Art. 18. La section du contentieux du conseil d'État examine toutes les affaires qui ressortissaient de la héraldie du royaume, dans les limites fixées par le règlement sur la noblesse du royaume, sanctionné le 25 juin (7 juillet) 1836 par l'Empereur et Roi. Les décisions de cette section sur les affaires de la héraldie qui étaient soumises jusqu'ici à l'examen de l'assemblée générale du Sénat ressortiront désormais de l'assemblée judiciaire du conseil d'État.

Art. 19. Le conseil d'État, en assemblée judiciaire, examine de plus : 1<sup>o</sup> les conflits entre les autorités gouvernementales et judiciaires relatifs aux limites de leur compétence ; 2<sup>o</sup> les litiges énoncés dans le § 1<sup>er</sup> de l'art. 85 du règlement de 1842 sur les départements de Var-

sovie du Sénat dirigeant; 3° les conflits judico-administratifs; 4° les affaires auxquelles donne naissance le règlement sur les douanes, et qui jusqu'à présent ressortissaient de l'assemblée générale des départements de Varsovie du Sénat dirigeant.

Art. 20. Le conseil d'État, en assemblée judiciaire renforcée encore de trois conseillers d'État non siégeant dans les sections, donne son avis sur les poursuites judiciaires à exercer, pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions, contre des fonctionnaires administratifs nommés par nous. En cas de mise en jugement pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions, les dignitaires ci-après sont jugés par la même assemblée judiciaire du conseil d'État, savoir : 1° les membres du conseil d'administration; 2° les membres du conseil d'État du royaume; 3° les sénateurs et les membres du sénat; 4° les secrétaires d'État; 5° les premiers procureurs; 6° les membres des commissions administratives; 7° les gouverneurs civils, et en général tous les fonctionnaires nommés ou confirmés dans leurs emplois par nous.

Art. 21. Les avis et décisions du conseil d'État rendus en conformité des articles précédents sont soumis à notre sanction. Lorsque notre lieutenant n'a point assisté aux séances du conseil, il sanctionne ses décisions 1° sur les conflits entre les autorités gouvernementales et judiciaires relatifs aux limites de leur compétence; 2° sur les litiges énoncés dans le § 1<sup>er</sup> de l'art. 85 du règlement sur les départements de Varsovie du Sénat dirigeant. Les décisions du conseil d'État sur les conflits et litiges ci-dessus énoncés sous les n° 1° et 2°, après avoir été signés par notre lieutenant et contre-signés par le secrétaire d'État du conseil, sont promulguées dans un bulletin spécial.

Art. 22. Pour la défense des parties dans les affaires ressortissant de l'assemblée judiciaire du conseil d'État, il y est institué des défenseurs nommés par notre lieutenant, sur la proposition du directeur général présidant la commission administrative de la justice, et choisis parmi les défenseurs de divers degrés. Les défenseurs attachés au conseil d'État auront le droit de défendre leurs clients dans tous les tribunaux du royaume.

Art. 23. La section des finances et d'administration examine et prépare, pour être présentées à l'assemblée générale du conseil, les affaires d'administration générale, de finances et de contrôle.

Art. 24. Le conseil d'État, en section des pétitions et plaintes, examine les pétitions et les plaintes qui lui sont présentées contre les abus commis par les fonctionnaires publics et contre leurs infractions aux lois, et il les prépare pour être présentées à l'assemblée générale du conseil d'État. — Ces pétitions et plaintes peuvent être présentées soit par des particuliers isolément, soit par des associations de parti-

culiers légalement reconnues, mais non autrement qu'en leur propre nom. — Aucune pétition ayant pour objet des changements dans la situation politique du royaume de Pologne ou dans les principes de son gouvernement ne peut être admise à l'examen. Les plaintes contre les abus des fonctionnaires publics ou contre leurs infractions aux lois ne peuvent être admises à l'examen qu'après vérification préalable qu'elles ont été déjà présentées à la commission administrative compétente; en pareil cas, l'impétrant doit exhiber la décision rendue par cette commission ou énoncer qu'elle n'a rendu aucune décision. Aucunes pétitions ou papiers quelconques, autres que ceux destinés à la section du contentieux, ne peuvent être présentés au conseil d'État qu'en observant l'ordre indiqué dans le présent article, et en général ne peuvent être présentés directement à l'assemblée générale du conseil d'État. Les pétitions et plaintes adressées au conseil d'État contrairement à cette disposition seront, sur la décision de notre lieutenant, renvoyées aux impétrants par le secrétaire d'État.

Art. 25. Les sections du conseil d'État ont le droit d'exiger les documents et éclaircissements de toute nature qu'elles jugent nécessaires pour l'instruction des affaires soumises à leur examen ou à celui de l'assemblée générale. Les sections peuvent également inviter, pour les consulter verbalement, les personnes plus spécialement familiarisées avec les objets dont elles sont saisies.

#### CHAPITRE III.

##### Attributions de l'assemblée générale du conseil d'État.

Art. 26. L'assemblée générale du conseil d'État examine les objets suivants, préalablement préparés par la section compétente du conseil : 1° les projets de nouvelles lois, institutions et règlements relatifs à l'administration générale du royaume, élaborés par les autorités compétentes, par suite de nos ordres ou des invitations de notre lieutenant dans le royaume. Au nombre de ces lois, institutions ou règlements, appartiennent spécialement les lois destinées à compléter ou commenter les règlements organiques, ou amendant les codes ayant force de loi dans le royaume, ou les dispositions réglant les rapports agricoles, commerciaux et industriels, les lois concernant de nouveaux emprunts, l'établissement de nouveaux impôts, l'accroissement des impôts existants ou l'altération des bases de leur perception actuelle, ou enfin l'organisation de l'instruction publique; 2° le budget annuel des recettes et dépenses; 3° les comptes rendus des chefs supérieurs des diverses branches d'administration, ainsi que les comptes rendus de la haute cour des comptes, avec les rapports du contrôleur général sur les revirements des finances du royaume, et les comptes rendus de la commission d'amortissement du royaume; 4° les propositions



des conseils des gouvernements et du conseil municipal de Varsovie, sur les besoins et les intérêts des gouvernements, des districts et de la ville de Varsovie; 5° les pétitions et plaintes adressées au conseil d'État contre les abus des fonctionnaires publics et contre leurs infractions aux lois.

Art. 27. De plus, le conseil d'État donne son avis sur toutes les affaires au sujet desquelles il est consulté par nous ou par notre lieutenant dans le royaume.

Art. 28. Notre lieutenant désignera des commissaires pour donner au conseil d'État des explications sur les objets soumis à son examen.

Art. 29. Après l'avoir examiné, le conseil d'État émet son avis sur le projet de loi, d'institution ou de règlement qui lui a été présenté.

Art. 30. Le conseil d'État présente à notre lieutenant, pour être soumises à notre examen dans l'ordre actuellement établi, ses observations sur le budget annuel des recettes et dépenses.

Art. 31. En examinant les comptes rendus des chefs supérieurs des différentes branches d'administration, le compte rendu de la haute cour des comptes avec les rapports du contrôleur général, ainsi que le compte rendu de la commission d'amortissement, le conseil d'État fait ses observations, et peut à cette occasion présenter ses idées sur la nécessité indispensable d'édicter de nouveaux règlements ou de modifier ceux en vigueur, sans sortir toutefois des limites tracées par l'article 24.

Art. 32. En examinant les propositions des conseils des gouvernements et du conseil municipal de Varsovie sur les besoins locaux, le conseil d'État ajoute ses avis sur lesdites propositions aux observations énoncées en l'article précédent.

Art. 33. Après examen des pétitions et plaintes contre les abus des fonctionnaires publics et contre leurs infractions aux lois, le conseil d'État décide, soit qu'il ne leur sera donné aucune suite, soit qu'elles seront déposées *ad referendum*, soit enfin qu'elles seront renvoyées avec son avis au conseil d'administration.

#### CHAPITRE IV.

##### Ordre d'instruction des affaires au conseil d'État.

Art. 34. Les affaires soumises à l'examen du conseil d'État sont préalablement renvoyées à ses sections suivant leur nature.

Art. 35. Toutes les séances du conseil d'État, en section comme en assemblée générale, ont lieu à huis clos.

Art. 36. Les premiers membres désignent les affaires à mettre à l'ordre du jour de chaque séance de leurs sections du conseil.



Art. 37. Les premiers membres ouvrent les séances des sections du conseil et en prononcent la clôture.

Art. 38. Il est dressé un procès-verbal spécial pour chaque affaire entendue dans une section.

Art. 39. Ce procès-verbal contient l'analyse du dossier, les principaux points sur lesquels a porté la discussion, les observations faites par les membres, les explications des directeurs généraux et les considérations sur lesquelles la section a basé son avis.

Art. 40. L'avis émis par la majorité des membres est inséré au procès-verbal de la séance; les membres qui ne le partagent point ont le droit d'exiger que leur opinion soit insérée au procès-verbal, ou de présenter dans les huit jours leur opinion écrite, qui est annexée en original au procès-verbal.

Art. 41. Les procès-verbaux des sections du conseil, après avoir été signés, sont remis au secrétaire d'État avec toutes leurs annexes, le projet et les papiers relatifs à l'objet examiné par le conseil.

Art. 42. Le président du conseil d'État désigne les affaires qui doivent être soumises à son examen dans chaque assemblée générale, et l'ordre de leur présentation.

Art. 43. En cas de convocation d'une assemblée générale extraordinaire, le secrétaire d'État en donne avis en temps utile à tous les membres du conseil.

Art. 44. Le secrétaire d'État doit également aviser à l'avance les directeurs généraux et le contrôleur général des affaires de leur compétence désignées pour être rapportées à l'assemblée générale du conseil.

Art. 45. Le président de l'assemblée générale du conseil en ouvre les séances et en prononce la clôture.

Art. 46. Le conseil d'État, en assemblée générale, émet son avis à la majorité des membres présents à la séance.

Art. 47. L'avis adopté à la majorité des voix est inséré au procès-verbal de la séance. Les membres dissidents qui désirent présenter un avis séparé, doivent en faire connaître l'essence dans la séance même. Les opinions séparées doivent être données par écrit et envoyées au secrétaire d'État, dans les trois jours au plus tard après cette séance. Ces opinions sont annexées au procès-verbal.

Art. 48. Les procès-verbaux des séances du conseil d'État, ainsi que les projets et comptes rendus examinés par lui sont présentés à notre lieutenant, pour nous être soumis, avec des traductions russes, par l'entremise de notre ministre secrétaire d'État. — L'assemblée générale du conseil peut nous présenter, de la même manière, un rapport général contenant un aperçu rapide de toutes ses délibérations. Les procès-verbaux et le rapport du conseil peuvent, avec notre autorisation, être publiés en totalité ou par extraits.

Art. 49. Les relations du conseil d'État, avec toutes les administrations et les particuliers, ont lieu par l'organe du secrétaire d'État du conseil. Le conseil d'État n'entretient pas de rapports directs avec les conseils de gouvernement, de district et municipaux.

Art. 50. Le secrétaire d'État reçoit toutes les affaires et papiers adressés au conseil d'État, et les présente à notre lieutenant pour être répartis comme il convient. Le secrétaire d'État rapporte au conseil toutes les affaires de la compétence de son assemblée judiciaire ou de son assemblée générale. Il lui est loisible d'assister aux séances de toutes les sections, et il a le droit d'y présenter, de même qu'à l'assemblée judiciaire et à l'assemblée générale, les explications nécessaires sur les affaires en délibération.

Art. 51. Aucun acte du conseil d'État ne doit être communiqué à personne en dehors de son sein, mais chaque membre a le droit de demander communication d'un dossier pour en prendre lecture au conseil même.

Art. 52. L'exécution du présent ukase, qui doit être inséré au Bulletin des lois, est confié à notre lieutenant dans le royaume.

#### IV. — ÉLECTIONS AUX CONSEILS DE DISTRICT ET MUNICIPAUX.

##### I. — DES ÉLECTIONS POUR LES CONSEILS DE DISTRICTS ET LES CONSEILS MUNICIPAUX.

###### 1. — Elections.

Art. 1<sup>er</sup>. Nos sujets du royaume de Pologne, du sexe masculin, âgés de vingt-cinq ans et sachant lire et écrire en polonais, jouissent, sans distinction de profession, de foi et de condition, du droit de prendre part aux élections pour les conseils de district et municipaux, en se conformant aux dispositions ci-dessous énoncées.

Art. 2. Par droit de propriété immobilière, participent :

1<sup>o</sup> *Aux élections pour les conseils de district*, les propriétaires, les possesseurs sans terme fixe, c'est-à-dire les fermiers à bail indéfini, les usufruitiers sans terme défini et les possesseurs emphytéotiques, ainsi que les possesseurs au nom de corporations ecclésiastiques, d'immeubles situés dans le district et passibles d'un impôt permanent de six roubles argent au moins par an.

2<sup>o</sup> *Aux élections pour les conseils municipaux*, les propriétaires et possesseurs d'un immeuble situé dans la ville et payant annuellement plus de quatre roubles argent d'impôt permanent.

Art. 3. Aux possesseurs d'une propriété immobilière indivise il est tenu compte de l'impôt en proportion de leur quote-part dans la propriété commune.

Art. 4. Les fermiers peuvent aussi participer aux élections, si l'im-

meuble qu'ils tiennent à bail paye annuellement un impôt permanent triple du taux fixé en l'art. 2.

Art. 5. D'après leur revenu, ont droit de participer aux élections pour les conseils municipaux et de district les habitants inscrits dans les registres de la population permanente du district ou de la ville dans le courant de la dernière année au moins qui a précédé la formation de la liste des électeurs, s'ils prouvent qu'ils jouissent d'un revenu de cent quatre-vingts roubles argent ou plus. Entre autres preuves d'un pareil revenu sont admis : 1° le paiement d'un loyer annuel de soixante roubles argent ou plus, pour logement, ou tout autre local ; 2° la jouissance d'appointements fixes de cent quatre-vingts roubles au moins par an.

Art. 6. Sont privés du droit de participer aux élections : 1° les interdits ; 2° les individus privés par un jugement des droits énoncés en l'article 46 du code des peines criminelles et correctionnelles ; 3° les individus poursuivis en justice ; 4° les faillis.

Art. 7. Les électeurs prennent part aux élections de l'assemblée électorale dans les listes de laquelle ils sont inscrits. Les personnes ayant droit d'être inscrites dans les listes électorales de plusieurs arrondissements n'exercent leur droit de vote et ne peuvent être élues que dans le lieu où elles ont eu leur domicile permanent pendant la durée de la dernière année au moins.

## 2. — Assemblées électorales.

Art. 8. Les électeurs de chaque arrondissement électoral forment une assemblée séparée.

Art. 9. Pour les élections de conseillers de districts, les arrondissements judiciaires peuvent être subdivisés en arrondissements électoraux. Dans le délai de six semaines au plus après la promulgation du présent ukase, la commission administrative de l'intérieur soumettra à la sanction du conseil d'administration un projet de subdivision temporaire des arrondissements judiciaires en arrondissements électoraux, avec désignation, dans chacun de ces derniers, de la ville où les élections auront lieu et du nombre de personnes que chacun d'eux devra élire. Dans la première année de leur établissement, les conseils de district présenteront leur avis sur l'organisation définitive des arrondissements électoraux.

Art. 10. En ce qui concerne l'époque des élections, les arrondissements électoraux des districts seront répartis en deux catégories. Ceux qui formeront la première catégorie procéderont à de nouvelles élections trois ans après l'établissement des conseils de districts, et, dans les arrondissements de la deuxième catégorie, les nouvelles élections n'auront lieu que trois ans plus tard, ou six ans après l'établissement

des conseils d'arrondissement. Par la suite, les élections se renouveleront tous les trois ans, en observant le même ordre dans l'alternement des catégories. L'ukase qui sanctionnera l'établissement des arrondissements électoraux déterminera, dans chaque district, ceux qui devront former chaque catégorie, et l'alternement des catégories dans chaque district sera déterminé par le sort à la première réunion des conseils de district qui suivra la promulgation du présent ukase.

Art. 11. La ville de Varsovie n'appartient à aucun des arrondissements électoraux du district, et n'élit aucun membre pour le conseil de district.

Art. 12. A l'exception de Varsovie, chaque ville où il sera établi un conseil municipal formera une assemblée électorale pour l'élection des membres de ce conseil. D'après le nombre de ses quartiers, la ville de Varsovie se subdivisera en douze assemblées électorales. Chacune de ces assemblées élira deux membres du conseil municipal et deux candidats pour les remplacer.

Art. 13. Les assemblées électorales composées de plus de six cents membres se subdivisent en sections de deux cents électeurs au moins.

Art. 14. Les listes des électeurs appartenant à l'assemblée électorale sont dressées, pour l'élection des conseillers municipaux, par les tribunaux municipaux, et pour celle des conseillers de district, par les chefs de district. Les plaintes contre les exclusions ou les insertions irrégulières dans les listes électorales seront portées aux conseils municipaux ou de district après leur établissement, et, en attendant, aux régences compétentes de gouvernement. Pour Varsovie, ces plaintes seront portées à la commission administrative de l'intérieur. Les décisions rendues sur ces plaintes seront sans appel.

Art. 15. A Varsovie, la liste des électeurs est valable pour un an : toutes les autres restent en vigueur pendant trois ans, c'est-à-dire jusqu'à l'élaboration des nouvelles listes. Les personnes qui auront été exclues de ces listes devront être avisées de cette radiation.

Art. 16. Dans les assemblées électorales pour les conseils de district, la présidence est déférée aux juges de paix ; dans celles pour les conseils municipaux, elle appartient aux présidents des villes. Des commissaires du gouvernement doivent assister aux élections pour les conseils municipaux comme pour ceux de district.

Art. 17. Les assemblées électorales ne s'occupent que de l'élection du nombre fixé de membres et de candidats pour les conseils de district et municipaux. Les électeurs locaux et les fonctionnaires publics participant aux élections ont seuls entrée à l'assemblée électorale. A ces élections, il est défendu de prononcer aucun discours.

Art. 18. Les noms et prénoms des élus doivent être lisiblement écrits par chaque électeur sur un billet à part. Ces billets sont dépo-

sés dans l'urne placée sur la table du président de l'assemblée, et ne perdent point leur valeur quand même ils contiendraient un nombre de noms plus grand ou moindre que celui exigé. Lorsqu'un billet contiendra un trop grand nombre de noms, les derniers dépassant le nombre voulu seront considérés comme n'ayant pas été écrits. Dans chaque assemblée, les votes sont comptés par des personnes au choix du président, qui les invite à procéder à cette opération.

Art. 19. Le résultat des élections est proclamé chaque jour par le président. Sont considérés comme élus ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix aux élections.

Art. 20. Chaque électeur a le droit de dénoncer une élection comme nulle par suite de la non-observation des règles établies; cette dénonciation doit être portée, pour les premières élections, au tribunal de ville ou à la régence de gouvernement, et pour les élections ultérieures, au conseil municipal ou à celui de district. Toute plainte de ce genre doit être présentée dans les trois jours après la proclamation du résultat définitif des élections, et la décision à intervenir doit être rendue dans les huit jours. En cas d'annulation de l'élection d'un membre du conseil municipal ou de district, le candidat qui avait obtenu le plus grand nombre de voix aux élections prend sa place.

Art. 21. Le conseil d'administration détermine l'époque et l'ordre de convocation des assemblées électorales.

### 3. — Conditions d'éligibilité aux conseils municipaux et de districts.

Art. 22. Sont élus aux conseils municipaux et de district les membres des assemblées électorales âgés de trente ans au moins, en observant les conditions ci-dessous.

Art. 23. En vertu du droit de propriété immobilière, peuvent être élus membres des conseils de district et du conseil municipal de Varsovie les propriétaires et les possesseurs d'un immeuble situé dans le district et à Varsovie, et acquittant plus de quinze roubles argent d'impôt permanent annuel. Les règles ci-dessus énoncées aux articles 3 et 4 sont applicables aux propriétaires de biens indivis et aux fermiers.

Art. 24. De plus, peuvent encore être élus pour ces conseils : 1<sup>o</sup> les chefs et professeurs des établissements supérieurs d'éducation ; 2<sup>o</sup> les personnes qui se sont fait un nom par leur mérite et leurs connaissances, ou par des services rendus à l'industrie nationale et au commerce ou aux beaux-arts ; la liste de ces personnes est sanctionnée par le conseil d'administration ; 3<sup>o</sup> les marchands inscrits dans le guilde ; 4<sup>o</sup> les fabricants et artisans ayant eu chez eux dix contre-maîtres ou moins pendant l'année qui a précédé les élections.

Art. 25. Peuvent être élus aux conseils municipaux les particuliers payant plus de dix roubles argent d'impôt permanent annuel pour



leurs immeubles; et de plus : 1° les chefs et professeurs des établissements supérieurs d'éducation; 2° les personnes qui se sont fait un nom par leur mérite et leurs connaissances, ou par des services rendus à l'industrie nationale, au commerce ou aux beaux-arts: la liste de ces personnes est sanctionnée par le conseil d'administration; 3° les marchands inscrits dans les matricules de la communauté municipale; 4° les fabricants et artisans ayant eu chez eux trois contre-maîtres au moins pendant l'année qui a précédé les élections.

Art. 26. Ne doivent pas être inscrits dans les listes des éligibles ceux qui ont été privés à temps de ce droit par un jugement.

Art. 27. Les membres des conseils municipaux et de district sont rééligibles à l'expiration du terme pour lequel ils avaient été élus.

Art. 28. Les règles concernant les listes des électeurs pour les conseils municipaux et de district sont également applicables aux listes des membres éligibles de l'assemblée électorale.

## II. — DES ÉLECTIONS POUR LES CONSEILS DE GOUVERNEMENT.

Art. 29. Après la confirmation de l'élection de leurs membres, les conseils de district procèdent à l'élection, parmi ces mêmes membres et les candidats à leurs emplois, du nombre de membres et de candidats aux conseils du gouvernement fixé par notre ukase pour les conseils de gouvernement.

Art. 30. Lorsqu'un membre du conseil de district aura été élu au conseil de gouvernement, il devra opter entre ces deux élections.

Art. 31. Les membres sortants d'un conseil de gouvernement peuvent être réélus.

Art. 32. Le renouvellement des élections pour les conseils de gouvernement a lieu dans le même ordre et avec le même alternement que ceux édictés pour les conseils de district par notre ukase.

Art. 33. Le conseil d'administration et la commission administrative sont chargés de l'exécution du présent, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Donné à Moscou, le 24 mai (5 juin) 1861.

## V. — ORGANISATION DU CONSEIL DE DISTRICT.

Dans le but de développer notre ukase du 14 (26) mars 1861, par lequel nous avons établi dans les districts du royaume de Pologne des conseils de district; sur la proposition de notre lieutenant dans le royaume, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

### 1. Composition des conseils de district.

Art. 1. Il y aura dans chaque district un conseil de district dont les

membres seront élus par l'assemblée électorale du district. Le conseil est composé de 15 membres dans les districts de 120,000 habitants; de 18 membres dans ceux dont la population est supérieure. En outre, il sera élu pour chaque conseil de district, un nombre de remplaçants égal à celui des membres effectifs. Les remplaçants prennent siège dans le conseil, suivant le nombre des suffrages obtenus aux élections, en cas de mort, de la perte des droits civils ou de la démission des membres effectifs.

Art. 2. Les membres du conseil de district sont élus pour six ans; tous les trois ans ils seront renouvelés par moitié. Pour le premier terme de renouvellement le sort désigne les sortants.

Art. 3. Les membres du conseil de district prêtent le serment prescrit, à la première séance du conseil.

## 2. Des séances des conseils de district.

Art. 4. Les séances du conseil se tiennent au chef-lieu du district au siège de l'administration de district.

Art. 5. Les conseils de district tiennent annuellement quatre sessions ordinaires sur la convocation de la commission de l'intérieur; celle-ci peut, en suite de l'autorisation du lieutenant du Roi, convoquer en session extraordinaire tous les conseils de district ou seulement quelques-uns d'entre eux.

Art. 6. Les sessions ordinaires du conseil de district durent six jours; elles peuvent être prolongées jusqu'à quinze jours par autorisation du commissaire du gouvernement, s'il en reconnaît l'urgence. La durée des sessions extraordinaires sera déterminée par l'acte de convocation.

Art. 7. Le président du conseil de district, choisi dans son sein, est nommé pour un an par le lieutenant du roi, sur la proposition de la commission de l'intérieur.

La séance est ouverte et fermée par le président; il fixe, de concert avec les autres membres, l'ordre du jour de chaque séance, lequel est communiqué, avant la séance, au commissaire du gouvernement; il accorde la parole et dirige la discussion.

Art. 8. Un minimum de cinq membres est nécessaire pour ouvrir la séance. Le conseil délibère à huis clos; ses décisions sont rendues à la majorité des voix. Celle du président décide en cas de partage. Chaque membre a le droit de faire insérer son avis au procès-verbal, lorsqu'il diffère de celui de la majorité. Le conseil, dans la première séance qui suit les élections, en examine la validité et nomme son secrétaire.

Art. 9. Le chef du district ou un autre fonctionnaire, délégué à cet

effet par le lieutenant du roi, assiste à toutes les séances du conseil, en qualité de commissaire du gouvernement, avec la faculté d'obtenir la parole chaque fois qu'il la demande.

Art. 10. Le commissaire du gouvernement a la garde de la chancellerie et du matériel; il donne, de plus, au conseil tous les éclaircissements nécessaires, compatibles avec les exigences du gouvernement; il conserve tous les procès-verbaux du conseil dans les archives du bureau administratif du district.

Art. 11. Le commissaire du gouvernement a le droit de suspendre la séance et de la dissoudre, quand il le juge convenable; il est seulement tenu de donner préalablement au conseil un avertissement qui devra être inscrit au procès-verbal. La suspension une fois prononcée, la commission du gouvernement fait son rapport au conseil d'administration centrale par l'intermédiaire de la commission de l'intérieur et en même temps il lui communique le procès verbal des séances.

Art. 12. Le conseil d'administration annule les délibérations et décisions du conseil qui sont en dehors de ses attributions et les déclare non avenues.

Art. 13. Le conseil d'administration a le droit de dissoudre complètement le conseil de district et d'ordonner de nouvelles élections qui devront se faire dans le courant de l'année. Toute démarche illégale du conseil de district ou de ses membres, sera soumise à l'appréciation du conseil d'État, pour être déferée, s'il y a lieu, à la justice, selon les règles prescrites.

### 3. Des attributions des conseils de district.

Art. 14. Le conseil choisit dans son sein : 1° les membres du comité des paysans, chargé de transformer le paysan de corvéable en fermier; 2° les conseillers de district faisant partie de la direction d'assurances; 3° les membres des conseils de gouvernement et leurs remplaçants;

En outre, les conseils de district élisent dans la partie éligible de l'assemblée électorale du district : 4° les membres des comités de santé pour les animaux; 5° les membres des comités des chemins vicinaux; 6° les candidats, en nombre triple, pour les charges : *a.* les juges de paix; *b.* les présidents des conseils de surveillance des établissements charitables; *c.* les membres de la délégation pour l'enrôlement.

Art. 15. Les conseils de district prennent part à l'administration locale en ce qui regarde les dépenses et la disposition des propriétés districtoriales, et notamment : 1° Ils décident en matière d'utilité commune, de l'établissement des chemins, des canaux, et si leur exé-

cution doit avoir lieu complètement ou en partie aux frais du district ; 2° ils élaborent les projets pour l'introduction, le développement ou l'amélioration des établissements ayant pour but le bien-être du district ou d'une de ses parties ; 3° ils contrôlent les plans et les devis des travaux qui doivent être exécutés aux frais du district, d'une de ses communes, de ses corporations ou institutions quelconques ; 4° ils décident de la manière dont les travaux doivent être exécutés ; 5° ils confirment les contrats avec les entrepreneurs et veillent à leur exécution ; 6° ils dressent l'état des dépenses projetées et indiquent les moyens de se procurer les fonds pour les couvrir, soit par voie de kopeks additionnels, soit par voie d'emprunt ou toute autre combinaison financière ; 7° ils contrôlent tous les revenus et toutes les dépenses de la caisse du district et vérifient la légalité des comptes ; 8° ils prononcent en matière d'aliénation ou d'acquisition de toute propriété districtoriale aussi bien qu'en matière d'échange de toute propriété appartenant au district, à une de ses communes, corporations ou établissements ; 9° ils déterminent la manière d'exploiter cette propriété ; 10° ils peuvent ester en droit comme demandeurs et défendeurs dans toutes les causes concernant les droits du district, d'une de ses communes, corporations ou institutions ; 11° ils ont de même le droit de transiger ; 12° ils décident en matière d'acceptation des legs ou donations en faveur du district, des communes, corporations ou établissements. — Dans tous ces cas précités, les conseils de district remplacent par intérim les conseils municipaux et les conseils des communes rurales de leur ressort, jusqu'à leur organisation définitive.

Art. 16. Les conseils de district prêtent leur concours à l'autorité locale en manière d'administration, en ce qui suit : ils dressent les tables des prestations et impositions extraordinaires et en font la répartition ; ils cherchent à maintenir, autant que possible, un juste équilibre dans la charge des quartiers militaires ; ils règlent la redevance des transports.

Art. 17. La direction des corvées relatives à l'entretien des routes, canaux, etc., confiée jusqu'ici à l'autorité administrative du district est transmise aux conseils de district. Ils peuvent les régler à leur gré, sans cependant les détourner de leur but principal.

Art. 18. Le gouvernement peut confier provisoirement ou définitivement aux conseils de district la disposition des sommes allouées aux besoins locaux par le Trésor ; mais cela ne peut avoir lieu sans le consentement préalable des conseils de district.

Art. 19. Les conseils de district prennent part à l'administration du district en présentant des projets sur les sujets suivants : 1° sur les améliorations à introduire dans les villes de leur ressort qui ne possèdent pas encore leurs conseils municipaux ; sur les états des revenus

et dépenses de ces villes et sur l'emploi de leurs fonds ; 2° sur tout ce qui concerne l'hygiène publique et l'état sanitaire général ; 3° sur les moyens de prévenir le vagabondage et la mendicité ; 4° sur l'entretien des églises, des cimetières et des prisons du district ; 5° sur l'entretien des routes, ponts, chaussées et communications par eau ; 6° sur les modifications à introduire dans les écoles primaires et les moyens de leur propagation dans le district ; 7° sur les secours à distribuer aux habitants dans quelque calamité que ce soit ; 8° sur la convenance d'abolir, modifier ou transporter d'un endroit à l'autre les foires et marchés ayant lieu dans les villes ou villages du district ; 9° sur les modifications à introduire dans le tarif des péages perçus au passage des ponts, des bacs et des villes (pour le pavage) ; 10° sur les mesures à prendre pour prévenir les inondations ; sur les moyens d'affermir les plaines sablonneuses et de dessécher les marécages ; 11° sur la nécessité de changer les bourgs appauvris en villages ; sur la transposition des propriétés foncières du ressort administratif, financier ou judiciaire d'un district dans le ressort d'un district voisin ; sur la régularisation des rapports territoriaux d'une commune à l'autre.

Art. 20. Les conseils de district ont la liberté de présenter chaque année au chef du district les observations générales sur la situation du district et la liste de ses projets concernant l'intérêt local. Le chef du district peut mettre à exécution ce qui ne dépasse pas sa compétence et obtient son assentiment. En cas contraire, il fait rapport au gouverneur dans le délai de quinze jours. Celui-ci peut faire mettre à exécution les mesures qui sont dans sa compétence ; dans le cas contraire, il communique le rapport en question au conseil de gouvernement, lequel le transmet à la commission de l'intérieur, si sa compétence ne suffit pas.

Art. 21. Quand il s'agit d'une affaire quelconque concernant plusieurs communes et que l'affaire exige des frais, le conseil de district détermine le prorata des dépenses de chaque commune.

Art. 22. Les décisions des conseils de district sur les points énoncés dans les articles 15, 17 et 20, doivent être ratifiées par les autorités respectives.

Art. 23. Les affaires intéressant plusieurs districts (comme par exemple le tracé d'une route) sont soumises dans leur ensemble au conseil de gouvernement, si ces districts sont du même gouvernement. Dans le cas contraire, le chef du district dont le conseil a adopté le projet, communique ledit projet, par l'intermédiaire de son gouverneur, au gouverneur du gouvernement dans lequel se trouvent situés les autres districts intéressés, et celui-ci le transmet aux chefs des districts respectifs. En cas de divergence, c'est la commission de l'intérieur qui décide. — Les conseils des districts ne peuvent jamais,



sous aucun prétexte, communiquer entre eux autrement que de la manière ci-dessus indiquée; cette règle s'applique à tous les rapports possibles entre les conseils de districts, les conseils de gouvernement, les conseils municipaux et le conseil d'État.

Art. 24. Les conseils de districts donnent en outre leur avis toutes les fois que le gouvernement le leur demande.

Art. 25. L'exécution et le développement de cet ukase, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, sont confiés au conseil d'administration du royaume et aux commissions respectives.

Donné à Moscou, le 24 mai (5 juin) 1861.

## VI. — ORGANISATION DES CONSEILS DE GOUVERNEMENT.

### CHAPITRE I.

#### Composition des conseils de gouvernement.

Art. 1<sup>er</sup>. Dans chaque gouvernement du royaume de Pologne il est établi un conseil de gouvernement, composé de membres élus par les conseils de district. Dans les gouvernements de Varsovie, de Lublin et de Radone, le conseil de gouvernement comptera un nombre de membres égal à celui des districts de chacun de ces gouvernements. Dans ceux de Plock et d'Augustow, ce nombre égalera celui des arrondissements judiciaires.

Art. 2. Les membres des conseils de gouvernement sont élus pour six ans, et ils se renouvellent par moitié tous les trois ans. Les membres sortant à l'expiration de la première période triennale seront désignés par le sort.

Art. 3. Simultanément avec l'élection des membres des conseils de gouvernement, on élit un nombre égal de candidats à leurs fonctions; ces candidats sont appelés, dans l'ordre de la pluralité des voix obtenues par eux dans les élections, à occuper les emplois de membres devenus vacants par décès, perte de leurs droits, non-acceptation ou démission de leurs fonctions. En pareil cas, les candidats entrent dans la composition du conseil et y remplissent la place des membres sortis, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ces derniers avaient été élus.

Art. 4. Les membres des conseils de gouvernement prêtent serment d'après la formule établie dans leur première séance.

### CHAPITRE II.

#### Sessions des conseils de gouvernement.

Art. 5. Les conseils de gouvernement sont convoqués une fois par an, par une décision du conseil d'administration. La date de leur réunion et la durée de la session sont fixées par l'acte de convocation. Le

conseil de gouvernement s'assemble dans la ville chef-lieu et tient ses séances à l'hôtel de la régence du gouvernement.

Art. 6. Dans le conseil de gouvernement, la présidence est déférée à celui des membres qui aura été désigné chaque année à cet effet par notre lieutenant dans le royaume de Pologne. Le président ouvre les séances et en prononce la clôture ; d'accord avec les membres, il en règle l'ordre du jour, qu'il communique aux commissaires du gouvernement : il donne la parole aux membres du conseil dans l'ordre où ils l'ont demandée, et veille à l'ordre et à la régularité des délibérations.

Art. 7. Le *plenum* du conseil de gouvernement doit comprendre plus de la moitié de ses membres. Les séances du conseil se tiennent à huis clos. Ses décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des opinions, la voix du président est prépondérante. A sa première séance, après les élections, le conseil vérifie les élections de ses membres et des candidats destinés à les remplacer, et choisit un de ses membres pour la rédaction des procès-verbaux de ses séances.

Art. 8. Chaque membre d'un conseil de gouvernement a le droit d'exiger l'insertion de son opinion au procès-verbal, si elle diffère de celle de la majorité.

Art. 9. Les membres d'un conseil de gouvernement qui, sans excuses valables n'ont pas assisté à une de ses sessions annuelles, perdent leur droit d'y siéger et y sont remplacés par des candidats.

Art. 10. Le gouverneur civil agit comme commissaire du gouvernement près du conseil de gouvernement. Le commissaire du gouvernement est tenu d'assister à chaque séance du conseil de gouvernement, et a le droit de s'y faire entendre chaque fois qu'il en formule la demande.

Art. 11. Le commissaire du gouvernement fournit au conseil l'assistance nécessaire de la chancellerie, donne les explications demandées sur les objets dont le conseil est saisi, autant qu'il juge les explications compatibles avec l'ordre du service, et conserve le dépôt des dossiers du conseil dans les archives du gouvernement.

Art. 12. Le commissaire du gouvernement a le droit de prononcer la clôture de la session du conseil, lorsque malgré son invitation écrite, qui devra être insérée au procès-verbal, le conseil n'aura pas discontinué ses délibérations sur un objet qui n'entre point dans le cercle de ses attributions. En cas de clôture de la session du conseil, le commissaire du gouvernement doit adresser immédiatement au conseil d'administration, par l'entremise de la commission administrative de l'intérieur, le procès-verbal de la séance avec une copie de son office, au conseil de gouvernement.

Art. 13. Le conseil d'administration reconnaît comme illégales et

sans vigueur les délibérations et décisions d'un conseil de gouvernement dépassant les pouvoirs qui lui sont accordés. Le conseil d'administration peut dissoudre complètement un conseil de gouvernement et ordonner l'élection d'un nouveau conseil dans l'espace d'une année, pour lui succéder; il peut également déférer au conseil d'État du royaume les actes illégaux d'un conseil de gouvernement ou de ses membres, pour qu'il soit procédé conformément à la loi contre les coupables.

#### CHAPITRE III.

##### Attributions des conseils de gouvernement.

Art. 14. Les délibérations des conseils de gouvernement doivent avoir pour objet les besoins et les intérêts de ces gouvernements, comme le développement de l'agriculture, de l'industrie nationale et du commerce; les voies de communication de terre et d'eau; la curatelle des indigents; les hôpitaux, les établissements de bienfaisance et les prisons; de même que les travaux d'utilité publique dans le gouvernement. Les conseils de gouvernement doivent tenir les matricules de noblesse et les livres généalogiques, d'après les mêmes droits que ceux dont jouissent jusqu'ici la chambre héraldique et les députations de la noblesse, en vertu des articles 90 et 95 du règlement de 1836 sur la noblesse dans le royaume. La mise à exécution des décisions des conseils de gouvernement en cette matière appartient aux régences de gouvernement.

Art. 15. Le gouverneur transmet au conseil de gouvernement, pour avoir son avis, les décisions des conseils de district sur les objets de leur compétence, mais concernant plusieurs districts du même gouvernement, comme la direction à donner à des chemins projetés; la proportion de la part à prendre par les districts dans des travaux entrepris pour le bien général, etc., etc.

Art. 16. De plus, les conseils de gouvernement émettent leur avis sur les objets que les régences des gouvernements ou l'autorité supérieure a envoyés à leur examen.

Art. 17. Toute communication des conseils de gouvernement entre eux ou avec les conseils de district ou municipaux leur est interdite; il ne peut y avoir de relation entre les conseils de gouvernement et le conseil d'État du royaume de Pologne qu'en conformité aux dispositions de l'article 19 du présent oukase.

Art. 18. Les propositions des conseils de gouvernement sur tous les objets de leur compétence sont rédigés sous la forme d'un mémoire qui est remis au commissaire du gouvernement; ce dernier renvoie ce mémoire, accompagné de ses observations, aux commissions administratives compétentes; les commissions administratives, à leur tour, dans la limite de leurs pouvoirs, mettent ces propositions à exécution,

ou les présentent dans les trente jours, accompagnées de leurs observations, à l'autorité supérieure.

Art. 19. Les propositions des conseils de gouvernement, en tant qu'elles n'ont pas été satisfaites par l'autorité compétente, sont présentées au conseil d'État du royaume de Pologne.

Art. 20. Le conseil d'administration et les commissions administratives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

## VII. — ORGANISATION DES CONSEILS MUNICIPAUX.

### CHAPITRE I.

Composition de l'administration municipale des villes où il sera établi des conseils municipaux.

Art. 1<sup>er</sup>. Dans la ville capitale de Varsovie, dans toutes les villes de 2<sup>e</sup> classe, et dans les principales villes de 3<sup>e</sup> classe que le conseil d'administration désignera successivement, sur la proposition de la commission administrative de l'intérieur, en ayant égard à leur population, aux revenus urbains et à la somme à laquelle s'élève l'assurance des immeubles existants dans ces villes, l'administration municipale se composera du conseil municipal et du tribunal de ville.

Art. 2. Le conseil municipal se compose de membres élus par l'assemblée électorale de la ville, au nombre de 24 pour la ville de Varsovie, de 12 pour les villes de 2<sup>e</sup> classe et de 8 pour celles de 3<sup>e</sup> classe, à mesure qu'il y est établi un conseil municipal. De plus, dans chaque ville on élit un nombre de candidats égal à celui des membres du conseil municipal, pour occuper la place de ces derniers en cas de décès, de perte de leurs droits, de non-acceptation ou de démission de leurs emplois. Les candidats sont appelés à remplir les vacances dans l'ordre de la pluralité des voix obtenues par eux à l'élection.

Art. 3. Les membres du conseil municipal sont élus pour six ans. A Varsovie ils se renouvellent chaque année par sixième, et dans les autres villes tous les trois ans par moitié. Dans les premières années, les membres sortants sont désignés par le sort. Les membres sortants du conseil municipal, à l'expiration du terme pour lequel ils ont été élus, ou par démission, sont tenus de remplir leurs fonctions jusqu'à l'élection de leurs remplaçants ou jusqu'à la réception de leur admission à la retraite.

Art. 4. Le tribunal de ville se compose, à Varsovie et dans les villes de 2<sup>e</sup> classe, d'un président et de trois conseillers, et dans les villes de 3<sup>e</sup> classe où il aura été établi des conseils municipaux, d'un président et de deux conseillers.

Art. 5. A Varsovie, le président est nommé par nous sur la présen-

tation du conseil d'administration; dans les villes de 2<sup>e</sup> classe et dans celles de 3<sup>e</sup> classe où il aura été établi des conseils municipaux, les présidents sont nommés par la commission administrative de l'intérieur.

Art. 6. Les conseillers sont nommés sur la proposition du conseil municipal : A Varsovie, par le conseil d'administration; dans les villes de 2<sup>e</sup> classe, par la commission administrative de l'intérieur; dans les villes de 3<sup>e</sup> classe où il aura été établi des conseils municipaux, par la régence du gouvernement.

Art. 7. Le président de la ville préside le conseil municipal. En cas d'absence, il est remplacé par un des conseillers du tribunal de ville désigné à cet effet par le gouvernement.

## CHAPITRE II.

### Séances des conseils municipaux.

Art. 8. Les conseils municipaux siègent dans les hôtels de ville.

Art. 9. Dans sa première séance après les élections, le conseil municipal vérifie la régularité de l'élection de ses membres et choisit l'un d'entre eux pour rédiger les procès-verbaux de ses séances. Les membres des conseils municipaux prêtent serment, d'après la formule établie, dans la première séance de ces conseils.

Art. 10. Le président de la ville, d'accord avec les membres du conseil municipal, fixe les jours auxquels devront avoir lieu constamment les séances du conseil. Le président peut convoquer le conseil en séances extraordinaires s'il le juge convenable, ou si la demande en est formulée par plus du tiers de la totalité des membres du conseil.

Art. 11. Le président ouvre les séances et en prononce la clôture; d'accord avec les membres du conseil, il en règle l'ordre du jour; il accorde la parole aux membres du conseil dans l'ordre où ils l'ont demandée et veille à l'ordre et à la régularité des délibérations.

Art. 12. Le *plenum* d'un conseil municipal doit se composer au moins de cinq de ses membres. Si, à la suite de deux convocations, ce *plenum* ne se trouve pas réuni, à la troisième convocation, la présence du président et de deux membres du conseil suffit pour valider ses décisions.

Art. 13. Les séances du conseil municipal se tiennent à huis clos. Une seule séance publique peut-être annuellement autorisée par notre lieutenant. A cette séance, le tribunal de ville présente le compte rendu de l'administration municipale pour l'année écoulée. Ce compte rendu peut être imprimé.

Art. 14. Les décisions du conseil municipal sont prises à la majorité des membres présents à la séance. En cas de partage égal des opinions, la voix du président est prépondérante.



Art. 15. Il est dressé des procès-verbaux des séances du conseil municipal. Chaque membre du conseil a le droit d'exiger l'insertion de son opinion au procès-verbal, si elle diffère de celle de la majorité. Les procès-verbaux sont signés par le président et les membres présents à la séance.

Art. 16. Nonobstant l'avis de la majorité des membres du conseil, le président peut refuser de mettre en délibération les objets qu'il considère comme sortant des attributions du conseil municipal; il a également le droit de suspendre l'exécution des décisions du conseil qui excéderaient les pouvoirs dont le conseil est investi, ou pourraient occasionner une perturbation de l'ordre public. Dans ces deux cas, le président est tenu de présenter dans les trois jours le procès-verbal de la séance : à Varsovie, à la commission administrative de l'intérieur, et dans les autres villes, à la régence du gouvernement. La décision de la commission administrative de l'intérieur ou de la régence du gouvernement, qui doit être rendue dans les dix jours au plus tard à dater de la réception du rapport du président, est portée par ce dernier, dans la première séance, à la connaissance du conseil, qui a le droit d'en appeler à l'autorité supérieure. La commission administrative de l'intérieur pour Varsovie, et les régences de gouvernements pour les autres villes, peuvent déclarer illégales les délibérations des conseils municipaux et annuler les décisions prises par eux à la suite de ces délibérations. Les conseils municipaux peuvent en pareil cas porter plainte à l'autorité supérieure.

Art. 17. Le conseil d'administration peut dissoudre complètement un conseil municipal, nommer, pour l'administration économique de la ville, un conseil provisoire choisi parmi les éligibles de son assemblée électorale, et ordonner de nouvelles élections dans les six mois. Tout acte illégal d'un conseil municipal ou de ses membres peut être déféré à l'examen du conseil d'État du royaume, pour qu'il soit procédé conformément aux lois contre les coupables.

### CHAPITRE III.

#### Attributions des conseils municipaux.

Art. 18. Le conseil municipal dirige l'administration économique de la ville; dresse et soumet à la sanction du gouvernement le budget des recettes et dépenses de la ville; prend, dans la limite de ses attributions, les mesures nécessaires pour l'ordre extérieur de la cité; surveille ses établissements publics et examine toutes les affaires dont il est saisi par les autorités administratives.

Art. 19. En ce qui concerne l'administration économique, le conseil municipal gère les propriétés de la ville, décide le mode de leur emploi, et, suivant les règlements en vigueur, présente ses propositions

pour la nomination, la destitution ou la mise à la retraite des fonctionnaires de l'administration municipale et des établissements de la ville, ou nomme lui-même ces fonctionnaires, les destitue ou les admet à la retraite.

Art. 20. Doivent être soumises à la sanction des autorités supérieures compétentes les décisions des conseils municipaux : sur l'ordre, la substitution ou l'établissement d'une redevance quelconque ; l'affermage pour un temps indéfini ou pour un terme de plus de douze ans des immeubles de la ville, de même que leur changement de destination ; la conclusion d'un emprunt ; le commencement d'un procès pour les droits de la ville contestés, la défense de ces droits en justice et la conclusion du procès par un arrangement à l'amiable ; l'acceptation de dons ou legs faits à la ville ou en faveur de ses établissements, s'ils dépassent la valeur de cinq cents roubles argent, ou si le don est accompagné d'une condition quelconque imposée à la ville ; enfin, généralement sur tous les objets entraînant, dans les prévisions du budget annuel, une dépense de plus de trois mille roubles argent pour Varsovie, de plus de quatre cent cinquante roubles argent pour les villes de deuxième classe et de plus de cent cinquante roubles argent pour celles de troisième classe, ou nécessitant une dépense non portée du tout au budget.

Art. 21. Le projet du budget annuel des recettes et dépenses de la ville, préparé par le tribunal de la ville, est présenté au conseil municipal, pour être examiné et arrêté, trois mois au moins avant l'ouverture de l'exercice financier.

Art. 22. Dans le budget annuel, les dépenses sont divisées en dépenses obligatoires et dépenses proposées par le conseil municipal. Aux dépenses obligatoires appartiennent toutes celles indispensables pour l'entretien des immeubles de la ville, le bon ordre et la propreté de la cité, les établissements publics, les frais d'administration, de service et de police, et enfin l'acquittement des dettes et redevances de la ville. Dans la première année qui suivra l'établissement d'un conseil municipal dans une ville, il devra être dressé un devis des dépenses obligatoires de cette ville. D'après ce devis, le conseil municipal émet son opinion, et la commission administrative de l'intérieur la soumet à la sanction du conseil d'administration. Aucun changement ne peut être apporté par la suite à ce devis sans un avis préalable du conseil municipal et la sanction du conseil d'administration.

Art. 23. Les dépenses proposées par le conseil municipal doivent être classées dans le budget en chapitres séparés, avec indication des ressources destinées à y faire face.

Art. 24. Le budget des recettes de la ville doit garantir le paiement des dépenses, tant obligatoires que proposées par le conseil municipal,

qui y sont inscrites. Aucun impôt ou redevance non sanctionné par l'autorité compétente ne peut être inscrit au budget annuel des recettes de la ville.

Art. 25. Le budget annuel des recettes et dépenses de la ville, revu par le conseil municipal, doit être soumis à la sanction des autorités administratives deux mois au moins avant l'ouverture de l'exercice financier.

Art. 26. Le conseil municipal surveille l'exécution exacte du budget, tant sous le rapport des dépenses que sous celui des recettes de la ville. Les dépenses ne doivent point sortir des limites fixées par le budget pour chaque chapitre. Les crédits portés à un chapitre de dépenses du budget ne peuvent être transférés à un autre chapitre sans la sanction de l'autorité compétente.

Art. 27. Le conseil municipal prend des mesures pour l'organisation extérieure de la ville; donne son avis pour la régularisation de son plan; y projette les changements qu'il juge nécessaires; examine les plans et devis des travaux exécutés aux frais de la caisse urbaine; propose les moyens d'exécution de ces travaux; sanctionne les contrats avec les entrepreneurs, conclus dans la limite des pouvoirs conférés aux tribunaux de ville et aux conseils municipaux, et en surveille l'exécution. Les décisions du conseil sur les objets ci-dessus doivent être sanctionnées par les autorités administratives compétentes quand les dépenses sortent des limites fixées en l'article 20, ou quand le contrat doit être conclu pour plus de six ans.

Art. 28. Le conseil municipal a la surveillance des établissements publics, des conduites d'eau et de l'éclairage de la ville; il en contrôle les comptes et examine les comptes rendus annuels; il présente ses propositions sur l'amélioration de ces établissements, leurs changements de destination ou leur suppression totale, de même que sur la fondation de nouveaux établissements projetés pour les besoins généraux de la cité.

Art. 29. Les autorités administratives peuvent, si elles le jugent convenable, soumettre encore à l'avis ou à la décision des conseils municipaux d'autres objets concernant les villes. Au nombre de ces derniers appartiennent spécialement l'évaluation, déclarée par les propriétaires de maisons, des revenus qu'ils en retirent et qui servent de base à la fixation de l'impôt par feux, ainsi que la répartition entre les contribuables des redevances dues à la Couronne.

Art. 30. Les conseils municipaux ont le droit de présenter, au commencement de chaque année, leurs observations sur l'état de la ville dans l'année précédente et leurs propositions sur les mesures à prendre pour satisfaire à ses besoins publics. Ces observations et propositions sont présentées, par le conseil municipal de Varsovie, à la com-

mission administrative de l'intérieur, et par les autres villes aux gouverneurs compétents; si elles ont été repoussées, les premières sont présentées au conseil d'État du royaume et les dernières aux conseils de gouvernement.

Art. 31. Toute relation des conseils municipaux entre eux ou avec les conseils de district et de gouvernement leur est interdite; avec le conseil d'État, ces relations ne peuvent avoir lieu que dans l'ordre indiqué en l'article précédent.

#### CHAPITRE IV.

##### Attributions des tribunaux de ville.

Art. 32. Le tribunal de ville met à exécution les mesures et dispositions ordonnées par le gouvernement, ainsi que les décisions du conseil municipal légalement prises, et il gère, au nom de la ville, toutes les affaires courantes de l'administration municipale concernant les relations avec les autorités administratives et les habitants.

Art. 33. Le tribunal de ville s'occupe de la perception des revenus et de l'ordonnancement des paiements dus; il veille à l'intégrité des propriétés communales et à l'exécution exacte des travaux autorisés; il mène les comptes et vérifie les caisses de la ville, de concert avec les membres du conseil municipal chargés de cette mission; il remplit les devoirs que lui impose le recrutement; il surveille les marchés, les poids, balances et mesures, ainsi que toute espèce de commerce et d'industrie; l'entretien convenable du pavage et des routes communales, des ponts, des pompes à incendie avec leurs accessoires, les boucheries, les tueries, maisons d'arrêt, etc., etc. Il présente au conseil communal les projets d'améliorations de toute espèce dans l'administration ou relativement aux propriétés communales.

Art. 34. La police municipale est placée, à Varsovie, sous l'autorité immédiate du grand maître de police, et dans les autres villes exclusivement sous la dépendance du président lui-même.

Art. 35. Le président de la ville surveille la marche de toutes les affaires de l'administration municipale; il préside les séances du tribunal de ville et a le droit de suspendre l'exécution de ses décisions.

Art. 36. Les enchères publiques touchant aux intérêts de la cité sont faites par le président de la ville, dans l'ordre prescrit par les règlements en vigueur, en présence de deux membres du conseil municipal désignés à cet effet par ledit conseil.

Art. 37. Le conseil d'administration et la commission administrative de l'intérieur sont chargés de l'exécution et du développement du présent ukase, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

---

## · TURQUIE.

**Réponse du ministre des affaires étrangères du sultan Abdul-Medjid à la note du ministre sarde lui annonçant le changement de titre de Victor-Emmanuel,**

Constantinople, 11 juin 1861.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de recevoir la note par laquelle vous m'annoncez le nouveau titre que Sa Majesté le Roi, votre auguste souverain, vient de prendre par suite d'une loi votée par les chambres du pays.

Votre Excellence connaît trop bien, pour que j'aie besoin de le lui répéter ici, combien nous reconnaissons la haute valeur des services que nous avons reçus de son gouvernement.

La Sublime Porte saisira toujours avec empressement toutes les occasions pour prouver au gouvernement royal la sincérité de son désir de resserrer de plus en plus ses relations amicales avec lui, Malgré, donc, les quelques circonstances toutes particulières qui retardent encore l'accomplissement de la formalité dont il s'agit, j'ai le ferme espoir que la sublime porte ne sera pas la dernière à le faire.

Je puis ajouter, monsieur le ministre, que le gouvernement impérial se trouve prêt, en attendant qu'il puisse donner une réponse entièrement conforme à votre communication, à négocier et à préparer avec vous le nouveau traité de commerce qu'il importe aux intérêts des deux parties de conclure au plus tôt.

Veuillez agréer, etc.,

AALI.

**Reconnaissance du royaume d'Italie par Aali pacha, ministre des affaires étrangères<sup>1</sup> du sultan Abdul-Aziz.**

Constantinople, 6 juillet 1867.

Monsieur le ministre,

Dans la note en réponse que j'ai eu l'honneur de vous adresser en date du 11 juin, je disais à Votre Excellence que la Sublime Porte ne serait pas la dernière à reconnaître le titre du roi d'Italie que Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel venait de prendre.

Je viens aujourd'hui, d'ordre de mon auguste souverain, vous communiquer cette reconnaissance. La Sublime Porte ne doute pas, monsieur le ministre, que la nouvelle preuve qu'elle fournit dans cette

1. Aali-Pacha n'était à cette date que ministre intérimaire des affaires étrangères en l'absence du titulaire, Fuad pacha. Il est devenu ministre définitif en vertu d'un hatt impérial du 14 juillet, et Grand Vizir le 6 août.



circonstance au gouvernement de Sa Majesté italienne, de son désir de resserrer les liens d'amitié qui existent si heureusement entre les deux États, ne soit appréciée par Sa Majesté.

Je saisis, etc.,

AALI.

---

**Hattis Impériaux du 14 juillet concernant la fusion du conseil du Tanzimat avec le Grand Conseil de Justice, sous la présidence de Fuad pacha.**

Mon illustre vizir,

La manière dont sont formés, soit le conseil du Tanzimat, soit le grand conseil de justice, ne répondant pas aux besoins actuels de mon gouvernement impérial, des difficultés et des retards deviennent quelquefois inévitables dans l'expédition des affaires.

Ayant à cœur de remédier à cet état de choses, j'ai réuni ces deux conseils sous une même présidence, en conservant toujours la dénomination de « conseil de justice. »

Ce conseil sera divisé en trois sections dont l'une sera chargée du soin de l'administration intérieure, l'autre de l'élaboration des règlements et lois. La troisième sera saisie des affaires judiciaires qui lui seront soumises par les cours criminelles qui vont être incessamment instituées.

Mes ordres seront pris pour la manière dont il sera procédé à l'exécution de ce qui précède d'après les bases ci-dessus indiquées.

Par conséquent, le ministre des affaires étrangères de mon gouvernement impérial, Fuad pacha, est nommé à la présidence de ce conseil, à cause de ses connaissances parfaites et de son intelligence bien connue, présidence dont l'intérim sera occupé, jusqu'au retour du titulaire, par Kiamyl pacha, membre du haut conseil des ministres, à cause de sa capacité éprouvée.

Daigne le ciel nous couvrir de sa bénédiction.

NOTE. — Par un hatt impérial du 6 août, la présidence du Grand Conseil de justice est définitivement remise à Kiamyl pacha; Fuad pacha reprend le ministère des affaires étrangères, qu'il avait quitté lors de sa mission en Syrie, et Aali pacha est nommé grand vizir.

---

## TROISIÈME PARTIE.

---

### CORRESPONDANCE

ÉCHANGÉE

ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS ET LORD LYONS,  
REPRÉSENTANT DE LA GRANDE-BRETAGNE,  
AU SUJET DU BLOCUS DES PORTS DES ÉTATS CONFÉDÉRÉS<sup>1</sup>.

---

**M. Seward à lord Lyons,**

Washington, le 27 avril.

Le soussigné, secrétaire d'État des États-Unis a l'honneur de communiquer à lord Lyons des copies imprimées de la proclamation du président du 19 courant, mettant en état de blocus les ports des États de la Caroline du Sud, Géorgie, Alabama, Floride, Mississipi, Louisiane, Texas<sup>2</sup>.

Le soussigné a aussi l'honneur d'informer lord Lyons qu'une autre proclamation a été signée par le président et sera publiée demain, établissant le blocus des ports de la Virginie et de la Caroline du nord.

---

**Lord Lyons à M. Seward.**

Washington, 29 avril.

Le soussigné, envoyé extraordinaire de Sa Majesté britannique et son ministre plénipotentiaire auprès des États-Unis d'Amérique, a l'honneur d'accuser réception de la note du secrétaire d'État en date du 27,

1. Livre bleu communiqué au Parlement en juin 1861.

2. Voir *Archives diplomatiques*, t. II, page 365.

lui communiquant une proclamation annonçant, entr'autres choses, que les ports des États de la Caroline du Sud, etc., etc., seront mis en état de blocus (*that a blockade will be set on foot*), conformément aux lois des États-Unis et au droit international, et qu'une force suffisante (*competent*) sera placée dans le but d'empêcher l'entrée et la sortie des navires. Le secrétaire d'État a fait par la même note l'honneur au soussigné de l'informer qu'il avait aussi l'intention de mettre en état de blocus les ports de la Virginie et de la Caroline du Sud.

---

**Lord Lyons à lord John Russell.**

Washington, 2 mai 1861.

J'ai l'honneur d'inclure une copie de la note par laquelle j'accuse réception de celle de M. Seward en date du 27 avril, annonçant l'intention de son gouvernement de mettre les ports des États du Sud en état de blocus. J'ai eu soin de rédiger ma note de façon à montrer que j'acceptais la communication de M. Seward comme l'annonce de l'intention d'établir un blocus, mais non pas comme la notification du commencement d'un blocus. Je crois que la plupart de mes collègues ont fait des réponses dans le même sens.

Depuis l'entrée en fonctions de l'administration actuelle, donc depuis environ deux mois, je me suis efforcé de connaître d'une manière précise ses intentions à l'égard du commerce étranger avec les États qui se sont retirés de l'Union. Jusqu'au jour avant celui où le blocus m'a été communiqué, le gouvernement n'a pas pris de décision à ce sujet, et il n'était, à mon avis, d'aucune utilité de le presser de faire une déclaration tant que les affaires commerciales des négociants et des navires anglais, continueraient sans empêchement et sans inconvénient avec les États sécessionnistes.

Mais depuis la proclamation du blocus, je me suis cru autorisé à rechercher avec persistance des renseignements précis sur la manière dont il sera mis à exécution. J'ai eu le 29 avril une conversation prolongée et particulière à ce sujet avec M. Seward, en présence du premier secrétaire de son département. J'avais préparé M. Seward à cette entrevue, en lui faisant suggérer par le sous-secrétaire d'État qu'il serait opportun de diminuer l'impression désagréable que produiraient à l'étranger les nouvelles du blocus en donnant le plus tôt possible l'assurance précise que dans son application on prendrait libéralement en considération les intérêts des nations étrangères. Rien n'est plus satisfaisant que les assurances générales données par M. Seward, mais je n'ai pas réussi à obtenir comme je l'espérais une déclaration précise sur les règles qui seraient observées. Je dirigeai principale-

ment l'attention de M. Seward sur le caractère incertain des renseignements qui nous avaient été donnés. Je lui rappelai les notifications de blocus faites par la Grande-Bretagne dans la dernière guerre avec la Russie, et je lui fis remarquer avec quel soin et quelle précision chacune de ces notifications étaient faites. Je lui demandai s'il était dans son intention de publier des avis semblables pour chaque port du Sud, dès que les blocus seraient mis à exécution. Je reçus la réponse que l'usage des États-Unis n'était pas de publier des avis de ce genre; mais d'adresser des notifications spéciales de blocus à chaque vaisseau s'approchant du port bloqué et d'en inscrire la remise sur les papiers de bord. Aucun vaisseau ne pouvait être capturé sans avoir reçu cette notification spéciale. Il me fut assuré que cette manière de faire avait été trouvée dans la pratique, la plus convenable et la plus équitable par toutes les parties. Le fait que ce sont les navires chargés du blocus qui donnent connaissance de celui-ci, était la meilleure preuve et le meilleur avis que le port bloqué l'était actuellement et effectivement.

Le principal reproche à faire à ce plan, m'a paru consister en ce qu'il pouvait exposer dans plusieurs cas les vaisseaux étrangers à subir la perte et l'inconvénient d'un voyage inutile qu'une annonce générale et publique du blocus aurait prévenue. J'observai à M. Seward que les limites du blocus qu'il était dans l'intention d'établir, n'étaient pas clairement fixées, qu'il n'était pas facile de comprendre exactement à quelle étendue de côte s'appliquait l'expression : « *de ports intérieurs* » (*the ports whithin*). M. Seward répondit que son intention était de bloquer toute la côte à partir de Chesapeake Bay jusqu'à l'embouchure du Rio Grande. Je lui observai que l'étendue de côte entre ces deux points devait être d'environ 3000 milles et qu'assurément les États-Unis n'avaient pas une force navale suffisante pour établir un blocus effectif sur une côte d'une pareille longueur. Mais M. Seward maintint que toute la côte serait bloquée et bloquée effectivement.

Je me permets de renvoyer Votre Seigneurie à la claire déclaration faite par les États-Unis à ce sujet, contenue dans une note de M. Buchanan, du 29 décembre 1846, et transmise au Foreign Office le même jour par sir Richard Pakenham. M. Seward m'assura que tous les navires étrangers se trouvant dans le port lors de l'établissement du blocus, seraient autorisés à en sortir avec leur cargaison. Je demandai s'il leur serait permis de sortir avec des cargaisons mises à bord après l'établissement du blocus effectif. M. Seward ne put me répondre positivement sur ce point. Il me sembla résulter de ses paroles, qu'on ne ferait pas de recherches sur l'époque du chargement<sup>1</sup>.

1. C'est ce qui a été confirmé plus tard.

Je lui dis que je supposais qu'il était clairement entendu que les vaisseaux étrangers sortant de ports bloqués dans lesquels ne se trouveraient pas des officiers des douanes des États-Unis, n'auraient pas de difficultés avec l'escadre de blocus par la raison qu'ils seraient dépourvus de congés de ports ou d'autres papiers requis par les lois du fisc. M. Seward me dit que l'intention *bona fide* du gouvernement, était de permettre aux vaisseaux déjà dans un port lors de l'établissement du blocus, de sortir sans être molestés. Il ignorait, du reste, s'il avait été fixé un délai spécial après l'expiration duquel il ne serait plus permis aux vaisseaux étrangers de quitter les ports bloqués. Il ne me renouvela pas l'assurance qu'il avait donnée il y a quelque temps à un de mes collègues, que les vaisseaux arrivant devant un port sans avoir connaissance de l'état de blocus pourraient y entrer et en sortir. Il ne me dit rien non plus de l'intention qu'il avait exprimée à un autre de mes collègues, de proposer à la législature des États-Unis d'adhérer à la déclaration du congrès de Paris sur le droit maritime.

Sur mes demandes pressantes de me donner, soit par écrit, soit verbalement, des renseignements précis pour la gouverne des navires marchands anglais, M. Seward promit de m'envoyer une copie des instructions adressées aux officiers de l'escadre de blocus et ajouta qu'il espérait que je les trouverais entièrement satisfaisantes. Il eut la bonté d'ajouter que, si dans quelques cas particuliers les règles suivies pour le blocus étaient difficiles à supporter par les navires anglais, il serait prêt à prendre l'affaire en considération selon l'équité et à recevoir favorablement les représentations que je pourrais être dans le cas de lui faire au nom des intérêts des sujets anglais.

---

Voici le texte de la dépêche mentionnée ci-dessus sur les blocus effectifs :

**M. Buchanan à sir Pakenham.**

Ministère d'Etat de Washington, 29 décembre 1846.

Je puis répondre d'une manière très-satisfaisante à votre note du 14 courant me communiquant la dépêche que lord Palmerston vous a adressée à propos de la déclaration de blocus du commodore Stockton, en vous envoyant copie des instructions adressées par le département de la marine aux commandants des forces navales des États-Unis dans l'océan Pacifique.

Bien que le langage du commodore Stockton puisse donner lieu à de fausses interprétations, il ressort cependant de l'ensemble de sa proclamation qu'il n'est pas dans ses intentions d'établir un blocus par décret (*paper blockade*). Ce genre de blocus n'est autorisé ni par ses



instructions, ni par les principes maintenus par les États-Unis, en ce qui concerne les blocus, depuis leur existence comme État indépendant.

**Instructions adressées par M. Mason aux commandants des forces navales des États-Unis dans l'océan Pacifique.**

Département de la marine, 24 décembre 1846.

Le commodore Stockton a joint à sa lettre du 28 août dernier, adressée au département de la marine, copie d'une pièce qu'il a rendue publique, et faisant connaître son intention de soumettre à un blocus rigoureux « tous les forts, ports, baies, passages à leur entrée et à leur sortie de la côte occidentale du Mexique au sud de San Diégo, » blocus qui sera absolu, excepté contre les vaisseaux de guerre des neutres.

En accordant à tous les navires marchands neutres se trouvant dans un des ports ou l'une des rades à la susdite côte un délai de vingt jours pour quitter la rade ou le port dès l'arrivée de l'escadre de blocus, il tombe sous le sens que le commodore Stockton n'a pas songé à l'étendue des côtes mises sous blocus par son avis rendu public, ni considéré qu'un port n'est en état de blocus que lorsqu'une force suffisante est en état de le maintenir réellement. En autorisant la conquête ou le blocus de la côte occidentale, le président a désiré faire sentir le moins possible au commerce neutre les inconvénients et les empêchements attachés à l'exercice des droits des belligérants, nécessaire au succès de nos opérations militaires. Le langage tenu généralement par le commodore Stockton, en annonçant son intention d'établir un blocus, paraît avoir excité l'alarme chez les neutres, relativement aux expéditions de marchandises dans les ports mexicains, et avoir empêché celles qui étaient déjà faites. Comme il est désirable d'éviter toute ingérence dans les affaires de commerce qui ne consistent pas en articles de contrebande, j'attire votre attention sur ce sujet et vous prie de prendre les mesures nécessaires pour corriger les impressions erronées qui peuvent avoir été produites.

Vous emploierez les forces qui sont sous vos ordres à l'avancement de la guerre, et vous établirez et maintiendrez le blocus contre les ports ennemis là où vous jugerez cette mesure nécessaire à l'exécution de vos ordres. Vous donnerez aux navires neutres vingt jours pour quitter ces ports. Un blocus légitime exige la présence réelle d'une force suffisante à l'entrée du port et stationnant assez près pour empêcher les communications. La seule exception à cette règle, qui exige la présence d'une force proportionnée pour constituer un blocus légitime, naît de l'absence accidentelle et temporaire de l'escadre de blocus.

Ainsi, dans le cas d'une tempête, la force légale du blocus n'est pas suspendue, et la loi considère la tentative de prendre avantage de cette retraite accidentelle comme une tentative frauduleuse de rompre le blocus.

Les États-Unis ont maintenu en tous temps ces principes au sujet des blocus, et vous aurez soin de ne pas faire usage des pénalités ou ruptures de blocus, excepté dans les cas où ses règles justifieront votre droit de le faire. Vous ferez connaître publiquement, qu'en vertu de la notification générale du commodore Stockton, aucun port de la côte occidentale du Mexique n'est considéré comme bloqué, à moins qu'il n'y ait pour maintenir le blocus une force américaine suffisante et réellement présente, sauf le cas d'éloignement temporaire par la violence du temps, mais avec esprit de retour.

#### Formule d'une notification spéciale.

A bord du vaisseau le *Comberland*, à la hauteur  
du fort Monroé, 30 avril 1861.

A tous ceux que cela concerne :

J'appelle par les présentes l'attention sur la proclamation de Son Excellence Abraham Lincoln, président des États-Unis, en date du 27 avril 1861, mettant en état de blocus effectif les ports de la Virginie et de la Caroline du Nord, et j'avise toutes les personnes intéressées que j'ai ici une force navale suffisante pour atteindre le but de sa proclamation.

Tous les vaisseaux passant les caps de la Virginie, venant de loin et ignorant la proclamation, seront avertis, et ceux passant devant le fort Monroé seront requis de jeter l'ancre à portée des canons du fort et soumis à la visite (*examination*).

*Signé* : G. J. PRENDERGRAST.

#### Lord Lyons à lord John Russell.

Washington, 4 mai 1861.

(*Extrait.*)

Dans ma dépêche du 2 courant, j'ai eu l'honneur de rapporter à Votre Seigneurie, que M. Seward avait promis de m'envoyer une copie des instructions adressées aux officiers de l'escadre de blocus du Sud. Ce matin, j'ai rappelé cette promesse à M. Seward et j'ai reçu du ministère d'État la réponse suivante :

« Le secrétaire d'État pour la marine, nous a envoyé une copie de ses instructions pour le blocus, mais nous n'avons pas pu trouver un

précédent de la communication d'instructions de ce genre aux ministres de gouvernements étrangers, vous ne pouvez donc maintenant recevoir cette copie. Vous pouvez être d'ailleurs assuré que ce blocus sera conduit d'une manière très-strict et conformément aux règles de droit public admises et aussi libéralement à l'égard des neutres, que jamais blocus l'a été par un belligérant. »

Là-dessus je fis remarquer que la note du 29 décembre 1846, fournissait le précédent d'une communication confidentielle d'instructions concernant un blocus pouvant être présenté à M. Seward.

Le lendemain, je reçus la réponse suivante :

« J'ai fait connaître à M. Seward le précédent auquel vous vous référez, mais il ne pense pas que cela justifie la communication d'une copie des instructions. Si on les communique à l'un, on devra les communiquer à tous, ce qui conduirait à une publicité ayant des inconvénients. Le blocus d'ailleurs sera strictement conforme aux principes mentionnés par M. Buchanan, la proclamation est simplement l'avis de l'intention de mettre le blocus à exécution, mais l'existence du blocus même sera annoncée par les vaisseaux chargés du blocus et dans la forme usitée (*proper form*).

« Je n'avais naturellement pas d'autre droit de demander à M. Seward une copie des instructions, que celui qu'il m'avait donné par sa promesse de m'envoyer cet exemplaire, afin d'éloigner les impressions défavorables que le caractère incertain des renseignements fournis par le gouvernement des États-Unis, pouvait faire naître en Europe.

« J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie la copie d'une note adressée par M. Seward au ministre d'Espagne. »

---

**M. Seward au senor Tassara.**

Washington, 2 mai.

En vous accusant réception de votre note du 30 avril, au sujet du blocus des ports de quelques-uns des États, je crois convenable de vous faire savoir :

- 1) Que le blocus sera strictement dirigé d'après les principes reconnus dans le droit international.
- 2) Que les navires de guerre des neutres auront le droit de pénétrer dans les ports interdits et d'en sortir.
- 3) Qu'il sera accordé aux navires marchands se trouvant dans le port au moment du blocus, un délai raisonnable pour effectuer leur sortie.

Dans une autre dépêche de lord Lyons, du 11 mai, adressée au contre-amiral sir A. Milne, le représentant d'Angleterre annonce qu'il résulte généra-

lement des informations qui ont été prises tant par lui que par les autres ministres étrangers accrédités à Washington, que les règles suivantes paraissent devoir être observées pendant le blocus américain :

1) La date du commencement du blocus de chaque localité sera fixée par la publication d'un avis signé par l'officier commandant de l'escadre chargée de ce blocus. Il ne paraît pas, cependant, qu'il existe aucune intention de communiquer officiellement un tel avis aux gouvernements des nations neutres ou à leurs représentants en Amérique.

2) Quinze jours à dater du commencement du blocus seront accordés dans chaque port aux vaisseaux neutres déjà dans ce port, pour reprendre la mer <sup>1</sup>.

3) Pendant le terme de ces quinze jours les navires neutres seront autorisés à partir avec ou sans leurs cargaisons, et soit que leurs cargaisons aient été embarquées avant ou depuis le commencement du blocus.

4) Excepté dans ce dernier cas, les règles ordinaires de blocus seront strictement observées.

5) Les vaisseaux armés des États neutres auront le droit d'entrer dans les ports bloqués et d'en sortir.

1. En vertu d'une déclaration du ministre de la marine, les navires des neutres qui se trouvent dans les ports bloqués peuvent opérer leurs chargement après la déclaration du blocus. Pourvu que le navire neutre sorte du port dans le délai fixé, la date du chargement est indifférente. Le seul inconvénient qui se soit révélé pour les Anglais dans les premiers jours du blocus, est provenu de marchandises achetées antérieurement au blocus par des maisons anglaises ou pour leur compte, et attendant dans les entrepôts des ports bloqués des vaisseaux qui vissent les prendre. M. Seward a refusé aux navires anglais de venir après coup enlever ces marchandises.

---

## QUATRIÈME PARTIE.

---

### DOCUMENTS RÉTROSPECTIFS.

---

1. — Lettre de François II au ministre d'Espagne, lui donnant acte de ses conseils en faveur des réformes à introduire dans le royaume des Deux-Siciles<sup>1</sup>.

*Au prince de Sainte-Lucie, duc de Ripalda, ministre d'Espagne<sup>2</sup>.*

Rome, 14 avril 1861.

Mon cher prince, je viens de lire avec surprise que des journaux de l'opposition dans votre pays vous accusent de m'avoir donné à Naples des conseils absolutistes, employant pour la cause d'une aveugle résistance l'influence de votre amitié. Il faut être bien peu au courant des événements pour vous faire une imputation pareille. Depuis le moment de mon avènement au trône, je me plais à vous rendre cette justice, vous m'avez conseillé avec la constance inébranlable que peut seul donner une loyale conviction, les grandes réformes, administratives et politiques, qui devaient réorganiser et fortifier mon gouvernement.

Quand vous me conjuriez alors d'aller en Sicile prévenir, par de sages mesures, les troubles que votre expérience découvrait à l'horizon; quand vous m'exposiez le besoin d'effacer le passé par l'octroi d'une large amnistie, la convenance d'accorder des institutions représentatives à mes peuples; quand vous me parliez de grands travaux matériels à faire; de l'administration, de la magistrature, de l'armée à réorganiser, vous savez si j'accueillais avec plaisir vos idées, et nous

1. Les documents suivants, signés par François II, sont antérieurs à la reconnaissance par la France de Victor-Emmanuel comme roi d'Italie.

2. M. Bermudez de Castro porte le titre napolitain de Prince de Sainte-Lucie.



avons passé bien des heures ensemble combinant les moyens de les mettre à exécution.

Mais vous connaissez aussi l'épouvantable réseau de trahisons payées par la Sardaigne, qui entourait ma jeunesse et exploitait mon inexpérience, semant autour de moi la défiance et suscitant toute espèce d'obstacle pour retarder l'accomplissement de ces judicieuses mesures. Vous n'ignorez pas par quels faux rapports, quelles dépêches controuvées, par quel accord d'iniquités et de mensonges on m'a fait renoncer à mon voyage à Palerme, à mes plans d'opérations à Messine et en Calabre, à ma campagne à Salerne, où m'attendaient avec impatience les fidèles et malheureuses troupes qui se sont couvertes de gloires au Vulture et à Gaète.

C'est une triste histoire; mais vous y avez joué un rôle qui vous honore et honore votre pays. Si à Naples vous vous êtes montré homme d'État prévoyant et ferme, je vous ai trouvé homme de cœur à l'heure des grandes crises. Croyez, mon cher prince, que je n'oublierai jamais votre généreuse amitié dans les cinq mois de dangers et de privations que vous avez passés près de moi dans Gaète.

Je vous autorise à faire de cette lettre l'usage que vous jugerez convenable, et croyez toujours à la sincère affection et amitié de votre

FRANÇOIS DE BOURBON.

---

**2. — Mémoire adressé aux agents du roi François II près les cours étrangères.**

Rome, 28 avril 1861.

Monsieur, dès que le Roi notre maître se fut rendu à Rome, il adopta comme règle de sa conduite de ne point exciter des troubles inutiles dans ses États. Il lui suffisait pour le moment d'avoir fait connaître au monde entier l'iniquité de l'agression dont il a été victime et d'avoir sauvé l'honneur de son armée par la défense de Gaète. Sa conscience lui imposait le devoir d'épargner à tout prix un sang généreux; sa politique lui conseillait de laisser se développer aux yeux du pays et des gouvernements européens les conséquences de la révolution et de la conquête.

En mettant le pied sur cette terre d'asile, Sa Majesté expliqua, par mon intermédiaire, ses loyales intentions à tous ses agents à l'étranger. Elle n'a jamais manqué à cette résolution, quelque puissantes qu'aient été les instances auxquelles elle a dû résister avec une inébranlable fermeté. Différentes classes de la population ont invoqué son assistance, ou au moins la permission de faire usage de son nom pour secouer un joug chaque jour plus abhorré et plus lourd pour recouvrer l'indépendance, la sécurité et le repos. Sa Majesté n'a pas

jugé que le moment fût venu d'entreprendre une œuvre aussi glorieuse. Elle a cru devoir laisser le temps désabuser les esprits; dans l'état de l'Italie, subjuguée presque entièrement par le Piémont, dans la désorganisation où sont tombées les provinces du royaume, elle a pensé qu'un mouvement contre les oppresseurs pouvait provoquer une guerre sanglante, mais qui n'aurait pas abouti à la délivrance de la monarchie.

Par ces motifs, le Roi non-seulement n'a point encouragé, mais il a fait tout ce qui était humainement possible pour prévenir et éviter les insurrections partielles qui se sont spontanément produites dans presque toutes les provinces continentales du royaume. A ses fidèles sujets qui ont demandé directement ou indirectement ses ordres, il a donné la même réponse généreuse. Le jour où le mécontentement sera à son comble et où les populations, par un effort sérieux et simultané, seront décidées à rentrer en possession de leur indépendance, le Roi n'abandonnera certainement pas leur cause, et, en quelque lieu qu'il se trouve, aux prix des plus grands périls, il accourra se mettre à la tête de ses loyaux sujets, pour délivrer la commune patrie. Mais jusqu'à ce que ce moment arrive, ses devoirs de souverain, son amour paternel, sa conscience chrétienne, ses prévisions politiques, tout lui défend de provoquer de stériles agitations, d'assumer la responsabilité du sang inutilement versé et d'accepter des sacrifices généreux et prématurés.

Cette loyale conviction étant bien connue, cette ferme résolution ayant été manifestée, ceux qui ne connaissent pas l'état du royaume demanderont d'où viennent les très-nombreuses tentatives d'insurrection qui ont éclaté au nom et sous le drapeau du Roi, et qui se renouvellent à mesure qu'elles sont comprimées dans presque toutes les provinces du royaume. Les représentants de Sa Majesté doivent éclaircir et expliquer cette anomalie apparente, afin que les cabinets et l'opinion publique de l'Europe ne soient point trompés sur un objet aussi important.

Les efforts du Roi ont pu prévenir la guerre civile, mais non éviter les mouvements isolés qui échapperont partout à sa direction. De loin on ne gouverne, on ne réprime pas par la seule persuasion de la force et du respect. L'exaspération toujours croissante d'une grande partie du peuple; le mécontentement général, l'amour de l'indépendance, l'attachement à une dynastie trahie; l'oppression, la dilapidation, la misère, ont poussé et pousseront chaque jour davantage les cœurs généreux à la révolte contre la domination étrangère.

Sans entrer dans l'histoire des événements passés, que l'Europe commence à connaître, il suffit de lire les dernières discussions du parlement de Turin sur les affaires de Naples, pour se faire une idée

du misérable état où le pays est réduit, et pour expliquer naturellement les causes des dernières insurrections. Qu'on ouvre les journaux de Naples non subventionnés par le gouvernement, je ne parle pas des légitimistes (l'autorisation de paraître ne serait pas accordée à un seul dans cette époque de liberté), mais des révolutionnaires de toute espèce, piémontais, républicains, garibaldiens. Les faits qu'ils dénoncent chaque jour sont les plus éloquents commentaires de la situation, telle qu'elle a été révélée par les discours prononcés dans les Chambres du Piémont.

Les soldats de l'ancienne armée sont maltraités et abandonnés dans la misère. Une nombreuse partie du clergé est poursuivie; les biens de l'Église sont confisqués; la sûreté personnelle n'existe pas, le nom de bourbonien appliqué à tout paisible individu lui enlève les garanties de la loi, et les correspondances des journaux anglais, les plus favorables à la Sardaigne, contiennent de curieux détails sur l'anarchie permanente de la capitale et des provinces. Les finances sont ruinées au point qu'elles ne peuvent plus suffire aux dépenses les plus indispensables. La grande baisse des fonds publics a fait perdre, en peu de mois, deux tiers de leur fortune à tous les créanciers de l'État. Le désordre, le défaut absolu de sûreté générale, les doutes sur l'avenir ralentissent l'agriculture, paralysent le commerce, et la misère sous toutes les formes apparaît au peuple comme la conséquence immédiate de la conquête.

Il n'est donc pas extraordinaire que dans son désespoir, il se soulève et que, malgré la docilité proverbiale de son caractère, il préfère à un pareil sort les hasards d'une lutte disproportionnée. C'est ainsi qu'on voit de courageux paysans, presque désarmés, se soulever dans la Basilicate, les Pouilles, les Calabres et les Abruzzes, résister aux attaques des troupes envoyées pour les combattre, et maintenir encore par leur héroïque courage le drapeau de leur roi légitime à Melfi.

Il a été facile de vaincre avec des troupes régulières des masses vaillantes mais désorganisées et désarmées; les bataillons piémontais les compriment, mais ils font un usage déplorable de la victoire. Dans les provinces du royaume on fusille sans miséricorde, sans procès, sans aucune forme judiciaire. La loi martiale y règne de nouveau; les généraux destitués à cause de la cruauté qui a révolté l'Europe, reprennent du service dans les mêmes lieux qu'ils ont désolés. On ne fait aucun cas de la vie de l'homme dès qu'il s'oppose à l'asservissement du pays.

La politique dominante est celle inaugurée il y a quelques mois par le général Pinelli quand il proclamait que le manque de respect pour le drapeau de Savoie serait puni par la fusillade instantanée.

L'Europe civilisée semble fermer les yeux au spectacle de ce qui se

passa au delà du Tronto. Les journaux révolutionnaires qui, pendant dix années, ont signalé sans cesse au monde la cruauté par suite de laquelle on retenait en prison certains condamnés politiques, n'ont pas un seul mot pour les malheureux fusillés sans procès dans la Basilicate et dans les Abruzzes. Après la répression du mouvement du 15 mai 1848 et la défaite de l'invasion de Sapri, en 1857, le gouvernement soumit tous les prisonniers à la juridiction ordinaire établie par les lois pour des cas pareils, et commua toutes les condamnations à mort, dans le but de ne plus verser le sang pour motifs politiques. Les Piémontais n'ont point suivi cet exemple dans le pays par eux conquis; ils n'ont pas imité la conduite humaine du Roi, qui, après avoir donné des institutions représentatives à ses peuples, tandis qu'on conspirait autour de lui, a toujours arrêté le bras de la justice et a partagé le pain de ses propres soldats avec les prisonniers des bandes qui envahissaient son royaume comme des forbans.

Pour juger des vrais sentiments qui animent les Napolitains, il suffit d'une simple comparaison. De graves événements avaient lieu en Europe; la révolution et la guerre d'Italie changeaient tout l'état de la Péninsule, le roi défunt tombait malade; loin de sa capitale, il restait à l'agonie pendant quatre mois, et cependant ni dans des circonstances aussi graves, qui affaiblissent le pouvoir public, ni à l'avènement au trône du nouveau roi, l'ordre n'a été troublé dans la monarchie. C'est que les peuples, désireux d'une sage liberté et de réformes pacifiques, ne voulaient pas de révolutions. La révolution a été portée par la violence dans le royaume; l'argent, les intrigues, les armes du Piémont, la persuasion répandue généralement parmi le peuple, que deux grandes puissances occidentales soutenaient le mouvement révolutionnaire, sont les véritables causes de son triomphe rapide.

L'annexion accomplie en Sicile et les Calabres occupées par Garibaldi, le reste du royaume resta fidèle et tranquille. La cause légitime du Roi paraissait vaincue, il ne lui restait que la forteresse de Gaète, la capitale était au pouvoir de la révolution, le monarque sarde y était entré à la tête de son armée, et déjà commençaient les réactions des peuples désarmés contre la force étrangère. Depuis lors, malgré le succès des armées, les ressources de l'Italie, l'alliance de la révolution européenne, la cruauté de la répression, le peuple ne se soumit point au joug abhorré, et pendant huit mois il ne s'est point passé un seul jour sans qu'il ait protesté par l'effusion même de son sang contre l'iniquité de l'agression.

Si on laisse de côté les lamentables événements de Palerme, déplorés maintenant par le Roi, pas un seul individu n'a été fusillé dans les Deux-Siciles de 1848 à 1860; le pays a été parfaitement tranquille; les Piémontais fusillaient sans miséricorde, et ils n'ont pas eu une heure



de paix complète depuis qu'ils se sont emparés du royaume. Ce parallèle peut donner une idée de la popularité des envahisseurs.

Ce ne sont donc pas les excitations venues de Rome qui causent les insurrections continuelles du royaume. Ces agitations ne font point partie de la politique du Roi, et quand même elles eussent été dans ses vues, il n'avait pas les moyens de soutenir ses partisans en campagne. Le Piémont, tout le monde le sait, en le dépouillant de sa couronne, l'a en même temps dépouillé de toute sa fortune privée.

Je le répète, ce qui a excité les mouvements de Naples, c'est l'amour de l'indépendance, la haine des envahisseurs, le mécontentement produit par une administration désordonnée, la misère, la noble fidélité du peuple pour son ancienne dynastie, la comparaison continuelle entre la situation présente et l'espoir du repos, de la prospérité, de la liberté sur lesquelles comptent les sujets du souverain légitime qui après leur avoir donné des institutions représentatives, trahi, attaqué et dépouillé, n'a jamais manqué et ne manquera pas à sa parole, qui n'a pas voulu verser le sang de ses ennemis, qui a abandonné sa capitale pour ne pas l'exposer aux horreurs de la guerre, qui a provoqué l'admiration du monde, et sauvé l'honneur de l'armée napolitaine par l'héroïque défense de Gaëte.

Il est une autre comparaison dans le passé que le pays n'oubliera pas facilement. Il a vu un souverain étranger fouler aux pieds sa parole, violer tous les droits, s'emparer par la ruse et par la force d'un royaume ami, et en occuper les palais, donner des fêtes dans les salons d'un souverain légitime, auquel il ne laissait dans le même moment d'autre refuge que la casemate d'une forteresse, pour sauver son innocente famille, exposée aux privations, aux maladies, à toutes les horreurs d'un long et impitoyable bombardement. Le souvenir de ces événements et les misères présentes sont la véritable cause de l'agitation perpétuelle des Deux-Siciles.

Et ces agitations ne cesseront point tant que l'Europe ne se décidera pas à s'occuper des affaires de l'Italie, tant qu'on laissera un souverain allié de la révolution attaquer impunément les autres souverains, et entrer à main armée dans les pays libres, dont l'indépendance est consacrée par le droit public, seule garantie de la paix et de la civilisation du monde.

C'est pour ce motif que Sa Majesté n'a pas voulu ajouter à ses protestations réitérées une nouvelle protestation à l'égard du nouveau titre de roi d'Italie, qu'une assemblée révolutionnaire a décerné au roi de Piémont. S. M. est convaincue que cette phrase chimérique ne peut invalider ses droits légitimes ni sanctionner des attentats contre lesquels elle a déjà solennellement protesté, et qui sont contraires aux notions les plus élémentaires de la morale et de la justice, mais elle



ne se lassera jamais d'en appeler à l'équité, à la droiture et aux vrais intérêts de toutes les puissances de l'Europe.

DEL RE.

---

**3. — Note-Circulaire aux agents de François II à l'étranger, protestant contre l'emprunt de 500 millions négocié par le gouvernement de Victor-Emmanuel, en tant que cet emprunt concerne les Deux-Siciles.**

Rome, le 25 mai.

Monsieur,

Le gouvernement du roi de Piémont vient de présenter au Parlement de Turin un projet d'emprunt de 500 millions de francs. S'il s'agissait uniquement d'une opération financière du Piémont et pour lui seul, un autre gouvernement n'aurait pas à s'en mêler; mais comme la plus grande partie de cet argent sera affectée à étendre davantage le joug qui pèse sur les populations des Deux-Siciles et à augmenter avec une nouvelle dette publique les charges que le désordre de l'usurpation rend insupportables, S. M. se croit obligée envers elle-même et envers ses peuples de protester hautement contre ce projet d'emprunt, déclarant dès à présent (pour que personne ne se fasse illusion à cet égard) qu'elle est décidée à ne jamais en reconnaître les effets pour ce qui regarde les intérêts des Deux-Siciles.

Vous donnerez, communication de cette protestation à M. le ministre des affaires étrangères du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Agréez, etc.

Signé : DEL RE.

---

**Protestation de François II contre la fusion des fonds publics de Naples avec ceux du Piémont.**

Rome, le 10 juin 1861.

Monsieur,

Le gouvernement piémontais a présenté au parlement de Turin un projet de loi qui a pour but de réunir la dette publique des divers États italiens soumis à ses armes dans un grand-livre, dont la création a déjà été proposée par une autre loi qui sera discutée sous peu de jours.

Ces projets, s'ils devaient jamais être mis à exécution, étant une usurpation de la souveraineté légitime dans le royaume des Deux-Siciles, un nouvel attentat à la fortune publique, une attaque à la propriété privée de ses sujets, le Roi notre seigneur a cru qu'il devait protester d'avance par le moyen de ses représentants à l'étranger contre des mesures capables de porter la confusion et la ruine aux

possesseurs de rentes napolitaines et siciliennes, qui ont librement contracté avec son gouvernement et avec celui de ses prédécesseurs, ayant pour garantie toutes les ressources du plus grand et plus florissant État de l'Italie. Il ne suffisait pas au Piémont d'avoir, par une invasion impie, et par l'anarchie qui en a été la conséquence, fait tomber les fonds publics des Deux-Siciles jusqu'à faire perdre aux possesseurs de rentes nationaux ou étrangers le tiers de leur capital ; il s'agit maintenant de substituer à la garantie respectée d'un État prospère et légitimement reconnu par le droit public européen, la responsabilité illusoire du Piémont ruiné par son immense dette et par l'hypothèque d'États réunis violemment sous sa domination, domination que toutes les puissances de l'Europe considèrent comme un attentat.

Si cette fusion peut intéresser le Piémont pour rétablir de quelque manière le crédit abattu de ses finances, les Deux-Siciles ne doivent pas supporter la charge d'excès financiers auxquels elles n'ont point pris part et dont elles sont seulement les malheureuses victimes. La dette publique des Deux-Siciles, avec leurs 9 millions d'habitants, n'égale que le tiers de la dette du Piémont, qui ne compte pas 8 millions d'habitants, la Lombardie comprise. Les premiers donc payent à leurs créanciers un tiers de ce que payent les seconds. Les assimiler, ce serait décharger sur les Napolitains et les Siciliens les taxes des Piémontais et des Lombards. Et si on tient compte non-seulement de la population, mais aussi de la richesse du territoire, l'injustice des mesures proposées devient plus évidente et plus scandaleuse.

L'opération présentée au parlement de Turin n'a pas même le caractère universellement reconnu d'une loi. Les lois, en effet, n'ont jamais d'effets rétroactifs, et les projets du cabinet sarde tendent à faire peser sur les autres États d'Italie les dettes contractées dans le passé par le Piémont pour s'entretenir et les dépouiller.

Cette vérité ne saurait être méconnue par aucun Italien, ni par aucun des hommes qui suivent attentivement la marche des événements contemporains. La moitié des emprunts du Piémont a été employée à la construction des chemins de fer piémontais et établissements ou travaux d'une utilité purement locale ; l'autre moitié a eu pour seule destination de préparer, par des conspirations, des fomentations de troubles, des expéditions de pirates et des invasions iniques, l'assujettissement des États indépendants d'Italie.

La confusion que ferait naître l'exécution de ces mesures, la résistance des possesseurs de titres dont l'hypothèque serait altérée à leur préjudice, l'absence de tout droit chez les créanciers pour changer les garanties de leurs titres, l'illégitimité du pouvoir qui s'arroge la faculté de cette étrange confusion ferait empirer encore le misérable état où se trouvent réduits les possesseurs de nos rentes.

Toujours attentif au bien-être de ses sujets, le Roi notre seigneur est dans l'obligation de protester d'avance contre ce nouveau projet de spoliation. Vous êtes chargé, monsieur, de déclarer formellement au Cabinet près duquel vous êtes accrédité que Sa Majesté ne reconnaîtra pas, en ce qui concerne le royaume des Deux-Siciles, les conséquences de cette prétendue fusion, et d'insister auprès des possesseurs de rentes napolitaines et siciliennes qui se trouvent à l'étranger comme le Gouvernement royal le fait lui-même auprès de ceux qui sont à Naples et en Sicile, sur la nécessité de prendre leurs précautions pour conserver leur droit dans l'avenir. Tout possesseur de titres de nos rentes napolitaines ou siciliennes doit donc se munir d'un duplicata auquel il fera donner, suivant le pays où il réside, les garanties convenables d'authenticité et de validité. Ce duplicata servira plus tard de titre en des temps meilleurs.

Vous voudrez bien, monsieur, donner lecture de cette dépêche et en laisser copie au Ministre des affaires étrangères du pays où vous résidez, en ayant soin de ne laisser en aussi importante matière aucun doute sur les intentions du Gouvernement de Sa Majesté.

*Signé : DEL RE.*

---

## CINQUIÈME PARTIE.

---

### CONTENTIEUX DIPLOMATIQUE.

---

NOTES ÉCHANGÉES ENTRE LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ET L'AMBASSADE  
DE FRANCE, AU SUJET DES INCIDENTS DE VEVEY ET SION.

**Note du marquis de Turgot, ambassadeur de France à Berne, au  
Président de la Confédération suisse, concernant les incidents  
survenus à Vevey par rapport au pavillon Français.**

(Du 8 septembre 1860.)

C'est avec un profond chagrin que je me vois forcé de porter à la connaissance du conseil fédéral des faits de la nature la plus grave, qui se seraient passés le 5 septembre courant, à Vevey, qui me sont dénoncés par des personnes dignes de foi.

Le 5 septembre, de deux à trois heures après midi, une barque française (*la Colombe*), de la Meilleraye, portant pavillon national, s'approcha de la côte suisse. Un rassemblement de deux à trois cents personnes eut lieu sur la Grande-Place et poussa des vociférations hostiles à la France, que j'évite de reproduire.

Quatre ou cinq individus, plus animés que les autres, s'avancèrent, et, aux applaudissements de la foule, tirèrent plusieurs coups de carabine sur la barque *la Colombe*, dont le résultat fut de lacérer notre drapeau national et de forcer la barque à reprendre le large.

Non contents de cet exploit, les mêmes individus, suivis de la foule, se rendirent à l'autre bout de la ville, et trouvèrent à l'ancre la barque *l'Union*, patron Nicoud, de Saint-Gingolphe; ils ouvrirent de nouveau le feu sur le drapeau que portait ladite barque, et parvinrent à le déchirer après plusieurs décharges. Des bateliers furent injuriés

et maltraités par cette même foule, sans aucune provocation de leur part.

Les nommés Louis Carbonnero, Legeret fils, Henri Trabold, Taper-noux et Forney fils me sont signalés comme ayant pris la part la plus active à cette émeute; les deux derniers auraient été armés de carabines, et auraient fait feu sur les drapeaux français.

Je viens, monsieur le Président, vous demander une enquête sévère sur les faits qui précèdent; il importe aux bonnes relations des deux pays que de promptes explications soient données, et que, si de tels faits sont constatés, ils soient l'objet d'une éclatante punition.

Veuillez agréer, monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Berne, le 8 septembre 1860.

*L'ambassadeur de France,*

TURGOT.

---

**Note du Conseil fédéral à l'Ambassadeur de France, concernant les démonstrations survenues à Vevey.**

(Du 26 octobre 1860.)

A la date du 10 septembre déjà le Conseil fédéral a eu l'honneur de faire réponse préalable à la note de Son Excellence M. l'ambassadeur de France du 8 du même mois, qui élevait une plainte au sujet des faits arrivés à Vevey le 5 septembre, et d'une prétendue offense faite au pavillon français. Le Conseil fédéral avait déjà à cette époque eu l'honneur de rappeler que cette affaire était l'objet d'une enquête sérieuse et que le résultat en serait porté à la connaissance de Son Excellence.

Ce résultat concorde essentiellement avec celui qui a déjà été communiqué à Son Excellence par note du 10 septembre; l'enquête a été instruite d'une manière complète et avec tout le soin possible; il en ressort ce qui suit :

Le 5 septembre, après midi, une barque savoyarde (*la Colombe*, patron Sache) aborda à Vevey; au voilier de cette barque se trouvait hissé un pavillon aux couleurs françaises. Les gens de l'équipage s'étant rendus dans une auberge, deux jeunes gens montèrent sur la barque et essayèrent d'abaisser la voile, afin de s'emparer du pavillon. Mais avant qu'ils eussent pu y parvenir, les bateliers savoyards revinrent à leur barque et les jeunes gens s'éloignèrent. Il surgit assez naturellement des explications, puis une altercation entre les deux parties, où, comme il arrive d'ordinaire, les propos vifs, les accusations réciproques ne furent pas épargnés.



Le bruit ne tarda pas à se répandre et à s'accréditer sur le rivage, que les bateliers savoyards avaient insulté un drapeau fédéral et qu'ils l'auraient même foulé aux pieds. Sur quoi l'attroupement ne fit qu'augmenter, et un nommé Tapernoux, cédant à une vive irritation, alla chercher un fusil et le déchargea sur le pavillon de la barque savoyarde. D'autre part, pendant l'altercation, les bateliers savoyards hissèrent un nouveau pavillon et firent en général des démonstrations ostensibles sur la barque, où ils déployèrent plusieurs pavillons et drapeaux. Quant à la question de savoir si un drapeau aux couleurs fédérales a effectivement été foulé aux pieds, ce point n'a pu être constaté avec certitude, attendu que les dépositions se sont ici montrées contradictoires. Quoi qu'il en soit, le préfet du district se transporta immédiatement sur les lieux, et rétablit promptement l'ordre. Mais le citoyen Tapernoux, déjà nommé, se rendit avec quelques autres personnes, vers la partie occidentale de la ville où se trouvait amarrée une seconde barque savoyarde, *l'Union*, patron Nicoud. Elle était également surmontée d'un pavillon aux couleurs françaises, dont on réclama, paraît-il l'enlèvement, ce qui n'ayant pas eu lieu, le même particulier tira également ici un coup de fusil. Le patron Nicoud n'attache, du reste, aucune importance à cet incident, car il a déposé textuellement :

« Plusieurs individus ivres vinrent nous insulter et tirèrent en l'air sans viser sur nous ou sur le drapeau, qu'ils n'ont pas atteint non plus. »

Tel est l'état des faits résultant de l'enquête. Il importe de relever ici une circonstance qui fait apprécier le degré d'importance que les auteurs de ces scènes y attachèrent, c'est que peu de jours après cet incident, toutes les personnes qui y avaient pris part, savoir les patrons savoyards d'un côté, et les Vaudois impliqués de l'autre, se sont conciliés formellement par un acte passé devant le juge de paix. Ce fait montre que les intéressés ont donné à ces faits une importance bien moindre que celle qui leur a été attribuée plus tard. Le Conseil fédéral ne peut s'empêcher d'appeler encore l'attention de Votre Excellence sur la circonstance suivante :

Avant les modifications qui ont été apportées le printemps dernier à l'état politique de la Savoie, il n'était nullement d'usage que les barques savoyardes naviguant sur le lac de Genève déployassent des pavillons, et le fait que tout à coup quelques-unes d'elles parurent pavilloisées ne pouvait laisser de produire une certaine sensation au milieu de la population suisse, et devait incontestablement être envisagé comme un acte de provocation, surtout dans l'état d'irritation qui règne et dont il ne m'appartient pas d'examiner ici les causes.

D'autres faits se sont passés postérieurement à celui de Vevey,

mais ils se trouvent en liaison étroite avec lui et livrent le plus frappant commentaire de la conduite des bateliers savoisiens en montrant combien l'on est en droit d'attribuer un caractère de provocation à leurs procédés. Le Conseil fédéral ne croit pouvoir les passer sous silence.

A Genève, le 8 septembre 1860, à cinq heures moins un quart du soir, est sortie du port, côté des Eaux-Vives, la barque *la Colombe*, patron Sache fils cadet, avec flamme et pavillon tricolores. Une fois leur ancre levée et environ deux cents mètres avant la sortie du port, ils ont hissé ces couleurs aux cris de *Vive la France* et *A bas la Suisse!* etc., cris entendus d'un bon nombre de personnes, soit étrangères, soit du pays.

Le 17 septembre, le même patron Sache se rendit à Lutry, localité vaudoise, et y engagea, en leur promettant à boire, quelques ouvriers savoisiens, employés au chemin de fer, à transporter un drapeau aux couleurs françaises jusqu'à l'auberge de la Couronne. Ce qui fut immédiatement exécuté et avec une grande ostentation. Sache lui-même suivit cette troupe quelques instants après, se livra à des déclamations bruyantes dans l'auberge, et exprima hautement sa satisfaction sur ce qui s'était passé le 5 du même mois à Vevey, et qui fait l'objet de la note de Votre Excellence du 8 du mois passé.

Les habitants de Lutry se trouvaient en grande partie occupés aux travaux de la campagne, et c'est grâce à cette circonstance qu'un conflit inévitable n'a pas eu lieu; car tous les témoins s'accordent à déclarer et tout porte à croire que le patron Sache et consorts ne pouvaient pas avoir d'autre intention que de provoquer et d'amener sciemment une querelle.

Il ne saurait échapper à Votre Excellence que les actes qui ont eu lieu à Vevey, à Genève et à Lutry, constituent une manière d'agir qui mérite en tout cas un blâme sévère. Le Gouvernement français ne saurait voir d'un œil indifférent que l'on excite de propos délibéré une population paisible par de semblables manifestations et que l'on trouble sans aucun motif les rapports d'amitié et de bon voisinage qui ont si heureusement subsisté entre les deux populations depuis les temps les plus reculés.

En ce qui concerne une insulte au pavillon national de la France, le Conseil fédéral doit se référer à ce qu'il a eu l'honneur d'exposer à Votre Excellence dans sa récente note verbale au sujet de l'incident survenu à Genève le 31 août,

De même que la première société venue ou un particulier quelconque, ne peuvent pas avoir la prétention de représenter leur nationalité dans un pays étranger, de même un pavillon arboré par des individus qui n'ont qu'un caractère privé, ne saurait prétendre au

respect accordé, d'après les principes du droit international, au pavillon d'un personnage revêtu d'un caractère officiel, respect dont la Suisse ne se départira jamais.

Il y a donc évidemment lieu à établir une distinction entre un pavillon ou drapeau qui ne peut prétendre au caractère de la représentation d'une nationalité étrangère et le drapeau ou le pavillon de la personnalité officielle qui a la mission et l'honneur de représenter sa nationalité.

Le Conseil fédéral est loin de vouloir pallier des excès tels que ceux commis à Vevey du côté de la population, quels que soient d'ailleurs les sentiments louables qui ont pu se trouver en jeu.

Il a eu aussi l'honneur d'informer ultérieurement Votre Excellence que la justice aura son cours et que, d'après une décision du juge d'instruction vaudois, neuf personnes, y compris le patron Sache, ont été déférés au tribunal de police pour trouble de la paix publique, en application de l'article 15 du Code pénal.

Il est vrai de dire que quelques-uns des inculpés ont exercé un recours contre cet arrêt; mais quoi qu'il en soit, l'affaire, pour autant qu'elle rentre sous l'empire des lois pénales, se trouve maintenant entre les mains de l'autorité judiciaire.

Le Conseil fédéral ne manquera pas de porter dans son temps le résultat final de l'intervention judiciaire à la connaissance de Votre Excellence.

Agréez, etc.

Berne, le 26 octobre 1860.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

*Le président de la Confédération.*

F. FREY-HEROSÉE.

*Le chancelier de la Confédération.*

SCHIESS.

---

**Note de l'Ambassadeur de France en Suisse au président  
de la Confédération suisse.**

Monsieur le Président,

Le Gouvernement de l'Empereur a été informé des scènes déplorables qui ont eu lieu à Sion le 27 septembre dernier lors de l'inauguration du chemin de fer.

Cette nouvelle insulte dont le drapeau français a été l'objet rend indispensable, de la part du Gouvernement fédéral, une démarche qui témoigne qu'il réproouve hautement les sentiments hostiles qu'une

partie de la population, égarée par d'injustes provocations, entretient à notre égard.

Je viens donc, monsieur le Président, réclamer de Votre Excellence des mesures décisives pour que les auteurs de cette coupable manifestation soient recherchés et punis sans retard.

Votre Excellence comprendra, j'espère, combien il est désirable que de nouveaux délais apportés aux justes satisfactions qui nous sont dues ne viennent pas porter une regrettable atteinte aux bonnes relations qu'il importe de maintenir entre les deux pays.

Agréez, je vous prie, monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Berne, le 9 octobre 1860.

*L'Ambassadeur de France,*

TURGOT.

---

**Note du Conseil fédéral en réponse à celle de l'ambassadeur de France.**

Le Conseil fédéral suisse a eu l'honneur de recevoir la note que S. Exc. M. l'Ambassadeur de France lui a adressée sous la date du 9 octobre, pour porter à sa connaissance une nouvelle insulte dont, suivant elle, le drapeau français aurait été l'objet à Sion. Son Excellence trouve que cette insulte rend indispensable, de la part du Gouvernement fédéral, une démarche qui témoigne qu'il réproouve hautement les sentiments hostiles qu'une partie de la population, égarée par d'injustes provocations, entretient à l'égard de la France, et elle réclame des mesures décisives pour que les auteurs de cette coupable manifestation soient recherchés et punis sans retard, en ajoutant que de nouveaux délais apportés aux justes satisfactions dues à la France ne pourraient que porter une regrettable atteinte aux bonnes relations qu'il importe de maintenir entre les deux pays.

Le Conseil fédéral a déjà eu, le 30 septembre, connaissance de l'événement arrivé à la gare de Sion le 27 du même mois, par un rapport oral de M. le président du conseil d'État du canton du Valais, et il a reçu à cette occasion l'assurance qu'il serait immédiatement procédé, conformément aux lois du canton, contre les auteurs de faits assurément regrettables.

Le 5 octobre déjà, le conseil d'État du Valais a publié un appel au pays pour témoigner hautement sa désapprobation au sujet de pareils actes commis par des individus isolés et pour en prévenir le renouvellement à l'avenir. Il a de plus dénoncé aux tribunaux compétents les auteurs de ces désordres, dans lesquels il a vu une résistance répréhensible à la loi et aux autorités chargées de la faire respecter.

Ce gouvernement a cru que c'étaient les seules mesures à prendre dans une affaire qui ne pouvait revêtir aucun caractère international, et sur laquelle la Société du chemin de fer ne lui avait adressé aucune plainte. Et cette société, qui a déployé les drapeaux à Sion, ne peut pourtant être considérée que comme une société suisse. Ses droits se basent sur une concession suisse ; elle travaille jusqu'à ce jour exclusivement sur notre territoire ; elle est placée sous la protection de nos lois, et c'est donc aux autorités suisses qu'elle devait s'adresser si elle se croyait lésée dans ses droits ou dans sa propriété.

Le Conseil fédéral, qui partageait la manière de voir du gouvernement valaisan, pensait que l'affaire de Sion avait trouvé une solution juste, simple et définitive par les mesures émanées de ce gouvernement.

La dépêche précitée de M. l'Ambassadeur de France lui a fait voir qu'il n'en était pas ainsi, mais que des rapports erronés et exagérés devaient avoir provoqué cette communication. Ce n'est que de cette manière que le Conseil fédéral saurait se l'expliquer, d'autant plus qu'il ressort des déclarations de personnes présentes à l'événement et tout à fait impartiales et dignes de créance, qu'un seul drapeau tricolore doit avoir été arraché du train, puis replacé immédiatement, que c'était un drapeau aux couleurs italiennes et nullement aux couleurs françaises. Des témoins très-honorables affirment l'exactitude de cette circonstance, et la plainte de M. le marquis de Turgot tomberait dès lors d'elle-même comme n'ayant plus d'objet.

Mais en supposant même qu'un drapeau aux couleurs françaises eût été enlevé de la locomotive, le Conseil fédéral ne saurait point voir là un cas de nature à provoquer une intervention diplomatique. Le Conseil fédéral ne peut considérer les drapeaux étrangers arborés sur le territoire suisse par des particuliers, des sociétés ou des réunions d'individus, sans caractère officiel et sans autorisation fédérale, que comme un objet d'ornement, choisi dans ce but par les personnes qui les arborent, ayant droit au même respect que toute propriété privée, mais auquel on ne pourrait jamais accorder un caractère international ou y voir une représentation de la nation qui porte ces couleurs.

Si l'on recherchait la principale cause de l'événement du 27 septembre, on la trouverait sans doute dans les actes de la société elle-même, qui, au lieu d'obtempérer à l'invitation officielle que le gouvernement valaisan lui a envoyée par un courrier exprès de s'abstenir d'admettre dans la décoration du train tout signe qui pût donner lieu ou prétexte à des démonstrations désagréables, se mit à discuter si elle voulait ou non se soumettre à cet avis du gouvernement et se décida enfin à n'y pas obtempérer, c'est-à-dire qu'elle fit ainsi une provocation certainement bien regrettable.



Le Conseil fédéral déplore l'esprit d'irritation qui s'est manifesté dans une partie des populations de la frontière des deux pays, ainsi que les actes qui de part et d'autre en ont déjà été la conséquence ; mais ce n'est pas la Suisse qui est dans le cas de se reprocher aucun fait qui ait pu amener un pareil état de choses, et personne ne désire plus que le Conseil fédéral le retour des anciens rapports.

Mais il serait pour cela urgent que, dès à présent, on écartât des deux côtés tout ce qui pourrait exciter les susceptibilités et qu'on évitât d'attacher réciproquement de l'importance à des manifestations isolées, œuvre de quelques individus seulement, et que les autorités du pays et l'immense majorité des habitants désapprouvent.

Le Conseil fédéral, en donnant ces explications à M. le Chargé d'affaires de France, saisit d'ailleurs cette occasion pour exprimer à M. le comte de Massignac l'assurance de sa parfaite considération.

Berne, le 7 novembre 1860.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le président de la Confédération,*

P. FREY-HEROSÉE.

*Le chancelier de la Confédération,*

SCHIESS.

DÉPÊCHES DE M. A. TOURTE, MINISTRE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE A TURIN<sup>1</sup>, RELATIVEMENT A L'INCIDENT DES ANCIENS SOLDATS SUISSES DOMICILIÉS A NAPLES.

**Lettre de M. Tourte au président de la Confédération suisse. •**

Turin, le 19 juillet 1861.

Monsieur le président,

Je regrette d'avoir à vous apprendre que le baron Ricasoli, ministre des affaires étrangères, m'a fait savoir que le gouvernement italien était résolu à retirer la permission accordée aux Suisses qui étaient récemment au service de François II de rester à Naples, bien que cette condition ait été stipulée dans la capitulation.

Le général Cialdini et M. Ponza di San-Martino ont demandé la révocation de cette permission, parce qu'ils sont convaincus que nos concitoyens se trouveront placés dans une situation difficile, l'animosité du peuple les désignant comme les agents de François II dans le passé et probablement dans l'avenir.

J'ai énergiquement protesté contre cette résolution, et, à cet effet, j'ai écrit au ministre une lettre dont vous trouverez la copie ci-incluse. Malheureusement, je crains que nos compatriotes ne

1. La *Gazette officielle* de Turin du 5 août a publié toute la correspondance entre M. Tourte et le cabinet de Turin, qui a commencé le 24 avril. Nous n'en donnons que les pièces les plus importantes qui suffisent à faire comprendre la portée du différend.

manifestent quelquefois très-imprudemment leurs sympathies. Par exemple, un consul (prussien) qui est généralement connu comme un réactionnaire, a donné un grand dîner le jour où il a appris la mort du comte de Cavour. Tous les invités, à l'exception de sept ou huit Suisses, ont eu le bon sens de s'abstenir de venir. Ceux qui ont cru devoir se rendre à cette invitation étaient, sans aucun doute, dans leur droit, mais il n'était pas prudent de leur part d'agir ainsi, alors que Chiavone était entré en campagne et qu'on annonçait tous les jours le retour de l'ex-roi. L'ambassadeur de l'État au nom duquel agit ce consul a adressé sur ce sujet à son gouvernement une dépêche dans laquelle il blâme sévèrement la conduite du consul. Cette dépêche m'a été communiquée.

Recevez, etc.

A. TOURTE.

---

**Note de M. Tourte au baron Ricasoli.**

Turin, le 17 juillet 1861.

Monsieur le président,

J'ai été douloureusement surpris d'apprendre de votre bouche que le gouvernement italien aurait peut-être changé la décision que M. le comte de Cavour m'avait depuis longtemps communiquée et que vous m'aviez confirmée, de permettre, même à l'avenir, aux anciens soldats de l'ex-roi des Deux-Siciles d'habiter Naples, tant qu'ils ne se mêleraient pas de la politique du pays.

J'avais donné connaissance de cette décision aux parties intéressées, qui en avaient accueilli la nouvelle avec des expressions de reconnaissance et s'étaient engagés, sur l'honneur, à ne prendre aucune part aux mouvements suscités par le gouvernement déchu.

Et j'avais donné communication de la même nouvelle au Conseil fédéral, qui a grandement à cœur que tous les citoyens suisses puissent jouir dans toute l'Italie des droits de libre séjour, garantis par le traité de commerce du 18 juin 1858 entre la Sardaigne et la Suisse, tant qu'ils ne se seront pas rendus coupables de quelque action blâmable.

Pour que l'on puisse modifier une décision prise par deux ministres, il faut que l'on ait de très-graves raisons à invoquer; car mes concitoyens, forts de leurs bonnes intentions et convaincus que leur conduite ne nuit à personne, ne peuvent croire qu'ils ne sont pas en sûreté au milieu d'une population qui, par ce que j'en sais du moins, n'a fait contre eux aucune démonstration, et l'on ne pourra jamais leur faire croire qu'une mesure qui les ruine puisse avoir été inspirée par l'intention de leur faire du bien.

Je crois donc avoir le droit de vous demander quelles sont les raisons (de quelque nature qu'elles puissent être) qui ont motivé une semblable mesure, et, bien que je ne puisse pas prétendre prononcer

un jugement, eu égard à l'état exceptionnel où se trouve la province de Naples, je pourrai au moins expliquer au Conseil fédéral les motifs de ce changement imprévu de résolution, qui frappe de ruine tant d'honorables existences. Et, en effet, parmi ceux qui sont atteints par cette mesure, il se trouve un bon nombre de vétérans domiciliés en Italie depuis vingt ou trente ans, dont tous les intérêts sont dans ce pays et qui, ne possédant en Suisse aucune source de revenu ne sont plus en état, à cause de leur âge avancé, de s'y créer des moyens d'existence, et dont la pension calculée d'après le bon marché des vivres à Naples, serait tout à fait insuffisante pour leur entretien en Suisse.

Je prie, en conséquence, le gouvernement de Sa Majesté de ne recourir, qu'en cas de nécessité, à une mesure qui, j'en ai la conviction, serait jugée bien cruelle en Suisse, où la population est accoutumée à trouver dans les rapports internationaux avec l'Italie une grande cordialité, si l'on ne pouvait citer des faits qui la justifient comme une de ces nécessités exceptionnelles que la bonne politique impose quelquefois à un gouvernement.

Je prie instamment le gouvernement du roi de vouloir prendre en considération que les hommes dont il est question, tous soldats, qui n'avaient d'autre profession que celle des armes, auraient couru risque de perdre la pension acquise au prix de tant de fatigues, et le seul soutien de leur vieillesse, s'ils n'avaient pas suivi l'ex-roi de Naples à Gaëte.

Il n'y aura certainement personne qui veuille nier le droit d'expulser d'un pays, dont la tranquillité serait menacée par ses intrigues, celui d'entre les anciens soldats suisses qui aurait donné des raisons fondées de soupçon même le plus léger. Mais il semblera à tous que c'est une mesure bien dure que celle par laquelle on veut frapper tous ces soldats de la peine de l'exil, sans distinguer les coupables d'avec les innocents, à peine un mois après l'époque où leur a été accordée la permission de rester à Naples.

Permettez-moi, Monsieur le président, de vous rappeler comment, sans les deux décrets de l'ancienne diète et de l'Assemblée fédérale, par lesquels il a été défendu aux Suisses de faire des capitulations et de prendre du service à l'étranger, il serait permis de croire que la révolution par suite de laquelle les Deux-Siciles ont été annexées au royaume d'Italie, n'aurait peut-être pas pu s'accomplir avec autant de facilité. L'Italie peut, en conséquence, être reconnaissante, sous ce rapport, envers la Suisse, qui n'a pas hésité à sacrifier à un principe libéral les intérêts de quinze mille de ses enfants.

La Suisse peut donc, avec un plein droit, demander que ses nationaux soient, dans le cas présent, traités plus favorablement que

les autres pays qui ont favorisé de toutes leurs forces le recrutement pour les troupes étrangères destinées au service de l'ex-roi de Naples.

Dans l'espoir que le gouvernement du roi trouvera le moyen ou de retarder ou d'adoucir les résolutions dont Votre Excellence a bien voulu me donner communication, je prie Votre Excellence, etc.<sup>1</sup>.

*Signé : A. TOURTE.*

---

**Note de S. Exc. le ministre des affaires étrangères  
à l'envoyé suisse.**

Turin, 22 juillet 1861.

J'ai reçu en son temps la note que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 7 courant<sup>2</sup> au sujet des réclamations des sujets suisses au service de l'ex-roi de Naples, que le conseil fédéral vous a chargé d'appuyer.

J'ai maintenant l'honneur de vous transmettre, monsieur le ministre, copie de la réponse que le ministère de la guerre vient de me faire sur les différentes questions qu'elle contenait.

Comme vous verrez par cette pièce, le gouvernement du roi adhère aux demandes exprimées dans vos numéros 1, 3 et 4; c'est-à-dire : 1° à étendre le bénéfice de la capitulation de Gaëte aux militaires étrangers qui, à l'époque de sa signature, se trouvaient éloignés de la place avec permission régulière; 2° à leur conserver les pensions dont ils se trouvent pourvus, quoiqu'elles soient accidentellement supérieures à celles prévues par la capitulation susdite, bien entendu toutefois qu'elles leur aient été accordées régulièrement, et avant le 7 septembre; 3° enfin, à maintenir aux décorés les pensions auxquelles ils peuvent avoir droit d'après les statuts des ordres dont ils portent les enseignes.

La note du ministère de la guerre vous expliquera catégoriquement les motifs qui empêchent au gouvernement italien de faire droit aux sept autres demandes.

Veuillez agréer, etc.

RICASOLI.

1. Il résulte d'une dépêche du ministre de l'intérieur, du 28 juillet, que la mesure d'expulsion a été maintenue comme mesure générale, mais avec la faculté d'introduire des exceptions en faveur des individus que leur situation particulière rendrait dignes d'une tolérance de continuation de séjour à Naples.

2. La note du 7 juillet portait sur des points d'un intérêt secondaire dont les principaux, relatifs à la capitulation de Gaëte (t. I, p. 345), sont énumérés dans la réponse du 22 juillet. Les sept autres, exposés dans la note du 7 juillet et dans la réponse du ministère de la guerre du 18, ont trait à des détails de solde qui ne valent pas la peine d'être reproduits.

# TABLES DES MATIÈRES

## DU TROISIÈME VOLUME.

### I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
a) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.....	465
b) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc.....	468

### II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

c) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.....	472
d) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc.....	475

## I

### TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

#### (a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

1851.	
Juillet... 25. <b>Chine, Russie.</b> Traité de commerce.....	321
1857.	
Décembre. 3. <b>Belgique France.</b> Convention de poste. ....	211
1859.	
Août.... 24. <b>Espagne Maroc.</b> Convention étendant les limites de la juridic- tion de Melilla et consacrant l'adoption des mesures nécessaires à la sécurité des présides espagnoles sur la côte d'Afrique.....	332
1860.	
Janvier... 23 <b>France, Grande-Bretagne.</b> Traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne, avec les actes qui s'y rattachent :	
— 23. 1° Traité de commerce.....	5
— 24. 2° Rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics à l'Empereur.	12
Février... 25. 3° Article additionnel au traité du 23 janvier.....	40
Juin..... 27. 4° Deuxième article additionnel.....	41
— 9. 5° Circulaire du directeur général des douanes transmissive du traité du 23 janvier et d'instructions relatives à l'importation de la houille et du coton britanniques.....	42
Septembre. 29. 6° Décret impérial fixant le tarif des fers, fontes et aciers d'origine et de manufacture britanniques, en date du 29 septembre 1860..	45



	1860.	Pages.
Octobre... 2.	7° Circulaire du directeur général des douanes sur le décret du 29 septembre 1860.....	46
— 12.	8° Convention supplémentaire au traité de commerce.....	50
— 26.	9° Décret impérial indiquant les marchandises d'origine et de manufacture britanniques auxquelles les droits d'entrée établis par la convention du 12 octobre sont applicables à partir du 1 <sup>er</sup> novembre 1860,.....	57
— 28.	10° Décret impérial pour soumettre à différentes surtaxes les marchandises d'origine et de manufacture britanniques inscrites dans le traité du 23 janvier 1860, importées autrement que par navires français ou britanniques.....	61
— 28.	11° Décret impérial qui détermine les ports par lesquels seront importées les marchandises d'origine et de manufacture britanniques dénommées dans la convention du 12 octobre.....	62
— 29.	12° Circulaire du directeur général des douanes portant promulgation de la première convention supplémentaire et des tarifs annexés.....	ib.
— 30.	13° Deuxième convention supplémentaire.....	85

## 1861.

Février.... 2.	14° Circulaire du directeur général des douanes sur l'extension du bénéfice du traité du 23 janvier et des deux conventions supplémentaires pour son exécution aux îles normandes.....	96
— 15.	15° Circulaire du directeur général des douanes portant que les cylindres en cuivre rouge, de fabrique anglaise, destinés pour la gravure, et n'ayant reçu qu'une main-d'œuvre déterminée, doivent suivre le régime afférent au cuivre de première fusion originaire et importé du Royaume-Uni.....	97
Avril.... 18.	16° Circulaire du directeur général des douanes sur la validité des certificats d'origine délivrés par les douanes anglaises.....	98
Mai..... 3.	17° Circulaire du directeur général des douanes pour expliquer le tarif des tubes de fer et des fils de fer.....	99
— 29.	18° Décret impérial qui déclare applicables à la Grande-Bretagne les dispositions du traité de commerce conclu le 1 <sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique.....	102
— 29.	19° Décret impérial qui ouvre plusieurs ports et bureaux des douanes à l'importation des fils de coton du n° 143 métrique et au-dessus, et des fils de laine longue tordus et grillés.....	103
— 29.	20° Décret impérial relatif à l'importation des tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur (exécution de l'article 4 de la convention complémentaire avec la Grande-Bretagne, du 16 novembre 1860 et de l'article 27 du traité avec la Belgique, du 1 <sup>er</sup> mai 1861). ..	104
— 31.	21° Circulaire du directeur général des douanes relative au décret qui applique à l'Angleterre les dispositions du traité de commerce avec la Belgique.....	ib.

## 1860.

Avril.... 11.	Chili, France. Convention pour l'extradition réciproque des mal-fauteurs.....	325
— 26.	Espagne, Maroc. Traité de paix.....	328

## 1861.

Avril.... 4.	France, Prusse. Convention entre la France et la Prusse pour l'établissement d'un canal international des houillères de la Sarre. ..	334
— 6.	France, Russie. Convention relative à la garantie réciproque de la propriété littéraire.....	337
— 29.	France, Turquie. Traité de commerce.....	341

	1861.	Pages.
Mai.....	1. <b>Belgique, France.</b> Traité de commerce entre la France et la Belgique, avec les pièces qui s'y rattachent.....	161
—	1. 1 <sup>o</sup> Traité de commerce.....	161
—	1. 2 <sup>o</sup> Tarif <i>A</i> des droits à l'entrée en France, annexé au traité du 1 <sup>er</sup> mai 1861.....	171
—	1. 3 <sup>o</sup> Tarif <i>B</i> des droits à l'entrée en Belgique, annexé au traité du 1 <sup>er</sup> mai 1861.....	187
—	1. 4 <sup>o</sup> Tarif <i>C</i> des droits à la sortie de France, annexé au traité du 1 <sup>er</sup> mai 1861.....	194
—	1. 5 <sup>o</sup> Tarif <i>D</i> des droits à la sortie de Belgique, annexé au traité du 1 <sup>er</sup> mai 1861.....	195
—	1. 6 <sup>o</sup> Convention de navigation.....	196
—	1. 7 <sup>o</sup> Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle.....	203
—	1. 8 <sup>o</sup> Articles additionnels à la convention de poste du 3 décembre 1857.....	211
—	1. 9 <sup>o</sup> Déclaration signée le 27 mai 1861 et interprétative de l'article 2 de la convention littéraire, artistique et industrielle conclue le 1 <sup>er</sup> du même mois.....	ib.
—	29. 10 <sup>o</sup> Décret impérial qui ouvre plusieurs ports et bureaux de douanes à l'importation des fils de coton du n <sup>o</sup> 143 et au-dessus, et des fils de laine tordus et grillés.....	216
—	29. 11 <sup>o</sup> Décret impérial relatif à l'importation des tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur (exécution de l'article 4 de la convention complémentaire avec la Grande-Bretagne, du 16 novembre 1860, et de l'article 27 du traité avec la Belgique, du 1 <sup>er</sup> mai 1861).....	217
—	29. 12 <sup>o</sup> Décret impérial relatif à l'exécution des tarifs établis tant à l'importation de Belgique en France qu'à l'exportation de France en Belgique par le traité de commerce conclu le 1 <sup>er</sup> mai 1861, en date du 29 mai 1861.....	ib.
—	29. 13 <sup>o</sup> Décret impérial qui détermine les modifications que la convention conclue le 1 <sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique, apporte à la législation générale en matière de douane.....	220
—	29. 14 <sup>o</sup> Décret impérial qui fixe les surtaxes auxquelles seront soumises les marchandises d'origine et de manufacture belges inscrites dans le traité conclu le 1 <sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique, importées autrement que par terre ou par navires français ou belges.....	222
—	29. 15 <sup>o</sup> Décret impérial portant que les marchandises d'origine et de manufacture belges dénommées dans le traité du 1 <sup>er</sup> mai 1861 seront, selon les catégories auxquelles elles appartiennent, importées par les bureaux de la frontière de terre ou par les ports désignés par les lois et règlements des douanes.....	ib.
—	31. 16 <sup>o</sup> Circulaire du directeur général des douanes portant transmission du traité de commerce et des conventions conclus le 1 <sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique.....	223

(b) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1846.

Décembre 29,	<b>États-Unis.</b> Lettre de M. Buchanan, secrétaire d'État, à sir Pakenham, ministre de la Grande-Bretagne, lui donnant communication des instructions envoyées le 24 décembre par M. Mason, secrétaire d'État pour la marine, aux commandants des forces navales des États-Unis dans l'océan Pacifique, au sujet des principes des États-Unis en matière de blocus effectif.....	440
--------------	--	-----

1860.

Septembre. 8.	<b>France.</b> Note du marquis de Turgot, ambassadeur de France en	
---------------	--	--

	1860.	Pages.
	Suisse au président de la Confédération helvétique concernant les incidents survenus à Vevey par rapport au pavillon français. 454	
Octobre.. 26.	<b>Confédération suisse.</b> Note du conseil fédéral au marquis de Turgot concernant les démonstrations de Vevey.....	455
— 9.	<b>France.</b> Note du marquis de Turgot au président de la Confédération suisse sur l'incident de Sion lors de l'inauguration du chemin de fer.....	458
Novembre. 7.	<b>Confédération suisse.</b> Réponse du conseil fédéral à la note du marquis de Turgot en date du 9 novembre.....	459
	1861.	
Mars.....	<b>Russie.</b> Rapport secret sur le royaume de Pologne, présenté à l'Empereur par M. Tymnowski, ministre d'État, à la suite de l'adresse signée à Varsovie le 28 février.....	149
— 29.	<b>Suède.</b> Dépêche de M. le comte de Manderström, ministre des affaires étrangères, au comte de Platen, ministre de Suède à Londres, en faveur du Danemark, dans la question des duchés..	311
Avril.... 14.	<b>Italie.</b> Lettre de François II au ministre d'Espagne à Naples, lui donnant acte de ses conseils en faveur des réformes à introduire dans le royaume des Deux-Siciles .....	445
— 17.	<b>États-Unis de l'Amérique.</b> Dépêche de M. Faulkner, ministre des États-Unis à Paris, à M. W. Seward, secrétaire d'État, rendant compte d'une conversation avec M. Thouvenel, au sujet des suites de la rupture de l'union et d'une reconnaissance éventuelle des États confédérés, par la France.....	127
— 23.	<b>États confédérés d'Amérique.</b> Proclamation du gouverneur de la Géorgie, interdisant le payement des dettes au gouvernement de Washington, aux États et aux particuliers du Nord, et invitant à en déposer le montant dans les caisses de l'État de Géorgie. 120	
—	<b>États confédérés d'Amérique.</b> Texte des lettres de marque délivrées par le président Jefferson Davis.....	122
— 24.	<b>Russie.</b> Rescrit de l'empereur Alexandre adressé au sénateur Gripenberg, président du comité permanent des États de Finlande, complétant le rescrit impérial du 10 avril....	310
— 27.	<b>États-Unis.</b> Lettre de M. Seward, secrétaire d'État, à lord Lyons, ministre de la Grande-Bretagne à Washington, en lui communiquant la proclamation de blocus du Président des États-Unis....	437
— 28.	<b>Italie.</b> Déclaration de François II, qu'il est étranger aux troubles des provinces napolitaines, et exposé de la situation de ces provinces.....	446
— 29.	<b>Grande-Bretagne.</b> Lettre de lord Lyons à M. Seward, secrétaire d'État, en réponse à la lettre de M. Seward, l'avisant de l'intention du gouvernement de Washington d'établir un blocus.....	437
— 30.	<b>États-Unis.</b> Formule d'une notification spéciale de blocus.....	442
Mai..... 1.	<b>Turquie.</b> Proclamation d'Omer-Pacha aux habitants de l'Herzégovine, contenant la liste des concessions du Sultan à la population chrétienne de la province.....	157
—	<b>États romains.</b> Circulaire du cardinal Antonelli aux membres du Corps diplomatique, à Rome, portant à sa connaissance que le Saint-Siège ne reconnaîtra pas la validité des aliénations des biens de mainmorte situés dans ses anciennes provinces.....	125
— 2.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Lyons à lord John Russell, rendant compte de ses conférences et de sa correspondance avec M. Seward, au sujet de l'établissement du blocus.....	438
— 2.	<b>États-Unis.</b> Lettre de M. Seward à M. Tassara, ministre d'Espagne, le rassurant au sujet des règles qui seront suivies dans le blocus.....	443

1861.

Pages.

Mai.....	3. <b>Brésil.</b> Discours prononcé à l'ouverture des Chambres par l'empereur don Pedro.....	115
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Lyons à lord John Russell, rendant compte de ses conférences avec M. Seward et du refus de ce dernier de donner communication des instructions relatives au blocus.....	442
—	4. <b>États-Unis d'Amérique.</b> Instructions envoyées par M. Seward, secrétaire d'Etat, à M. William Dayton, ministre des États-Unis à Paris en remplacement de M. Faulkner, et l'avisant que le gouvernement de Washington s'opposera par la force à la dissolution de l'Union.....	129
—	9. <b>Autriche.</b> Rescrit impérial relatif à la représentation des confins militaires dans la diète croato-esclavonne.....	107
—	11. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de lord Lyons au contre-amiral Milnes, indiquant les règles qui seront suivies pour le blocus.....	443
—	12. <b>Autriche.</b> Circulaire adressée à toutes les intendances impériales-royales des finances, directions de monnaies, agences de sels, caisses principales, etc., au sujet du mode de vivre à l'égard des ressortissants du royaume d'Italie.....	108
—	15. <b>Autriche.</b> Ordonnance des ministres d'Etat et de la guerre plaçant, en vertu d'une résolution de l'Empereur, les fonctionnaires civils et du ministère des finances en Hongrie, sous la juridiction et la protection des autorités militaires.....	110
—	19. <b>Espagne.</b> Exposé du président du Conseil à la Reine sur l'incorporation à l'Espagne du territoire de la République dominicaine, suivi du décret d'annexion.....	116
—	20. <b>Portugal.</b> Discours d'ouverture de la session des Cortès.....	146
—	20. <b>Italie.</b> Rapport de M. Nigra, sur l'administration des provinces napolitaines, pendant la lieutenance du prince de Carignan....	376
—	21. <b>Italie.</b> Proclamation de M. Ponza di San-Martino à son arrivée à Naples.....	136
—	22. <b>Italie.</b> Proclamation du prince de Carignan à son départ de Naples.....	138
—	25. <b>Italie.</b> Protestation de François II, contre l'emprunt de 500 millions négocié par le gouvernement de Victor-Emmanuel en tant que cet emprunt concerne les Deux-Siciles.....	451
—	25. <b>France.</b> Note de M. Thouvenel à M. Kern, ministre de la Confédération suisse à Paris l'avisant que les sociétés anonymes et commerciales suisses sont mises sur le même pied que les sociétés belges, note suivie du décret impérial y relatif du 11 mai 1861..	299
—	28. <b>Autriche.</b> Note du prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris à M. Thouvenel offrant à la France le concours de l'Autriche et de l'Espagne pour le maintien de la souveraineté pontificale à Rome.....	111
—	28. <b>Espagne.</b> Note de M. Mon, ambassadeur d'Espagne à Paris à M. Thouvenel, offrant à la France le concours de l'Espagne pour le maintien de la souveraineté pontificale à Rome.....	291
—	29. <b>Italie.</b> Note de M. de Cavour à M. Brasser de Saint-Simon, ambassadeur de Prusse à Turin, expliquant les motifs qui ont conduit le gouvernement italien à retirer l'exéquat aux consuls de Bavière, Wurtemberg et Mecklembourg en Italie.....	138
Juin.....	1. <b>Grande-Bretagne.</b> Instruction adressée par lord J. Russell aux lords de l'Amirauté, complétant la déclaration de neutralité du 13 mai dans le conflit des États-Unis et interdisant aux deux partis d'amener leurs prises dans les ports britanniques.....	136
—	5. <b>Prusse.</b> Discours du Roi à la clôture de la session des Chambres, résumant les travaux de la session.....	147

	1861.	Pages.
Juin.....	5. <b>Russie.</b> Ukases de Moscou contenant les ordonnances de réforme dans le royaume de Pologne relatives au conseil d'État, conseils de district, de gouvernement, municipalités, etc.....	408
—	5. <b>Libéria.</b> Note du président de la République au comte de Cavour, reconnaissant le royaume d'Italie.....	304
—	6. <b>France.</b> Réponse de M. Thouvenel aux notes des cours de Vienne et de Madrid du 28 mai, développant la position différente de la France vis-à-vis de l'Italie, de celle des deux puissances, et donnant l'assurance que le gouvernement impérial n'adhérera à aucune combinaison en désaccord avec l'indépendance du Saint-Siège et l'objet de la présence des troupes françaises à Rome....	131
—	9. <b>France.</b> Déclaration de neutralité dans la guerre entre les États-Unis d'Amérique et les États confédérés.....	133
—	9. <b>Turquie.</b> Règlement pour l'administration du Liban, arrêté à Constantinople par le gouvernement du sultan et les représentants des cinq grandes puissances, suivi du protocole contenant une déclaration explicative et complémentaire de la Porte.....	313
—	10. <b>Italie.</b> Protestation de François II contre la fusion des fonds publics des Deux-Siciles avec ceux du Piémont.....	451
—	11. <b>Turquie.</b> Réponse du ministre des affaires étrangères au ministre sarde au sujet du changement de titre du roi Victor-Emmanuel.....	435
—	12. <b>Italie.</b> Discours prononcé à la séance de la Chambre des députés par le baron Ricasoli, président du Conseil, en annonçant la reconstitution du ministère après la mort du comte de Cavour....	140
—	13. <b>Grande-Bretagne.</b> Note adressée au Conseil fédéral par le ministre anglais à Berne au sujet d'un passage du dernier rapport du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale relatif à l'opposition de la Grande-Bretagne à l'annexion de la Savoie à la France.....	370
—	13. <b>Prusse.</b> Note de M. de Schleinitz au ministre prussien à Washington, le chargeant de s'enquérir auprès du gouvernement des États-Unis des principes du droit maritime qui seront suivis à l'égard des neutres durant le conflit avec les États du Sud, suivie d'une ordonnance de M. Von der Heydt, ministre du commerce, en faveur de la neutralité des sujets prussiens dans les affaires des États-Unis.....	306
—	13. <b>Wurtemberg.</b> Rescrit royal adressé à la commission permanente des États, l'avisant qu'à la suite de la résolution de la Chambre des députés du 16 mars 1861 le concordat avec la cour de Rome est retiré.....	158
—	15. <b>France.</b> Dépêche de M. Thouvenel à M. de Rayneval, chargé des affaires de France à Turin, lui annonçant que la France reconnaît Victor-Emmanuel, comme roi d'Italie, et déterminant la portée de cet acte.....	135
—	16. <b>Autriche.</b> Dépêche du comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères au prince de Metternich, ambassadeur à Paris en réponse à la note de M. Thouvenel du 6 juin, prenant acte des assurances tranquillisantes données par M. Thouvenel en faveur de l'indépendance et de la dignité du Saint-Siège.....	113
—	17. <b>Espagne.</b> Décret de neutralité dans le conflit des États-Unis....	293
—	21. <b>Portugal.</b> Note de M. d'Avila, ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires de Victor-Emmanuel à Lisbonne, reconnaissant le royaume d'Italie.....	305
—	21. <b>Italie.</b> Dépêche du baron Ricasoli au comte Gropello, chargé des affaires d'Italie à Paris en l'absence de M. Nigra, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel du 15 juin, exprimant l'espoir d'une solution prochaine de la question romaine.....	143



1861.

Pages.

Juin....	25. <b>Italie.</b> Discours du baron Ricasoli, président du Conseil, à la Chambre des députés, annonçant la reconnaissance par la France du royaume d'Italie.....	145
—	25. <b>Espagne.</b> Dépêche de M. Collantès, ministre des affaires étrangères à M. Mon, ministre d'Espagne à Paris en réponse à la note de M. Thouvenel du 6 juin, expliquant les motifs qui empêchent l'Espagne de reconnaître le royaume d'Italie, et déclarant que tout en n'insistant pas sur le projet de faire examiner la situation du Saint-Siège par les puissances catholiques, l'Espagne se trouvera toujours prête à le reprendre.....	294
—	28. <b>Italie.</b> Circulaire de M. Minghetti, ministre de l'intérieur aux intendants des provinces, contre la signature éventuelle d'une protestation contre l'occupation de Rome par les Français.....	392
—	29. <b>Portugal.</b> Dépêche-circulaire de M. d'Avila aux agents diplomatiques du roi don Pedro les avisant de la reconnaissance du royaume d'Italie par le Portugal, en maintenant cependant au Portugal le droit de faire partie, le cas échéant, d'un congrès chargé de régler l'organisation du nouveau royaume.....	306
—	30. <b>Autriche.</b> Billet autographe de l'Empereur au comte d'Apponyi, président de la chambre des Magnats, accompagnant le rescrit royal de même date.....	286
—	30. <b>Autriche.</b> Rescrit royal repoussant l'adresse de la diète de Pesth telle qu'elle avait été votée le 22 juin, et invitant la diète à soumettre l'adresse sous une forme compatible avec le respect dû à la couronne.....	286
Juillet....	1. <b>Italie.</b> Discours du baron Ricasoli, président du Conseil, prononcé lors de la discussion sur l'emprunt, exposant la politique du gouvernement à l'extérieur et à l'intérieur.....	300
—	1. <b>Turquie.</b> Hatt impérial promulgué par le sultan Abdul-Azis à l'occasion de son avènement.....	318
—	2. <b>Italie.</b> Circulaire de M. Ricasoli aux agents diplomatiques italiens au sujet de l'emprunt de 500 millions.....	394
—	3. <b>Prusse.</b> Proclamation du roi au sujet du couronnement.....	309
—	4. <b>États-Unis.</b> Message du président.....	356
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Discours de lord John Russell en réponse à l'interpellation de M. Kinglake sur la neutralité suisse.....	372
—	6. <b>Turquie.</b> Reconnaissance du royaume d'Italie par la Sublime Porte.....	435
—	5-7. <b>Autriche.</b> Adresse de la diète de Hongrie à l'Empereur, demandant le rétablissement des lois de 1848, contenant en note les modifications adoptées en premier lieu le 22 juin, qui ont motivé le refus de l'Empereur de recevoir l'adresse.....	272
—	5-7-8. <b>Autriche.</b> Résolution adoptée par la chambre des députés le 6, par celle des magnats le 7 de reprendre, sans modifications, le projet primitif d'adresse de M. Deak; envoi le 8 à Vienne de l'adresse ainsi rétablie dans sa forme primitive, paroles prononcées par les présidents des deux Chambres de la diète en présentant l'adresse à l'Empereur, et réponse de Sa Majesté.....	287
—	9. <b>États romains.</b> Protestation du cardinal Antonelli contre l'emprunt italien déclarant que le Saint-Siège n'entend point en reconnaître les effets en ce qui concerne l'État pontifical.....	298
—	13. <b>Autriche.</b> Propositions du comité central de la diète croato-slavonne d'Agram admises en principe par la diète à la majorité de 120 voix contre 3.....	288
—	14. <b>Autriche.</b> Décret de dissolution de la diète d'Istrie, fondé sur son refus d'envoyer des députés au Conseil de l'Empire.....	347
—	14. <b>Turquie.</b> Hatt impérial ordonnant la fusion du Conseil du Tanzimât avec le grand Conseil de justice.....	436
—	17. <b>Confédération suisse.</b> Note de M. Tourie, ministre à Turin,	

	1861.	Pages.
	adressée au baron Ricasoli, au sujet des anciens soldats suisses domiciliés à Naples.....	462
Juillet ... 19.	<b>Confédération suisse.</b> Lettre de M. Tourte au Président de la Confédération, pour lui annoncer la résolution prise par le gouvernement italien relativement aux anciens soldats suisses se rendant à Naples et pour lui envoyer copie de sa protestation au baron Ricasoli.....	461
— 20.	<b>Italie.</b> Proclamation du général Cialdini à son installation en remplacement de M. Ponza di San-Martino.....	396
— 21.	<b>Autriche.</b> Rescrit royal en réponse à l'adresse de la diète de Hongrie.....	347
— 22.	<b>Italie.</b> Lettre de M. Ponza di San-Martino au sénateur Gallina, au sujet de sa démission de lieutenant du Roi à Naples.....	397
— 22.	<b>Italie.</b> Note de M. Ricasoli à M. Tourte, au sujet des soldats suisses à Naples.....	464
— 31.	<b>Italie.</b> Circulaire de M. Ricasoli aux agents diplomatiques italiens contenant un résumé de la session et un exposé de la situation intérieure du royaume d'Italie.....	402

## II

### TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

#### BELGIQUE.

	Pages.
1857, Décembre. 3. <b>France.</b> Convention de poste.....	211
1861, Mai..... 16. <b>France.</b> Traité de commerce entre la Belgique et la France avec les pièces qui s'y rattachent. (Voir à <i>France</i> la liste des pièces annexées).....	161

#### CHILI.

1860, Avril..... 11. <b>France.</b> Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.....	325
---	-----

#### CHINE.

1851, Juillet..... 25. <b>Russie.</b> Traité de commerce.....	321
---	-----

#### ESPAGNE.

1859, Août..... 24. <b>Moroc.</b> Convention étendant les limites de la juridiction de Méliilla et consacrant l'adoption des mesures nécessaires à la sécurité des Présides espagnoles sur la côte d'Afrique..	332
1860, Avril..... 26. <b>Moroc.</b> Traité de paix de Tétouan.....	328

#### FRANCE.

1860, Janvier... 23. <b>Grande-Bretagne.</b> 1. Traité de commerce.....	5
— 24. 2. Rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, à l'Empereur.....	12

1860, Février...	25.	3.	Article additionnel au traité du 23 janvier.....	40
Juin.....	27.	4.	Deuxième article additionnel.....	41
—	9.	5.	Circulaire du directeur général des douanes transmissive du traité du 23 janvier et d'instructions relatives à l'importation de la bouille et du coton britanniques.....	42
Septembre	29.	6.	Décret impérial fixant le tarif des fers, fontes et aciers d'origine et de manufacture britanniques.....	45
Octobre...	2.	7.	Circulaire du directeur général des douanes sur le décret du 29 septembre 1860.....	46
—	12.	8.	Convention supplémentaire au traité de commerce...	50
—	26.	9.	Décret impérial indiquant les marchandises d'origine et de manufacture britanniques auxquelles les droits d'entrée établis par la convention du 12 octobre sont applicables à partir du 1 <sup>er</sup> novembre 1860.....	57
—	28.	10.	Décret impérial pour soumettre à différentes surtaxes les marchandises d'origine et de manufacture britanniques inscrites dans le traité du 23 janvier 1860, importées autrement que par navires français ou britanniques.....	61
—	28.	11.	Décret impérial qui détermine les ports par lesquels seront importées les marchandises d'origine et de manufacture britanniques dénommées dans la convention du 12 octobre.....	62
—	29.	12.	Circulaire du directeur général des douanes portant promulgation de la première convention supplémentaire et des tarifs annexés.....	ib.
—	30.	13.	Deuxième convention supplémentaire.....	85
1861, Février...	2.	14.	Circulaire du directeur général des douanes sur l'extension du bénéfice du traité du 23 janvier et des deux conventions supplémentaires pour son exécution aux îles normandes.....	96
—	15.	15.	Circulaire du directeur général des douanes portant que les cylindres en cuivre rouge, de fabrique anglaise, destinés pour la gravure, et n'ayant reçu qu'une main-d'œuvre déterminée, doivent suivre le régime afférent au cuivre de première fusion originaire et importé du Royaume-Uni.....	97
Avril....	18.	16.	Circulaire du directeur général des douanes sur la validité des certificats d'origine délivrés par les douanes anglaises.....	98
Mai.....	3.	17.	Circulaire du directeur général des douanes pour expliquer le tarif des tubes de fer et des fils de fer.....	99
—	29.	18.	Décret impérial qui déclare applicables à la Grande-Bretagne les dispositions du traité de commerce conclu, le 1 <sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique.....	102
—	29.	19.	Décret impérial qui ouvre plusieurs ports et bureaux de douanes à l'importation des fils de coton du n <sup>o</sup> 143 métrique et au-dessus, et des fils de laine longue tordus et grillés.....	103
1861, —	29.	20.	Décret impérial relatif à l'importation des tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur (exécution de l'article 4 de la convention complémentaire avec la Grande-Bretagne, du 16 novembre 1860 et de l'article 27 du traité avec la Belgique, du 1 <sup>er</sup> mai 1861).....	104
—	31.	21.	Circulaire du directeur général des douanes relative au décret qui applique à l'Angleterre les dispositions du traité de commerce avec la Belgique.....	ib.
Avril.....	11.	22.	Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.....	325

		Pages.
1861, Avril.....	4. <b>Prusse.</b> Convention pour l'établissement d'un canal international des houillères de la Sarre.....	334
—	6. <b>Russie.</b> Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire.....	337
—	29. <b>Turquie.</b> Traité de commerce.....	341
Mai.....	1. <b>1. Belgique.</b> Traité de commerce entre la France et la Belgique avec les pièces qui s'y rattachent.....	161
—	1. <b>2.</b> Tarif A des droits à l'entrée en France, annexé au traité du 1 <sup>er</sup> mai 1861.....	171
—	1. <b>3.</b> Tarif B des droits à l'entrée en Belgique, annexé au traité du 1 <sup>er</sup> mai 1861.....	187
—	1. <b>4.</b> Tarif C des droits à la sortie de France, annexé au traité du 1 <sup>er</sup> mai 1861.....	194
—	1. <b>5.</b> Tarif D des droits à la sortie de Belgique, annexé au traité du 1 <sup>er</sup> mai.....	195
—	1. <b>6.</b> Convention de navigation.....	196
—	1. <b>7.</b> Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle.....	203
—	1. <b>8.</b> Déclaration signée le 27 mai 1861 et interprétation de l'article 2 de la convention littéraire, artistique et industrielle, conclue le 1 <sup>er</sup> du même mois.....	211
—	1. <b>9.</b> Articles additionnels à la convention de poste du 3 décembre 1857.....	16
—	29. <b>10.</b> Décret impérial qui ouvre plusieurs ports et bureaux de douane à l'importation des fils de coton du n° 143 et au-dessus, et des fils de laine longue tordus et grillés....	216
—	29. <b>11.</b> Décret impérial relatif à l'importation des tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur (exécution de l'article 4 de la convention complémentaire avec la Grande-Bretagne, du 16 novembre 1860, et de l'article 27 du traité avec la Belgique du 1 <sup>er</sup> mai 1861).....	217
—	29. <b>12.</b> Décret impérial relatif à l'exécution des tarifs établis tant à l'importation de Belgique en France qu'à l'exportation de France en Belgique par le traité de commerce conclu le 1 <sup>er</sup> mai 1861.....	ib.
—	29. <b>13.</b> Décret impérial qui détermine les modifications que la convention conclue, le 1 <sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, apporte à la législation générale en matière de douane.....	220
—	29. <b>14.</b> Décret impérial qui fixe les surtaxes auxquelles seront soumises les marchandises d'origine et de manufacture belges inscrites dans le traité conclu, le 1 <sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, importées autrement que par terre ou par navires français ou belges.....	222
—	29. <b>15.</b> Décret impérial portant que les marchandises d'origine et de manufacture belges dénommées dans le traité du 1 <sup>er</sup> mai 1861, seront, selon les catégories auxquelles elles appartiennent, importées par les bureaux de la frontière de terre ou par les ports désignés par les lois et règlements des douanes.....	ib.
—	31. <b>16.</b> Circulaire du directeur général des douanes portant transmission du traité de commerce et des conventions conclues le 1 <sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique.....	223

## GRANDE-BRETAGNE.

1860, Janvier...	23. <b>France.</b> Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et la France, avec les pièces qui s'y rattachent. (Voir à France la liste des pièces annexes).....	5
------------------	---	---

MAROC.

		Pages.
1859, Août.....	24. Espagne. Convention étendant les limites de la juridiction de Méhilla et consacrant l'adoption des mesures nécessaires à la sécurité des Préides espagnoles sur la côte d'Afrique.	332
1860, Avril.....	26. Espagne. Traité de paix de Tétouan.....	328

PRUSSE.

1861, Avril.....	4. France. Convention pour l'établissement d'un canal international des houillères de la Sarre.....	334
------------------	---	-----

RUSSIE.

1851, Juillet... 25.	Chine. Traité de commerce.....	321
1861, Avril..... 6.	France. Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire.....	337

TURQUIE.

1861, —	29. France. Traité de commerce.....	341
---------	-------------------------------------	-----

(d) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

1861, Mai.....	9. Rescrit impérial relatif à la représentation des confins militaires dans la Diète croato-sclavonne.....	107
—	12. Circulaire adressée à toutes les intendances impériales-royales des finances, directions des monnaies, agences de sels, caisses principales, etc., au sujet du mode à suivre à l'égard des ressortissants du royaume d'Italie.....	108
—	16. Ordonnance des ministres d'État et de la guerre plaçant, en vertu d'une résolution de l'Empereur, les fonctionnaires civils et du ministère des finances, sous la juridiction et la protection des autorités militaires.....	110
—	28. Note du prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, à M. Thouvenel, offrant à la France le concours de l'Autriche et de l'Espagne pour le maintien de la souveraineté pontificale à Rome.....	111
Juin.....	16. Dépêche du comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères au prince de Metternich, ambassadeur à Paris, en réponse à la note de M. Thouvenel du 6 juin, prenant acte des assurances tranquillissantes données par M. Thouvenel en faveur de l'indépendance et de la dignité du saint-siège.....	113
—	30. Billet autographe de l'Empereur au comte d'Apponyi, président de la Chambre des magnats, accompagnant le rescrit royal de même date.....	286
—	30. Rescrit royal repoussant l'adresse de la Diète de Pesth telle qu'elle avait été votée le 22 juin, et invitant la Diète à soumettre l'adresse sous une forme compatible avec le respect dû à la couronne.....	286
—	5 et 7. Adresse de la Diète de Hongrie à l'Empereur, demandant le rétablissement des lois de 1848, contenant en note les modifications adoptées en premier lieu le 22 juin, qui ont motivé le refus de l'Empereur de recevoir l'adresse.....	272
—	5, 7 et 8. Résolution adoptée par la Chambre des députés le 5, par laquelle des magnats le 7, de reprendre sans modifications le projet primitif d'adresse de M. Deak, envoi le 8 à Vienne de l'adresse ainsi rétablie dans sa forme primitive; paroles	



		Pages.
	prononcées par les présidents des deux Chambres de la Diète en présentant l'adresse à l'Empereur, et réponse de Sa Majesté.....	287
1861, Juin.....	13. Propositions du comité central de la Diète croato-sclavonne d'Agram, admises en principe par la Diète à la majorité de 120 voix contre 3.....	288
Juillet...	14. Décret de dissolution de la Diète d'Istrie, fondée sur son refus d'envoyer des députés au conseil de l'Empire.....	347
—	21. Rescrit royal en réponse à l'adresse de la Diète de Hongrie. ib.	

## BRÉSIL.

1861, Mai.....	3. Discours prononcé à l'ouverture des Chambres par l'empereur don Pedro.....	115
----------------	---	-----

## CONFÉDÉRATION SUISSE.

1860, Octobre...	26. Note du conseil fédéral au marquis de Turgot, concernant les démonstrations de Vevey.....	455
Novembre..	7. Réponse du conseil fédéral à la note du marquis de Turgot, en date du 9 octobre, sur l'incident de Sion lors de l'inauguration du chemin de fer.....	459
1861, Juillet...	17. Note de M. Tourte, ministre à Turin, adressée au baron Ricasoli, au sujet des anciens soldats suisses domiciliés à Naples.....	462
—	19. Lettre de M. Tourte au président de la Confédération, pour lui annoncer la résolution prise par le gouvernement italien relativement aux anciens soldats suisses se rendant à Naples et pour lui envoyer copie de sa protestation au baron Ricasoli.....	461

## ESPAGNE.

1861, Mai.....	19. Exposé du président du conseil à la Reine sur l'incorporation à l'Espagne du territoire de la République dominicaine, suivi du décret d'annexion.....	116
—	28. Note de M. Mon, ambassadeur d'Espagne à Paris, à M. Thouvenel, offrant à la France le concours de l'Espagne pour le maintien de la souveraineté pontificale à Rome.....	291
Juin.....	17. Décret de neutralité dans le conflit des États-Unis.....	293
—	25. Dépêche de M. Collantès, ministre des affaires étrangères, à M. Mon, ministre d'Espagne à Paris, en réponse à la note de M. Thouvenel, du 6 juin, expliquant les motifs qui empêchent l'Espagne de reconnaître le royaume d'Italie, et déclarant que tout en n'insistant pas sur le projet de faire examiner la situation du Saint-Siège par les puissances catholiques, l'Espagne se trouvera toujours prête à le reprendre.....	294

## ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

1861, Avril....	23. Proclamation du gouverneur de la Géorgie, interdisant le payement des dettes au gouvernement de Washington, aux États et aux particuliers du Nord, et invitant à en déposer le montant dans les caisses de l'État de Géorgie....	120
—	Texte des lettres de marque délivrées par le président Jefferson Davis.....	122

## ÉTATS ROMAINS.

1861, Mai.....	Circulaire du cardinal Antonicelli aux membres du corps diplomatique, à Rome, portant à sa connaissance que le Saint-Siège ne reconnaîtra pas la validité des aliénations	
----------------	---	--

Pages.

	des biens de mainmorte situés dans ses anciennes provinces .....	125
1861, Juillet. ....	9. Protestation du cardinal Antonelli contre l'emprunt italien, déclarant que le Saint-Siège n'entend point en reconnaître les effets en ce qui concerne l'État pontifical.....	298

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

1846, Décembre..	29. Lettre de M. Buchanan, secrétaire d'État, à sir Pakenham, ministre de la Grande-Bretagne, lui donnant communication des instructions envoyées le 24 décembre par M. Mason, secrétaire d'État pour la marine, aux commandants des forces navales des États-Unis dans l'océan Pacifique, au sujet des principes des États-Unis en matière de blocus effectif.....	440
1861, Avril .....	17. Dépêche de M. Faulkner, ministre des États-Unis à Paris, à M. Seward, secrétaire d'État, rendant compte d'une conversation avec M. Thouvenel, au sujet des suites de la rupture de l'Union et d'une reconnaissance éventuelle des États confédérés, par la France.....	127
—	27. Lettre de M. Seward, secrétaire d'État, à lord Lyons, ministre de la Grande-Bretagne à Washington, en lui communiquant la proclamation de blocus du Président.....	437
—	30. Formule d'une notification spéciale de blocus.....	442
Mai .....	2. Lettre de M. Seward à M. Tassara, ministre d'Espagne, le rassurant au sujet des règles qui seront suivies dans le blocus.....	443
—	4. Instructions envoyées par M. Seward, secrétaire d'État, à M. William Dayton, ministre des États-Unis à Paris, en remplacement de M. Faulkner, et l'avisant que le gouvernement de Washington s'opposera par la force à la dissolution de l'Union.....	129
Juillet....	4. Message du président Abraham Lincoln.....	356

## FRANCE.

1860, Septembre.	8. Note du marquis de Turgot, ambassadeur de France à Berne, au président de la Confédération helvétique, concernant les incidents survenus à Vevey par rapport au pavillon français.....	454
Octobre....	9. Note du marquis de Turgot au président de la Confédération suisse, sur l'incident de Sion lors de l'inauguration du chemin de fer.....	458
1861, Mai. ....	25. Note de M. Thouvenel à M. Kern, ministre suisse à Paris, l'avisant que les sociétés anonymes et commerciales suisses sont mises sur le même pied que les sociétés belges, note suivie du décret impérial y relatif du 11 mai 1861.....	299
Juin.....	6. Réponse de M. Thouvenel aux notes des cours de Vienne et de Madrid du 28 mai, développant la position différente de la France vis-à-vis de l'Italie de celle des deux puissances, et donnant l'assurance que le gouvernement impérial n'adhérera à aucune combinaison en désaccord avec l'indépendance du Saint-Siège et l'objet de la présence des troupes françaises à Rome.....	131
—	9. Déclaration de neutralité dans la guerre entre les États-Unis d'Amérique et les États confédérés.....	133
—	15. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Rayneval, chargé des affaires de France à Turin, lui annonçant que la France reconnaît Victor-Emmanuel comme roi d'Italie, et déterminant la portée de cet acte.....	135

## GRANDE-BRETAGNE.

		Pages.
1861, Avril....	29. Lettre de lord Lyons à M. Seward, secrétaire d'État, en réponse à la lettre de M. Seward, l'avisant de l'intention du gouvernement de Washington d'établir un blocus.....	437
Mai.....	2. Dépêche de lord Lyons à lord John Russell, rendant compte de ses conférences et de sa correspondance avec M. Seward au sujet de l'établissement du blocus .....	438
Mai .....	4. Dépêche de lord Lyons à lord John Russell, rendant compte de ses conférences avec M. Seward et du refus de ce dernier de donner communication des instructions relatives au blocus.....	442
—	11. Note de lord Lyons au contre-amiral Milnes, indiquant les règles qui seront suivies pour le blocus.....	443
Juin.....	1. Instructions adressées par lord John Russell aux lords de l'Amirauté, complétant la déclaration de neutralité du 13 mai dans le conflit des États-Unis et interdisant aux deux partis d'amener leurs prises dans les ports britanniques.....	136
—	13. Note adressée au Conseil fédéral par M. Harris, ministre anglais à Berne, au sujet d'un passage du dernier rapport du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale relatif à l'opposition de la Grande-Bretagne à l'annexion de la Savoie à la France.....	370
Juillet....	5. Discours de lord John Russell en réponse à l'interpellation de M. Kinglake sur la neutralité suisse.....	372

## ITALIE.

1861, Avril.....	14. Lettre de François II au prince de Sainte-Lucie, ministre d'Espagne à Naples, lui donnant acte de ses conseils en faveur des réformes à introduire dans le royaume des Deux-Siciles.....	445
—	28. Déclaration de François II qu'il est étranger aux troubles des provinces napolitaines, et exposé de la situation de ces provinces.....	446
1861, Mai.....	20. Rapport de M. Nigra sur l'administration des provinces napolitaines pendant la lieutenance du prince de Carignan. 376	
—	21. Proclamation de M. Ponza di San-Martino à son arrivée à Naples.....	136
—	22. Proclamation du prince de Carignan à son départ de Naples.....	138
—	25. Protestation de François II contre l'emprunt de 500 millions négocié par le gouvernement de Victor-Emmanuel, en tant que cet emprunt concerne les Deux-Siciles. ....	451
—	29. Note du comte de Cavour au comte Brassier de Saint-Simon, ambassadeur de Prusse à Turin, expliquant les motifs qui ont conduit le gouvernement italien à retirer l'exéquatur aux consuls de Bavière, Wurtemberg et Meklembourg en Italie.....	138
1861, Juin.....	10. Protestation de François II contre la fusion des fonds publics des Deux-Siciles avec ceux du Piémont.....	451
—	12. Discours prononcé à la séance de la Chambre des députés par le baron Ricasoli, président du Conseil, en annonçant la reconstitution du ministère après la mort du comte de Cavour.....	140
—	21. Dépêche du baron Ricasoli au comte de Gropello, chargé des affaires d'Italie à Paris en l'absence de M. Nigra, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel du 15 juin, expri-	



Pages.

		mant l'espoir d'une solution prochaine de la question romaine .....	143
1861, Juin .....	25.	Discours du baron Ricasoli, président du Conseil à la Chambre des députés, annonçant la reconnaissance par la France du royaume d'Italie.....	145
—	28.	Circulaire de M. Minghetti, ministre de l'intérieur aux gouverneurs et intendants de pr. vinces contre la signature éventuelle d'une protestation contre l'occupation de Rome par les Français.....	392
Juillet....	1.	Discours du baron Ricasoli, président du Conseil, prononcé lors de la discussion sur l'emprunt, exposant la politique du gouvernement à l'extérieur et à l'intérieur.....	300
—	2.	Circulaire du baron Ricasoli aux agents diplomatiques du royaume d'Italie à l'étranger, au sujet de l'emprunt de 500 millions.....	394
—	20.	Proclamation du général Cialdini à son installation à Naples en remplacement de M. Ponza de San-Martino .....	396
—	22.	Lettre de M. Ponza de San-Martino au sénateur Gallina, au sujet de sa démission de lieutenant du roi à Naples.....	397
—	22.	Note de M. Ricasoli à M. Tourte, au sujet des soldats suisses à Naples.....	464
—	31.	Circulaire de M. Ricasoli aux agents diplomatiques du royaume d'Italie à l'étranger, contenant un résumé de la session et de la situation intérieure du royaume d'Italie.	402

## LIBÉRIA.

1861, Juin.....	5.	Note du président de la République au comte de Cavour, reconnaissant le royaume d'Italie.....	304
-----------------	----	---	-----

## PORTUGAL.

1861, Mai.....	20.	Discours d'ouverture de la session des Cortès.....	146
Juin.....	21.	Note de M. d'Avila, ministre des affaires étrangères, au chargé d'affaires du roi Victor-Emmanuel à Lisbonne, reconnaissant le royaume d'Italie.....	305
—	29.	Dépêche-circulaire de M. d'Avila aux agents diplomatiques du roi dom Pedro, les avisant de la reconnaissance du royaume d'Italie par le Portugal, en maintenant cependant au Portugal le droit de faire partie, le cas échéant, d'un congrès chargé de régler l'organisation du nouveau royaume.....	306

## PRUSSE.

1861, Juin .....	5.	Discours du Roi à la clôture de la session des Chambres, résumant les travaux de la session.....	147
—	13.	Note de M. de Schleinitz au ministre prussien à Washington le chargeant de s'enquérir, auprès du gouvernement des États-Unis, des principes de droit maritime qui seront suivis à l'égard des neutres durant le conflit avec les États du Sud, suivie d'une ordonnance de M. Von der Heydt, ministre du commerce, en faveur de la neutralité des sujets prussiens dans les affaires des États-Unis.....	306
Juillet....	3.	Proclamation du Roi au sujet du couronnement.....	309

## RUSSIE.

1861, Mars.....		Rapport secret sur le royaume de Pologne, présenté à l'Empereur par M. Tymnowski, ministre d'Etat, à la suite de l'adresse signée à Varsovie le 28 février.....	149
-----------------	--	---	-----

		Pages.
1861, Avril. ....	24. Rescrit de l'empereur Alexandre, adressé au sénateur Gripenberg, président du comité permanent des États de Finlande, complétant le rescrit impérial du 10 avril. ....	310
Juin. ....	5. Ukases de Moscou, contenant les ordonnances de réforme dans le royaume de Pologne relatives au conseil d'État, conseils de district, de gouvernement, municipalités, etc.	408

## SUÈDE.

1861, Mars. ....	29. Dépêche de M. le comte de Manderström, ministre des affaires étrangères, au comte de Platen, ministre de Suède à Londres, en faveur du Danemark, dans la question des duchés. ....	311
------------------	--	-----

## TURQUIE.

1861, Mai. ....	1. Proclamation d'Omer-Pacha aux habitants de l'Herzégovine, contenant la liste des concessions du sultan à la population chrétienne de la province. ....	157
Juin. ....	9. Règlement pour l'administration du Liban, arrêté à Constantinople par le gouvernement du sultan et les représentants des cinq grandes puissances, suivi du protocole contenant une déclaration explicative et complémentaire de la Porte.	313
—	11. Réponse du ministre des affaires étrangères à la note du ministre sarde, au sujet du changement de titre du roi Victor-Emmanuel. ....	435
Juillet. ....	1. Hatt impérial promulgué par le sultan Abdul-Azis, à l'occasion de son avènement. ....	318
—	6. Reconnaissance du royaume d'Italie par la Sublime-Porte. ....	435
—	14. Hatt impérial ordonnant la fusion du conseil du Tanzimat avec le grand Conseil de justice. ....	436

## WURTEMBERG.

1861, Juin. ....	13. Rescrit royal adressé à la commission permanente des États, l'avisant qu'à la suite de la résolution de la Chambre des députés du 16 mars 1861, le concordat avec la cour de Rome est retiré. ....	158
------------------	--	-----

## FIN DES TABLES DU TROISIÈME VOLUME.